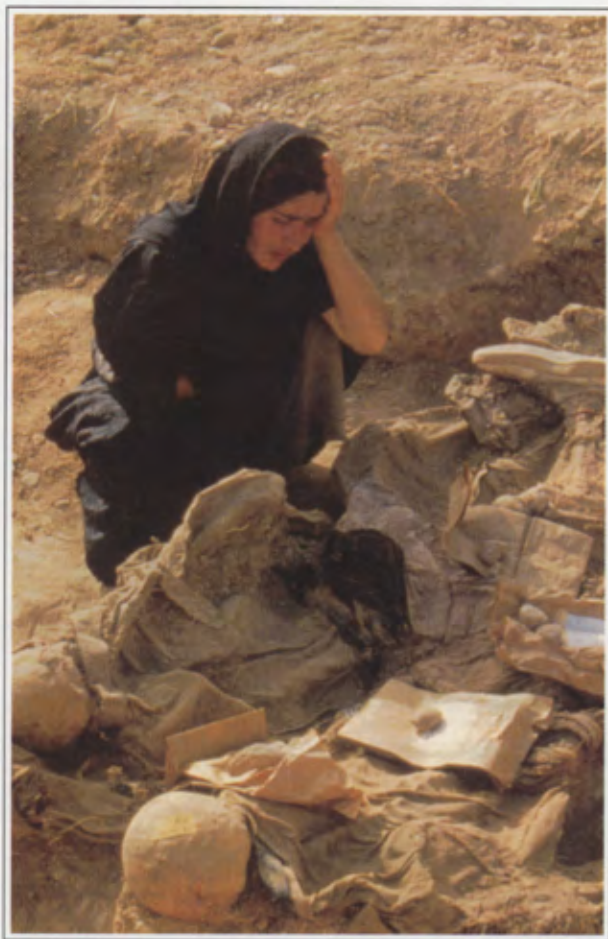


GÉNOCIDÉ EN IRAK

La campagne d'Anfal contre les Kurdes



Middle East Watch

Département de Human Rights Watch

KARTHALA

GÉNOCIDÉ EN IRAK

Édition originale en anglais :
Genocide in Iraq. The Anfal Campaign Against the Kurds
© Middle East Watch, juillet 1993, États-Unis.

Publié avec le concours de l'Institut kurde de Paris
106, rue La Fayette, 75010 Paris
www.institutkurde.org

Couverture :
Veuve kurde sur le site d'une fosse commune récemment exhumée.
Susan Meiselas, Magnum Photo, Inc.

© Éditions KARTHALA pour la version française, 2003.
ISBN : 2-84586-345-4

Middle East Watch
DÉPARTEMENT DE HUMAN RIGHTS WATCH

GÉNOCIDE EN IRAK
LA CAMPAGNE D'ANFAL CONTRE LES KURDES

Traduit de l'anglais américain par
Claire BREMOND

Préface de
Pierre VIDAL-NAQUET

Éditions **KARTHALA**
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

Le *Middle East Watch* a été créé en 1989 pour favoriser et promouvoir, au Moyen-Orient, le respect des droits de l'homme internationalement reconnus dans le monde. Gary Sick est le président de *Middle East Watch*, Lisa Anderson et Bruce Rabb les vice-présidents. Andrews Whitely en est directeur général. Virginia N. Sherry et Aziz Abu Hamad sont les directeurs associés. Suzanne Howard est notre partenaire.

**RAPPORTS PRÉCÉDEMMENT PUBLIÉS SUR L'IRAK
ET DISPONIBLES AUPRÈS DE
HUMAN RIGHTS WATCH**

The Anfal Campaign in Iraqi Kurdistan : The Destruction of Koreme
Hidden Death : Land Mines and Civilian Casualties in Iraqi Kurdistan
Endless Torment : The 1991 Uprising in Iraq and its Aftermath
Unquiet Graves : The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan
*Needless Deaths in the Gulf War : Civilian Casualties During the Air
Campaign and Violations of the Laws of War*
Human Rights in Iraq

UNE PÉTITION

Au nom de Dieu, le miséricordieux, le compatissant

Au vénérable chef et dirigeant, à l'honorable Saddam Hussein, Président de la République (que Dieu le protège) et chef de l'honorable Conseil de commandement révolutionnaire :

Camarade de combat, je vous salue. Et je me présente à vous comme citoyen dévoué.

Je vous supplie, au nom de la justice du parti Baath, d'entendre mon cas, qui m'a, jour et nuit, privé de sommeil. Car j'ai perdu tout espoir, et lorsque je n'ai plus eu personne vers qui me tourner, je suis venu vous exposer mon problème, qui pourrait vous intéresser.

Monsieur :

Je soussigné Assi Moustafa Ahmad, ancien prisonnier de guerre libéré le 24 août 1990, suis un soldat de réserve, né en 1955. J'ai participé à la glorieuse bataille du Qadissiyat de Saddam, dans le secteur d'Al-Shoush, et ai été fait prisonnier le 27 mars 1982. Je suis resté prisonnier jusqu'au jour où la décision d'échanger les prisonniers de guerre a été adoptée. Puis, je suis rentré chez moi, j'ai embrassé le sol de ma terre patrie bien-aimée, et je me suis agenouillé devant le portrait de notre chef victorieux et président Saddam Hussein. Dans mon cœur, j'éprouvais une profonde aspiration à retourner dans ma famille. Elle serait enchantée de me revoir, je serais enchantée de la revoir, et nous serions tous envahis par une joie irrésistible que personne ne pourrait décrire.

J'ai toutefois trouvé une maison complètement vide. Ma femme et mes enfants n'y étaient pas. Quelle catastrophe ! Quelle horreur ! On m'a dit que toute la famille était tombée entre les mains des forces conduisant l'opération d'Anfal dans la région du Nord, dirigée par le camarade Ali Hassan al-Madjid. Je ne connais rien de leur sort. Il s'agit de :

1. ma femme Azimah Ali Ahmad, née en 1955
2. ma fille, Jarou Assi Moustafa, née en 1979
3. mon fils Faraydoun Assi Moustafa, né en 1981
4. mon fils Rukhoush Assi Moustafa, né en 1982

À travers cette pétition, je m'en remets à vous en espérant que vous prendrez pitié de moi et que vous m'informerez de leur sort. Que Dieu vous offre le succès et vous protège.

Avec tous mes remerciements et tout mon respect.

[signature]

Assi Moustafa Ahmad

Ancien prisonnier de guerre

Soldat de réserve

Sans domicile ni refuge à Soulaïmaniya

Chamchamal, quartier de Bekas

Mosquée d'Hadji Ibrahim

4 octobre 1990

LA RÉPONSE

Au nom de Dieu, le miséricordieux, le compatissant

République d'Irak

Bureau de la présidence

Dossier numéro : Sh Ayn/B/4/16565

Mr. Assi Moustafa Ahmad

Gouvernorat de Soulaïmaniya

District de Chamchamal, quartier de Bekas

Mosquée d'Hadji Ibrahim

En réponse à votre pétition en date du 4 octobre 1990.

Votre femme et vos enfants ont disparu pendant les opérations de la campagne d'Anfal qui se sont déroulées dans la région du Nord en 1988.

Votre serviteur,

[signature]

Saadoun Ilwan Muslih

Chef du bureau de la présidence

PRÉFACE

Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, m'a demandé d'écrire quelques lignes en tête de ce volume sur le drame vécu par le peuple kurde d'Irak entre 1987 et 1988. Je le fais d'autant plus volontiers que les Kurdes sont les grands oubliés de l'histoire et que le livre dont il s'agit est d'une qualité tout à fait exceptionnelle.

Il y a plus de quarante ans Maxime Rodinson, que nul n'accusera d'être un adversaire de l'émancipation des peuples arabes, écrivait dans *France-Observateur* du 22 août 1962 : « L'histoire des Kurdes pendant les quarante dernières années a tout du martyrologe. Massacres, incendies de villages et de récoltes, viols, pillages, en forment la trame. » C'est une formule que l'on pourrait reprendre ici. Certes, nous ne sommes pas aujourd'hui, en Irak, au pire moment de cette histoire. La guerre du Golfe de 1991 a eu ceci de positif que le nord de l'Irak, c'est-à-dire la zone kurde par excellence, est protégé d'une incursion éventuelle de l'armée de Saddam Hussein. Ce dernier, un dictateur qui fut, entre autres, l'ami, voire le protégé, de Jacques Chirac et de Jean-Pierre Chevènement fut pendant sa guerre de huit ans contre l'Iran de Khomeiny le favori d'une bonne partie de l'Occident, ce qui n'empêcha pas certains milieux américains d'armer son adversaire intégriste (rappelons-nous le scandale de l'Irangate).

Le dictateur irakien n'était-il que l'ennemi de l'intégriste, voire un émule arabe du petit père Combes ? Longue histoire certes... Les Kurdes sont mentionnés dans l'*Anabase* de Xénophon (début du IV^e siècle avant notre ère) où ils sont appelés les Kardouques, longue histoire que les Kurdes d'aujourd'hui échangeaient volontiers, pour reprendre une blague juive, contre un peu de géographie, du moins de géographie politique.

Si loin en effet qu'on remonte dans le temps, on chercherait en vain un État kurde à peu près homogène. Sur ce point les Kurdes se distinguent des Arméniens. Il y eut, chez les Kurdes, de remarquables guerriers, à commencer par Saladin, mais celui-ci, dont le tombeau s'élève à Damas, est un héros du peuple arabe.

Dans leur immense majorité les Kurdes, jusqu'en 1918, faisaient partie de l'Empire ottoman. Nombre d'entre eux ont joué un rôle important, en 1915, dans le massacre des Arméniens, des Arméniens dont le destin apparaît aujourd'hui parallèle au leur.

En 1918, l'Empire ottoman s'effondre sous les coups de boutoir des alliés occidentaux et de la révolte arabe. Le traité de Sèvres en 1920 donne aux Kurdes comme aux Arméniens le droit de constituer un État indépendant. La République arménienne sera broyée entre Lénine et Mustapha Kémal. La République kurde ne verra pas le jour. Entre la Syrie, sous mandat français, l'Irak sous mandat britannique, l'Iran, la Turquie où ils sont des « Turcs des montagnes », les Républiques caucasiennes de la jeune Union soviétique, les Kurdes sont partagés, pour ne pas dire étouffés. Le pétrole joue son jeu dans ce partage, autour de Mossoul par exemple, en plein Kurdistan irakien. Il y eut cependant, pendant une brève période en 1946, dans le Kurdistan iranien, une République dite de Mahabad que les Soviets laissèrent écraser. Il en résulte que tout mouvement du peuple kurde en vue de son émancipation sera toujours soupçonné d'être protégé par l'étranger, et cela ne sera pas toujours faux. Pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, les Kurdes seront tenus, chez Saddam Hussein, comme des agents de ce « sioniste » notoire qui s'appelle Khomeiny. Ridicule ? Assurément, mais j'ai entendu un jour, en juillet 1967, Golda Meïr expliquer qu'il y avait un mouvement national que son pays, et lui seul, protégeait, le mouvement kurde, celui de l'Irak, bien entendu, car il n'était pas question d'aider les Kurdes de Turquie. Comme on peut bien le penser, il ne s'agissait pas là d'une aide désintéressée. Et il en fut de même pour l'Iran, pendant les huit ans de guerre avec l'Irak.

Dans la conscience des nations, les Kurdes viennent toujours en second. Est-ce le moment de les aider ? Chacun se pose cette question, en particulier aujourd'hui où le piranha irakien est menacé par un plus gros poisson que lui, l'empire américain de George W. Bush. Ai-je besoin de le dire ? Ce genre d'arguments ne me touche guère. À la limite, pour le peuple kurde, ce ne fut jamais le moment.

Je ne nie pas qu'il y ait, en politique, des priorités. Au printemps de 1943, quand les hitlériens révélèrent ce qu'ils avaient découvert dans la forêt de Katyn, tombeau de milliers d'officiers polonais assassinés par la police de Staline, fallait-il se joindre à cette dénonciation évidemment intéressée ? La réponse est difficile. J'incline tout de même à penser qu'il valait mieux ne pas attribuer tout de go ce massacre aux nazis, comme Staline y invita ses alliés.

Pourquoi ai-je accepté de présenter au public ce livre terrifiant, qui jette une lumière crue sur le massacre subi par les Kurdes entre mars et septembre 1988 ? D'abord, bien entendu, parce qu'il s'agit d'un livre d'histoire,

fondé sur des sources irrécusables, quatorze tonnes de documents émanant de la bureaucratie irakienne, des documents qui ne sont pas codés comme les documents nazis, ou qui le sont très rarement. À ces documents qu'il fallait classer, traduire, interpréter, s'ajoute l'enquête sur le terrain menée par les hommes et les femmes de *Human Rights Watch*, organisation humanitaire américaine, qui veille à l'application et, hélas, surtout à la non-application des droits élémentaires, un peu partout sur la planète. Il se trouve que, lors d'un voyage en Israël et dans les territoires occupés il y a plus de dix ans, j'ai rencontré, en Cisjordanie, un de ces hommes et que j'ai apprécié sa conscience et son sérieux, sur un territoire où les Américains, du moins les officiels américains ne passent pas pour défendre très vaillamment les droits de la personne humaine. C'était avant les accords d'Oslo, avant le retour de la gauche au pouvoir. J'imagine que personne ne doute de l'horreur que m'inspire la politique du général Sharon, mais Sharon n'est qu'un médiocre politicien, criminel à ses heures, si on le compare avec un tueur authentique comme l'est Saddam Hussein. Plutôt que sur le registre des hommes politiques, ce dernier peut s'inscrire sur celui des massacreurs, tel qu'on les voit fonctionner sur les bas-reliefs assyriens au *British Museum*.

Les documents étudiés par la section du Moyen-Orient de *Human Rights Watch* permettent de faire l'histoire de ce qui s'est passé dans le Kurdistan irakien de mars à septembre 1988 : arrosage de villes et de villages au gaz, massacre des hommes, des femmes et des enfants, établissement de camps de concentration, de prisons parfois meurtrières, fusillades en masse, tortures diverses. Ils permettent, grâce aux enquêtes qui les accompagnent, non, bien évidemment, de faire parler les morts, mais de reconstituer nombre d'histoires individuelles, celles de femmes et d'hommes qui ont échappé aux assassins.

Si cette étude ne laisse aucun doute sur la volonté de tuer, elle permet de voir que même au sein de la bureaucratie, de l'armée et de la police irakiennes, il y eut des hommes qui surent se comporter avec humanité. Il ne s'agit pas de condamner un peuple, mais d'analyser une pratique qui fut, je le dirai aussi nettement que possible, monstrueuse. Et pourtant personne n'a enlevé Saddam Hussein pour le traduire devant la Cour de justice internationale de La Haye.

Avant d'entrer quelque peu dans le détail, situons ce livre dans la production historiographique. En 1958 était publié par la *Harvard University*

Press un livre de l'historien américain Merle Fainsod intitulé *Smolensk Under Soviet Rule*. Ni la date ni le responsable de cette publication ne sont des données indifférentes. En dépit du dégel khrouchtchévien, on est encore loin d'être sorti de la guerre froide, la répression de l'insurrection hongroise est de novembre 1956. Les deux grands ne se sont entendus, brièvement, que pour condamner l'aventure franco-anglo-israélienne au Sinaï et à Suez. La recherche de Merle Fainsod a été financée par la *Rand Corporation*, elle-même très proche de l'administration américaine, sous la présidence d'Eisenhower. Cela dit, *Smolensk Under Soviet Rule* est un très important livre d'histoire. À une époque où les archives soviétiques étaient inaccessibles pour les chercheurs indépendants qu'ils soient soviétiques ou étrangers, le livre de Merle Fainsod reposait sur les archives du parti à Smolensk pendant la période 1917-1938. Cet ensemble avait été saisi après la prise de la ville par les armées d'Hitler, en juillet 1941. Lors de la Victoire, les Américains s'étaient emparés de cette documentation. Leur étude permit à Merle Fainsod d'examiner de près le fonctionnement du pouvoir soviétique et de retracer les grandes lignes de son évolution avant, pendant et après la NEP (nouvelle politique économique). Documentation exceptionnelle, assurément, qui permet de voir de près ce qu'est le totalitarisme, mais documentation limitée. Il s'agit d'environ un demi-millier de dossiers, contenant approximativement 200 000 feuillets. De ce point de vue les quatorze tonnes de documents étudiés par *Middle East Watch* constituent un ensemble infiniment plus riche. Je ne vois rien qui puisse lui être comparé. De quoi s'agit-il ? De la répression dirigée par Ali Hassan al Madjid, cousin et ami de Saddam Hussein, et dirigée contre les Kurdes entre le 23 février et le 6 septembre 1988, au cours de sept opérations baptisées, si j'ose dire, Anfal. La symbolique est en l'espèce importante. L'Anfal, c'est le butin, les dépouilles de l'ennemi, de ces « incrédules » qu'il faut selon la huitième sourate du Coran « exterminer jusqu'au dernier ». Allah parle à son prophète : « Ils t'interrogent au sujet du butin. Dis "le butin appartient à Dieu et à son prophète. Craignez Dieu ! Maintenez la concorde entre vous. Obéissez à Dieu et à son prophète, si vous êtes croyants" (traduction D. Masson, Bibliothèque de la Pléiade, p. 212). Selon la légende, Saddam Hussein ne s'était rattaché à un Islam conquérant que lors de la guerre du Koweït. Il est clair que la guerre contre les Kurdes et, secondairement, contre d'autres minorités : les Assyro-Chaldéens chrétiens et les Yézidis, a

pris, elle aussi, une dimension religieuse. Il fallait au moins cela pour affronter outre les Kurdes « le régime iranien sioniste ». Il fallait au moins cela pour qu'un officier puisse dire à un vieillard : « Nous allons vous envoyer dans un enfer spécialement conçu pour les Kurdes. » Il faut rendre justice à ces derniers : ils sont, dans leur majorité, des musulmans fidèles ; leurs « chefs », même si certains d'entre eux restent à la tête de structures féodales – tous ne sont pas des Abdoul Rahman Ghassemelou, que j'ai eu le privilège de rencontrer et d'admirer avant qu'il soit assassiné – ne se prennent pas pour des représentants de Dieu sur terre. Encore faut-il signaler que, au jour où j'écris ces quelques pages, on annonce la réconciliation des deux principales factions qui se partagent le Kurdistan irakien. Puisse cette unification ne pas être un signe précurseur de la guerre qui menace et dont je crains qu'elle ne serve pas, en dernière analyse, les intérêts du peuple kurde.

Le livre du *Middle East Watch* dont le principal auteur est Georges Black, responsable notamment avec Robin Moore d'un livre sur le mouvement démocratique en Chine, s'appelle *Génocide en Irak*. Il repose sur une comparaison explicite avec le génocide des juifs que je me refuse à appeler un holocauste – il ne s'agit pas d'un sacrifice humain ; le guide qui a servi de base à cette comparaison est l'ouvrage fondamental de Raul Hilberg, *La Destruction des juifs européens*. Contrairement à nombre de savants et à nombre de juifs, je ne crois pas que le grand massacre des juifs soit un phénomène unique dans l'histoire contemporaine. Les Arméniens en 1915, plus près de nous plus d'un million de Cambodgiens à la fin des années 1970, et les Tutsi du Rwanda en 1994 ont été victimes de génocides, c'est-à-dire de massacres visant à détruire des êtres humains, non pour ce qu'ils font, mais pour le crime d'être nés, comme le disait André Frossard. Est-ce le cas des Kurdes ? Au risque de choquer tout le monde, je dirai que la réponse n'est pas simple. Écartons une objection sans valeur. Certains diront que les Kurdes étaient, sont toujours, des guerriers, que leurs combattants, les *peshmergas*, ont donné du fil à retordre à l'armée de Saddam Hussein, qu'ils sont adossés à la frontière iranienne. La même objection, exactement la même, a été formulée à propos du massacre des Arméniens, adossés eux à la frontière russe. Cette argumentation me paraît sans valeur aucune. En aucun cas de quelconques « lois de la guerre » n'ont été respectées par les massacreurs. Les femmes, les enfants, et même – argument décisif – les fidèles du régime baasiste n'ont pas été épargnés : « Al Madjid se vantait même de menacer

les chefs de milices d'armes chimiques s'ils refusaient d'évacuer leurs villages. L'identité ethnique et la localisation physique étaient tout ce qui comptait et ces facteurs sont devenus essentiels lorsque les massacres de masse se sont produits en 1988. »

Ajoutons que le vocabulaire des dirigeants du Baas – parti dont le modèle est totalitaire –, même si son idéologie ne pèse pas très lourd, ressemble parfois étrangement à celui des nazis. On parlait pour les Kurdes « déplacés » de « réimplantation » ce qui ressemble fort à l'allemand *Umsiedlung*.

Tout compte fait pourtant, je dirai volontiers qu'il s'agit dans le cas irakien d'actes génocidaires plutôt que d'un génocide proprement dit. Pourquoi ? Le fait le plus étrange est que, depuis 1970, les négociations autour d'un statut d'autonomie ont alterné, y compris aussi l'établissement du pouvoir personnel de Saddam Hussein, avec les massacres. Les opérations Anfal elles-mêmes ont été suivies en septembre 1988 d'une loi d'amnistie, cette amnistie fut incomplète, certes, et hypocrite. Des exécutions furent pratiquées après sa proclamation, sans aucun doute. L'amnistie n'en a pas moins fait choc, témoin ce haut responsable, dont le discours est cité dans l'appendice A et qui disait le 15 avril 1989 : « Quand l'amnistie a été annoncée, j'ai failli devenir fou », preuve tout de même qu'elle n'était pas une simple farce. Imagine-t-on Hitler amnistiant les juifs en 1944 ?

Il ne suffit pas de n'être pas tout à fait Hitler pour être un personnage respectable. On peut être, par exemple, Enver Pacha ou Milosevic. On peut être aussi Tamerlan. C'est à juste titre que l'auteur de ce livre a mis en tête de nombre de ses chapitres des citations de la pièce de Marlowe, *Tamburlaine the Great*, ce redoutable personnage, enseveli à Samarcande, et qui ravagea l'Orient proche ou lointain à la fin du XIV^e siècle.

Mais laissons là ces comparaisons. Il reste que le lecteur tient entre les mains un livre capital, par sa documentation irréfutable, par la qualité de l'enquête, mais aussi par le mélange unique du général et du particulier, du témoignage qui nous met en présence de destins individuels et des documents qui nous prouvent que le meurtre a bel et bien été planifié.

Pierre Vidal-Naquet

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Parfois, l'occasion de mener une enquête peut émerger d'une tragédie. Pour le Middle East Watch, la possibilité d'entreprendre une recherche sur les droits de l'homme en Irak du Nord s'est présentée pour la première fois, par hasard, à la suite des événements violents du début de l'année 1991, que la plupart des lecteurs connaissent bien grâce à la télévision. Alors que, face à l'avancée des troupes alliées et des combattants *peshmergas* kurdes, les troupes gouvernementales irakiennes reculaient, se repliant, avec des réfugiés civils, depuis les frontières turque et iranienne, il devint évident que l'interdiction d'accès à la zone kurde, imposée depuis longtemps par Bagdad, se trouvait interrompue par un cas de force majeure. Personne ne pouvait prévoir combien de temps cette fenêtre d'opportunité resterait ouverte.

L'incertitude, source d'affaiblissement, demeure. C'est l'avenir des Kurdes d'Irak, en tant que minorité menacée, ainsi que leur vie qui sont en jeu. Au moment où cet ouvrage est écrit, une forte pression économique, résultant de la combinaison des sanctions adoptées par les Nations unies contre l'Irak et du blocus interne imposé par les forces gouvernementales, menace de provoquer une famine de masse parmi les 3,5 millions d'habitants de l'enclave contrôlée par les rebelles kurdes. Les troupes gouvernementales massées le long de la ligne de cessez-le-feu pourraient aisément reconquérir la région avant que l'Occident prenne le risque de venir au secours des Kurdes.

Pour le Middle East Watch, la préoccupation majeure de ces deux dernières années était de savoir s'il aurait le temps de mener une recherche adéquate afin d'obtenir une information fiable qui puisse convaincre à la fois l'opinion publique internationale et, plus tard, une cour de justice. Même si des rapports préliminaires ont été précédemment diffusés concernant la campagne d'Anfal¹, avec la publication de cet ouvrage, le premier objectif est atteint. Tout porte à croire que les

1. *Hidden Death : Land Mines and Civilian Casualties in Iraqi Kurdistan*, October 1992, 67 p. ; *Unquiet Graves : The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan*, February 1992, 41 p. ; et *The Anfal Campaign in Iraqi Kurdistan : The Destruction of Koreme*, January 1993, 116 p. Le deux derniers rapports ont été conjointement publiés avec Physicians for Human Rights. *Human Rights in Iraq*, un rapport du Middle East Watch publié en février 1990, contient un long chapitre sur la répression des Kurdes par le gouvernement ; il est disponible auprès de Yale University Press, New Haven, 1990.

dizaines de milliers de civils kurdes « disparus » par l'action des forces gouvernementales en 1988 sont quasiment tous morts. Reste à voir si l'on pourra définitivement statuer sur leur sort. Tout dépend de l'évolution de la politique intérieure de l'Irak.

Les allégations concernant les mauvais traitements imposés aux Kurdes par les forces gouvernementales de sécurité circulent en Occident depuis des années, avant même les événements de 1991 ; les rebelles kurdes parlaient de 4 000 villages détruits et estimaient à 182 000 le nombre de personnes déplacées durant la seule année 1988. Le phénomène de l'Anfal, nom de code militaire officiellement utilisé par le gouvernement dans ses déclarations publiques et ses notes de service internes, était bien connu en Irak, en particulier dans la région kurde. Depuis que les terribles détails de la campagne sont apparus au grand jour, le nom d'Anfal est marqué au fer rouge dans la conscience populaire – au même titre que le génocide de l'Allemagne nazie l'a été au regard de ses survivants. Le parallèle est juste, et souvent terriblement proche.

Isolés par le relief montagneux, divisés par leurs propres opinions politiques et par la politique régionale fondée sur le mode du « diviser pour régner », peu de Kurdes mesuraient, à l'époque, le caractère fortement organisé et systématique de la campagne d'Anfal. Et lorsque – avant 1991 – des dirigeants rebelles kurdes se sont trouvés maîtres, pour un temps, d'une partie de leurs terres ancestrales, il y avait peu de faits tangibles propres à cette campagne auxquels des organisations externes auraient pu se fier.

Dans son rapport datant de février 1990 et intitulé *Droits de l'homme en Irak*, le Middle East Watch a reconstitué ce qui s'est passé à partir de sources fournies par les exilés. Rétrospectivement, la reconstitution des faits s'est révélée d'une grande exactitude. Cependant, certaines des plus graves accusations émises par les Kurdes semblaient difficiles à croire. Comme on l'a appris par la suite, tous les étrangers qui suivaient de loin les affaires kurdes ont dû faire preuve d'humilité. Les reporters occidentaux, les personnels de secours, les organisations de droits de l'homme et autres visiteurs qui se sont rendus dans le Kurdistan irakien ont fini par admettre que les souffrances infligées aux Kurdes par le gouvernement n'étaient en aucun cas exagérées.

Avec ce dernier rapport, produit d'une laborieuse accumulation de données ayant duré dix-huit mois, le Middle East Watch pense pouvoir aujourd'hui démontrer de façon convaincante la volonté délibérée de la part de Saddam Hussein de détruire, par des massacres de masse, une partie de la minorité kurde d'Irak. Les

Kurdes sont incontestablement un groupe ethnique distinct², différent de la majorité de la population arabe d'Irak, et ont été la cible de la campagne d'Anfal en tant que tels. Deux instruments officiels – le recensement national d'octobre 1987 et la déclaration des « zones interdites », qui couvraient une part croissante de la campagne kurde – ont constitué les fondements officiels de cette politique. Ces instruments ont été mis en place dans le cadre d'une politique d'arabisation dirigée par le gouvernement, depuis à peu près deux décennies, dans des districts dont la composition ethnique était mixte, ou ailleurs dans des terres que Bagdad considérait comme désirables ou stratégiquement importantes où la population kurde était mise en minorité par l'arrivée de paysans arabes encouragés à se réimplanter et protégés par des troupes gouvernementales.

Les Kurdes détenaient évidemment des armes et y ont régulièrement eu recours lorsque leurs revendications pour une plus grande autonomie culturelle et politique ont été contrariées. En fait, la campagne d'Anfal ne peut être comprise si l'on ne garde pas à l'esprit la lutte armée menée par les Kurdes depuis un demi-siècle contre le gouvernement central d'Irak, quel que soit son régime politique. Au début des années 1970, les partisans du Baath, encore incertains de leur emprise sur le pouvoir, sont allés beaucoup plus loin que leurs prédécesseurs en acceptant ces revendications ; ils ont offert une part substantielle d'autonomie aux Kurdes, et reconnu leur identité séparée, dans le cadre même de la Constitution provisoire. Cette constitution est encore en vigueur, et Bagdad maintient encore la fiction d'une région autonome kurde, disposant de sa propre administration. L'administration fantôme siège dans la ville de Kirkouk, contrôlée par le gouvernement, et dénonce régulièrement les « usurpateurs soutenus par l'étranger » qui agissent dans le territoire dirigé par les rebelles kurdes.

Toutefois, la logique de la campagne d'Anfal ne peut pas non plus être dissociée de la guerre Iran-Irak. Après 1986, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les deux principaux partis kurdes, ont été soutenus par le gouvernement iranien et ont parfois pris part aux raids militaires conjoints contre les positions du gouvernement irakien ; le PDK avait aussi une base arrière en Iran même. Nous ne contestons pas le fait que Bagdad avait le droit d'engager une action de contre-insurrection, d'arracher des mains des rebelles le contrôle de la région frontalière du nord-ouest de l'Irak et d'une partie de la zone montagneuse

2. D'un point de vue anthropologique, les Kurdes sont un peuple indo-européen, parlant une langue proche du persan, bien qu'avec un fort mélange d'arabe et de turc, variant selon le pays dans lequel ils vivent.

du pays. Ce que le Middle East Watch soutient, c'est que – en agissant ainsi – le gouvernement central est allé beaucoup plus loin que ce qui était nécessaire à la restauration de son autorité par une action militaire légitime. Au cours de ce processus, le régime de Saddam Hussein a commis une série de crimes de guerre, ainsi que des crimes contre l'humanité et un génocide.

Bon nombre de lecteurs ont eu connaissance de l'attaque lancée sur Halabja en mars 1988, dont près de 5 000 civils kurdes ont été victimes – l'événement provoqua pendant un court instant une forte indignation internationale ; ces lecteurs seraient en revanche surpris d'apprendre que le gouvernement central avait utilisé des gaz toxiques contre les Kurdes onze mois plus tôt. Dans l'ensemble, le Middle East Watch a dénombré quarante attaques différentes sur des cibles kurdes, dont certaines ont impliqué de multiples sorties sur plusieurs jours, entre avril 1987 et août 1988. Chacune de ces attaques, impliquant l'utilisation d'armes interdites, constitue un crime de guerre, aggravé par le fait que des civils en furent souvent victimes.

Selon nos estimations, au moins 50 000, et peut-être même 100 000 personnes, pour beaucoup des femmes et des enfants, ont été tuées sans autre forme de procès pendant la campagne d'Anfal, entre les mois de février et de septembre 1988. Ils ne sont pas morts au cœur de la bataille ; il se serait alors agi, pour employer un euphémisme militaire, de « dommages collatéraux ». Il ne s'agissait pas non plus d'actes d'égaré commis par des commandants isolés, et dont la cruauté serait restée inaperçue ou impunie par leurs supérieurs. En fait, ces Kurdes ont été systématiquement mis à mort en grand nombre, sur ordre du gouvernement central de Bagdad. Ils l'ont été des jours, voire des semaines, après avoir été rassemblés dans des villages destinés à être détruits, ou alors qu'ils fuyaient les assauts de l'armée contre les « zones interdites ».

Alors que la minorité des morts était des combattants, ou des « forces de soutien » aux groupes rebelles, la grande majorité était des non-combattants, morts parce qu'ils habitaient des territoires déclarés interdits par le gouvernement irakien. Les responsables de leur mort dans des pelotons d'exécution étaient généralement membres des unités de sécurité d'élites sans liens avec les forces ayant capturé les Kurdes ; cela témoigne de la nature délibérée et planifiée de la campagne d'Anfal. En d'autres termes, pendant qu'une main balayait, l'autre pouvait disposer de ce que le régime considérait comme des « déchets ».

Deux chercheurs de terrain expérimentés, Jemera Rone et Joost Hitlermann, accompagnés la plupart du temps par un assistant, ont passé six mois en Irak du Nord, entre les mois d'avril et de septembre 1992, à recueillir des témoignages sur

la campagne d'Anfal (voir la note sur la méthodologie, présentée séparément). Un garçon de douze ans, Taymour Abdulhah Ahmad, était jusqu'alors le seul survivant connu, d'après les nombreux rapports selon lesquels des Kurdes – hommes, femmes et enfants – avaient été transportés en grand nombre par camion vers le sud, jusqu'au cœur des terres arabes d'Irak, et avaient alors disparu. On supposait qu'ils avaient été sommairement exécutés, mais aucune preuve n'en attestait. Durant son enquête, l'équipe du Middle East Watch a retrouvé et interrogé sept autres survivants d'exécutions massives, qui ont fait état de leur expérience de façon détaillée et convaincante. Cinq d'entre eux ont été emmenés et tués par balle pendant la campagne militaire de « six mois », les deux autres peu après.

Parvenir à juger avec certitude de ces conclusions, sans craindre de contradiction, n'a pas été chose facile. Le Middle East Watch, un département de Human Right Watch, a déjà consacré plus de ressources à ce projet ambitieux qu'à n'importe quelle autre entreprise de son organisation mère en quinze ans. Nous sommes profondément reconnaissants envers les personnes et les fondations qui ont soutenu le travail réalisé sur ce projet. La publication de ce livre est un événement marquant. Mais l'aboutissement de ce projet est encore à venir. Le travail ne sera terminé que lorsque les responsables – à la fois le gouvernement dans sa collégialité et les personnes qui ont dirigé et mis en œuvre la campagne d'Anfal – comparaitront devant un tribunal.

En l'absence de tribunal international apte à juger les responsables des graves crimes énumérés ci-dessus, trois options se présentent. La première est celle d'un tribunal irakien. Dans les circonstances actuelles, le président Saddam Hussein et le parti Baath étant toujours au pouvoir, cela est inconcevable. La deuxième option repose sur la perspective d'un tribunal international *ad hoc*, chargé par le Conseil de sécurité des Nations unies de prendre en compte une partie ou l'ensemble des crimes précédents sur la base de preuves rassemblées par une commission spéciale d'enquête. Alors qu'une telle proposition a déjà été déposée au Conseil de sécurité par l'Administration Clinton, sa mise en œuvre est pleine d'incertitudes, car soumise aux changements politiques des puissances majeures aux Nations unies.

En troisième et dernier lieu reste la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye. La raison d'être de la CIJ, qui fait partie du système des Nations unies, est de résoudre les différends entre nations, relatifs aux violations d'accords et de traités internationaux. Dans le cas des Kurdes d'Irak, le traité pertinent est la Convention de 1951 sur la prévention et la punition du crime de génocide, dont l'Irak et cent sept autres États sont signataires. Fait important, l'Irak a également reconnu la juridiction

de la CIJ pour identifier des cas de génocide commis à son encontre par d'autres États de même rang. Selon le Middle East Watch, cette troisième option est potentiellement la voie la plus prometteuse pour obtenir justice dans le cas de la campagne d'Anfal.

Choisir cette option n'implique pas d'abandonner les autres ; en fait, elles pourraient se compléter l'une l'autre, puisque la CIJ n'est habilitée qu'à juger de la responsabilité des États et non des individus. Mais, contrairement aux idées reçues, la CIJ peut présenter un avantage pratique pour les Kurdes d'Irak : elle peut, par exemple, ordonner des mesures provisoires de protection (un ou des États signataires de la Convention contre le génocide agiraient en effet au nom des Kurdes) ou exiger que le gouvernement paie des dommages ou des réparations aux victimes.

Jusqu'à présent, seule la Bosnie-Herzégovine a porté plainte contre un autre État au nom de la Convention contre le génocide. La CIJ a rapidement accordé des mesures provisoires de protection, en mars 1993, mais doit encore statuer sur le fond de l'affaire. Porter véritablement plainte contre l'Irak au nom des Kurdes serait ainsi un événement capital au regard de la protection internationale des droits de l'homme ; ce serait une victoire qu'il serait impératif de gagner, et de gagner sur la base de droits et de faits solides. Ce jugement donnerait vie à la Convention sur le génocide, restée lettre morte, consoliderait le respect du droit international, et dissuaderait les régimes tyranniques dans le monde d'entreprendre des actions similaires contre un peuple minoritaire.

Comment, alors, les preuves ont-elles été rassemblées, et pourquoi le Middle East Watch est-il confiant dans l'idée qu'une action victorieuse pourrait être menée contre le gouvernement irakien ?

C'est à la fin de l'année 1991 – un mois après que le Front du Kurdistan irakien, coalition composée de sept partis, a instauré son autorité dans l'enclave rebelle – que nous avons décidé d'envoyer notre seconde mission dans la région (la mission précédente avait permis de produire une étude faisant autorité sur le problème endémique des mines, obstacle sérieux à la réimplantation des réfugiés). Cette mission – une aventure menée conjointement avec Physicians for Human Rights, qui avait déjà mené une étude retentissante sur l'utilisation des gaz chimiques en Irak en 1988 pendant la campagne d'Anfal – allait pénétrer dans le Kurdistan irakien par la Turquie. Son objectif consistait à examiner l'étendue du phénomène des fosses communes découvertes par les Kurdes en divers lieux. La mission, qui a duré dix jours, a permis de mettre à jour plusieurs fosses communes au sein et aux alentours des grandes villes kurdes d'Arbil et de Suleimanieh, contenant des victimes de l'Amn, principale

force de sécurité interne. L'équipe partit au moment même où expirait le délai pour le renouvellement de l'opération « Provide Comfort » – opération de protection alliée basée en Turquie (Ankara renouvela la permission le onzième jour).

Durant le soulèvement de mars 1991 – qui échouera en définitive –, une grande quantité de documents officiels irakiens a été volée, notamment lorsque les Kurdes ont pris d'assaut les locaux de la police secrète qui dominait chaque grand centre et chaque ville. La plupart ont été brûlés ou détruits à la hâte, dans la confusion et la panique qui ont marqué ces journées. Les Kurdes cherchaient surtout des références les concernant, pour découvrir dans quelles mesures ils avaient été infiltrés ; peu pensaient à la campagne d'Anfal, bien qu'elle se fût terminée à peine dix-huit mois plus tôt. L'accès à ces documents officiels est devenu le Saint-Graal des chercheurs : avoir l'opportunité de parler aux survivants des violations des droits de l'homme, exhumer les corps de ceux qui n'ont pas survécu, et lire alors les récits officiels de ce qui s'est passé – alors que le régime ayant commis ces crimes était encore au pouvoir – est un fait unique dans les annales de la recherche sur les droits de l'homme.

Le Middle East Watch, accompagné de l'écrivain irakien Kanan Makiya³ et de Peter Galbraith, de la Commission des affaires étrangères du Sénat américain, a discuté, avec les parties kurdes en possession de ces documents, de leur transfert aux États-Unis, de façon à ce qu'ils soient tenus en lieu sûr et analysés. Le sujet soulevait de nombreuses questions : de combien de documents les Kurdes s'étaient-ils exactement emparés ; de quelle utilité ces documents se révéleraient-ils ; où étaient les dépôts ; et comment les obstacles logistiques et diplomatiques pour les sortir du pays seraient-ils surmontés ? Plusieurs visites dans la région ont été nécessaires avant qu'un accord soit conclu. En mai 1992, quelque quatorze tonnes de documents ont finalement été transférées aux États-Unis, à l'initiative du Middle East Watch et sous son contrôle. À l'arrivée, la Commission des affaires étrangères du Sénat a pris en charge les documents, les a placés en lieu sûr, où ils ont été examinés par une équipe du Middle East Watch (voir le chapitre concernant la méthodologie pour la façon dont le travail a été mené).

Ces documents – essentiellement extraits du Mudiriyat al-Amn al-Ameh (Directoire de sécurité générale), du Mudiriyat al-Istikhabarat al-Askariyet al-Ameh (Directoire de renseignement militaire général), et – dans une moindre mesure – du parti Baath, représentent une composante clé pour comprendre la logique et la

3. Makiya, sous son pseudonyme Samir al-Khalil, est l'auteur de l'ouvrage *Republic of Fear : The Inside Story of Saddam Hussein's Iraq*, New York, Pantheon Books, 1990, et de *Cruelty and Silence : War, Tyranny and Uprising and the Arab World*, New York, W.W. Norton, 1993.

réalisation de la campagne d'Anfal. Embrassant la période qui va du début des années 1960 à 1991, ces documents seront essentiels pour intenter un recours juridique contre le gouvernement d'Irak.

Entre avril 1992 et avril 1993, le Middle East Watch a recueilli des témoignages oraux de plus de 350 témoins ou survivants des actions entreprises par les autorités en rapport avec la campagne d'Anfal. Cette information est essentielle pour comprendre l'attitude du gouvernement. Même sur la base d'un examen partiel, les documents ont comblé de nombreuses lacunes, corroborant les témoignages et prouvant la fiabilité générale des témoins.

Face aux matériaux examinés jusqu'à présent, il est évident que des archives détaillées ont été conservées sur tous les Kurdes rassemblés, puis triés et expédiés soit à la mort, soit dans des prisons ou dans des camps de repeuplement. Quand le principal artisan de la campagne d'Anfal, Ali Hassan al-Madjid, qui a été par la suite promu ministre de la Défense, a rencontré les dirigeants kurdes en mai 1991 pour des négociations de paix avortées, il savait de quoi il parlait. Aux Kurdes qui exigeaient une explication sur le sort des disparus – 182 000, selon eux –, il répondait en exposant que le nombre total (de victimes de la campagne d'Anfal) « n'avait pas pu dépasser les 100 000 ». Il s'agissait d'un ordre de grandeur, pour ne pas dire un aveu de culpabilité.

Quelque part dans les archives de Bagdad, il existe, de façon quasi certaine, un dossier sur les Kurdes disparus : certains pourraient encore être en vie, cinq ans après avoir été capturés. Mais, de notre point de vue, la grande majorité a probablement terminé dans de lointaines fosses communes, comme celles qui sont décrites dans ce rapport. Le Middle East Watch demande aux autorités irakiennes de fournir un décompte complet de ceux qui ont été enlevés de façon à ce que leurs parents puissent pleurer leur mort et reprendre le cours normal de la vie.

Peu à peu, au regard de notre étude de terrain, il est devenu clair que, bien que la campagne d'Anfal – durant laquelle les principales disparitions ont eu lieu – n'ait duré que six mois, la principale campagne de destruction des villages et des déplacements forcés de centaines de milliers de personnes habitant les « zones interdites » a couvert une période de deux ans, de mars 1987 à avril 1989. Cela coïncide avec la période pendant laquelle al-Madjid détenait un pouvoir extraordinaire de vie ou de mort en tant que secrétaire du Bureau Nord du parti Baath. La campagne était le point culminant de trente-cinq années d'arabisation, de déportations de masse et de destruction de villages.

Nous avons également appris que les actions du gouvernement avaient varié durant les différentes phases de la campagne d'Anfal. En ce qui concerne la dernière phase de cette campagne, à la fin du mois d'août 1988, et après le cessez-le-feu conclu

dans le cadre de la guerre Iran-Irak, nous avons découvert un des rares cas connus où des troupes gouvernementales ont massacré des villageois sur-le-champ. (Ailleurs, des villageois ont disparu en masse et ont vraisemblablement été exécutés dans des lieux secrets.) On a repéré dans l'ancien village éloigné de Koreme, en février 1992, une immense fosse commune. Une seconde équipe de juristes anthropologues, en coordination avec Protection for Human Rights, et s'inspirant de l'expertise de chercheurs latino-américains, a été envoyée dans la région, en mai 1992. Le résultat de ses recherches – une étude de cas détaillée des victimes de la campagne d'Anfal dans le cadre d'une région –, suite à un travail de terrain d'un mois à Koreme et sur d'autres sites, a été publié en janvier 1993.

Après une pause effectuée pendant l'hiver 1992-1993, la recherche de terrain réalisée pour ce rapport a repris en mars 1993 et a permis de combler nos lacunes. Cependant, il reste beaucoup à faire avant que ne soient apportées toutes les réponses à la tragédie qui a frappé les Kurdes. En l'absence de révélations de Bagdad, il est nécessaire d'obtenir une estimation plus précise du nombre de disparus. Seuls quelques-uns, mais en aucun cas l'ensemble des sites où ont été massacrés les Kurdes, sont connus ; des recherches intensives doivent être menées dans les régions d'Irak qui restent sous contrôle gouvernemental.

Mais le temps passe et la menace que le régime Baath fait peser contre les enclaves kurdes demeure aussi présente que jamais. Le gouvernement a massé ses troupes derrière un cordon militaire traversant l'Irak du Nord, en diagonale – cordon qui a privé les Kurdes d'approvisionnements en denrées alimentaires, en essence, en médicaments et autres produits de première nécessité. Tout ce qui, apparemment, retient le régime irakien est la menace de représailles des aviations américaine, britannique et française, qui surveillent quotidiennement la région d'Irak située au nord du 36^e parallèle. Tous les six mois se répète le rituel consistant à demander à Ankara l'autorisation de continuer l'opération « Provide Comfort ». Jusqu'à présent, l'autorisation a toujours été accordée, mais, étant donné le sentiment négatif des Turcs envers les Kurdes, en Turquie à proprement parler ou de l'autre côté de la frontière irakienne, il est peu probable que la Turquie permette indéfiniment aux alliés occidentaux de maintenir leur bouclier de protection sur le proto-État en cours de formation.

S'appuyant sur les preuves contenues dans ce rapport, le Middle East Watch pousse la communauté internationale à reconnaître le génocide qui a eu lieu dans la région montagneuse de l'Irak du Nord en 1988. Les obligations juridiques d'agir sur la base de ces informations, de punir leurs auteurs et d'empêcher la récidive sont

incontestables. Elles pourraient être remplies par la Cour internationale de justice ou par le Conseil de sécurité des Nations unies. La Convention sur le génocide exige du Conseil de sécurité qu'il prévienne les actions de génocide ; de plus, en juillet 1993, le Conseil a été saisi d'une proposition des États-Unis visant à établir une commission d'enquête sur les crimes de guerre et de génocide de l'Irak. Dans cette perspective, le gouvernement américain et d'autres États disposant d'informations pertinentes devraient révéler ce qu'ils savent de la campagne d'Anfal.

Pour que la lourde menace de représailles des autorités de Bagdad ne soit pas mise en œuvre, une protection continue des Kurdes demeure essentielle. Mais dans l'hypothèse d'un maintien du *statu quo*, on ne doit pas perdre de vue que le gouvernement irakien doit impérativement fournir un compte-rendu complet et public sur toutes les personnes qui sont tombées entre ses mains avant, pendant et après la campagne d'Anfal. Il serait irréaliste d'attendre de Saddam Hussein qu'il intente un procès contre lui-même ou contre ses conseillers ou ses proches. En revanche, le gouvernement qui lui succédera ne devra pas se décharger de ses responsabilités et devra mener une investigation minutieuse sur ces graves crimes, et poursuivre en justice tout ceux qui y ont été mêlés – conformément au droit en vigueur.

Les Kurdes d'Irak doivent pouvoir vivre en paix et en sécurité ; ils doivent être libres de parler leur langue, de pratiquer leurs coutumes et de former des associations en tant que Kurdes. On ne doit plus permettre que se reproduisent à nouveau les massacres, déportations et nettoyages entiers de villages, évoqués de façon détaillée dans les pages suivantes.

* * *

Ce rapport a été écrit par Georges Black, auteur de différents ouvrages sur les droits de l'homme et les problèmes internationaux⁴. Toutefois, sa réalisation est le produit d'une collaboration entre M. Black, Joost Hiltermann, directeur du projet kurde du Middle East Watch, et Jemera Rone, conseillère à Human Rights Watch, l'organisation mère.

La responsabilité éditoriale du rapport relève d'Andrews Whitley, directeur du Middle East Watch. Shorsh Resool, chercheur au Middle East Watch, a contribué à l'édition et a fait d'importantes suggestions et corrections. Suzanne Howard était responsable de la préparation du manuscrit pour la publication. La traduction des documents a été faite par de nombreuses personnes.

4. L'ouvrage le plus récent de M. Black, *Black Hands of Beijing*, John Wiley & Sons, New York, 1993, relate l'histoire du mouvement démocratique en Chine depuis 1976, coécrit avec Robin Munro, d'Asia Watch.

J. Hiltermann et Mme Rone, assistés par Mostafa Khezri, consultant du Middle East Watch, ont réalisé les recherches de terrain. Leur travail, mené dans les années 1992 et 1993, constitue la base des informations présentées dans les pages suivantes. Nous avons apprécié le travail inlassable de nos interprètes kurdes, qui nous ont aidés à obtenir ces informations. Middle East Watch adresse également ses remerciements à Kurdistan Human Rights Organization, siégeant dans le Kurdistan irakien, y compris à ses antennes d'Arbil, Suleimanieh et Dohouk, ainsi qu'au Comité pour la Défense des droits des victimes de la campagne d'Anfal de Suleimanieh, et à un certain nombre de docteurs, juristes et autres professionnels du Kurdistan irakien, qui – pour des raisons de sécurité – doivent rester anonymes. Nous témoignons une reconnaissance particulière à M. Resool pour le travail pionnier qu'il a réalisé dans des conditions difficiles sur la campagne d'Anfal de 1988 à 1989, avant qu'il ne rejoigne l'équipe du Middle East Watch.

La recherche médico-légale à laquelle il est fait référence dans ce rapport a été menée de façon conjointe par des équipes du Middle East Watch et de Physicians for Human Rights ; elle a été conduite en décembre 1991 par Eric Stover, et, de mai à juin 1992, par Kem Anderson. M. Stover est directeur de Physicians for Human Rights, et M. Anderson est directeur du projet de Human Rights Watch portant sur les armes. Dr Clyde Snow, un anthropologue et juriste de renom, a dirigé les équipes scientifiques au cours de ces deux missions et a participé à une autre visite du Kurdistan irakien, en février 1992.

La recherche juridique concernant les règles au regard desquelles le régime Baath devrait être jugé pour ses actions dans le Kurdistan irakien, de 1987 à 1989, a été entreprise par le professeur Lori Damrosch, de la faculté de droit de l'université de Columbia. Keith Highet of Curtis, Mallet et d'autres ont donné des conseils d'experts, tout comme Kenneth Roth, directeur en exercice de Human Rights Watch.

Peter Galbraith, alors principal conseiller à la Commission des affaires étrangères du Sénat américain, et l'ambassadeur Charles Dunbar, anciennement membre du Département d'État, méritent également les plus chaleureux remerciements de la part de Middle East Watch pour l'assistance sans réserve qu'ils ont offerte à cette grande entreprise.

En dernier lieu, Middle East Watch souhaite remercier Susane Meiselas pour son enthousiasme et son engagement à l'égard d'un sujet et d'un peuple qu'elle a été amenée à bien connaître. Ses photographies et ses enregistrements filmés ont été d'un grand intérêt.

Andrews Whiteley
Directeur général
Middle East Watch, New York

NOTE SUR LA MÉTHODOLOGIE

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE UTILISÉE DANS CE RAPPORT POUR TRAITER LES DOCUMENTS, LES TÉMOIGNAGES ET LES PREUVES LÉGALES

PREUVES PAR TÉMOIGNAGE

Dans une large mesure, ce rapport est fondé sur des témoignages obtenus dans le Kurdistan irakien auprès de témoins (et souvent même de victimes) des mauvais traitements imposés pendant la campagne d'Anfal. Deux chercheurs du Middle East Watch et un assistant ont passé au total six mois dans les zones kurdes, effectuant trois missions distinctes, entre avril 1992 et avril 1993. Ils ont mené près de 350 entretiens approfondis. La méthodologie utilisée pour obtenir ces preuves, issues de témoignages, est décrite ci-dessous.

Avant sa première mission en avril 1992, l'équipe de recherche a élaboré un questionnaire sur la base des connaissances, encore limitées à cette époque, que nous avions de l'Anfal, et des premières discussions avec les experts régionaux et des statisticiens. Ce questionnaire a été élaboré en vue de faciliter la présentation sous forme de tables, et la quantification des données concernant les déplacements forcés et/ou les disparitions de Kurdes pendant l'Anfal.

L'équipe a testé le questionnaire à travers un petit nombre de courts entretiens, peu après son arrivée dans la zone, et a immédiatement remarqué que les questions ne prenaient pas en compte certains facteurs, dont des événements historiques particuliers, nécessaires à la compréhension des circonstances dans lesquelles a été menée la campagne d'Anfal, ainsi que la nature méthodique de l'opération. L'équipe a alors radicalement révisé le questionnaire et commencé sa recherche, en ne procédant – dans les semaines qui ont suivi – qu'à des ajustements mineurs du modèle de base.

L'objectif de cette étude consistait à découvrir le plus d'éléments possibles relatifs à l'Anfal et aux personnes supposées disparues pendant et après les opérations. La population étant l'objet de la recherche a été divisée en trois groupes : (1) les témoins directs des mauvais traitements imposés pendant la campagne ; (2) les

personnes actives dans les unités (para)militaires, qu'il s'agisse des guérilleros kurdes (*peshmergas*), d'anciens officiers militaires, ou de dirigeants des milices kurdes pro-gouvernementales (*mustashars*); et (3) le personnel d'organisations locales ou internationales non gouvernementales ainsi que les responsables de l'administration locale kurde, qui tous connaissaient bien la situation sur le terrain avant, pendant et après l'Anfal.

En raison de la nature particulière de la politique irakienne vis-à-vis des paysans kurdes dans les années 1980, nous avons trouvé la plupart des témoins de l'Anfal dans les grands complexes (*mujamma'at*) des vallées du nord de l'Irak. Quand, à la fin d'octobre 1991, le gouvernement irakien s'est retiré d'une grande partie des régions kurdes, certains villageois ont commencé à retourner dans leurs villages détruits pour cultiver la terre, et parfois, pour reconstruire leurs maisons. L'équipe de recherche a visité autant de complexes que possible, ainsi que certains des villages (partiellement reconstruits). Dans chaque cas, la question déterminante était la suivante : « Où pouvons-nous trouver les Anfals ? » (*Anfalakan* en kurde.) Les habitants guidaient alors l'équipe vers une maison dans laquelle vivaient des Anfalakan. Des questions préliminaires étaient posées pour certifier que les personnes étaient bien des « Anfals » et non pas des personnes qui auraient été déplacées avant la destruction des villages. Cette méthode avait des effets boule de neige : une famille d'Anfalakan conduisait l'équipe vers une autre, jusqu'à ce que l'équipe ait complètement couvert une zone géographique particulière visée par l'Anfal.

L'équipe a obtenu ces témoignages essentiellement par trois moyens : (1) en visitant de manière aléatoire les lieux de résidence et en demandant où se trouvaient des Anfalakan (méthode la plus fréquente) ; (2) en suivant des pistes spécifiques ; et, (3) occasionnellement, en répondant à des demandes d'entretiens non sollicités. Au début, le seul critère utilisé pour décider du fait qu'une personne devait ou non être interrogée était de savoir si la personne résidait dans une zone de démarcation militaire pendant l'Anfal et si elle avait perdu des proches à cause de cette campagne. Dans les étapes suivantes de la recherche, quand des modèles clairs ont commencé à se dessiner, la recherche a plus spécifiquement porté sur des personnes de certaines zones de l'Anfal, c'est-à-dire celles sur lesquelles l'équipe n'avait pas suffisamment de données ou celles dans lesquelles s'étaient produites les pires atrocités, comme les attaques chimiques. En outre, un certain nombre d'entretiens ont été menés à ce moment-là avec des personnes qui avaient été dans les zones de l'Anfal pendant la campagne, mais dont les familles étaient parvenues à s'échapper, saines et sauvées, ainsi qu'avec des personnes qui avaient subi des formes variées de violation des droits

de l'homme dans les périodes qui ont immédiatement précédé et suivi l'Anfal (1987 et 1989).

L'équipe se mit alors à la recherche d'un groupe particulier de témoins : ceux qui avaient été arrêtés pendant l'Anfal et emmenés vers des sites d'exécution massive (zones désormais contrôlées par le gouvernement irakien) et d'où ils avaient pu s'échapper. Les témoignages de ces survivants se sont révélés fondamentaux dans l'effort entrepris par le Middle East Watch pour fournir la preuve qu'une grande majorité de ceux qui avaient été détenus pendant l'Anfal, et dont le sort est officiellement déclaré inconnu, ont véritablement été tués. L'équipe a été capable de localiser sept de ces survivants, ainsi qu'une personne ayant survécu à une exécution trois mois après l'Anfal. Certains de ces survivants n'ont pas souhaité que leur identité soit rendue publique, par crainte de représailles d'un prochain gouvernement. L'un des huit survivants, Taymour, avait déjà été interviewé par la télévision kurde locale, ainsi qu'à de nombreuses occasions par des journalistes étrangers. Un deuxième, Hussein, avait servi de témoin au rapporteur spécial des Nations unies sur l'Irak, M. Max van der Stoep, durant sa visite de la région, en 1992. Quatre ont été localisés par les commandants *peshmergas* locaux qui avaient entendu parler de leur histoire. Les deux derniers ont été trouvés grâce au témoignage de l'un des survivants, qui était dans le même groupe qu'eux au moment de leur exécution.

Les personnes interrogées se sont toujours montrées impatientes de raconter à l'équipe ce qui leur était arrivé. Dans presque tous les cas, ces personnes n'avaient pas été précédemment interviewées sur leur expérience. Tous ont librement donné leur nom, et seuls quelques-uns ont demandé à ce que leur identité ne soit pas mentionnée dans la publication. En dehors du petit nombre de personnes qui ont demandé à ce que leur nom soit changé, tous les noms mentionnés dans ce rapport sont authentiques. L'équipe a enregistré la plupart des interviews sur cassette, et photographié ensuite (sous forme de diapositives) les personnes interrogées. Dans le cas d'interviews déterminantes, l'équipe a demandé aux personnes interrogées la permission si elle pouvait filmer les moments importants, ou sollicité une seconde interview (comme dans le cas de personnes ayant survécu à l'exécution). L'équipe voyageait avec un ou plusieurs interprètes. On demandait à ces personnes de fournir une traduction littérale anglais/kurde (dialectes surani ou kurmandji), et inversement. Par ailleurs, certaines interviews ont été menées par des membres de l'équipe directement en anglais ou en arabe.

Dans presque tous les cas, l'équipe interviewait une personne à la fois, bien que des proches fussent souvent présents durant l'interview.

Les questions couvraient les thèmes suivants :

1. histoire personnelle avant l'Anfal (statut personnel, membres de la famille, biens, activités, affiliations tribale et religieuse, etc.) ;
2. informations concernant le village dans lequel la personne vivait avant l'Anfal (emplacement, taille de la population, principale tribu, activité économique prépondérante, présence de services et d'établissements gouvernementaux, etc.) ;
3. activités militaires au sein et autour de la ville avant l'Anfal, et politiques publiques concernant les habitants (présence de *peshmergas*, attaques gouvernementales, blocus économique et administratif, victimes, recensement de la population en 1987, etc.) ;
4. événements pendant l'Anfal (nature de l'attaque gouvernementale, circonstances des arrestations, itinéraires de déplacement, processus de sélection, conditions de détention, victimes, circonstances de libération, etc.) ;
5. conditions de vie après l'Anfal et tentatives, si elles existent, de localisation des proches ayant disparu.

Généralement, les thèmes 1 et 2 suivaient un modèle plutôt strict de questions-réponses, alors que les thèmes 3, 4, et 5 permettaient une plus grande flexibilité : nous demandions à la personne de raconter les événements d'après ses souvenirs, et l'équipe pouvait : a) se contenter de poser des questions pour clarifier certaines dates, certains lieux, ou certaines identités particulières ; b) poursuivre dans une certaine mesure le récit lorsqu'il présentait un intérêt particulier pour le projet ; ou c) explorer toute contradiction pouvant apparaître au cours du témoignage, ou entre le témoignage en cours et un témoignage précédent.

En raison de l'analphabétisme répandu dans les campagnes du Kurdistan et de la façon particulière que la population locale a de marquer le temps, l'équipe a rencontré des difficultés considérables à établir – sur la base des interviews de villageois pris individuellement – les dates exactes d'événements spécifiques, ou des chronologies particulières. Les dates pouvaient, par exemple, être liées aux fêtes religieuses. Dans l'ensemble cependant, après de multiples interviews, l'équipe avait la satisfaction d'avoir obtenu un tableau précis des différentes étapes de l'Anfal et des événements qui se sont produits au cours de chacune d'entre elles. Certaines de ces dates ont, par la suite, été confirmées grâce aux documents volés par les Kurdes dans les agences de renseignement irakiennes, pendant le soulèvement de mars 1991.

Généralement, l'équipe déterminait l'exactitude des récits individuels en fonction de leur cohérence interne, de leur cohérence générale avec les schémas d'ensemble émergeant pendant le projet, comprenant d'autres types de preuves, et de leur cohérence spécifique avec une interview de suivi, menée dans certains cas avec la même personne interrogée. Dans tous les entretiens, l'équipe essayait d'obtenir des preuves à l'appui. Celles-ci pouvaient être des documents personnels que les personnes interrogées possédaient (par exemple des permis de circulation et des ordres administratifs), ou bien l'inspection du site décrit (c'est-à-dire une prison, ou un village qui avait été soumis à une attaque chimique). Conformément à cette procédure, un petit nombre d'entretiens, tout ou en partie, ont été abandonnés ou non utilisés, soit parce que le témoignage n'était pas jugé fiable, soit parce que les preuves confirmant le récit n'étaient pas immédiatement disponibles.

* * *

PREUVES DOCUMENTAIRES

Au cours du soulèvement populaire de mars 1991, des civils kurdes et des membres des partis politiques kurdes ont pris d'assaut le contrôle des bureaux du gouvernement irakien et de leurs agences (y compris diverses agences de renseignement). Plusieurs de ces bâtiments ont été sévèrement endommagés ou même complètement brûlés, mais d'autres n'ont subi aucun dommage. Les Kurdes sont ainsi entrés en possession des données stockées dans plusieurs de ces bâtiments. Les affaires volées comprennent un grand nombre de documents, de carnets de bord, de registres ainsi que de cassettes vidéo, de films et de photos.

Dans les jours qui ont précédé l'écrasement du soulèvement par l'avancée des troupes irakiennes, les partis kurdes ont réussi à déplacer la majeure partie des documents qu'ils avaient saisis vers des forteresses situées dans les montagnes. Au printemps de l'année 1992, un des deux plus grands partis, l'Union patriotique du Kurdistan (l'UPK), a accepté un accord tripartite avec le Middle East Watch et la Commission des affaires étrangères du Sénat américain. Selon les termes de cet accord, l'UPK acceptait d'envoyer les documents en sa possession aux États-Unis pour qu'ils y soient examinés et analysés ; la Commission des affaires étrangères du Sénat acceptait d'intégrer ces documents aux procès-verbaux du Congrès américain

et de les conserver dans les bâtiments des Archives nationales des États-Unis ; enfin, le Middle East Watch acceptait de mener des recherches sur la base de ces documents, pour le respect des droits de l'homme, y compris dans la perspective d'intenter un recours pour génocide devant la Cour internationale de justice de La Haye.

La réserve cachée de l'UPK est composée de quatorze tonnes de documents contenus dans 847 cartons. Le nombre total de pages a été estimé à plus de quatre millions. En mai 1992, l'UPK a temporairement placé ces documents sous la garde du Middle East Watch. Ils ont été transportés par avion vers les États-Unis en présence du directeur du Middle East Watch. À Washington DC, les documents ont été transportés jusqu'aux Archives nationales des États-Unis et placés en magasins, tout en restant sous la garde conjointe de l'UPK et du Middle East Watch.

À la fin du mois d'octobre 1992, une équipe pilotée par Middle East Watch a commencé à trier, à cataloguer et à analyser ces documents. Des documents importants en ont été extraits. Ceux-ci ont été photocopiés, traduits et, pour certains d'entre eux, reproduits dans ce rapport. Le rapporteur des Nations unies en Irak, M. Max van der Stoep, a également utilisé certains des documents trouvés par le Middle East Watch dans son rapport à la Commission des droits de l'homme des Nations unies en mars 1993.

La grande majorité de ces documents provient du gouvernorat de Suleimanieh et de ses districts, et du gouvernorat d'Arbil et de ses districts, en particulier du *qadha* de Chaqlawa. Presque tous proviennent des bureaux du Directoire de sécurité générale d'Irak (Mudiriyyat al-Amn al-Ameh), une minorité de documents appartenant au Directoire du renseignement militaire général (Mudiriyyat al-Istikhbarat al-Askariyyah al-ameh) et au parti Baath. En général, les documents sont soit des fichiers, soit des pages insérées entre deux couvertures rigides et reliées par des lacets. Il y a aussi quelques grands livres reliés. En raison des conditions du soulèvement, notamment à Suleimanieh, certains de ces documents sont totalement tombés en morceaux, des pages ont été brûlées, piétinées, couvertes de boue et, bien souvent, ont été déchirées. La majeure partie des documents est cependant en bon état.

Tous les documents, qu'ils soient manuscrits ou dactylographiés, sont écrits en bon arabe, tout à fait compréhensible. Ils couvrent une grande variété de sujets qui peuvent facilement être divisés en trois grandes catégories :

1. questions administratives concernant le personnel des agences : salaires, vacances, promotions, permis de port d'armes, actions disciplinaires, etc. ;
2. informations personnelles : il s'agit de dossiers contenant des informations

sur le personnel des agences, sur des citoyens ordinaires ou sur des personnes suspectées d'être membres des partis de résistance kurdes. Ils comportent des contrôles secrets, ainsi que des enregistrements d'enquêtes et d'interrogatoires. Un certain nombre de dossiers contiennent presque l'histoire d'une vie, et certains se terminent par des ordres d'exécution et des certificats de décès ;

3. rapports sur les événements qui se sont produits dans la zone, et déclarations politiques : ces deux types de documents sont souvent mélangés et incluent des rapports sur l'Amn et les actions militaires entreprises contre les *peshmergas*, des rapports sur les activités des *peshmergas* dans une zone particulière, ainsi que des instructions officielles et des ordres transmis à toute la hiérarchie.

Bien que ces trois catégories apparaissent, de façon générale, séparément dans les documents, il arrive qu'une copie d'un ordre important concernant la politique gouvernementale à l'égard des Kurdes figure dans les documents secrets d'une personne. Parfois, les preuves de mauvais traitements sont soit fragmentaires, soit intégrées dans un texte qui ne relate apparemment rien que d'inoffensif, soit formulées dans des termes à tel point euphémiques qu'un regard non entraîné aurait du mal à les reconnaître. La tâche de l'équipe pilotée par le Middle East Watch a été essentiellement d'examiner ces tonnes de documents à la recherche d'informations cachées.

* * *

PREUVES MÉDICO-LÉGALES

Une équipe de chercheurs en médecine légale a été envoyée par Middle East Watch et Physicians for Human Rights dans le Kurdistan irakien en mai-juin 1992. L'équipe était composée de chercheurs en médecine légale, diplômés en anthropologie, archéologie et droit médico-légal. Ils avaient tous exhumé des fosses communes dans différents pays, dont l'Argentine, le Chili, le Salvador, et le Guatemala. L'équipe a découvert des fosses communes dans trois sites du Kurdistan irakien : le village de Koreme, le village de Birjinni, et le cimetière d'un complexe de survivants de l'Anfal en dehors de la ville d'Arbil.

Dans le cadre de ses recherches, l'équipe a suivi les normes internationalement reconnues et présentées dans le « Protocole modèle pour une recherche légale

d'exécutions sommaires, arbitraires et illégales » des Nations unies (Protocole du Minnesota*). L'ensemble des résultats de la recherche menée par l'équipe se trouve dans la publication conjointe du Middle East Watch et de Physicians for Human Rights de janvier 1993, intitulée *The Anfal Campaign in Iraqi Kurdistan : The Destruction of Koreme*, et la méthodologie suivie à chaque étape est décrite ci-dessous.

Site de Koreme

L'équipe a entrepris l'exhumation d'une fosse commune dans le village détruit de Koreme, contenant les ossements de trente-six hommes et garçons, qui sont tous morts fusillés à faible distance, alignés, ce qui indique qu'ils ont été tués par un peloton d'exécution. L'équipe d'archéologues a étudié le village détruit, dressant un plan de la ville telle qu'elle se présentait avant d'être détruite, et utilisant des techniques d'études archéologiques standards ; en outre, l'équipe d'archéologues a recueilli et cartographié l'emplacement des douilles pour déterminer la façon dont étaient disposés les tireurs sur le site d'exécution. Des recherches ont été menées à la morgue de l'hôpital général de Dohouk pour déterminer le nombre d'individus dans la fosse, leur sexe, leur âge et autres signes d'identité, ainsi que la façon dont ils sont morts. Les avocats de l'équipe ont interviewé les survivants et d'autres villageois afin de corroborer par des preuves scientifiques le récit des événements.

Site de Birjinni

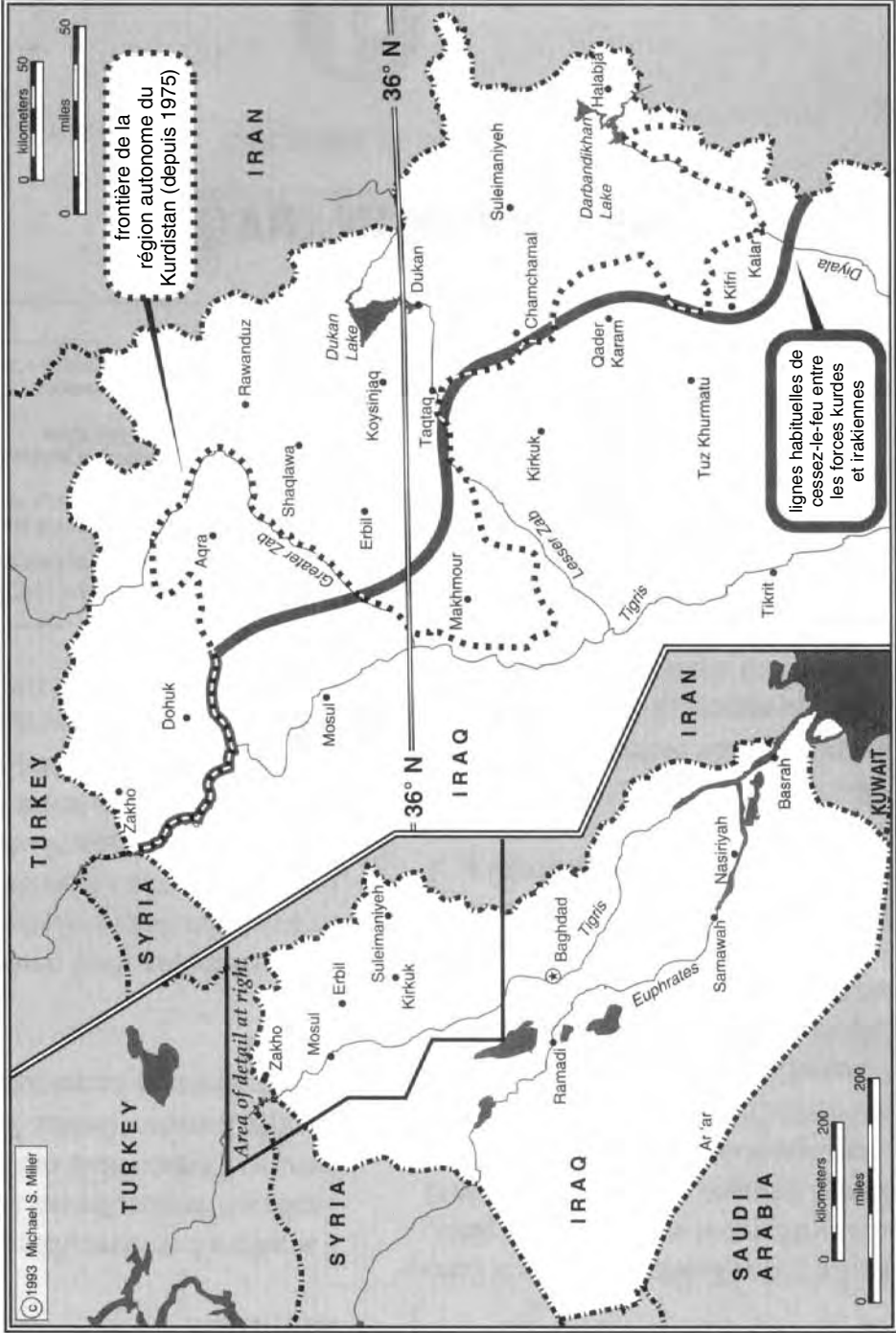
L'équipe a mené des études archéologiques et exhumé des fosses communes dans le village détruit de Birjinni qui, selon les villageois ayant survécu, a été bombardé en août 1988 avec des armes chimiques. L'équipe d'archéologues a mené des études standards sur le village en ruine. Les anthropologues médico-légaux ont exhumé les fosses communes de personnes supposées être mortes par inhalation d'agents chimiques. Les avocats de l'équipe ont interviewé les villageois ayant survécu afin d'obtenir leur récit des événements. En outre, l'équipe a prélevé des échantillons du sol et des cratères où les armes chimiques sont supposées avoir eu un impact. En 1993, le laboratoire d'armes chimiques de Porton Down, du ministère britannique de la Défense, a déclaré avoir découvert des produits issus de la dégradation de gaz moutarde et d'agents neurotoxiques dans les échantillons de sol extraits de ces sites. Il s'agit du premier cas d'attaque d'armes chimiques prouvé sur la base de résidus chimiques laissés sur les lieux du site où l'impact s'est produit.

* *Manual on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal, Arbitrary and Summary Executions*, 1991.

Site d'Arbil

L'équipe a entrepris des exhumations dans le cimetière d'un complexe où des survivants de l'Anfal ont été pris. Le site du cimetière a été examiné par l'équipe d'archéologues afin d'y déterminer le rapport enfants/adultes. Les médecins légistes ont exhumé trois tombes d'enfants, dont l'une est supposée avoir été creusée par un survivant du village de Koreme, contenant sa propre petite fille. L'exhumation de cette tombe a corroboré le récit du survivant ; il contenait les ossements d'une fillette d'environ un an, qui portait des traces de malnutrition.

Irak et Kurdistan irakien



INTRODUCTION

Ce rapport est le compte-rendu narratif d'une campagne d'extermination menée contre les Kurdes d'Irak du Nord. Il est le produit d'une recherche ayant duré plus d'un an et demi, durant laquelle une équipe de chercheurs du Middle East Watch a analysé plusieurs tonnes de documents officiels saisis en Irak et mené des entretiens sur le terrain avec plus de 350 témoins ; la plupart de ces témoins sont des survivants de la campagne de 1988 connue sous le nom d'Anfal. Le rapport conclut que le régime iraquien a commis, au cours de cette année, le crime de génocide.

Anfal – le butin – est le nom de la huitième sourate du Coran. Il s'agit aussi du nom par lequel les Iraquiens désignent une série d'actions militaires qui a duré du 23 février au 6 septembre 1988. Alors qu'il est impossible de comprendre la campagne d'Anfal sans faire référence à la phase finale de la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988, il faut noter que cette campagne n'a pas été seulement relative à cette guerre. La conclusion du conflit en des termes favorables à l'Irak a plutôt été la circonstance historique immédiate qui a donné à Bagdad l'opportunité de porter à leur apogée ses efforts déjà anciens visant à soumettre les Kurdes. Le régime irakien a commencé à adopter des mesures anti-kurdes il y a un peu plus de quinze ans, soit bien avant l'explosion des hostilités entre l'Iran et l'Irak.

Anfal a été également l'expression la plus forte des « pouvoirs spéciaux » accordés à Ali Hassan al-Madjid, cousin du président Saddam Hussein et secrétaire général du Bureau Nord du Parti socialiste arabe Baath d'Irak. Du 29 mars 1987 au 23 avril 1989, al-Madjid a été investi d'un pouvoir qui, lui donnant autorité sur tous les organismes d'État, équivalait en Irak du Nord à celui du président lui-même. Al-Madjid, connu à ce jour par les Kurdes comme « Ali Anfal » ou « Ali le Chimique », a été l'auteur du génocide kurde. Sous son commandement, les principaux acteurs de la campagne d'Anfal étaient les premier et cinquième corps de l'armée iraquienne, le Directoire de sécurité générale (Mudiriyat al-Amn al-Ameh) et le renseignement militaire (Istikhbarat). La milice kurde progouvernementale connue comme les bataillons de défense nationale – ou Jahsh¹ –, a participé à d'importantes tâches auxiliaires. Mais les ressources conjointes de l'ensemble de l'appareil militaire, civil et de sécurité de l'État irakien ont été

1. Terme moqueur désignant les bataillons de défense nationale, le mot *jahsh* signifie bourriquet.

déployées, selon les termes d'al-Madjid, « pour régler le problème kurde et massacrer les saboteurs² ».

Les campagnes de 1987 à 1989 ont été caractérisées par les violations flagrantes des droits de l'homme qui suivent :

- des exécutions sommaires et des disparitions massives de plusieurs dizaines de milliers de civils, comprenant un grand nombre de femmes et d'enfants, et parfois les populations entières de villages ;

- l'utilisation massive d'armes chimiques, comprenant du gaz moutarde et des agents neurotoxiques GB, ou sarin, contre la ville d'Halabja et des douzaines de villages kurdes, tuant des milliers d'individus, principalement des femmes et des enfants ;

- la destruction en série de quelque 2 000 villages, décrits dans des documents officiels comme ayant été « brûlés », « détruits », « démolis » et « purifiés », ainsi que d'une douzaine, au moins, de grandes villes et centres administratifs (*nahyas* ou *qadhas*) ;

- la destruction en masse de constructions civiles par le Génie, comprenant toutes les écoles, les mosquées, les puits et les autres structures non résidentielles des villages visés, ainsi qu'un certain nombre de sous-stations électriques ;

- le pillage à grande échelle, par les troupes militaires et les milices progouvernementales, des propriétés civiles et du bétail ;

- des arrestations arbitraires de tous les villageois capturés dans les zones désignées comme « interdites » (*manateq al-mahdoureh*), alors qu'ils étaient dans leurs propres maisons et sur leurs propres terres ;

- des emprisonnements arbitraires et des détentions durant des mois de dizaines de milliers de femmes, enfants et personnes âgées, dans des conditions de privation extrême, ordonnés sans instruction juridique et sans autre motif qu'une présumée sympathie pour l'opposition kurde. Des centaines d'entre eux sont morts de malnutrition ou de maladie ;

- des déplacements forcés de centaines de milliers de villageois, dus à la démolition de leurs maisons, à leur sortie de prison ou à leur retour d'exil ; ces civils

2. « Saboteurs » est le terme communément employé par le régime irakien pour désigner les guérillas *peshmergas* kurdes et leurs sympathisants civils.

ont été transportés dans des zones du Kurdistan éloignées de leurs maisons, et lâchés par l'armée sans aide gouvernementale, sans rien pour compenser la destruction de leur propriété, ni aucune provision d'aide, d'habits ou de produits alimentaires, ni aucun logement ; avec interdiction de retourner dans leurs villages d'origine sous peine de mort. Dans ces conditions, de nombreux civils sont morts l'année même de leur déplacement forcé ;

- la destruction de l'économie rurale kurde et de ses infrastructures.

Comme l'Allemagne nazie, le régime irakien dissimulait ses actions sous des euphémismes. Là où les officiels nazis parlaient de « mesures administratives », « d'actions spéciales » et de « repeuplement à l'est », les bureaucrates du parti Baath parlaient de « mesures collectives », de « retour dans les rangs de la nation », et de « repeuplement au sud ». Mais sous ces euphémismes, les crimes irakiens contre les Kurdes cachaient un génocide ; « l'intention de détruire, dans son intégralité ou en partie, un groupe religieux, racial, ethnique ou national en tant que tel³ ».

* * *

Les campagnes de 1987 à 1989 sont profondément ancrées dans l'histoire des Kurdes d'Irak. Depuis les premiers jours d'indépendance de l'Irak, les Kurdes du pays – qui sont aujourd'hui plus de quatre millions – ont combattu soit pour l'indépendance, soit pour une autonomie substantielle. Mais ils ne sont jamais parvenus aux résultats escomptés.

En 1970, le parti Baath, soucieux de maintenir sa position fragile à la tête du pouvoir, a offert aux Kurdes une part considérable d'autonomie, bien plus grande que celle autorisée dans les pays voisins : Syrie, Iran ou Turquie. Mais le régime a défini la région autonome du Kurdistan de telle sorte qu'en soient exclues les vastes richesses pétrolières qui se trouvent dans le sous-sol kurde. La région autonome, rejetée par les Kurdes et imposée par Bagdad en 1974, comprenait les trois gouvernorat du Nord : Arbil, Suleimanieh et Dohouk. Couvrant une superficie de 35 000 km – soit approximativement la zone qui réunit le Massachusetts, le Connecticut et Rhode Island –, ce territoire ne représentait que la moitié de celui que les Kurdes

3. Définition de la Convention sur la prévention et la punition du crime de génocide (mentionnée par la suite dans cet ouvrage comme la Convention sur le génocide), 78 UNTS 277, approuvée par la résolution 2670 de l'Assemblée générale le 9 décembre 1948, et entrée en vigueur le 12 janvier 1951.

considéraient légitimement comme leur appartenant. Cependant, la région autonome avait un sens véritablement économique, puisqu'elle assurait pleinement la moitié de la production agricole d'un pays largement désertique qui manque gravement de denrées alimentaires.

À la suite du décret d'autonomie, le parti Baath s'est lancé dans une politique d'arabisation des zones productrices de pétrole de Kirkouk, Kanakhin et autres régions du Nord, expulsant des paysans kurdes et les remplaçant par des tribus arabes, pauvres, du Sud. L'Irak du Nord ne demeura pas longtemps en paix. En 1974, la révolte kurde, depuis longtemps en éveil, s'est à nouveau enflammée sous la direction du légendaire combattant Moulah Moustafa Barzani, qui était soutenu cette fois par les gouvernements de l'Iran, d'Israël et des États-Unis. Mais la révolte s'est précipitamment effondrée en 1975, lorsque l'Iran et l'Irak ont conclu un accord frontalier, et que le Shah a cessé de soutenir le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani. Après que le PDK s'est réfugié en Iran, des dizaines de milliers de villageois de la tribu de Barzani ont été expulsés de leurs maisons et réimplantés dans les zones improductives du désert du sud de l'Irak. Là, ils ont dû – sans aucune forme d'assistance – repartir à zéro pour reconstruire leur vie.

Au milieu et à la fin des années 1970, le régime a adopté de nouvelles mesures contre les Kurdes. Il a évacué par la force au moins un quart de million d'individus vivant aux frontières de l'Irak du Nord avec l'Iran et la Turquie, et détruit leurs villages pour créer un cordon sanitaire le long de ces frontières sensibles. La plupart des Kurdes déplacés ont été réimplantés dans des *mujamma'at*, nouveaux lieux de peuplement rudimentaires, localisés sur les principales autoroutes des zones du Kurdistan irakien contrôlées par l'armée. Le mot *mujamma'at* signifie littéralement « mélanges » ou « collectivités ». Dans leur propagande, les Irakiens les désignent généralement comme des « villages modernes ». Dans ce rapport, ils sont habituellement décrits comme des « complexes ». Jusqu'en 1987, on payait généralement les villageois réimplantés dans ces complexes par des compensations nominales en liquide, mais on leur interdisait de retourner chez eux.

Après 1980, et au début de la guerre Iran-Irak qui a duré huit ans, de nombreuses garnisons irakiennes stationnant au Kurdistan ont été abandonnées ou réduites, et leurs troupes envoyées au front. Dans cet espace resté vide, les *peshmergas* kurdes – ceux qui affrontaient la mort – ont à nouveau commencé à prospérer. Le PDK, désormais dirigé par un des fils de Barzani, Massoud, renoua ses liens avec Téhéran, et en 1983, les unités du PDK aidèrent les troupes iraniennes à s'emparer de la ville frontalière d'Haj Omran. Les représailles furent rapides : dans une opéra-

tion éclair contre les complexes qui logeaient les Barzani déplacés, les troupes irakiennes ont enlevé entre cinq et huit mille hommes âgés de douze ans et plus. Aucun d'entre eux n'a jamais été revu, et on pense qu'après avoir été détenus pendant plusieurs mois, ils ont tous été tués. À de nombreux égards, l'opération contre Barzani, en 1983, annonça les techniques qui seront utilisées à plus grande échelle pendant la campagne d'Anfal. Et, malgré les appels insistants des Kurdes pour que les Nations unies et les gouvernements occidentaux se saisissent du problème, l'absence de protestation internationale devant ces massacres de masse a dû encourager Bagdad à lancer une opération de plus grande envergure, en toute impunité. Le parti Baath avait fait un bon calcul.

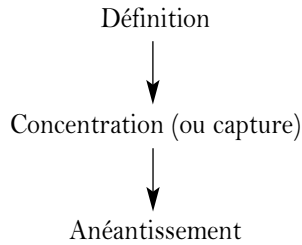
Le rapprochement croissant entre les Iraniens et le principal rival kurde du KDP, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talibani, était encore plus inquiétant pour Bagdad. De 1983 à 1985, le régime Baath a mené pendant plus d'un an des négociations avec l'UPK, mais ces discussions ne sont finalement pas parvenues à porter leurs fruits, et les combats à grande échelle ont repris. À la fin de l'année 1986, le parti de Talibani a conclu un accord militaire et politique formel avec Téhéran.

À cette époque, l'autorité du régime irakien dans le Nord était limitée au contrôle des grands centres, villes, complexes et principales autoroutes. Ailleurs, les forces *peshmergas* pouvaient compter sur un soutien local profondément enraciné. Cherchant refuge contre l'armée, des milliers de réfractaires et déserteurs se sont installés dans de nouvelles maisons à la campagne. Les villageois ont appris à vivre dans les conditions d'un blocus économique difficile et d'un rationnement alimentaire strict, ponctué par des tirs d'artillerie, des bombardements aériens, des raids punitifs de l'armée et du Jahsh paramilitaire. En réponse, les paysans kurdes ont construit, devant leurs maisons, des abris contre les attaques aériennes, et passé la majeure partie de leur temps à se cacher dans les innombrables grottes et ravins de la montagne du nord de l'Irak. Malgré la difficulté de cette existence, l'intérieur montagneux du Kurdistan irakien était effectivement, à partir de 1987, un territoire libéré. C'est ce que le parti Baath considéra comme une situation intolérable.

* * *

Avec l'octroi de pouvoirs exceptionnels à al-Madjud en mars 1987, la contre-insurrection intermittente contre les Kurdes devint une véritable campagne de destruction. Comme Raul Hilberg l'observe dans sa monumentale histoire de l'holocauste :

« Tout processus de destruction répond à un modèle inhérent. Il n'y a qu'une façon dont un groupe éparpillé peut être détruit. Cette opération se décompose en trois étapes indissociables :



Telle est la structure invariable du processus de base ; aucun groupe ne pouvant être tué sans concentration ou capture des victimes, ni aucune victime ne pouvant être discriminée sans que les auteurs sachent si elle appartient au groupe⁴. »

Le génocide kurde de 1987 à 1989, dont le point central a été la campagne d'Anfal, correspond parfaitement au paradigme d'Hilberg.

* * *

Au cours des trois premiers mois qui ont suivi son entrée en fonction au poste de secrétaire général du Bureau Nord du parti Baath, Ali Hassan al-Madjid a commencé à définir le groupe qui constituerait la cible de la campagne d'Anfal, et a largement étendu les diverses formes de répressions contre les paysans kurdes. Il a décrété que les « saboteurs » perdraient leurs droits de propriété, suspendu les droits légaux de tous les résidents des villages interdits, et a commencé à ordonner l'exécution des parents les plus proches des saboteurs et des civils blessés dont l'hostilité au régime avait été établie par les services de renseignements.

En juin 1987, al-Madjid a adopté deux séries successives de règlements qui devaient diriger la conduite des forces de sécurité pendant et après la campagne d'Anfal. Ces règlements étaient fondés sur un axiome simple selon lequel le régime

4. Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, New York, Holmes and Meier, 1985, student edition, p. 267.

opérerait désormais dans les zones rurales « interdites » ; tous les résidents kurdes y étant considérés comme associés aux insurgés *pershmergas* et traités en conséquence.

La première des directives d'al-Madjid interdisait toute présence humaine dans les zones interdites, et devait être mise en œuvre par une politique de tir à vue. La seconde, numérotée SF/4008, datée du 20 juin 1987, modifie et élargit les instructions. Elle constitue une incitation directe aux massacres de masse, dont la description détaillée est horrifiante. Dans l'article 4, on ordonne aux commandants militaires « d'effectuer des bombardements aveugles, en utilisant l'artillerie, les hélicoptères et l'aviation, à tout moment du jour et de la nuit, afin de tuer le plus grand nombre de personnes présentes dans ces zones interdites ». Dans l'article 5, al-Madjid ordonne que « toute personne capturée dans ces villages soit détenue et interrogée par les services de sécurité et que celles âgées de quinze à soixante-dix ans soient exécutées après obtention de toute information utile – ce qui devrait être dûment notifié ».

Alors même que cette structure bureaucratique et juridique était mise en place, le régime irakien devenait le premier régime dans l'histoire à attaquer sa propre population civile avec des armes chimiques. Le 15 avril 1987, l'aviation irakienne a lâché des gaz toxiques sur les quartiers généraux du PDK à Zewa Shkan, proche de la frontière turque, dans le gouvernorat de Dohouk, et les quartiers généraux de l'UPK dans les villages voisins de Sergalou et de Bergalou, dans le gouvernorat de Suleimanieh. Dans l'après-midi suivant, ils ont lâché des produits chimiques sur les villages sans défense de Sheik Wasan et Balisan, tuant bien plus d'une centaine de personnes, dont la plupart étaient des femmes et des enfants. Un grand nombre d'autres victimes ont été arrachées à leurs lits d'hôpitaux dans la ville d'Arbil, où elles avaient été placées pour être soignées de leurs brûlures ou de leur cécité. On ne les a jamais plus revues. Ces attaques ont été les premières d'au moins une quarantaine d'attaques chimiques contre des objectifs kurdes, répertoriés au cours des dix-huit mois suivants. Elles indiquaient aussi la nouvelle intention du régime de tuer aveuglément et en grand nombre des femmes et des enfants kurdes.

Durant une semaine d'attaques chimiques, à la mi-avril, les forces d'al-Madjid commencèrent à appliquer ce que celui-ci décrivait comme un programme en trois étapes de démolition ou de collectivisation des villages. La première se déroula du 21 avril au 20 mai ; la deuxième, du 21 mai au 20 juin. Plus de 700 villages, dont la plupart étaient situés le long de l'autoroute, dans des zones contrôlées par le gouvernement, ont été démolis et brûlés. La troisième phase de l'opération a toutefois été suspendue ; les forces irakiennes étant encore engagées sur le front de la guerre, les

ressources nécessaires à une opération aussi importante n'étaient pas disponibles. Mais les objectifs de la troisième étape seront finalement remplis par la campagne d'Anfal.

En termes de définition du groupe promis à la destruction, aucune mesure administrative n'a été aussi importante pour le régime irakien que le recensement national du 17 octobre 1987. La démolition des villages entreprise au printemps ayant créé une bande tampon entre le gouvernement et les zones contrôlées par les *peshmegas*, le parti Baath lança un ultimatum aux habitants des zones interdites : ils pouvaient soit « retourner dans les rangs de la nation » – en d'autres termes abandonner leurs maisons et leur gagne-pain, et accepter le déplacement forcé dans un camp sordide sous la surveillance des forces de sécurité – soit perdre leur citoyenneté irakienne et être considérés comme des déserteurs militaires. La seconde option revenait à une peine de mort, puisque – selon la législation concernant le recensement – ceux qui refusaient d'être comptabilisés étaient passibles d'un décret d'août 1987, adopté par le Conseil de commandement révolutionnaire, imposant la peine de mort aux déserteurs.

Dans la période du recensement, al-Madjid a continué la définition du groupe visé. Il a ordonné à ses officiers des services de sécurité de préparer des dossiers détaillés, cas par cas, des familles de saboteurs qui vivaient encore dans les zones contrôlées par le gouvernement. Quand ces dossiers ont été terminés, énormément de femmes, d'enfants et de personnes âgées ont été transférés de force dans des zones rurales pour partager le destin des familles de *peshmegas*. Cet examen minutieux, cas par cas, famille par famille, de la population devait devenir une caractéristique des décisions prises pendant la campagne d'Anfal pour déterminer qui devait vivre et qui devait mourir.

Dernier élément, et non des moindres, le recensement ne donnait aux recensés qu'une seule alternative en ce qui concernait la déclaration de leur nationalité. On ne pouvait être qu'arabe ou kurde. Cette alternative devait avoir les conséquences les plus néfastes pour les autres groupes minoritaires, tels que les Yézidis, les Assyriens, les chrétiens chaldéens qui continuaient à vivre dans les zones kurdes⁵.

* * *

La campagne d'Anfal a commencé quatre mois après le recensement, par un assaut militaire massif sur les quartiers généraux de l'UPK à Sergalou et Bergalou,

5. Alors que les Yézidis, une secte religieuse syncrétique, sont des Kurdes ethniques, les Assyriens et les Chaldéens sont un peuple distinct et ancien.

la nuit du 23 février 1988. Elle devait comporter dans son ensemble huit étapes, dont sept seraient dirigées sur des zones contrôlées par l'UPK. Les zones contrôlées par le PDK au nord-ouest du Kurdistan irakien, que le régime considérait comme une moindre menace, ont été la cible de l'opération finale de la campagne d'Anfal, à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre 1988.

Les autorités irakiennes n'ont rien fait pour cacher la campagne à l'opinion publique. Au contraire, après chaque phase de l'opération, son succès était publié à cor et à cri, dans une fanfare de propagande, identique à celle à laquelle on a assisté lors des victoires remportées dans la guerre Iran-Irak. Aujourd'hui même, la campagne d'Anfal est célébrée dans les médias officiels irakiens. Le cinquième anniversaire, en 1993, de la chute de Sergalou et de Bergalou le 19 mars 1988, a fait la une des manchettes.

Les troupes irakiennes ont pénétré à travers la campagne du Kurdistan dans un mouvement d'essuie-glaces géant, balayant – dans le sens des aiguilles d'une montre puis dans le sens inverse – les « zones interdites » les unes après les autres. La première étape de la campagne d'Anfal, concentrée sur le siège du quartier général de l'UPK, a duré plus de trois semaines. Les phases suivantes ont généralement été plus courtes, comprenant une brève pause entre chacune d'elles, au moment où les armées se déplaçaient vers leurs cibles suivantes. La deuxième étape de la campagne, dans la région de Qara Dagh, a duré du 22 mars au 1^{er} avril 1988 ; la troisième, couvrant la plaine montagneuse connue sous le nom de Germian, s'est produite du 7 au 20 avril ; la quatrième, dans la vallée de la rivière Lesser Zab, la plus courte, n'a duré que du 3 au 8 mai.

Ce n'est qu'à l'occasion de la cinquième étape de l'Anfal, qui commença le 15 mai dans la région montagneuse du nord-est d'Arbil, que les troupes ont été confrontées à de réelles difficultés. Rencontrant une résistance acharnée, sur un terrain difficile, de la part des derniers *peshmergas* de l'UPK, le régime a demandé un arrêt temporaire des offensives le 7 juin. Sur ordre de l'administration présidentielle (indiquant ainsi le contrôle personnel de Saddam Hussein sur la campagne de l'Anfal), les opérations ont été renouvelées deux fois en juillet et en août – et ces actions nommées Anfal VI et Anfal VII. Finalement, le 26 août, la dernière région contrôlée par l'UPK était déclarée « nettoyée des saboteurs ».

À ce moment-là, l'Iran avait accepté les propositions de l'Irak concernant un cessez-le-feu mettant fin à la guerre, libérant ainsi un grand nombre de troupes irakiennes pour poursuivre les opérations de l'Anfal dans la zone de Badinan, dans le Kurdistan d'Irak du Nord. La campagne finale de l'Anfal a commencé à l'aube du

25 août et a pris fin au bout de quelques jours. Le 6 septembre 1988, le régime irakien déclarait, de fait, sa victoire en annonçant une amnistie générale pour tous les Kurdes (Ali Hassan al-Madjid confia plus tard à ses conseillers s'être opposé à l'amnistie mais s'y être résolu par fidélité à son parti).

Chaque étape de l'Anfal a suivi approximativement le même modèle. Elle commençait, de manière caractéristique, par des attaques aériennes chimiques portant à la fois sur les cibles civiles et *peshmegas*, et était accompagnée par une attaque éclair menée à l'encontre des bases militaires et des positions fortifiées de l'UPK ou du PDK. Le mélange de gaz moutarde et de gaz neurotoxiques tuait davantage de civils que de *peshmegas*, dont certains avaient obtenu des masques à gaz et d'autres moyens rudimentaires de défense. Dans le village de Sayw Senan (deuxième Anfal), plus de quatre-vingts civils sont morts ; à Goktapa (quatrième Anfal), on dénombra plus de cent cinquante morts ; à Wara (cinquième Anfal), on en dénombra trente-sept. La plus grande attaque chimique de toutes, le bombardement de la ville kurde d'Halabja, du 16 mars, a fait entre 3 200 et 5 000 victimes. En tant que ville, Halabja ne faisait théoriquement pas partie de l'Anfal. Le raid a été mené en représailles, après que les *peshmegas*, soutenus par des gardes révolutionnaires iraniens, s'en furent emparés ; mais elle a largement fait partie du génocide kurde.

Après l'assaut initial, les troupes terrestres et le Jahsh ont encerclé la zone visée, détruit toutes les habitations sur leur chemin, pillé les possessions et le bétail des familles, et mis le feu aux maisons, avant d'appeler des équipes de démolition pour terminer le travail. C'est ainsi que la destruction se déroula, conformément à la phase de « concentration » et de « capture » du groupe visé, décrite par Hilberg. Des convois de camions militaires attendaient afin de transporter les villageois dans des centres de détention proches et des camps de transit, pendant que le Jahsh ratissait les flancs de coteau pour repérer quiconque aurait pu s'échapper. (Certains membres de la milice, dont la loyauté à l'égard du régime était douteuse, ont aussi sauvé des milliers de vies en les plaçant en lieu sûr ou en les aidant à traverser les lignes militaires.) La police secrète a ratissé les grands centres urbains, les villes et les complexes pour chasser ceux qui cherchaient à fuir l'Anfal ; elle les a trompés par de fausses propositions d'amnistie et un retour dans les rangs de la nation afin de les faire sortir de leurs caches – promesse qui dissimulait des intentions sinistres.

À ce stade, l'Anfal se présentait comme une campagne de contre-insurrection, bien qu'il s'agisse d'une campagne particulièrement brutale. Et des documents saisis en Irak suggèrent que, pendant la phase initiale des combats, les troupes ainsi que les officiers avaient principalement à l'esprit des objectifs de contre-insurrection. Il est

certain que l'Irak, comme tout État souverain, avait un intérêt légitime à combattre l'insurrection. Mais le fait que la campagne d'Anfal était, au sens le plus strict du terme, une contre-insurrection, n'enlève rien au fait qu'elle constituait également un acte de génocide. Génocide et contre-insurrection ne s'excluent pas mutuellement. En effet, l'un peut être l'instrument utilisé pour réaliser l'autre. L'article premier de la Convention sur le génocide affirme que « le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime au regard des lois internationales ». L'exécution sommaire de non-combattants ou de membres capturés d'un groupe ethnique national n'est pas une mesure de contre-insurrection légale en temps de guerre, quelle que soit la nature du conflit.

Outre ces arguments de principe, un grand nombre de caractéristiques de l'Anfal dépassent, de loin, le domaine de la contre-insurrection. Il s'agit, en premier lieu, des faits suivants, qui sont survenus après que les objectifs militaires de l'opération ont été atteints :

- l'assassinat de masse et la disparition de plusieurs dizaines de milliers de non-combattants – 50 000 selon les estimations les plus optimistes, et probablement deux fois ce nombre ;
- l'utilisation d'armes chimiques contre des non-combattants dans des douzaines d'endroits, tuant des milliers de personnes et poussant de nombreuses autres personnes, terrifiées, à quitter leurs domiciles ;
- la destruction quasi totale des biens que possédaient les familles et la communauté, ainsi que les infrastructures, y compris le soutien principal à l'économie rurale kurde ;
- l'abandon total de milliers de femmes, enfants et personnes âgées dans des conditions difficiles, provoquant la mort de plusieurs centaines d'entre eux. Ceux qui ont survécu doivent leur survie principalement à l'aide clandestine des Kurdes habitant les villes voisines.

En second lieu, on doit considérer la façon dont l'Anfal a été organisé en tant qu'entreprise bureaucratique. Vu sous l'angle d'une contre-insurrection, chaque épisode de l'Anfal commence et finit de façon particulière ; leur mise en œuvre était entre les mains de l'armée régulière et de la milice Jahsh. Mais ces agences ont rapidement été écartées du schéma global, et les civils transférés pour être traités par une autre bureaucratie, jusqu'aux mesures finales d'évacuation. D'autres institutions

ont été impliquées, telles que l'Amn, l'Istikhbarat, l'Armée populaire (une sorte de garde locale) et le parti Baath lui-même. Les infrastructures des camps de prisonniers et des convois de la mort étaient éloignées des lieux de combat ; elles se situaient bien en dehors de la région autonome du Kurdistan. De façon révélatrice, les massacres n'étaient en aucun cas concomitants à la contre-insurrection : les détenus étaient massacrés plusieurs jours ou même plusieurs semaines après, une fois que les forces armées s'étaient assurées de leurs objectifs.

En dernier lieu, il convient d'évoquer la question de l'intention, qui réside au cœur de la notion de génocide. Les documents volés aux services de renseignements irakiens démontrent avec une grande clarté que les massacres de masse, les disparitions et les déplacements forcés, associés à l'Anfal et aux autres campagnes anti-kurdes de 1987 à 1989, étaient planifiés de manière cohérente. Si la direction de ces campagnes était largement centralisée, en revanche leur succès dépendait de l'orchestration des efforts d'un grand nombre d'agences et d'institutions aux niveaux local, régional et national, des bureaux du président de la République à la plus petite unité du Jahsh.

Le responsable officiel, au centre de ce grand réseau bureaucratique était, bien sûr, Ali Hassan al-Madjid, et chez lui, la question de l'intention est apparente à un deuxième niveau essentiel. Certaines réunions d'al-Madjid et de ses assistants, entre 1987 et 1989, ont été enregistrées. Ces enregistrements ont été examinés par quatre experts indépendants afin d'établir leur authenticité et de confirmer qu'al-Madjid était bien le principal orateur. Al-Madjid était connu pour avoir une voix particulièrement aiguë, et un accent régional de son district d'origine, Tikrit. Ces caractéristiques ont été reconnues sans hésitation par les Irakiens que le Middle East Watch a consultés. En tant que personnalité publique et médiatique, al-Madjid est bien connu des Irakiens⁶ et sa voix leur est familière. L'un des Irakiens consultés sur le sujet a mis l'accent sur le fait que le principal orateur s'exprimant pendant plusieurs heures dans ces enregistrements parlait avec autorité et utilisait un langage obscène. Par opposition, « d'autres étaient courtois et respectueux, et avaient une voix pleine de crainte, en particulier lorsqu'ils s'adressaient à al-Madjid lui-même », a-t-il précisé. Deux experts ont noté qu'on parlait souvent à al-Madjid en utilisant son surnom, « Abou Hassan ».

Les enregistrements contiennent les preuves d'une animosité raciale aiguë envers les Kurdes de la part de la personne qui, au-dessus de toutes, a planifié leur destruction. « Pourquoi devrais-je laisser vivre des ânes qui ne savent rien ? » demandait

6. Al-Madjid a occupé différents postes dans les cinq dernières années ; secrétaire général du secteur Nord du parti Baath, ministre de l'Intérieur, gouverneur du Koweït occupé par l'Irak en 1990 et ministre de la Défense.

al-Madjid, au cours de l'une des réunions. « Qu'avons-nous jamais obtenu d'eux ? » À une autre occasion, parlant dans le même esprit, al-Madjid dit : « Je m'étais dit que nous trouverions probablement de bons [Kurdes]... mais cela n'a pas été le cas, jamais. » Ailleurs, il déclare : « Je leur briserai le cou. Ce genre de chiens, on leur écrase la tête. » Il affirme encore : « Prendre soin d'eux ? Je les enterrerai avec des bulldozers. »

La fidélité au régime n'a offert aucune protection face aux campagnes d'al-Madjid. L'appartenance à la milice kurde progouvernementale du Jahsh, non plus. Al-Madjid se vantait même de menacer les chefs de milices d'armes chimiques s'ils refusaient d'évacuer leurs villages. L'identité ethnique et la localisation physique étaient tout ce qui comptait, et ces facteurs sont devenus essentiels lorsque les massacres de masse se sont produits en 1988.

Le nettoyage des villages en 1987 visait à la création de zones contrôlées par le gouvernement et n'avait donc aucun lien avec la contre-insurrection. Si les anciens habitants de ces villages refusaient le logement assigné par le gouvernement au sein d'une *mujamma'a*, et se réfugiaient, au contraire, dans une zone contrôlée par les *peshmergas* – comme bon nombre le faisaient –, ils étaient exposés à la mort pendant l'Anfal. Cela était aussi valable pour les autres petites minorités. Au recensement d'octobre 1987, de nombreux Assyriens et chrétiens chaldéens – peuple d'origine ancienne parlant l'araméen – ont refusé de répondre aux prétentions du gouvernement qui exigeait d'eux qu'ils se désignent soit comme Arabes, soit comme Kurdes. Ceux qui ont refusé d'être recensés comme Arabes ont automatiquement été traités comme Kurdes. Et, pendant la phase finale de l'Anfal dans le gouvernorat de Dohouk, où la plupart des chrétiens étaient concentrés, ils ont été traités par le régime encore plus sévèrement que leurs voisins kurdes. Le peu de Turcomans – une minorité turcophone – qui ont combattu avec les *peshmergas* kurdes n'ont pas été épargnés, parce qu'eux aussi étaient jugés comme étant assimilés aux Kurdes.

Le gouvernement, dirigé par le parti Baath, avait mené, de façon presque continue au cours des précédentes décennies, une campagne d'arabisation des régions kurdes. La résistance armée que cette campagne avait inspirée était, dans son essence et dans sa composition, kurde. En 1988, les rebelles et ceux considérés comme sympathisants ont ainsi été traités comme des Kurdes qui devaient être liquidés, une fois pour toutes. Qu'ils soient combattants ou pas n'avait aucune importance ; le gouvernement n'était préoccupé que par le fait qu'ils étaient de « mauvais Kurdes » ne s'étant pas ralliés au gouvernement.

Pour poursuivre le parallèle avec le paradigme d'Hilberg, une fois que la concentration et la capture furent terminées, l'anéantissement pu commencer. Le groupe ciblé avait déjà été défini avec soin. Vint alors la définition du second cercle au sein du groupe : ceux qui devaient réellement être tués.

À un certain niveau, la question représentait une préoccupation première. Selon les termes des directives de juin dictées par al-Madjid, la mort était la peine automatique appliquée à tout homme en âge de porter des armes, qui était trouvé dans la région de l'Anfal⁷. Parallèlement, personne ne devait aller devant un peloton d'exécution de l'Anfal sans que son cas individuel ait été préalablement examiné. Un grand nombre de documents corroborent ces informations, à commencer par un ordre présidentiel daté du 15 octobre 1987 – soit deux jours avant le recensement. Selon cet ordre, « les noms des personnes devant être soumises à un jugement général ne doivent pas être listés collectivement. Au contraire, faites-y référence et traitez-les dans vos correspondances sur une base individuelle ». Les conséquences de cet ordre se reflètent dans les listes des Kurdes arrêtés pendant la campagne d'Anfal, établies par l'Armée et l'Amn. Ces listes présentent le nom de chaque personne, leur sexe et leur âge ainsi que le lieu de résidence et l'endroit où ils ont été capturés.

Les détenus étaient traités dans une série de camps et de prisons. Les premiers camps de détention furent mis en place dès le 15 mars 1988 ; c'est vers la fin de ce mois-là que les disparitions de masse ont sérieusement commencé, avec une pointe à la mi-avril et début mai. La plupart des détenus ont été conduits dans un endroit nommé Topzawa, un camp de l'Armée populaire à la périphérie de Kirkouk – ville où Ali Hassan al-Madjid avait son quartier général. Certains ont été conduits dans les baraquements de l'Armée populaire à Tikrit. Les femmes et les enfants ont été transportés en camion de Topzawa vers un camp de la ville de Dibs ; entre 6 000 et 8 000 détenus âgés ont été amenés à la prison abandonnée de Nugra Salman, dans le désert du Sud, où des centaines d'entre eux sont morts de négligence, de famine ou de maladie. Les habitants de Badinan faits prisonniers pendant la phase finale de l'Anfal ont été traités séparément, mais néanmoins de la même façon. La plupart ont été détenus dans l'immense fort militaire de Dohouk ; les femmes et enfants ont, par la suite, été transférés dans un camp de prisonniers à Salamiyeh, sur la rivière du Tigre, près de Mossoul.

La majeure partie des femmes, enfants et personnes âgées a été relâchée des camps après l'amnistie du 6 septembre. Mais aucun de ceux de l'Anfal n'ont été

7. Les paysans kurdes portaient traditionnellement des armes personnelles, quelle que soit leur affiliation politique.

relâchés. Le Middle East Watch suppose, en se basant sur les témoignages d'un certain nombre de survivants de la troisième étape de l'Anfal – la plus sanglante –, qu'ils ont été conduits en grand nombre devant des pelotons d'exécution et enterrés en dehors des zones kurdes. Pendant la phase finale de l'Anfal à Badinan, dans au moins deux cas, des groupes d'hommes ont été exécutés sur place par des officiers militaires, sur instructions de leurs commandants.

Les emplacements d'au moins trois fosses communes ont été localisés grâce aux témoignages des survivants. L'une d'entre elles se situe près de la rive nord de la rivière de l'Euphrate, non loin de la ville de Ramadi, et est attenante à un ensemble de maisons de Kurdes iraniens, déplacés de force durant les premières phases de la guerre Iran-Irak. Une autre se trouve dans les environs du site archéologique d'Al-Hadhar (Hatra), au sud de Mossoul. Une troisième se situe dans le désert qui entoure la ville de Samawah. On pense qu'il existe au moins deux autres fosses sur la montagne Hamrin, l'une entre Kirkouk et Tikrit, l'autre à l'ouest de Tuz Khurmatu⁸.

Alors que le système des camps de concentration évoque une certaine dimension du génocide nazi, l'éventail des méthodes d'exécution décrites par les survivants kurdes en évoque étrangement une autre – celle des activités des Einsatzkommandos, ou unités mobiles d'exécution, dans les territoires de l'Europe de l'Ouest occupés par les nazis. Chacune des techniques standards d'opération utilisées par les Einsatzkommandos se retrouve dans le cas kurde. Des groupes de prisonniers étaient alignés, tués de front et traînés dans des fosses communes creusées dans la boue ; d'autres étaient brutalement poussés dans des tranchées et tués sur place à l'arme automatique ; d'autres encore étaient allongés par paires près de monticules de corps avant d'être tués ; enfin, d'autres étaient attachés ensemble puis tenus debout devant la fosse et tués dans le dos de telle sorte qu'ils tombaient directement dans la fosse ; cette méthode était sans doute jugée plus efficace. Les bulldozers couvraient ensuite de terre ou de sable les têtes et les corps. Certaines des fosses communes contiennent des douzaines de puits séparés qui ont, de toute évidence, contenu les corps de milliers de victimes. Des preuves indirectes suggèrent que ceux qui les avaient exécutés étaient des membres du parti de Baath en uniforme, ou peut-être des membres du Directoire de sécurité générale de l'Irak (l'Amn).

Selon les estimations les plus prudentes, 50 000 paysans kurdes ont été tués pendant l'Anfal. Alors que les hommes de quatorze à cinquante ans étaient d'office

8. D'autres fosses communes ont été trouvées ailleurs, dans les territoires contrôlés par les Kurdes. Elles contiennent les ossements des personnes exécutées par l'Amn pendant et après la période de l'Anfal.

tués en masse, un certain nombre de questions demeurent sur les critères utilisés pour ordonner l'assassinat des enfants plus jeunes et de leurs familles entières.

Des milliers de femmes et d'enfants ont péri, mais on observe à cet égard de grandes variations entre les régions. La plupart étaient des résidents de deux groupes distincts qui ont été affectés par la deuxième et la troisième phase de l'Anfal. Les mauvais traitements de commandants locaux zélés pourraient expliquer la raison pour laquelle femmes et enfants étaient rassemblés, au lieu d'être autorisés à fuir. Mais ils ne peuvent expliquer de façon satisfaisante les caractéristiques de leur disparition : les détenus ont immédiatement été transférés vivants sans garde armée, séparés de leur mari et de leur père dans des centres de traitement, puis tués de sang-froid après une période de détention. Le lieu de capitulation, plus que le lieu de résidence, semble avoir été l'un des critères pour déterminer ceux qui vivraient et ceux qui devaient mourir. Des documents de l'Amn indiquent un autre critère ; à savoir si les troupes ont rencontré une résistance armée dans une zone donnée – ce qui a été souvent le cas, mais non systématiquement – dans les zones marquées par le massacre de femmes et d'enfants. Un troisième critère peut avoir été la perception de la « position politique » des détenus, bien qu'il soit difficile de l'appliquer aux enfants.

Quelles que soient les raisons précises des disparitions, il apparaît clairement que – au regard des documents volés en Irak – les services de renseignements examinaient au moins quelques cas individuellement, et en appelaient même à la plus haute autorité s'ils doutaient du sort d'un individu. Cela suggère que le processus d'annihilation était gouverné, du moins en principe, par des normes bureaucratiques rigides. Mais toutes les preuves suggèrent que ces normes n'avaient pas pour objectif de décider de la responsabilité ou de l'innocence de certaines personnes ; elles visaient simplement à établir si un individu appartenait au groupe visé qui devait être « Anfalisé », c'est-à-dire au groupe des Kurdes qui vivaient dans les zones échappant au contrôle gouvernemental. En même temps, le témoignage des survivants indique à maintes reprises que la règle théorique était appliquée de façon aléatoire. La ségrégation physique des détenus des zones visées par l'Anfal, par âge et par sexe, ainsi que le choix de ceux qui seraient exterminés étaient une affaire délicate conduite selon un processus significatif d'interrogation ou d'évaluation préalable.

* * *

Bien que l'Anfal, en tant que campagne militaire, se soit terminée par une amnistie générale le 6 septembre 1988, il n'en a pas été de même pour ses pratiques. Ceux qui étaient libérés des prisons telles que celles de Nugra Salman, Dibs et Salamiyeh, ainsi que ceux qui sont rentrés d'exil sous l'amnistie, ont été réinstallés dans des complexes sans compensation ni mesure de soutien. Les civils qui ont essayé de les aider ont été traqués par l'Amn. Les *mujamma'at* qui attendaient les survivants de la phase finale de l'Anfal à Badinan n'étaient des lieux de résidence qu'en théorie ; les Anfalakan étaient, en réalité, lâchés sur les terres stériles de la plaine d'Arbil, sans infrastructure autre qu'un périmètre clôturé et des tours de gardes militaires. Ici, des centaines de personnes sont mortes de maladie, d'exposition au soleil ou aux intempéries, de faim ou de malnutrition, et des suites de leur exposition aux armes chimiques. Plusieurs centaines d'autres personnes – des Yézidis, Assyriens et Chaldéens non musulmans, y compris des femmes et des enfants – ont été retirées des camps et ont disparu, victimes collatérales du génocide kurde. Leur crime particulier était d'être restés dans les zones interdites principalement kurdes, après que les chefs communautaires ont refusé que le régime les catalogue comme arabes, dans le cadre du recensement de 1987.

Le régime n'avait aucune intention de permettre aux Kurdes amnistiés d'exercer pleinement leurs droits civiques en tant que citoyens irakiens. Les Kurdes devaient être privés de leurs droits politiques et des opportunités de travail jusqu'à ce que l'Amn certifie leur loyauté à son égard. Ils devaient s'engager par écrit à rester dans la *mujamma'a* dans laquelle ils avaient été assignés, sous peine de mort. Ils devaient comprendre que les zones interdites leur demeuraient inaccessibles et qu'elles étaient souvent parsemées de mines afin de décourager le repeuplement ; la directive SF/4008, et en particulier son article 5 contenant l'ordre de tuer tous les adultes mâles, demeurera en vigueur et sera appliquée à la lettre.

Des arrestations et des exécutions se produisirent encore ; certaines des exécutions impliquaient même les prisonniers qui étaient en vie, ou en détention au moment de l'amnistie. Le Middle East Watch a établi trois cas d'exécutions de masse à la fin de l'année 1988 ; dans l'un d'entre eux, 180 personnes ont été mises à mort. Les documents d'une branche locale de l'Amn dressent la liste de 87 exécutions supplémentaires, durant les huit premiers mois de l'année 1989, dont l'une concernait un homme accusé « d'enseigner la langue kurde en scripte latin ».

Les quelques centaines de villages kurdes qui sont sortis indemnes, en conséquence de leurs sympathies progouvernementales, n'ont pas reçu de garanties de survie durable, et des douzaines d'autres ont été brûlés et démolis à la fin de l'année

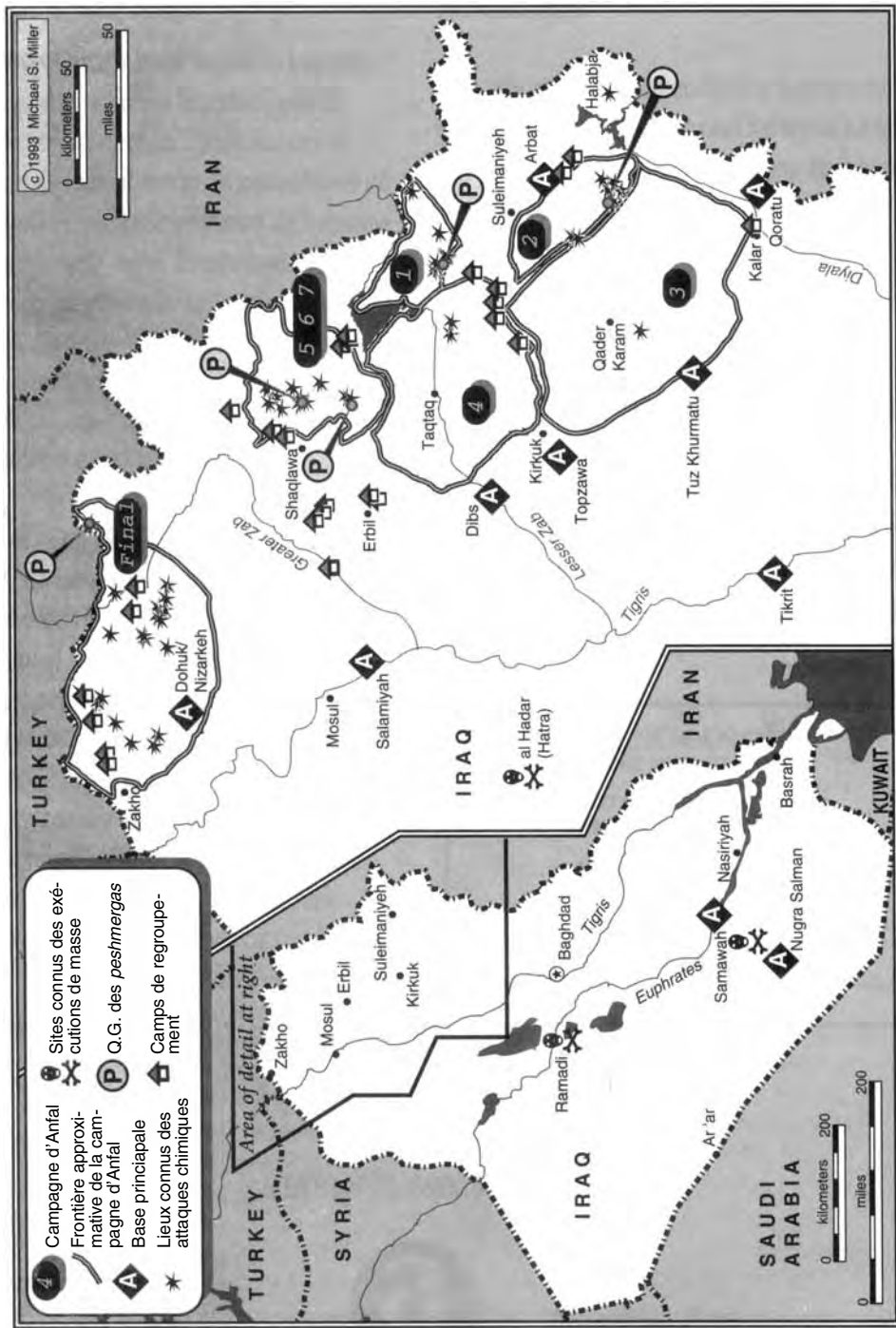
1988 et en 1989. Des ingénieurs de l'armée ont même détruit la grande ville kurde de Qala Dizeh (peuplée de 70 000 habitants), et déclaré ses environs « zones interdites », déplaçant le dernier centre significatif de population à proximité de la frontière iranienne.

En d'autres termes, les politiques de massacre, de torture et de terre brûlée, continuèrent à représenter la routine quotidienne du Kurdistan irakien, comme elles l'ont toujours été sous le régime du parti socialiste arabe Baath. Mais, selon les termes d'al-Madjid, le problème kurde avait été réglé ; les « saboteurs » avaient été massacrés. Depuis 1975, près de 4 000 villages kurdes avaient été détruits ; aux moins 50 000 paysans kurdes étaient morts pendant la seule campagne d'Anfal, et probablement deux fois plus, en réalité ; la moitié des fermes productives ont été laissées à l'abandon. Finalement, le nombre total de Kurdes tués sur la décennie, depuis que les hommes de Barzani ont dû quitter leurs maisons, tient bien en six chiffres.

Vers le 23 avril 1989, le parti Baath jugea qu'il avait rempli ses objectifs, car les pouvoirs spéciaux accordés, deux années auparavant, à Ali Hassan al-Madjid furent abolis. Lors de la cérémonie d'accueil de son successeur, le commandant suprême de la campagne d'Anfal fit clairement savoir que « la situation exceptionnelle était terminée ».

Pour reprendre les termes de la Convention sur le génocide, le but du régime a été de détruire en partie le groupe (des Kurdes irakiens), et il l'a atteint. Intentions et actes avaient été combinés, entraînant le crime consommé de génocide. Désormais, Ali Hassan al-Madjid pouvait librement passer à d'autres tâches faisant appel à ses talents spéciaux – premièrement en tant que gouverneur du Koweït occupé –, puis en 1993, en tant que ministre irakien de la Défense.

Les campagnes d'Anfal : février-septembre 1988



1

LES MEMBRES DU BAATH ET LES KURDES

« *Sa couleur est le noir...* »

Christopher Marlowe,
Tamburlaine the Great,
1587, première partie (IV, i).

« *Chaque ère est différente. Tout change.*

Mais Saddam Hussein est pire que

Tamerlan, six cents ans auparavant. »

Abd-al-Qader Abdullah Askari
de Goktapa, site ayant été l'objet
d'une attaque d'armes chimiques, 3 mai 1988.

C'est une terre de fleurs de printemps et de champs de blé ondulants, de cours d'eau impétueux, de gorges périlleuses et inattendues, de cavités cachées et de parois rocheuses stériles. Par-dessus tout, c'est un pays où le rythme de la vie est défini par la relation entre les gens et la montagne. Rangée après rangée, les sommets s'étendent dans toutes les directions aussi loin que puisse porter le regard, les plus hauts d'entre eux sont couverts de neige l'année durant. Comme le dit l'ancien proverbe, « enlevez les montagnes, et en un jour, les Kurdes ne seraient plus ».

Les Kurdes ont habité ces montagnes depuis des milliers d'années. « Les territoires désignés depuis le XII^e siècle sous le nom de Kurdistan », dit un universitaire, « sont peuplés depuis l'Antiquité la plus lointaine et constituent un des tout premiers lieux d'établissement de la civilisation humaine. Le village de Jarmo, situé dans la vallée de Chamchamal, à présent en Irak, est le plus ancien village du Moyen-Orient. Ici, 4000 ans avant notre ère, les hommes cultivaient déjà diverses graines (blé, orge, lentilles, pois, etc.), fruits de cueillette (olives, amandes, pistaches, figues) et élevaient moutons et chèvres¹ ».

Bien qu'il en fût de même pendant toute l'Antiquité, les Kurdes n'ont jamais été capables, dans la période contemporaine, de former, de leur propre chef, une entité

1. P.J. Braidwood, *Prehistoric Investigation in Iraqi Kurdistan*, Chicago, 1960.

politique indépendante. Du XVI^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle, leurs territoires ont fait partie des Empires ottoman et perse. Avec l'effondrement de l'Empire ottoman, après la Première Guerre mondiale, l'indépendance a été accordée aux Kurdes, dans le cadre du traité de Sèvres. Mais la promesse s'est envolée lorsque le mouvement nationaliste de Kemal Atatürk a pris le contrôle des terres kurdes de Turquie orientale ; les Kurdes ont vu leur patrie montagneuse à nouveau divisée entre quatre nouveaux États – la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Union soviétique, et une civilisation ancienne – l'Iran ou la Perse, telle qu'elle était alors connue.

Chacun de ces États a refusé d'assimiler sa minorité kurde, et chaque groupe kurde s'est rebellé contre l'autorité du nouveau gouvernement central. Parmi ces traditions de rébellion, aucune n'a été aussi persistante que celle des Kurdes d'Irak². Il y a un plus grand nombre de Kurdes ailleurs – de dix à quinze millions de Kurdes vivent en Turquie, sept en Iran, et quatre seulement en Irak³. Mais un certain nombre de facteurs distinguent les Kurdes d'Irak de leurs voisins. Ils formaient, en termes de proportion, la plus grande minorité ethnique de la région, représentant, au moins jusqu'aux années 1980, bien 23 % de la population totale d'Irak⁴. La proportion des Kurdes en Turquie est peut-être aujourd'hui un peu plus élevée, mais cela ne résulte pas de tendances démographiques normales. Le déclin relatif de la population kurde d'Irak est une affaire politique. Des centaines de milliers de Kurdes sont partis en exil ; des dizaines de milliers ont été tués, surtout en 1988, au cours d'une longue campagne d'extermination de six mois et demi, connue sous le nom d'Anfal.

Les Kurdes d'Irak ont également été victimes d'un accident de la géographie, quand, au XX^e siècle, de vastes réserves de pétrole furent découvertes, dans des zones limitrophes à leurs terres ancestrales. Les Kurdes ont, à maintes reprises, défié le gouvernement de Bagdad pour le contrôle de ces zones – et en particulier la ville eth-

2. L'ouvrage faisant autorité sur les Kurdes est celui de Martin Van Bruinessen, *Agha, Shaikh and the State : The Social and Political Structures of Kurdistan*, London, Zed Books, 1992. Pour un aperçu culturel et historique général, voir : Mehrad R. Izady, *The Kurds : A Concise Handbook*, Washington DC, Crane Russak, 1992. Pour un résumé rapide, voir : David McDowall, « The Kurdish question : a historical review », in Philip G. Kreyenbroek et Stefan Sporn (eds), *The Kurds : A Contemporary Overview*, London and New York, Routledge, 1992, et en particulier les pages 24-30.

3. Izady fournit les chiffres suivants : 13,5 millions de Kurdes en Turquie, 6,6 millions en Iran, 4,4 millions en Irak, *op. cit.*, p. 117.

4. Selon Izady, *op. cit.*, les Kurdes représentaient 25 % de la population irakienne en 1980, et, par comparaison, 21 % de la population en Turquie. En 1990, il estimait ces chiffres respectivement à 23,5 % et 24,1 %. D'autres estimations sont encore plus basses, estimant la proportion des Kurdes à seulement 16 ou 17 % de la population irakienne.

niquement mixte de Kirkouk. C'est cette contestation au regard des ressources naturelles et du pouvoir, autant que de toute considération idéologique ou d'animosité ethnique profondément ancrée, qui est à l'origine du traitement brutal que le parti socialiste arabe Baath, au pouvoir, réserve aux Kurdes.

Depuis les années 1920, les Kurdes d'Irak ont organisé, les uns après les autres, des révoltes à l'encontre des autorités centrales. La force centrale de la plupart de ces rébellions était localisée dans une zone isolée du nord-est de l'Irak, appelée la vallée de Barzan, à proximité des frontières iranienne et turque, au bord de la rivière du Grand Zab. Du début des années 1940 au milieu des années 1970, l'idée d'une rébellion kurde a été inséparable du charismatique leader de cette vallée, Moullah Moustafa Barzani.

Le véritable succès de Barzani ne s'est produit qu'en 1946, lorsque les Kurdes d'Irak et d'Iran ont uni leurs forces pour créer la République de Mahabad. Mais l'expérience de Mahabad n'a duré qu'une année, avant qu'elle soit écrasée ; Barzani s'est enfui en Union soviétique, avec plusieurs milliers de combattants ; ce qui fut célébré comme la « longue marche⁵ ». Après le renversement de la monarchie irakienne en 1958, les Kurdes ont été confrontés à un même modèle sous chaque régime : d'abord, une période de négociations, négociations qui ne parvenaient jamais à satisfaire les revendications d'autonomie des Kurdes, puis, lorsque les pourparlers échouaient, de nouvelles explosions de violence⁶. Les villages ruraux étaient bombardés et brûlés, et les combattants kurdes, traqués avec acharnement.

Le nom qu'ils ont adopté exprime de façon précise les conditions de leur existence. Ils s'appelaient eux-mêmes *peshmergas* – « ceux qui affrontent la mort ».

* * *

5. Les Kurdes, contrairement à d'autres mouvements de libération nationale, n'ont jamais pu compter sur un soutien régulier de l'Union soviétique.

6. Depuis la révolution du 14 juillet 1958, il y a eu quatre régimes successifs à Bagdad : le gouvernement militaire d'Abd al-Karim Qasem et les « officiers libres » (1958-1963) ; les gouvernements des frères Arif et Abd al-Rahman al-Bazzaz (1963-1968) ; et le second régime Baath (de 1968 à nos jours). Saddam Hussein, un des dirigeants du coup de juillet 1968, est président de l'Irak depuis 1979. Le meilleur ouvrage général sur cette période est celui de Marion Farouk-Suglett et Peter Suglett, *Iraq Since 1958 : From Revolution to Dictatorship*, London, I.B. Tauris, 1990. Les autres études utiles sont les suivantes : Phebe Marr, *The Modern History of Iraq*, Boulder, Westview Press, et CARDRI (Committee Against Repression and for Democratic Rights in Iraq), *Saddam's Iraq : Revolution or Reaction ?*, London, Zed Books, 1986.

En 1988, durant les six derniers mois de la guerre qui a opposé pendant huit ans l'Irak à l'Iran, des faits terribles se sont produits dans les montagnes d'Irak du Nord. Le régime de Saddam Hussein a, du moins de façon métaphorique, « soulevé les montagnes », dans le sens où il a rasé des milliers de villages, détruit l'économie rurale traditionnelle et les infrastructures du Kurdistan irakien, et tué plusieurs dizaines de milliers de ses habitants.

Le monde extérieur était depuis longtemps informé des deux périodes de persécution des Kurdes d'Irak, en 1988. Dans les deux cas, les victimes étaient à proximité des frontières internationales ; ainsi, les médias étrangers ont pu rendre compte des nouvelles qui circulaient. La première fois, après l'attaque au gaz toxique lancée le 16 mars sur la ville kurde d'Halabja, près de la frontière avec l'Iran, les autorités iraniennes ont elles-mêmes entrepris de montrer le site à la presse internationale, peu de jours après le bombardement. Même ainsi, l'illusion d'une responsabilité des deux parties en ce qui concerne les attaques chimiques sur Halabja a longtemps persisté. Cette illusion a initialement été nourrie par les rapports des services de renseignements américains, qui manifestaient un fort penchant pour B a g d a d pendant la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988⁷. Cela est faux : les témoignages de survivants ont établi, sans que le doute puisse être permis, que l'opération d'Halabja était une action irakienne, lancée en réponse à la prise rapide de la ville par les

7. Les ouvrages portant sur la guerre Iran-Irak ont systématiquement fait écho aux rapports non prouvés selon lesquels les deux parties auraient utilisé des armes chimiques sur Halabja. Cette idée provient d'une étude faite pour la *US Army War College* : Stephen C. Pelletiere, Douglas V. Johnson II et Leif R. Rosenberger, *Iraqi Power and U.S. Security in the Middle East*, Carlisle Barracks, PA, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 1990. Elle est reprise dans un livre écrit plus tard par Pelletiere, ancien membre des services de renseignements américains, *The Iran-Irak War : Chaos in a Vacuum*, New York, Praeger, 1992. Dans cette étude, fortement pro-irakienne, l'auteur observe : « Le 23 mai (*sic*), au cours des combats engagés pour s'emparer de la ville, des gaz ont été utilisés par les deux camps. Par conséquent, des dizaines (*sic*) de civils kurdes irakiens ont été tués. Il est maintenant quasiment certain que ce sont les gaz iraniens qui ont tué les Kurdes », p. 136-137.

Cette conclusion est supposée reposer sur le fait que les victimes d'Halabja avaient les lèvres bleues, ce qui est caractéristique des effets du gaz cyanite dont l'Irak, à ce que l'on pensait, n'était pas en possession. Il s'agit d'un poison métabolique qui rend en effet les lèvres bleues, mais ce n'est pas un indice spécifique de son utilisation. Les agents neurotoxiques qui sont des inhibiteurs d'acétylcholinestérase causant une paralysie pulmonaire rendent également les lèvres de leurs victimes bleues. Interview du *Middle East Watch* avec Dr Howard Hu, Harvard School of Public Health, 13 mai 1993. Au sujet des utilisations prouvées de gaz neurotoxiques par l'Irak contre les Kurdes pendant l'Anfal, se référer à la note de bas de page numéro 6 de l'introduction de cet ouvrage.

peshmergas d'Irak, assistés par les Gardes révolutionnaires iraniens (*pasdaran*). Les milliers de Kurdes qui sont morts, pratiquement tous des civils, ont été des victimes du régime irakien⁸.

Le deuxième événement relativement bien médiatisé a été l'exode de masse d'au moins 65 000 et peut-être même 80 000 réfugiés kurdes irakiens, fuyant les montagnes du nord de la région de Badinan vers la frontière turque, pendant les derniers jours du mois d'août⁹. Il a été démontré par la suite de façon concluante qu'ils avaient fui en raison d'une autre série d'attaques chimiques des forces armées irakiennes¹⁰. Depuis la Première Guerre mondiale, l'utilisation de gaz toxiques en temps de guerre a été considérée comme une certaine forme d'abomination. Les armes chimiques ont été interdites par le protocole de Genève de 1925, dont l'Irak est signataire, et beaucoup de pays ont, en conséquence, détruit leurs stocks.

Alors que l'Irak, et dans une moindre mesure l'Iran, ont brisé le tabou du champ de bataille à de nombreuses occasions depuis 1983, les attaques d'Halabja et de Badinan ont atteint un nouveau degré d'inhumanité, en tant que premiers cas d'emploi – par un gouvernement – d'armes chimiques contre sa propre population civile.

Néanmoins, Halabja et Badinan n'étaient que deux simples pièces d'un bien

8. Le chercheur kurde Shorsh Resool, auteur d'une étude sur la destruction des villages kurdes (*Destruction of a nation*, publication privée, avril 1990), a établi une liste comportant les noms de quelque 3 200 personnes mortes pendant l'attaque d'Halabja. Des estimations plus impressionnantes ont amené ce chiffre à 7 000 (voir plus bas, p. 140).

9. Le chiffre le plus couramment cité de 65 000 victimes provient du rapport réalisé pour la Commission des relations extérieures du Sénat américain, de Peter W. Galbraith et Christopher Van Hollen : « Chemical weapons use in Kurdistan : Iraq's final offensive », 21 septembre 1988. Des dizaines d'autres milliers de Kurdes ont trouvé refuge en Iran en fuyant directement l'Irak, ou bien en passant par la Turquie.

10. Cf. Galbraith et Van Hollen, *op. cit.* Le rapport publié en février 1989 par Physicians for Human Rights, intitulé « Winds of death : Iraq's use of poison gas against its Kurdish population », a conclu que les blessures des réfugiés examinés en Turquie correspondaient à une exposition au gaz moutarde (ypérite). Cependant, PHR a remarqué que « les récits des témoins concernant des décès qui se sont produits dans les minutes qui ont suivi l'exposition ne peuvent pas être expliqués par le seul gaz moutarde ». Le mystère restait entier en avril 1993, quand des recherches sur des échantillons de terrain prélevés dans le village de Birjinni, qui fut l'objet d'une attaque chimique en 1988, ont montré la présence de traces d'agents neurotoxiques, également connus sous le nom de surin. Cf. PHR-Human Right Watch, « Scientific first : soil samples taken from bomb craters in Northern Iraq reveal nerve gas – Even four years later », 29 avril 1993.

plus grand puzzle, et faisaient partie d'une offensive concertée contre les Kurdes qui a duré du mois de mars 1987 jusqu'au mois de mai 1989. Selon le Middle East Watch, la campagne irakienne lancée contre les Kurdes pendant cette période annonçait un génocide, conformément aux termes de la Convention sur le génocide¹¹.

Le Middle East Watch en est arrivé à cette conclusion après plus de dix-huit mois de recherche. Notre méthodologie repose sur trois composantes distinctes et complémentaires. La première a été une grande série d'interviews de terrain avec des survivants kurdes. Entre avril et septembre 1992, les chercheurs du Middle East Watch ont interviewé de façon détaillée plus de 300 personnes du Kurdistan irakien et ont discuté avec des centaines d'autres de l'expérience qu'ils ont vécue. La plupart avaient été directement affectés par les mesures de violence ; beaucoup avaient perdu des membres de leur famille proche. En mars et en avril 1993, cinquante interviews supplémentaires ont cherché à répondre aux questions restées sans réponses.

La deuxième composante du projet du Middle East Watch au Kurdistan irakien a été une série d'examens médico-légaux des fosses communes, sous la supervision de l'éminent anthropologue et juriste, le Dr Clyde Collins Snow. Le premier voyage préliminaire du Dr Snow, dans les régions d'Arbil et de Suleimanieh, a eu lieu en décembre 1991. À l'occasion des deux visites suivantes, l'équipe du Dr Snow a exhumé un certain nombre de fosses, en particulier un site contenant les corps de 26 hommes et adolescents exécutés par l'armée irakienne à la fin du mois d'août 1988, dans les faubourgs du village de Koreme, dans la région de Badinan¹².

La troisième composante de notre recherche, et la plus ambitieuse, a été d'étudier les archives volées des renseignements irakiens. Durant l'année 1991 et au début de l'année 1992, le Middle East Watch a constitué, à travers une variété de sources, un dossier modeste de documents officiels irakiens décrivant différents aspects de la politique du régime à l'égard des Kurdes. La plupart d'entre eux ont été

11. La Convention sur la prévention et la punition du crime de génocide, 78 UNTS 277, approuvée par la résolution 2670 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1948, est entrée en vigueur le 12 janvier 1951. La Convention définit le génocide comme « des actes commis volontairement pour détruire, dans son intégralité ou en partie, un groupe religieux, racial, ethnique ou national en tant que tel ». Pour une discussion générale sur ces questions, ainsi que sur une série d'études de cas, voir Franck Chalk et Kurt Jonassohn, *The History and Sociology of Genocide : Analyses and Cases Studies*, New Haven, Yale University Press, 1990, et Helen Fein (ed.), *Genocide Watch*, New Haven, Yale University Press, 1992.

12. Deux rapports du Middle East Watch et de Physicians for Human Rights présentent le résultat de ces missions : *Unquiet Graves : The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan*, February 1992, et *The Anfal Campaign in Iraqi Kurdistan : The Destruction of Koreme*, January 1993.

saisis dans les locaux du gouvernement irakien pendant le soulèvement avorté des Kurdes de mars 1991. Puis, en mai 1992, le Middle East Watch s'est assuré de la permission d'examiner et d'analyser 847 cartons de documents officiels irakiens volés pendant l'Intifada de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), un des deux principaux partis du Kurdistan irakien.

À travers un accord conclu entre l'UPK et la Commission des affaires étrangères du Sénat américain, les documents sont devenus des procès-verbaux du Congrès¹³. L'analyse des documents a commencé le 22 octobre 1992, et il a été possible, dans de nombreux cas, de certifier les preuves contenues dans ces documents, concernant les campagnes et villages mentionnés, par des témoignages obtenus sur place.

Comme Raul Hilberg le note dans son histoire de la Shoah : « Il n'y a pas plusieurs façons, pour une société moderne, de tuer une grande partie de la population vivant en son sein. C'est une question d'efficacité des plus grandes dimensions¹⁴. » Le trésor que représentent les documents volés montre, avec une ampleur et des précisions surprenantes, la façon dont la bureaucratie irakienne a organisé le génocide kurde. Certains de ces documents ont été saisis pendant le soulèvement, en Irak, par des citoyens de la ville kurde de Suleimanieh, et plus tard entassés à l'aveuglette dans de solides sacs de farine en plastique. D'autres, initialement empilés dans des boîtes de thé, puis empaquetés dans des sacs libellés à l'adresse de « l'UPK de Shaqlawa », ont été pris dans les bureaux du Directoire à la sécurité générale (Mudiriyyat al-Amn-al-Ameh), communément désigné par Amn, à Arbil et dans la ville de Shaqlawa¹⁵. Le contenu de ces boîtes a souvent été brûlé, suite à la bataille de mars 1991, durant laquelle de nombreux bâtiments du gouvernement ont été incendiés. Certains sont

13. Alors que le Département d'État américain à la Défense a contribué à activer la recherche des documents en assignant une équipe technique au projet du Kurdistan irakien, le Middle East Watch et l'UPK ont pleinement maintenu leur contrôle sur les archives.

14. Raul Hillberg, *The Destruction of the European Jews*, New York, Holmes and Meier, 1985, p. 8.

15. L'Amn, dont les fonctions techniques sont approximativement équivalentes à celle du Federal Bureau of Investigation américain, tire ses origines, dans le milieu de l'année 1960, d'une unité secrète du parti Baath, connue sous le nom d'*al-Jihaz al-Khas*, l'« appareil spécial ». Son nom de code était *Jihaz Haneen*, l'« instrument du désir ». Saddam Hussein a personnellement supervisé la restructuration de la police secrète qui a donné à l'Amn son nom et ses fonctions actuels en 1973. Voir Samir al-Khalil, *op. cit.*, p. 5-6, 12-13. Al-Khalil était le pseudonyme précédemment adopté par l'écrivain irakien Kanan Makiya.

froissés, partiellement déchirés et pratiquement illisibles, après une exposition prolongée à l'humidité. Les documents sont entassés dans des classeurs pleins à craquer, ou reliés par des agrafes, des ficelles, des lacets ou des punaises. Les grands livres manuscrits sont couverts de papiers fleuris, restés propres grâce à l'utilisation de feuillets en plastique. Parfois, les titres sont inscrits en arabe dans une écriture stylée et psychédélique, avec une variété de feutres de couleurs différentes, par des employés blasés ou capricieux, et portent un certificat de sécurité. Un classeur de la police est soigneusement emballé dans un papier cadeau de Noël venant de Grande-Bretagne, représentant un rouge-gorge chantant gaiement entre des branches de houx.

Les documents témoignent, avec des détails convaincants, de la façon dont la bureaucratie irakienne chargée de la sécurité s'est attaquée au « problème d'efficacité » que posait la volonté d'effacer de la carte des milliers de villages kurdes et de tuer des dizaines de milliers de leurs habitants. Il y a ici des « pistolets fumants », sous forme de décrets gouvernementaux ordonnant des exécutions sommaires de masse. Il y a aussi des milliers de pages de notes, qui ne sont autres que des renseignements de terrain, des annotations griffonnées de conversations téléphoniques, des comptes-rendus de réunions, des mandats d'arrestation, des ordres de déportation, des notes sur les mises à feu de certains villages, des listes de victimes d'attaques chimiques, des listes de membres de familles des « saboteurs », des journaux d'écoutes téléphoniques, des restrictions de rationnement, des rapports d'interrogatoires et des saluts aux unités militaires victorieuses, également très explicites. Réunis, ces documents forment, si l'on peut dire, les innombrables petits points qui, assemblés, créent l'image du génocide kurde.

* * *

L'expérience de ceux qui ont survécu aux massacres peut être résumée en un seul mot : *al-Anfal*. Le mot est d'origine religieuse ; c'est le nom de la huitième sourate, ou chapitre du Coran. Selon l'écrivain irakien Kanan Makiya, dont l'article du mois de mai 1992 paru dans le *Harper's Magazine* traita pour la première fois de la campagne d'Anfal dans la presse, la huitième sourate est « la révélation de soixante-quinze versets que le Prophète Mohammed a eue après la première grande bataille de la nouvelle foi musulmane à Badr (624 av. J.-C.). C'est dans le village de Badr, localisé dans ce qui est maintenant la province Saudi de Hedjaz, qu'un groupe de 319 musulmans a dérouter près de 1 000 athées. La bataille a été considérée par les premiers musulmans comme justifiant leur nouvelle foi, et la victoire, comme le résultat d'une intervention directe de Dieu¹⁶ ».

Dans cette sourate, le mot arabe « al-Anfal » signifie « dépouilles », au même titre que le butin d'une bataille. Elle commence ainsi : « Ils vous questionneront au sujet du butin. Répondez-leur : "Les dépouilles appartiennent à Dieu et au Messager ; alors craignez Dieu, (...) et obéissez à votre Dieu et à son Messager, si vous êtes croyants." »

La sourate continue avec la révélation de la volonté de Dieu aux anges :

« Et quand ton Seigneur inspirait aux anges : "Oui, Je suis avec vous : affermissez donc ceux qui croient. Quant à ceux qui mécroient, Je vais jeter l'effroi dans leurs cœurs : frappez donc au-dessus des cous et frappez-les aux jointures ! Car, vraiment,

16. Le régime irakien a peut-être sélectionné cette sourate afin de légitimer sa guerre contre les Kurdes en évoquant une bataille entre deux armées régulières et contre un ennemi numériquement plus fort. L'article de Makiya, « The Anfal, uncovering an Iraqi campaign to exterminate the Kurds », *Harper's Magazine*, mai 1992, p. 53-61, est extrait de son livre *Cruelty and Silence : War, Tyranny, Uprising and the Arab World*, New York, Norton, 1993. La visite de Makiya en Irak du Nord a aussi servi de base à un reportage réalisé par le Britannique Gwynne Roberts, *Sadam Killing Fields*, diffusé sur la chaîne BBC en janvier 1992 et sur PBS Frontline le 31 mars 1992.

Deux autres articles présentant une vue d'ensemble sur la campagne d'Anfal ont été publiés : Raymond Bonner, « Always remember », *The New Yorker*, 28 septembre 1992, p. 46-51, 54-58 et 63-65 ; et Judith Miller, « Iraq accused : a case of genocide », *The New York Times Magazine*, 3 janvier 1993, p. 12-17, 28, 31-33, 36. L'article de Miller traite avec certains détails des progrès du projet de documentation du Middle East Watch sur le Kurdistan irakien.

ils ont fait schisme d'avec Dieu et Son messager"... alors oui Dieu est fort en poursuite ! Goûtez-y donc! Oui, aux mécréants le châtement du Feu¹⁷. »

Bien que Saddam Hussein ait souvent choisi, au cours des récentes années, d'envelopper ses campagnes dans une iconographie et un langage religieux, l'Irak du parti Baath est – assurément – un État laïque. Les victimes de la campagne d'Anfal de 1988, les Kurdes d'Irak du Nord, sont, pour la plupart, des musulmans sunnites. Pendant l'Anfal, toute mosquée située dans un village devant être détruit a été rasée par le corps d'armée d'ingénieurs irakien, qui a utilisé bulldozers et dynamite.

* * *

L'AUTONOMIE KURDE ET L'ARABISATION

Il serait cependant faux de dire que la campagne d'Anfal, malgré toute l'horreur qu'elle inspire, était sans précédent, car les Kurdes d'Irak ont été l'objet de terribles atrocités de la part du parti Baath à de nombreuses occasions dans le passé. De façon ironique, lorsqu'on demandait aux Kurdes d'Irak s'ils pouvaient se souvenir d'une période de paix stable, ils parlaient en premier lieu des premières années du deuxième régime du parti Baath, après le coup de juillet 1968. L'idéologie radicale panarabe, sur laquelle le parti avait été fondé, était hostile aux Kurdes non arabes, culturellement et ethniquement liés aux Perses. Toutefois, le nouveau régime irakien avait défini comme un objectif prioritaire la conclusion d'un accord durable avec les Kurdes.

Le parti Baath n'a pas manqué de pragmatisme. À son arrivée au pouvoir, il était faible et n'avait aucune intention de lutter contre une insurrection gênante. Il a alors réduit sa rhétorique panarabe, après 1968, en faveur d'un nouvel effort pour forger une seule identité irakienne unifiée, une identité dans le cadre de laquelle les Kurdes seraient acceptés comme partenaires – même s'ils n'étaient pas tout à fait égaux. L'État-nation moderne d'Irak fut une création artificielle de la Société des nations dans les années 1920, lorsque l'ancien vilayet du sud de l'Empire ottoman fut divisé en territoires sous mandat, administrés par la Grande-Bretagne et la France. Les frontières de l'Irak, incorporant le vilayet de Mossoul, reflétaient les intérêts de la Grande-Bretagne, consistant à contrôler les ressources connues de pétrole de la

17. A.J. Arberry (traduction), *The Koran Interpreted*, New York, Collier Books, Macmillan publishing Co., 1955, p. 198.

région.

Le pétrole se révéla être le talon d'Achille du statut d'autonomie offert aux Kurdes par Saddam Hussein, membre du Conseil de commandement révolutionnaire, chargé des affaires kurdes. Le Manifeste du 11 mars 1970 était théoriquement prometteur. Il reconnaissait la légitimité du nationalisme kurde et garantissait la participation des Kurdes au gouvernement, ainsi que l'enseignement de la langue kurde à l'école¹⁸. Mais il réservait son jugement sur l'étendue territoriale du « Kurdistan », dans l'attente du nouveau recensement. Un tel recensement aurait certainement révélé la présence d'une solide majorité de Kurdes dans la ville de Kirkouk, sur les champs pétrolifères environnants, ainsi que dans la zone pétrolifère de moindre importance de Khanaqin, située au sud de la ville de Suleimanieh. Mais aucun recensement ne fut prévu jusqu'en 1977, date à partir de laquelle le projet d'autonomie fut enterré¹⁹.

Comme auparavant, les idéaux kurdes étaient pris en otages par de plus grandes forces politiques. En avril 1972, le régime Baath signa un traité d'amitié avec l'Union soviétique ; deux mois plus tard, il nationalisa la Compagnie pétrolière d'Irak ; et, avec la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, les revenus pétroliers d'Irak furent multipliés par dix²⁰. Au mois de juillet de cette année-là, alors que les relations avec le parti Baath se détérioraient, le chef légendaire de la guérilla, Moullah Moustafa Barzani, revendiqua formellement les champs pétrolifères de Kirkouk. Bagdad interpréta cet acte comme une déclaration virtuelle de guerre et décréta unilatéralement un statut d'autonomie, en mars 1974.

Le nouveau statut était loin du Manifeste de 1970, et la définition de la zone d'autonomie kurde excluait explicitement les zones riches en pétrole de Kirkouk, Khanaqin et Djabal Sinjar. Le régime irakien menait, de paire avec le processus d'au-

18. En fait, la Constitution provisionnelle de juillet 1970 déclarait : « Le peuple d'Irak est formé de deux principales nationalités, la nationalité arabe et la nationalité kurde. La présente Constitution doit reconnaître les droits nationaux du peuple kurde et les droits légitimes de toutes les nationalités au sein de l'unité de l'Irak. » Le point de vue du gouvernement irakien sur la question de l'autonomie est détaillé dans *Settlement of the Kurdish Problem in Iraq*, Baghdad, Ath-Thawra Publications, 1974.

19. À nouveau, et de façon révélatrice, c'est le recensement qui a défini l'étendue géographique de l'opération d'Anfal de 1988. Voir plus bas, p. 84-90. Voir également les commentaires d'Ali Hassan al-Madjid sur la taille de la population arabe au Kurdistan, annexe 1, p. 379.

20. Selon Farouk-Suglett et Suglett, les revenus pétroliers d'Irak étaient passés de seulement 575 millions de dollars en 1972 à 1,84 milliard de dollars en 1973 et à 5,7 milliards de dollars en 1974.

tonomie de 1970-1974, une réforme administrative de grande envergure, en vertu de laquelle les seize provinces, ou gouvernorats, étaient renommés, et, dans certains cas, modifiés dans leurs frontières. La vieille province de Kirkouk fut coupée en deux. La zone située autour de la ville devait désormais porter le nom d'al-Ta'mim (« nationalisation ») et ses frontières furent redessinées pour lui donner une majorité arabe. Une nouvelle province, plus petite, qui sera connue sous le nom de Salah al Din, comprenait la ville de Tikrit et le village voisin d'al-Ouja, où Saddam Hussein était né. Il est clair que le parallèle entre Saddam Hussein et le guerrier médiéval légendaire, connu en Occident sous le nom de Saladin, était tout sauf accidentel (bien que, ironiquement, Saladin fût lui-même kurde et qu'il fût engagé, comme beaucoup des siens, dans les armées arabes)²¹. Bagdad donna aux Kurdes deux semaines pour accepter ses conditions²², Barzani répondit par une reprise de la révolte armée.

Croyant ne plus avoir aucun ami, les dirigeants kurdes avaient conclu des alliances de long terme avec des étrangers, et Barzani supposait que ce soutien permettrait de faire prospérer sa cause. Horrifiés par le nouvel alignement de l'Irak avec l'Union soviétique, le gouvernement israélien et la CIA américaine entraînent les dirigeants du KDP les plus haut placés et Barzani fut généreusement pourvu en armes, y compris en armes lourdes, et en renseignements. Le Shah d'Iran, entre-temps, avait fourni un indispensable territoire de repli ainsi qu'un soutien logistique.

Grâce à cette aide, les *peshmegas* ont résisté à l'assaut irakien pendant une année, bien que plus d'une centaine de milliers de réfugiés aient fui en Iran et que les villes kurdes de Zakho et Qala Dizeh aient été sévèrement endommagées par des bombardements aériens.

Mais Barzani avait énormément surestimé l'engagement des étrangers à ses côtés. En mars 1975, le Shah d'Iran et Saddam Hussein signèrent le traité d'Alger, à la surprise de la plupart des observateurs, et mirent fin – du moins temporairement – au différend qui les opposait depuis longtemps. L'Irak permit à l'Iran de partager l'accès, initialement contesté, aux canaux navigables de Chatt al-Arab ; et, comme s'il

21. L'universitaire israélien Amatzia Baram montre, dans son ouvrage fascinant intitulé *Culture, History and Ideology in the Formation of Ba'hist Iraq, 1968-89*, New York, St. Martin's Press, 1991, p. 61-62, combien cette réforme administrative illustre la volonté profonde du parti de mettre en relation l'histoire moderne de l'Irak avec les gloires de l'Antiquité. Il est encore plus frappant de noter que la province de Diwaniya était renommée Qadesh – d'après la bataille décisive entre les armées arabe et perse en 635 apr. J.-C. Nous devons mentionner qu'on faisait officiellement référence à la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988 en parlant de « Qadissiyah de Saddam ».

22. Cela constituait, selon les termes de McDowall (*op. cit.*), « une autonomie par ultimatum ».

s'agissait d'un quiproquo, le Shah retira brusquement son soutien militaire et logistique aux Kurdes irakiens. Dans la semaine qui suivit, la révolte de Barzani s'effondra. Son dirigeant, un homme brisé, était à l'agonie. Le Dr Henry Kissinger fit, à ce sujet, cette remarque devenue célèbre : « Les opérations clandestines ne devraient pas être confondues avec un travail de missionnaire. »

Aux yeux du parti Baath, la collaboration de Barzani avec l'Iran, les États-Unis et Israël a réduit les Kurdes au rang de membres de la cinquième colonne. « Ceux qui se sont vendus aux étrangers ne vont pas échapper au châtement », disait Saddam Hussein, qui à cette époque-là était président adjoint du Conseil de commandement révolutionnaire, et responsable officiel des questions de sécurité intérieure²³. Cet état d'esprit marqua les négociations du parti Baath avec les Kurdes pendant les deux décennies suivantes. Son point culminant fut la campagne connue sous le nom d'Anfal.

* * *

Avec l'effondrement de ce que les Kurdes appellent la révolution de Barzani, le régime irakien est passé à une vitesse supérieure en ce qui concerne ses activités anti-Kurdes. La préoccupation traditionnelle des planificateurs de la contre-insurrection fit place à un but plus ambitieux consistant à redessiner la carte d'Irak du Nord. Cela signifiait : déplacer les rebelles kurdes de leurs terres ancestrales et les réinstaller dans de nouvelles zones, sous le contrôle militaire strict des autorités de Bagdad.

En 1975, le gouvernement irakien se lança dans une campagne de balayage pour « arabiser » les zones qui avaient été exclues du Kurdistan, dans le cadre de l'autonomie offerte – campagne qui avait commencé en 1963. Des centaines de villages furent détruits au milieu des années 1970, dans les gouvernorats de Nineweh (Ninive) et Dohouk, et environ une quinzaine dans le gouvernorat de Diyala, contre-

23. Discours du 24 septembre 1973, de Saddam Hussein, *On Current Events in Iraq*, London, Longman, 1977, p.17-18, cité dans al-Khalil, *Republic of Fear*. Il existe aussi des preuves attestant que le parti Baath arborait une attitude générale raciste envers les Kurdes pour leurs liens de parenté avec les Perses. Selon Khalil, par exemple (*op. cit.*, p. 17), la maison de publication du gouvernement, Dar al-Hurriyya, a fait circuler un pamphlet en 1981 intitulé *Three Whom God Should Not Have Created : Persians, Jews and Flies* écrit par le beau-père de Saddam Hussein Khairallah Tulfah, ancien gouverneur de Bagdad. Selon Tulfah, les Perses sont « des animaux que Dieu créa sous forme d'humains » ; les juifs sont « un mélange de poussière et de déchets de diverses personnes » ; et les mouches sont une création insignifiante « dont nous ne comprenons pas le but que Dieu poursuivit lorsqu'il les créa ».

fort méridional du Kurdistan irakien, où se trouvaient également des gisements pétroliers²⁴. Des restrictions furent imposées et maintenues au cours des années suivantes, en ce qui concerne l'emploi et le séjour des Kurdes dans la région de Kirkouk²⁵. Le gouvernement attirait les Arabes d'Irak du sud vers le nord en leur offrant des avantages et des propositions de logement. Des paysans kurdes, déracinés, étaient envoyés vers de nouvelles maisons, dans des camps rudimentaires contrôlés par le gouvernement, situés le long de la principale voie de chemin de fer.

Certains ont été déplacés, de force, dans les terres désertiques d'Irak du Sud, comme des milliers de réfugiés, originaires des zones tribales des Barzani, et qui étaient rentrés d'Iran à la fin de l'année 1975, lors d'une amnistie générale. Après leur déplacement, ils n'avaient aucun espoir de reprendre leurs activités agricoles traditionnelles. « Les maisons que le gouvernement avait allouées aux Kurdes dans ces zones étaient éloignées d'un kilomètre environ les unes des autres », dit un réfugié de retour. « Ils m'ont dit que je devais rester là-bas et devenir paysan, mais je ne pouvais rien cultiver sur place : le désert était partout²⁶. » En novembre 1975, un officiel irakien reconnaissait que quelque 50 000 Kurdes avaient été déportés vers les districts méridionaux de Nasiriya et de Diwaniya, bien que les véritables chiffres fussent certainement plus élevés²⁷.

La référence aux « maisons » est un peu trompeuse, car les nouveaux quartiers étaient extrêmement primaires. Les Kurdes déplacés étaient simplement conduits dans le sud, par des convois de camions, lâchés au milieu du néant, et livrés

24. L'ouvrage de Resool, *Destruction of a Nation, op. cit.*, est un guide utile pour mesurer l'étendue du nettoyage de ces villages. Selon les chiffres avancés par Resool, que le Middle East Watch considère comme extrêmement fiables, 369 villages ont été détruits ou dépeuplés au nord du Kurdistan irakien, et quelque 154 autres dans le gouvernorat de Diyala.

25. Par exemple, une directive des quartiers généraux du Directeurat de sécurité générale (l'Amn), datée du 4 mai 1985, et portant le nom de code K3/34478, exprime les préoccupations relatives à la migration des Kurdes dans la ville de Kirkouk. Le document ordonne qu'aucun changement de résidence dans le gouvernorat d'Al-Ta'mim (Kirkouk) ne soit autorisé « jusqu'à ce que le Comité des affaires du nord [du Conseil de commandement révolutionnaire et des cercles de sécurité ait donné son avis sur la question. Cette disposition vise à permettre de mener un enquête secrète sur la personne concernée et les raisons de son choix de résider dans le gouvernorat mentionné ci-dessus ».

26. Interview du Middle East Watch, complexe de Qushtapa, 3 mai 1992.

27. Comme le rapporte *The Times*, de Londres, le 27 novembre 1975, cf. Martin van Bruinessen, « The Kurds between Iran and Iraq », July-August 1986, p. 27.

à leurs propres ressources. Un villageois se souvient qu'un soldat lui avait dit : « C'est pour vous empêcher d'aller à Moustafa [Barzani] ou en Iran²⁸. » De nombreuses personnes sont mortes de chaud et de faim ; les autres ont survécu – en se mettant sous des abris rudimentaires, de branches et de chaume, ou de tapis tendus sur des perches en bois. Ils réussirent à construire des maisons de terre avec l'argent que les hommes gagnaient, au jour le jour, dans la ville la plus proche.

En 1977-1978, en vertu de l'accord d'Alger de 1975, l'Irak commença à nettoyer un cordon sanitaire, le long de ses frontières septentrionales. Un ancien officier de l'armée irakienne dit au Middle East Watch que ce *no man's land* s'étendait, dans un premier temps, sur cinq kilomètres au sein de l'Irak ; il fut plus tard étendu à dix kilomètres, puis à quinze, puis enfin à trente. Le gouvernorat de Suleimanieh, qui partage une longue frontière montagneuse avec l'Iran, fut le plus affecté, et le nombre de villages détruits, durant la première vague des nettoyages frontaliers, est estimé à 500 ; la grande majorité concernant Suleimanieh²⁹. À nouveau, les déclarations officielles irakiennes sont loin des chiffres effectifs : le journal du parti Baath, *Al-Thawra*, comptait que 28 000 familles (soit 200 000 individus) avaient été déportées de la zone frontalière, en deux mois, durant l'été 1978³⁰. Les déportés ont rapporté qu'on leur avait donné cinq jours pour rassembler leurs biens et quitter leurs maisons ; à l'expiration de ce délai, les équipes de démolition de l'armée arrivèrent.

Ce ne fut pas une opération fortuite. Une nouvelle infrastructure bureaucratique avait été mise en place, en août 1979, pour gérer ces réimplantations forcées de masse, sous la forme du Conseil de commandement révolutionnaire, dirigé par Saddam Hussein. Un « Comité spécial d'investigation » (*Hay'at al-tahqiq al-khaseh*) a également été instauré, à ce moment-là. Il aurait été chargé d'identifier les *peshmergas* potentiels

28. Interview du Middle East Watch, complexe de Qushtapa, 4 mai 1992.

29. Resool (*op. cit.*) fournit les chiffres suivants : 336 villages détruits à Suleimanieh (26 en 1977, et 310 en 1978) ; 120 dans le gouvernorat d'Arbil (79 en 1977, et 41 en 1978) ; le reste se répartissait entre les gouvernorats de Dohouk et de Diyala. Des témoignages supplémentaires rassemblés par le Middle East Watch parlent de 124 villages détruits autour de la ville de Qala Dizeh, et de 260 à 265 villages détruits dans l'ensemble du gouvernorat de Suleimanieh.

30. *Al-Thawra*, September 18, 1978, cité par Van Bruinessen, *op. cit.*, p. 24.

31. Le Comité des affaires du Nord constitue la source d'un grand nombre de documents du gouvernement irakien examinés par le Middle East Watch. Il était également désigné sous le nom de « Haut Comité aux affaires du Nord » par al-Khalil, dans *Republic of Fear*, p. 24. Le Comité spécial d'investigation basé à Kirkouk est constitué, selon un ancien responsable du renseignement militaire irakien interrogé par le Middle East Watch, de quatre membres – l'un provenant du parti Baath, un autre

et autorisé à ordonner la mise à mort, sans consultation de Bagdad³¹.

Le comité dirigé par Saddam Hussein commença alors à redessiner systématiquement les cartes du Kurdistan irakien ; les contrôles des frontières, à la fin des années 1970, ont représenté la première introduction à grande échelle des systèmes de *mujamma'at*, ou « complexes » de camps de réimplantation³². Les *mujamma'at* (pluriel) étaient des villages collectifs, construits de manière frustrée. Ils étaient localisés près des grandes villes ou le long des principales autoroutes, dans les zones contrôlées par l'armée irakienne. Quelquefois, les Kurdes recevaient des compensations nominales, en échange de la confiscation de leurs terres, mais les sommes offertes étaient souvent dérisoires. Ils pouvaient également prétendre à des prêts immobiliers octroyés par la banque nationale afin de construire une maison dans les complexes ; mais il leur était interdit de retourner dans leurs terres ancestrales.

Après le début de la guerre avec l'Iran, qui commença avec l'invasion irakienne du 22 septembre 1980, la campagne de Bagdad contre les Kurdes devint un instant hésitante. Les garnisons de l'armée dans le Kurdistan irakien furent progressivement abandonnées ou réduites, et leurs troupes, transférées sur le front iranien ; les *pesh-mergas* avancèrent dans le champ resté libre. Les villages du Nord commencèrent à servir de refuges à grand nombre de Kurdes réfractaires et de déserteurs de l'armée. Progressivement, des régions furent effectivement libérées.

Dans les premières années de la guerre Iran-Irak, le KDP – désormais commandé par les fils de Mullah Mastafa Barzani, les demi-frères Massoud et Idris – était le principal objet d'attention de Bagdad³³. Depuis 1975, le PDK était basé à Kajaj, près de Téhéran. L'hostilité du régime irakien s'intensifia quand il apprit que le groupe kurde s'alliait aussi facilement avec le nouveau dirigeant religieux d'Iran qu'avec le Shah.

Les villageois qui ont été arrachés à la vallée de Barzan, en 1975, ont passé près de cinq ans dans leurs nouveaux quartiers, au sud, dans le gouvernorat de Diwana. Mais en 1980, des camions de l'armée, fournis par les IFA d'Allemagne de l'Est, rejoignirent leur campement dans le désert. Là, ils apprirent qu'ils allaient être

du Directoire de sécurité générale (Amn), un troisième du renseignement militaire (Istikhbarat) et le dernier de l'organisation de renseignement étranger (Mukhabarat).

32. D'autres camps de réimplantation – *Urduگان* en Kurde, ou *Mu'askarat* en arabe – ont été construits pendant la campagne d'arabisation de 1975 pour abriter les Arabes Sunni BP nouvellement arrivés du sud. Cela était particulièrement vrai sur les plaines du nord de Dohuk qui étaient auparavant occupées par la tribu kurde de Sleivani.

33. Idris est mort d'une attaque cardiaque en 1987 ; Massoud Barzani reste le dirigeant suprême du PDK.

de nouveau réimplantés. Pour la plupart, la nouvelle destination était Qushtapa, un nouveau complexe de réimplantation à une demi-heure de voiture au sud de la ville kurde d'Arbil ; pour les autres, c'étaient les *mujamma'at* de Diyana et d'Harir, quelque part au nord-est. Il n'y avait pas d'habitations permanentes dans ces complexes, rien que des tentes, cependant les villageois furent soulagés, au début, de pouvoir respirer une fois de plus l'air du Kurdistan.

Dans la dernière semaine de juillet 1983, les résidants de Qushtapa furent informés de mouvements inhabituels de l'armée. Les avions de combat rugissaient au-dessus de leurs têtes, en se dirigeant vers la frontière iranienne. On pouvait voir des convois de troupes sur l'autoroute pavée, qui se déplaçaient dans la même direction. En écoutant la radio de Téhéran, les Barzani apprirent que la garnison de frontière stratégique de la ville de Haj Omran était tombée, lors d'un assaut iranien. Les repréailles commencèrent dès les premières heures du 30 juillet. « Nous étions tous endormis quand les soldats ont encerclé le complexe à trois heures du matin », dit une femme barzani qui habitait à l'époque à Qushtapa³⁴. « Alors, avant l'aurore, alors que les gens s'habillaient et s'apprêtaient à aller travailler, tous les soldats se sont précipités dans le complexe. Ils ont capturé les gens qui marchaient dans la rue, ils ont même pris un vieil homme, mentalement dérangé, qui était habituellement attaché. Ils ont pris le croyant qui allait à la mosquée pour faire ses prières. Ils ont cassé les portes pour entrer dans les maisons et chercher nos hommes. Ils ont pris les poussinières, les réservoirs d'eau, les réfrigérateurs, partout, et ont emmené tous les hommes de plus de treize ans. Les femmes criaient, s'emparaient du Coran et suppliaient les soldats de ne pas prendre leurs hommes. »

« J'ai essayé de garder mon plus jeune fils, qui était petit et très malade », ajouta une autre « veuve de Barzani » – c'est ainsi que les femmes sont connues aujourd'hui. « J'ai plaidé sa cause auprès d'eux : "Vous avez pris les trois autres, s'il vous plaît, laissez-moi celui-ci". Ils m'ont juste répondu : "Si tu dis un mot de plus, on te tue", puis ils m'ont frappée à la poitrine d'un coup de fusil. Ils ont pris mon garçon ; il était en cinquième. »

Entre cinq et huit mille hommes de Barzani, de Qushtapa et d'autres camps ont été pris et conduits en bus vers le sud. On ne les a jamais plus revus, et à ce jour, les veuves montrent aux visiteurs du camp de Qushtapa des photographies encadrées de leur mari, de leurs fils et de leurs frères, en sollicitant quelques informations sur leur destin³⁵.

34. Interview du Middle East Watch, Qushtapa, 4 mai 1992.

35. Il y a certaines preuves attestant du fait que les hommes de Barzani aient été maintenus en vie, en captivité, pendant au moins un an avant d'être finalement tués. Un document du Mukhabarat contient une série de trente-neuf décrets présidentiels publiés en 1983, numérotés de 998 à 1036, et listant les individus qui ont été condamnés à mort, dans le cadre « de cas spéciaux ». La correspondance

À peine un an après les raids, le camp de Qushtapa a été fermé et l'électricité coupée ; les femmes n'ont plus été autorisées à quitter les lieux, même pour faire des achats ; les habitants de la ville d'Arbil leur apportaient, clandestinement, de la nourriture pendant la nuit. « Maintenant que vos hommes sont partis, pourquoi ne venez-vous pas et ne restez-vous pas avec nous ? » ont demandé, d'un ton railleur, des agents de l'Amn à une femme qui était restée et qui s'en souvient encore aujourd'hui.

Dans un discours prononcé en 1983, le président Saddam Hussein a laissé peu de doute sur le sort des Barzani. « Ils ont trahi le pays et trahi notre pacte », dit-il, « nous leur avons infligé une sévère punition et ils sont allés en enfer³⁶ ». La captivité et les présumés massacres de masse des Barzani ont été les signes précurseurs de ce qui fut réalisé, à une plus grande échelle, cinq ans plus tard, pendant les campagnes connues sous le nom d'Anfal.

* * *

L'EXPLOITATION DES DIVISIONS KURDES

Le PDK des demi-frères Barzani n'était toutefois pas la seule source de résistance *peshmerga* au régime. Les divisions, au sein du mouvement kurde, étaient profondément enracinées et avaient une dimension tant historique, tribale que doctrinale. La revendication des Barzani à diriger le mouvement a longtemps été formulée en termes religieux et mystiques. Cette attitude intransigeante a fait des Barzani les

suivante est présentée en document annexe, et un commentaire écrit à la main demande : « Est-ce que quiconque des personnes mentionnées ci-dessus et condamnée à mort est en notre détention ? » La réponse, également écrite à la main et datant du 9 avril 1985, dit ainsi : « Aucune des personnes mentionnées ci-dessus et condamnées à mort n'est en notre détention, à l'exception du groupe de Barzani qui vivait dans la zone avant leur détention. »

Selon les survivants de la tribu des Barzani interviewés par le Middle East Watch à Sala al-Din le 18 mars 1986, certaines des femmes et des enfants de Barzani furent à nouveau rassemblés par des responsables du gouvernement en 1986, conduits en camion à la frontière turque et ordonnés de quitter le pays. Après être restés à la frontière pendant un certain temps, ils retournèrent à Qushtapa, et il apparut qu'aucune autre action ne fut entreprise à leur encontre. Une série de mesures proposées contre les survivants Barzani, comprenant le retrait de la citoyenneté irakienne, sont détaillées dans les correspondances de l'Istikhbarat à partir de janvier 1986, rapportant les décisions du Comité des affaires du Nord du Conseil de commandement révolutionnaire. Lettre du CAN, n° 6740, classifiée « confidentielle et personnelle », et datée du 16 janvier 1986.

36. *Al-Iraq*, September 13, 1983.

37. Voir, par exemple, Van Bruinessen, *Agha, Shaikh and the State*, p. 28, 231-232.

ennemis jurés de nombreuses tribus voisines, telles que les Surchi ou les Zebari³⁷. Le type de direction, charismatique – pour ne pas dire autoritaire – de Mullah Moustafa Barzani, a également produit une vague constante de rivaux au sein de son parti. Après la débâcle de 1975, ces conflits ont éclaté au grand jour.

Le pouvoir des demi-frères Barzani – ou de « la progéniture de la trahison », comme le régime les appelait désormais – a rapidement été défié par Djalal Talabani. Ancien lieutenant du plus âgé des Barzani, et membre du bureau politique du PDK, Talabani a longtemps été critique vis-à-vis du caractère « féodal » de l'organisation, basée sur les tribus ; il proposait maintenant de la remplacer par un mouvement laïque de gauche, ancré dans les milieux intellectuels urbains. En 1976, Talabani rompit solennellement ses liens avec le mouvement, en créant son Union patriotique du Kurdistan (UPK). Deux ans plus tard, une guerre ouverte éclata entre les deux groupes rivaux. Ce schisme amer les tourmentera jusqu'aux deux dernières années de la guerre Iran-Irak.

D'autres groupes ont davantage compliqué la situation. En 1979, un autre ancien assistant de Mullah Moustafa, Mahmud Osman, a joint ses forces à celles d'un groupe dissident de *peshmergas* de l'UPK pour former le Parti socialiste du Kurdistan. La même année, le Parti communiste irakien a également pris les armes contre le régime de Bagdad et installé son quartier général au nord de la ville de Suleimanieh, dans la même vallée que l'UPK³⁸. Une division géographique claire émergea rapidement. Le PDK restait la force dominante dans les zones montagneuses de Badinan, dans le nord lointain, pendant que l'UPK restait maître de l'est et du sud de la rivière du Grand Zab. D'autres groupes, plus petits, opéraient localement et étaient tolérés par les deux principales organisations *peshmergas*. Cette division était linguistique et également culturelle : au nord et à l'ouest de la rivière, le principal dialecte kurde est le kurmanji ; au sud, c'est le sorani³⁹.

Dans l'impossibilité de régler le problème kurde par la force, le régime irakien renonça à sa politique répressive au profit d'une politique du « diviser pour régner ».

38. Pour avoir un aperçu général de la question, voir Farouk-Sluglett en Sluglett, *op. cit.*, p. 187-190, et Van Bruinessen, *Agha, Shaikh and state*, p. 31-32 et 34-36. Le schéma était encore compliqué par la présence, dans ces zones, d'un certain nombre de plus petits groupes, comprenant des organisations iraniennes telles que le KPD-Iran et Komala, qui menaient une guérilla contre le régime de Téhéran depuis le territoire irakien.

39. Le kurde fait partie du groupe des langues iraniennes et possède – outre le sorani et le kurmanji – de nombreux dialectes. Voir Van Bruinessen, *Agha, Shaikh and state*, p. 21-22, qui cite D.N. MacKenzie, « The origins of kurdish », *Transactions of the Philological Society*, 1961, p. 68-86.

Cet effort prit deux dimensions : premièrement, celle d'un jeu sur la division qui s'aggravait entre les principaux partis kurdes ; et deuxièmement, celle du recrutement d'un nombre, aussi élevé que possible, de Kurdes, dans des groupes paramilitaires progouvernementaux, ayant une base tribale.

La meilleure opportunité qu'eut Bagdad de créer une distance entre le PDK et l'UPK vint de ce qui était, à première vue, une évolution menaçante de la guerre Iran-Irak. Talabani s'était farouchement opposé aux décisions de Barzani, consistant à faciliter l'offensive d'Haj Omran de l'Iran en juillet 1983. En septembre de la même année, il s'inquiéta plus encore quand de nouvelles attaques iraniennes pénétrèrent la zone frontalière, à proximité de la ville de Penjwin – dangereusement proche de la forteresse de l'UPK, dans le gouvernorat de Suleimaniyeh⁴⁰. Talabani jura que ses troupes allaient combattre aux côtés du parti Baath pour expulser les envahisseurs d'Irak. Saisissant l'opportunité, Saddam Hussein s'engagea à nouveau, auprès du dirigeant de l'UPK, à offrir l'autonomie aux Kurdes, espérant ainsi gagner la soutien de son armée stationnant en permanence du côté de Bagdad. Presque dix ans plus tard, un membre de l'UPK qui avait négocié avec le régime irakien se rappelait clairement les mots prononcés par Tariq Aziz, membre du Conseil de commandement révolutionnaire et, plus tard, ministre des Affaires étrangères. « Il nous a dit : Si vous nous aidez, nous ne l'oublierons jamais. Si vous vous opposez à nous, nous ne l'oublierons jamais non plus. Lorsque la guerre [Iran-Irak] sera terminée, nous vous détruirons complètement, vous et vos villages⁴¹. » Ce n'était pas une menace en l'air.

Les négociations ont traîné pendant plus d'un an, avant d'échouer en janvier 1985. Un certain nombre de raisons expliquent leur échec, mais aucune n'a été plus importante que la demande initialement formulée de Mullah Moustafa Barzani, considérée comme inacceptable par le régime, et reprise par Talabani, à savoir que les régions de Kirkouk et Khanaqin, avec leurs champs de pétrole, soient intégrées au Kurdistan⁴². Bien que Saddam Hussein ne soit pas parvenu à cimenter une nouvelle alliance avec Talabani, il pouvait se satisfaire du fait que la rupture entre l'UPK

40. Jusqu'alors, l'Irak avait plusieurs fois utilisé des armes chimiques contre les troupes iraniennes, mais il est probable que l'offensive de Penjwin fut la première fois où elles ont été utilisées sur le territoire irakien. Voir Anthony H. Cordesman et Abraham R. Wagner, *The Lessons of Modern War*, volume II : *The Iran-Iraq War* (London and Boulder : Mansell-Westview, 1990), p. 514 et généralement p. 506-518.

41. Entretien du Middle East Watch avec Naywshwan Mustafa Amin, Washington DC, 2 mai 1993.

42. Marr, *op cit.*, p. 307.

et le PDK était plus importante que jamais.

Les allégeances tribales, dans une grande partie du Kurdistan irakien, se sont quelque peu détendues pendant la période contemporaine. Là où elles demeuraient fortes, elles ont toutefois offert un terrain fertile au recrutement, par les différents régimes, de milices visant à saper la solidarité kurde. Officiellement connues, sous Saddam Hussein, sous le nom de Commandement des bataillons de défense nationale (*Qiyadet Jahafel al-Difa' al-Watani*), ces bandes paramilitaires ont longtemps été prises par les autres Kurdes pour des hommes du Jahsh ou pour des « bourriquets⁴³ ».

Les unités du Jahsh existaient sous certaines formes depuis au moins le début des années 1960, mais leur rôle a, depuis, été élargi à plusieurs reprises. En principe, chaque groupe tribal était supposé produire son contingent pour le Jahsh afin de prouver sa loyauté à l'égard du régime ; chaque commandant d'unité bénéficiait du titre de *mustashar* (consultant ou conseiller). Si les chefs de tribus refusaient de coopérer dans la formation d'unités du Jahsh, alors les menaces de l'Amn les en convaincaient souvent⁴⁴.

Le Jahsh fut placé sous le commandement opérationnel des renseignements militaires (*Istikhbarat*), dans les dernières étapes de la guerre Iran-Irak, et pendant la campagne d'Anfal. Mais il y avait aussi deux forces d'élite de Kurdes progouvernementaux. Les Forces d'urgence (*Quwat al-Taware*) ont mené des activités de renseignement et de contre-terrorisme dans les villes contrôlées par le parti Baath. En même temps, les *Mafarez Khaseh* ou « unités spéciales » d'agents kurdes ont été formées par d'inconditionnels collaborateurs et faisaient officiellement partie de l'Amn. Tous ces groupes étaient fortement endoctrinés par le régime et conditionner à lutter contre leurs concitoyens kurdes. Un ancien commandant du Jahsh s'est souvenu que, au cours d'une conférence introductive, un officier du renseignement militaire avait dit aux *mustashars* réunis que les *peshmergas* n'étaient ni kurdes ni ira-

43. Le terme est si communément employé dans le langage quotidien qu'il en a perdu sa force péjorative. Dans la zone du nord où est parlé le kurmanji, les paramilitaires kurdes sont également appelés *chatta* – brigands ou bandits.

44. Un ancien *mustashari* décrivait en ces termes une conversation qu'il avait eue en 1987 avec le chef de l'Amn de Suleimanieh, un colonel du nom de Khalaf : « Il m'a dit que je devais porter un pistolet pour le gouvernement. Il a exercé des pressions sur moi pour que je le rejoigne. Il m'a dit : "Tu n'as pas participé à la guerre [Iran-Irak] ; tu dois devenir un *mustashar*". Puis il poursuivit : "Si tu ne nous rejoins pas, on pourrait te retirer tes papiers d'identité." » Les implications de cette menace se sont révélées très graves, puisque – pendant la campagne d'Anfal – fournir de bonnes pièces d'identité pouvait être une question de vie ou de mort. Cf. interview du Middle East Watch, 12 mai 1992.

45. En général, la loi islamique n'est pas en vigueur en Irak – État laïque – bien que certains de ses éléments aient été incorporés dans des domaines tels que le droit de la famille. Toutefois, comme pour

kiens ; sous la loi islamique, ils étaient des « infidèles et devaient être traités comme tels⁴⁵ ».

Les devoirs d'un homme du Jahsh étaient largement voisins de ceux des milices similaires d'autres parties du monde⁴⁶. Faiblement équipés d'armes légères, ils devaient maintenir des barrages routiers, patrouiller à travers le pays, mener des missions de reconnaissance pour l'armée régulière, chercher dans les villages des déserteurs et des réfractaires, et livrer aux autorités des *peshmergas* suspects. Pour des raisons évidentes, le régime n'avait pas une entière confiance dans la loyauté des hommes du Jahsh. Même si les membres du Jahsh étaient largement recrutés dans les complexes, les villes et les villages sous contrôle gouvernemental (on dit par exemple que Zakho a eu plus de 5 000 hommes du Jahsh), leurs unités étaient fréquemment en rotation, pour prévenir le développement de toute compassion avec les habitants. Les *mustashars* savaient que le régime se méfiait de tout contact illicite qu'ils pouvaient avoir avec les commandants *peshmergas* des alentours, et les documents de l'Amn, que le Middle East Watch a examinés, contiennent des dossiers approfondis de surveillance des dirigeants du Jahsh.

Les premières années de la guerre contre l'Iran ont mis en évidence que les conscrits kurdes faisaient des soldats réticents, et à différentes occasions, des groupes de Kurdes ont été libérés de leurs obligations militaires et amenés au contraire à intégrer le Jahsh. Si un Kurde mâle adulte avait des liens avec son *mustashar* local, il faisait jouer toutes les relations possibles pour échapper au service militaire et servir à la place dans le Jahsh.

De nombreux *mustashars* ont trouvé leur nouveau rôle attractif. Certains ont été élevés, par le gouvernement, à des postes de réel pouvoir. D'autres, chefs traditionnels de tribus, découvraient que les opportunités de bénéficier de pots-de-vin en tant que *mustashars* faisaient plus que compenser leur influence en déclin parmi les Kurdes. Outre son salaire fixe, le *mustashar* était habilité à recevoir un petit paiement mensuel, réglé en liquide, pour chaque personne nominalement placée sous son commandement. Pour la majeure partie des hommes souhaitant échapper à leur devoir, la pratique était alors courante. En théorie, le régime disposait, selon les chiffres les plus élevés, de 250 000 soldats kurdes ; en pratique, seule une partie d'entre eux por-

l'opération d'Anfal, le régime Baath essayait par là, de façon caractéristique, de légitimer ses campagnes en les enveloppant dans un vocabulaire religieux.

46. Il y a des parallèles évidents, par exemple, avec le Guatemala et le Pérou. Voir : Americas Watch, *Civil Patrols in Guatemala*, August 1986, et *Peru Under Fire : Human Rights Since the Return of Democracy*, New Haven, Yale University Press, 1992.

tait réellement les armes. En échange d'une carte d'identité d'un membre appartenant au Jahsh qui les protégeait du service militaire, ces Kurdes devaient accepter le fait que le *mustashar* prenait leurs salaires en plus du sien. Chaque soldat gagnant en théorie 85 dinars (255 \$) par mois, il était facile, pour un *mustashar* rusé, d'amasser une fortune. Les frères Omar et Hussein Surchi, par exemple, ont placé leurs gains dans une entreprise de construction qui a fait d'eux les hommes les plus riches du Kurdistan.

Alors que le gouvernement était prêt à tolérer de telles pratiques au nom de la fidélité des *mustashars*, il réagissait violemment contre toute manifestation d'indépendance. Plusieurs témoins ont rapporté au Middle East Watch l'histoire d'un *mustashar* nommé Jafar Moustafa, exécuté en 1986 pour insubordination. L'homme était, selon les rapports, un fervent partisan du régime Baath, mais n'avait voulu prendre la tête d'un contingent du Jahsh qu'à condition de pouvoir rester sur sa terre, dans les montagnes du nord de Badinan. En 1986, Jafar Moustafa reçut l'ordre d'être transféré, mais il refusa de bouger. Alors qu'il était congédié, il défia Saddam Hussein en parlant du Kurdistan irakien. Une semaine après son exécution à Bagdad, son corps fut transporté de la capitale jusque chez lui, près de la ville du nord de Mangest, où il fut, une deuxième fois, pendu en public. Les deux villages qu'il possédait – Besifki et Dergijneek – brûlèrent entièrement quelque temps plus tard⁴⁷.

* * *

1985-1987 : GUERRE OUVERTE

Après l'échec des discussions engagées entre le parti Baath et l'UPK en janvier 1985, le régime irakien fut confronté à une nouvelle érosion du contrôle qu'il exerçait sur le Kurdistan. La guerre contre l'Iran, supposée se terminer par une victoire rapide, devenait interminable, et imposait de lourdes pertes à chacun des deux camps. Malgré la construction, par le gouvernement, d'une chaîne de petits forts et de plus grandes forteresses à travers la campagne kurde, il était impossible de fixer un grand nombre de troupes dans la région. Quelques douzaines de petits villages

47. Selon un dossier portant sur les villages détruits et constitué par la Société de reconstruction et de développement du Kurdistan (KURDS), les Besifki-le-Haut et Besifki-le-Bas ont été détruites en 1987, et Dergijneek en 1988. Toutes deux étaient dans la *nahya* d'Al-Doski.

kurdes, principalement dans les zones contrôlées par l'UPK, près de la frontière irakienne, furent brûlés par fragments dans le milieu des années 1980 et leurs habitants réinstallés dans des *mujamma'at*. Mais des centaines d'autres vieux villages – peut-être 2 000 – tentèrent d'intégrer les pratiques de la guerre de contre-insurrection dans leur vie quotidienne. Leurs communautés en furent transformées.

Les bombardements représentaient la plus grande menace pesant sur le moral des civils. L'armée irakienne avait divisé le Kurdistan selon un schéma quadrillé et avait placé l'artillerie lourde d'une portée de 25 miles à des intervalles réguliers. Les canons pilonnaient à toute heure, et il était impossible de prévoir la cible visée. Le travail quotidien devenait un jeu de hasard, mortel ; le sommeil de chacun était perturbé ; l'incertitude constante mettait tout le monde sur les nerfs.

Les hélicoptères lâchaient régulièrement des troupes et des hommes du Jahsh dans les villages pour chercher les réfractaires, déserteurs, ou présumés *peshmerga*. Régulièrement, des Kurdes étaient capturés et exécutés. D'autres mouraient dans les attaques fréquentes des bombardiers MIG et Sukhoi, fournis par les Soviétiques.

Depuis le premier régime Baath en 1963, les villageois kurdes avaient appris à se protéger des attaques aériennes, en construisant des abris rudimentaires, à l'extérieur des maisons. Désormais, le rythme de construction d'abris s'accéléra, et leur conception devint plus élaborée. La plupart était des pièces souterraines, suffisamment hautes pour que l'on puisse se tenir debout, couvertes de planches de bois ou de morceaux de tôle ondulée, de couches de poussière, de pierres et de branches. L'abri le plus sophistiqué avait des tunnels d'entrée tortueux, pour protéger les réfugiés des éclats d'obus et des explosions. Dans beaucoup de villages, l'ensemble des habitants se déplaçaient dans les grottes voisines et les surplombs de pierre ; ils menaient une existence nocturne, n'émergeant qu'à la nuit tombée pour prendre soin de leurs animaux et de leurs champs.

Des hameaux de trois ou quatre maisons et des petites villes de trois à quatre mille habitants pratiquaient l'autarcie forcée. Beaucoup de villages élisaient leur propre conseil de cinq personnes (*majlis al-sha'ab* en arabe, ou *anjuman* en kurde). Quand le gouvernement suspendit les services publics de base dans les zones rurales, des professeurs *peshmergas* vinrent animer les écoles abandonnées et des spécialistes *peshmergas* itinérants du milieu paramédical tentèrent de s'occuper des cliniques qui avaient été fermées. Dans la plupart des cas, les villages n'avaient jamais eu d'électricité ni d'eau courante, et en ce sens, la capacité du régime à infliger des difficultés

48. Certains villages ont mis en place des systèmes relativement sophistiqués de fourniture d'eau et d'irrigation, canalisant les rivières jusqu'à leurs maisons par des tranchées couvertes de briques de boue.

supplémentaires était limitée. Comme auparavant, les Kurdes tiraient l'eau des rivières, des sources et des ruisseaux souterrains⁴⁸, les plus prospères s'alimentaient en électricité depuis des générateurs privés. Le commerce dépendait de la contrebande. Connaissant chaque sentier des montagnes environnantes, les villageois apprirent à échapper aux barrages routiers, établis par le gouvernement qui essayait de mettre en place un blocus sur les denrées alimentaires, dans les zones contrôlées par les *peshmergas*. Seules les femmes étaient autorisées à passer ces points de contrôle. Parfois, des jeunes hommes pouvaient se glisser grâce à des pots-de-vin, mais c'était une affaire risquée, et certains ont été arrêtés et ont disparu car ils étaient soupçonnés d'avoir aidé des *peshmergas*.

À ce moment-là, la distinction pratique entre *peshmergas* et civils ordinaires devint confuse. En principe, du moins, les *peshmergas* recevaient un salaire de l'organisation à laquelle ils appartenaient, servaient à tour de rôle pendant quinze à vingt jours, et passaient une période de temps identique chez eux pour travailler leurs terres. Mais beaucoup parmi ceux ayant l'âge de porter les armes (et même certaines femmes) étaient également armés et organisés en ce qu'on appelait des « forces de défense civile » (*hezi bergi milli* ou *hezi peshjiri*), dont la principale tâche était de défendre les villages et de tenir l'armée à distance jusqu'à l'arrivée des renforts de *peshmergas*. Des armes légères pouvaient être achetées sans grande difficulté auprès des hommes du Jahsh et il était courant, pour chaque ménage, d'avoir plusieurs armes.

Les *peshmergas* essayaient en même temps de tenir le régime à distance, avec leur mélange de forces mobiles et de forces fixes. Des centaines de petites unités de guérilla, ou *mafrazeh*, sillonnaient le pays. Dans les zones montagneuses, une *mafrazeh* pouvait compter cinq hommes ; dans les villages, il fallait au moins quinze hommes pour une défense réussie. Au-dessus des *mafrazehs* figurait le *kird*, et au-dessus du *kird* le *teep*, que les Kurdes considéraient comme l'équivalent d'une division militaire⁴⁹.

À partir du début de l'année 1987, les seules parties du Kurdistan irakien sur lesquelles Bagdad exerçait un contrôle effectif étaient les villes, les plus grands centres, les complexes et les autoroutes pavées. L'autorité sur les zones rurales était globalement divisée entre le PDK au nord, et l'UPK au sud. Alors que le régime avait longtemps injurié le PDK en le traitant de « descendant de la trahison », il voyait à présent comme un signe de mauvais augure le fait que l'UPK agisse également

49. Interview du Middle East Watch avec Naywshirwan Mustafa Amin, Washington, 2 mai 1993.

comme substitut militaire et politique d'une puissance étrangère avec laquelle l'Irak était en guerre. Le groupe des Talabani fut désormais officiellement désigné sous le nom d'*Umala Iran* – agents de l'Iran – un terme inventé, à ce que l'on rapporte, par Saddam Hussein lui-même⁵⁰.

Aussi insultante qu'elle puisse être, l'expression était fondée sur des faits, car, depuis la fin de l'année 1986, la collaboration entre l'UPK et l'Iran était réelle. Alors que le PDK avait depuis longtemps bénéficié du sanctuaire iranien, l'UPK mesurait à présent qu'il ne pouvait en être autrement. Dans un Kurdistan enclavé, la lutte ne pouvait réussir sans le soutien d'un voisin amical. « Il n'y avait aucun moyen permettant aux denrées alimentaires et autres approvisionnements de nous atteindre, aucun secours pour les blessés, aucune voie libre qui nous permette de sortir du territoire », affirmait Naywshirwan Mustafa Amin, qui était sous-commandant de l'UPK à l'époque. « L'Iran était notre fenêtre vers le monde. »

En octobre 1986, l'UPK et le gouvernement iranien conclurent un accord général de coopération économique, politique et militaire. Les deux parties s'engageaient à intensifier la lutte contre le régime irakien jusqu'à ce que Saddam Hussein soit renversé, et promettaient de ne conclure aucun accord unilatéral avec Bagdad⁵¹. Si l'un des partis se trouvait face à une menace militaire sérieuse, l'autre ouvrirait un second front pour réduire la pression. L'Iran acceptait de fournir à l'UPK des armes, un soutien financier, une aide médicale, tout en renonçant au droit d'imposer un régime islamique à Bagdad⁵². Les résultats de l'accord devinrent manifestes le 10 octobre, lorsqu'un groupe des gardes révolutionnaires iraniens ou *Pasdaran*, accompagnés de *peshmergas* kurdes, tirèrent sur des champs pétrolifères de Kirkouk, en plein territoire irakien. Au même moment, provoquant la colère de Bagdad, les Iraniens permettaient la conclusion d'un accord d'unité entre l'UPK et le PDK, mettant ainsi fin à une longue rivalité.

L'accord de Téhéran a provoqué un changement radical dans l'attitude du régime irakien. Malgré l'avantage que l'Irak avait acquis dans la guerre contre l'Iran,

50. La tendance à décrire les opposants au régime en des termes insultant était commune. Un jeune homme de dix-sept ans, exécuté par le régime, était décrit dans un document officiel de l'Amn, comme un « adorateur du feu », référence dérogatoire à l'ancienne religion iranienne zoroastrienne.

51. Celle promesse figurait parmi la longue liste de promesses non tenues à l'égard des Kurdes, qui n'ont certainement pas été consultés en juillet 1988, lorsque Téhéran accepta la résolution de cessez-le-feu adoptée par les Nations unies au milieu de la campagne d'Anfal.

52. Interview du Middle East Watch avec Naywshirwan Mustafa Amin, Washington, 2 mai 1993.

la sécurité à ses frontières s'était gravement détériorée. Depuis la reprise de la guerre contre l'UPK en 1985, les affaires kurdes étaient surveillées par Muhammad Hamsa al-Zubeidi, qui était à la tête du Bureau du Nord du parti Baath. Une fois les questions de sécurité revues dans la région, on aurait ordonné à al-Zubeidi de reprendre le contrôle de la situation dans les six mois ; quand cette période expira, l'échéance fut reportée de six mois. Mais la situation continua à se détériorer, et début 1987, Bagdad décida d'employer des méthodes plus radicales. Désormais, tous ceux qui vivaient et cultivaient encore dans les montagnes kurdes seraient considérés comme des ennemis actifs de l'État, en vertu de leur appartenance ethnique et de leur présence sur leurs terres ancestrales.

PRÉLUDE À LA CAMPAGNE D'ANFAL

*« I will confute those vile geographers
That make a triple region of the world,
Excluding regions which I mean to trace,
And with this pen reduce them to a map,
Calling the provinces, cities, and towns
After my name... »*

Marlowe, *Tamburlaine the Great*,
première partie (IV, iv).

Toutes les tendances implicites dans les phases précédentes de la guerre menée par l'Irak contre les Kurdes ont atteint leur apogée en 1987-1988 ; avec la fin de la guerre Iran-Irak et la campagne connue sous le nom d'al-Anfal. Dans les documents volés que le Middle East Watch étudie à présent, le terme apparaît très fréquemment : les villages sont « purifiés » au cours de « l'opération héroïque d'Anfal » ; « l'Anfal » est présenté comme la raison pour laquelle les villageois ont fui dans les pays voisins ; un champ de pétrole – « Anfal » – est inauguré, et une section spéciale – section Anfal – du parti socialiste arabe Baath est créée pour commémorer l'événement ; un des entrepreneurs recrutés pour travailler sur le système d'écoulement des eaux des marais du sud de l'Irak est la « compagnie Anfal¹ ». Il est évident, d'après les documents et les témoignages concordants de ceux qui ont survécu à la campagne, que les ressources de l'État irakien ont été déployées et coordonnées à grande échelle afin d'assurer le succès de l'opération.

« Anfal » est le nom donné à une série d'offensives militaires concertées, huit en tout, menées dans six zones géographiques distinctes, entre la fin du mois de février et le début du mois de septembre 1988. Le commandement général de l'opération était entre les mains du Bureau Nord de l'organisation du parti Baath, basé dans la ville de Kirkouk, et dirigé après mars 1987 par le « camarade de combat » Ali

1. Les marais ont fait l'objet d'un vaste plan d'ingénierie conçu de façon à ce que le gouvernement central reprenne le contrôle du Sud rebelle. La façon dont le régime a traité les habitants chiites du Sud – y compris dans les *Ma'dan*, ou les marais arabes – est détaillée dans le rapport du Middle East Watch, « Current human rights conditions among the Iraqi Shi'a », mars 1993.

Hassan al-Madjid². Les villageois kurdes qui ont survécu aux événements de 1988 font habituellement référence à al-Madjid en parlant d'« Ali Anfal » ou d'« Ali le chimique ».

La nomination d'al-Madjid fut, pour un certain nombre de raisons, fortement révélatrice. Jusqu'en 1987, la police militaire exercée à l'encontre des *peshmergas* avait été assurée par les premier et cinquième corps de l'armée irakienne, respectivement basés à Kirkouk et à Arbil. Désormais, le parti Baath prit lui-même en charge toutes les questions de police concernant les Kurdes. Al-Madjid fit également du règlement du problème kurde la préoccupation des cercles les plus intimes du pouvoir – le réseau étroit des liens familiaux se concentrant sur la ville de Tikrit et sous le patronage direct du président Saddam Hussein.

Le père de Saddam, que ce dernier n'a jamais connu, était membre de la famille al-Madjid de Tikrit, et Ali Hassan al-Madjid était le cousin du président irakien³. Al-Madjid est né en 1941 d'une famille modeste, et s'est fait une première réputation en 1968, comme simple sergent, en tant que garde du corps d'Hammad Shihab al-Tikriti, commandant de la garnison militaire de Bagdad et l'un des responsables du coup d'État, perpétré en juillet de la même année par le parti Baath. Al-Madjid a connu une ascension rapide dans le cercle de Tikrit, et a joué en 1979 un rôle important dans les purges de la direction du parti. Saddam Hussein nomma son cousin à la tête de l'Amn pendant les négociations de 1983 à 1985 entre le régime et l'UPK.

Au regard même des normes de l'appareil de sécurité du parti Baath, al-Madjid était particulièrement connu pour être brutal. Selon les termes (certes, subjectifs) d'un ancien *mustashar* qui traitait souvent avec lui, « il prenait plus de risques que Saddam Hussein, et n'avait aucun respect pour les gens. Il était très difficile de travailler avec lui. Il était stupide et ne faisait qu'appliquer les ordres de Saddam Hussein. Dans le passé, il était sergent de police ; aujourd'hui, il est ministre de la Défense. Saddam Hussein est, au contraire, un “serpent vénéneux” mortel. Il prétend

2. Le Bureau Nord est l'un des quatre bureaux régionaux du parti Baath ; il est relativement distinct du Comité des affaires du Nord du Conseil de commandement révolutionnaire. Les autres bureaux du parti sont responsables du Sud, du Centre et de la capitale de Bagdad. Cette division de l'Irak en zones de sécurité se reflète dans l'organisation en quatre bureaux de l'Amn et des services de renseignements militaires (Istikhbarat).

3. L'arbre généalogique est présenté dans Simon Henderson, *Instant Empire : Saddam Hussein's Ambitions for Iraq*, San Francisco, Mercury House, 1991, p. 87. L'ancien ministre de la Défense, Adnan Khairallah, est mort dans un accident d'hélicoptère en 1989, et Hussein Kamel Madjid, ministre de l'Industrie et de l'Industrie militaire, figurent parmi les autres cousins notables de Saddam.

être faible, mais utilisera son poison à toute occasion. Dans les cas difficiles où il a besoin de gens sans cœur, il fait appel à Ali Hassan al-Madjid⁴ ».

La principale attaque militaire de la campagne d'Anfal a été menée par des troupes régulières de la 1^{re} et de la 5^e armée, soutenues par des unités d'autres corps, au fur et à mesure qu'elles étaient libérées du front iranien⁵. Les gardes républicains d'élite ont participé à la première étape de l'Anfal ; les unités combattantes comprenaient également les forces spéciales (Quwat al-Khaseh), les forces de commando (Maghawir), et les forces d'urgence (Quwat al-Taware') – escouade de contre-terrorisme urbain contrôlé par le parti Baath. Enfin, une grande série d'activités de soutien – consistant à entrer dans les centres démographiques avant les unités de l'armée régulière, à brûler et à piller les villages, à retrouver les villageois en fuite, à organiser leur reddition – étaient gérées par les forces paramilitaires kurdes, le Jahsh.

Mais la logique de la campagne d'Ali Hassan al-Madjid contre les Kurdes a dépassé les six longs mois de campagne militaire. D'un point de vue humain, le mécanisme conduisant au génocide a été déclenché par la nomination d'al-Madjid en mars 1987, et ses rouages ont continué à tourner jusqu'en avril 1989. Dans les semaines qui ont suivi l'arrivée d'al-Madjid à Kirkouk, il devint clair que le gouvernement irakien avait décidé de régler le problème kurde une fois pour toutes, et que les ressources de l'État seraient coordonnées pour atteindre cet objectif. L'ensemble des décrets, directives et actions des forces de sécurité ne laisse aucun doute quant au but poursuivi par le gouvernement irakien : détruire définitivement les organisations armées de résistance kurde et éradiquer toutes les installations humaines restantes,

4. Interview du Middle East Watch avec l'ancien *mustashar* Zakho, 1^{er} septembre 1992. En 1989, al-Madjid fut nommé ministre de l'Intérieur, puis, après l'invasion d'août 1990, gouverneur du Koweït. Il est aujourd'hui ministre de la Défense, et continue à être impliqué dans des actions de la plus grande brutalité. Selon un témoin, al-Madjid a personnellement tué 25 à 30 détenus de la prison de Basra, les 3 et 4 avril 1991. Les morts comprenaient six enfants. Voir : Middle East Watch, « Current Human Rights Conditions Among the Iraqi Shi'a », March 5, 1993.

5. L'armée irakienne avait en tout sept corps réguliers. Le terme de « forces spéciales » nécessite quelques explications. Dans les forces armées américaines et celles formées sur le modèle américain, il s'agit de forces d'infanterie légère, destinées à conduire des missions irrégulières telles que des guérillas ou des opérations couvertes. Les forces spéciales irakiennes, par opposition, sont des unités d'infanterie d'élite mobiles, équipées des meilleures armes à disposition, et souvent soutenues par des bataillons de chars. Émergeant de la guerre Iran-Irak, elles ont été comparées aux *Strosstruppen* allemandes de la Première Guerre mondiale. Voir : « Iraqi order of Battle : Ground Troops », in *Desert Shield Factbook*, Bloomington, GDW, 1991, p. 50-59.

dans les zones contestées ou contrôlées par les *peshmegas* – à l'exception de celles habitées par une minorité de tribus dont la fidélité à Bagdad était indiscutable. Si quelque chose fit obstacle à ces objectifs en 1987, cela relève de défauts logistiques – et lié au fait qu'une grande partie des troupes et du matériel qui auraient été nécessaires à la campagne d'Anfal étaient encore mobilisés par le front iranien.

* * *

C'est l'Irak qui a lancé la guerre en 1980, c'est également l'Irak qui a maintenu l'offensive durant les huit ans de conflit⁶. Les Iraniens ont tout de même réussi à mettre l'Irak sur la défensive un certain nombre de fois. En juillet 1983, les troupes iraniennes se sont emparées de l'importante ville de garnison d'Haj Omran, à l'est de la ville de Rawanduz. Mais le point culminant de la guerre, du point de vue de l'Iran, a été l'offensive lancée en février 1986 sur Val Fajr ; une attaque surprise a permis à l'Iran de s'emparer de la péninsule marécageuse de Fao, bloquant ainsi l'accès de l'Irak au golfe Persique.

Fort de son succès à Fao, qui a infligé d'immenses pertes à l'armée irakienne (et renforcé les faveurs des États-Unis à l'égard de Bagdad), l'Iran a ouvert un second front au nord, dans les montagnes accidentées du Kurdistan irakien. Pendant plus de six ans, le régime irakien a cédé aux *peshmegas* le contrôle *de facto* d'une grande partie du Nord rural ; désormais, des troupes étrangères menaçaient d'occuper une part croissante de territoires frontaliers, divertissant ainsi les forces grandement nécessaires du front sud, autour de Basra. Comme l'indiquait, aux officiels irakiens, le raid mené par des *Pasdaran* iraniens en octobre 1986, les champs de pétrole vitaux de Kirkouk, situés à moins de deux cents kilomètres de la frontière, n'étaient plus en sécurité.

6. Les textes fondamentaux sur la guerre comprennent : Edgar O'Ballance, *The Gulf War*, London, Brassey's, 1988 ; Dilip Hiro, *The longest War : The Iran-Irak Military Conflict*, New York, Routledge, 1991 ; Shahram Chubin and Charles Tripp, *Iran and Iraq at War*, Boulder, Westview Press, 2^e édition révisée, 1991 ; et Cordesman and Wagner, *The Lessons of Modern War*, volume II. La plupart de ces ouvrages partagent le défaut de négliger la renaissance temporaire des chances de l'Iran dans la dernière année et demie de guerre – renaissance sans laquelle il est difficile de comprendre la relation entre la première guerre du Golfe et la campagne d'Anfal. Un correctif utile est l'ouvrage de Richard Jupa et James Dingesman, *Gulf Wars : How Iraq Won the First and Lost the Second. Will There Be a Third ?*, Cambria, CA : 3W Publications, c.1991, p. 1-9.

Les universitaires débattent encore de la menace précise à laquelle l'Irak a été confronté face à l'Iran, à ce stade avancé de la guerre. La vaste offensive « Kerbala 5 », lancée par l'Iran contre le « Lac des Poissons » de Basra en janvier 1987, a marqué certainement le dernier recours à la tactique de la « vague humaine ». Celle-ci était composée de dizaines de milliers de troupes hurlant – la plupart étant des *basij*⁷ à peine entraînés – se jetant à l'encontre de cibles ennemies fixes. Le nombre consécutif de morts ne pouvait tout simplement pas être maintenu à niveau, comme le reconnaissait désormais Téhéran. Le 12 février, des troupes iraniennes retournèrent dans la zone d'Haj Omran pour une petite offensive portant le nom de code « Fatah 4 » ; certains croient qu'il s'agissait moins d'une attaque réelle que d'une manœuvre de diversion menée à des fins de propagande⁸. Mais, trois semaines plus tard, le 4 mars, un nouvel assaut iranien plus inquiétant, portant le nom de code « Karbala 7 », réussissait une avancée de treize kilomètres dans le territoire irakien, à l'est de Rawanduz, avec une force militaire conjointe qui comprenait des *peshmergas* du PDK et de l'UPK. Le régime irakien était furieux de ces nouveaux signes de connivence, en particulier parce qu'ils impliquaient maintenant les deux partis kurdes rivaux⁹. Le 13 mars, lors d'un des rares entretiens accordés à un journaliste étranger, le ministre d'État irakien, Hassan al-'Aqrawi, commenta : « Les Iraniens essaient d'utiliser ces personnes pour mener de sales missions, et comme ces derniers connaissent la géographie de la région, ainsi que ses moindres recoins, ils les utilisent simplement comme guides des gardes de Khomeyni et des forces iraniennes. » Les Kurdes – ou du moins les Talabani de l'UPK – commencèrent à parler ouvertement du démembrement de l'État irakien¹⁰.

7. Les *basij*, ou unités de mobilisation, étaient des volontaires presque non entraînés, placés sous la direction de *Pasdaran*. Elles se conformaient à la conception qu'avait l'Iran d'une « guerre islamique » qui dépendait davantage de la foi que de la technologie ou des compétences militaires traditionnelles. Voir Chubin and Tripp, *Iran and Iraq at War*, p. 42-49.

8. Voir, par exemple, Cordesman and Wagner, *op. cit.*, p. 257.

9. Le PDK et l'UPK ont fini par conclure des accords de coopération militaire et politique formels en novembre 1987 et ont formé en 1988 le Front du Kurdistan irakien. Cinq autres partis plus petits ont rejoint le Front plus tard.

10. Selon les commentaires de Naywshirwan Mustafà Amin dans un entretien accordé au journal *Le Monde* en avril 1987, l'une des options que considérait l'UPK était de diviser l'Irak en plusieurs petits États : chiite, kurde, sunnite. Voir : Baram, *op. cit.*, p. 127.

Le 14 ou le 15 mars 1987, Saddam Hussein présida pendant cinq heures une réunion du commandement général des forces armées. D'après des témoignages, Ali Hassan al-Madjid y assistait également. Tout compte-rendu extérieur relatif à une réunion aussi secrète ne peut relever que de simples spéculations, mais, selon au moins deux témoignages, le président irakien aurait dit à ses officiers supérieurs qu'il craignait « une défaite par l'usure¹¹ ». Le 18 mars, le Conseil du commandement révolutionnaire et le Commandement régional du parti Baath décidaient conjointement de nommer al-Madjid, cousin du président, secrétaire général du Bureau Nord de l'organisation du parti Baath. Ses prédécesseurs, Saadi Mahdi Saleh et Muhammad Hamza al-Zubeidi, avaient laissé le problème kurde s'envenimer pendant trop longtemps ; al-Madjid ne répéterait pas ces erreurs.

Dans leur essence, les désaccords entre universitaires sur la guerre Iran-Irak sont purement académiques – du moins en ce qui concerne les Kurdes. Saddam Hussein peut avoir prévu une lente défaite résultant de la politique de Bagdad ; ou bien il peut avoir considéré l'offensive de janvier d'un Iran en perte de vitesse, offensive appelée « Lac des Poissons », comme un tournant au profit de l'Irak, et comme l'opportunité de transposer cet avantage en matière de politique intérieure. Quoi qu'il en soit, il est clair qu'il décida que des mesures exceptionnelles étaient nécessaires pour régler une fois pour toutes le problème kurde, gênant par extension le conflit Iran-Irak.

Les nouveaux pouvoirs extraordinaires d'Ali Hassan al-Madjid – équivalents, dans la région autonome, à ceux du président lui-même – ont commencé à opérer avec l'entrée en vigueur du décret n° 160 du Conseil de commandement révolutionnaire, daté du 29 mars 1987. Al-Madjid devait « représenter le Commandement régional du parti et le Conseil du commandement révolutionnaire, pour l'application de ses mesures dans l'ensemble de la région nord, comprenant la région autonome du Kurdistan, dans la perspective d'assurer l'ordre et la sécurité, de sauvegarder la stabilité et d'appliquer les règlements autonomes dans la région ». Le décret poursuivait en expliquant que « les décisions du camarade al-Madjid devaient être obligatoires pour tous les services publics, qu'ils soient militaires, civils ou de sécurité ». Ses décisions s'appliqueraient « en particulier en ce qui concerne les questions qui sont du domaine du Conseil de sécurité nationale et du Comité des affaires du Nord ». Un second décret de Saddam Hussein, publié le 20 avril 1987, donnait à al-Madjid un pouvoir supplémentaire, celui d'arrêter le budget du Comité des affaires du Nord.

11. Cordesman and Wagner, *op. cit.*, p. 259-260. O'Ballance fait également écho à ce point de vue mais fournit moins de détails.

Les « décisions et directives » d'al-Madjid devaient être aveuglément appliquées par tous les services de renseignements – y compris le renseignement militaire (Istikhbarat), par toutes les forces de sécurité interne, par le Commandement de l'armée populaire (Qiyadat al-Jaysh al-Sha'abi), et par tous les commandements militaires de la région du Nord. Le décret n° 160 et ses clauses additionnelles ne laissent aucun doute : pour l'exprimer simplement, Ali Hassan al-Madjid était le commandant suprême, l'artisan de l'Anfal, sous tous ses aspects.

* * *

Moins d'un an plus tard, en 1988, la campagne d'Anfal commençait. Quelques semaines après la nomination d'al-Madjid, la logique de l'Anfal devint tout à fait manifeste. Son cadre juridique fut mis en place ; une vague de deux mois d'attaques militaires, de destruction de villages et de réimplantations forcées se déchaîna – dessinant une ébauche de la plus importante campagne à venir. « Je m'étais donné deux années pour mettre un terme aux activités des saboteurs », a dit plus tard al-Madjid à l'un de ses assistants¹². Et, aux premiers beaux jours du printemps, lorsque la neige commença à fondre dans les montagnes, al-Madjid lança le processus brutal, en trois étapes, de « collectivisation des villages » – en d'autres termes, la destruction complète de centaines de villages agricoles kurdes et la réimplantation forcée de leurs habitants dans des *mujamma'at*.

Les commandants militaires supérieurs, eux-mêmes, furent choqués de la brutalité de ce qu'il avait à l'esprit. Il confia plus tard à ses assistants : « Lorsque nous avons décidé de détruire et de collectiviser les villages, et que nous avons dessiné une ligne de partage entre nous et les saboteurs, le premier à exprimer des doutes devant le Président fut [l'ancien commandant du cinquième corps] Tali'a al-Durri. Le premier qui m'a inquiété fut Tali'a al-Durri. À ce jour, les conséquences [des hésitations] de Tali'a sont claires. Tali'a n'a pas détruit tous les villages que je lui avais demandé de détruire à l'époque. Et il s'agissait d'un membre de longue date du parti Baath. Qu'en serait-il alors d'autres personnes ? Comment pouvions-nous les convaincre de régler le problème kurde et de massacrer les saboteurs¹³ ? »

La chronologie des trois phases de la campagne d'al-Madjid est clairement présentée dans de nombreux documents officiels, en particulier dans une lettre que

12. Enregistrement sonore d'une conversation entre Ali Hassan al-Madjid et un assistant anonyme du parti Baath, 22 janvier 1989.

13. *Ibid.* Pour le texte complet, voir annexe 1, p. 379.

l'état-major général du Jahsh a adressée au commandement du cinquième corps d'armée, datée du 13 avril 1987. Cela semble être une réponse à un ordre verbal du cinquième corps d'armée concernant « les dernières obligations dans les procédures de liquidation [illisible] pour que cessent les actes de sabotage dans les régions du Nord, [et] les méthodes et les priorités à respecter afin de rendre effectives l'évacuation et la démolition des villages interdits pour des raisons de sécurité ». La première phase de l'opération commencerait le 21 avril et se terminerait le 20 mai ; la deuxième commencerait immédiatement le 21 mai et continuerait jusqu'au 20 juin¹⁴. Les cartes militaires et de sécurité ont été surlignées en rouge, marquant clairement les frontières qui séparent les zones « interdites pour des raisons de sécurité ». L'Amn a mis en place une « commission spéciale des villages interdits » pour surveiller les zones interdites. Dans les zones désignées pour les première et deuxième phases, les ordres étaient clairs et explicites : « Tous les villages interdits doivent impérativement être détruits¹⁵. »

Un ancien officier du renseignement militaire, qui s'est ensuite tourné vers l'UPK, a parlé au Middle East Watch d'une réunion à laquelle ont assisté les gouverneurs d'Arbil, de Kirkouk, de Dohouk et de Suleimanieh, les commandants des premier et cinquième corps d'armée, des commandants de divisions militaires et des officiels haut placés du parti Baath. Ali Hassan al-Madjid, parlant d'un ton irascible caractéristique, a donné des ordres stipulant qu'« aucune maison ne devait rester debout » dans les villages kurdes et dans la plaine d'Arbil. Seuls les villages arabes seraient épargnés¹⁶. Lors d'une réunion suivante tenue à Arbil, les témoins ont entendu al-Madjid répéter ces ordres et les terminer par une menace personnelle : « Je viendrais contrôler », disait-il, « et si je trouve une quelconque maison restée intacte, j'en tiendrai le commandant de section pour responsable ». Après avoir reçu ces ordres, l'ancien officier de l'Istikhbarat a dit : « J'avais deux IFA (camions militaires construits en Allemagne de l'Est) pleins d'explosifs provenant d'un entrepôt d'Arbil. J'ai réquisitionné 200 bulldozers aux civils d'Arbil – par la force, sans les payer. Nous avons commencé à détruire les villages de torchis avec les bulldozers et à dynamiter les fondations en ciment. Nous avons utilisé des soldats du Génie pour

14. Lettre de l'état-major général des forces spéciales de défense nationale (Opérations) au Commandement du cinquième corps, Arbil, n° 28/573, 13 avril 1987, classifiée « Très secret et confidentiel ». La ville de Makhmour se situe à 45 kilomètres au sud-ouest d'Arbil.

15. Compte-rendu de la réunion du 4 avril 1987 de la Commission de sécurité de Shaqlawa.

16. Entrevue du *Middle East Watch*, Zakkho, 24 juin 1992.

cela. » Les troupes sont entrées à l'aube ; les puits ont été remplis et les câbles électriques coupés, seuls sont restés les poteaux. Après le passage du Génie, l'Istikhbarat pouvait inspecter par hélicoptère les villages concernés. Si une structure quelconque était trouvée encore debout, le commandant de section se voyait signifié de terminer le travail et il pouvait risquer des sanctions disciplinaires. C'était une entreprise extraordinairement minutieuse, dont les preuves sont visibles dans tout le Kurdistan irakien, où beaucoup de villages ont davantage été pulvérisés que détruits.

Aucune agriculture, quelle qu'elle soit, n'était possible dans les zones détruites. Des avions du gouvernement survolaient régulièrement la région pour détecter toute culture non autorisée et les commissions locales étaient tenues responsables de toute violation. De sévères restrictions furent imposées sur toutes les ventes de grain dans les zones kurdes, ainsi que sur tout échange agricole traversant les frontières du gouvernorat.

Lors de la réunion d'Arbil, Al-Madjid aurait émis des règles spéciales d'intervention. L'armée ne devait ouvrir le feu que dans les cas de résistance active. Mais dans l'hypothèse où l'armée rencontrerait de la résistance, la population entière du village devait être tuée en guise de représailles. Dans les faits, il n'y avait pas de résistance, puisque les villages choisis pour être nettoyés en 1987 étaient situés sur les routes principales, ou à proximité, et contrôlés par le gouvernement. C'est seulement pendant la troisième phase de la campagne que les troupes se sont aventurées dans le territoire tenu par les *peshmergas*.

* * *

LE SEUIL CHIMIQUE

Le gouvernement irakien franchit une nouvelle étape dans sa guerre contre les Kurdes, avant même que la première phase d'évacuation des villages commence. Durant les premières semaines du règne d'al-Madjid, les *peshmergas* – et en particulier l'UPK – avaient conservé un rythme soutenu d'actions militaires. Au début du mois d'avril, l'UPK lança une offensive, la plus importante à ce jour, dans la vallée de Djafati, qui s'étend au sud-est du lac Dukan. La vallée était le foyer des quartiers généraux de l'UPK, et des centaines de *peshmergas* s'y

rassemblaient pour l'assaut. En l'espace de quelques heures, ils envahirent des douzaines de petits postes militaires et firent des centaines de prisonniers.

La réponse du gouvernement ne tarda pas. « La direction a reçu des informations selon lesquelles les Irakiens allaient utiliser des armes chimiques », dit un *peshmerga* de l'UPK qui avait participé à cette campagne :

« Ils ont fait circuler des instructions concernant ce que nous devons faire en cas d'attaque chimique. Nous avons reçu l'instruction de poser des habits mouillés sur notre visage, d'allumer des feux, ou d'aller dans des endroits plus élevés que le point d'impact. Au début, le gouvernement a utilisé des obus d'artillerie chimique. Cela s'est produit dans les vallées de Djafati et de Shahrabazar, le 15 avril, une ou deux nuits après la victoire. Nous n'avions pas réalisé qu'il s'agissait d'attaques chimiques. Le son émis n'était pas aussi fort que les bombardements ordinaires, et nous sentions des odeurs de pommes pourries et d'ail... Un nombre infini d'obus tombaient sur nous, mais ils avaient peu d'effets¹⁷. »

Tel ne fut pas le cas, les jours suivants, dans les villages de Balisan et de Sheikh Wasan. Ces deux villages étaient situés à peine à deux kilomètres et demi plus loin, dans une vallée aux flancs raides, au sud de la ville de Rawanduz. La vallée de Balisan était le foyer du troisième *malband*, ou commandement régional, de l'UPK¹⁸. Cependant, peu de *peshmergas* étaient présents dans l'après-midi du 16, puisque la plupart avaient pris part à l'action militaire dans la vallée de Djafati, sur la partie éloignée du lac Dukan. Leurs familles allaient, au contraire, souffrir des répercussions de l'attaque.

17. Interview du Middle East Watch, 23 mars 1993. À ce que l'on dit, il y a également eu une attaque chimique le 15 avril 1987 sur les quartiers généraux du PDK à Zewa, zone largement dépeuplée, proche de la frontière turque.

18. L'UPK a dans l'ensemble quatre *malbands*. Le premier, basé dans la campagne du Qara Dagħ, était responsable des affaires politiques et culturelles du gouvernorat de Suleimanieh. Le deuxième, dans la vallée de Djafati, était en charge des opérations à Kirkouk (al-Ta'min). Le troisième et le quatrième, basés dans la vallée de Balisan et dans la vallée contiguë de Smaqli, se partageaient la responsabilité du travail de l'UPK à Arbil. Plus tard, les troisième et quatrième *malband* ont été fusionnés ; en vertu de l'accord d'unité conclu entre l'UPK et le PDK, un nouveau et quatrième *malband* a ouvert à Zewa, quartier général du PDK à la frontière turque, pour traiter des opérations dans le gouvernorat de Dohouk.

Balisan était en soi un assez grand village, qui – jusqu’au mois d’avril 1987 – comptait 250 ménages (environ 1 750 personnes¹⁹) de la tribu de Khoshnaw, ainsi que quatre mosquées, une école primaire et une école secondaire. À vol d’oiseau, il était situé à une vingtaine de kilomètres à l’est de la ville de Shahqlawa ; Sheikh Wasan, un village plus petit d’environ 150 maisons, se trouve niché sur les collines, un peu plus loin au nord-ouest. La vallée constituait depuis longtemps le pays des *peshmergas*. Le mouvement de Barzani l’avait contrôlé de 1961 à 1974, et l’UPK – à travers sa troisième *malband* – depuis l’explosion de la guerre Iran-Iran en 1980. Depuis 1983, la vallée de Balisan avait été une « zone interdite », surveillée par des points de contrôle gouvernementaux qui essayaient, avec un succès seulement partiel, d’empêcher que des produits alimentaires et autres approvisionnements ne parviennent dans la région. Les rations alimentaires avaient été suspendues, et les enseignants officiels retirés des écoles. L’aviation irakienne harcelait fréquemment la population. Les villageois se cachaient dans les grottes, profondes et sombres, des montagnes environnantes. Mais les troupes terrestres n’avaient jamais réussi à pénétrer dans la vallée.

Dans la fin d’après-midi brumeuse du 16 avril, les villageois étaient rentrés des champs et préparaient le dîner lorsqu’ils entendirent le bruit des avions qui s’approchaient. Certains restèrent chez eux ; d’autres se réfugièrent dans leurs abris anti-raids, avant que les avions – une douzaine – n’apparaissent, survolant les deux villages à basse altitude, afin de les bombarder. Il y eut un certain nombre d’explosions étouffées.

Jusqu’alors, aucun gouvernement n’avait jamais utilisé d’armes chimiques à l’encontre de sa propre population civile. Mais le nombre en chute de volontaires iraniens engagés sur l’année précédente, alors que les gaz toxiques étaient largement utilisés sur le champ de bataille, témoignait de façon éclatante, pour le gouvernement irakien, de la puissance terrifiante qu’avait cette arme interdite. La décision d’enregistrer l’événement par vidéo fut cependant plus macabre.

Le gouvernement irakien menait depuis longtemps une politique de préservation méticuleuse des enregistrements. Les pays voisins disent, un peu ironiques,

19. Les chiffres portant sur la population de Balisan et de Sheikh Wasan sont tirés du dossier que Resool a constitué sur les villages détruits, bien que les villageois interviewés par le Middle East Watch suggèrent que Balisan puisse avoir été plus grand, avec peut-être 525 ménages. Les responsables du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies supposent qu’un ménage moyen est composé de sept personnes dans les villages kurdes.

que les Irakiens sont les « Prussiens du Moyen-Orient²⁰ ». Du décret le plus solennel aux questions les plus insignifiantes, toutes les affaires traitées par les forces de sécurité étaient enregistrées sous forme de lettres et de télégrammes, datés, numérotés et tamponnés à leur réception. Même quand un ordre en version originale était classé pour être protégé à un niveau élevé, un grand nombre de copies dactylographiées ou manuscrites étaient par la suite préparées, pour être distribuées le long de la chaîne de commandement, afin que l'ordre soit exécuté. Les rédacteurs étaient apparemment persuadés que jamais des yeux indiscrets ne découvrirait ces secrets. Dans le milieu des années 1980, les services de sécurité irakiens ont nourri une fascination pour les technologies vidéo en tant que nouvelle forme de conservation de données. Désormais, les actions des forces de sécurité furent d'office médiatisées par film : évacuation des villages, exécution de *peshmergas* capturés, et même attaques aux armes chimiques sur des civils.

L'enregistrement vidéo officiel du bombardement de la vallée de Balisan, qui aurait été réalisé par un membre du Jahsh, montre d'imposantes colonnes et de grands nuages traînant des fumées blanches, grises et roses. Une fraîche brise du soir soufflait sur les montagnes et amenait d'étranges odeurs – d'abord plaisantes, rappelant l'odeur de roses et des fleurs, ou, pour d'autres, de pomme ou d'ail. D'autres témoins disent cependant qu'il y avait une odeur moins attirante d'insecticide. Une vieille femme de Balistan raconte : « Il faisait entièrement noir ; tout était couvert par l'obscurité, nous ne voyions plus rien, et nous n'étions plus capables de nous voir les uns les autres. Nous étions comme dans le brouillard. Alors, tout le monde est devenu aveugle. » Certains ont vomis. Les visages ont noirci ; les gens avaient de douloureux gonflements sous les bras, et les femmes sous la poitrine. Plus tard, des renvois humides jaunes pouvaient suinter des yeux et du nez. Beaucoup de ceux qui ont survécu ont souffert de troubles de la vision, ou même de cécité totale, pendant près d'un mois. À Sheikh Wasan, des survivants ont vu une femme chancelante, saisir la tête de son fils sans réaliser qu'il était mort. Des villageois ont couru dans les montagnes et y sont morts. D'autres, qui étaient plus proches des points d'impact des bombes, sont morts sur place²¹. Un témoin, un *peshmerga*, a dit au Middle East Watch

20. Cette comparaison n'est pas une coïncidence : les agences irakiennes de renseignements étaient principalement entraînées et équipées par leurs équivalents est-allemands. Il se peut que les dossiers de l'ancien *Staatssicherheitsdienst* (Stasi) clarifient cette relation.

21. Les symptômes décrits par les villageois correspondent généralement aux effets du gaz moutarde – bien que des rapports selon lesquels certaines victimes sont mortes subitement suggèrent que

qu'une seconde attaque menée par une flotte d'hélicoptères avait succédé à celle-ci une heure plus tard²².

Les quelques combattants qui étaient chez eux quand le raid s'est produit ont été pris par l'UPK pour être traités en Iran, car on craignait qu'ils ne survivent pas à une visite dans un hôpital irakien. La présence des *peshmergas* dans le village n'avait pas, pourrait-on ajouter, de raison d'être, d'un point de vue juridique. Par leur nature intrinsèque, les armes chimiques ne font aucune distinction entre les cibles civiles et militaires, et leur utilisation a été déclarée hors la loi en toute circonstance²³.

Le matin suivant, des troupes terrestres et des hommes du Jahshs sont entrés dans Balisan, ont pillé les maisons désertées des villageois et les ont totalement rasées. Le même jour, ou peut-être le jour suivant – après un certain temps pour que les gaz se dissipent – les soldats du Génie de l'armée ont dynamité et détruit Sheikh Wasan avec des bulldozers. Mais les survivants avaient déjà fui pendant la nuit de l'attaque. Certains sont parvenus à la ville de Suleimanieh, et peu d'entre eux jusqu'à Shaqlawa. La plupart se sont dirigés vers le sud-est, vers la ville de Raniya, où se trouvait un hôpital. Ils ont été aidés en chemin par les habitants des villages voisins, dont certains – comme Barukawa, Beiro, Kaniberd et Tutma – avaient aussi souffert des effets des gaz portés par les vents.

Les habitants de Beiro ont envoyé des charrettes tirées par des tracteurs à Sheikh Wasan, et dix de ces véhicules, chacun transportant 50 ou 60 personnes, sont partis pour Raniya. Au complexe de Seruchawa, juste à l'extérieur de la ville, les tracteurs se sont arrêtés pour enterrer les corps de 50 personnes qui étaient déjà mortes. Les réfugiés qui ont atteint Raniya ont passé la nuit là-bas. Les médecins locaux ont lavé leurs blessures et leur ont donné des gouttes pour les yeux, mais elles n'ont pas

des gaz neurotoxiques aient pu également être utilisés ; car le gaz moutarde, même à forte concentration, ne provoque généralement pas la mort dans un délai d'au moins une demi-heure. Voir *Physicians for Human Rights, op. cit.*

22. Interview du Middle East Watch, Arbil, 16 mars 1993.

23. Dans une intéressante, bien qu'indirecte, confirmation de l'attaque du 16 mai, une note non datée de l'Amn de Shaqlawa mentionne également que seize gardes révolutionnaires iraniens (*Pasdarans*) étaient présents pendant les bombardements sur les villages de Balisan, Sheikh Wasan et Tutma. À ce que l'on rapporte, les *Pasdarans* auraient « fait feu, ce qui leur a sauvé la vie » – il est tout à fait concevable que cette mention s'applique à tout sauf à une tentative de se défendre contre le gaz toxique. Un autre document de l'Amn de Shaqlawa du même dossier, daté du 20 mai 1987, note que trois membres du bureau politique de l'UPK auraient été blessés par gaz pendant « les dernières attaques militaires dans le Kurdistan ».

permis de diminuer les effets du gaz sur leur vue. Les réfugiés ont passé une nuit, sans trouver de soulagement ; l'hôpital de Raniya était envahi par les pleurs.

Le matin suivant, les agents de l'Amn – et selon certains témoins des agents aussi du renseignement militaire (Istikhbarat) – sont arrivés à l'hôpital. Ils ont ordonné à tous les blessés de sortir de leur lit et de gagner un certain nombre de Nissan *Coasters* qui attendaient, garées dehors²⁴. On annonça aux villageois qu'elles les conduiraient dans la ville d'Arbil pour des soins médicaux ; toutefois, on les avertit plus tard qu'ils ne seraient traités qu'à condition qu'ils disent aux médecins que leurs blessures résultaient d'une attaque de l'aviation iranienne²⁵.

À environ 9 heures ce matin-là, des individus épuisés et dépenaillés, vêtus d'habits kurdes, pénétrèrent à grands flots, aux urgences de l'hôpital public d'Arbil. Un témoin compta quatre *packed coasters*, chacun contenant vingt et un sièges, et sept autres véhicules – à la fois des cars et des camions de ramassage. D'autres évaluèrent le nombre d'arrivants à environ 200 personnes, de tous les âges, hommes, femmes et enfants. Tous étaient des civils non armés. Quatre étaient morts à l'arrivée. Les survivants arrivant de Ranya dirent aux médecins qu'ils avaient été attaqués par des armes chimiques. Malgré leurs brûlures, leur cécité, et autres blessures plus superficielles, ceux qui avaient survécu au voyage de la vallée de Balisan étaient généralement encore capables de marcher, bien que certains fussent inconscients.

Même avec l'assistance des médecins qui s'étaient précipités de la maternité et de l'hôpital pédiatrique voisins, l'équipement n'était pas suffisant pour traiter des urgences d'une telle ampleur. Il y avait bien trop peu de lits pour répondre à la demande ; de nombreux patients étaient couchés au sol, et les passagers de trois ou quatre *coasters* étaient obligés d'attendre un long moment dans le parking, pendant que le tri préliminaire était réalisé et que les premiers traitements étaient dispensés. À l'examen, les médecins trouvèrent que les yeux des victimes étaient secs et fortement collés. Ayant des notions rudimentaires sur la façon de traiter des victimes d'attaques chimiques, ils appliquaient des gouttes pour les yeux, lavaient leurs brûlures, et injectaient de l'atropine, antidote puissant aux agents toxiques.

Les médecins traitaient les patients depuis une heure environ, lorsque le chef de la branche locale du bureau de l'Amn – un officier du nom d'Hassan Nadouri – arriva. L'équipe de l'hôpital public d'Arbil, et en particulier de la morgue qui y était

24. On trouve ces chevaux de labour partout en Irak. On les connaît communément sous le simple nom de *coasters*, et on les mentionnera ici sous ce même nom.

25. Interview du Middle East Watch, Balisan, 30 avril 1992.

attachée, avait une grande expérience de l'Amn. La ville hébergeait non seulement le bureau municipal de la police secrète, mais aussi les quartiers généraux de l'Amn pour le gouvernorat d'Arbil, et son commandement opérationnel pour l'ensemble de la « région autonome » du Kurdistan irakien. Depuis plusieurs années, la morgue de l'hôpital public recevait un flot constant de corps des bureaux de l'Amn. Les registres de l'hôpital examinés par le Middle East Watch fournissent des détails sur à peu près 500 corps reçus, en provenance de l'Amn entre 1968 et 1987 – bien qu'il n'y ait aucune raison de supposer qu'il s'agisse d'un registre complet.

Ces morts ont été enregistrés par le biais de lettres de transmission de l'Amn, et la bureaucratie de l'agence semble avoir été d'une efficacité rigoureuse. Deux copies de chaque lettre de transmission étaient envoyées à la morgue ; on demandait au médecin de service de signer l'une des deux et de la retourner à l'Amn. Le personnel de l'hôpital gardait la seconde, formant tout un cahier secret qui portait le titre de « Registre des personnes armées mortes d'Arbil ». Il couvrait une période de trois ans, commençant en juin 1987 ; la dernière entrée datait du 25 juin 1990. Les entrées étaient renvoyées au nombre de la lettre de transmission pertinente de l'Amn. Dans les entretiens accordés au Middle East Watch, le personnel de l'hôpital estimait également qu'il avait établi 300 certificats de décès, sur ordre de l'Amn, pour des individus nommés dont le corps n'avait pas été mis à leur disposition. Cette pratique commença en 1987.

Il ne semble y avoir eu aucune procédure standard : les corps arrivaient à la morgue d'Arbil de différentes façons. Parfois, l'équipe recevait un appel téléphonique de l'Amn, souvent au milieu de la nuit, leur annonçant qu'elle devait se préparer à recevoir le ou les corps de « saboteurs exécutés », et leur ordonnant d'établir des certificats de décès. Les gardiens des hôpitaux individuels, chargés de traiter les corps, étaient triés, certainement parce qu'ils jouissaient de la confiance des agents de l'Amn. Parfois, les corps – couverts – arrivaient dans des camions de ramassage ou dans des breaks. À d'autres moments, les ambulances de l'hôpital étaient sommées de prendre les corps des quartiers généraux de l'Amn à Einkawa, un faubourg chrétien d'Arbil, ou d'une base militaire toute proche. Bien que certains corps aient porté des signes laissant supposer qu'ils avaient été battus à mort, la plupart semblaient avoir été tués sur peloton d'exécution ; ils portaient plusieurs blessures par balle, parfois jusqu'à trente, et avaient mains et bras liés derrière le dos, comme s'ils avaient été ligotés alors qu'ils se tenaient debout devant un poteau²⁶. Les yeux étaient bandés

26. Cela est compatible avec les procédures des pelotons d'exécution irakiens, telles qu'elles ont été enregistrées sur une bande vidéo visionnée par le Middle East Watch. Cinq prisonniers en habits kurdes

avec des habits tels que des ceintures ou des foulards kurdes. Les corps étaient dépouillés des montres, des cartes d'identité et autres biens personnels.

Quelle que soit la manière dont les corps arrivaient, l'opération était totalement secrète, et le personnel de la morgue avait reçu l'ordre (sous menace de mort) de ne pas contacter les proches des victimes et de ne pas divulguer leurs noms à qui que ce soit dans l'hôpital. Les médecins de service à la morgue n'étaient pas autorisés à toucher ou à examiner les corps ; leur devoir était simplement de fournir des certificats de décès. Si les cadavres arrivaient pendant la journée, la zone entière était placée sous un cordon formé des gardes de l'Amn et le reste du personnel de l'hôpital était exclu de la zone. Le personnel de l'Amn prenait même en charge les chambres froides jusqu'à ce que les employés municipaux arrivent pour emmener les corps et les enterrer secrètement dans la fosse commune de la ville, ou dans le cimetière d'Arbil. Quand il s'agissait d'un grand nombre de corps, un bulldozer pouvait être commandé à un entrepreneur local pour construire une fosse commune. Il était interdit au personnel de la morgue de laver les corps ou de les préparer à un enterrement face à La Mecque, comme l'exige le rituel islamique. « Les chiens n'ont aucun lien avec l'islam », disait un officier à l'un des employés²⁷.

Quand Hassan Naduri arriva à l'hôpital public, dans la matinée du 17 avril 1987, tous les médecins étaient occupés à traiter des urgences. L'officier était accompagné de deux autres agents de l'Amn ; un grand nombre de gardes étaient restés également à l'extérieur, dans la cour de l'hôpital. Selon certains témoins, Hassan Naduri était accompagné d'Ibrahim Zangana, le gouverneur d'Arbil, et d'un officier local du parti Baath dont on ne connaît que le prénom, Abd-al-Mon'em. Les officiers de l'Amn ont interrogé les gardes de l'hôpital, demandant d'où venaient les nouveaux patients et qui étaient les médecins qui les traitaient. Ensuite, ils ont posé ces mêmes questions au personnel médical, et ont demandé à connaître les traitements qui leur étaient administrés. Après avoir posé ces questions, le capitaine Naduri a téléphoné aux quartiers généraux de l'Amn pour obtenir des instructions. Après avoir rac-

ont les yeux bandés et sont attachés à des poteaux avant d'être tués à l'arme automatique, avec une extrême cruauté, par une rangée de troupes équipées d'AK-47. La fusillade continue bien après qu'il soit devenu évident que les prisonniers étaient morts. Même alors, un officier en uniforme donne le coup de grâce à chaque prisonnier avec un pistolet. Une pause est observée. Finalement un autre officier se déplace jusqu'à la ligne de tire et décharge son pistolet sur les corps tombés au sol. Cette exécution particulière a été effectuée sur une place publique devant une foule importante, et a été accueillie avec les applaudissements des dignitaires du parti et de la sécurité placés au premier rang.

27. Ce compte-rendu est fondé sur des interviews du Middle East Watch à Arbil, 23-25 avril 1992.

croché, il a ordonné que tous les traitements cessent immédiatement. Il a demandé aux médecins d'enlever les pansements des blessures des patients. Les médecins ont demandé pourquoi. Le capitaine leur a répondu qu'il avait reçu l'ordre de ses supérieurs de transférer tous les patients à l'hôpital militaire de la ville. Le personnel de l'hôpital a commencé à élever des objections, mais les agents de l'Amn ont sorti leurs pistolets et leur ont ordonné d'arrêter sur le champ, sinon ils seraient eux-mêmes conduits aux quartiers généraux de l'Amn .

Après un second coup de téléphone, celui-ci apparemment à destination de l'hôpital militaire, de nombreux camions et ambulances sont arrivés et ont emmené les patients, avec ceux qui étaient restés pendant plus d'une heure dans les trois *coasters* en stationnement. Plus tard dans la journée, les médecins ont téléphoné à l'hôpital militaire pour s'assurer de l'état de leurs patients. Mais ils n'étaient jamais allés là-bas, et les médecins n'ont jamais plus revu un survivant de l'attaque chimique de la vallée de Balisan. Ils ont appris, plus tard, que les ambulances militaires avaient été vues se dirigeant dans la direction de Makhmour, au sud-ouest d'Arbil.

Une poignée de survivants a dit au Middle East Watch que les victimes de la vallée de Balisan avaient été emmenées dans un ancien poste de police, qui est maintenant un centre de détention de l'Amn, un bâtiment austère en ciment blanc, dans le quartier arabe de la ville, près du casino de Baiz. Une scène chaotique s'est produite à l'arrivée, quand les agents de l'Amn ont essayé de trier les détenus par sexe et par âge. Dans la confusion, quelques personnes ont réussi à s'échapper. Une femme, au moins, a pu fuir, en laissant son enfant derrière elle. Ceux qui sont restés ont été jetés dans des cellules fermées à clef, gardées par des gardiens en uniforme – certains habillés tout en vert, d'autres tout en bleu. Ils ont été détenus ici pendant plusieurs jours, sans nourriture, ni couvertures, ni soins médicaux.

Hamoud Sa'id Ahmad est un employé de la morgue municipale attachée à l'hôpital public d'Arbil. C'est un homme d'un âge moyen, digne, qui a fait le pèlerinage à La Mecque. Les jours qui ont suivi, il a été convoqué un certain nombre de fois dans les prisons de l'Amn, du quartier de Teirawa ; là, on lui a ordonné de ramasser des corps et de les préparer à l'enterrement. Sur une période de trois jours, il a compté soixante-quatre corps. Alors qu'il arrivait pour ramasser les corps, il a vu d'autres prisonniers errant dans la cour de la prison. Du liquide clair suintait de la bouche de certains ; d'autres avaient des marques, comme des brûlures, sur le corps, en particulier à la gorge et sur les mains. Il a vu des hommes, des femmes et des enfants en détention, y compris plusieurs nourrissons dans les bras de leur mère. Les corps, enfermés dans des cellules séparées, portaient les mêmes marques. Aucun ne

portait des signes de blessures à coups de fusil. La plupart des morts semblaient être des enfants ou des personnes âgées. Un agent de l'Amn a dit à Ahmad : « Ce sont des saboteurs, et nous attaquons tous les saboteurs avec des armes chimiques. » Le chauffeur d'une ambulance a dit à Ahmad avoir reconnu l'un des morts comme étant un employé de l'hôpital public de Sheikh Wasan.

Les membres des familles attendant des nouvelles à l'extérieur disaient que les détenus étaient pris en otages pour contraindre les parents *peshmerga* à se rendre. Au cours de la dernière de ses trois visites, Ahmad a vu trois grands bus arrêtés devant la prison, les fenêtres masquées par des vêtements. Plus tard dans la journée, une prisonnière est parvenue à lui chuchoter : « Sais-tu ce que les bus faisaient ici ? Ils ont pris les hommes et les ont emmenés vers le sud, comme les Barzani [en 1983]. » On n'a plus jamais revu les hommes en vie²⁸.

Après les disparitions en masse des hommes, on a sorti les femmes et les enfants ayant survécu et on les a conduits en direction de Khalifan, à trois heures au nord-est d'Arbil. Dans un endroit appelé Alana, ils ont été lâchés dans une plaine, sur les bords d'une rivière, condamnés à se débrouiller. Ils se sont retrouvés ici avec les villageois de la vallée de Balisan ayant fui Suleimanieh. Ces personnes ont rapporté qu'elles avaient été détenues ici dans un hôpital aménagé, gardé par les agents de l'Amn et situé en dehors des frontières ouvertes aux civils. Il n'y a pas de témoignage indépendant sur ce qui est arrivé aux hommes, dont certains ont disparu.

À Alana, la mère qui s'était échappée de la prison de l'Amn, à Arbil, a retrouvé son enfant. Elle a reconnu les familles des villages de Kaniberd et Tutma, ainsi que de Sheikh Wasan et de Balisan, qui lui ont dit que beaucoup d'enfants étaient morts de faim, de soif et d'exposition aux gaz. À l'exception de quelques villages, l'ensemble de la vallée de Balisan avait été évacuée dans la terreur. Ironiquement, nous le verrons, leur fuite a certainement sauvé des milliers de vie pendant la campagne d'Anfal de l'année suivante. Finalement, des habitants kurdes de la ville de Khalifan, compatissants, ont amené certains survivants chez eux – « dans leurs bras et sur leur dos » – et ont pris soin d'eux jusqu'à ce qu'ils retrouvent leur santé et leurs forces.

28. Les corps de ceux qui sont morts sur peloton d'exécution ont été exhumés dans le cimetière d'Arbil en septembre 1991, et à nouveau enterrés au cours d'une cérémonie enregistrée à l'aide d'un magnétoscope. Au cours des dernières exhumations, Hamoud Saïd Ahmad a découvert le corps de son propre frère, tué par l'Amn dans le cadre d'un incident séparé en avril 1988. Ahman a été interviewé par le Middle East Watch le 25 avril 1992. Pour des détails supplémentaires, voir Middle East Watch/Physicians for Human Rights, *Unquiet Graves : The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan*, February 1992.

D'autres survivants ont fini dans le sordide complexe gouvernemental de Seruchawa, où tant de villageois concitoyens avaient fui, dans la nuit de l'attaque chimique. Lorsque le *mullah* – assez âgé – de Balisan a rendu visite aux officiels de Seruchawa afin de plaider pour une amélioration des conditions de vie dans le complexe, on lui a répondu avec mépris : « Vous n'êtes pas des êtres humains²⁹. »

* * *

Sur la base des entretiens réalisés avec quatre survivants et un certain nombre de membres du personnel médical et de la morgue d'Arbil, il est possible de fournir une estimation approximative du nombre de ceux qui sont morts des suites des bombardements chimiques de Balisan, de Sheikh Wasan et des villages voisins :

- trente-quatre morts à Balisan, en conséquence directe de l'exposition à des armes chimiques ; ces personnes ont été enterrées dans une fosse commune, dans le village ;
- cent trois morts à Sheikh Wasan, dont environ cinquante personnes enterrées dans une fosse commune dans le complexe de Seruchawa. Les morts comprenaient trente-trois enfants de moins de quatre ans, trente-huit de cinq à quatorze ans, et neuf vieux, âgés de soixante à quatre-vingt-cinq ans³⁰ ;
- huit à neuf morts dans l'hôpital de Raniya ;
- quatre morts à l'arrivée aux urgences hospitalières d'Arbil ;
- entre soixante-quatre et cent quarante-deux morts au centre de détention de l'Amn à Arbil, à cause de blessures non traitées, à l'issue des bombardements chimiques, aggravées par la faim et la négligence. Ce nombre comprenait deux vieilles femmes, nommées Selma Mustafa et Adila Shinko, et une petite fille de neuf ans, Howsat Abdullah Khidr ;

29. Interview du Middle East Watch avec Shiekh Qader Saïd Ibrahim Balisani, Balisan, 10 avril 1992.

30. Le Comité d'inspection des Kurdes opprimés, un groupe de droits des l'homme basé à Arbil, a donné en 1992 au Middle East Watch une liste manuscrite de 103 morts et de 48 villageois blessés.

- les passagers de deux bus, composés d'hommes adultes et d'adolescents, ont disparu des centres de détention de l'Amn à Arbil. Le Middle East Watch suppose qu'ils ont été exécutés plus tard. Un certain nombre de témoins estiment, qu'il y avait entre soixante-dix et soixante-seize personnes ; vingt-deux hommes de Balistan, cinquante de Shaikj Wasan et quatre des autres villages voisins. Parmi eux, se trouvaient Muhammad Ibrahim Khidr, âgé de dix-huit ans, et Mohsen Ibrahim Khidr, âgé de douze ans, les deux plus jeunes enfants du *mullah* de Balisan ;

- « de nombreux enfants » jetés dans la plaine stérile à proximité de Khalifan.

En se permettant certains recoupements, le Middle East Watch a calculé qu'au moins 225 et peut-être même 400 civils de la vallée de Balisan sont morts, en conséquence directe ou indirecte de l'attaque chimique des forces aériennes d'Irak sur leurs villages, menée le 16 avril 1987.

Les attaques sur Sheikh Wasan et Balisan sont, pour un certain nombre de raisons, importantes. Premièrement, elles ont fait l'objet des premiers comptes-rendus, entièrement documentés, d'attaques chimiques, par le régime irakien, à l'encontre de civils. Deuxièmement, elles offrent des preuves concrètes de l'intention des forces de sécurité, agissant sur ordre d'autorités plus élevées, de faire disparaître et de tuer un grand nombre de civils non combattants, dans les zones de conflit du Kurdistan irakien. En ce sens, tout comme l'enlèvement massif des hommes de Barzani, les disparitions de la vallée de Balisan préfigurent directement la campagne d'Anfal ; une différence fondamentale peut toutefois être observée : des femmes et des enfants étaient directement pris pour cible. De même, le traitement de ceux qui ont survécu au bombardement présent – en particulier, leur séparation par âge et par sexe, leur emprisonnement illégal sans nourriture ou soin médicaux et l'abandon des femmes et enfants dans des zones vides, loin de leurs maisons – présage beaucoup des techniques qui ont été employées à une bien plus grande échelle pendant la campagne de 1988. L'épisode de la vallée de Balisan illustre également le rôle central qui sera joué dans la campagne d'extermination par le Directoire de sécurité général (l'Amn). Les événements de l'hôpital public d'Arbil constituent en outre la violation la plus grave de la déontologie médicale.

* * *

Le régime était cependant loin d'en avoir fini avec ces vallées rebelles. Sur les milliers de pages des rapports secrets des renseignements irakiens concernant les raids aériens et les mises à feu de villages, les chercheurs du Middle East Watch ont découvert que l'un d'entre eux contenait un détail intrigant. Il s'agit d'un bref rapport de l'Amn d'Arbil, daté du 11 juin 1987, concernant les récentes frappes aériennes sur cinq villages de la vallée de Malakan, à quelques kilomètres à l'est de Balisan et de Sheikh Wasan. Il mentionne qu'au cours de l'attaque, « trente-six personnes ont perdu la vue ». Deux des victimes sont nommées. Il donne là une preuve indubitable. Car il n'y a qu'un seul type d'armes qui possède la caractéristique de provoquer la cécité ; c'est le gaz toxique³¹. Pendant un voyage de terrain entrepris ultérieurement dans le Kurdistan irakien, il a été possible d'interviewer l'un des survivants devenu aveugle – cela constitue l'une des nombreuses occasions de mettre en correspondance les preuves documentaires avec les témoignages.

L'homme se nommait Kamal ; il vivait à Choman, ville détruite, située sur la route qui va de Rawanduz en Iran³². En tant que *peshmerga* actif, Kamal avait déjà eu l'expérience des armes chimiques dans la vallée de Djafati, ; le compte-rendu qu'il a fait de l'attaque du 15 avril est inclus plus haut, pages 91-93. Quand il a entendu parler de l'attaque dévastatrice sur la vallée de Balisan le jour suivant, il s'est dépêché de retourner vers sa famille dans le village voisin de Bileh-le-Haut. Sa famille avait trouvé refuge dans des grottes, dans les montagnes. Il y faisait terriblement froid et Kamal a persuadé ses parents de rentrer prudemment chez eux.

À six heures du matin, le 27 mai, sa femme le réveilla pour l'avertir que le village était attaqué.

« Nous savions qu'il s'agissait d'une attaque chimique parce que le bruit des bombes et des explosions n'était pas fort. Il y a eu de nombreux bombardements. J'ai dit à ma famille que ce n'était pas une attaque chimique car je ne voulais pas leur faire peur, mais tous savaient de quoi il s'agissait. Nous avons alors commencé à brûler les branches que nous avons stockées pour nourrir les animaux, et elles

31. Lettre de l'Amn du gouvernorat d'Arbil à l'Amn de Shaqlawa, n° Sh Sh/4947, datée du 11 juin 1987 et classifiée « secret ». Les expositions au gaz moutarde provoquent des cécités temporaires prolongées et des troubles de la vue. Des douzaines de survivants interrogés par le Middle East Watch ont dit être restés aveugles pendant au moins un mois après les attaques chimiques.

32. Interview du Middle East Watch, Choman, 23 mars 1993.

ont permis de faire un grand feu. Nous avons également trempé des vêtements et des écharpes à la source. Mon vieux père était là. L'attaque était si intense que nous étions incapables de quitter le village ; c'est la raison pour laquelle nous avons allumé le feu. Il y avait une source séparée pour les femmes, et j'ai dit à tout le monde, hommes et femmes, de sauter dans l'eau. L'attaque a duré jusqu'à dix heures du matin, et j'ai envoyé mon frère chez le *malband* pour obtenir de l'aide médicale. Au coucher du soleil, la situation se détériorait. Plusieurs personnes ont été atteintes de cécité.

Après le coucher du soleil, nous avons traversé la rivière et sommes arrivés dans une zone rocailleuse en dehors du village. Nous étions en très mauvais état. Nous avions des difficultés à voir, et étions essoufflés. Notre nez saignait et nous étions sujets à des évanouissements. Nous avons envoyé quelqu'un dans les villages environnants pour aller chercher de l'eau, et j'ai proposé de payer tout ce qu'il pouvait demander. Mais les villageois avaient peur de venir, pensant que les agents chimiques étaient contagieux. En revanche, les gens du village de Kandour, qui étaient des gens très courageux, sont venus nous apporter du lait³³.

Pendant ce temps, mon frère et un ami sont arrivés chez le *malband*, mais sur le chemin du retour, ils se sont effondrés car ils avaient perdu la vue. Des habitants d'autres villages ont envoyé des mulets pour les ramener. Ils portaient avec eux des médicaments et des gouttes pour les yeux, fournis par le *malband*. Au petit matin, ils n'étaient pas morts, mais ils étaient en très mauvais état. Le troisième *malband* nous a envoyé un médecin et de l'argent pour acheter un cheval qui puisse nous emmener en Iran. Les femmes qui étaient avec nous étaient dans un terrible état, et nous devions les nourrir à la cuillère. Les petits enfants respiraient difficilement. Nous nous sommes rendus à Malakan, où il faisait plus froid. Nous pensions que l'air frais serait préférable. Nous avons alors atteint la zone de Sewaka. Il y avait là-bas des gens qui élevaient des animaux, et qui ont pris pitié de nous. Ils ont

33. Kandour est un des cinq villages nommés dans le rapport de l'Amn sur l'attaque du 27 mai. Les autres villages sont Malakan, Talinan, Bileh-le-Haut et Bileh-le-Bas.

énormément pleuré et nous ont donné à manger. Le matin suivant, nous avons quitté la région pour nous rendre à Warta. Nous devons couvrir nos visages parce que la lumière éclatante nous blessait comme des aiguilles s'enfonçant dans nos yeux³⁴. »

La troisième nuit, la caravane des survivants atteignit le versant le plus bas de la montagne de Qantil, sommet très élevé de 12 000 pieds sur la frontière irakienne, au sud d'Haj Omran. Une fois en Iran, ils ont reçu de l'aide médicale. Tous ont traversé l'épreuve, sauf un, le neveu de Kamal, âgé de dix-huit mois.

* * *

LA CAMPAGNE DU PRINTEMPS 1987 : DESTRUCTION DE VILLAGES ET RÉIMPLANTATION

Cinq jours après l'attaque chimique lancée sur la vallée de Balisan, les troupes d'infanterie et les bulldozers sont intervenus sur des centaines de villages dans le Kurdistan irakien. Selon l'étude de Resool faisant autorité, l'armée a fait disparaître au moins 703 villages kurdes de la carte, pendant la campagne de 1987. Parmi eux, 219 étaient dans la zone d'Arbil, 122 dans la plaine accidentée connue sous le nom de Germian, au sud-est de Kirkouk, et 320 dans différents districts de la vallée de Suleimanieh. Badinan, aussi, a été frappé de plein fouet, mais moins sévèrement ; la Société pour le développement et la reconstruction du Kurdistan (SDRK), organisme d'assistance locale, a dressé la liste de cinquante villages détruits dans le gouvernorat de Dohouk. La plupart des villages détruits pendant « la première et la deuxième étape » de la campagne d'Ali Hassan al-Madjid se situaient le long des principales routes et étaient contrôlés par le gouvernement. Leur destruction a eu pour effet de couper les zones rurales contrôlées par les *peshmergas* du reste du pays.

Pour procéder à des destructions aussi importantes, l'État irakien devait mobiliser de vastes ressources. Il y eu, toutefois, d'importantes différences entre l'évacuation des villages du printemps 1987 et la campagne d'Anfal de l'année suivante. La plus importante concerna le traitement des habitants des villages détruits par

34. Les symptômes décrit par Kamal sont entièrement cohérents avec toute exposition au gaz moutarde.

l'armée. La campagne de 1987 leur offrit une alternative désagréable mais claire ; ce ne fut pas le cas de la campagne d'Anfal.

Les habitants de Narin, par exemple, un village dans la *nahya* de Qara Tapa, dans le sud de Germian, ont été réimplantés en 1987 dans la zone de Ramadi, au centre de l'Irak³⁵. Les habitants du village voisin de Zerdow ont été avertis que leur tour était le suivant. Ils ont quitté leurs maisons et se sont déplacés avec leurs proches dans les villes et villages voisins. Certains ont été réimplantés dans le complexe de Benaslawa nouvellement ouvert, à dix kilomètres d'Arbil, à la place d'un ancien village kurde. Ils n'ont pas été autrement punis, bien que Zerdow lui-même fût rasé par des bulldozers, quelques jours plus tard. Une famille interviewée par le Middle East Watch a perdu son bétail, ses meubles et ses provisions de nourriture dans la destruction de Zerdow, mais a reçu une compensation de 1 000 dinars (3 000 dollars au taux de change de l'époque). Plus tard, la famille a pu construire une nouvelle maison à Benaslawa, grâce à un prêt de 4 500 dinars de la banque immobilière d'État.

C'était une pratique typique. Les villageois n'étaient pas physiquement atteints ; une compensation symbolique était payée, bien qu'elle pût être retenue si une famille refusait d'être déplacée dans des villes ou des complexes ; le régime notifiait en effet, par avance, son intention de détruire les villages – bien que cela ne fût pas toujours respecté dans la pratique. Les villageois de Qishlagh Kon, par exemple, dans la *nahya* de Germian de Qader Karam, avaient reçu des soldats un ordre d'évacuation, sous quinzaine ; en fait, l'armée se déplaça et rasa leurs maisons, bien avant l'expiration de ce délai. Selon un homme de ce village, les troupes armées ont balayé la zone habitée par la tribu kurde des Zangana en avril 1987. Ils ont rasé au bulldozer et dynamité entre soixante-dix et cent villages, le long de la route principale, et se sont déployés sur trois *nahyas* adjacentes – Qader Karam, Qara Hassan et Qara Hanjir³⁶.

Les soldats ou le Jahsh ont explicitement donné le choix à de nombreux villageois. Le message délivré à un village, Qader Karam, de la tribu de Jabari était le suivant : « Allez retrouver les saboteurs, ou rejoignez le gouvernement. » La neutralité n'était pas autorisée, et la localisation physique d'une personne pouvait désor-

35. Il y a deux divisions administratives fondamentales dans chacun des gouvernorats irakiens : la *qadha* et la plus petite *nahya*. La *nahya* de Qara Tapa appartient à la *qadha* de Kifri. Les exemples de Narin et Zerdow sont issus d'une interview du Middle East Watch, complexe de Benaslawa, 7 juillet 1992.

36. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 23 juillet 1992.

mais être considérée comme une preuve de son affiliation politique. Se ranger du côté du gouvernement revenait, selon les termes employés, à « retourner dans les rangs nationaux » ; cette phrase apparaît de plus en plus fréquemment dans les documents officiels, à partir du début de l'année 1987. Les appartenances politiques passées n'étaient pas pertinentes dans ce nouveau plan de bataille, la taille des villages ne l'était pas davantage. Quelques *nahyas* ont été nettoyées de leur population et/ou détruites pendant la campagne du printemps de 1987, dont Naujul, Qaradagh, Qara Hanjir, Koks et Sengaw. Shwan a suivi en septembre. Dans le gouvernorat de Dohouk, le plus au nord, la *nahya* de Kani'Masi a été évacuée et détruite, apparemment en représailles à la prise du pouvoir, pendant six jours, des forces du PDK. Certaines de ces *nahyas* étaient des villes de plusieurs milliers d'habitants.

Si la ville se situait dans une zone d'opération de l'armée, même une forte présence des hommes du Jahsh n'offrait pas de protection. Comme Ali Hassan al-Madjid l'a dit, plus tard, lors d'une réunion d'officiels hauts placés du parti Baath : « J'ai dit aux *mustashars* que les Jahshs pourraient dire qu'ils aimaient leurs villages et qu'ils ne partiraient pas. J'ai dit que je ne pouvais pas laisser leurs villages en place parce que j'allais les attaquer avec des armes chimiques. Et qu'alors vous et vos familles mourrez³⁷. »

En considérant l'étendue des destructions, il est évident, d'après un paquet de dossiers irakiens trouvés dans les bureaux de l'Amn à Arbil et à Shaqlawa, que le régime était loin d'être satisfait de la « première étape » de son programme d'évacuation des villages. Un ton vigilant, presque craintif, s'est glissé dans bon nombre de documents de cette époque. Parmi les questions posées aux personnes se rendant aux autorités et qui venaient des zones contrôlées par les *peshmergas*, figurait la question suivante : « Comment les gens sont-ils affectés économiquement et psychologiquement par la destruction des villages et par les autres politiques³⁸ ? »

Le 20 avril, l'Amn d'Arbil avertissait ses branches que la nouvelle campagne de destruction pouvait provoquer des manifestations marquant le 14^e anniversaire du bombardement de Qala Dizeh, le 24. Le même jour, le comité de sécurité d'Arbil, présidé par le gouverneur Ibrahim Zangana, avertissait que des saboteurs pouvaient attaquer les installations du gouvernement, en représailles aux déportations de villageois, depuis les zones interdites (*manateq al-mahdoureh*). Le 22 avril, le gouverneur Zangana prévoyait que l'UPK pouvait même essayer d'amener le Comité internatio-

37. Enregistrements audio d'une rencontre entre Ali Hassan al-Madjid et les principaux fonctionnaires du parti Baath, Kirkouk, le 26 mai 1988.

38. Déclaration de 1987 d'une personne « retournée dans les rangs nationaux », trouvée dans les dossiers de l'Amn.

nal de la Croix-Rouge à observer les évacuations. Trois jours plus tard, le 25 avril, l'Amn d'Arbil lançait un message d'alerte quant à des attaques de représailles des *peshmergas* sur les villages arabes ; il se plaignait également du fait que les forces gouvernementales qui détruisaient le village de Freez étaient attaquées par les saboteurs et que la couverture aérienne n'avait pas été assurée quand on l'avait demandé. Aux environs du 20 mai, le directeur de l'Amn de Shaqlawa se plaignit à Arbil du fait que les saboteurs aient pu exploiter l'impopularité des campagnes ; il manifestait, en particulier, son irritation vis-à-vis du fait qu'aucun complexe n'avait été préparé pour les villageois qui devaient être réimplantés, et que beaucoup d'entre eux avaient été obligés de rester à l'air libre, exposés aux éléments³⁹.

* * *

EMPLOIS PRÉCOCES DES POUVOIRS SPÉCIAUX D'AL-MADJID

Au cours des premiers mois du gouvernement d'Ali Hassan al-Madjid, le parti Baath a serré la corde autour du cou de la population rurale du Kurdistan, par une série de circulaires et d'ordres administratifs⁴⁰.

39. Puisque peu de villages avaient été détruits dans la zone de Shalaqlawa à ce moment-là, en dehors de ceux de la vallée de Balisan, il est possible que cela fasse référence à la décharge des survivants de l'attaque chimique sur Alana. Voir plus haut, p. 100-101.

40. La structure de pouvoir du parti Baath est complexe, et pour bien saisir la chaîne de commandement dans la campagne anti-kurde, il faut comprendre les nuances qui distinguent différents corps imbriqués les uns avec les autres. En tant que branche nationale du Parti socialiste arabe Baath, le Baath irakien a un commandement régional – dont Ali Hassan al-Madjid était membre depuis 1986. En Irak, le corps exécutif le plus élevé est formellement le Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), qui ne comprenait pas al-Madjid – bien qu'en pratique, le pouvoir ultime soit exercé par Saddam Hussein en personne, et un groupe de loyalistes des secteurs militaire et de sécurité basé à Tikrit, dont beaucoup de membres sont liés au président. Al-Madjid est un membre clé de cette fraternité.

Le CCR, à son tour, est l'un des comités fondés régionalement, comprenant son Comité des affaires du Nord. Saddam Hussein était secrétaire de ce comité au moment où fut proclamé le manifeste d'autonomie en 1970. En 1987-1988, le poste fut occupé par Taher Tawfiq, qui – en tant de membre du CCR – était alors théoriquement le supérieur d'al-Madjid, bien que des pouvoirs spéciaux temporaires accordés à al-Madjid en vertu du décret 160 y supplantassent. Al-Madjid était lui-même secrétaire général du Bureau Nord du parti Baath ; pour compliquer les choses, le *Commandement* du Bureau Nord était – sous Taher Tawfiq, une unité parallèle et séparée. Le Bureau Nord et le Commandement du Bureau Nord sont clairement distingués dans les textes lorsque cela est nécessaire.

• Le 6 avril, tous les « saboteurs » ont perdu leur droit de propriété. « En vertu de l'autorité dont nous avons été investis par le décret numéro 160 adopté le 29 mars 1987 par le Conseil de commandement révolutionnaire », écrivait al-Madjid en personne, « nous avons décidé d'autoriser les présidents des Comités de sécurité (Ru'sa' al-Lijan al-Amniyeh) des gouvernorats du Nord à confisquer la propriété immobilière et personnelle des saboteurs, pourvu que leur propriété soit liquidée dans le mois à partir de la date de publication du décret de confiscation⁴¹.

• Le 10 avril, al-Madjid suspendait les droits des habitants des villages interdits pour des raisons de sécurité. « Son excellence a donné instruction de ne pas juger des affaires déferées par la population des villages interdits pour des raisons de sécurité », écrit le secrétaire adjoint du Commandement du Bureau Nord, Radhi Hassan Salman, « ni celles déferées par les saboteurs, quelle que soit leur identité, ainsi que de geler toutes leurs revendications précédemment formulées⁴² ».

• Le 1^{er} mai, al-Madjid a commencé à ordonner l'exécution des parents proches au premier degré des « saboteurs ». La politique du régime a été, pendant longtemps, de détenir et de punir les familles de *peshmergas* kurdes actifs, souvent en détruisant leurs maisons. Mais al-Madjid ordonnait désormais leur élimination physique, du moins sur une base occasionnellement exemplaire. Ces ordres demeurèrent évidemment en vigueur pendant, et quelque temps après, la campagne d'Anfal. Une note manuscrite, datée du 20 novembre 1989, signée du « Chef de sécurité, officier interrogateur », et provenant des quartiers généraux de l'Amn dans la ville de Suleimanieh, détaille par exemple le cas d'un citoyen irakien ayant adressé une pétition aux autorités pour avoir des nouvelles de ses parents et de son frère disparus.

La lettre du chef de sécurité informe le destinataire anonyme (appelé « Votre Majesté ») que les parents disparus, Qoron Ahmad et sa femme Na'ima Abd-al-Rahman, ont été « liquidés » à Bagdad le 19 mai 1987. Leur fils, Hushyar Ahmad, « membre du groupe révolutionnaire des saboteurs iraniens », a été pendu le 12 juillet 1987 par ordre de la Cour révolutionnaire (*mahkamat al-thawrat*). Ce qu'il faut souligner ici, c'est le motif du massacre des parents de cet homme. Le docu-

41. Lettre du Bureau Nord, S Sh/18/2396, 6 avril 1987.

42. Lettre du Commandement du Bureau Nord, n° 1//2713, 10 avril 1987.

ment explique qu'il a été ordonné « conformément à l'ordre du Camarade Combattant, Ali Hassan al-Madjid, membre du Commandement régional [du parti Baath], qui nous a été transmis par la lettre n° 106309 du Directorate de sécurité de la région autonome », marquée du sceau « secret et à ouvrir personnellement », et datée du 1^{er} mai 1987, concernant la liquidation des proches des criminels au premier degré.

Une autre lettre de l'Amn de Suleimanieh, numérotée S-T : 21308, datée du 16 septembre 1989 et classée « très secret », décrit les exécutions publiques sur peloton d'exécution de cinq « criminels » en « liaison avec des organisations internes des agents de l'Iran ». L'exécution a été effectuée le 24 octobre 1987, en présence d'officiels du renseignement et du parti Baath⁴³. Quelque temps après, « il a été décidé que trois des familles de ces criminels... devaient être exécutées de façon discrète ». Leur exécution a été mandatée par la lettre du Commandement du Bureau Nord, n° 6806 et datée du 12 décembre 1987.

- Désormais, selon une communication (n° 3324) du 14 mai, écrite par le directeur de sécurité de la ville d'Halabja, dans le sud-ouest du Kurdistan irakien, et adressée à l'Amn de Suleimanieh, les citoyens blessés pouvaient également être exécutés. Cette note donne les détails de l'opération menée dans les environs de la ville de Kani Ashqan, et fait référence à un télégramme (n° 945), daté du jour précédent, envoyé par le commandant du cinquième corps d'armée. « C'était sur ordre du commandant du cinquième corps d'armée, et sur recommandation du camarade Ali Hassan al-Madjid, que devaient être exécutés les civils blessés, après qu'a été confirmée leur hostilité aux autorités de l'organisation du parti, aux départements de sécurité et de police, et aux centres de renseignement ; on

43. Le principe d'implication collective dans les exécutions, y compris celle des membres du Parti dans les pelotons d'exécution est un élément bien établi de la façon de gouverner du parti Baath. L'exemple le plus notoire a été le film de l'exécution de deux douzaines de hauts cadres du Baath et d'officiers militaires, y compris plusieurs membres du Conseil de commandement révolutionnaire, en juillet 1979, un mois après que Saddam Hussein a assumé la présidence. Devant une salle pleine de leurs pairs, les hommes condamnés font l'aveu rituel d'accusations de trahison et sont enlevés brusquement pour être exécutés. Un Saddam en pleurs implore (et donc, en effet, ordonne) aux autres hauts gradés de participer au peloton d'exécution. Voir al-Khalil, *La République de la peur*, p. 70-72. Et aussi Chibli Malat, « Obstacles à la démocratisation en Europe » : une lecture de l'histoire post-révolutionnaire irakienne jusqu'à la guerre du Golfe, un texte inédit qui diffère d'al-Khalil sur des points importants en ce qui concerne la nature de l'exercice du pouvoir par le Baath.

devait utiliser des pelleteuses et des bulldozers pour raser les environs de Kani Ashqan⁴⁴. »

* * *

ORDRES DE MASSACRES DE MASSE

La pleine mesure des intentions du régime irakien apparaît, avec une clarté brutale, dans deux directives publiées par les bureaux d'al-Madjid en juin 1987. Ces deux documents interdisent, dans les détails les plus explicites, toute vie humaine dans les zones désignées de la campagne kurde, couvrant plus de 1 000 villages. Cette interdiction devait être appliquée par une politique de tir à vue, ne nécessitant aucune autorisation de la part d'un supérieur.

La première est une directive personnelle, n° 28/3650, signée par Ali Hassan al-Madjid lui-même, et datée du 3 juin 1987. Adressée à un certain nombre d'agences civiles et militaires, dont les commandants des premier, deuxième et cinquième corps d'armée, le Directoire de sécurité (Amn) de la région autonome, l'Istikhbarat et le Mukhabarat. Elle notifie :

1. Aucun produit alimentaire, aucune personne, ni aucune machine ne doit atteindre les villages interdits pour raisons de sécurité, et ceux qui ont été inclus dans la deuxième phase de rassemblement des villages. Quiconque le souhaite est autorisé à rejoindre les rangs de la nation. Il est interdit aux proches de contacter ces villageois, sauf si les services de sécurité en sont avertis.
2. La présence de personnes provenant des zones de réimplantation, et qui viennent des villages interdits pour les raisons de sécurité incluses dans la première phase de l'opération (jusqu'au

44. Cette punition collective exemplaire, selon un ancien résident interviewé par le Middle East Watch à Halabja, le 11 juin 1992, a été infligée en réaction à une manifestation antigouvernementale. Environ 1 500 foyers ont été détruits d'après les témoins.

21 juin 1987), est interdite pour les zones comprises dans la deuxième phase⁴⁵.

3. En ce qui concerne la récolte : à partir de cette année, après la fin de l'hiver, soit avant le 15 juillet, l'agriculture ne sera pas autorisée [dans la zone] durant l'approche de l'hiver et les saisons d'été.

4. Il est interdit de prendre du bétail et de le faire pâturer dans ces zones.

5. *Au sein de cette juridiction, les forces armées doivent tuer tout être humain ou animal présent dans ces zones. Ils sont entièrement interdits* (italique ajoutée).

6. Cette décision sera notifiée à toutes les personnes devant être intégrées – dans le cadre de la réimplantation – dans les complexes, et elles seront jugées entièrement responsables si elles la violaient.

Ces ordres ont évidemment été relayés plus tard aux échelons inférieurs de la chaîne de commandement. Ils sont par exemple repris mot pour mot dans une lettre (n° 4754), datée du 8 juin 1987, adressée par l'Amn d'Arbil à tous les bureaux départementaux et locaux.

Trois jours après la directive d'al-Madjid, Radhi Hassan Salman, sous-secrétaire du Commandement du Bureau Nord, publia une série d'instructions à tous les corps de commandement militaire, « destinée à mettre fin à la longue lignée de traîtres des clans, des Barzani aux Talibani, et du Parti communiste qui avait rejoint l'ennemi envahisseur iranien, en vue de lui permettre d'acquérir le territoire appartenant à notre chère patrie ». Salman ordonna une accélération de la préparation au combat, une amélioration du renseignement, un état d'alerte accru parmi toutes les

45. Jusqu'à présent, il apparaît que les deux phases initialement envisagées (21 avril-20 mai, et 21 mai-20 juin) ont fusionné en une seule opération. Dans cet ordre, la deuxième étape est clairement destinée à commencer le 21 juin.

unités, tout en manifestant une certaine inquiétude quant à de nouvelles attaques *peshmergas*, destinées à « couper les chaînes de commandement⁴⁶ ».

Le plus important des documents, toutefois, a été publié le 20 juin 1987. Cette directive a été publiée par le Commandement du Bureau Nord, et portait en outre le cachet du Comité des affaires du Nord du CCR. Portant le nom de code SF/4008, elle amendait et étendait les instructions du 3 juin de façon importante et selon différentes modalités – y compris par une incitation directe au pillage, en violation flagrante avec le droit de la guerre –, et constitue la plus simple déclaration d'une politique de massacres de masse, ordonnée aux niveaux les plus élevés du régime irakien. Si l'on considère les références répétées à cette directive dans des documents officiels sur toute l'année 1988, il apparaît qu'elle est demeurée en vigueur comme ordre permanent pour les forces armées irakiennes et les services de sécurité, durant et après la campagne d'Anfal. Par exemple, une lettre de l'Amn de Suleimanieh datée du 29 octobre 1988 fait référence à la directive comme fondement de « l'exécution de 19 accusés, exécutés par ce directeur en raison de leur présence dans les villages interdits pour cause de sécurité ».

Il est clair que l'exigence d'al-Madjid, à savoir l'exécution sommaire des personnes arrêtées dans les zones interdites, a provoqué une certaine consternation parmi ceux qui étaient chargés d'appliquer ces ordres. Tout au long des années 1987 et 1988, des officiels irakiens de haut rang ont publié un flot constant de déclarations irritées afin de clarifier l'article 5 de la directive SF/40008 – paragraphe concernant les exécutions. Un lettre du Bureau Nord de décembre 1987 se plaignait : « Les agences de sécurité ne devraient pas nous ennuyer avec des demandes concernant l'article 5 », « le sens de la formulation va de soi et ne nécessite l'intervention d'aucune autorité supérieure⁴⁷ ». Des instructions de l'Amn d'Arbil, datées du 22 novembre 1988, insistent sur le fait que l'article 5 doit être « appliqué sans exception ». Le texte complet de la directive SF/40008 est le suivant :

46. Lettre du Commandement du Bureau Nord n° 28/3726, datée du 6 juin 1987 et classifiée « très secret défense et personnel ». Ce document est reproduit dans le « Rapport sur la situation des droits de l'homme en Irak », préparé par M. Max van der Stoep, rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme, conformément à la résolution 1992/71 de la Commission, 19 février 1993, p. 77.

47. Directive n° 855 du Commandement du Bureau Nord, classifiée « confidentiel et personnel au destinataire », 29 décembre 1987.

Le 20 juin 1987,

De la part de : Commandement du Bureau Nord

À l'attention de : Commandement des premier, deuxième et troisième corps⁴⁸.

Objet : *Procédure pour traiter du cas des villages interdits pour des raisons de sécurité*

Considérant le fait que les échéances annoncées pour l'unification de ces villages expirent le 21 juin 1987, nous avons décidé que les actions suivantes devaient être entreprises à compter du 22 juin 1987 :

1. tous les villages dans lesquels seraient trouvés des agents subversifs de l'Iran ou tout traître envers l'Irak doivent être déclarés interdits pour des raisons de sécurité ;

2. ces villages devront être considérés comme des zones opérationnelles strictement interdites à toute personne ou tout animal, et dans lesquels les troupes pourront ouvrir le feu à volonté, sans aucune restriction, sauf instruction contraire du Bureau ;

3. les déplacements depuis et en direction de ces zones, ainsi que l'agriculture et les activités industrielles seront interdits et contrôlés avec attention par toutes les agences compétentes dans leurs domaines respectifs de juridiction ;

4. *les commandants de corps procéderont à des bombardements aléatoires à l'aide de l'artillerie, d'hélicoptères et d'avions, à toutes les heures du jour et de la nuit afin de tuer le maximum de personnes présentes dans ces zones interdites, et nous tiendront informés du résultat ; [italique ajoutée]*

5. *toutes les personnes capturées dans ces villages seront détenues et interrogées par les services de sécurité ; ceux dont l'âge est compris entre 15 et 70 ans seront exécutés, après que toute information utile a été obtenue d'eux, ce dont nous devons être dûment informés ; [italique ajoutée]*

48. Il s'agit seulement d'une des nombreuses copies de la directive SF/4008 adressée aux différentes agences, que le Middle East Watch a trouvée dans les dossiers du gouvernement irakien.

6. ceux qui se rendront aux autorités gouvernementales ou au parti seront interrogés par les agences compétentes pendant une période maximale de trois jours, qui pourra être étendue à dix jours si nécessaire, à condition que nous en soyons avertis. Si les interrogatoires nécessitent plus de temps, une autorisation doit être obtenue de notre part par téléphone, par télégraphe ou par le camarade Taher [Tawfiq] al-Ani ;

7. *tout ce qui est saisi par les mustashars et les troupes des bataillons de défense nationale peut être conservé par eux, à l'exception des armes lourdes, de moyen calibre et des armes montées⁴⁹. Ils peuvent garder les armes légères, en nous avertissant simplement du nombre de ces armes. Les commandants de corps devront rapidement attirer l'attention de tous les mustashars, commandants de compagnies et chefs de section sur ce point, et devront nous fournir des informations détaillées sur leurs activités dans les bataillons de défense nationale.* [italique ajoutée].

Pour information et action dans votre domaine de juridiction.

Merci de nous tenir informés.

[signature]

Camarade

Ali Hassan al-Madjid

Membre du commandement régional, secrétaire général du Bureau Nord

Copie conforme :

Président du Conseil législatif ;

Président du Conseil exécutif ;

Parti de renseignement ;

Chef du personnel général de l'armée ;

Gouverneurs (présidents des comités de sécurité) de Nineveh,

49. En d'autres termes, le Jahsh paramilitaire kurde, dont les rangs ont été grandement augmentés pendant la période qui a immédiatement suivi la nomination d'Ali Hassan al-Madjid, selon une interview avec un ancien *mustashar*, Zakho, le 30 août 1992. Cette clause du décret SF/4008, faisant référence au butin, peut offrir certains signes de la relation entre la campagne à venir et le concept d'Anfal au sens coranique du terme (voir précédemment, p. 63-64). Les documents de l'armée qui examinent la campagne d'Anfal font d'autres références au rôle approuvé du Jahsh dans la confiscation du butin. Voir, ci-après, p. 321.

al-Ta'mim, Salah al-Din, Suleimanieh, Arbil, et Do Huk ;
 Secrétariat de branche des gouvernorats mentionnés ci-dessus ;
 Directeurat général du renseignement militaire (Istikhbarat) ;
 Directeurat général de sécurité (Amn) ;
 Directeurat de sécurité de la région autonome ;
 Services de sécurité de la région du Nord ;
 Services de sécurité de la région de l'Est ;
 Directeurs de sécurité des gouvernorat de Nineveh, al-Ta'min,
 Salah al-Din, Suleimanieh, Arbil, et Dohouk.

Ali Hassan a-Madjid insista évidemment pour contrôler fortement, à titre personnel, les moindres détails de la campagne. Un ordre publié au milieu de l'opération Anfal indique par exemple qu'aucune ville ni aucun village ne devaient être fouillés sans son approbation personnelle expresse⁵⁰. Cependant, la liste des institutions auxquelles sa directive du 20 juin fut envoyée en copie donne la mesure de l'étendue bureaucratique de l'effort entrepris et du grand nombre d'agences civiles, militaires, de sécurité et de partis impliqués dans sa mise en œuvre.

* * *

LA DÉFINITION DES « RANGS DE LA NATION » : LE RECENSEMENT DU 17 OCTOBRE 1987

Après le 20 juin 1987, la campagne de destruction des villages s'est temporairement apaisée. Bien qu'elle ait aussi visé les zones à proximité des routes plus petites s'entrecroisant dans le Kurdistan irakien, son effet le plus frappant a été de déplacer un grand nombre de villages, anciennement contrôlés par le gouvernement, proches de l'autoroute qui va de Mossoul à Arbil, Kirkouk et Tuz Khurmatu, avant de tourner à l'est à travers Kifri, Kalar, Peibaz et Darbandikhan.

50. Lettre n° 3321 du Commandement du Bureau Nord, 6 juillet 1988, citée dans la circulaire de l'Amn de Suleimanieh distribuée à tous les gouvernorats de sécurité (nombre illisible), 16 juillet 1988.

À ce moment-là, la guerre Iran-Irak privait le régime des ressources nécessaires pour poursuivre la campagne. Mais la logique politique et bureaucratique des évacuations de printemps 1987 – ainsi que la logique naissante de l'Anfal – est devenue apparente durant la seconde moitié de l'année. Cela devait provoquer une division profonde entre les « rangs de la nation » et les régions généralement plus montagneuses, contrôlées par les *peshmergas* à l'est et au nord. Telles étaient les « zones interdites » (*manateq al-mahdoureh*), et leurs habitants, quels que soient leur âge et leur sexe, seraient considérés sans exception comme des « saboteurs ».

On leur donnerait cependant une dernière chance pour changer de camp. Comme le déclarait la directive d'al-Madjid du 5 juin, il était encore possible pour les Kurdes de « retourner dans les rangs de la nation » – en d'autres termes, de changer de centre, de ville ou de *mujamma'a*, et de s'aligner sur le régime. Pour suivre de près la façon dont les deux parties, famille par famille, s'alignaient, le régime irakien détenait un instrument idéal, prenant la forme d'un recensement national. Depuis son indépendance, l'Irak avait organisé quatre recensements en un demi-siècle. Les résultats du plus récent, réalisé en 1977, étaient classés « secret ». Destiné à être organisé tous les dix ans, un autre recensement devait avoir lieu en 1987. Il était prévu pour le 17 octobre.

Alors que la date du recensement approchait, les autorités ont insisté à maintes reprises sur l'amélioration des mesures de sécurité et de renseignement pour empêcher tout contact ou mouvement entre les deux parties, autres que ceux définis par le régime. L'Amn d'Arbil ordonnait une vigilance accrue sur les complexes de Benaslawa, Daratou et Kawa Gosek, que tous les villageois avaient réoccupés durant la campagne du printemps 1987⁵¹. L'ordre avait été donné de saisir et de détruire tous les tracteurs, puisqu'ils pouvaient aider les « saboteurs » à contourner le blocus économique des zones interdites. Les propriétaires des tracteurs concernés devaient recevoir « la punition exemplaire maximale⁵² ».

51. La lettre recommande aussi vivement que « les saboteurs soient traités avec fermeté, comme l'ennemi iranien », voir la lettre adressée par l'Amn d'Arbil à tous les gouvernorats n° Sh.S/13295 du 15 octobre 1987, classifiée « secret et ne devant être ouverte que personnellement par le destinataire ».

52. Lettre n° 542, classifiée « secret et confidentiel », et datée du 30 (mois illisible) 1988, du Comité de combat contre les activités hostiles du gouvernorat de Suleimanieh.

Le 6 septembre, Ali Hassan al-Madjid présidait une réunion avec des responsables de haut rang du parti Baath, pour discuter des préparations du recensement. Cas par cas, individu par individu, la composition des deux parties devait être définie de façon aussi juridique que possible. « Des individus subversifs se repentant étaient autorisés à retourner au bercail le jour même du recensement ». De tels retours ne seront toutefois pas acceptés après le 17 octobre, « même si les personnes concernées rendaient leurs armes ». En même temps, al-Madjid considérait comme inacceptable que les familles des saboteurs impénitents demeurent dans les zones contrôlées par le gouvernement. Ces personnes allaient être physiquement enlevées et forcées de rejoindre leurs semblables, saboteurs, dans les zones interdites.

Cette politique générale est restée en vigueur pendant au moins deux ans⁵³. Puis, al-Madjid demanda un inventaire complet des cas similaires aux comités de sécurité de chacun des gouvernorats du Nord. Cette liste allait lui parvenir le 15 septembre. Dès qu'elle serait établie, « les familles concernées devaient être expulsées vers les régions où se trouvent leurs proches subversifs, à la seule exception des mâles âgés entre 12 et 50 ans compris, et devaient y être incarcérées⁵⁴ ».

53. Ceci est mentionné, par exemple, dans une lettre du bureau spécial du chef du personnel militaire du deuxième corps d'armée, numérotée RAJ/1/13/1/5033, datée du 14 juin 1985 ; ordre n° 4087 du 22 décembre 1986 du comité de sécurité du gouvernorat d'Arbil ; et dans le communiqué n° 4151 du Comité des affaires du Nord du CCR, daté du 15 juin 1987.

54. La seule exception était celle des « familles qui comprennent des martyrs (à savoir une personne tuée sur le champ de bataille), des personnes disparues, des prisonniers, des soldats ou des combattants dans les bataillons de défense nationale (Jahsh). Dans ces cas, seule la mère devait être expulsée, ainsi que tout fils subversif ». Le résumé des conclusions du rassemblement du 6 septembre se trouve dans un dossier, référencé 4350, daté du 7 septembre 1987, et envoyé par le Bureau Nord à tous les Comités de défense régionaux. Ces instructions ont de toute évidence été très largement distribuées. Le Middle East Watch a également trouvé une deuxième version de ce document, sous la forme d'une lettre numérotée 2/237, classifiée « secret, urgent et immédiat », datée du 19 septembre 1987, qui a été envoyée par le comité de sécurité du district de Shaqlawa à un certain nombre de partis locaux et de services de police. Bien qu'identique à d'autres égards à l'autre version, elle définit l'âge de ceux qui doivent être détenus comme compris entre « 17 et 50 ans ». Quelle qu'ait été, en définitive, la définition de l'âge minimal – 12, 15 ou 17 ans –, il ressort des témoignages des survivants que ceux qui seront tués pendant l'Anfal dépendaient moins de leur certificat de naissance que d'un examen rapide, à vue d'œil, des prisonniers. Voir plus bas p. 244.

Les agences locales de sécurité semblèrent avoir coopéré avec enthousiasme. Le Middle East Watch a, par exemple, examiné des douzaines d'ordres d'expulsion individuelle émanant de l'Amn d'Arbil pendant la période précédant le recensement. Un cas typique de ces ordres, mi-septembre 1987, donne les noms complets, adresses, dates de naissance et numéros de permis de résidence de quatre-vingts femmes, enfants et vieux âgés de 51 à 89 ans, arrachés à leurs maisons pour être sommairement expulsés vers « ces régions où se trouvent les saboteurs⁵⁵ ». Un seul proche de sexe masculin, et né en 1949, est mentionné comme ayant été détenu « pour recevoir une sentence adaptée ».

Le plus frappant de tout, est que le Commandement du Bureau Nord a ordonné ce qui suit :

« Un grand nombre de séminaires et de réunions administratives devront être organisés pour discuter de l'importance du recensement général, prévu pour le 17 octobre 1987. Il devra être clairement mis en évidence que toute personne qui ne participera pas au recensement, sans excuse valable, perdra sa citoyenneté irakienne. Ces personnes seront également considérées comme des déserteurs de l'armée et pourront, à ce titre, être soumises aux conditions définies dans le décret du Conseil de commandement révolutionnaire n° 677 du 26 août 1987. »

L'importance de cette disposition peut difficilement être exagérée, car le décret 677 du CCR stipule que, « la peine de mort sera appliquée par les organisations du parti, après une juste vérification, à tout déserteur arrêté, si la période de sa fuite ou délinquance excède un an, ou s'il a perpétré le crime de désertion plus d'une fois⁵⁶ ». Ne pas être enregistré dans le cadre du recensement de 1987 pouvait, en

55. Amn d'Arbil au Directoire de la police d'Arbil, lettres n° 9475 et 9478, 16 et 17 septembre 1987, classifiées « secret ». Les 44 familles sont divisées comme suit : agents de l'Iran (UPK) – : 22 traîtres (PDK) – : 7 ; parti communiste traître – : 8 ; parti socialiste – : 3 ; affiliation inconnue – : 4.

56. Le décret du CCR n° 10 du 3 janvier 1988 modifie certains aspects du décret 677, mais maintient cette disposition intacte. Tous deux ont été signés par Saddam Hussein en tant que président du Conseil de commandement révolutionnaire. Deux commentaires supplémentaires sont pertinents ici. Premièrement, le recensement a donné au régime un moyen de détecter les déserteurs, problème perpétuel de l'armée irakienne. Deuxième point, plus important : il précise que les exécutions des déserteurs devront être effectuées par des agents du parti Baath lui-même – indice, peut-être, de l'identité des bourreaux pendant la campagne d'Anfal.

d'autres termes, revenir en soi à la peine de mort.

Les résultats du recensement de 1987 n'ont jamais été divulgués. Les employés du bureau de recensement de Suleimanieh ont dit au Middle East Watch avoir estimé à 70 % seulement la précision des résultats ; c'est sans aucun doute parce que de grandes étendues du Kurdistan irakien, ainsi que les marais rebelles du Sud ne pouvaient pas y être inclus. La plupart des résidents des « zones interdites » ont choisi de rester là où ils étaient ; certains, en particulier ceux issus des zones les plus éloignées de la région de Badinan, ont dit qu'ils n'avaient jamais su que le recensement avait lieu, malgré une campagne vigoureuse menée par les radios et télévisions publiques.

Les instructions ont été relativement différentes de celles des cinq recensements précédents. La radio officielle a annoncé que ceux qui ne seraient pas inclus dans le recensement ne seraient plus considérés comme citoyens irakiens ; ils cesseraient d'être éligibles à des postes de l'administration publique et au rationnement alimentaire. Seules deux options étaient offertes : on pouvait se déclarer soit arabe, soit kurde – aucune autre alternative. Les lignes ethniques ont été dessinées avec une grande rigidité. Un certain nombre de documents officiels de 1988 à 1989 ont transmis les ordres de Saddam Hussein et d'Ali Hassan al-Madjid, notant que tout citoyen pouvait devenir arabe par simple demande écrite. Par opposition, quiconque souhaitait être considéré comme kurde verrait sa maison détruite et serait sujet à la déportation vers la région autonome.

Les gens ne pouvaient être comptés que s'ils allaient eux-mêmes vers les recenseurs. Pour toute personne vivant dans une zone interdite, cela signifiait qu'elle devait abandonner sa maison. Être inclus dans le recensement impliquait d'être enregistré comme habitant d'une ville contrôlée par le gouvernement ou une *mujamma'a*. (Le seul espoir d'échapper à ce règlement était de corrompre un officiel – moyen de survie consacré qui continua d'être utilisé même pendant l'Anfal.) Les villages qui avaient été détruits au cours des opérations militaires précédentes – la campagne d'arabisation de 1975, le nettoyage des frontières à la fin des années 1970, ou la campagne de printemps 1987 – n'existaient plus pour le gouvernement de Bagdad. Certains habitants de la zone frontalière étaient retournés illégalement dans leur maison pour reconstruire, mais le recensement ne les comptait pas. Ceux qui restaient étaient maintenant dans des complexes.

Indiquant partiellement l'échelle de cette exclusion, les statisticiens du gouvernement ont fourni au Middle East Watch des chiffres concernant Suleimanieh, un des quatre gouvernorats de la région autonome du Kurdistan irakien. Le recensement de 1977 avait compté 1 877 villages à Suleimanieh ; au

moment du recensement de 1987, ce nombre avait chuté à 186. Presque 1 700 villages avaient ainsi disparu de la carte officielle. Parmi eux, plusieurs centaines avaient été détruits pendant les nettoyages frontaliers des années 1970, et au cours des différentes étapes de la guerre contre l'Iran. La plupart de leurs habitants s'étaient réinstallés dans neuf complexes, qui ont été également listés dans le recensement de 1987. Les villages restants n'ont simplement pas été comptés, parce qu'ils étaient désormais situés dans les « zones interdites » sous l'influence des *peshmergas*.

Une fois le dénombrement de la population établi, les conséquences du non-enregistrement sont devenues rapidement apparentes. Les bombardements et les raids aériens, notamment, se sont intensifiés. Lorsque les familles allaient dans les villes les plus proches pour chercher leur rationnement alimentaire, rapportait un villageois habitant aux environs de Qara Dagh, on leur disait qu'ils pouvaient l'oublier. « Vous êtes des Iraniens », dit un officiel, « allez voir les Iraniens pour leur demander vos rations alimentaires⁵⁷ ». La même observation valait pour les contrats de mariage et les permis officiels, nécessaires pour d'autres transactions civiles.

Le 18 octobre, le lendemain du recensement, Taher Tawfiq, secrétaire du Comité des affaires du Nord du CCR, publia un mémorandum sévère à l'attention de tous les comités de sécurité du Kurdistan, rappelant que l'inspection aérienne s'assurerait du fait que la directive n° 4008 du 20 juin était appliquée « à la lettre ». Tout comité qui ne parviendrait pas à obéir serait « pleinement responsable devant le camarade chef de bureau », c'est-à-dire Ali Hassan al-Madjid⁵⁸. Plusieurs autres documents datant de la fin de l'année 1987 insistent, sur un ton particulièrement irrité, sur le fait que le paragraphe 5 (mandatant l'exécution sommaire après interrogatoire) ne nécessite pas l'autorisation d'une autorité supérieure sur une base individuelle. Le Bureau Nord ne devait plus être troublé par ces demandes, puisque le règlement était explicite.

Le blocus du Nord devint désormais plus systématique. Le 29 septembre, al-

57. Interview du Middle East Watch, complexe de Naser, 28 juillet 1992. L'existence d'un système alimentaire subventionné était un élément clé de l'économie nationale pendant la guerre Iran-Irak, moyen significatif de contrôle politique pour le régime.

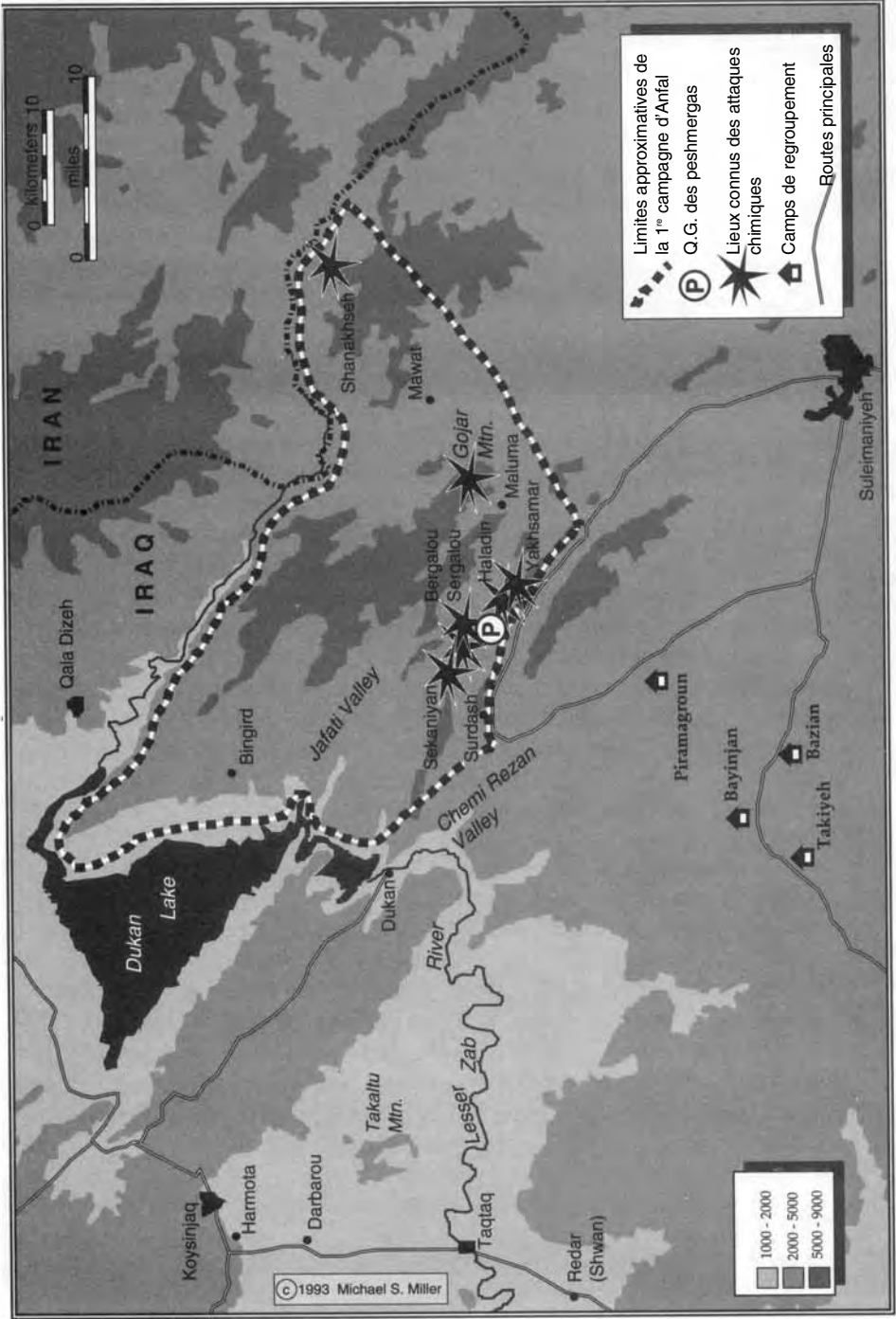
58. La lettre 1216, datée du 18 octobre 1987, classée « secret et confidentiel » du Bureau de commandement du Nord à tous les Comités et Directoires de sécurité dans le gouvernement de la zone autonome et les gouvernements de Diyala et Salah al-Din.

Madjid accepta une série de propositions nouvelles et sévères, formulées par le comité *ad hoc*, dirigé par Taher Tawfiq, et comprenant Khaled Muhammad Abbas, chef du secteur Est de l'Istikhbarat, Fahrhan Mutlaq Saleh, chef du secteur Nord de l'Istikhbarat, et Abd-al-Rahman Aziz Hussein, directeur de l'Amn pour la région autonome. Le groupe se plaignait du fait que la nourriture, l'essence et d'autres livraisons passaient encore entre les mains des « saboteurs ». Par conséquent, la sécurité serait accrue aux points de contrôle ; de nombreuses épiceries en ville seraient fermées ; la police secrète contrôlerait les stocks dans tous les restaurants, les boulangeries et les cafés ; et une interdiction stricte de toute vente de produits agricoles dans les zones interdites serait imposée. Les rations alimentaires seraient ramenées au minimum nécessaire pour la survie d'un homme. La loyauté de toutes les personnes travaillant dans le secteur de la distribution alimentaire serait évaluée⁵⁹.

Placés sous ce régime rigoureux, les habitants des zones interdites ont lutté pour survivre. Pendant les huit premiers mois où Ali Hassan al-Madjid commença à exercer ses fonctions, les travaux préparatoires à une « solution finale » au problème kurde en Irak furent mis au point. Sa logique était claire, et sa chaîne de commandement mise en place. Les événements de 1987 n'étaient que des « étapes préliminaires », expliqua un ancien officier de l'Istikhbarat, « du fait que la guerre continuait. Le gouvernement irakien n'était pas assez fort et de nombreuses troupes étaient mobilisées par le front. Ils ont ajourné la colère et la haine dans leurs cœurs » – mais seulement jusqu'au début de l'année 1988, quand la principale offensive d'hiver, appréhendée par Bagdad, ne s'est pas matérialisée, et que la chance de l'Iran sur les champs de bataille a commencé à tourner.

59. Une copie des découvertes du comité de Tawfiq sur le blocus a été trouvée jointe à une lettre du dirigeant de la section économique du ministère de l'Intérieur, Arbil, référence n° 248, datée du 14 novembre 1987.

Premier Anfal : 23 février-19 mars 1988



- - - - - Limites approximatives de la 1^{re} campagne d'Anfal
 (P) Q.G. des peshmergas
 * Lieux connus des attaques chimiques
 🏠 Camps de regroupement
 — Routes principales

1000 - 2000
 2000 - 5000
 5000 - 9000

© 1993 Michael S. Miller

PREMIÈRE PHASE D'ANFAL
LE SIÈGE DE SERGALOU ET BERGALOU
23 FÉVRIER-19 MARS 1988

*« I will, with engines never exercised,
 Conquer, sack and utterly consume
 Your cities and your golden palaces,
 And with the flames that beat against the clouds
 Incense the heavens and make the stars to melt,
 As if they were the tears of Mahomet
 For hot consumption of his country's pride. »*

Marlowe, *Tamburlaine the Great*, première partie (IV, i).

« C'était comme le jour du jugement dernier ; vous étiez devant Dieu. »

Survivant de l'attaque au gaz toxique sur

Halabja, le 16 mars 1988.

Le centre nerveux de l'Union patriotique du Kurdistan de Djalal Talabani se trouvait loin dans les montagnes du gouvernorat de Suleimanieh, dans le sud-ouest du Kurdistan irakien. Les établissements les plus importants de l'organisation étaient situés ici, dans la vallée longue et étroite de Djafati, appelée ainsi parce que ses habitants appartenaient à l'importante tribu des Djaf. Le commandement suprême de l'UPK avait installé ses quartiers généraux dans le petit village de Yakhsamar. Berlagou (« la vallée inférieure »), une installation temporaire, hébergeait la station de radio de l'UPK et son principal hôpital de campagne. Le commandant adjoint de Talibani, Naywshirwan Mustafa Amin, s'était également installé ici, et en l'absence de Talabani à l'étranger, c'est lui qui commandait l'UPK pendant l'Anfal. La ville voisine de Sergalou (« la vallée supérieure ») hébergeait le deuxième *malband* de l'UPK, ou commandement régional, responsable des opérations des *peshmergas* dans le gouvernorat de Kirkouk. D'autres villages, comme Maluma et Zewa, servaient de liaisons complémentaires et importantes dans la chaîne de commandement.

Sergalou était un village, presque une petite ville, composé de quelque 500 ménages (3 500 personnes), et situé à une demi-heure en voiture de la *nahya* voisine de Surdash ; le trajet empruntait des routes de graviers praticables par tous les temps. Bien que les maisons soient faites de torchis et de pierres, elles pouvaient se

glorifier de sols de ciment, et presque chaque maison avait sa propre alimentation en eau de source. Situé à une heure de marche plus loin, le village d'Haladin, assez grand lui aussi, composé de quelque 350 ménages et entouré de vignes, hébergeait un contingent supplémentaire de combattants de l'UPK. « [La vallée] était aussi importante pour les *peshmergas* que l'était Bagdad pour le gouvernement », disait un commerçant du coin¹.

Bordée de montagnes raides, il s'agissait d'une forteresse de guérilla classique, protégée par un terrain difficile. Mais elle avait aussi un caractère stratégique, puisqu'elle était située à quelques kilomètres à l'est du barrage de Dukan et de la centrale hydroélectrique, à la source du lac portant le même nom – importante source d'électricité pour les villes de Suleimanieh et de Kirkouk². S'emparer du barrage de Dukan était crucial, dans les plans de l'UPK, pour libérer les grandes étendues du Kurdistan selon un programme accéléré. L'objectif était de prendre les villes de Ranya, Koysinjaq et Qala Dizeh (voir la carte, p. 124), encerclant ainsi le lac, et établissant une nouvelle ligne de front le long de la chaîne de montagnes du Sultan Haibat, entre Koysinjaq et le littoral occidental. Mais ce plan, qui était prêt à l'exécution en février 1988, n'a pas été mis en œuvre.

Depuis 1985 et l'échec des négociations entre l'UPK et le gouvernement irakien, l'ensemble de la vallée de Djafati a été rayé en rouge et défini comme « zone interdite ». Des attaques lancées par l'aviation et l'artillerie se sont fréquemment produites, avec des bombardements quasi quotidiens. Cependant, les quartiers généraux de l'UPK étaient bien défendus ; tous les hommes et même certaines femmes de Sergalou, Yakhsamar et Haladin étaient organisés en forces d'autodéfense armées. Les points de contrôle du gouvernement sur les routes environnantes ont été relativement inefficaces en ce qui concerne l'imposition du blocus économique.

Les armes chimiques utilisées pour démoraliser les troupes iraniennes sont également entrées en jeu, à maintes reprises, contre la redoute de l'UPK, au cours de l'été précédent. Pendant une heure, dans l'après-midi du 8 juin 1987, des obus chi-

1. Interview du Middle East Watch avec un ancien habitant d'Haladin, Hakim Mahmoud Ahmad, complexe de Piraagroun, 27 juillet 1992.

2. L'UPK, avec le Parti communiste irakien, le Parti socialiste du Kurdistan et un certain nombre d'autres partis iraniens, s'était précédemment basée à Nawzeng, « la Vallée des Partis », à quelque distance au nord. Voir Van Bruinessen, *Agha, Shaikh and the State*, *op. cit.*, p. 39. Mais ils en ont été chassés en 1983, lorsque l'armée iranienne attaqua, et que les Irakiens s'avancèrent pour reprendre le contrôle de la zone. La vallée de Djafati hébergeait des contingents du PDK iranien et des parties Komala, outre ceux de l'UPK.

miques – appelés *rajimas* et tirés à partir d'un lance-roquettes, monté sur un camion – ont plu sur Bergalou, Haladin et le village voisin de Sekaniyan (« Les trois printemps »). Les *rajimas* ont, dès lors, été constamment présents dans la vie des villageois, et ce pendant des mois, bien que le nombre de victimes semble avoir été limité. Un paysan a dit au Middle East Watch que cela était dû, en particulier, à la présence de montagnes élevées, à la couverture que forme la densité des arbres, et à la disponibilité d'abris naturels, mais aussi, en partie, à l'imprécision notoire des tireurs irakiens. C'est à Haladin qu'il y a eu les plus graves victimes ; un bombardement y a frappé une maison, tuant un homme nommé Yasin Abd-al-Rahman et six membres de sa famille. Par ailleurs, les bombardements de gaz ont provoqué des pleurs et des troubles respiratoires. Des attaques chimiques, menées ultérieurement, ont produit des symptômes supplémentaires, dont des cloques et des brûlures. Ceux qui sont morts ont péri, pris de frissons, en l'espace d'une heure d'exposition aux gaz chimiques ; d'autres se comportaient comme s'ils étaient dérangés et trébuchaient en riant de façon hystérique³.

Les forces irakiennes de l'air ont également attaqué la vallée, à plusieurs reprises. Auparavant, les opérations aériennes d'harcèlement étaient restreintes aux hélicoptères. Mais les Iraniens avaient depuis fourni à l'UPK des missiles anti-aériens tenant les hélicoptères irakiens en échec, ce qui avait provoqué le recours à l'aviation. Parfois, les attaques ont été menées par de petits avions Pilatus conçus en Suisse, plus communément utilisés pour l'entraînement ou pour pulvériser les récoltes. À d'autres occasions, des bombardiers-chasseurs supersoniques Sukhoi fabriqués par les Soviétiques ont pris part aux attaques, auxquelles se sont joints quinze à vingt avions. Dans un premier temps, les raids n'utilisaient que des armes conventionnelles, mais le 15 avril, et à nouveau en juillet, les avions de guerre ont également lâché des bombes chimiques. Dispersés par la brise, les gaz ont, principalement, eu pour effet de provoquer une cécité temporaire, durant approximativement deux semaines. Mais ils ont également tué un certain nombre d'individus, dont la plupart étaient des civils. À partir de l'été 1987, les *peshmergas* ont reçu des masques à gaz, donnés par les Iraniens, et chaque division, ou *teep*, avait son propre officier expert en défense contre les armes chimiques. Mais les villageois ordinaires devaient se défendre contre les gaz portés par le vent du mieux qu'ils pouvaient, en s'échappant vers des territoires plus élevés, en couvrant leur visage avec des vêtements humides, comme les médecins *peshmergas* formés par les Iraniens le leur avaient

3. À nouveau, ces symptômes suggèrent que des agents neurotoxiques tels que le Sarin ont ici été utilisés.

recommandé, ou en allumant des feux dans les grottes et abris souterrains où ils cherchaient refuge⁴.

* * *

À la fin janvier et en février 1988, un grand nombre de rapports des services de renseignements de l'Amn de Suleimanieh et du premier corps d'armée irakien ont révélé que des actions conjointes étaient projetées par les « agents de l'Iran » (Umala Iran) et le régime de Téhéran. Selon l'Amn, des « mercenaires », issus des rangs des gardes révolutionnaires iraniens, opéraient en dehors des campements de l'UPK en « menant des missions de surveillance en direction du gouvernorat d'al-Ta'mim » – en d'autres termes, à l'est des champs de pétrole de Kirkouk. Le premier *malband*, basé à Qara Dagh, « facilitait l'entrée des gardes de Khomeini depuis le secteur de Darbandikhan ». Le 1^{er} février, la branche du parti Baath de Qara Dagh informa l'Amn que « les ennemis iraniens planifiaient d'aider les saboteurs » en attaquant un certain nombre de cibles – dont la ville kurde assez importante d'Halabja. Le 8 février, le rapport d'un informateur secret exposa à l'Amn l'état de préparation de l'ennemi. Il notait que Djalal Talabani, lui-même, était hors du pays. « Le nombre de saboteurs dans Sergalou/Bergalou », continuait-il, « est compris entre 600 et 800⁵ ».

4. La confirmation de l'intention du régime irakien à utiliser des armes chimiques et du fait que les *peshmergas* avaient obtenu des masques à gaz est contenue dans un document des archives volées en Irak. Il s'agit d'un télégramme classifié « secret et urgent », qui provient du chef de bataillon Sa'di Mahmoud Hussein, commandant du district de Zakho, daté du 22/06 (l'année est omise, mais d'après le contexte, c'est presque certainement 1987), référence n° AS/3/4181, et adressé au « commandant 5A° ». Il dispose :

« En référence à la lettre du commandement de la 38^e force, secrète et urgente, n° 14665, du 20/06, nous avons appris les faits suivants : 4 000 masques à gaz sont arrivés à la première branche des descendants de la trahison [c'est-à-dire le PDK] afin qu'ils se protègent des attaques de gaz toxique ; les saboteurs vont les porter quand nous utiliserons des matériaux chimiques pour attaquer leurs centres. Vérifiez s'il vous plaît l'exactitude de ces informations et prenez toutes les mesures nécessaires. »

5. Ces notes sont tirées d'une longue série de télégrammes secrets concernant les conditions dans les zones de Sergalou et Qara Dagh, envoyés par l'Amn de Suleimanieh au Directoire de sécurité de la région autonome. Les télégrammes sont datés du 25 janvier au 19 mars 1988.

Bien que l'UPK soit rôdée aux attaques constantes, elle semble ne pas avoir été préparée à l'intensité de l'attaque déclenchée plus tard. Peut-être, les *peshmergas* avaient-ils surestimé le degré d'attachement psychologique du régime irakien à la guerre contre l'Iran. Mais ils comprirent rapidement ce qu'il en était quand l'armée commença à faire le siège de la vallée de Djafati. En cas de succès, l'UPK ne serait pas seulement décapitée ; cela prouverait également, avec un effet psychologique dévastateur, que le régime pouvait prendre l'avantage sur les *peshmergas* dès lors qu'il le décidait, sur n'importe quel terrain.

Aux environs de 1 h 30 ou 2 h 00 du matin, le 23 février, les habitants de Yakhsamar, Sergalou et Bergalou se sont réveillés dans l'obscurité et la pluie, au son des bombardements des *rajimas*. Bien qu'il n'y ait pas de preuve significative attestant que l'armée irakienne utilisait déjà le mot d'« Anfal » pour désigner ses opérations, ces tirs d'artillerie peuvent être considérés comme les premiers tirs de la campagne d'Anfal⁶.

Il est clair que le régime accorda, dès le début, une importance particulière à la nouvelle campagne. Un ordre du ministre irakien de la Défense, signé le 23 février, fait circuler, par exemple, un décret du Conseil de commandement révolutionnaire, selon lequel ceux qui tomberont dans la bataille à venir contre les « saboteurs » et dans les campagnes concomitantes de « purification » des villages devront être vénérés comme des « martyrs de la glorieuse bataille de la *Qadissiyah* de Saddam » – c'est-à-dire de la guerre contre l'Iran⁷.

Au lever du jour, le 23 février, les forces terrestres du gouvernement ont attaqué de tous côtés. « L'armée qui a tenu le siège devant les quartiers généraux était tellement grande que l'on aurait dit un fossé qui séparait la zone du reste du Kurdistan, » se rappelle un *peshmerga* qui était à Sergalou pendant cette période⁸. La ligne de front s'étendait sur soixante-cinq kilomètres, depuis Bingird, sur le flan est du lac, jusqu'à Dukan, et ainsi jusqu'à Suleimanieh et les villes de Mawat et Chwarta. L'UPK a tenu plus de trois semaines, bien que l'assaut impliquât l'armée, les forces

6. Plusieurs dates ont été données au Middle East Watch en ce qui concerne le début de la campagne de Sergalou, variant entre le 22 et le 26 février 1988 ; selon l'ordre du ministre de la Défense cité ici, il semble évident que la date correcte soit celle du 23 février. Dans les entretiens de terrain, les combattants *peshmergas* et les villageois ordinaires pouvaient avoir des avis très différents dès lors qu'il s'agissait de retrouver des dates, même pour les événements les plus importants.

7. Circulaire du département juridique du ministère de la Défense au ministère de l'Intérieur, n° Q2/236/6300, datée du 23 février 1988.

8. Interview du Middle East Watch, Goktapa, 2 juin 1992.

aériennes et les gardes républicaines d'élite, qui n'ont apparemment été employées que pendant les phases initiales de l'Anfal⁹. La cible des forces armées n'était pas seulement l'UPK, mais tous les villages de la vallée, soit vingt-cinq à trente villages¹⁰. Selon d'autres sources de l'UPK, entre 200 et 250 personnes ont été tuées au cours du siège, dont la plupart étaient des *peshmergas* actifs. Tant que les *peshmergas* ont résisté, les villageois se sont cachés dans les grottes voisines. Mais au début du mois de mars, les villages ont commencé à tomber les uns après les autres, car des chars et des véhicules blindés perçaient à travers les lignes de défense de l'UPK. Les habitants ont fui, la plupart en direction de l'Iran. Après leur départ, les forces du Génie militaire sont arrivées avec des bulldozers et ont rasé leurs villages.

Enveloppant la vallée de Djafati de trois côtés, l'armée laissa une route de secours ouverte à l'est, à la frontière iranienne, d'une vingtaine de kilomètres, alors que la foule fuyait Sergalou à travers la montagne. Selon les rapports des renseignements officiels, au 25 février, l'UPK avait ouvert au moins deux routes accidentées à la frontière, avec l'assistance de l'Iran¹¹. À ce stade, il semble que les forces gouvernementales n'aient pas essayé de retenir ceux qui fuyaient par les montagnes enneigées vers l'Iran. Les disparitions de masse n'étaient pas encore devenues politique officielle.

L'armée a offert à certains survivants un choix explicite, relayé par un avertissement : « Vous êtes libre de rester ou de partir », ont-ils dit à une femme du village de Maluma, « mais nous ne serons pas responsables si vous choisissez de rester.

9. La Garde nationale a commencé à prendre vie en tant que force paramilitaire sur laquelle on pouvait politiquement compter, composée de trois brigades du district de Tikrit du président Saddam Hussein. Avec le temps, elle s'est agrandie en corps d'élite lourdement mécanisé, fort de vingt-cinq divisions. Il est facile de reconnaître les troupes de la garde républicaine sur le terrain en raison de leur uniforme de camouflage et de leur écusson.

10. Ce chiffre a été fourni par Aras Talabani, un haut responsable de l'UPK, et neveu du chef de parti Djafal Talabani. Interview du Middle East Watch, Zakho, 12 avril 1992.

11. Rapport secret, signé par le « colonel de sécurité », adressé par Amn de Suleimanieh à l'Amn de la région autonome, n° 4610, 25 février 1988.

Vous pouvez être tuée ou être victime d'attaques chimiques¹² ». Il ne s'agissait pas là d'une simple menace puisque des armes chimiques ont été utilisées, à maintes reprises, pendant le premier Anfal.

La majorité des *peshmergas* armés ont réussi à se retirer de façon relativement ordonnée, avec, à l'esprit, l'idée de redéployer leurs forces plus loin au sud, dans la grande plaine montagneuse connue sous le nom de Germian. Mais leur chemin a été barré par des troupes gouvernementales, et ils ont été contraints de tourner vers la forteresse de Qandil au nord, à la frontière entre l'Iran et l'Irak, près d'Haj Omran. D'autres ont fui vers les prairies au bord du lac de Dukan, où ils se sont défendus jusqu'à la dernière munition. Les survivants, trempés, ont rejoint l'Iran. D'autres ont formé une nouvelle base temporaire dans le village de Shanakhseh, jusqu'à ce qu'ils soient eux aussi frappés par des armes chimiques le 22 mars.

Ce matin-là, l'aviation irakienne a survolé les lieux et lâché des ballons. Six avions sont revenus et ont lâché des bombes. « La zone était pleine de *peshmergas* et de familles qui fuyaient », disait un combattant qui se trouvait sur place. « Il y avait des milliers de gens, dont beaucoup vivaient sous des tentes. J'ai moi-même été blessé, mon visage est devenu noir et ma peau me faisait mal. J'avais du mal à respirer. Mais ce n'étaient que des symptômes bénins ; d'autres personnes qui avaient été plus proches du point d'impact avaient de graves cloques. Certains souffraient, ayant les testicules enflés. » Un commandant local de l'UPK estimait que 28 personnes étaient mortes, et 33 blessées, la plupart étant des familles de *peshmergas*. Selon d'autres sources, les chiffres seraient moins élevés. Certains morts étaient des civils, déjà épuisés par leur tentative de traverser les montagnes vers l'Iran¹³.

* * *

Étant donné l'intensité de cette nouvelle campagne, bientôt connue sous le nom d'Anfal, les *peshmergas* ont réalisé qu'ils ne pouvaient vraiment protéger les civils ; ils ont dit aux villageois qu'ils devaient saisir seuls leurs chances. À cette étape, alors que la direction de l'UPK restait relativement intacte et que des avertissements fréquents étaient diffusés sur les ondes de la radio clandestine des *peshmergas*, les civils semblaient avoir été bien avisés des dangers auxquels ils faisaient face.

12. Interview du Middle East Watch avec une ancienne résidente de Maluma (Nahya Mawat), complexe de Bayinjan, Suleimanieh, 18 mai 1992.

13. Interviews du Middle East Watch, Zakho, 14 mars 6 avril 1993.

Cela a permis, conjointement avec la décision de l'armée de laisser une route d'échappatoire et de sauver un nombre considérable de vies. Mais alors que l'Anfal se répandait dans d'autres zones, il devint beaucoup plus difficile de prévenir les civils. Après le siège de l'UPK, les *peshmergas* ont commencé à comprendre le cours que prendrait la campagne. Mais ils ne pouvaient rien y faire, ou presque.

La plupart des villageois de la vallée de Djafati ont survécu. Alors que certains ont fui vers la ville de Suleimanieh, la majorité s'est dirigée vers l'Iran, à travers le no man's land bordant la frontière ; il s'agissait du premier exode massif de réfugiés depuis l'écrasement de la révolte dirigée par Barzani, trente ans plus tôt. Mais cela se produisait au mois de mars, et le rude hiver kurde n'était pas terminé.

« Nous avons laissé derrière nous tous nos biens accumulés sur près de quinze ans », dit un villageois d'âge moyen de Sergalou. « Les gens se sont déplacés comme des troupeaux de bétail paniqués, à travers les montagnes, en direction de l'Iran. Il pleuvait. Des avions de guerre planaient au-dessus de leurs têtes... Six personnes sont mortes de froid en chemin, ainsi que trente autres venant d'autres villages de la même vallée¹⁴. »

« Les gens couraient et perdaient leurs chaussures, » disait une femme de cinquante-sept ans du village de Qara Chatan. « Il y avait beaucoup de neige. Nous tremblions de froid¹⁵. » Les personnes accompagnées d'enfants ont tout particulièrement souffert, car elles ne pouvaient se déplacer aussi rapidement. L'incident le plus tragique concerna un groupe de personnes parvenu jusqu'à Kanitou, village ruiné situé au nord de Sergalou, et qui avait été évacué pendant les nettoyages frontaliers de 1978. Des *peshmergas* de plusieurs partis étaient présents à Kanitou, mais ils se sont querellés. Dans la confusion, un grand groupe de villageois en fuite a essayé de traverser les hauts pics enneigés en direction de l'Iran. Mais ils sont partis trop tard dans la journée et l'obscurité les a rattrapés, alors qu'ils se trouvaient toujours à plusieurs heures d'un lieu sûr. Au moins 80 d'entre eux sont morts de froid ; selon une autre estimation, ils étaient peut-être même 160¹⁶.

14. Entretien du Middle East Watch, Piramagroun, 30 juillet 1992.

15. Entretien du Middle East Watch, Piramagroun, 27 juillet 1992.

16. Le chiffre le plus bas était avancé par d'anciens officiels de l'UPK ; les estimations les plus élevées ont été faites par les villageois interrogés par le Middle East Watch.

Bien que le siège de la vallée de Djafati n'ait pas été accompagné de disparitions de masse, des villageois du premier théâtre de l'Anfal ont quand même disparu fin avril, plusieurs semaines après que les villes de Sergalou et Bergalou sont tombées. Un fermier d'Haladin a dit au Middle East Watch qu'après trois jours de fuite, sa famille a trouvé refuge à la frontière, dans des tentes fournies par des Kurdes iraniens compatissants. « Ils sont restés ici un mois, » se souvenait-il. « Alors, l'armée est arrivée à la frontière et a arrêté tous ces gens, y compris toute ma famille. C'était le 20 avril. L'armée a déployé des troupes par hélicoptère. Il y avait une mauvaise tempête de neige et les gens étaient épuisés. » Le jeune homme a perdu neuf de ses parents ce jour-là. Il y avait parmi eux sa mère, trois de ses sœurs – deux d'entre elles étant enceintes – et trois nièces de moins de six ans. Le témoin s'est échappé en Iran ; seul son père, un homme de plus de cinquante ans, a été revu en vie¹⁷.

D'autres ayant fui le siège des quartiers généraux de l'UPK ont disparu différemment. Trois frères de Sergalou ont retraversé la frontière vers l'Irak, après avoir passé deux mois en Iran, car ils avaient entendu de fausses rumeurs d'amnistie pour ceux qui s'étaient rendus¹⁸. Ils se sont rendus au *mustashar*, dans un complexe nommé Sengasar et situé à l'extérieur de la ville de Chermaga. Mais l'homme les a livrés au gouvernement et ils n'ont jamais été revus. De même, un groupe de quinze déserteurs de l'armée, qui se cachaient dans les montagnes depuis plusieurs semaines, se sont rendus au *mustashar* du village de Chermaga. Le *mustashar* avait donné à la famille de l'un d'entre eux sa parole d'honneur que personne ne serait blessé. Mais ces jeunes hommes ont également disparu sous la garde de l'Amn de Suleimanieh. Ces fausses amnisties et promesses trahies se renouvelleront dans les étapes suivantes de la campagne d'Anfal.

* * *

17. Entretien du Middle East Watch, complexe de Piramagroun, 27 juillet 1992.

18. Les décrets d'amnistie ont longtemps été une des tactiques préférées du régime Baath. Cependant, il était vital pour les citoyens de savoir s'ils avaient affaire à une véritable armistice annoncée par la voie de canaux officiels. La rumeur d'une amnistie pouvait avoir des effets désastreux ; les civils et les *peshmergas* en fuite étaient souvent entraînés dans les pièges du gouvernement pendant la campagne d'Anfal, par de fausses propositions d'amnistie, locale ou générale. Une véritable amnistie n'a été proposée qu'après le 6 septembre, à la fin de la campagne militaire. Voir le chapitre 11.

L'ATTAQUE CHIMIQUE SUR HALABJA DU 16 MARS 1988

Pendant des années, l'hostilité entre l'Iran et l'Irak est apparue, aux yeux des parties kurdes, comme une échappatoire géopolitique qu'ils pouvaient exploiter à leur profit. Après avoir résisté au siège de Sergalou-Bergalou pendant deux semaines, l'UPK prit la décision désespérée d'ouvrir un second front, avec le soutien militaire de l'Iran. Les *peshmergas* ont choisi comme cible Halabja, une ville sur la plaine, à quelques kilomètres de la frontière, dans le cadre d'une fausse attaque, destinée à attirer certaines des troupes irakiennes hors du siège de Sergalou et Bergalou. Mais le projet se révéla une tragique erreur de calcul, puisque l'alliance pour un temps salutaire avec l'Iran se transformait en handicap paralysant. Car la diversion sur l'Halabja ne contribua qu'à consolider le point de vue du régime irakien selon lequel la guerre contre l'Iran et la guerre contre les Kurdes ne formaient qu'un seul et même combat.

À la fin du mois de février, l'Irak intensifia ses attaques missiles contre Téhéran, dans le cadre de la « Guerre contre les villes¹⁹ » ; l'escalade était destinée à pousser les Iraniens affaiblis à la table des négociations, en termes favorables à l'Irak. Un haut responsable plein d'assurance a même reconnu devant Patrick Tyler, du *Washington Post*, que l'Irak essayait de piéger son adversaire, en étendant ses forces à outrance. « Pour la première fois dans notre histoire, nous voulons que les Iraniens attaquent », disait le responsable²⁰. À Halabja, les Iraniens nous ont obligés à le faire.

Halabja était une ville kurde animée, avec une forte activité commerciale et un certain nombre de bureaux administratifs. Les villageois déplacés par la guerre avaient gonflé le nombre de sa population de 40 000 à 60 000 ou plus. Les

19. Jupa et Dingeman (*op. cit.*) pensent que l'Irak a tiré plus de 182 missiles SCUD-B à grande portée pendant un assaut de 52 jours, à compter du 29 février 1988. Développé avec l'aide d'ingénieurs brésiliens et est-allemands, ces SCUD « gonflés » étaient capables d'atteindre la capitale iranienne, à 540 kilomètres de la frontière irakienne.

20. Selon ce rapport, « le responsable expliquait que l'assurance de l'Irak quant au fait qu'il pouvait repousser une offensive iranienne majeure montrerait aux alliés de l'Irak que l'Iran n'avait aucun espoir de percer la défense du pays. En outre, cela rappellerait au monde, disait-il, que la guerre est une situation critique qui demande des efforts diplomatiques majeurs pour qu'il y soit mis un terme », *Washington Post*, 2 mars 1988.

peshmegas y furent les hommes forts pendant trente ans, avec plusieurs partis clandestins actifs – les socialistes, les communistes, et d'autres, en plus de l'UPK de Djatal Talabani. Le groupe le plus fort localement était le Parti du mouvement islamique pro-iranien (Bizutnaway Islami Eraqi). En représailles au soutien local accordé aux *peshmegas*, les troupes irakiennes avaient démoli deux quartiers complets de la ville, Kani Ashqan et Mordana, en mai 1987²¹. Depuis 1983 environ, les troupes iraniennes réalisaient, protégées par l'obscurité de la nuit, des missions de reconnaissance à Halabja. La ville s'étendait sur une des marges de la zone de guerre ; des douzaines d'autres petits villages entre Halabja et la frontière iranienne avaient été rasés à la fin des années 1970, et leurs habitants réimplantés dans des complexes, aux marges de la ville. Mais l'importance stratégique la plus fondamentale d'Halabja résidait dans son emplacement, juste à onze kilomètres à l'est du lac de Darbandikhan, dont le barrage contrôle une part significative des approvisionnements en eau de la capitale irakienne, Bagdad.

Pendant les deux premières semaines du mois de mars, de nombreux rapports des renseignements irakiens relatent que des gardes révolutionnaires et des *peshmegas* étaient sur pied à l'ouest d'Halabja, et que la ville voisine de Sayed Sadeq était bombardée par les forces iraniennes²². Le 13 mars, les Iraniens annonçaient officiellement avoir lancé une nouvelle offensive, portant le nom de « Zafar 7 », dans la zone d'Halabja. Selon la radio de Téhéran, l'offensive – menée par une force conjointe de *peshmegas* de l'UPK et de *Pasdaran* – était entreprise en représailles aux attaques chimiques récentes du régime irakien contre les Kurdes²³. Une seconde attaque, apparemment coordonnée, suivit le lendemain. Celle-ci portait le nom de « Bait al-Maqdis 4 », et les Iraniens ont prétendu qu'elle avait poussé les forces à vingt kilomètres de Suleimanieh. Le 16 mars, Téhéran annonçait,

21. Sur la destruction des environs de Kani Ashqan, voir le document cité ci-dessus, p. 110-111.

22. Échanges secrets par câble de l'Amn de Suleimanieh aux quartiers généraux de l'Amn de la région autonome, 6-16 mars 1988.

23. Les deux parties de la fausse attaque sur Halabja font différemment état de l'importance relative des forces impliquées. Alors que l'Iran a mis l'accent sur sa propre participation, les sources de l'UPK interviewées par le Middle East Watch ont prétendu que la prise d'Halabja consistait en une opération conjointe de *peshmegas*, à laquelle les Iraniens ont pris part en grande nombre après les attaques chimiques du 16 mars. Aucune des versions ne peut être considérée comme fiable.

cependant, une autre offensive, portant le nom de code de « Val-Fajr 10²⁴ ». L'Iran se félicita de la progression de ses forces jusqu'au rivage est du lac de Darbandikhan, permettant de contrôler ainsi 800 kilomètres carrés du territoire irakien et 102 villages (probablement détruits). Mais la principale poussée de « Val-Fajr 10 », déclarait Téhéran, était la « libération » de la ville d'Halabja.

À partir du 13 mars, Halabja a subi trois jours de lourds bombardements iraniens, tirés depuis les collines environnantes. Un par un, les petits postes militaires irakiens entre Halabja et la frontière ont été pris et leurs occupants repoussés vers les lieux sûrs de la ville. Certains ont enlevé leurs uniformes et ont trouvé refuge dans les mosquées, tandis que d'autres ont adopté une position temporairement défensive dans des bases militaires locales. D'autres ont fui en groupe. Malgré tout, le régime de Bagdad a résisté à la tentation de renforcer les troupes à Halabja, car il avait une tout autre stratégie en tête.

D'après des témoignages, des *Pasdaran* iraniens auraient commencé à se glisser dans la ville dès le 13 mars. Dans la nuit du 15 mars, ils paradaient ouvertement à travers les rues, accompagnés par les Kurdes irakiens, saluant les gens et chantant « Dieu est grand ! Khomeyni est notre chef ! ». Ils ont logé chez des familles kurdes locales et leur ont ordonné de préparer le dîner. Certains roulaient autour d'Haladja en moto ; d'autres étaient très jeunes, presque des adolescents, et portaient bâtons et couteaux. Beaucoup portaient également des masques à gaz. Ils ont demandé à des personnes désorientées dans les rues quelle était la distance pour aller jusqu'aux villes saintes de Karbala et Najaf²⁵. Les militants du mouvement islamique irakien ont exécuté une danse de la victoire, à l'extérieur des quartiers généraux de l'Amn et du bâtiment de l'Istikhbarat, dont ils se sont emparés. Mais chez les habitants de la ville demeurait une grande appréhension, en particulier lorsque les employés des services publics furent sommés d'aban-

24. Parmi les nombreuses offensives iraniennes, le nom de Val-Fajr était chargé de sens. Val-Fajr représentait, en février 1983, le premier assaut terrestre lancé par l'Iran sur le territoire irakien ; Val-Fajr 8 et Val-Fajr 9 ont provoqué, en février 1986, la chute de la péninsule de Fao et l'occupation simultanée des zones montagneuses proches de Suleimanieh, amenant les forces iraniennes suffisamment près pour bombarder cette ville. Voir Cordesman et Wagner, *op. cit.*, p. 191, 251-259.

25. Les deux villes contenaient deux tombeaux chiïtes importants : Najaf est l'endroit où ont été enterrés l'imam Ali et Karbala, l'imam al-Hasayn. La question posée par les *Pasdaran* en dit beaucoup sur leur naïveté. Les deux villes étaient situées bien au sud de Bagdad – c'est-à-dire à quelques centaines de kilomètres d'Halabja.

donner leurs postes²⁶. On s'attendait à des représailles irakiennes rapides ; un télégramme de l'Amn, le jour suivant, parlait, et c'était un euphémisme, de la nécessité d'une « escalade ferme de la cruauté et de la puissance militaire²⁷ ».

La contre-attaque irakienne commença au milieu de la matinée du 16 mars, avec des frappes aériennes conventionnelles et des tirs d'artillerie, depuis la ville de Sayed Sadeq au nord. La plupart des familles d'Halabja avaient construit des abris anti-aériens sommaires, à proximité de chez eux. Certains se sont entassés dans ces abris, d'autres dans des abris gouvernementaux, conformément aux exercices de sauvetage anti-aériens qui leur avaient été dispensés depuis le début de la guerre Iran-Irak, en 1980. La première vague de frappes aériennes paraissait inclure l'utilisation de napalm et de phosphore. Selon un témoin, « c'était différent des autres bombes. » « Il y avait beaucoup de bruit, une grande flamme et les bombardements avaient une grande puissance de destruction. Si vous touchiez une partie de votre corps qui avait été brûlé, vos mains brûlaient aussi. Cela enflammait tout. » Les raids ont continué sans répit pendant plusieurs heures. « Il n'y avait pas qu'un raid, si bien que vous ne pouviez pas vous arrêter pour respirer avant qu'un nouveau raid ne commence. Des avions arrivaient sans cesse. Six avions terminaient leur mission, et six autres arrivaient²⁸. »

Ceux qui étaient dehors dans les rues pouvaient voir clairement qu'il s'agissait d'avions irakiens et non iraniens, car ils volaient suffisamment bas pour que leurs cocardes soient nettes. Dans l'après-midi, aux environs de 15 heures, ceux qui étaient restés dans les abris ont commencé à sentir une étrange odeur. Tout comme les villageois de la vallée de Balisan, au printemps précédent, ils la comparaient le plus souvent à des pommes douces, à du parfum, ou des concombres, bien qu'un homme ait dit que cela sentait « très mauvais, comme du poison de serpent ». Personne n'avait besoin qu'on lui dise ce qu'était cette odeur.

L'attaque semblait être concentrée sur le secteur nord de la ville, loin des bases militaires – bien que ces dernières eussent été abandonnées. Dans les abris, il y eut une panique immédiate et une claustrophobie. Certains tentèrent de boucher les fissures autour des entrées avec des serviettes mouillées, ils pressèrent également des

26. Entretien du Middle East Watch avec un ancien employé municipal, Halabja, le 8 mai 1992.

27. Télégramme secret de l'Amn, non numéroté, adressé aux quartiers généraux de l'Amn d'une région autonome, le 16 mars 1988.

28. Interview du Middle East Watch, Halabja, 17 mai 1992.

vêtements mouillés sur leur visage, ou allumèrent des feux. Mais en fin de compte, ils n'eurent d'autre alternative que de sortir dans les rues. L'obscurité grandissait et il n'y avait pas de lumière dans les rues ; le courant avait été coupé le jour précédent par des tirs d'artillerie. Dans la faible luminosité, les gens d'Halabja pouvaient voir des scènes cauchemardesques. Des corps morts – d'humains et d'animaux – encombraient les rues, et on en voyait entassés au seuil des portes ou affaissés derrière le volant des voitures. Les survivants marchaient en hésitant, riant de façon hystérique, avant de s'effondrer. Les soldats iraniens allaient et venaient dans les rues sombres, vêtus de tenue de protection, les visages cachés par des masques à gaz. Les fugitifs pouvaient à peine voir et avaient la sensation d'avoir « des aiguilles dans les yeux ». Il y avait du sang dans leur urine²⁹.

Ceux qui en avaient la force ont fui vers la frontière iranienne. Une pluie glacée avait transformé le sol en boue, et de nombreux réfugiés marchaient pieds nus. Ceux qui avaient été directement exposés aux gaz voyaient leurs symptômes s'aggraver au fur et à mesure que la nuit avançait. De nombreux enfants sont morts en chemin, et ont été abandonnés là où ils sont tombés. Dès que le jour s'est levé, le matin suivant, des avions irakiens sont apparus dans le ciel, surveillant apparemment la lutte des survivants. Nombre d'entre eux se sont tenus à l'écart des routes principales, et se sont dispersés dans les montagnes, malgré la menace toujours présente des champs de mines. Selon un témoignage, quelque six mille personnes d'Halabja se sont rassemblées dans les villages en ruine de Lima et de Pega. Approximativement mille autres se sont réunies autour des décombres de Daratfeh, dernier village du côté irakien de la frontière³⁰.

Les Iraniens étaient prêts à accueillir l'afflux de réfugiés. Des hélicoptères iraniens sont arrivés à Lima et Pega en fin d'après-midi, et des médecins militaires ont administré des injections d'atropine aux survivants, avant qu'ils soient transportés par ferry au-delà de la frontière. Tous s'accordent à dire qu'ils ont été bien traités en Iran, mais certains avaient des blessures intraitables, et sont morts en territoire iranien. Les plus malades ont été transférés dans les hôpitaux des villes iraniennes de Téhéran et de Kermanschah, et dans la plus petite ville de Paveh. Les autres ont passé deux semaines dans une école aménagée de la ville d'Hersin, où ils ont reçu des soins médicaux. De là, ils ont été conduits dans deux camps de réfugiés – l'un à Sanghour,

29. Les symptômes décrits par les survivants correspondent à ceux consécutifs à une exposition à la fois au gaz moutarde et aux agents neurotoxiques tels que la Sarin.

30. Resool liste ces villages parmi ceux détruits à la frontière dans le cadre des nettoyages de 1978. Daratfeh apparaît comme un village de trente ménages dans la *nahya* de Biyara ; Lima et Pega, hameaux de six à douze maisons respectivement, sont dans la *nahya* de Sirwan.

sur le golfe Persique, à proximité de Bandar Abbas, l'autre à Kamiaran, dans la province de Kermanshah, proche de la frontière irakienne. Là, ils ont attendu que l'Anfal soit terminé, pensant qu'il ne serait plus dangereux, alors, de retourner chez eux.

À leur retour, ils n'ont pas retrouvé leurs maisons, car presque toutes les structures à Halabja avaient été rasées à la dynamite et au bulldozer, une fois que les forces irakiennes eurent finalement repris la ville. Il en a été de même pour Zamaqi et Anab, deux autres complexes, qui avaient été construits à la périphérie d'Halabja, à la fin des années 1970, pour reloger les villageois venant de zones frontalières détruites. Même chose aussi pour la ville voisine de Sayed Sadeq, composée de 20 000 habitants. Dans les deux villes d'Halabja et de Sayed Sadeq, les Irakiens ont également fait sauter les sous-stations électriques³¹. Même après la destruction d'Halabja, de nombreux corps sont restés dans les rues et se sont décomposés là où ils étaient tombés quatre mois plus tôt³².

« La perte d'Halabja est regrettable », remarqua le ministre des Affaires étrangères et membre du Conseil de commandement révolutionnaire, Tariq Aziz, ajoutant : « Les membres du groupe de Djalal al-Talabani sont dans la zone et ces traîtres collaborent avec l'ennemi iranien³³. » Comme les nouvelles d'Halabja se répandaient à travers l'Irak, les officiels du parti Baath dirent à ceux qui leur posaient des questions que les Iraniens en étaient responsables. Un Kurde étudiant l'anglais à l'université de Mossoul se rappelle avoir été choqué et ne pas avoir pu croire la nouvelle ; lui et ses camarades kurdes étaient convaincus que les forces gouvernementales irakiennes avaient mené l'attaque, mais n'ont pas osé protester par crainte d'être arrêtés³⁴.

31. À ce que l'on dit, c'est ce qui s'est produit dans chacun des *nahyas* et des *qadhas* qui avaient été démolies pendant la campagne de 1987 à 1989. À titre de comparaison, voir l'analyse du Middle East Watch sur la définition du système électrique comme cible pendant la guerre du Golfe de 1991 (opération « Tempête du désert »), dans *Needless Deaths in the Gulf War : Civilian Casualties during the Air Campaign and Violations of the Law of War*, p. 171-193. À Halabja et à Sayed Sadeq, l'intention manifeste consistait à rendre la ville inhabitable. Toutes deux ont par conséquent été déclarées comme faisant partie de la « zone interdite ».

32. On estime que les forces iraniennes à Halabja avaient réussi à enterrer quelque 3 000 victimes de l'attaque chimique du 16 mars dans des fosses communes sous une fine couche de boue dans le complexe d'Anab. Quatre années plus tard, les corps étaient encore sur place et commençaient à polluer les eaux souterraines.

33 Amman *Sawt al-Sha'b* en arabe, 25 mars 1988, in *FBIS*, 25 mars 1988.

34 Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 20 mai 1992.

Ce n'est qu'en juillet que le régime irakien a entrepris de récupérer Halabja, qui avait été laissée sous le contrôle *de facto* de l'Iran. Dans les jours qui ont suivi les intoxications massives par gaz, le gouvernement iranien, qui connaissait bien les implications que cela aurait, a amené à Halabja des journalistes de Téhéran, dont certains étaient étrangers. Leurs photographies, qui représentaient principalement des femmes, enfants et vieillards blottis inertes dans les rues, ou couchés sur le dos la bouche grande ouverte, ont largement circulé, montrant ainsi, de façon manifeste, que la grande majorité des morts avaient été des civils kurdes non combattants. Malgré tout, leur nombre est resté inconnu ; la plupart des rapports continuant à citer les estimations kurdes ou iraniennes de 4 000 à 7 000 morts³⁵. Le véritable chiffre est certainement supérieur à 3 200, ce qui représente le nombre total de noms recueillis au cours des entretiens systématiques avec les survivants³⁶.

* * *

LA CHUTE DES QUARTIERS GÉNÉRAUX DE L'UPK

L'attaque d'Halabja a été une manifestation symbolique des forces engagées par l'Irak dans une guerre que l'Iran ne pourrait jamais gagner. Mais les intoxications massives par gaz ont également servi un objectif plus important : provoquer un grave choc psychologique chez les *peshmergas* kurdes et leurs sympathisants civils. Halabja a été la punition collective la plus brutale qui puisse être, menée dans le simple mépris de toutes les interdictions internationales d'utilisation d'armes chimiques. Les combattants de l'UPK avaient été exposés à des gaz toxiques plusieurs fois, les semaines précédentes ; désormais, la volonté de la population civile devait être brisée.

35. Voir par exemple : *Time*, « The cries of Kurds », 19 septembre 1988, et *The Washington Post*, « Rebel Kurds say they are ready to strike at Iraq », 24 janvier 1991, qui tous deux avancent le chiffre de 4 000 ; Kendal Nezan, « Saddam's other victims – the Kurds », *The Washington Post*, 20 janvier 1991 (5 000) ; Isabel O'Keefe, « Flanders fields revisited », *New Stateman an Society*, mars 1989 (5 500) ; « Massacres by gas » in *The Kurds : a Minority Rights Group Profile*, 1990 (6 000) ; et *The Observer*, « Hitler-style genocide threatens the Kurds », le 7 mai 1989 (7 000).

36. Ce chiffre a été relevé par le chercheur kurde Shorsh Resool.

L'attaque chimique d'Halabja annonçait les prochaines politiques de l'Anfal. Durant chacune des huit étapes de la campagne militaire, ces armes interdites allaient être utilisées contre les villages kurdes, soit des douzaines de villages dans l'ensemble – afin de terrifier les habitants des autres villages, par le souvenir d'Halabja. Toutefois, Halabja, qui représente la plus importante atrocité de la guerre contre les Kurdes, ne faisait pas partie de l'Anfal. En un sens, c'est la plus claire illustration de la logique bureaucratique de la campagne d'Anfal. Le 15 mars, juste à la veille de l'attaque d'Halabja, le Commandement du bureau Nord ordonna « que les familles des personnes subversives s'étant réfugiées auprès de nos unités soient détenues dans des camps spécialement gardés et placés, dans cette perspective, sous la direction des officiers du renseignement des premier et cinquième corps d'armée³⁷ ». Ces camps représentaient les premiers pas dans l'établissement de tout un système bureaucratique d'assassinats de masse, qui fut mis en œuvre pendant l'Anfal. Les survivants fuyant Halabja n'ont pas été détenus ni emmenés dans ces camps, parce que le gouvernement irakien ne considérait pas Halabja comme faisant partie de l'Anfal. La raison en était simple : Halabja était une ville, et l'Anfal était conçu pour réduire la population kurde rurale³⁸.

* * *

Après Halabja, les quartiers généraux de l'UPK n'ont pas longtemps résisté. À 22 h 10, la nuit du 18 mars, les unités de l'armée prirent d'assaut Sergalou, causant de lourdes pertes parmi les derniers défenseurs. Bergalou est tombée l'après-midi suivant. Saddam Hussein avait tenu sa promesse de « couper la tête du serpent ». À la fin de la journée, le commandement général des forces armées irakiennes avait préparé sa proclamation officielle de victoire, et un animateur de la radio irakienne infor-

37. Lettre n° 297 du Commandement du Bureau Nord, datée du 15 mars 1988. Ces instructions étaient transmises à l'Amn de Suleimanieh (Chamchamal, Sayed Sadeq et Darbandikhan), dans une lettre non numérotée des renseignements militaires de la région Est (Istikhbarat), datée du 18 mars et classifiée « confidentiel et personnel ».

38. Selon la même logique de l'Anfal – perverse mais malgré tout absolument cohérente – les villageois de la région d'Halabja qui sont retournés chez eux dans les « zones interdites », après les attaques chimiques, ont plus tard été « anfalisés ». Ainsi, vingt familles, que les troupes irakiennes ont trouvées dans le village de Tawella (*nahya* de Biyara) quand l'armée a repris cette zone en juillet 1988, auraient été arrêtées et auraient disparu. Interview du Middle East Watch avec un ancien habitant de Tawella, Suleimanieh, 27 mars 1993.

ma, jubilant, ses auditeurs que « des milliers de fils de nos populations kurdes sont descendus dans les rues d'Arbil pour exprimer leur joie et chanter leur soutien au président Saddam Hussein³⁹ ». Le communiqué de l'armée contient la première référence officielle trouvée par le Middle East Watch sur l'opération connue sous le nom d'Anfal. L'issue victorieuse de chacune des phases suivantes de la campagne sera annoncée par la presse irakienne avec autant de bruit.

Le communiqué du 19 mars est formulé ainsi :

« Au nom de Dieu, le miséricordieux, le clément.

Comme tous les envahisseurs pleins de convoitise, les forces sionistes de Khomeyni ont compté sur certains de ceux qui ont trahi leur patrie et leur peuple dans les zones du nord de l'Irak – ceux que notre bon peuple kurde a expulsés de ses rangs. Ces éléments ont rendu des services honteux à des étrangers. Parmi ces actes honteux figure celui de faciliter l'accès des forces envahissantes aux villages frontaliers d'Halabja, dans le gouvernorat de Suleimanieh.

Exprimant la volonté du grand peuple irakien, les vaillantes forces armées, les bons et honorables nationalistes parmi notre peuple kurde, et en réponse à la trahison de cette clique égarée, les vaillantes forces Badr, les vaillantes forces Al-Mu'tasim et les forces de notre armée qui leur étaient affiliées, ainsi que les bataillons de défense nationale [Jahsh] ont mené l'opération Anfal sous la direction du lieutenant général Sultan Hashem, à qui l'on assigna temporairement cette mission au-delà de ses devoirs réguliers⁴⁰. Nos forces ont attaqué les quartiers généraux de la rébellion menée par le traître Djalal Talabani, l'agent du régime iranien, l'ennemi des Arabes et des Kurdes, dans les

39. « La Voie des masses de Bagdad », en arabe, 19 mars 1988, in *FBIS*, 21 mars 1988.

40. Les différentes forces nommées correspondent à des divisions de l'armée irakienne. La première d'entre elles est bien entendu nommée par référence à la bataille de Badr en 624 avant J.-C., qui est l'objet de la sourate d'al-Anfal dans le Coran AJ. Le lieutenant général Hashem fut plus tard nommé commandant des forces irakiennes durant l'opération « Tempête du désert », et négocia les termes de la reddition de l'Irak le 3 mars 1991, avec le commandant général allié Norman Schwarzkopf.

zones de Sergalou, Bergalou et Zewa, et dans les zones rudes et montagneuses de Suleimanieh. À 13 h 00 aujourd'hui, à l'issue d'une vail-lante bataille qui nous a permis de nous venger, les quartiers généraux de la rébellion ont été occupés. Le commandant de la force gardant les quartiers généraux de la rébellion et un certain nombre de traîtres et d'éléments malavisés ont été capturés avec l'aide de Dieu et la détermination d'Irakiens pleins de zèle – Arabes et Kurdes. Bon nombre ont été tués et d'autres se sont échappés dans la honte.

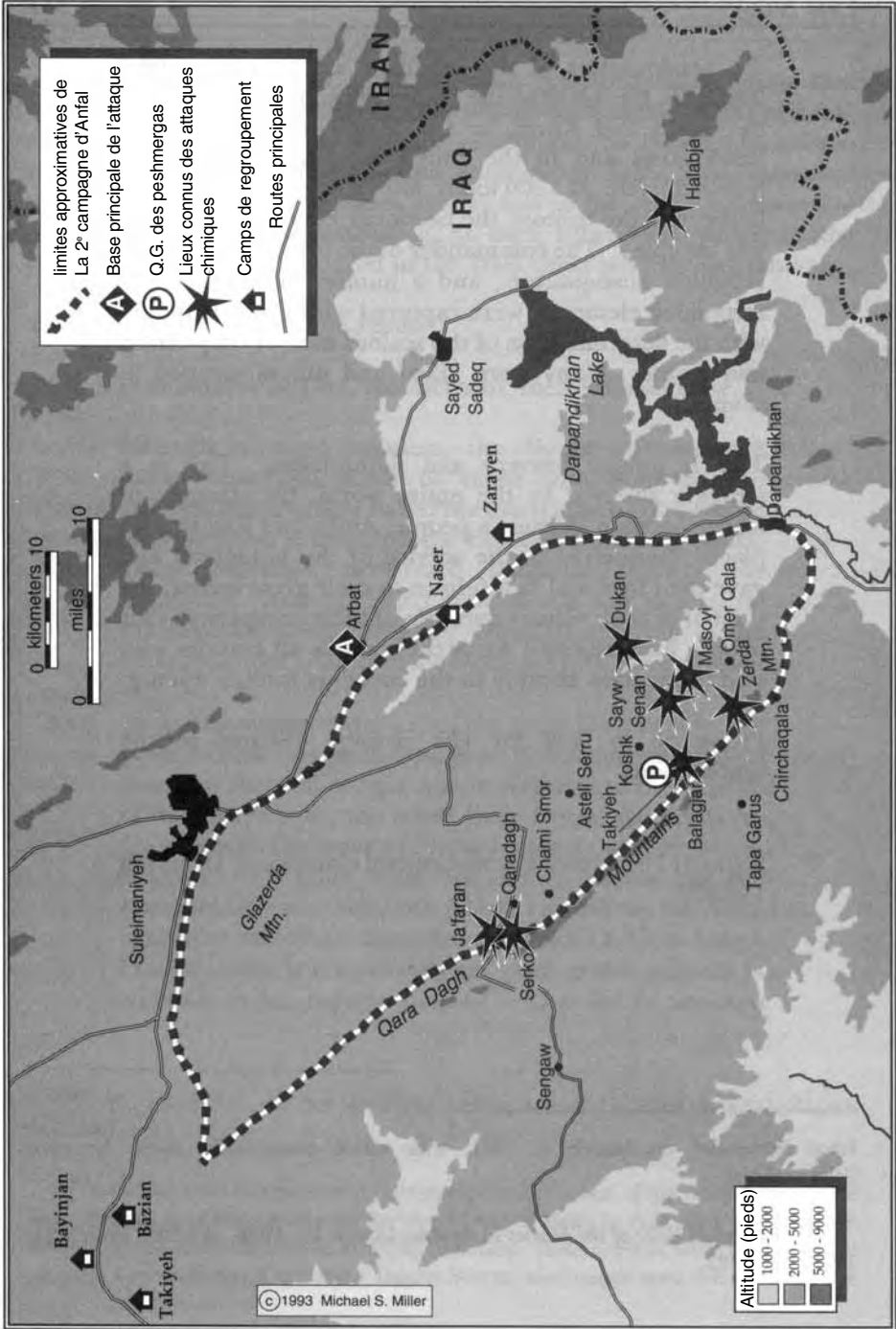
C'est un acte unique de courage et de fidélité. C'est un combat admiré par le monde entier, le combat du peuple du dirigeant Saddam Hussein, Arabes et Kurdes, qui se sont mis au service de la patrie et ont offert leur amour et leur fidélité à leur grand dirigeant, symbole de leur victoire et de leur prospérité. Notre peuple a rejeté de ses rangs tous les traîtres qui se sont vendus à bas prix à l'ennemi étranger plein de convoitise.

Que Dieu soit loué pour sa victoire. Honte aux ignominieux.

[Signé] Le Commandant général des forces armées, 19 mars 1988⁴¹. »

41. « La Voix des masses de Bagdad » en arabe, 19 mars 1988, in *FBIS*, 21 mars 1988, p. 22-23.

Deuxième Anfâl : 22 mars-1^{er} avril 1988



DEUXIÈME ANFAL
QARA DAGH, 22 MARS-1^{er} AVRIL 1988

*« Amenez vos familles,
rien ne leur arrivera. »*

Un officier militaire à des villageois
fuyant le sud de Qara Dagh.

Bien que le siège de Sergalou à Bergalou mobilisât d'énormes ressources, les forces armées irakiennes n'ont cependant pas négligé d'autres cibles. Afin d'empêcher l'UPK de renforcer son quartier général national assiégé, le régime continuait à attaquer à un rythme soutenu les autres commandements régionaux ; tel a été le cas du premier *malband* basé sur la montagne de Qopi dans le Qara Dagh, et chargé de toutes les opérations dans le gouvernorat de Suleimanieh. Ce système de pressions auxiliaires était maintenu à chaque étape de l'Anfal, lorsque l'assaut principal se concentrait sur un autre point géographique.

Peu de régions du Kurdistan irakien sont aussi belles que celle du Qara Dagh. Sa chaîne de sommets découpés en dents de scie s'étend vers le sud-est sur une centaine de kilomètres, aussi droite que le fil d'une lame de rasoir. Mais les caractéristiques de sa beauté sont également celles qui ont rendu le Qara Dagh vulnérable. Il a fallu trois semaines aux éléments de trente-sept divisions militaires jointes au Jahsh kurde pour écraser la résistance de la vallée du Djafati, enserrée entre des montagnes escarpées. Le Qara Dagh était tout l'opposé : une fine ligne de montagnes entourée d'une plaine pratiquement indéfendable. À l'ouest se trouve la plaine accidentée de Germian, la « région chaude ». À l'est, jusqu'en 1988, des douzaines de petits villages agricoles se sont nichés dans les vallées vertes d'une étonnante fertilité. Des champs de blé d'hiver, d'orge, de tabac et de riz ont fleuri à côté des riches parcelles de terrain d'ocra, de pois, de haricots verts, de tomates, de melons et de raisins. À l'extrémité la plus au sud de la chaîne de Qara Dagh se trouve la sentinelle de la montagne de Zerda, une forteresse *peshmerga* de 2 000 mètres d'altitude. Au-delà, vers l'est, l'autoroute de Suleimanieh passe par un étroit couloir et traverse la ville de Darbandikhan ainsi que le lac du

même nom, avec son barrage stratégique. Même lorsque le premier Anfal a fait rage au nord, les services de renseignements irakien ont gardé un œil attentif sur le lac, craignant toujours une attaque des forces iraniennes sur le barrage et sa centrale électrique.

Le gouvernement avait renoncé à contrôler les campagnes de Qara Dagh depuis les premiers jours de la guerre Iran-Irak. En 1987, la *nahya* a elle-même été vidée et sa population déplacée vers les complexes voisins de Naser et Zarayen. Les troupes et le Jahsh ont envahi la ville désertée, mais les *peshmergas* ont rapidement renversé leurs positions. Les raids aériens entrepris par mesure de représailles allaient bientôt détruire ce qui restait de Qara Dagh, bien que les forces de l'UPK aient continué à en contrôler les ruines. Tout comme les populations civiles des villages voisins, les habitants ont appris à vivre avec des bombardements constants d'artillerie, effectués à partir d'une demi-douzaine de bases de tirs entre Suleimanieh et Darbandikhan.

Depuis 1983, les deux centres d'activité des *peshmergas* dans la région de Qara Dagh étaient les villages de Takiyeh et Balagjar, qui hébergeaient des contingents armés du Parti communiste irakien aussi bien que de l'UPK. Un chemin boueux liait ces deux villages, qui étaient situés à moins de 3,5 kilomètres l'un de l'autre. Le centre régional de Qara Dagh – la *nahya* – était situé à trois heures de distance à pied ; à cinq kilomètres à l'est, il y avait le village de Sayw Senan, où les *peshmergas* avaient installé l'hôpital de campagne, qui a servi à une grande partie de la population des environs.

Pendant les premiers mois de l'année 1988, les services de renseignements irakiens rassemblèrent de nombreuses informations à propos des *Pasdaran* iraniens qui se déplaçaient librement, ici et là, dans les camps de *peshmergas* du Qara Dagh. On disait qu'une force de gardes révolutionnaires, forte de 200 hommes, était à Balagjar le 25 janvier ; jusqu'au 6 mars, leur nombre avait atteint les 400¹. On lit que quatre-vingts membres de « la Garde de Khomeyni l'impoteur », fortement armés étaient à Sayw Senan, le 9 mars.

Au cours du mois de février – la date exacte restant approximative – huit avions irakiens ont mené des attaques chimiques sur Takiyeh et Balagjar. « De nombreuses bombes ont été lâchées », dit Omar, un homme de Takiyeh qui fut témoin des

1. Information extraite d'une série de télégrammes secrets de l'Amn de Suleimanieh à l'Amn du quartier général de la région autonome, n° 1754, du 25 janvier 1988, n° 5474 du 6 mars 1988, et n° 5860 du 9 mars 1988. Le deuxième télégramme signale également que soixante membres du « Parti communiste déloyal d'Irak » étaient à Balagjar.

raids. « Je ne sais pas combien ils étaient, peut-être huit ou neuf. Lorsqu'elles tombaient, on entendait une grosse explosion, et il y avait un peu de fumée, comme si l'on déversait du sel sur le sol. Ceux qui y touchaient finissaient par avoir des cloques sur la peau. Les animaux ayant mangé l'herbe contaminée mouraient instantanément. » Mais il n'y a eu aucune victime humaine ; en raison des attaques quotidiennes, tous les villageois de Takiyeh s'étaient enfuis dans des abris temporaires, dans les champs. « Mais à Balagjar, bon nombre de *Pasdaran* et de *peshmergas* de l'UPK, ainsi que bien d'autres personnes, ont perdu la vue pendant trois jours ; les *Pasdaran* ont quitté Balagjar trois ou quatre jours avant que l'attaque sur le Qara Dagh ne commence². »

Les attaques continues au cours du premier Anfal, et celles de Qara Gagh, semblent avoir eu les effets que le gouvernement irakien escomptait. Le rapport des services de renseignements de l'Amn daté du 16 mars, jour des massacres à Halabja, note qu'une douzaine de divisions (*teep*) de l'UPK s'étaient dispersées, quittant leurs bases, dans le sud du Kurdistan irakien pendant les quelques jours qui avaient précédé l'attaque, car elles craignaient de nouvelles attaques chimiques. Un autre télégramme, daté du lendemain, rapporte ce qui suit : « Nous avons appris par des sources secrètes fiables qu'il y a quelques jours, le groupe traître Al-Hasek [Parti socialiste du Kurdistan] a pris possession de masques à gaz, 1 500 selon nos estimations. Ils les ont reçus du régime iranien sioniste³. »

Ces précautions, toutefois, ont été peu utiles, car l'Anfal a gagné le Qara Dagh le 22 mars. Les attaques chimiques les plus mortelles de toute la campagne ont été menées dans le village de Sayw Senan. Elles ont eu lieu le lendemain du *Newroz*, nou-

2. Le témoin a également prétendu que les armes des *Pasdaran* comprenaient des missiles anti-aériens HAWK, provenant des États-Unis – le type de missiles fournis à Téhéran au cours de ce qui sera connu sous le nom de l'*Iran-Contra affair*. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 21 mars 1993. Les officiels de l'UPK nient, toutefois, la présence de missiles HAWK en Irak, et disent qu'ils n'avaient que des SAM-7. Ils prétendent également que la principale fonction des gardes révolutionnaires iraniens était de mener des missions de reconnaissance et de renseignement.

3. Amn de Suleimanieh, au quartier général de l'Amn de la région autonome, rapport n° 6631 du 16 mars 1988, et n° 6739 du 17 mars 1988. Malgré ces dates, il semble évident – à partir des références faites dans ces documents aux activités des *Pasdaran* au sein et aux environs d'Halabja – que ces deux rapports ont été préparés par des agents qui n'étaient pas au courant de l'attaque chimique du 16 mars.

vel an kurde, et le premier jour du printemps, que les *peshmegas* ont célébré en allumant des feux de joie et en tirant en l'air⁴. Malgré les nouvelles de l'attaque sur Sergalou-Bergalou et Halabja, et malgré la présence, récemment signalée de *Pasdaran* iraniens dans leurs villages, les gens de Sayw Senan avaient une curieuse sensation d'immunité, pourtant sans fondement. « Les gens disaient, "Ce sera comme dans le passé. Ils nous attaqueront et nous les vaincrons" », rapporte un villageois⁵. Bien que Sayw Senan abritât une division de l'UPK (*teep*), il y avait peu de *peshmegas* dans le village à ce moment-là ; la plupart avaient été appelées à défendre Sergalou-Bergalou. Mais à l'heure du dîner, le 22 mars, les villageois ont entendu le son strident d'obus tirés depuis une *rajina*, puis ont senti une odeur de pomme. Un des obus a atteint le jardin d'une maison, tuant instantanément treize des quatorze membres de la famille d'un homme appelé Mahdi Hadi Zorab. Seul l'un de ses enfants, un *peshmerga*, a survécu en s'enfuyant dans les montagnes. Selon six témoignages distincts accordés au Middle East Watch par des villageois locaux et des officiels de l'UPK, le nombre total de morts dans l'attaque chimique sur Sayw Senan est estimé entre soixante-dix-huit et quatre-vingt-neuf.

« Quand nous avons reçu la nouvelle de l'attaque par des personnes en fuite, beaucoup d'hommes de notre village sont allés à Sayw Sanan pour y apporter leur aide », dit Omar, le paysan de Takiyeh. « Nous avons vu les corps de ceux qui étaient morts dans le village. J'ai aidé à enterrer soixante-sept personnes, de mes propres mains, dans le village de Koshk, après les avoir transportées ici par tracteurs. Nous avons allongé tous les morts, vêtus de leurs vêtements, dans une grande tombe, dans le cimetière d'Haji Raqa. Quatorze autres corps ont été enterrés dans le village d'Asteli Serru. Ils sont tous morts instantanément. Ils avaient le nez en sang ; c'était comme si leur cerveau avait explosé. »

4. Selon un second témoin, l'attaque de Sayw Senan datait du 18 mars ; l'autre date semble plus crédible car le témoin a spécifiquement fait allusion à la fin du *Nowroz* le jour précédent. Toutes les dates données par les témoins doivent être traitées avec prudence : bien que les Kurdes utilisent un calendrier sur 365 jours solaires, les mois ne correspondent pas précisément à ceux du calendrier grégorien. À propos du calendrier kurde, et de la célébration traditionnelle de *Nowroz*, voir Izady, *The Kurds, op. cit.*, p. 241-243.

5. Interview du Middle East Watch, complexe de Naser, le 30 juillet 1992.

Le lendemain, le 23 mars, la *rajima* chimique a frappé Dukan, une autre base de l'UPK, dans un village composé de soixante-dix maisons⁶. Dans la nuit du 24, elle a visé Ja'faran, un village agricole de 200 maisons, où l'UPK n'était pas représentée, mais qui abritait le petit quartier général contrôlant les actions du PDK dans le gouvernorat de Kirkouk. Selon deux villageois, ce n'était pas la première fois que Ja'faran subissait une attaque chimique. En mai 1987, des chasseurs MIG avaient lâché des bombes chimiques à la périphérie du village – un homme a compté quatorze bombes, qui ont produit des fumées rouge, verte et blanche. Ja'faran a eu de la chance car aucune des attaques chimiques n'a tué qui que ce soit – même si des centaines d'animaux de ferme ont péri. Les bombardements de mai 1987 se sont produits lorsque la plupart des habitants étaient en dehors du village ; les auxiliaires médicaux *peshmergas* d'une base voisine ont également fourni les soins médicaux d'urgence⁷. La première attaque a tant effrayé les gens qu'ils sont rarement retournés chez eux et qu'ils ont même dormi dans des abris temporaires, dans les champs. La nouvelle attaque de mars 1988 a trouvé le village déserté.

* * *

L'EXODE DE QARA DAGH

À ce moment-là, les flancs de la colline étaient habités par les gens qui fuyaient l'Anfal, car les assauts terrestres de l'armée avaient commencé dans l'après-midi du 23 mars. Les troupes de la 43^e division de l'armée, soutenues par les forces d'urgence de l'Amn et du Jahsh, convergeaient à partir de quatre directions sur la zone située entre Qara Dagh et Darbandikhan, expulsant les villageois de leurs maisons, comme le feraient des rabatteurs pour du gibier à plume⁸. Le sentiment de panique générale était aggravé par les nouvelles, transmises de bouche à oreille et

6. Ne pas confondre avec la plus grande ville de Dukan, qui se trouve au nord de Suleimanieh.

7. Interview du Middle East Watch, village de Ja'faran, le 6 juin 1992.

8. Les mouvements quotidiens de l'armée sont détaillés dans une série de seize télégrammes manuscrits, contenus dans un dossier intitulé « Opération de purification de Qara Dagh [illisible] Darbandikhan ». Les documents, classés « secret et urgent », couvrent une période qui s'étend du 23 mars au 1^{er} avril 1988, quand l'Amn a annoncé la chute de Takiyeh et Balagjar.

par les radios des *peshmergas*, de l'attaque dévastatrice aux gaz toxiques lancée sur Sayw Senan.

« L'exode de masse avait principalement lieu en direction du nord ; les gens espéraient trouver un refuge à Suleimanieh, ou dans l'un des complexes le long de la route principale. Un groupe du village de Chami Smor sentit l'odeur nauséabonde de pommes pourries, portée par le vent qui soufflait en provenance de Ja'faran. Une autre famille, du village de Masoyi, se réfugia dans une grotte, à quelques minutes à pied de chez elle. Mais ils commirent l'erreur de laisser la lanterne brûler. Pendant la nuit, ils furent réveillés par les vrombissements d'hélicoptères qui avaient évidemment été attirés par la lumière et le bruit des explosions. Soudain, la grotte fut remplie d'une odeur suffocante de melon sucré. La famille sortit en trébuchant et s'enfuit, portant les deux enfants qui avaient été asphyxiés par la fumée. Par chance, ils ont survécu et se sont cachés dans la montagne de Zerda⁹.

Ce que le régime entendait faire des civils arrêtés pendant le deuxième Anfal demeurait obscur. Jusqu'alors, l'Istikhbarat avait reçu des ordres du Bureau Nord pour installer des camps provisoires spéciaux et héberger les personnes déplacées. Mais les rafles durant la dernière semaine de mars ont été moins systématiques que durant les dernières phases de l'opération d'Anfal. Un obstacle physique se trouvait entre Qara Dagh et Suleimanieh, devant les villageois qui fuyaient : la montagne de Glazerda, de 1 300 mètres d'altitude. Elle fourmillait de troupes, des hommes du Jahsh, de commandos en uniforme de camouflage, et de membres des forces d'urgence (*Quwat Taware*). Il y avait partout des gens en haillons, des chariots tirés par des tracteurs et du bétail. Les hélicoptères volaient au-dessus des têtes. Il y avait des chars et des tirs d'artillerie de tous côtés : « C'était comme une marmite en ébullition », dit un survivant de Ja'faran.

Cependant, l'attitude de l'armée était ambiguë. Au cours de quelques premiers jours du deuxième Anfal, les militaires ont dit à certains villageois de se diriger, par leurs propres moyens, vers la ville et les complexes (bien que l'Amn ait plus tard fouillé chaque maison de Naser, Zarayen et Suleimanieh pour les retrouver). D'autres ont fui, par le chemin, vers les montagnes dès qu'ils ont vu les soldats et ont ainsi échappé à la police. La nouvelle de l'exode a atteint Suleimanieh, et les proches de certaines familles vivant dans la ville se sont rendus à Glazerda pour aller les chercher.

9. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 21 mars 1993.

Malgré la présence massive de l'armée, les survivants de Sayw Senan ont entendu parler d'une amnistie temporaire et sont restés au sommet de la montagne pendant plusieurs jours, sous la pluie. Mais le cinquième jour, des soldats au point de contrôle situé sur la route entre Qara Dagh et Suleimanieh ont commencé à les arrêter. Le Jahsh a aidé certains Kurdes, en particulier les vieux et les infirmes, à s'échapper ; il s'agit là d'un des premiers indices du rôle contradictoire que jouera la milice kurde dans l'Anfal. Entre vingt-cinq et trente personnes ont été enlevées à ce moment-là et n'ont jamais été revues.

Le comportement des troupes semble avoir changé après un incident dont Omar, un paysan du village de Takiyeh, a été témoin :

« Lorsque nous sommes arrivés, l'armée n'avait pas encore commencé à arrêter les gens. Les officiers nous ont seulement demandé s'il y avait des saboteurs dans notre zone, et nous leur avons répondu qu'il y en avait. Mais alors quelque chose s'est produit. Un tracteur, chargé de graines de froment, bloquait la route car il avait un pneu crevé. Son propriétaire l'avait abandonné ici. Un char est arrivé pour essayer de déplacer le camion, en dehors de la route. Au lieu de le déplacer, il l'a renversé complètement et un grand nombre de kalachnikovs cachés sous les graines sont alors tombées ; il y en avait suffisamment pour armer toute une brigade. Alors, l'armée a émis un appel radio en direction des unités des différentes zones, pour établir des barrages routiers, et ils ont commencé à arrêter des gens – hommes, femmes, enfants, et mêmes des individus venus de Suleimanieh.

J'étais à vingt mètres du char, derrière les frontières militaires. Nous étions 500. Nous nous sommes échappés dans les montagnes – ce sont les membres du Jahsh qui nous ont dit de courir si nous en étions capables... Mon frère Khaled était encore derrière le tracteur lorsque l'incident s'est produit. Nous étions proches les uns des autres, suffisamment proches pour pouvoir nous appeler¹⁰. »

On n'a jamais plus revu Khaled, ni les trois autres jeunes hommes venus de Takiyeh qui ont été arrêtés en même temps que lui. Omar s'est échappé de la ville et a survécu.

10. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 21 mars 1993.

Ceux qui ont été arrêtés au point de contrôle ont été entassés dans des camions militaires IFA et conduits à la base des forces d'urgence, dans le quartier de Chwar Bagh (« Les quatre vergers ») de Suleimanieh. Il y avait là-bas des milliers de prisonniers de la région de Qara Dagh et chaque jour, des centaines d'autres arrivaient. Les soldats enregistraient leurs noms et confisquaient tout ce qu'ils pouvaient posséder de précieux, ainsi que leurs papiers d'identité. Un homme du village de Dolani Khwaru dit avoir été détenu, au départ, dans une base militaire proche, avant d'être transféré au quartier général des forces d'urgence¹¹.

Les prisonniers sont restés là-bas pendant trois ou quatre longues semaines. Certains groupes de jeunes hommes avaient les yeux bandés et étaient séparés des autres ; d'autres sortaient quelques jours mais étaient ensuite ramenés dans leurs cellules. On ne donnait pratiquement rien à manger aux détenus, mais il était possible d'acheter de la nourriture aux gardes. Les villageois, qui avaient été arrêtés par l'armée et qui sont passés par la base de Taware, ont dit que les interrogatoires quotidiens étaient conduits par des agents de l'Amn. « Vos enfants sont-ils des *peshmergas* ? » leur demandait-on ; « Quelle activité les *peshmergas* mènent-ils dans votre village ? ». Les agents semblaient considérer tous les enfants de l'école primaire comme des « saboteurs » potentiels. Après deux ou trois semaines en moyenne, bus et *coasters* arrivaient pour emmener les détenus. Ils les conduisaient vers l'ouest, dans la direction de Kirkouk.

Le Middle East Watch a interrogé des survivants de dix des villages de Qara Dagh, touchés par le deuxième Anfal. Dans chaque cas, ils purent nommer les jeunes hommes en âge de combattre qui avaient disparu après avoir été détenus dans la base fortifiée des forces d'urgence de Suleimanieh. Parmi les disparus, neuf venaient de Serko, quatre de Takiyeh, quatre d'une zone proche de Balagjar, deux de Berday, trois de Koshk, deux de Dolani Khwaru, trois de Deiwana, neuf de Mitsa Chweir et cinq de Chami Smor. Sur toute la *nahya*, composée de ses quatre-vingts villages, on peut raisonnablement estimer que quelques centaines de jeunes hommes ont disparu pendant le deuxième Anfal.

Mais l'histoire, comme le suggère l'expérience des villages tels que Chami Smor, est plus complexe que cela. Les cinq jeunes hommes de Chami Smor qui ont disparu de Suleimanieh étaient des déserteurs de l'armée qui s'étaient rendus aux autorités dans le cadre de l'exode général. Cependant, la localisation du village – à la

11. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 1^{er} avril 1993.

lisière des montagnes élevées de Qara Dagħ – a poussé les autres à entreprendre ce qui s'est révélé une terrible erreur. Pendant que la majorité fuyaient au nord, deux familles ont franchi les sommets interdits, en direction de la plaine de la Germian, en espérant se trouver en sécurité dans la ville de Kalar, qui ne serait pas touchée par l'Anfal. Il y avait dix-sept personnes en tout dans le groupe – hommes, femmes et enfants. Aucune d'elles n'est arrivée à destination. Il en a été de même pour les centaines d'autres personnes qui ont fui vers le sud avec la même idée. On peut supposer qu'ils ont tous été arrêtés par les autorités irakiennes¹².

* * *

LA FUITE VERS LE SUD DE GERMIAN

Il y a des différences régionales très frappantes dans les types de disparitions massives qui se sont produites pendant la campagne d'Anfal. Après le premier Anfal, les hommes adultes et les adolescents qui ont été capturés par l'armée ont disparu ; ce schéma s'est répété dans toutes les autres zones. Mais dans quelques autres endroits, notamment dans le sud de Germian, un nombre très important de femmes et d'enfants ont également été emmenés et n'ont plus jamais été revus. Le critère de sélection semble non seulement avoir inclus le lieu de naissance des personnes, mais également la zone dans laquelle elles avaient été capturées. Dans de nombreux cas, mais pas dans tous, le type de disparition semble avoir reflété le degré de résistance que les troupes ont rencontré. Si les *peshmergas* se défendaient vigoureusement, il y avait plus de risques, pour les femmes et les enfants capturés dans les environs, de disparaître avec leurs maris et leurs pères. C'est peut-être ce qui est sous-entendu dans une lettre de l'Amn datée du 2 août 1988, qui demande à savoir si les personnes placées sous sa garde s'étaient ou non rendues dans une zone où des combats avaient eu lieu¹³.

12. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjān, 19 mars 1993.

13. Lettre confidentielle de l'Amn de la région autonome à l'Amn du gouvernorat d'Arbil, le 2 août 1988. Le texte dispose : « Prenez s'il vous plaît note de notre télex n° 9887 du 20 juillet 1988, et dites-nous si les personnes qui sont l'objet de la communication proviennent ou non d'une zone de combat. »

On n'a pas fait de mal aux femmes et aux enfants qui ont fui au nord de Qara Dagh vers Suleimanieh et les complexes. Ceux qui ont traversé le sud de Germian ont disparu. Deux hommes, trois femmes et six enfants ont disparu du village d'Aliawa. Soixante-dix-sept villageois de Masoyi, dont plusieurs enfants et nourrissons, ont été capturés près de Kalar et n'ont jamais été revus¹⁴.

La population d'Omar Qala, un village composé de vingt maisons, à l'extrémité sud de la montagne de Zerda, a fui en masse à l'annonce de l'attaque au gaz des environs de Sayw Senan. N'emportant que l'essentiel, argent, couvertures ainsi que leurs troupeaux d'animaux, ils ont contourné la montagne et se sont dirigés vers le sud-ouest, en direction de Germian. Bien qu'ils ne fussent pas des *peshmegas*, tous les hommes portaient des armes, conformément à la pratique commune des hommes kurdes d'Irak ; tous, à l'exception de trois d'entre eux, étaient soit des déserteurs, soit des réfractaires. Les vingt familles ont marché plusieurs jours et dormi dans des grottes ou en plein air. Elles espéraient retourner chez elles une fois que le gouvernement serait chassé de la zone, comme cela s'était toujours produit dans le passé. Les choses étaient différentes cette fois-ci. Atteignant le village de Bakr Bayef, sur le flanc oriental de Germian, elles ont appris que l'ensemble de la zone de Qara Dagh était tombé entre les mains des forces gouvernementales. L'ensemble de leurs villages avait été rasé ; il n'y avait plus aucune maison où se réfugier. Derrière eux, les bombardements chimiques de l'armée pleuvaient sur la montagne de Zerda, et au petit matin du 1^{er} avril, l'armée s'est emparée des villages *peshmegas* fondamentaux de Takiyeh et Balagjar¹⁵.

Loin d'échapper à l'armée, les habitants d'Omar Qala avaient couru droit dans les griffes de l'ennemi. Germian était la prochaine cible de l'Anfal, leur dirent les villageois de Bar Bayef, et on avait donné 72 heures à ses habitants pour se rendre. Les vingt familles se sont rassemblées ce soir-là pour décider de leur prochaine destination. Elles ont conclu qu'il n'y avait aucune autre alternative que de se rendre. Après tout, comme le pensait le plus enthousiaste d'entre eux, marcher le long des lignes

14. Interviews du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 21 mars 1993, complexe de Naser, 26 mars 1993.

15. Un télégramme « secret et urgent » de l'Amn de Darbandikhan, n° 9507, 17 h 40, du 1^{er} avril 1988 rapporte la chute de « quatre bases de saboteurs et d'agents de l'Iran, avec une base des Gardes de Khomeyni l'imposteur et une base de saboteurs du Parti communiste irakien ». Avec ces victoires de l'armée, la dimension militaire du second Anfal était complète.

gouvernementales leur avait offert une protection durant les précédentes séries de combats entre l'armée et les *peshmegas*. Au petit matin, ils se sont dirigés vers les forces gouvernementales, en direction du lointain village de Boysana. Moins de deux kilomètres plus loin, il y avait un endroit appelé Sheikh Tawil, qui allait peut-être devenir – de toute de la campagne d'Anfal – la cible défendue avec la plus grande obstination.

Au cours de la dernière semaine du mois de mars, les habitants de Sheikh Tawil, qui appartenaient à la tribu des Tarkhani, accueillirent des centaines de concitoyens kurdes fuyant le Qara Dagh. Alors qu'ils provenaient de tribus différentes, dit un homme, « nous les avons protégés ; nous sommes devenus un¹⁶ ». Succédant à des civils apeurés, un contingent frais de *peshmegas* est arrivé, fuyant la débâcle sur les montagnes de Zerda. Le triangle formé par la montagne, Sheikh Tawil et Darbandikhan était jusqu'alors un chaudron en ébullition. Il y avait des bombardements constants en toute direction, certains du côté irakien, d'autres du côté iranien. Personne ne pouvait plus faire la différence. La confusion régnait. Du 3 au 5 avril, l'armée et les *peshmegas* ont livré leur première bataille pour le contrôle de Sheikh Tawil. Dans le chaos général qui a précédé les combats, la plupart des civils de Sheikh Tawil ont quitté leurs maisons et se sont rendus vers l'autoroute qui va vers le sud-ouest, du lac de Darbandikhan à Kalar. Soixante-dix-neuf d'entre eux seront capturés et disparaîtront. Mais il ne s'agissait pas encore du troisième Anfal, l'Anfal de Germian, cette horreur allait se produire plus tard.

Les familles d'Omer Qala ont regardé les quatre vieux de Boysana qui sont partis à la rencontre des troupes, en portant un drapeau blanc. On leur a dit : « Apportez vos familles, rien ne leur arrivera. » Faisant confiance à la promesse de l'officier, un certain nombre d'hommes, de femmes et d'enfants se sont rendus. Ils ont été aussitôt arrêtés. Ceux qui étaient restés à l'arrière ont appris, plus tard, qu'ils avaient été amenés au quartier général de la brigade militaire de la ville de Kalar. Mais c'est la dernière chose qu'on a entendu dire d'eux.

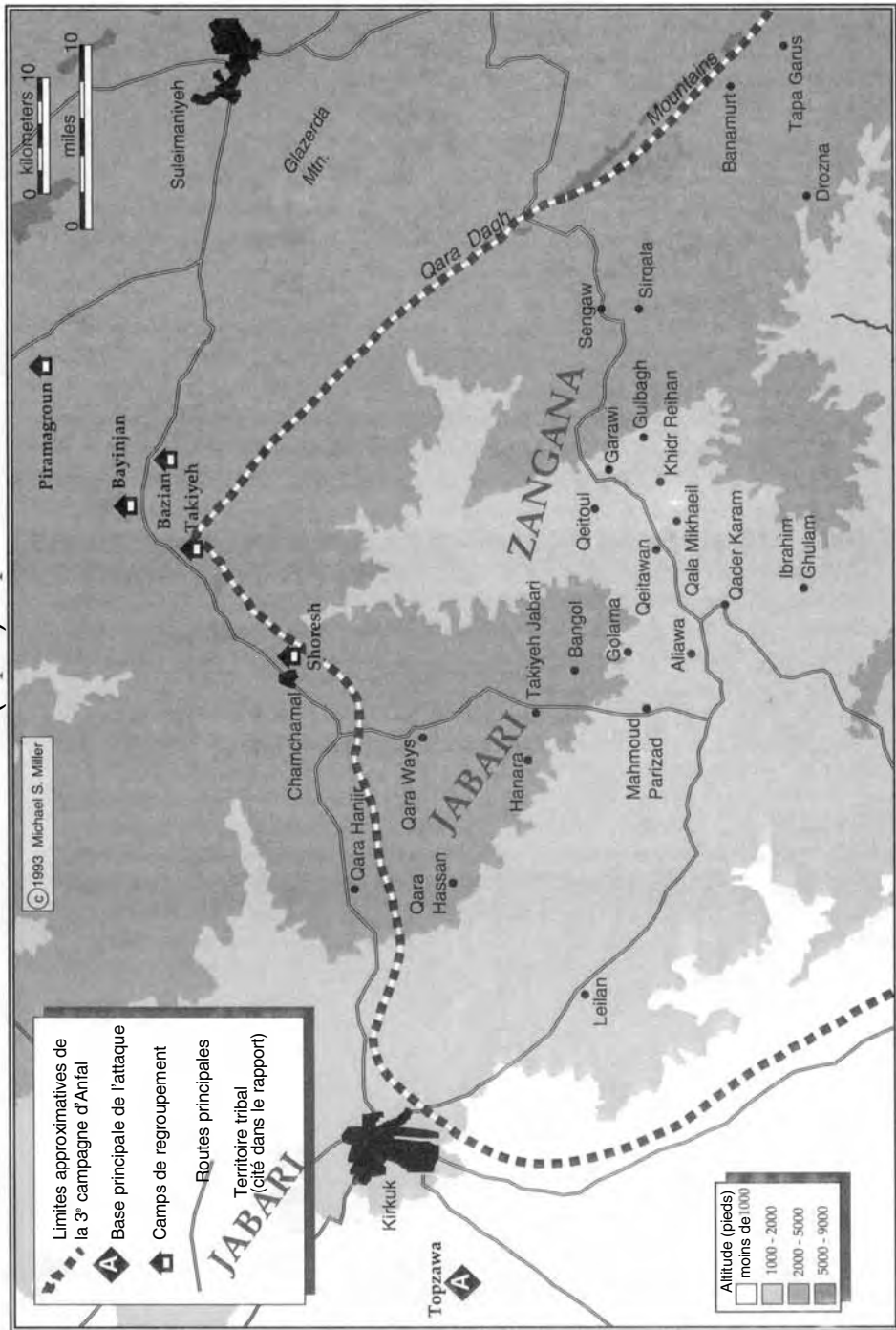
Les derniers villageois d'Omer Qala ont à nouveau fui, marchant jusqu'à ce qu'ils atteignent le village de La'likhan, sur la route principale. Ils y ont trouvé une foule venant de différents villages, ainsi qu'une série de camions que l'armée avait amenés pour les rassembler. À nouveau, les villageois se sont consultés. Bien que terrorisés, ils ont à nouveau reconnu que la capitulation était leur unique espoir. Akram, un garçon de dix-huit ans d'Omer Qala, était toutefois encore méfiant. Craignant

16. Interview du Middle East Watch avec un ancien résident de Sheikh Tawil, complexe de Bawanur, 28 mars 1993.

d'être puni en tant que réfractaire, il s'est caché dans un tonneau vide pour observer la capitulation de masse¹⁷.

17. Interview du Middle East Watch, complexe de Naser, 28 juillet 1992. En fait, Akram est passé plus tard à travers un certain nombre de lignes militaires et de points de contrôle le long du chemin ; mais il n'a jamais abandonné ses chèvres, et cela lui a peut-être sauvé la vie. On a raconté au Middle East Watch plusieurs histoires d'hommes en âge d'être engagés et qui ont été épargnés, en particulier dans la zone du sud de Germian, s'ils gardaient leur bétail au moment de l'Anfal.

Troisième Anfal (Nord) : 7-20 avril 1988



TROISIÈME ANFAL
GERMIAN, 7-20 AVRIL 1988

« *C'était la première fois que des personnes
 étaient emmenées pour être éliminées.* »

Fermier du village de Golama, Qader Karam.

Germian – la région chaude – est une grande plaine accidentée à l'extrémité la plus au sud du Kurdistan irakien où l'on parle le sorani. Elle borde le cœur des terres arabes d'Irak. Elle est délimitée à l'ouest par l'autoroute entre la ville de Kirkouk, riche en pétrole, et la ville de Tuz Khurmatu, au nord, par la route Kirkouk-Chamchamal, à l'est par les montagnes de Qara Dagh, et au sud par le triangle artificiel formé par les villes de Kalar, Kifri et Paibaz¹. La *nahya* de Qader Karam, autrefois centre marchand de quelque 10 000 habitants, se trouve presque exactement au milieu de Germian.

À la fin de la première semaine d'avril, les derniers *pehmergas* vaincus et dispersés des zones de Sergalou-Bergalou s'étaient frayés un chemin vers le sud, pour trouver refuge dans la forteresse de l'UPK, située dans la plaine de Germian. Les villageois fuyant le deuxième Anfal se sont également dirigés au sud et à l'ouest. Des combattants du deuxième *malband* ont pris de nouvelles positions défensives à Sheikh Tawil, surpeuplée par des réfugiés de Qara Dagh. D'autres se sont dirigés vers le village de Bashtapa, sur la rivière d'Aqa Su qui coupe en deux les plaines de Germian². (Les habitants locaux l'appellent l'Awa Spi, la « Rivière blanche », en raison de ses flots d'un blanc laiteux.)

Comparé à la vallée de Djafati, et même à Qara Dagh, le terrain plat de la plaine de Germian est bien moins propice à une guérilla. Là se trouvait cependant le cœur

1. La ville de Peibaz, sur la route principale allant de Kalar à Darbandikhan, est également connue sous le nom de Bawanur – « Père de Lumière » – en l'honneur d'un saint enterré sur les lieux et dont on dit que le tombeau diffuse de la lumière tous les vendredis soir.

2. Interview du Middle East Watch avec un ancien commandant de l'UPK de Germian, Suleimanieh, le 28 mars 1993.

politique de la révolte de l'UPK, et les fils de ses villages agricoles constituaient la masse des forces de combat de l'organisation. Les villages étaient également pleins de déserteurs et de réfractaires, et les *peshmergas* bénéficiaient d'un vaste réseau bien organisé de soutien local. « Ils avaient pour habitude de venir la nuit, de prendre de quoi manger chez les villageois, et de leur donner des leçons de politique expliquant pourquoi ils devaient combattre le gouvernement, et pourquoi ils ne devaient pas rejoindre le Jahsh », dit une femme du village de Sheikh Hamid, qui se situe à côté de Tazashar, forteresse de l'UPK³. « Les *peshmergas* avaient ordonné à chaque famille d'acheter une arme », ajoute un homme des installations voisines de Kani Qader Khwaru. « C'était comme une règle, et les gens ont été d'accord, parce qu'ils voyaient que cela était nécessaire. Les civils armés rejoindraient les *peshmergas* pour défendre leurs villages. On parlait d'eux en tant que "forces de soutien". Tous les villages avaient ce type d'unités de défense civile⁴. »

Toutefois, les *peshmergas* ne pouvaient pas faire grand-chose pour résister à l'assaut féroce de l'armée irakienne. Il s'agissait d'une guerre plus conventionnelle, bien qu'elle soit d'un type extrêmement asymétrique. Pendant plus d'une semaine, la zone a été envahie par une succession d'assauts de l'infanterie, de divisions blindées, de l'artillerie, des forces aériennes et du Jahsh. Les habitants de Germian ont compris qu'il était nécessaire de capituler car il était impossible de s'échapper ; ils n'avaient jusqu'alors jamais vu une telle concentration de troupes et de milices. L'armée n'a quitté la région qu'après la capture de tout ce qui était vivant ; elle a poursuivi tous les villageois cherchant à s'échapper, par hélicoptère ou à pied, dans les montagnes, dans les autres villes et grands centres⁵.

L'armée irakienne a exploité sans pitié les faiblesses de l'UPK à Germian. Il n'y avait là aucune base vigoureusement fortifiée – ni à Bergalou, ni à Yakhsamar, ni

3. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 19 mai 1992. Jusque-là, bien sur, les réfractaires n'étaient absolument pas incités à se rendre, étant donné les récents décrets établissant la peine de mort pour désertion. Les exécutions publiques et même télévisées étaient quelque chose de banal. Voir plus haut, p. 98.

4. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 25 juillet 1992.

5. Un rapport de terrain, « secret et urgent », adressé par les services de renseignements militaires de la région est au bureau Nord, décrit par exemple le raid lancé à l'aube du 26 avril sur le village abandonné de Kilar. Les compagnies blindées du 44^e régiment d'infanterie ont encerclé le village à la recherche de « familles qui avaient infiltré le village en conséquence du troisième Anfal ». Tous les combats dans ce secteur s'étaient terminés au moins une semaine plus tôt.

aucun armement lourd. Les quelques villages *peshmergas* dotés d'un détachement militaire fixe, ou *teep*, ont facilement été isolés des réseaux d'approvisionnement ; privés de renforts, les combattants isolés pouvaient s'enfuir, ou combattre jusqu'aux dernières munitions. Les *peshmergas* venant des zones du premier et du deuxième Anfal étaient épuisés, et les attaques chimiques sur la vallée de Djafati, Qara Dagh et Halabja ont provoqué un effondrement du moral généralisé. Le régime irakien semble avoir trouvé les gaz toxiques moins nécessaires pendant la campagne sur Germian, bien qu'ils aient été utilisés contre au moins une cible gênante⁶. Certaines forteresses *peshmergas* assiégées ont tenu pendant cinq jours, mais dans la plupart des endroits, la résistance s'est rapidement effondrée.

* * *

Il est possible de reconstruire dans les détails le plan de bataille de l'armée irakienne à Germian, grâce à une série de trente-trois rapports « secrets et urgents » des renseignements militaires, qui mettent à jour, heure par heure, les conditions de la bataille⁷. Ces documents présentent la série d'immenses manœuvres en tenailles, réalisées par des colonnes de troupes qui convergeaient d'au moins huit points différents, sur le périmètre de Germian, encerclaient les cibles *peshmergas*, canalisait vers des points de rassemblement désignés les populations civiles qui fuyaient, et bloquaient toutes les autres échappatoires (voir la carte). L'échange de télégrammes décrit quelque cent vingt villages « bombardés et démolis », ou « brûlés et détruits ». Presque aucun d'eux n'est décrit comme ayant été une cible militaire ; on rapporte n'avoir rencontré de la résistance que dans quelques cas ; dans les rares cas où un vil-

6. Ces informations reposent sur des rapports fiables concernant une attaque chimique sur le village de Tazashar (*nahya* de Qader Karam). Pour des détails, voir plus bas p. 166-167. Le Middle East Watch a reçu des rapports non confirmés d'attaques de gaz pendant l'Anfal sur Khalo Baziani (Qara Hassan).

7. Ces rapports, portant généralement le titre de « *Umala* Iran synopsis », sont datés du 9 au 27 avril 1988. Ils ont été trouvés attachés les uns aux autres par un lacet, dans un dossier dont la couverture porte le titre suivant : « Document sur l'opération du troisième Anfal (secteur de Qader Karam) », 9 avril 1988. Malgré tous ses détails, il est clair que c'est loin d'être un document complet sur le théâtre de l'Anfal. La plupart des documents viennent des services de renseignements de Kalar ou du deuxième corps d'armée, et décrivent les opérations entreprises dans la partie sud de Germian. Un petit nombre de documents de l'Istikhbarat de Tuz Khurmatu et de Chamchamal rapportent les actions menées plus au nord. Certains de ces documents sont reproduits dans le rapport sur l'Irak du 19 février 1993, rédigé par le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

lage était fouillé, les soldats ne trouvaient rien de plus incriminant que « des photos de saboteurs et du charlatan Khomeyni⁸ ».

Le but de l'opération ne pouvait pas être plus clair : il était question d'effacer toute trace d'installation humaine. Plusieurs des rapports de terrain de l'Istikhbarat l'ont révélé de façon explicite. « Tous les villages par lesquels passait le convoi étaient détruits et brûlés, car la plupart de ces villages n'étaient pas indiqués sur la carte », rapporte la colonne de Kalar, le 13 avril. La colonne de Pingalle est retournée à la base, le 20 avril, « après la démolition de tous les villages de son secteur⁹ ». Un seul passage n'ayant pas été jugé suffisant, au milieu du mois d'août, les troupes sont retournées pour « brûler et supprimer tout signe de vie¹⁰ ». Dans tous les cas, les noms des villages qui ont été éliminés correspondent aux sites de disparitions de masse que les survivants ont décrits au Middle East Watch.

* * *

LE PLAN DE CAMPAGNE : (1) TUZ KHURMATU

Tôt dans la matinée du 7 avril, les premières troupes et bataillons du Jahsh ont quitté leur base de Tuz Khurmatu, au sud-ouest de Germian. Durant les deux jours suivants, d'autres unités ont quitté Kirkouk, Laylan, Chamchamal et Sengaw ; toutes ont convergé vers la ville de Qader Karam. La colonne de Tuz Khurmatu s'est

8. Télégramme du deuxième corps n° 10724, du 14 avril 1988, décrivant les actions de la colonne de Kifri. « Après avoir occupé le village d'Aziz Qader, les forces n'ont rien trouvé de plus que des meubles dans les maisons, des documents et des photos de saboteurs et du charlatan Khomeyni. Tout cela a été brûlé. »

9. Télégramme n° 10687 de l'Istikhbarat de Kalar à l'Istikhbarat de la région est, le 13 avril 1988. Télégramme no. 11386 du deuxième corps au Commandement du bureau Nord, le 21 avril 1988.

10. Télégramme de l'Amn de Kalar, n° 19442, daté du 20 août 1988. L'ordre « d'isoler les zones interdites de culture et de les brûler » a été transmis par un communiqué du Bureau Nord, n° 3821 et daté du 3 juillet 1988.

rapidement divisée en trois corps expéditionnaires. L'un s'est dirigé au sud-est de la ville de Naujul, en direction de la rivière d'Awa Spi. Un deuxième, plus important, s'est dirigé vers l'est, le long de la vallée de la rivière sablonneuse. Précédé par des frappes aériennes, il s'est occupé de la résistance des survivants du deuxième *malband* à Bashtapa, et a bientôt rendu compte de la démolition de dix-sept villages, au prix de onze morts – dont huit étaient du Jahsh¹¹.

Deux de ces villages étaient Warani-le-Bas et Warani-le-Haut, nouvelle position de repli des *peshmergas* à Bashtapa. Les deux Warani ont beaucoup souffert par le passé : ils ont été brûlés à trois reprises depuis 1963. Les villages jumeaux ont également été le lieu de la triste illustration des exigences d'Ali Hassan al-Madjid : des bombardements aériens et des tirs d'artillerie destinés à « tuer le plus grand nombre de personnes présentes dans ces zones interdites¹² ».

Dans les mois précédant l'Anfal, trois attaques fatales ont été menées par des hélicoptères du gouvernement. L'une d'entre elles a tué un vieil homme qui se reposait dans ses champs au moment des moissons ; une autre a tué une fille de quinze ans et sa mère, qui prenaient de l'eau à la rivière ; une autre a tué deux jeunes bergers, des frères âgés de huit et onze ans.

Mais la campagne d'Anfal était différente. Les troupes sont arrivées, le matin, ont mis le feu aux maisons, ont tué tout le bétail et rassemblé de nombreux villageois. D'autres villageois ont réussi à fuir dans les collines, où ils sont restés plusieurs jours. Mais ils ont compris qu'ils étaient cernés de trois côtés et qu'ils n'avaient d'autre alternative que de se diriger vers le sud, en direction de l'autoroute où ils se sont rendus à une unité du Jahsh, commandée par un *mustashar* nommé Adnan Jabari. C'était le premier jour du Ramadan, le mois de jeûne musulman, se souvint un vieil homme ; le 17 avril. Des camions attendaient pour les emmener, et de nombreux détenus n'ont jamais été revus. Les villageois ayant survécu ont, plus tard, dressé une liste de cent deux personnes disparues de

11. Le corps expéditionnaire était composé de la 65^e brigade des forces spéciales, soutenue par les 58^e et 200^e bataillons de défense nationale (Jahsh). Télégramme de l'Istikhbarat de Tuz Khurmatu n° 10340 du 10 avril 1988. Le télégramme se plaint qu'une autre unité du Jahsh, la 25^e, « se soit déchargée de ses responsabilités, et ait raté sa mission ». De telles plaintes concernant les manquements des milices kurdes apparaissent fréquemment dans ces télégrammes.

12. Paragraphe 4 de la directive SF/4008 du Commandement du Bureau Nord, daté du 20 juin 1987, voir p. 114-116.

Warani¹³. Comme dans tous les villages de la zone où vivait la tribu de Daoudi, il y avait parmi les disparus un grand nombre de femmes et d'enfants.

Au même moment, le troisième corps expéditionnaire de Tuz Khurmatu lança une attaque féroce sur la base de l'UPK à Tazashar, à une vingtaine de kilomètres au nord de la rivière d'Awa Spi. Tazashar était l'exemple parfait du dilemme auquel l'UPK était confronté dans la région de Germian. Petit village composé seulement d'une vingtaine de ménages, il avait pris une importance stratégique en raison de son emplacement sur une route, praticable de tout temps, et proche de la principale autoroute reliant Tur Khurmatu à Qader Karam. Un petit contingent de 20 à 25 *peshmergas* s'était établi ici, pour combattre les forces militaires qui avançaient vers le sud, à partir de la route principale. L'armée a fait intervenir des armes lourdes et des chars ; des avions et des hélicoptères ont apporté un soutien aérien. Les *peshmergas*, qui étaient moins nombreux et moins armés, ont opposé une forte résistance de 8 h 00 du matin jusqu'au début de l'après-midi du 9 avril. Mais, dans une vallée entourée de basses collines, ils étaient largement désavantagés ; rencontrant de la résistance, l'armée pouvait aisément se retirer temporairement et faire pivoter ses troupes en les envoyant derrière Tazashar pour l'encercler. Les soldats ont pris le contrôle des sommets de la colline et détruit trois autres villages qui étaient sur leur chemin – Kani Qader-le-Haut, Kani Qader-le-Bas et Shiekh Hamid.

Plusieurs témoins des villages voisins affirment que l'armée a utilisé des armes chimiques à Tazashar. Un homme, vivant à Kani Qader Khwaru, six kilomètres plus loin, a dit au Middle East Watch qu'il avait intercepté des communications radio d'officiers chargés du commandement ; les voix affirmaient que le gaz était la seule façon de débusquer l'ennemi¹⁴. Le témoin a alors vu des avions

13. Interviews du Middle East Watch avec d'anciens habitants des complexes de Warani, de Benaqlawa et de Suleimanieh, 19 avril et 12 mai 1992.

14. Selon de nombreux témoins interviewés par le Middle East Watch, les *peshmergas* et les villageois ordinaires étaient souvent à l'écoute des fréquences utilisées par les forces armées. Un commandant de l'UPK de Germian ne pouvait assurer que des armes chimiques avaient été utilisées à Tazashar, mais des comptes-rendus de témoins, ainsi que des références fréquentes faites dans d'autres interviews fournissent des preuves convaincantes qu'une telle attaque s'est effectivement produite. Interviews du Middle East Watch avec d'anciens habitants des complexes de Kani Qader Khwaru et de Bayinjan, et de la ville de Suleimanieh, 19 mai, 25 juillet 1992, 19 mars 1993. Il est également possible qu'une attaque chimique ait eu lieu le 10 avril. Un berger du village voisin de Talau a rapporté que des survivants *peshmergas* ont fui dans cette direction et ont été bombardés par l'aviation aux environs de minuit. Selon cet homme, les gaz chimiques ont tué dix personnes à Talau. Interview du Middle East Watch, complexe de Daratou, 18 avril 1992.

d'Hawker Hunter, fournis par les Britanniques, bombarder Tazashar, disparaissant sous des nuages de fumée blanche. Une heure plus tard, l'armée entrait dans le village. Tous ceux qui le défendaient étaient morts.

Aisha, une jeune femme enceinte, âgée de vingt ans, habitant le village de Sheikh Hamid, a observé l'attaque du champ de blé de sa famille, situé au sommet de la colline. L'aviation irakienne ayant si souvent bombardé la zone dans le passé, elle n'a pas immédiatement réalisé qu'il s'agissait d'attaques chimiques. Lorsqu'elle est descendue de la colline ce soir-là, elle a vu les corps de vingt-cinq *peshmergas*. « C'est alors que j'ai découvert que l'armée avait utilisé des armes chimiques, parce que j'ai vu aussi un grand nombre de chèvres, de vaches et d'oiseaux morts. » Dans la nuit du 10 avril, l'Istikhbarat de Tuz Khurmatu a informé par télégramme les quartiers généraux de la région est qu'il avait enlevé « les corps de quinze individus subversifs pour les enterrer dans les environs du secteur du commandement militaire de Tuz ; avant d'être enterrés, ils ont été photographiés, et le film sera expédié dans un prochain envoi¹⁵ ». Ayant réglé l'affaire de Tazashar, la colonne a continué vers le sud, en éliminant une demi-douzaine de villages, avant de finir par nettoyer la dernière poche de résistance *peshmerga* à Karim Bassam, atteignant ainsi la rive nord de la rivière d'Awa Spi.

Comme toutes les personnes vivant à Sheikh Hamid, Aisha s'est enfui. Alors qu'elle quittait la région, elle a rencontré un *mustashar*, un homme portant le nom de Sheikh Ahmad Barzinji, qui était à la recherche de ses propres parents. Elle lui a demandé ce qui s'était passé. « Je ne sais pas », lui a-t-il répondu. « Vous devriez seulement vous rendre à l'armée. C'est la meilleure des choses que vous puissiez faire. Je ne peux rien faire ; même mes parents ont été tués. »

Aisha a pris ses enfants et a gagné les collines. Elle n'y a pas trouvé son mari. Ayant à l'esprit les mots du *mustashar*, elle s'est dirigée vers le nord, en direction de Qader Karam, pour se rendre ; de toute façon, l'armée avait fermé toutes les autres voies. Les montagnes au sud de Qader Karam étaient pleines de groupes de réfugiés. Ils se sont cachés dans les grottes pendant trois jours. Le deuxième jour, Aisha a donné naissance à son enfant. Elle avait faim et était trop faible pour l'allaiter ; elle n'avait aucune couverture pour protéger son enfant de la fraîcheur du soir. Le troisième jour, elle est partie chercher de quoi manger, laissant son enfant d'un jour dans la grotte.

15. Télégramme de l'Istikharat de Tuz Khumatu, n° 10334, du 10 avril 1988.

Dès qu'elle a quitté son refuge, Aisha a été repérée par une patrouille du Jahsh qui traquait les survivants. Elle a été surprise de leur gentillesse ; ils ont promis qu'ils l'amèneraient au *mustashar*, qui lui permettrait d'être amnistiée. Ils ont trouvé leur commandant dans les faubourgs de Qader Karam. Il s'est avéré qu'il s'agissait de Sheikh Ahmad Barzinji, l'homme même qu'elle avait rencontré trois jours plus tôt dans les décombres de son village.

« Il m'a promis qu'il m'aiderait et m'a emmenée dans une école voisine. Je me suis sentie en sécurité dans l'école, et il m'a donné à manger. Mais quelques heures plus tard, on a amené beaucoup de personnes dans l'école. Beaucoup de villageois venaient ici pour se rendre ; ils étaient encouragés en ce sens par le Jahsh de Sheikh Ahmad. L'armée a séparé les hommes des femmes, a mis les menottes à tous les hommes et les a placés dans des pièces séparées. Quand l'armée a pris les opérations en mains, le Jahsh a été mis de côté. Sheikh Ahmad a disparu et on ne l'a jamais revu. Alors, les soldats ont pris tous les hommes et les ont mis dans des bus militaires. Peu après, ils ont commencé à faire de même avec les femmes et les enfants¹⁶. »

L'histoire d'Aisha reste l'une des plus étranges de la campagne d'Anfal ; dans un acte de clémence apparemment arbitraire, un officier de l'armée l'a laissée quitter l'école de Qader Karam et se rendre à Suleimanieh. Aisha a non seulement survécu à l'Anfal mais elle a également retrouvé son bébé qu'elle avait laissé derrière elle, dans la grotte. La plupart des habitants de la région ont été moins chanceux – si tel est bien le mot à utiliser car Aisha a elle-même perdu son mari, trois frères et douze autres membres de sa famille. Ils faisaient partie d'un groupe d'au moins quatre-vingts hommes de Sheikh Hamid qui se sont rendus au *mustashar* et qui n'ont jamais été revus. Au moins vingt-cinq personnes du village voisin de Karim Bassam ont disparu ; en ce qui concerne Aziz Beg, un village entre Tazashar et Talau, la liste des disparus – comprenant un grand nombre de femmes et d'enfants – va jusqu'à quatre-vingt-douze.

* * *

16. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 19 mai 1992.

LE PLAN DE CAMPAGNE :

(2) QADER KARAM ET LE NORD DE GERMIAN

Pendant ce temps, les autres armées menaient également une campagne de terreur au nord de Qader Karam, sous la direction du général de brigade des forces spéciales (*Amid*) Bareq Abdullah al-Haj Hunta, qui semble avoir été le commandant général des opérations du troisième Anfal à Germian¹⁷. Les colonnes qui arrivaient de l'ouest ont dit avoir effectué une avancée sans incidents – ce qui n'était pas vraiment surprenant, car elles suivaient la grande route principale Kirkouk-Chamchamal à travers une zone qui avait déjà largement été détruite et dépeuplée pendant la campagne du printemps 1987. Elles ont rapidement atteint Qader Karam, à la fin de l'après-midi du 10 avril. Le lendemain matin, une colonne du Jahsh, dirigée par Sayed Jabari, est partie de la *nahya* pour se charger du village isolé d'Ibrahim Ghulam, dans les collines rocailleuses au sud de Qader Karam¹⁸. La population, ayant entendu parlé des combats se développant dans les environs, avait déjà fui ; mais elle est sortie des endroits où elle s'était cachée de façon désordonnée, quelques jours plus tard, pour se rendre. Le Middle East Watch a reçu une liste de cinquante et une personnes d'Ibrahim Ghulam n'ayant jamais été revues¹⁹.

Ibrahim Ghulam était un village qui appartenait à la tribu de Zangana ; les Zangana et leurs voisins, les Jabari, ont été victimes des pires actions du troisième

17. Le général Bareq, un « héros de la bataille de Qadesh » (la guerre Iran-Irak), était alors chargé d'un détachement de forces spéciales qui gardait les champs pétrolifères de Kirkouk. D'autres témoins l'auraient également vu dans la montagne de Glazerda, pendant le deuxième Anfal. Selon un ancien chef de la police irakienne, Bareq était également le commandant des campagnes militaires menées contre les dissidents chiïtes dans le sud, au milieu des années 1980. Interview du Middle East Watch avec Hamdi Abd-al-Madjid Gilli, Suleimanieh, le 24 juillet 1992. Bareq aurait été exécuté en 1991 car suspecté d'avoir été impliqué dans un complot pour renverser le président Saddam Hussein.

18. Télégramme n° 10488 de l'Ishtikhbarat de Chamchamal adressé au quartier général de l'Ishtikhbarat de la région est, le 11 avril 1988. Il y a des témoignages non confirmés d'une attaque chimique dans ce secteur contre le village de Khalo Baziani.

19. Interview du Middle East Watch avec un ancien habitant d'Ibrahim Ghulam, Suleimanieh, le 28 juin 1992.

Anfal²⁰. En avril 1988, les Zangana habitaient des douzaines de villages à l'est de Qader Karam ; les villages jabari étaient éparpillés dans les basses montagnes vers le nord. Les colonnes de troupes opérant à partir des bases de Sengaw et de Chamchamal les ont tous anéantis.

Certains des villageois jabari ont réussi à s'échapper vers le nord, à travers une brèche temporaire que les *peshmergas* ont ouverte sur la route de Kirkouk à Chamchamal. D'autres ont essayé, en vain, de gagner de vitesse les troupes militaires. Au moment du troisième Anfal, les habitants de Taerberz, un petit hameau de Jabari sur la route pavée située à une demi-heure à l'ouest de Qader Karam, étaient en train de reconstruire les maisons que l'armée avait brûlées l'été précédent. Ayant entendu parler de vagues de troupes qui s'approchaient d'eux dans un large mouvement en tenailles, à partir de Kirkouk et de Chamchamal, ils ont fui à l'aurore ; mais ils n'étaient qu'à deux heures des villages lorsque l'armée et le Jahsh ont trouvé leur piste. Un convoi de camions militaires IFA les attendaient sur la route pavée. Il les a pris à Leilan, une *nahya* un peu plus au sud de Kirkouk.

Les autres hameaux jabari étaient déserts au moment où les troupes sont arrivées. Tel était le cas de Mahmoud Parizad, une autre installation proche de la route principale, à une demi-heure, en voiture, à la fois de Kirkouk et de Qader Karam. À bien des égards, Mahmoud Parizad était typique de l'ensemble de la zone jabari : vingt-cinq maisons de boue et de blocs de ciment, chacune ayant son propre abri contre les bombardements ; pas d'électricité ni d'eau courante ; une petite mosquée ainsi qu'une petite école ayant été fermée et dont l'instituteur, nommé par le gouvernement, avait été rappelé lorsque la zone était tombée sous le contrôle des *peshmergas*, au milieu des années 1980.

Lorsque l'Anfal a atteint Mahmoud Parizad le 11 avril, l'armée a rencontré une résistance modeste de la part des *peshmergas* de deux villages voisins, et les habitants de Mahmoud Parizad se sont enfuis vers les montagnes pour échapper aux tirs d'artillerie qui commençaient. Là, ils ont été rejoints par un torrent ininterrompu de réfugiés d'autres villages jabari, peut-être mille en tout. L'information, concernant l'attaque chimique de la veille à Tazashar, avait rapidement circulé, et femmes et enfants ont décidé de se rendre à l'armée ; les hommes, dont la plupart était d'actifs *peshmergas*, sont restés cachés deux jours de plus.

20. Les Zangana sont une des plus grandes tribus non confédérées du Kurdistan, implantée de part et d'autre de la frontière entre l'Iran et l'Irak. Les Jabari n'étaient pas protégés pendant l'Anfal par la position favorable au régime de leurs deux *mustashars*, Sayed et Adnan Jabari. Pour des informations générales sur les tribus et les confédérations kurdes, voir Izady, *The Kurds, op. cit.*, p. 74-86.

À midi, les femmes et les enfants sont retournés dans leurs villages, alors qu'un hélicoptère survolait la zone et que des bombardements se faisaient entendre tout autour. L'armée, accompagnée d'un régiment du Jahsh, s'était déjà emparée de Mahmoud Parizad. Les premières maisons étaient déjà en flammes. Les soldats dépouillaient les villageois de tout ce qu'ils avaient pu emporter avec eux dans les montagnes. Avant de mettre le feu aux maisons, les soldats pillèrent tout ce qui pouvait leur passer par la main, même de petits animaux domestiques tels que des lapins ou des pigeons. Ensuite, ils ont entassé les villageois dans des camions IFA qui attendaient, les uns derrière les autres, et les ont conduits vers le nord en direction de Chamchamal, loin des flammes qui dévoraient Mahmoud Parizad.

Quelques villageois jabari sont parvenus à échapper aux troupes qui avançaient, parfois avec l'aide de compatriotes kurdes du Jahsh qui les avaient avertis à l'avance. Cela s'est produit, par exemple, à Hanara, et un peu plus loin au nord, vers Chamchamal, qui était relié au quartier général de l'UPK à Takiyeh Jabari par une route montagneuse et accidentée. Il y avait eu des combats dans le voisinage pendant des années, et un certain nombre de villageois étaient morts au cours des bombardements. Lorsque les blessés étaient conduits à l'hôpital, les médecins leur disaient toujours, selon un survivant : « Vous êtes traités ainsi car vous êtes des traîtres et que vous travaillez avec les Iraniens. » Les habitants d'Hanara ont grandi avec l'habitude de passer leurs journées dans les collines avec leurs troupeaux, se cachant dans leur refuge contre les raids aériens, ne retournant chez eux que la nuit pour faire cuire du pain.

Lorsque l'Anfâl a touché Hanara – avec des hélicoptères et des avions de combat le matin, et des troupes terrestres la nuit, seuls quelques combattants *peshmergas* étaient sur les lieux. Les autres villageois ont pris le risque d'entrer en contact avec les unités du Jahsh qui observaient et d'intercéder auprès d'eux pour qu'ils ne détruisent pas Hanara. Le Jahsh ne les a pas arrêtés, mais a, au contraire, vivement conseillé à tout le monde de s'enfuir. Ce soir-là, les villageois sont descendus des collines pour ne trouver que des décombres en cendres. Tout avait été rasé, y compris la mosquée. Protégés par la nuit, les villageois sont partis à pied ou en tracteur vers la ville de Leilan. « Alors que je conduisais pour me rendre à Leilan, tout était plongé dans l'obscurité, mais je pouvais voir mon village brûler. J'ai pleuré ; je savais que c'était la fin de tout²¹. »

À Leilan, les habitants fuyant Hanara ont rencontré les réfugiés de deux autres villages. Les villageois de Leilan, prenant personnellement de grands risques,

21. Ces deux citations sont extraites des interviews du Middle East Watch avec un ancien habitant d'Hanara, Suleimanieh, 21 mai et 28 juin 1992.

leur ont offert à tous refuge jusqu'au matin. Puis, des membres de la famille ont réussi à cacher de nombreux villageois, en les amenant à Kirkouk, où ils espéraient se fondre dans la foule anonyme. Certains ont également réussi à se fondre au sein des foules de Kurdes déplacés dans le nouveau grand camp de réimplantation de Shoresheh, à la sortie de la ville de Chamchamal, qui – à ce moment-là – n'était rien de plus qu'un champ. Là, ils ont survécu. Cela a permis à Hanara de subir proportionnellement bien moins de dommages que les villages jabari, pendant l'Anfal. Selon les survivants, trente-sept personnes d'une seule famille ont disparu de Golama ; près de Bangol, on en a perdu quarante et une²². En comparaison, le nombre des disparus d'Hanara ne s'élève qu'à dix-sept – l'imam de la mosquée locale, et seize jeunes gens qui se sont rendus à un *mustashar* très connu nommé Tahsin Shaweis, dont les vaines promesses d'amnistie étaient répétées à grande échelle dans la zone de Qader Karam. Un survivant nous a dit :

« [Le *mustashar*] a dit aux villageois qu'il y avait une amnistie générale, et il a donné sa parole d'honneur que les jeunes seraient protégés. Ils les aideraient à atteindre un lieu sûr, si on pouvait en trouver un. Autrement, ils devraient se rendre et seraient protégés par l'amnistie. Un homme a amené les seize jeunes, qui étaient tous des membres de sa famille, au dirigeant du Jahsh. Aucun n'était *peshmerga*. Après deux ou trois mois, le père est retourné voir Tahsin pour demander ce qu'il était advenu des garçons. Tahsin lui a répondu qu'Ali Hassan al-Madjid avait demandé aux *mustashars* que personne ne demande quoi que ce soit à propos du destin de ceux qui avaient disparu²³. »

* * *

22. Interview du Middle East Watch, complexe de Jedideh Zab, Arbil, 2 mai et 16 juillet 1992.

23. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 21 mai 1992. De nombreux *mustashars* figurant parmi les plus détestés, dont Tahsin Shaweis lui-même, ont plus tard changé de camps et ont rejoint les *peshmergas* durant la révolte de mars 1991 – créant ainsi un nouveau virage dans le paysage compliqué de la politique kurde.

Les villages de la tribu des Zangana, à l'est, ont vu bien pire. Un détachement militaire conséquent, comprenant de nombreux chars d'assaut, est parti de la *nahya* de Sengaw et s'est déplacé vers l'ouest, dans le but de soumettre une importante base de l'UPK, dans la vallée de Gulbagh, à moins de quinze kilomètres de Qader Karam. Il a fallu à l'armée la journée entière pour écraser la résistance dans cette zone, bien qu'il fût évident que les *peshmergas* se battaient pour une cause perdue. Trois d'entre eux sont morts à Qeitoul ; sept autres sont tombés à Garawi. La 59^e *teep* de l'UPK, avec les survivants de la 55^e *teep* de Qara Dagh, s'est retranchée à Gulbagh-le-Haut et Gulbagh-le-Bas, le 10 avril, et a retenu les troupes jusqu'à la tombée de la nuit. Deux *peshmergas* supplémentaires y sont morts en martyrs ; vers 20 h 00, les survivants ont réalisé que leur position était sans espoir et se sont retirés vers le sud²⁴.

Les habitants de Qeitawan, un village d'une centaine de maisons de boue, sur la rivière Baserra, ont été alertés de l'arrivée de l'Anfal par le son des avions gouvernementaux qui bombardaient le village voisin de Garawi. Hissant les petits enfants sur leurs épaules, ils se sont enfuis, avec pour seuls habits ceux qu'ils portaient sur eux. Mais les cordons de l'armée les ont rattrapés avant la tombée de la nuit. « Nous étions riches », disait une femme qui a survécu. « Nous avions des fruits, des jardins, tout a été pillé. Ils ont pris nos tracteurs, nos tuyaux d'arrosage, et même les lampes dont nous nous servions pour nous éclairer quand il faisait nuit²⁵. » Jugeant qu'il n'y avait pas d'autres alternatives, ses quatre fils, âgés de trente-cinq à quarante et un ans, se sont frayés un chemin jusqu'à Aliawa, un village anciennement détruit, à la périphérie de Qader Karam. Là, ils se sont rendus à un *mustashar* du nom de Sheikh Mu'tassem Ramadan, de la tribu des Barzinji²⁶. « Mais Mu'tassen les a tous donnés au gouvernement », et on ne les a jamais revus.

Les habitants de Qeitoul, un village voisin, ont, au contraire, pris le chemin des collines deux semaines avant que l'Anfal les atteigne, dès qu'ils ont entendu parler

24. Interview du Middle East Watch avec un ancien commandant de l'UPK qui a pris part aux combats de la vallée de Gulbagh, Kalar, le 30 mars 1993. La chute de Gulbagh-le-Haut et Gulbagh-le-Bas a été annoncée dans un télégramme de l'Ishtikhbarat de Chamchamal, n° 10488, le 11 avril 1988.

25. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, le 21 mai 1992.

26. Sheikh Mu'tassem Ramadan, un des *mustashars* les plus redoutés, était le frère de Sheikh Ja'far Barzinji, un fidèle de Saddam Hussein qui a été gouverneur de Suleimanieh et qui plus tard est devenu président du Conseil exécutif officiel de la région autonome du Kurdistan.

de la chute du quartier général de l'UPK de Sergalou-Bergalou, le 19 mars. Il n'y avait pas de *peshmergas* dans les environs à l'époque, et ils ne se sentaient pas protégés. De l'endroit où ils s'étaient cachés au-dessus du village, ils ont vu les soldats entrer à Qeitoul, précédés par les unités du Jahsh, et forts du soutien aérien des hélicoptères. Après une brève discussion, ils ont décidé de se rendre dans la ville de Chamchamal, à plusieurs heures de marche à pied, vers le nord. Mais ils ont été capturés dans les montagnes par les troupes commandées par le général de brigade Bareq. L'armée a enregistré leurs noms et les a expulsés dans deux groupes de camions. L'un se dirigeait vers Suleimanieh, l'autre vers l'ouest, dans la direction de Kirkouk. Beaucoup ne sont jamais rentrés.

D'autres villageois ont été pris au dépourvu dans leurs maisons par l'attaque éclair de l'armée. Cela s'est produit, par exemple, à Qirtsa, un village éloigné composé d'une centaine de maisons sur un chemin de terre, au-delà de Qeitoul. Qirtsa était un lieu de paix – « nous vivions naturellement, sans *peshmergas*, sans gouvernement », se souvenait un habitant – et l'attaque, lancée tôt le matin, s'est produite alors que les villageois étaient encore au lit. Seul un petit nombre d'entre eux est parvenu à gagner les montagnes. Le général Bareq était lui-même au commandement des troupes qui sont arrivées ce matin-là et qui ont rassemblé tous les villageois sur-le-champ en leur attachant les mains derrière le dos.

Les hommes ont d'abord été emmenés en camion. Puis, un autre camion militaire IFA a quitté les lieux, embarquant cette fois le bétail des villageois. Finalement, femmes, enfants et personnes âgées ont été emmenés, mais seulement après que les soldats avaient pillé leurs maisons. Alors qu'elles attendaient les camions IFA et les *coasters* devant les emmener, les femmes ont vu leur village enflammé, puis rasé par les bulldozers. Soixante personnes ont disparu de Qirtsa, dont tous les hommes âgés de moins de quarante ans et un grand nombre de femmes. Soixante autres ont disparu du village voisin de Qeitoul. « Je ne me plains pas, mais je plains les jeunes femmes », disait une survivante de Qirtsa au Middle East Watch. « Nous ne savons pas ce qu'il leur est arrivé. Elles étaient si belles. Si elles étaient coupables, de quoi l'étaient-elles ? Pourquoi ? Quelle erreur ont-elle fait²⁷ ? »

Elles n'ont bien sûr fait aucune erreur. Il s'agissait simplement de Kurdes vivant au mauvais moment au mauvais endroit. Mais leur destin peut éclairer la grande énigme de la campagne d'Anfal. Dans tout le Kurdistan irakien, les hommes d'âge adulte qui étaient capturés disparaissaient en masse – comme l'exigeaient les

27. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 12 mai 1992.

règlements de juin 1987. Dans certaines zones clairement définies, les femmes et les enfants ont également disparu²⁸. Dans certains cas, comme dans la vallée de Gulbagh, ces disparitions en masse se sont produites dans des zones où les troupes avaient rencontré une résistance significative de la part des *peshmergas*.

* * *

LE PLAN DE CAMPAGNE : (3) SENGAW ET LE SUD DE GERMIAN

Certains *peshmergas* avaient réussi à s'échapper vers le nord, en se cachant dans les collines au-dessus de la route reliant Kirkouk à Chamchamal. D'autres avaient été dirigés dans la direction opposée, puisque les unités de l'armée balayaient méthodiquement de la *nahya* de Sengaw au village de Drozna, à proximité de la source de la rivière d'Awa Spi. Selon des témoins, près de vingt villages ont été envahis et détruits dans cette petite zone : les bases de l'UPK à Darawar et Banamurt (d'où, dit-on, un grand nombre de personnes ont disparu), un groupe voisin de villages comprenant Hassan Kanosh-le-Haut et Hassan Kanosh-le-Bas, Tapa Arab, Kareza, Dobirya et trois hameaux adjacents, chacun appelé Penj Angusht²⁹, enfin, un peu plus loin à l'est, Hanzira, Segumatan, Kelabarza, Darzila, Kalaga et Darbarou³⁰. Les centaines de villageois capturés dans ce secteur ont été transportés à Chamchamal ; la *nahya* de Sengaw aurait été plus proche, mais elle avait été détruite pendant la campagne de 1987. Les survivants *peshmergas* se dirigèrent, difficilement, vers le versant sud de la montagne de Qara Dagh, où le deuxième Anfal avait été mené, produisant des effets dévastateurs. Cette zone confinée, où les *peshmergas* devaient maintenant

28. Pour donner un sens à ces caractéristiques régionales, voir l'annexe 4, p. 397.

29. Une carte de ce secteur, du service de cartographie du ministère américain de la Défense, document n° 5060 III, montre les villages de Penj Angusht-i Haji Muhammad, Penj Angusht-i Haji Muhammad Agha et Penj Angusht-i Sheikh Mustafa. Des noms aussi longs sont chose commune dans les campagnes du Kurdistan irakien.

30. Interview du Middle East Watch avec d'anciens résidents d'Hassan Kanosh, et des complexes de Drozna, Shoresh, et Suleimanieh, 9 mai et 28 juin 1992. Resool énumère tous ces villages dans un ensemble de soixante-sept villages détruits dans la *nahya* de Sengaw pendant l'Anfal.

s'opposer à d'autres troupes venant du sud, fut l'une des arènes de combat les plus sanglantes de la campagne d'Anfal.

À l'extrémité la plus au sud de Germian, à la frontière des zones arabisées de Diyala, la première colonne de troupes avait quitté la ville de Kifri à 6 h 30 du matin, le 9 avril. Plus tard, dans la même matinée, d'autres colonnes ont quitté leurs bases de Kalar, Peibaz et Pungalle. Leur stratégie de base a été la même que dans le nord de Germian : lancer un immense mouvement d'encerclement venant de plusieurs directions à la fois, procéder à des arrestations de masse de tous les civils qu'elles pouvaient rencontrer, détruire leurs villages, canaliser les villageois qui fuyaient en direction de la route principale ou à des points de rassemblement préalablement fixés, et grouper les *peshmergas* qui survivaient dans des zones confinées dont on ne pouvait s'échapper. Le premier objectif, cependant, fut d'anéantir toutes les forteresses connues de l'UPK.

La première cible de la colonne de Kifri, commandée par le général de brigade Sami du premier corps d'armée, était le grand village d'Omerbel, qui abritait la tribu du même nom³¹. Il y avait une base de l'UPK à la périphérie d'Omerbel, depuis la création même de l'organisation, en 1976, et une centaine de combattants étaient sur le pied de guerre lorsque l'attaque de l'armée a commencé. C'était une force de *peshmergas* endurcis par le combat, qui avait déjà réussi à repousser une offensive majeure de l'armée, au mois d'avril précédent. Bien que les forces d'assaut aient compris des chars et des véhicules blindés de transport de troupes, elles furent obligées de battre en retraite, après de lourdes pertes. Cet échec est le symbole de l'incapacité du régime à atteindre ses buts pendant la campagne du printemps 1987.

Les forces du général de brigade Sami ont atteint Omerbel en milieu de matinée et ont immédiatement rencontré une résistance acharnée de la part des *peshmergas* qui utilisaient les armes lourdes, volées un an plus tôt. Selon le commandant de l'UPK qui a dirigé la bataille, le siège a duré deux jours entiers, ce qui est confirmé par les rapports concis de l'Istikhbarat³². Cependant, l'armée a répondu comme elle l'avait fait à Tazarshar, en envoyant des unités avancées destinées à détruire les vil-

31. Le nom complet du général n'est pas donné. La colonne de Kifri était composée de troupes des 417^e et 444^e régiments d'infanterie, soutenus par les 100^e, 131^e et 197^e bataillons de défense nationale. Télégramme de l'Istikhbarat de Kalar à l'Istikhbarat de la région est, n° 10212 et n° 10238, le 9 avril 1988.

32. Interview du Middle East Watch avec le commandant régional de l'UPK, Suleimanieh, 1^{er} août 1992 ; les détails supplémentaires sont fournis par un entretien avec un ancien habitant d'Omerbel, complexe de Banaswala, le 7 juillet 1992.

lages qui se trouvaient immédiatement au-delà de la cible. « 10 h 15 : village de Chwar Sheikh pris d'assaut et démoli », rapportait un télégramme du 10 avril. (Le village de Chwar Sheikh se trouve à cinq kilomètres au nord.) Omerbel était maintenant assiégé de toutes parts, et à la tombée de la nuit, les *peshmergas*, réalisant que toute résistance était inutile, se sont retirés. La population civile déjà en fuite s'est rapidement trouvée cernée par des troupes, dans les montagnes ; tous furent arrêtés et emmenés par camions.

La colonne principale a continué vers le nord, nettoyant une plus petite base de l'UPK, à Tugin. Elle a ensuite enregistré une succession monotone de destruction et de mise à feu de vingt autres villages, pendant la semaine suivante, en remontant au nord, jusqu'à la rivière d'Awa Spi. L'un d'entre eux était Aliyani Taza (« Le nouvel Aliyan »), un petit village de vingt maisons où une bande de *peshmergas* en retraite avait pris des positions défensives³³. « Muhammad », un membre de la force de soutien *peshmerga* âgé de trente-deux ans, était chez lui lorsque les troupes sont arrivées, dans la matinée du 13 avril.

« Les troupes avançaient de toutes parts, il nous était donc impossible de rester. Nous nous sommes dirigés vers le village de Mil Qasem. Nous avons pris nos femmes et nos enfants et nous les avons mis dans des remorques de tracteurs. Nous avons pris les animaux ainsi que tous nos biens et nous les avons mis dans les remorques. Nous pensions que l'armée allait nous mettre dans des tentes, près de la base de la division (*firqa*), de l'autre côté de la rivière [Diyala]. C'est ce que nous avons entendu au moment où nous sommes partis. Les *peshmergas* ne sont pas restés ; ils se sont dispersés et sont allés dans les montagnes³⁴. »

Il a fallu trois jours à Muhammad et à sa famille pour atteindre Mil Qasem, un trajet de deux heures, en temps normal. Là-bas, les soldats les ont conduits vers la route principale et leur ont ordonné de rouler sous escorte militaire jusqu'au fort

33. Aliyani Taza est supposée avoir été « brûlée et détruite » à 8 h 30, le 13 avril, selon un télégramme « secret et urgent » de l'Ishtikbarat de Kalar au quartier général de la région de l'Est, n° 10687 le 13 avril 1993.

34. Interview du Middle East Watch, village d'Aliyani Taza, 30 mars 1993, identité non divulguée à la demande du témoin.

de Qoratu, quartier général de la 21^e division d'infanterie de l'armée. La forteresse a été le premier arrêt du voyage entrepris par Muhammad dans le parcours bureaucratique de l'Anfal.

Au même moment, le 11 avril, un corps expéditionnaire secondaire, placé sous le commandement du capitaine Abed Awad du 417^e régiment d'infanterie, s'était temporairement scindé en deux pour s'occuper de Daraji, un village isolé à quelques kilomètres à l'ouest d'Omerbel. « Les habitants qui se sont rendus à la colonne ont été évacués dans un camp spécialement préparé, proche de la 21^e division », signale le rapport de renseignement de ce soir-là ; l'un des rares commentaires officiels sur le déplacement et les détentions en masse des civils, et une référence explicite à la forteresse de Qoratu³⁵.

Après avoir établi un camp à Daradji ce soir-là, le corps expéditionnaire du capitaine Awad est revenu sur ses pas, le matin suivant, pour rejoindre la principale colonne. En chemin, il s'est arrêté pour brûler Belaga al-Kubra et Belagha al-Shugra, qui – comme le Daraji – étaient des villages de la tribu des Daoudi. L'attachement à l'égard des *peshmergas* était ici profond, selon Rashad, un agriculteur d'une soixantaine d'années. « Ils étaient tous nos fils et nos filles, nos frères et notre peuple ; nous les aimions. » Rashad était chez lui lorsque les raids et les bombardements ont commencé, à l'heure du déjeuner. Avec le reste du village, lui et sa femme Fekri se sont enfuis dans les collines, mais l'aviation les a poursuivis ; Fekri a été touchée par des coups de feu qui l'ont tuée. Ceux qui ont survécu à l'attaque aérienne allaient bientôt être traqués par un contingent du Jahsh, dirigé par deux *mustashars* de Kifri, Sheikh Karim et Sa'id Jaff. Puis ils ont été conduits ailleurs en camion – et, on le suppose, dans les « camps spécialement préparés » à Qoratu, première étape d'un voyage qui finira par la mort. Parmi les villageois qui ont disparu de Belaga al-Kubra ce jour-là, il y avait le fils de Rashad, Abkar, trois neveux, deux nièces, et six jeunes enfants, âgés de un à sept ans³⁶. L'Anfal, dans la zone de la tribu des Daoudi, s'est caractérisé par la disparition d'une forte proportion de femmes et d'enfants.

* * *

Les deux villages voisins de Tilako-le-Bas et Tilako-le-Haut ont été les premières cibles des unités militaires qui quittèrent Kalar, le matin du 9 avril, sous les ordres du commandant Munther Ibrahim Yasin ; c'est là qu'une partie des premiers

35. Télégramme de l'Istikhbarat de Kalar au quartier général de l'Istikhbarat de la région est, n° 10468, 11 avril 1988.

36. Interview du Middle East Watch, complexe de Samoud, 20 mai 1992.

malband renversés de l'UPK s'était installée, après la déroute de Qara Dagh³⁷. L'avancée des troupes semble ne pas avoir posé beaucoup de problèmes, et dès le petit matin du 11 avril, les deux villages voisins de Tilako furent détruits, après une courte période de combats qui fit quatre blessés parmi les soldats. Peu de cartes dessinant cette zone, habitée par la branche Roghzayi de la tribu des Jaff, étaient disponibles, et des hélicoptères ont été nécessaires pour transporter des troupes dans les zones inaccessibles par la route. Les forces du commandant Yasin ont traversé plusieurs villages qui n'étaient pas officiellement enregistrés. Mais ils les ont quand même détruits.

Peu, pour ne pas dire aucune des tribus kurdes, n'ont été autant frappées par l'Anfal que la tribu des Jaff-Roghzayi. La tribu des Roghzayi, composée d'une demi-douzaine de sous-groupes de la tribu des Jaff, habitait plus d'une centaine de villages dans cette zone ; tous ont été exterminés pendant l'Anfal. Le chef de la tribu des Roghzayi, un vieil homme nommé Mahmoud Tawfiq Muhammad (né en 1927), vivait à Barawa, un village blotti sur une plaine étroite à l'extrême sud-est de Germian, à proximité des montagnes de Qara Dagh, et entouré d'importantes bases de l'UPK. Bien que Barawa soit tombée dans le cadre du troisième Anfal, ses habitants avaient à tel point été terrifiés par les attaques chimiques qui s'étaient produites à la fin du mois de mars, pendant le deuxième Anfal, qu'ils s'étaient enfuis.

Mahmoud était un homme prospère, et trente-quatre membres de sa famille proche vivaient dans une immense maison entourée de vignes et de vergers où poussaient des pommes, des figes et des grenadiers. Les tirs d'artillerie et les bombardements aériens faisaient partie intégrante de la vie quotidienne, et il a fallu l'apparition des armes chimiques pour saper leur moral. Après les attaques lancées sur Sayw Senan et d'autres cibles dans le Qara Dagh, à la fin du mois de mars, la population de Barawa a tenu une réunion d'urgence. Mahmoud s'est souvenu que, malgré la présence de l'UPK dans le village, « nous avons décidé de nous rendre au gouvernement, le père des peuples, car nous étions de pauvres agriculteurs, sans relation avec un parti politique. Malgré cela, ils ont fait ce qu'ils ont fait ». Son fils a ajouté : « Lorsque nous nous sommes présentés à eux, le gouvernement nous a capturés, a tout pillé et nous a "anfalisés". Il n'est plus rien resté³⁸. »

Les habitants de Barawa ont abandonné leurs maisons et leurs biens, et se sont dirigés vers une autre installation pour Boghzahi, appelée Kulajo ; il s'agissait

37. L'officier est identifié dans le rapport de l'Istikhbarat de Kalar au quartier général de l'Istikhbarat de la région est, n° 10212 du 9 avril 1988.

38. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

d'un endroit composé de quarante à cinquante ménages, situé à plusieurs jours de marche dans les montagnes, vers le sud-ouest. Bien que le troisième Anfal n'eût officiellement pas commencé, les collines étaient déjà pleines de soldats. À chaque point de contrôle, les villageois expliquaient qu'ils allaient en direction des lignes gouvernementales pour se rendre. Les troupes leur ont permis de passer sans obstacle et ils ont, finalement, atteint Kulajo, où ils ont passé deux nuits en sécurité. Mais, le troisième jour, ils ont vu que le village où ils avaient cherché refuge était encerclé.

Selon les rapports du renseignement militaire, le détachement de Kalar est arrivé à Kulajo à 11 h 15, dans la matinée du 13 avril. Juste avant d'arriver sur place, les troupes ont rencontré une brève vague de résistance sur leur flanc droit, d'un endroit appelé Tapa Sawz. « Ainsi ce village a-t-il été écrasé et détruit, et quatre fusils ont été confisqués³⁹. » Taymour Abdullah Ahmad, un enfant de douze ans au moment de l'Anfal, vivait à Kulajo depuis qu'il avait trois ans⁴⁰. Son père, un cultivateur de blé, possédait sa propre terre ici, et comme tous les hommes, il faisait partie de la « force de soutien » du village. Taymour était le plus âgé des quatre enfants. Depuis que sa famille était arrivée du village voisin de Hawara Berza, trois sœurs étaient nées. Contrairement à leurs compatriotes qui fuyaient les villages de la zone, dit Taymour au Middle East Watch, les habitants de Kulajo étaient restés dans leurs maisons jusqu'au dernier moment. Mais, lorsqu'ils ont vu les chars et l'artillerie lourde venir vers eux, à partir de Tilako, à une heure de marche à travers les plaines, toutes les familles ont hissé un drapeau blanc sur leurs toits et ont pris la fuite. Les hommes, dont le père de Taymour, ont dissimulé leurs armes dans le puits du village et à d'autres endroits. Taymour a aidé ses parents à entasser quelques biens rassemblés à la hâte sur leur charrette branlante, tirée par un tracteur. Pensant retourner chez eux plus tard, ils ont prévu de se réfugier temporairement dans le nouveau grand complexe de Sumound, à la sortie de Kalar, où des proches avaient été relogés après la campagne de destruction du village, au printemps précédent. Mais les gens de Kulajo et les fugitifs de Barawa se sont rendu compte que l'armée ne leur avait laissé qu'une route de sortie, une « canalisation » qui les dirigeait vers le village de Melistura, près de l'autoroute principale Kifri-Kalar⁴¹. Le voyage vers Melistura,

39. Télégramme n° 10687, de l'Ishtikbarat de Kalar au quartier général de l'Ishtikbarat de la région est, le 13 avril 1988.

40. L'histoire de Tamour – resté pendant longtemps le seul survivant connu d'un peloton d'exécution de l'Anfal – a été largement relatée. Le récit qui en est fait ici est tiré d'une interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, le 29 juillet 1992.

en tracteur, a pris deux heures ; ils avançaient lentement car leur véhicule était lourdement chargé.

Après avoir détruit Kulajo, les troupes ont continué vers le nord, suivies par une rangée de bulldozers et de camions IFA vides. Elles ont rapidement atteint Hawara Berza (où est né Taymour) qui est mentionné dans les rapports quotidiens de renseignement comme ayant été « brûlé et démoli⁴² ». Le petit hameau suivant, Kona Kotr, était abandonné au moment où l'armée est arrivée. Les six familles qui le composaient avaient déjà fui. Mais elles se sont heurtées à une patrouille de l'armée dans les montagnes et ont dû se diriger vers Melistura. Un officier a promis que nul ne serait blessé, et qu'ils seraient tous relogés dans un complexe, bientôt construit. Il s'est cependant avéré que trente-quatre personnes allaient disparaître des six foyers de Kona Kotr – schéma qui allait se répéter à travers la zone peuplée de Jaff-Roghzayi. Mahmoud Tawfiq Muhammad de Barawa, le chef le plus âgé de la tribu, a perdu trente-sept membres de sa grande famille du village de Barawa – y compris ses deux femmes et ses dix enfants, âgés de deux à quinze ans, ainsi que ses beaux-fils et belles-filles et leurs six petits-enfants. Vingt-cinq autres proches ont disparu du village voisin de Tapa Garus, une base de *peshmergas* – dont plus de la moitié étaient des enfants⁴³.

Le 15 avril, sous une forte pluie, les troupes de la colonne de Kalar ont atteint la limite nord de leur théâtre d'opérations, prenant d'assaut et brûlant Qulijan, village proche de la rivière d'Awa Spi. Une famille qui fuyait Qulijan a rencontré un contingent du Jahsh dans les collines, dirigé par un *mustashar* nommé Fatah Karim Beg. « Votre temps est fini », leur a-t-il dit. « Le temps du gouvernement est venu⁴⁴. » Eux aussi n'avaient d'autre possibilité que de se diriger vers le sud en direction de la principale autoroute.

41. Les villageois des autres régions du sud de Germian auraient été canalisés vers la ville de Maidan, au loin, du côté de l'autoroute.

42. L'heure à laquelle Hawara Berza fut mise à feu le 17 avril a été enregistrée par l'armée comme étant celle de 17 h 27. Télégramme de l'Ishtikbarat de Kalar au quartier général de l'Ishtikbarat de la région est, n° 11180, le 19 avril 1988.

43. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

44. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992. Plusieurs autres témoins citent Fatah Beg comme commandant des forces du Jahsh dans cette zone ; selon un des témoins, il était issu de la branche des Bagzada de la tribu des Jaff.

Les villageois déplacés ont passé deux jours à Melistura, incapables d'aller plus loin, dormant en plein air. La foule a augmenté à tel point qu'on ne pouvait la dénombrer. « C'était comme le jour du jugement », se rappela un homme de Kona qui a atteint Melistura sain et sauf, avec sa famille et son bétail. Le troisième jour, les soldats ont ordonné à tout le monde d'avancer. Des camions de l'armée ont été amenés en provenance de la base militaire de Kalar, et ceux qui disposaient de leur propre moyen de transport ont reçu l'ordre de suivre. Ce gros convoi a traversé la rivière de Diyala vers une région aride et rocailleuse qui avait été arabisée par la force en 1975, puis pillée dans le cadre des évacuations de la fin des années 1970 et des premières années de la guerre Iran-Irak. Leur destination était le fort de Qoratu, quartier général de la 21^e division d'infanterie de l'armée irakienne – en d'autres termes, le « camp spécialement préparé » qui avait été établi et placé sous le contrôle de l'Istikhbarat, conformément à l'ordre du 15 mars du Commandement du Bureau Nord du parti Baath⁴⁵.

* * *

Vers le 18 ou 19 avril, soit dix jours après le lancement du troisième Anfal, les colonnes de Kifri et de Kalar avaient rempli leurs missions. Toute résistance entre l'autoroute Kalar-Kifri et la rivière d'Awa Spi avait été écrasée ; aucune pierre ne restait dans aucun village. Un peu plus loin à l'est, les forces de Peibaz et de Pungalle pouvaient faire état de succès identiques. Il a fallu quelques jours au corps expéditionnaire de Peibaz, commandé par le lieutenant-colonel Muhammad Nazem Hassan, pour soumettre les forces de l'UPK, dans les villages de Sofi Rahim et Ali Wasman ; et il y a eu des plaintes parce qu'un *mustashar* anonyme chargé du 75^e bataillon de défense nationale avait quitté les lieux. Le reste de l'expédition s'est déroulé sans incident ; après avoir rasé quelque quatorze autres villages, le corps expéditionnaire est retourné à la base.

Des obstacles plus sérieux se trouvaient sur le chemin des troupes opérant à Pungalle, un village situé à une douzaine de kilomètres, au sud de l'important barrage de Darbandikhan. Lors de son premier jour de sortie, le corps expéditionnaire a rencontré une résistance obstinée de la part d'une unité de *peshmergas* défendant le vil-

45. Lettre du Commandement du Bureau Nord n° 297 du 15 mars 1988.

lage de Sheikh Tawil, qui avait déjà constitué le théâtre d'une bataille acharnée quelques jours plus tôt. Le commandant de l'armée, le lieutenant-colonel Salman Abd-al-Hassan, du premier régiment de commando de la 17^e division, avait été blessé dans un échange de coups de feu ayant eu lieu plus tôt, et, sans lui, la chaîne de commandement s'était effondrée. Un des bataillons de soutien du Jahsh, le 131^e, a battu en retraite dans le désarroi ; une partie de la force militaire, comprenant un autre officier, a été isolée et coincée par des tirs de *peshmergas*. Les forces restantes se sont retirées de trois kilomètres et ont appelé la 21^e division de Qoratu en renfort.

Même avec l'aide de frappes aériennes, de chars, d'hélicoptères lance-missiles et de l'artillerie lourde, il a fallu à l'armée cinq jours pleins pour soumettre les cinquante *peshmergas*, à Sheikh Tawil. Mais, dans la nuit du 5 avril, les défenseurs du village ont reçu l'ordre de se retirer⁴⁶. Le jour suivant, à 14 h 30, le nouvel officier commandant le corps expéditionnaire, un major Salem, rapportait aux quartiers généraux que Sheikh Tawil et le village voisin de Bustana avaient tous deux été « occupés et détruits ». On a dit que cinquante-trois familles étaient « retournées dans les rangs de la nation⁴⁷ ».

Avec cela, les troupes pouvaient librement circuler à l'intérieur d'une zone qui avait été en partie abandonnée deux semaines plus tôt par le grand groupe de villageois dirigé par Mahmoud Twafiq Muhammad, chef de la tribu des Jaff-Roghzaï. L'UPK, et de petits contingents de *peshmergas* du Parti communiste irakien et du mouvement islamiste, se trouvèrent coincés dans les dernières redoutes de Germian – cordon de bases, le long du flanc occidental de la montagne de Zerda de 1 800 mètres. Cette zone avait déjà été pilonnée de l'est, pendant le deuxième Anfāl. À présent, elle était assiégée par des troupes avançant par l'ouest, et par des forces spéciales convoyées par hélicoptère (Quwat Khaseh). Il était impossible pour les *peshmergas* de continuer à résister. La dernière base de l'UPK, à Zerda Likaw, est tombée rapidement ; des milliers de villageois se sont rassemblés dans le village de Faqeh Mastafa, où ils ont été encerclés par des troupes et le Jahsh, puis emmenés en

46. Interview du Middle East Watch avec un *peshmerga* qui a combattu à Sheikh Tawil, Kalar, 31 mars 1993.

47. Cette terminologie euphémique a continué à apparaître dans les communications officielles pendant la période de l'Anfāl, même si un grand nombre de capturés devaient désormais être tués plutôt que réimplantés. Voir les télégrammes du second corps de l'Istikhbarat au Commandement du Bureau Nord et à d'autres agences, n° 10780 et 10915, 15 avril 1988. Nous devons rappeler que Bustana était le site où se sont rendus, fin mars, les habitants fuyant le village d'Omer Qala en raison de la deuxième opération d'Anfāl à Qara Dagh.

camion ; d'autres ont fait un trajet long et pénible vers le nord, longeant l'arête des montagnes de Qara Dagh, accompagnés par le dernier des *peshmergas* survivants. Au matin du 20 avril, le détachement militaire de Pungalle est retourné à sa base, rapportant que tous ses objectifs avaient été atteints⁴⁸.

* * *

LES CENTRES DE RASSEMBLEMENT

*« Ces personnes se dirigeaient droit vers la mort ;
elles ne pouvaient emporter argent ni or avec elles. »*

Officier de l'armée irakienne
pendant le pillage d'un village.

Les villages et les petites villes comme Melistura, Faqeh Mustafa et Maiden, dans le sud de Germian, comme Aliawa et Leilan, dans le nord, ont été les premiers centres de rassemblement où les civils en fuite ont été canalisés. Dans certains cas, c'est à cette étape que l'on enregistrait leur village d'origine et que les papiers d'identité étaient superficiellement examinés. La vaste machine bureaucratique d'un certain nombre de partis, d'agences spécialisées de la police et du renseignement était alors amenée à traiter le problème des « saboteurs » kurdes, une fois capturés. Mais à ce stade précoce des opérations, tous ceux qui étaient dans le camps du gouvernement étaient soit les troupes armées régulières, soit les milices du Jahsh. Il serait inexact de dire que ces centres de rassemblement ont été improvisés, car les Kurdes ont été clairement et sciemment conduits vers eux. Cependant, au même moment, des villages comme Aliawa et Melistura ont montré des signes réels de porosité – seul point où l'efficacité de la campagne d'Anfal semble avoir été réduite. Cela était sans doute dû, en partie, au fait que les ressources de l'armée irakienne – aussi considérables soient-elles – étaient grevées jusqu'à leurs limites par le traitement

48. Télégramme du second corps de l'Ishtikhbarat au Commandement du Bureau Nord et à d'autres agences, n° 11386, le 21 avril 1992.

d'un si grand nombre de prisonniers ; mais cela reflétait également, en partie, le rôle profondément ambigu joué dans les rafles par le Jahsh.

Il y avait au moins quatre principaux camps de rassemblement pour les villageois déplacés pendant la campagne menée dans le nord de Germian : Leilan, Aliawa, Qader Karam et Chamchamal. De nombreux détenus sont successivement passés dans deux, voire trois de ces centres.

Leila, une petite *nahya* au sud de Kirkouk, semble ne pas avoir eu une infrastructure suffisamment sophistiquée pour gérer le grand nombre de prisonniers kurdes qui y ont transité. Les personnes qui ont fui les villages de la tribu des Jabari sont arrivées à Leilan de différentes façons. Certaines sont venues de leur propre initiative, pensant peut-être qu'une ville – d'une taille même aussi modeste que celle-ci – offrirait une plus grande protection que la campagne, exposée, ainsi que de l'eau et de la nourriture. Mais ces gens ont été reçus avec hostilité ; alors qu'ils approchaient à pied de Leilan, dit une femme, des soldats ont tiré en l'air au-dessus de leurs têtes. D'autres, des hommes, ont été amenés à Leilan, depuis Qader Karam où ils étaient allés se rendre. Ils étaient gardés par le Jahsh. Leurs yeux avaient été bandés et leurs mains attachées avec des menottes.

À leur arrivée à Leilan, l'armée a noté des informations de base sur chaque arrivant. Les femmes ont pleuré et demandé pitié, mais on leur a dit qu'elles n'avaient rien à craindre, qu'elles recevraient des terrains du gouvernement, dans un nouveau complexe, et qu'elles pourraient mener une vie normale. Mais les femmes ont commencé à avoir peur lorsqu'on les a séparées de force de leurs maris, de leurs pères et de leurs fils qui ont été entassés dans un enclos pour animaux, à l'air libre, derrière des fils barbelés. Il y avait « un grand nombre de personnes là-bas », dit un témoin ; « plus de 2 000 hommes, femmes et enfants, » selon un autre. Il y avait partout une armée de gardes du Jahsh, bien que la sécurité fût moins soutenue pour les femmes et les enfants. Un certain nombre d'entre eux réussirent à s'échapper dans la confusion initiale, avant que leurs noms aient pu être enregistrés. Au moins une femme a été autorisée à partir par un officier après son interrogatoire. Ceux qui sont restés ont dormi à l'air libre pendant huit ou neuf jours, sous la pluie et les averses de grêle du début avril, avant que les hommes soient conduits par des camions militaires IFA vers une destination inconnue.

Pendant que Qader Karam servait à « traiter » tous les villages de sa juridiction, Aliawa, un village détruit un peu à l'ouest, a été le principal centre de rassemblement pour de nombreuses personnes. Pendant le troisième Anfal, il était le quartier général du célèbre *mustashar* Sheikh Mu'tassem Ramadan Barzinji, le frère du

gouverneur de Suleimanieh. Le nom de Mu'tassen venait régulièrement dans les entretiens avec les survivants, ainsi que celui de cinq autres commandants locaux du Jahsh – Adnan et Sayed Jabari, Rafat Gilli, Qasem Agha et Tahsin Shaweis, qui étaient cités en tant que principaux agents ayant procédé aux rafles et contraint les villageois du centre de Germian à capituler massivement.

De nombreux facteurs ont conduit les villageois à se rendre : espérance naïve que cette campagne ne diffère pas des précédentes, mince espoir de pouvoir s'échapper, crainte d'être capturés dans des zones interdites, terreur à l'égard des troupes qui brûlaient leurs villages en masse. Ils y étaient également encouragés par un autre facteur : la promesse d'une amnistie pour ceux qui se rendraient. Utilisant des haut-parleurs reliés aux mosquées de Qader Karam, les autorités transmettaient régulièrement le message selon lequel tous les villageois disposaient de trois jours pour se livrer – du samedi 10 au mardi 12 avril. Pendant cette période, ils seraient même autorisés à retourner là où ils s'étaient cachés dans les collines pour reprendre possession de ce qu'ils avaient emporté dans leur fuite. Tous les hommes qui se rendraient seraient seulement obligés de servir à tour de rôle dans le Jahsh. Les informations concernant cette offre ont rapidement circulé parmi les réfugiés, et les citoyens disaient à leur famille qu'ils n'avaient rien à craindre. Les unités du Jahsh, sous le commandement de Sheikh Mu'tassem et d'autres commandants, se sont également dispersées à travers les collines. « Ils disaient que le gouvernement ne ferait pas de mal aux hommes qui se rendraient, et qu'on leur donnerait des papiers du Jahsh. On leur a dit d'amener leur famille et de se rendre », rapporte un survivant⁴⁹.

Les unités du Jahsh de Mu'tassem ont détenu un grand groupe de prisonniers mâles pendant deux jours à Aliawa, où le personnel militaire a enregistré leur nom. « Il y avait des milliers de gens là-bas », selon quelqu'un qui était passé par ces installations de transit ; « *peshmergas*, déserteurs, réfractaires et civils ordinaires, originaires des villages contrôlés par les *peshmergas* ». Ici, on répétait le message des *mustashars* : les hommes seraient emmenés au quartier général du Jahsh à Chamchamal, à une heure de voiture au nord. Là, on leur délivrerait des papiers d'identité du Jahsh avant de les renvoyer à Qader Karam. À ce stade, ils devaient retrouver leur famille et leur bétail, avant d'être réimplantés dans une *mujamma'a* contrôlée par le gouvernement.

49. Plusieurs survivants ont raconté les mêmes histoires concernant Sheikh Mu'tassem, y compris les témoins du village de Kani Qader Khwaru. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 25 juillet 1992.

Aux deuxième et troisième jours de la rafle, Aliawa a reçu la visite personnelle du brigadier général Bareq, commandant des opérations militaires sur le théâtre du troisième Anfal. En sa présence, les prisonniers ont été filmés. Selon un autre témoin, une scène similaire s'est déroulée, certainement le même jour, au poste de police du centre de Qader Karam, où plusieurs centaines de prisonniers étaient également détenus⁵⁰. Cette fois-ci, un hélicoptère a atterri sur la piste voisine, et trois hommes en sont sortis – le brigadier général Bareq, le lieutenant-général Sultan Hashem du premier corps d'armée, et Ali Hassan al-Madjid lui-même. Il y eut à nouveau eu une séance d'enregistrement vidéo, et ce film a plus tard été diffusé à la télévision nationale comme un film montrant des « saboteurs iraniens capturés ». Le clip a été diffusé à maintes reprises dans les semaines suivantes, à tel point que le Conseil de sécurité nationale a commencé à se plaindre de ses effets pervers : les gens commençaient à voir qu'il s'agissait de villageois ordinaires et non de combattants *peshmergas*⁵¹.

Des centaines d'autres prisonniers – 2 000 selon une source – ont été détenus, pour une courte période, dans le complexe déserté de Qalkhanlou, juste à la sortie de Qader Karam ; celui-ci avait initialement été construit pour réimplanter les villageois victimes de la campagne menée au printemps 1987. Des centaines d'autres étaient détenus dans une école élémentaire de Qader Karam, et séparés par sexe. « On m'a mis dans une pièce avec de nombreuses vieilles femmes », se souvenait une femme. « J'étais la seule jeune femme. J'étais à tel point effrayée que j'ai couvert mon visage avec mon foulard. Je ne voulais voir personne. Nous avons été détenues là-bas pendant deux jours. À travers la fenêtre, je pouvais voir les soldats bander les yeux et

50. Interview du *Middle East Watch* avec un ancien résident de Khidr Reihan, complexe de Shoresh, 1^{er} juillet 1992.

51. Lettre du 2 mai 1988, référence n° L.Sh. D/397, classifiée « personnel et secret », adressée par le Conseil de sécurité nationale (Majlis al-Amn al-Qawmi) au ministère de l'Intérieur, bureau du ministre, et envoyée en copie au Comité des affaires du Nord du Conseil de commandement révolutionnaire et au Directeurat de sécurité générale. Le Conseil de sécurité générale est un groupe consultatif de haut niveau présidé par Saddam Hussein. La lettre avertit également que « des cellules souterraines de l'UPK » peuvent organiser des manifestations antigouvernementales à Kalar pour protester contre le fait que « les saboteurs retournés dans les rangs de la nation avec leur famille » sont gardés en détention. « Le retour dans les rangs de la nation » continue à apparaître dans les documents de l'armée faisant état de la prise de civils pendant les opérations de l'Anfal. L'avertissement du 2 mai du Conseil de sécurité nationale impliquait clairement que les villageois kurdes avaient commencé à soupçonner que le terme était un euphémisme masquant des intentions bien plus sinistres.

battre les hommes⁵². » Deux jours plus tard, un bus militaire est venu emmener les femmes les plus âgées à Chamchamal, où elles ont été abandonnées dans les rues, loin de leurs maisons et sans moyens de subsistance. Mais il s'agissait d'un cas exceptionnel dont les causes demeurent obscures⁵³. Selon l'un des rares jeunes hommes survivants de la zone de Qader Karam, « les personnes qui se sont rendues au gouvernement ont toutes disparu. Celles qui ont été sauvées ont réussi à rester dans les collines, se sont cachées chez des proches dans la ville, ont été sauvées par des proches du Jahsh, ou ont payé un pot-de-vin au *mustashar*⁵⁴ local ».

La ville de Qader Karam, elle-même, n'a pas survécu à l'Anfal. Lorsque la ville n'a plus été considérée comme un centre de détention, les soldats et les membres du parti Baath sont passés de maison en maison pour enregistrer le nom des habitants. Au même moment, l'Amn a averti la population par haut-parleurs que nul ne devait abriter des fugitifs de l'Anfal, comme c'était le cas dans plusieurs villes. Les habitants de Qader Karam ont eu quinze jours pour évacuer leurs maisons et se rendre dans de nouvelles habitations dans le complexe de Shoresh, à la sortie de Chamchamal, et au début du mois de mai, la ville a été rasée au bulldozer. Cependant, et cela illustre la logique de l'Anfal, aucun mal n'a été fait à ces personnes. Elles ont même chacune reçu des compensations financières de 1 500 dinars (4 500 \$) pour la destruction de leurs maisons. Après tout, la population de Qader Karam avait été enregistrée dans le cadre du recensement de 1987. Bien qu'étant localisée au milieu de la zone de guerre, la ville était toujours, en termes bureaucratiques, dans « les rangs de la nation⁵⁵ ».

Chamchamal compte parmi les petits espaces de détention, pour les villageois capturés dans le nord de Germian. Grande ville et *qadha*, elle est l'un des

52. Entretien du Middle East Watch avec un ancien habitant du village de Sheikh Hamid, complexe de Bayinjan, le 18 mai 1992.

53. Le Middle East Watch connaît d'autres groupes qui ont été épargnés, soit parce qu'ils ont payé des pots-de-vin, soit parce qu'ils se sont arrangés avec le fonctionnaire local, mais aucun de ces deux motifs ne semble avoir été pertinent dans le cas présent.

54. Interview du Middle East Watch, Arbil, le 12 septembre 1992.

55. La destruction de Qader Karam a été décrite au Middle East Watch par un ancien habitant ; interview menée dans le complexe de Shoresh, le 29 juin 1992. En avril 1988, selon ce témoin, Shoresh était quasiment un champ ouvert, et ceux qui étaient déplacés ici ont construit leur maison sous la supervision d'un ingénieur (BPO architecte ?).

rare centres démographiques qui demeurent intacts dans cette partie du Kurdistan irakien. La destination de ceux qui avaient été emmenés en camion à Chamchamal depuis les points de rassemblement intermédiaires, comme Leilan ou Qader Karam, fut le quartier général de la brigade armée locale (*liwa'*) ou le quartier général du Jahsh.

Certains détenus ont été amenés ici par bus, et des soldats sont montés à bord pour prendre des renseignements supplémentaires les concernant. Une fois de plus, on rassura les prisonniers en leur disant qu'une amnistie avait été déclarée et qu'ils n'avaient rien à craindre. Mais l'atmosphère était menaçante, et à travers les fenêtres du bus, les détenus pouvaient voir, dans la base militaire, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, affamés et en loques.

D'autres hommes ont été transportés avec brutalité à Chamchamal, dans des camions militaires IFA, ouverts à l'arrière. « Nous avons beaucoup souffert entre les mains des gardiens », dit un homme. « Nous avons les yeux bandés, nos mains étaient attachées et nous avons dû descendre et monter dans les camions plusieurs fois. Le camion avait une porte et une marche, mais étant donné que nous ne pouvions pas voir ni utiliser nos mains, beaucoup sont tombés. C'était le chaos⁵⁶. Au quartier général de la brigade », ajoute un homme, « nous avons littéralement été jetés hors des camions, et ils ont pris nos noms et adresses⁵⁷ ». Après un arrêt au quartier général de la brigade, il devint évident que les autres autorités gouvernementales se trouvaient pour la première fois impliquées. Serpentant à travers les rues de Chamchamal, les prisonniers se sont rapidement retrouvés devant les bureaux de l'Amn, la redoutée police secrète.

À ce moment-là, une manifestation, sans précédent, de pitié et de solidarité s'est produite. L'Anfal a été l'occasion de nombreux actes individuels de courage, à la fois de membres du Jahsh et de citoyens kurdes, qui ont sauvé beaucoup de vies. Mais cela n'est rien comparé à la réaction des habitants de la ville de Chamchamal lorsqu'ils ont vu leurs camarades kurdes transportés en camion dans les rues. Au risque de leur vie – et dans certains cas au prix de leur vie –, ils ont organisé une révolte spontanée et non armée pour libérer les détenus⁵⁸.

56. Interview du Middle East Watch, Arbil, le 12 septembre 1992.

57. Interview du Middle East Watch, complexe de Shoresh, le 1^{er} juillet 1992.

58. Une libération partielle s'est en fait également produite le mois suivant dans la ville de Koyseinjaq, pendant le quatrième Anfal, mais à une plus petite échelle.

Le Jahsh était sans aucun doute impliqué dans la révolte de Chamchamal, et la chance a également joué son rôle. Les camions utilisés pour transporter les prisonniers du quartier général de la brigade de Chamchamal n'étaient pas des IFA de l'armée mais des véhicules civils réquisitionnés. Secrètement, les gardes du Jahsh ont persuadé un certain nombre de leurs conducteurs de libérer les femmes. Les conducteurs ont saisi l'opportunité de le faire dans le tumulte qui s'est produit lorsque les habitants de la ville ont lancé des pierres sur les camions et brisé leurs fenêtres. « Même les enfants ont mis des pierres dans leurs habits, menaçant de casser les fenêtres », dit Perjin, une femme de vingt ans du village de Qirsta, et qui a pu s'échapper⁵⁹. Les soldats ont ouvert le feu sur les manifestants, et ont même fait appel à des avions de combat MIG et à des hélicoptères de combat pour disperser la foule. « Mes habits étaient pleins de balles des soldats de Bareq », dit Perjin. Selon un compte-rendu, cinq personnes sont mortes, et deux ont été blessées.

Dans un premier temps, le soulèvement est apparu comme une réussite partielle. Plusieurs douzaines de personnes se sont échappées, et les résidents de Chamchamal leur ont offert refuge – « au nom de l'humanité ». Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là. Les fugitifs qui ont, par la suite, été traqués par les agents de l'Amn ont été publiquement exécutés et, détail macabre qui est apparu dans de nombreux témoignages recueillis en Irak, les survivants de leurs familles ont même été sollicités pour régler le coût des balles⁶⁰.

Alors qu'elle se cachait depuis deux jours à Chamchamal, Perjin a vu un reportage concernant l'Anfal sur une chaîne d'information de la télévision irakienne. C'était certainement le film tourné alors qu'Ali Hassan al-Madjid et ses commandants militaires visitaient le poste de police de Qader Karam, le 10 avril. Il montrait un groupe « d'agents iraniens capturés, appartenant au groupe de Djalal Talabani ». Perjin pensait avoir reconnu son mari, Fareq, bien qu'il eût les yeux bandés, et un certain nombre d'autres hommes du village. Ce fut la dernière fois qu'elle vit son mari vivant.

* * *

59. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 12 mai 1992. Après la révolte de Chamchamal, les autorités ont recherché, maison par maison, ceux qui avaient échappé aux rafles de l'Anfal. Ce n'est pas la révolte qui a provoqué ce traitement : des investigations similaires étaient menées à Kirkouk, Suleimanieh, Tuz Khurmatu, et le grand complexe de Sumoud, à la sortie de Kalar, dans le sud de Germian. Tous les témoins s'accordent à identifier ceux qui ont réalisé ces investigations comme étant des agents de l'Amn.

60. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 1^{er} avril 1993.

Dans le sud de Germian, les centres de détention avaient deux bâtiments principaux. Les Kurdes qui avaient été capturés dans la zone de la tribu des Daoudi, ainsi que les autres villageois qui ont fui ce secteur à la suite de l'attaque chimique lancée sur la base de l'UPK à Tazashar, ont été conduits dans un centre de jeunesse vide, à Tuz Khurmatu. Certains avaient déjà été séparés par sexe à l'endroit où ils avaient été capturés ; ceux qui avaient été convoyés ensemble furent placés dans ce centre de jeunesse, dans deux bâtiments séparés, et détenus pendant une période allant de trois jours à une semaine. Le bâtiment qui logeait les femmes et les enfants contenait approximativement 4 000 personnes, selon un survivant qui a pu reconnaître des gens d'au moins une douzaine de villages daoudi.

Comme à Leilan, quelques détenus ont pu s'enfuir avec l'aide du Jahsh, qui était placé là pour assurer un service de garde. On a même dit qu'un *mustashar* compatissant a brisé la fenêtre d'une école, permettant à un grand nombre de femmes et d'enfants de s'échapper dans la nuit. Son action leur a certainement sauvé la vie. Les soldats réguliers, dont la plupart étaient arabes, se comportaient bien plus rudement, dépouillant les femmes de leur argent ou de tout objet de valeur ; ils leur disaient « qu'elles méritaient tout ce qui leur arrivait parce qu'elles avaient soutenu les *peshmergas* ». Il y avait des centaines de femmes et d'enfants parmi ceux qui ont disparu de Tuz Khumartu, embarqués dans des camions. Une vieille femme d'un village daoudi n'a plus jamais revu son frère, son mari, son père et son cousin – et deux belles-sœurs ainsi que les enfants de la plus âgée. Sa plus jeune belle-fille, « une très belle femme qui s'appelait Leila, tout récemment mariée », a été emmenée de force par les soldats. Elle s'accrochait aux habits de sa belle-mère, pendant que la vieille femme suppliait les soldats de ne pas la prendre. Mais ils l'ont poussée de côté, et on n'a plus jamais revu Leila⁶¹.

En ce qui concerne le reste du sud de Germian, y compris les villages jaff-roghzayi, le principal centre de traitement était la 21^e division d'infanterie basée à Qoratu, un fort immense, affreux, de style soviétique, typique de ceux érigés à travers le Kurdistan irakien pendant les années 1980. Après le soulèvement kurde de Suleimanieh de septembre 1991, Qoratu a été bombardé par les troupes irakiennes qui se retiraient vers une nouvelle frontière, plus au sud. Deux mois plus tard, l'écrivain irakien Kanan Makiya visita le fort. Sur le côté faisant face à la frontière iranienne, il vit « quarante, peut-être cinquante wagons du même type

61. Interview du Middle East Watch avec une famille de la *nahya* de Naujul, complexe de Benaslawa, Arbil, 19 avril 1992.

que celui que les agriculteurs kurdes fixent au bout de leurs tracteurs quand ils charrient le fourrage ou le bétail ». C'est dans une charrette de bois de même type, aux côtés élevés, que Taymour, le garçon âgé de douze ans du village de Kulajo, est arrivé avec ses parents et trois petites sœurs. Makiya continue ainsi : « Des piles de robes décolorées et de *sharwal*, pantalon traditionnel kurde, tombaient maintenant de ces wagons ou se décomposaient dans la poussière et les meules d'herbe jaune. On trouvait partout des semelles, c'était tout ce qui restait d'une multitude de chaussures⁶². »

« Il y avait au moins dix milliers de personnes dans le fort », se souvient un villageois. « Ils étaient tous fatigués, affamés et effrayés. Personne ne savait ce qui se passait, mais je savais que quelque chose de terrible se préparait. Personne n'arrivait à parler. Nous étions tous silencieux et attendions de voir ce qui allait se passer⁶³. »

Certains prisonniers sont restés à Qoratu une seule nuit, pendant laquelle ils n'ont reçu ni nourriture ni eau ; d'autres ont dit avoir été détenus là, mourant de faim, pendant de plus longues périodes : « Nous sommes restés trois jours dans des tentes au quartier général de la division. Nous avons eu un morceau de pain par personne et par jour, ainsi que de l'eau. Il y avait un nombre infini de personnes ici. L'armée a enregistré leurs noms et leur a posé des questions : quel était le nom de leur tribu, et étaient-ils avec les *peshmergas* ou avec le gouvernement. Tout le monde avait peur de dire qu'il était *peshmerga*. Ils ont tous dit qu'ils étaient fermiers ou bergers⁶⁴. »

Taymour, lui-même, se souvient, quatre ans plus tard, de la scène qui s'est produite à Qoratu : « Tous les habitants de la zone du village de Kalar étaient ici. Toutes les pièces étaient pleines. Il y avait peut-être cinquante réfectoires, et chacun contenait entre 100 et 150 personnes. Nous avions très peu à manger : de la soupe, du pain et de l'eau. Les familles ont été autorisées à rester ensemble. Tous les gardes semblaient venir de l'armée, ils étaient tous habillés en kaki. Ils ne parlaient pas aux détenus. Nous avions peur d'être tués et tout le monde parlait de cela, car nous

62. Makiya, « The Anfal : uncovering an Iraqi campaign to exterminate the Kurds, » *Harper's Magazine*, May 1992, p. 55.

63. Interview du Middle East Watch avec un villageois de Karim Bassam, complexe de Sumoud, le 20 mai 1992.

64. Interview du Middle East Watch, complexe de Zammaki, 24 juillet 1992.

savions que cette campagne gouvernementale était différente des précédentes. Le Jahsh nous avait menti⁶⁵. »

* * *

LE RÔLE AMBIGU DU JAHSH

Les *mustashars* avaient bien menti – ou du moins avaient fait des promesses qu'ils n'étaient pas à même de tenir. Il faut souligner ici le rôle contradictoire des forces du Jahsh pendant l'Anfâl. En tant que complices de l'armée, elles ont indéniablement contribué à envoyer des milliers de Kurdes à la mort. Les unités du Jahsh ont exécuté une grande variété de tâches préalablement définies. Elles ont protégé les convois de l'armée et ont servi d'éclaireur aux troupes dans les villages – ou de chair à canon. Elles ont ratissé le flanc des collines, pour rechercher ceux qui avaient fui devant l'avancée de l'armée ; elles les ont placés en détention, violant ainsi la promesse de les conduire en sûreté. Elles ont menti aux réfugiés en leur promettant qu'ils bénéficieraient d'une amnistie qui n'a jamais existé – en affirmant qu'il s'agissait seulement d'une nouvelle campagne, dans la série des campagnes de réimplantation du gouvernement, à l'issue de laquelle ils pourraient profiter de la bénédiction d'une « vie moderne », dans une *mujamma'a* contrôlée par le gouvernement. À certaines occasions, le Jahsh aurait déclaré, à tort, aux officiers de l'armée que les villageois qu'ils détenaient avaient été « capturés au combat » –, soit pour s'insinuer dans leurs bonnes grâces, soit, peut-être, dans l'espoir d'une récompense matérielle ou financière.

Et la récompense matérielle existait bel et bien : c'est le Jahsh qui a bénéficié le plus directement de la mise en œuvre de l'Anfâl, au sens littéral et coranique du terme – en tant que « spoliation des infidèles ». Comme les règlements concernant la campagne d'Anfâl le stipulaient, « tout objet pris par les *mustashars* des régiments de défense nationale ou leurs combattants doit leur être donné gratuitement, à l'exception des armes lourdes, des armes moyennes et de soutien⁶⁶ ». « Donnez-nous les

65. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumound, 29 juillet 1992.

66. Directive du Commandement du Bureau Nord, n° SF/4008 du 20 juin 1987. Voir p. 114-115.

hommes et vous pouvez avoir les biens » ; c'est ainsi qu'un « camarade » du parti Baath traduit ces dispositions à un dirigeant du Jahsh⁶⁷. « Les *peshmergas* sont des infidèles et ils doivent être traités comme tel », avait-on dit à un ancien *mustashar* dans un séminaire organisé par des officiers du renseignement militaire. « Vous devez prendre les biens de tout *peshmerga* que vous pourrez attraper dans les combats. Leurs femmes vous reviennent de droit, ainsi que leurs moutons et leur bétail⁶⁸. » Et le Jahsh a pillé, sans pitié, les villages abandonnés, avant de les brûler et de les raser. Le compte-rendu de cette villageoise est, de ce point de vue, tout à fait typique :

« Mon mari et moi avons été capturés dans une grotte où nous nous étions cachés, grâce à des membres du Jahsh qui ne nous ont rien dit, ne nous ont pas parlé ; ne nous ont donné aucune explication. Ils ont juste demandé les papiers d'identité de mon mari, les ont pris et ne nous les ont pas rendus. Le Jahsh a tout pris dans ma maison alors que j'étais là, tout, y compris le mobilier. Je n'avais pas d'argent, mais ils ont pris mes bijoux, le bétail, le tracteur, et ils ont tout chargé dans le camion. Ils ont nettoyé toutes les maisons du village de la même façon. Puis, je les ai vus brûler les objets qu'ils trouvaient dans les maisons mais qui n'étaient pas utiles aux soldats et au Jahsh, comme les habits. Ils ont utilisé du kérosène pour mettre le feu aux maisons ; je les ai vus⁶⁹. »

Mais alors que le Jahsh a assidûment rempli les devoirs qui lui étaient assignés, il est également vrai que les vieux doutes du régime irakien concernant la fiabilité politique de la milice kurde étaient bien fondés ; des membres individuels du

67. Un villageois a surpris cette remarque dans une conversation entre un officier militaire et un *mustashar* appelé Sa'id Agha dans le village de Garawan (*nahya* de Rawanduz). Interview du Middle East Watch, Garawan, 29 avril 1992.

68. Interview du Middle East Watch avec un ancien *mustashar* Muhammad Ali Jaff, Suleimanieh, 11 mai 1992.

69. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 18 mai 1992. Ce témoin venait de Galnaghaj, un village détruit au début du mois de mai pendant le quatrième Anfal ; mais les détails fondamentaux de son récit ont été répétés dans de nombreux autres témoignages à différentes étapes de la campagne d'Anfal.

Jahsh ont été responsables de la fuite de nombreuses personnes dans des lieux sûrs ; dans les villes et les complexes ayant été l'objet des premiers balayages. C'est grâce au Jahsh que cette villageoise, ayant vu sa maison pillée et brûlée, a pu survivre. « D'autres membres du Jahsh gardaient les Zils », a-t-elle poursuivi⁷⁰. « Aux points de contrôle militaires, ils disaient qu'il y avait des moutons dans les Zils couverts. Le Jahsh a ainsi sauvé la plupart des femmes et des enfants de ce village. »

Il semble probable que certains des actes de clémence du Jahsh aient été inspirés par la corruption, un simple appel à la motivation vénale qui les conduisait aussi à des explosions de violence. Un jeune homme du village de Zangana, de Qeitawan, dans la nayha de Kader Karam, se rappelle comment, au risque de sa propre vie, il a persuadé un homme du Jahsh de l'aider : « J'ai pu sauver de nombreux membres de ma famille, femmes et enfants, en les emmenant en groupes à Kirkouk, Qader Karam, etc. Aux points de contrôle, j'ai soudoyé le Jahsh avec des yaourts et de quoi manger, et tout ce que j'avais d'autre⁷¹. »

Mais d'autres témoignages suggèrent que le motif le plus plausible des élans occasionnels de générosité du Jahsh était qu'ils croyaient sincèrement les mensonges qu'ils racontaient aux villageois, et qu'on leur avait également racontés. Le Middle East Watch a repéré un ancien *mustashar* dont l'unité, ou *fawj*, avait été informée par l'armée qu'ils « allaient arrêter, et tuer ou apporter des hommes du village ». Mais il s'agissait d'un témoignage isolé, venant d'un village du gouvernorat du nord de Dohouk, théâtre de la huitième et dernière étape de l'Anfal, au cours de laquelle les règlements de l'armée semblent avoir été modifiés à de nombreux égards, et non des moindres. Un sentiment bien plus répandu, certainement représentatif de la troisième phase de l'Anfal à Germian, est que les *mustashars* et les hommes placés sous leur commandement ignoraient les intentions du régime jusqu'à ce que les rafles aient atteint un stade avancé.

« L'armée ne m'a jamais dit où les villageois capturés étaient envoyés », dit un *mustashar* de la tribu Jaff-Roghzayi, dont l'unité servait dans un certain nombre de villages, dans le sud de Germian, y compris à Kulajo, où était établi Taymour

70. Le Zil était un ancien modèle soviétique de camion militaire IFA fabriqué en Allemagne de l'Est, et le terme est communément utilisé par les Kurdes pour faire référence à l'un et à l'autre – même si dans la période de l'Anfal les IFA étaient plus largement utilisés. Nous avons généralement fait référence à ces véhicules en parlant d'IFA.

71. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 21 mai 1992.

Abdullah Ahmad. « J'ai toujours pensé qu'ils étaient envoyés vers le sud⁷². » Je n'ai jamais pensé qu'ils pourraient être massacrés. Tout ce qu'a fait le Jahsh a été d'assister l'armée à trouver les villageois, à capturer ceux qui s'étaient échappés, et à les livrer à l'armée. » Un jour, il a demandé à un officier ce qui allait advenir des prisonniers. « Nous les amenons dans des villages modernes », répondit l'homme. Mais ce *mustashar* a plus tard eu des doutes, quand il a eu l'occasion de visiter un camp de l'armée (vraisemblablement Quoratu), en voyant une grande foule de détenus. Il a de nouveau demandé à un officier ce qui se passait. L'homme a répondu : « Cela ne vous regarde pas. » Quand les doutes du *mustashar* se sont transformés en convictions, il s'est senti plein de remords : « Nous nous sommes crachés dessus pour avoir pris part à cette opération : c'était un crime⁷³. »

Pour certains membres du Jahsh, la prise de conscience semble s'être produite au centre de traitement de Tuz Khurmatu. Les prisonniers ont pu voir que leur sentiment avait changé. « Quand les *mustashars* ont vu que les hommes étaient séparés des femmes », a dit un ancien détenu, « ils ont su ce qui allait se passer et ils étaient énervés. Ils ont essayé d'emmener les femmes secrètement⁷⁴ ».

Une villageoise de Warani a été capturée par le Jahsh qui l'a livrée à l'armée. Cependant, rapidement, « les hommes ont été séparés des femmes et tassés dans des camions qui les ont emmenés à Tikrit. Quand nous avons demandé ce qui se passait, les officiers ont répondu que Tikrit serait plus agréable pour eux ». Le Jahsh a eu des doutes. « Certains d'entre eux sont venus pour secourir les mêmes personnes qu'ils avaient capturées et livrées à l'armée, la veille. Un homme du Jahsh a délivré dix femmes de cette façon. Ils nous ont ensuite emmenées chez eux et nous ont cachées⁷⁵. »

Mais la vraie question quant au rôle du Jahsh est la suivante : de quel pouvoir disposait-il vraiment ? Dans la hiérarchie opérationnelle de l'Anfal, les milices kurdes étaient en bas de la pyramide, plus bas que le fantassin le plus ordinaire de l'armée régulière. Jusqu'à la nomination d'Ali Hassan al-Madjud, le fait d'être

72. Comme cela s'était initialement produit, en d'autres termes, durant les déportations bien connues des Barzani et autres dans les années 1970.

73. Interview du Middle East Watch avec Muhammad Ali Jaff, Suleimanieh, 11 mai 1992.

74. Interview du Middle East Watch avec un ancien habitant du village daoudi de Warani, Suleimanieh, 12 mai 1992.

75. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 12 mai 1992.

membre du Jahsh conférait une sorte de protection. Des documents de l'Amn sur la destruction des villages menée en 1986 épargnent explicitement ceux dont les hommes étaient du Jahsh⁷⁶. Désormais, les règles avaient changé, et un certain nombre de villages favorables au régime furent brûlés et rasés en même temps que ceux des autres kurdes.

Les promesses que le Jahsh a faites aux villageois capturés furent vaines, bien que sincères. Un fermier prospère du village jaff-roghzayi de Qulijan, au sud de Germian, a – en fuyant son village en flammes – cherché Fatah Karim Beg, le plus puissant *mustashar* du district, pour lui demander de l'aide. Celui-ci lui a dit de ne pas avoir de craintes. « Il m'a donné un papier disant que j'étais avec lui [*le mustashar*] et que sept familles m'accompagnaient. Il m'a dit que si je portais cette lettre, l'armée me laisserait tranquille⁷⁷. » Conforté par cette rencontre, le fermier s'est dirigé vers la route principale qui menait à Sarqala, où un groupe de soldats lui a ordonné de s'arrêter. Confiant, il leur a tendu la lettre de sauf-conduit du *mustashar*. « Qui est ce Fatah Beg ? » a demandé un soldat. Et, utilisant une expression terriblement insultante en arabe, il a lancé en ricanant, « il est comme mes chaussures ». La lettre n'avait aucune valeur et le fermier a été emmené avec tous les autres, au fort de la 21^e division à Qoratu.

* * *

Plusieurs anciens *mustashars* ont rendu compte auprès du Middle East Watch d'un certain nombre de réunions tenues à Arbil et à Kirkouk, entre Ali Hassan al-Madjid et les commandants des premier et cinquième corps d'armée. Au cours de l'une de ces réunions, en août 1988, al-Madjid dit aux *mustashars* que la campagne de l'Anfal devait maintenant être menée à Badinan, la forteresse du Nord montagneux du PDK de Massoud Barzani. Mais sur ordres personnels de Saddam Hussein, on a donné aux Kurdes de Badinan une dernière chance de « retourner dans les rangs de la nation ». La clémence devait être accordée à tout saboteur de cette zone qui se

76. Une lettre manuscrite de décembre 1986 du Comité des affaires du Nord du Conseil de commandement révolutionnaire rapporte la destruction de trois villages, mais approuve une recommandation du premier corps d'armée visant à épargner les autres villages parce que leurs habitants étaient membres du Jahsh.

77. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

rendrait – vraisemblablement jusqu'à ce que l'opération militaire commence dans le Nord⁷⁸.

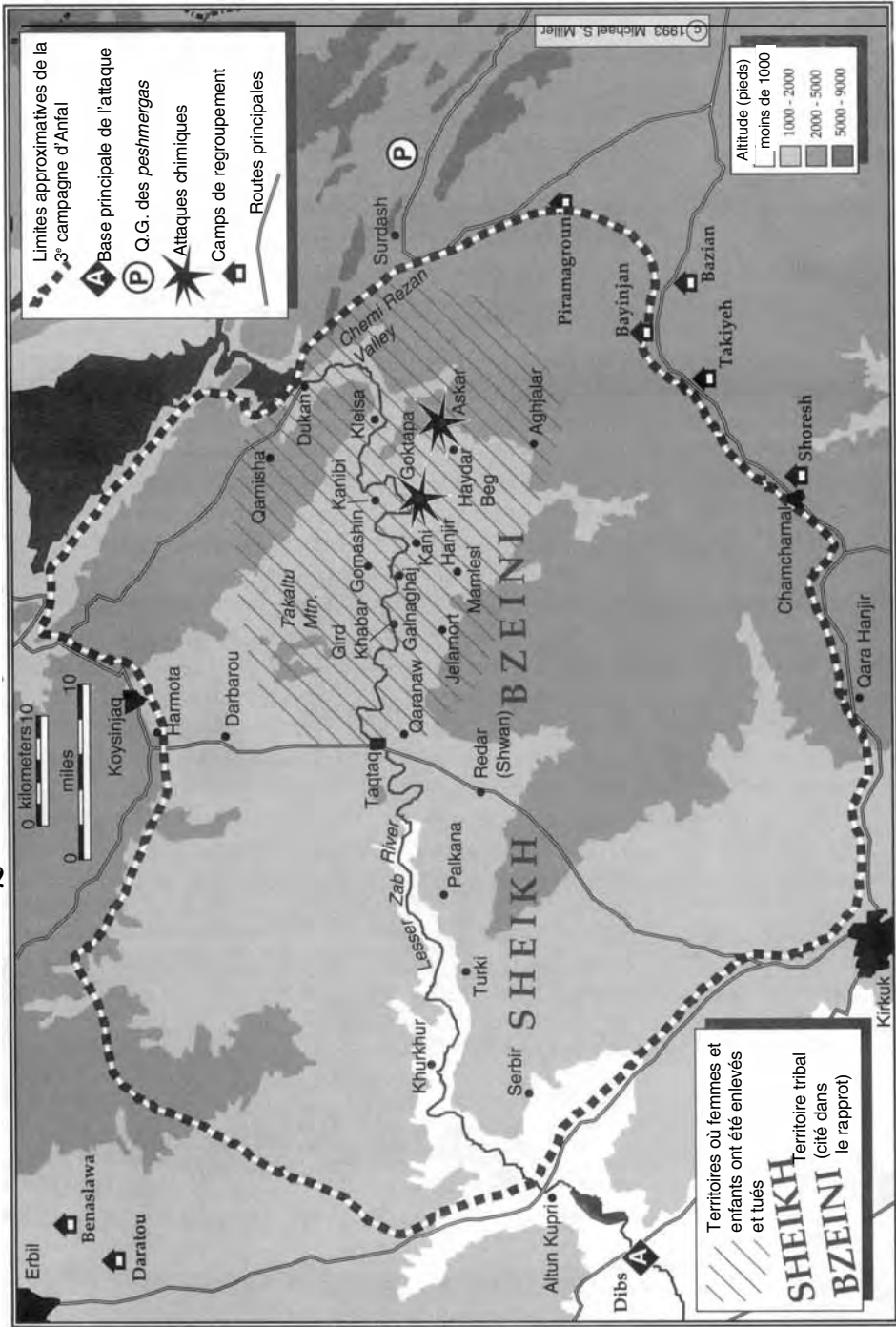
Al-Madjid a posé des questions, et plusieurs hommes se sont levés pour répondre. Il y avait parmi eux Sheikh Mu'tassen Ramadan Barzinji, le *mustashar* puissant et largement redouté de Qader Karam, qui a livré des milliers de civils à l'armée. Selon un autre *mustashar* qui était à l'Hôtel des masses culturelles d'Arbil, Sheikh Mu'tassen semblait sceptique. La promesse sera-t-elle honorée, demanda-t-il, étant donné ce qui s'est passé au cours des étapes initiales de l'Anfal⁷⁹ ? Mais les scrupules d'un collaborateur kurde, même aussi influent, un homme qui avait fait tout ce que le régime avait exigé de lui, furent rejetés avec mépris. Al-Madjid dit à Mu'tassen qu'il était « un point noir sur un miroir blanc » ; que s'il ne s'asseyait pas, al-Madjid l'emmènerait et le ferait exécuter, « même si Allah intercédait ». Devant le secrétaire général du Bureau Nord du parti Baath, même Dieu avait des pouvoirs limités.

78. Un mémorandum de l'Amn de Suleimanieh, daté du 11 juillet 1988, semble confirmer cette politique. On peut en partie lire dans ce document :

« Camarade Ali Hassan al-Madjid, membre du commandement régional et secrétaire général du Bureau du Nord, a annoncé la chose suivante : 1. le saboteur qui se rend et cède ses armes, et qui vient de zones n'ayant pas été incluses dans les opérations de l'Anfal jusqu'alors, sera amnistié pour tous ses crimes, y compris les crimes de délinquance et de fuite [à l'égard du service militaire] ; 2. *le saboteur se rendant sans arme et venant de ces zones sera pardonné* pour les crimes d'affiliation avec un groupe de saboteurs, de délinquance et de fuite [italique ajoutée] ; 3. rien ne fait obstacle à l'engagement des personnes mentionnées ci-dessus dans les bataillons de défense nationale, le Jahsh ».

79. Interview du Middle East Watch avec un ancien *mustashar*, Suleimanieh, 30 juin 1992.

Quatrième Anfal : 3-8 mai 1988



Territoires où femmes et enfants ont été enlevés et tués

SHEIKH BZEINI

Territoire tribal (cité dans le rapport)

QUATRIÈME ANFAL – LA VALLÉE DE ZAB-LE-BAS

3-8 MAI 1988

« Certains étaient aveugles ; d'autres ne pouvaient atteindre notre village. L'esprit les a laissés sur le chemin ; ils étaient tous noirs. »

Nai'ma Hassan Qader de Galnaghaj,
 décrivant l'exode de villageois face à
 l'attaque chimique sur le village voisin
 de Goktapa, 3 mai 1988.

Après la guerre éclair initialement menée à Germian – il n'y a aucun autre terme pour qualifier ce qui s'est passé là-bas –, les forces *peshmergas* restantes se sont dirigées vers le nord. Alors que l'armée se préparait à leur faire face là-bas, l'appareil de renseignement n'épargnait aucun effort pour dépister ceux qui s'étaient glissés dans des lieux sûrs, dans des villages ou des *mujamma'at*. Le 4 mai, le Directorate de sécurité générale ordonna que tous ceux qui s'étaient rendus dans les zones de combat des trois premières opérations de l'Anfal soient rassemblés, livrés à l'armée et placés en détention préventive jusqu'à ce qu'ils soient jugés au cas par cas¹.

Dans le nord de Germian, de nombreux villageois ont échappé à ce cordon de police et ont survécu, en se mêlant à la foule anonyme de Kirkouk et de villes kurdes plus petites. Mais ceux du sud ont eu moins de chance. Cernés de tous côtés par des troupes, des montagnes, des routes bien gardées et des zones désertiques arabes, ils n'ont pu éviter leurs ravisseurs. Seuls quelques chanceux sont parvenus jusqu'à Tuz Khurmatu ou jusqu'au nouveau complexe de Samoud

1. On peut lire dans un communiqué de l'Amn de Suleimanieh adressé à l'agence du bureau local de Chamchamal : « Ce qui suit a été jugé approprié. Toutes les personnes qui se rendent sur le théâtre où les combats ont eu lieu pendant les première, deuxième et troisième opérations de l'Anfal doivent être envoyées aux Directorats de sécurité avec une explication concernant la position politique de chacun d'eux, afin que les mesures nécessaires soient prises [mot illisible]. » Communiqué n° 2827, 4 mai 1988.

(« L'Inébranlable », en arabe), en dehors de la ville de Kalar. Ceux qui ont été capturés représentent la plus forte concentration de disparus pendant l'Anfal. Alors que les hommes de quinze à cinquante ans disparaissaient habituellement en masse, dans toutes les régions de Germian, c'est seulement dans le sud que figure, parmi les disparus, un nombre significatif de femmes et d'enfants. La plupart appartenaient aux tribus daoudi et jaff-roghzayi. Il est toutefois peu probable que leur appartenance tribal ait été la cause de leur perte, car il n'y a aucune raison particulière pour que le régime nourrisse une haine spécifique envers ces deux groupes. De plus, les personnes appartenant à d'autres tribus en fuite, ou errant au sud de la rivière Awa Spi, ont été soumises au même traitement. L'explication ne peut pas résider non plus dans la présence de commandants militaires brutaux ou trop zélés, car les détenus – encore en vie – étaient transférés en quelques jours vers des camps de traitement centralisés. C'est ici que les services secrets les choisissaient, demandant aux autorités supérieures, quand cela était nécessaire, de décider du sort de certains détenus².

Aucune théorie ne peut expliquer de façon satisfaisante les disparitions massives de femmes et d'enfants du sud de Germian, bien qu'elles puissent en partie refléter une volonté de représailles devant la résistance obstinée que l'armée a rencontrée dans des villages contrôlés par l'UPK, tels que Tazarshar, Omerbel et Sheikh Tawil. Ce sont les habitants de ces villages, et des vingtaines d'autres comme eux, qui ont le plus souffert ; dans certains cas, des populations entières semblent avoir été exterminées, à l'exception des plus âgés. En l'absence d'étude statistique globale, il est hasardeux d'estimer le nombre total de personnes qui ont péri pendant l'Anfal. Mais selon l'estimation la plus prudente, on peut dire, à coup sûr, qu'au moins 10 000 Kurdes ont disparu de cette seule petite zone³. Ce schéma ne s'est reproduit que dans une seule autre zone, dans un groupe de vil-

2. Outre l'accent mis sur le lieu de la capture, cette procédure donne sens à la correspondance de l'Amn voir p. 153. Le bureau de l'Amn du gouvernorat d'Arbil a de toute évidence trouvé nécessaire de demander aux quartiers généraux de l'agence une décision sur ce qu'il devait faire des individus dont il avait la garde.

3. Resool, *op. cit.*, calcule que quelque 200 villages ont été détruits dans ce secteur pendant l'Anfal, avec une population de plus de 35 000 habitants. Sur la base de nombreux entretiens menés par le Middle East Watch auprès des survivants, l'estimation du taux de disparition à 30 % semble être prudente. Le Middle East Watch espère préparer une étude statistique globale qui permettra une estimation plus précise du nombre de morts ou de disparus en conséquence de l'Anfal.

lages, le long de la rivière de Zab-le-Bas, pendant le quatrième Anfal, dans la première semaine du mois de mai 1988.

Au-delà de la ville de Chamchamal, le terrain s'affaisse rapidement. Immédiatement au nord, dans la large vallée de Nahr al-Zab-al-Saghier coule la rivière Zab-le-Bas, qui constitue la frontière entre les gouvernorats d'Arbil et d'Al-Ta'mim (Kirkouk). (Les Kurdes appellent la rivière Awi Dukan – les eaux de Dukan – parce qu'elle coule depuis le barrage du lac portant le même nom.) C'est cette zone qui a servi de refuge temporaire aux forces de l'UPK qui fuyaient le troisième Anfal.

Vers le 13 avril 1988, les *peshmegas* de Germian ont réalisé que toute résistance était vaine. Le commandement militaire s'est réuni secrètement ce jour-là à Tilako – deux jours après que le village a été brûlé par l'armée – et a décidé de battre méthodiquement en retraite. Ils se sont retirés d'abord jusqu'au village de Masoyi Bergach (*nahya* de Sengaw), puis se sont séparés le 15 avril en trois colonnes, qui ont chacune pris la responsabilité d'un grand contingent de femmes et d'enfants. Deux groupes se sont dirigés vers la zone de Redar (Shwan), au nord-ouest de Chamchamal⁴. Le dernier groupe, dirigé par le noyau de survivants de la première *malband*, s'est dirigé vers la ville d'Askar, à quelques kilomètres au sud du Zab-le-Bas⁵.

En 1988, la vallée de la rivière était parsemée de petites villes kurdes : de *nahyas*, telles qu'Aghjalar, Taqtaq et Redar, ainsi que d'autres centres démographiques de moindre importance, comme Askar et Goktapta. Plus au nord, s'étend la plaine de Koysinjaq, avec ses réserves de pétrole inexploitées ; au nord-ouest se trouvent la ville d'Arbil et la poignée de villages de la plaine d'Arbil qui ont échappé aux assauts lancés par l'armée, au printemps 1987. Au nord et à l'est, l'opération s'est étendue jusqu'à la côte ouest du lac de Dukan et des derniers affleurements de la chaîne de montagnes de Qara Dagh.

Alors que le quatrième Anfal commençait, le moral des troupes irakiennes aurait difficilement pu être moins bon. Les 17 et 18 avril, dans une contre-attaque dévastatrice qui coûta la vie de 10 000 ennemis, l'Irak reprit la péninsule de Fao, à la

4. Redar est la ville située au centre de la *nahya* et la zone tribale de Shwan, et les deux noms sont souvent utilisés indifféremment.

5. Ce compte-rendu de la retraite de l'UPK est basé sur les entretiens du Middle East Watch avec deux anciens commandants *peshmegas* à Suleimanieh et à Kalar, les 28 et 30 mars 1993.

pointe du golfe Persique, réparant l'humiliation de huit ans de guerre et préparant le terrain de la défaite finale de l'Iran⁶.

* * *

LES ATTAQUES CHIMIQUES SUR GOKTAPA ET ASKAR

Goktapa signifie « colline verte » en turc – langue dont l'influence est encore souvent apparente dans ce vilayet de Mossoul faisant anciennement partie de l'Empire ottoman. Bien que l'ensemble du village ait été initialement construit sur les pentes de la colline, certaines familles s'étaient réinstallées sur les terres agricoles plates du flanc sud de Zab-le-Bas après que Goktapa a été brûlé en 1963, sous le premier régime Baath. En vérité, Goktapa a davantage une petite ville qu'un village, avec au moins 300 – certains disent même 500 – ménages, ainsi qu'une école, une clinique et deux mosquées sunnites. Les champs environnants produisaient de riches récoltes de coton, de blé, de tabac, de tournesols, de pommes de terre, d'aubergines, de poivrons, de haricots, d'ocra, de raisin, d'abricots, de figues et de pastèques. Goktapa avait même l'électricité, mais les femmes transportaient encore l'eau des rivières à dos d'ânes.

Goktapa avait souffert de la répression qu'ont connue la plupart des villages dans les zones interdites. Sur un point de contrôle, à la sortie de la *nahya* d'Aghjalar, à une demi-heure en voiture de la route pavée, l'armée a essayé – avec des succès mitigés – d'imposer le blocus sur tous les produits alimentaires atteignant les villages au sud de Zab-le-Bas. En 1982 ou 1983, après une bataille rangée entre les forces gouvernementales et les *peshmergas*, Goktapa a été sauvagement attaqué par des hélicoptères, des avions, des chars et des troupes terrestres. Parmi les victimes figurait une vieille femme de quarante-cinq ans, portant le nom de Miriam Hussein, tuée par un hélicoptère. Il y avait des *peshmergas* dans le village, depuis l'époque ancienne de Mullah Moustafa Barzani ; et après 1984, le village abritait un poste de commandement important de l'UPK. Par conséquent, il était fréquemment bombardé. « Nous passons la plupart de nos vies dans les abris », dit une femme. Lorsqu'on lui a demandé de décrire l'attitude de la population civile à l'égard des *peshmergas*, Fawzia, une femme de soixante ans, a souri. « Les *peshmergas* étaient aimés du peuple », dit-elle. « Personne ne hait son propre peuple. » Les *peshmergas*

6. Voir Jupa et Dingeman, *op. cit.*, p. 6-7.

les protégeaient de l'armée et du Jahsh ; elle ajouta : « Bien sûr, s'il n'y avait pas de *peshmergas*, ils nous tueraient avec des couteaux, et nous couperaient la langue⁷. »

Le 3 mai 1988 était un beau jour de printemps. La vallée de la rivière était tapissée de vert et parsemée de roses et d'autres fleurs. C'était encore le Ramadan et les gens jeûnaient, néanmoins les femmes de Goktapa faisaient du pain, et les enfants s'éclaboussaient dans les eaux de Dukan. Tout au long du mois d'avril, Goktapa avait vu un grand nombre de *peshmergas* aller et venir, s'arrêtant rapidement dans le village pour manger, apportant des nouvelles de la route de Germian et de Qara Dagh, passant la nuit sur place avant de repartir. Mais il n'y avait pas eu de combat à Goktapa même, et dix jours s'étaient maintenant écoulés depuis qu'on avait vu les derniers combattants kurdes.

À peu près une heure avant la tombée de la nuit, le calme de la fin de l'après-midi a été interrompu par le bruit d'un moteur à réaction. Abd-al-Qader Abdullah Askari, un homme de soixante ans, n'était pas loin de chez lui lorsqu'il a entendu l'aviation. Tout le monde, dans cette partie du Kurdistan irakien, connaissait Abd-al-Qader Abdullah et sa célèbre famille. Feu son père, Abdullah, avait été à la tête de la tribu qala saywka, qui possédait trente-six villages dans les collines d'Aghjalar. À sa mort, les biens du vieil homme s'étaient réduits à sept villages, qu'il distribua à chacun de ses fils. Abd-al-Qader a reçu Goktapa, bien qu'il déclarât : « J'ai toujours travaillé de mes propres mains, je n'ai jamais aimé exploiter personne⁸. » Son frère Ali a reçu le village voisin d'Askar – d'où le nom d'Askari. Au même moment, Ali est devenu un haut commandant de l'UPK et un confident proche de Djala Talabani.

Askar, situé à une heure et demie à pied de Goktapa, semble avoir été la première cible de l'aviation le 3 mai, certainement parce que le premier *malband* de l'UPK, battant retraite à Germian, avait essayé d'installer ici sa nouvelle base. Une formation de MIG plongeait sur le village, qui était désormais plein de *peshmergas*. Il y eut huit grosses explosions, suivies par une colonne de fumée blanche qui sentait bon la menthe. Portée par les vents du sud-est, elle s'est déportée jusqu'à Haydar Beg, quelques kilomètres plus loin. Lorsqu'elle s'est dissipée, huit villageois d'Askar étaient morts. Des membres de l'UPK se sont

7. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 18 mai 1992.

8. La réforme agricole de 1958 a aboli ces vieux modèles de propriété. Abd-al-Qader Abdullah Askari a toutefois continué à être reconnu comme le chef effectif du village de Goktapa.

précipités pour administrer des injections d'atropine à ceux qui avaient été exposés au gaz⁹.

Askar n'était pas visible de Gostapa, et Abd-al-Qader ne s'est pas spécialement inquiété lorsqu'il a levé les yeux et a vu les avions s'approcher. « Je n'y ai pas prêté attention, car nous avons souffert de nombreux bombardements. Je pensais que ce serait comme par le passé. Nous ne sommes pas allés dans les abris devant nos maisons. Personne ne s'est préoccupé des avions, nous y étions accoutumés. Mais quand les bombardements ont commencé, le son émis était différent de celui des fois précédentes. Il n'était pas aussi puissant que par le passé. J'ai vu de la fumée monter, d'abord blanche, puis grise. J'ai couru. » Mais les vents du sud-est ont porté les fumées vers lui. « J'ai couru cinquante mètres avant de tomber. La fumée avait l'odeur dégagée par une allumette qu'on allume. Je me suis évanoui. »

Les bombes sont tombées à exactement 17 h 45, selon la belle-fille d'Abd-al-Qader, Nasrin, une femme de quarante ans mariée à son fils Latif, ancien instituteur. Nasrin se souvient de cet instant avec précision parce que sa famille possédait un objet précieux et rare : une horloge montée sur le mur. Elle se souvient avoir compté quatre avions, bien que d'autres villageois aient dit qu'il y en avait six – d'autres ont ajouté qu'une seconde escadrille de six avions a lâché des bombes plus tard. La fumée, dit Nasrin, était rouge, puis elle est devenue bleue. Elle sentait l'ail.

Une panique et une confusion générales régnaient ; les villageois criaient, couraient dans toutes les directions et tombaient sous l'effet des fumées. Nasrin s'est souvenue des conseils généraux que les *peshmergas* avaient donnés : en cas d'attaque chimique, se diriger vers la rivière et se couvrir la face avec des vêtements mouillés. Elle a attrapé un paquet de serviettes et a couru au bord de la rivière avec sept de ses huit enfants. La plus âgée de ses filles, qui a couru dans une autre direction, a plus tard été arrêtée et a disparu. Le conseil concernant les serviettes mouillées peut bien avoir sauvé la vie de Nasrin et de sa famille, car les vents ont chassé les gaz tout droit vers la rivière de Zab-le-Bas où elle s'était enfuie, et une bombe est même tombée dans l'eau. Des poissons morts flottaient à la surface¹⁰.

Aujourd'hui, un monument simple sur le sommet de la « colline verte » commémore ceux qui sont morts dans l'attaque chimique sur Goktapa. Les survi-

9. Interview du Middle East Watch avec d'anciens résidents d'Askar et d'Haydar Beg, village d'Askar, 2 août 1992.

10. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 1^{er} août 1992.

vants disent avoir enterré 300 victimes, bien qu'une liste dressée plus tard par l'UPK ait fourni le nom de 154 d'entre eux¹¹. Certains sont morts dans les champs alors qu'ils moissonnaient. D'autres corps ont été trouvés dans la rivière. Avec l'aide d'un bulldozer qu'ils avaient emprunté, des villageois ont creusé une profonde tranchée devant la mosquée qui avait été détruite par l'armée, lors d'un raid précédent. Ils y ont enterré bon nombre de corps, la nuit même. Menawwar Yasin, une femme d'une soixantaine d'années, a apporté son aide pour les enterrements. « Certains de leurs visages étaient noirs », dit-elle, « couverts de fumée. D'autres étaient comme d'habitude, mais rigides. J'ai vu une mère, nourrissant son enfant, figée dans cette position ». Les autres corps ont été couverts par l'armée par une grossière couche de terre, quand les troupes ont détruit Goktapa quelques jours plus tard. Nous n'avions pas le temps de faire autrement, expliqua un officier à un membre de la famille Askari qui lui rendait visite – il faisait chaud, et les corps commençaient à sentir ; s'ils étaient laissés à découvert, ils pouvaient causer des problèmes de santé à ses hommes¹². Quel qu'ait pu être le nombre de victimes, il constitue le décompte le plus lourd de toutes les attaques chimiques confirmées, autres que celle d'Halabja, six semaines auparavant.

* * *

À la suite de l'attaque de Goptapa, les villageois se souviennent que les eaux de Zab-le-Bas ont rapidement monté. C'était une astuce utilisée par le régime dans les campagnes précédentes ; elle consiste à ouvrir les vannes du barrage de Dukan afin de bloquer toute tentative de fuite par la rivière. Les survivants de Goktapa, d'Askar et d'Haydar Beg se sont éparpillés dans toutes les directions. Certains ont fui au sud, en direction de Chamchamal, en espérant trouver asile dans les complexes de Takiyah et Bayinjan, sur la route principale de Suleimanieh. D'autres se sont dirigés vers l'ouest par des petits chemins détournés et des pistes pour les chèvres, avançant

11. Le Middle East Watch a obtenu les noms de trente-huit personnes relevant de deux familles qui ont péri pendant l'attaque. Plus de la moitié d'entre elles étaient des enfants. Interviews avec Abd-al-Qader Abdullah Askari et d'autres anciens habitants, complexe de Daratou et village de Goktapa, 20 avril et 24 mai 1992.

12. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 4 juillet 1992. Cette personne – qui, habitant une ville, n'a pas été touchée par l'Anfal – a été autorisée, en raison de ses contacts officiels, à retourner à Goktapa après l'attaque pour rechercher des membres de sa famille.

parallèlement à la rivière, dans la zone habitée par la tribu de Sheikh Bzeini. Plus de cinquante familles d'Askar ont été arrêtées dans la matinée du 4 mai par des troupes qui s'approchaient le long de l'autoroute principale et ont été conduites vers l'est en camion, dans le complexe de Suseh.

Après s'être évanoui sous l'effet des agents chimiques, Abd-al-Qader s'est réveillé le matin suivant dans une étrange pièce. Une voix lui a dit qu'il avait atteint le village de Mamlesi, à huit kilomètres à l'ouest de Goktapa. Son fils, l'ancien instituteur Latif, l'avait amené ici alors qu'il était inconscient. Il y avait une odeur de brûlé et la plupart des maisons de Mamlesi étaient en feu. Abd-al-Qader et Latif se sont glissés dans un abri contre les raids aériens et ont attendu là trois jours et deux nuits, jusqu'à ce qu'ils soient forcés de sortir en raison d'une explosion soudaine de coups de feu à l'entrée. Dehors, il y avait des véhicules blindés de transport de troupes, un contingent de troupes sous le commandement d'un chef de bataillon, et un camion IFA ; le vieil homme et son fils se sont rendus et ont été transportés ailleurs.

Au même moment, la belle-fille d'Abd-al-Qader et ses sept enfants en pleurs ont trouvé refuge dans une grotte. Il y avait avec elle trente réfugiés de Goktapa, et vingt autres de Mamlesi. À l'aube, le 4 mai, dès 5 h 00 du matin, ils sont sortis et ont vu des hélicoptères planant à basse altitude dans la vallée. Certains des hommes avaient des jumelles et observèrent en silence les troupes entrer à Goktapa, plus tard dans la matinée. Ce compte-rendu est extrait des documents militaires de la quatrième campagne de l'Anfal, qui notent que les troupes avaient atteint Askar à 5 h 30 du matin le 4 mai, et qu'elles avançaient vers le nord en direction de Goktapa¹³. Voyant les troupes s'approcher, Nasrin et ses enfants ont fui dans les collines, où ils ont survécu pendant dix jours, par une chance extraordinaire, avant d'atteindre le complexe de Takiyeh et de se retrouver en lieu sûr. Une autre belle-fille, Fatima, a eu moins de chance ; elle a été capturée par des troupes dans le village de Djelamort, puis a disparu. Toutefois, un autre membre de cette famille, un enfant de trois mois nommé Avan, a été impliqué dans un incident qui rappelle les enlèvements d'enfants pratiqués par l'armée en Argentine pendant la « sale guerre » des années 1970. Avan a survécu à l'attaque chimique bien que sa mère, ses frères et ses sœurs soient tous morts. Mais un membre du Jahsh a enlevé l'enfant et l'a confié à sa femme sans enfants, à Koysinjq. L'enfant a finalement été retrouvé par un oncle.

* * *

13. Rapport manuscrit quotidien n° 8184 du 4 mai 1988 du Commandant du premier corps militaire, quartier général des opérations militaires (signature illisible).

LE CORDON DE POLICE DE L'ANFAL À L'EST DE TAQTAQ

Comme à Germian, l'armée a adopté une stratégie d'encerclement, attaquant d'un coup la zone du quatrième Anfal avec au moins une douzaine de corps expéditionnaires séparés, partant de différentes directions. Les rapports de terrain, partiels, sur le quatrième Anfal, écrits à la main par le commandant du premier corps militaire, le lieutenant général Sultan Hashem, montrent que les colonnes militaires ont tiré sur la vallée de Zab-le-Bas à l'aube, le 4 mai, douze heures après les bombardements chimiques sur Askar et Goktapa. Certains, opérant en dehors de Koysinjak, ont attaqué les villages le long de la rivière ; d'autres, en provenance de Suseh et de Chamchamal, ont convergé sur la rive sud ; deux convois ont quitté Taqtaq, l'un se dirigeant au nord vers Koysinjak, et l'autre traversant la rivière et coupant à travers la zone habitée par la tribu de Sheikh Bzeini.

La plupart des corps expéditionnaires ne faisaient état que d'une résistance symbolique, mais à quelques endroits, les *peshmergas* ont lutté avec force et ont même coincé les troupes par des tirs soutenus d'artillerie et de fusées. Le matin du 4 mai, le lieutenant général Hashem faisait état d'« une opposition acharnée » sur les montagnes de Takaltu, à quelques kilomètres au nord-est de Taqtaq. À la fin de la journée, la montagne a été « nettoyée après que neuf d'entre eux ont été tués, et leurs corps laissés de côté ». Dans la vallée accidentée de Chemi Rezan, à l'est de Goktapa, le corps expéditionnaire opérant en dehors de Suseh rencontrait des difficultés d'un village à l'autre : « 7 h 40 : le corps expéditionnaire a atteint le village de Surqawshan et a été confronté à des saboteurs d'un nombre approximatif de 20 à 25... 9 h 00 : le corps expéditionnaire a été en mesure de brûler Awdalan et Kalabash après avoir écrasé la résistance... 9 h 45 : le village de Talan brûle après que la résistance consistant en quatre groupes de dix saboteurs a été détruite. » Le lieutenant général Hashem a même jugé nécessaire d'appeler des renforts ; plus de 700 troupes de l'Amn transportées par hélicoptère en provenance de Suleimanieh¹⁴.

À la fin de l'après-midi du 4 mai, toutefois, la vallée de Chemi Rezan était calme¹⁵. Le jour suivant a été ponctué de brefs tirs à Goktapa et, au-delà de la rivière,

14. Rapport manuscrit quotidien du Commandant du premier corps militaire, quartier général des opérations militaires, n° 19/8179 du 5 mai 1988.

15. Rapport manuscrit quotidien, n° 8276, du Commandant du premier corps militaire, quartier général des opérations militaires, 6 mai 1988.

à Gomashin. Le 6 mai, la zone entière était sous le contrôle de l'armée. Les deux jours suivants, des unités militaires se déplaçaient vers le nord, le long de la côte du lac de Dukan, brûlant tout ce qui se trouvait sur leur chemin.

Les conséquences sur la population civile vivant de chaque côté de la rivière ont été dévastatrices. La population du Nord, qui avait peu de voies d'échappatoire, fut la plus touchée ; on a établi la liste de plus de 1 680 personnes disparues dans les six villages de Kleisa, Bogird, Kanibi, Qizlou, Kani Hanjir et Gomashin. De nombreux habitants de la rive sud, comme Nasrin et ses enfants, ont atteint la sécurité des complexes ; néanmoins, les pertes ont été catastrophiques. On estime qu'il y a eu 500 disparitions dans l'unique village de Goktapa, et des centaines d'autres dans les villages tels que Galnaghaj, Gird Khader, Jelmort, Qasrok et Qamisha¹⁶. Un rapport de terrain quotidien du premier corps d'armée, daté du 6 mai, donne une idée de la proportion de femmes et d'enfants parmi les disparus. En plus des trente-sept saboteurs, il relate que soixante hommes, 129 femmes et 296 enfants se sont rendus près de Taqtaq¹⁷.

Ceux qui vivaient au nord de la rivière n'avaient aucun moyen d'entendre parler de l'attaque chimique sur Goktapa, car l'armée avait mis hors de service le câble que les habitants utilisaient pour tirer leurs radeaux afin de traverser la rivière. Mais la fuite, pleine de panique des survivants, dont beaucoup étaient aveugles ou mourants, a alerté les villageois de la rive sud qui ont compris que l'Anfal les avait atteints. Certains ont fui dès qu'ils ont reçu les nouvelles de Goktapa ; les autres sont restés où ils se trouvaient. À minuit, le jour de l'attaque chimique, des survivants « sentant une odeur de pomme » sont arrivés au village de Darbarou qui se trouvait à une heure et demie de marche à l'ouest. Malgré cela, les habitants de Darbarou n'ont pas compris qu'ils couraient un risque imminent et ont dormi dans leurs lits ce soir-là. Mais à 10 h 00 le lendemain matin, ils se sont trouvés cernés par des troupes du Jahsh et par l'armée régulière, qui arrivaient de Taqtaq. Des avions les survo-

16. Ce sont principalement les villages dont sont originaires les survivants que le Middle East Watch a réussi à interviewer. Selon Resool, *op. cit.*, quelque soixante-quinze villages dans la *nahya* d'Aghjalar ont été détruits pendant le quatrième Anfal, ainsi que vingt-quatre dans la *nahya* du centre de Koyseinjaq, cinquante-deux dans la *nahya* de Taqtaq et soixante et un dans la *nahya* de Redar. Les documents de l'armée parlent de 138 villages « brûlés, détruits ou purifiés » pendant le quatrième Anfal. Comme dans le cas du troisième Anfal, ces listes comprennent la plupart des villages dont les survivants ont fait état des disparitions massives au Middle East Watch.

17. Rapport quotidien manuscrit n° 8280 du 6 mai 1988 du commandant des opérations militaires du premier corps.

laient en les bombardant, et des hélicoptères vrombissaient au-dessus du village, annonçant par haut-parleurs : « Sortez ; vous serez pardonnés. » Les villageois ont été encerclés et emmenés par des camions IFA, pendant que leurs maisons brûlaient¹⁸.

Les survivants de Goktapa se sont aussi présentés vers minuit dans Gird Khaber, un village de la tribu de Sheikh Bzeini. Les gens avaient déjà senti que des troubles se préparaient, et certains des hommes avaient pris la précaution d'envoyer leurs femmes et enfants en sécurité dans les villes. Ils ont même trouvé refuge dans les grottes des collines environnantes. Comme à Germian, de fausses promesses d'amnistie ont été faites à ceux qui se rendraient ; mais, cette fois, leur auteur était Qasem Agha, un *mustashar* borgne de Koysinjaq que les gens appelaient « Qasma Kour » (Qasem l'aveugle). Par cette supercherie, les forces de Qasem Agha ont capturé 200 hommes qui fuyaient la zone de Gird Khaber.

Mais d'autres Kurdes, à Gird Khaber, étaient encore chez eux quand les survivants de Goktapa sont arrivés. Ils se sont rencontrés de bonne heure le lendemain matin, dans l'obscurité précédant le levée du soleil, pour décider de ce qu'ils allaient faire. Certains des jeunes hommes ont décidé de tenter leur chance avec les *peshmergas* dans les montagnes, et il semble qu'ils aient ainsi survécu. Mais la plupart ont pensé qu'il n'y avait aucune autre alternative que de se rendre. Ils se sont alors rendus ce matin-là au village de Qamisha, où ils savaient que l'armée stationnait, craignant sinon d'être attaqués par des armes chimiques. Il leur a fallu deux heures, entassés dans neuf remorques tirées par des tracteurs, pour atteindre Qamisha.

Les tacticiens de l'armée semblaient avoir assigné à Qamisha un rôle similaire à celui des villages de Germian, tels que Melistura et Aliawa : un point de rassemblement initial où pouvaient être canalisés les villageois. Les réfugiés de Gird Khaber ont trouvé Qamisha occupé par une unité du Jahsh, commandée par un *mustashar* du nom de Borhan Shwani. Des troupes de l'armée régulière étaient également présentes, ainsi qu'un contingent de commandos en tenue de camouflage (*Maghawir*). « L'armée tirait en l'air au-dessus de la tête des gens, ce qui les effrayait », disait un habitant de Gird Khaber. « Ils étaient sans merci avec les personnes âgées¹⁹. » Un homme de Gird Khaber a reconnu les visages des habitants d'une demi-douzaine de

18. Interview du Middle East Watch, Koysinjaq, 22 avril 1992. Ce témoin a donné les noms de onze hommes disparus du village de Darbarou.

19. Interview du Middle East Watch, Taqtaq, 24 avril 1992.

villages. L'officier militaire qui portait les deux étoiles de premier lieutenant recherchait des corps et confisquait « l'argent, les boucles d'oreilles en or, tout ». Les papiers d'identité étaient pris eux aussi et n'étaient pas rendus.

Une procédure quelque peu différente semble avoir été suivie pendant l'attaque militaire sur Djelamort, un autre village de la tribu de Sheikh Bzeini, à quelques kilomètres de Gird Khaber. Les troupes n'ont pas atteint Djelamort avant le 6 mai, mais les habitants avaient déjà entendu parler des bombardements de Goktapa par les *peshmergas* qui fuyaient. Ils se sont réfugiés dans les montagnes, où ils se sont joints à des centaines, peut-être des milliers de réfugiés, se cachant dans des grottes ou sous les arbres. Mais ils ont rapidement été entourés par l'armée. Les troupes ont ouvert le feu, tuant deux hommes, et tout le monde est rapidement sorti en levant les bras. Les hommes et les femmes ont été séparés sur place, et ceux de Djelamort ont été ramenés dans leur village. À nouveau, comme à Qamisha, les troupes ont pris à tout le monde argent, biens, et documents de valeur, alors que d'autres soldats et membres du Jahsh terminaient le travail en pillant les maisons. Certaines des maisons brûlaient et les bulldozers étaient déjà à l'œuvre sur les structures de ciment. Trois camions militaires attendaient tout près. Un membre du Jahsh, ne supportant pas de voir le pillage, protesta ouvertement. Mais il fut confronté à un officier militaire en colère qui lui dit : « Ces personnes se dirigent vers la mort, ils ne peuvent emporter aucun argent ni aucun or avec eux. La loi de l'État dit qu'ils vont mourir. » Le commandant de l'unité du Jahsh a pris la relève à ce moment-là et a désarmé son subordonné révolté en lui disant : « C'est la loi de notre État ; tu ne peux rien y changer²⁰. »

À Djelamort, les villageois ont été séparés par sexe au moment de leur capture. La même procédure a été suivie à Galnaghaj (bien que les femmes mariées de ce village aient finalement été transportées avec leur mari), et à Qaranaw, juste en dehors de la ville de Taqtaq, où toutes les femmes ont été épargnées pour des raisons qui restent obscures. « Les officiers de l'armée ont pris tous les hommes », a dit une vieille femme de Qaranaw au Middle East Watch. « Alors, ils nous ont gardées pendant deux jours dans le village. Nous ne pouvions pas manger, ni rien faire. Nous nous sommes juste assises en formant un long rang. Pendant que nous attendions dans le village, le Jahsh et les soldats brûlaient toutes les maisons²¹. » Deux jours après, les femmes de Qaranaw ont été transportées à Chamchamal par bus militaires

20. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

21. Interview du Middle East Watch, complexe de Bayinjan, 18 mai 1992.

et jetées dans la rue. « J'ai demandé à un soldat pourquoi ils nous laissaient ainsi dans une ville où nous ne connaissions personne. Ils ont répondu : vous avez de la chance de finir ici ; vos maris sont allés en enfer. »

Au nord de Zab-le-Bas, ce fut la même histoire ; les villages étaient envahis les uns après les autres puis démolis par les corps expéditionnaires opérant à la sortie de Koysinjaq. Les villages de Gomashin et de Kleisa, par exemple, sont situés sur la rive nord de la rivière, presque directement de l'autre côté de Goktapa. L'Anfal a atteint Kleisa le 4 mai, le lendemain de l'attaque chimique. Comme Gomashin, ce village abritait une base de l'UPK et comptait en son sein un grand nombre de *peshmergas*. (Une femme les présenta ainsi : « Notre âme était en eux. ») La plupart des villageois avaient quitté Kleisha deux ans avant l'Anfal, pour construire de nouvelles maisons le long de Zab-le-Bas, qui se rétrécit en une gorge à cet endroit-là. Ils appelaient Qolti Karez « le puits de la rivière souterraine ». C'est ici que l'Anfal les a surpris. Après une brève tentative pour trouver refuge dans les grottes de la montagne, ils ont été arrêtés en masse et ont disparu.

En octobre 1986, Gomashin et le village voisin de Qizlou avaient provoqué la colère du régime car un groupe de *Pasdarans* iraniens avait traversé les deux villages, sortant ainsi exceptionnellement de leurs frontières. L'aviation avait bombardé Gomashin un court instant après, et les villageois ont supposé que les raids avaient été entrepris en représailles. Un projectile avait frappé une femme nommée Aisha alors qu'elle apportait de l'eau des sources, la tuant instantanément. Un autre avait percé le mur d'une maison, blessant une femme nommée Hajer et son enfant de dix-huit mois. Comme il n'y avait aucune voiture pour les transporter à l'hôpital afin de les soigner, les deux sont morts en l'espace de quelques heures.

Les *peshmergas* fuyant la route du sud convergèrent sur Gomashin, les jours qui ont précédé le quatrième Anfal. Un adolescent de Gomashin, un garçon de treize ans à l'époque, estime que 200 à 300 *peshmergas* étaient dans les environs au début du mois de mai. Le jour de l'attaque chimique sur Goktapa, ils ont décidé d'essayer de se frayer un chemin vers l'Iran, s'emparant des tracteurs du village comme moyen de transport. Les habitants de Gomashin les ont suppliés de ne pas les priver de leur unique moyen d'échappatoire, mais les *peshmergas* ont ignoré leurs objections. À l'aube toutefois, les tracteurs vides étaient revenus avec leurs chauffeurs, et les villageois

22. De même que Chamchamal pendant le troisième Anfal, Koysinjaq a été la cible d'une énorme recherche de porte à porte menée pour localiser les survivants du quatrième Anfal. Beaucoup de personnes ont disparu suite à ces balayages de l'Amn.

purent utiliser leurs véhicules pour s'enfuir en direction de Koysinjaq²². Le jour suivant, les avions irakiens et les forces terrestres ont attaqué Gomashin. Bon nombre de villageois ont été capturés alors qu'ils fuyaient et ont disparu. Un témoin dit que 115 personnes de Gomashin avaient été « anfalisées » ; un autre porte ce nombre à 130²³. Le 6 mai, le premier corps d'armée a rapporté que Gomashin avait été totalement rasé, ainsi que Gird Khaber et une série d'autres villages²⁴.

LA ZONE DE CHWAN

Comme la région à l'est de Taqtaq était dévastée, d'autres unités de l'armée portèrent leur attention vers la *nahya* de Shwan (Redar), un peu plus à l'ouest. Une fois encore, ils furent assistés par les contingents du Jahsh, commandés par le *musta-*

23. Interview du Middle East Watch, Arbil, 7 et 8 juillet 1992.

24. Rapport quotidien manuscrit, n° 8276, du commandant du premier corps d'armée au quartier général des opérations militaires, 6 mai 1988. Cette phase de l'Anfal semble également avoir aspiré des personnes qui n'en étaient pas les cibles directes. Le cas d'un conducteur et de deux porteurs de la ville de Koysinjaq – l'un d'entre eux étant un vétéran de la police irakienne de vingt-cinq ans, nommé Khasraw Khidr Sa'id – est relativement curieux. Au début du mois de mai, un agent de l'Amn et trois membres du Jahsh de Qasem Agha se sont approchés des trois hommes dans le bazar. Ils leur ont ordonné de les accompagner, en disant seulement que certains de leurs biens devaient être déplacés. La famille de Khasraw Khidr Sa'id a su plus tard que les trois hommes avaient été emmenés au village de Kanibi, qui se trouve juste en face de Goktapa, sur l'autre rive de la rivière.

Trois jours plus tard, la famille de l'ancien policier a reçu un message par l'intermédiaire d'un garde du camp de Topzawa, disant que l'homme avait été arrêté. (Le rôle fondamental de Topzawa dans l'Anfal est détaillé plus loin, p. 241-249.) Malgré cela, la famille n'a pas osé s'adresser aux autorités, craignant de disparaître elle aussi. Telles étaient les dernières nouvelles qu'ils ont reçues des trois hommes, qui se sont depuis volatilisés.

Puis, en janvier 1992, ils ont appris que le nom de Khasraw Khidr Sa'id était apparu sur un document collé au mur d'une mosquée du coin. Ce papier s'est révélé être un ordre de transmission de l'Amn du bureau d'Arbil à la morgue de l'hôpital public de la ville. Cette lettre était numérotée 10160, classée « confidentiel » et datée du 29 juin 1988 – soit, en d'autres termes, six semaines après la disparition du porteur. Elle ordonnait à l'hôpital de l'enterrer et de fournir un certificat de décès pour quatre « saboteurs », dont Khasraw Khidr Sa'id ; la liste comprenait également le nom d'Hassan Muhammad Hasan Mawloud, le conducteur de Koysinjaq qui avait été enlevé avec lui. Le nom du deuxième porteur capturé apparaît sur un document de même type collé sur une autre partie du mur de la mosquée. Quatre jours plus tard, la famille de Khasraw Khidr Sa'id a obtenu son certificat de décès auprès de l'hôpital. Il

shar, petit et solidement bâti de Koysinjaq, Qasem Agha. La petite ville de Shwan avait été détruite en septembre 1987 ; plusieurs des soixante-dix villages de sa juridiction avaient déjà été rasés pendant les démolitions du printemps, et leurs habitants réimplantés dans les complexes nouvellement construits de Daratou et Benaslawa, dans les faubourgs du sud de la ville d'Arbil.

Quand on se déplace vers l'ouest, le paysage devient plus plat et moins accidenté. Ici, la vallée de Zab-le-Bas commence à s'élargir vers la plaine située entre Arbil et Kirkouk, bien qu'elle soit encore traversée de collines escarpées et d'affleurements horizontaux. À première vue, le terrain était loin d'être idéal pour une guérilla. Malgré tout, selon les témoignages recueillis par le Middle East Watch auprès de villageois de Shwan, il est clair que les petites unités *peshmergas* (à la fois l'UPK et un peu du PDK) se sont cramponnées ici pendant plusieurs semaines, en combattant par escarmouches occasionnelles avant de se retirer. Un nombre considérable de civils ont également réussi à s'échapper à travers les lignes de l'armée.

De nombreux villages de Chwan, situés à basse altitude, à proximité des autoroutes et des villes, n'ont jamais été des « territoires libérés », comme ceux de l'intérieur, plus montagneux. Plus d'un survivant a parlé des forces *peshmergas* « se relayant » pour contrôler ces villages. Pendant les périodes de plus grande influence *peshmerga*, le gouvernement pratiqua un harcèlement brutal, bien qu'intermittent, sous toutes les formes déjà en pratique dans le reste du Kurdistan irakien : incursions punitives du Jahsh, pillages et mises à feu, tirs d'artillerie, tirs de roquettes et bombardements aériens occasionnels. Après la campagne de destruction de villages en 1987, nombre de déserteurs avaient reconstruit des maisons rudimentaires dans des zones protégées, et la plupart des villages restants abritaient un grand nombre de réfractaires. À Dellu, par exemple, village de Shwan composé de quatre-vingts maisons de boue et de pierres, une bonne moitié des hommes se considéraient eux-mêmes comme des *peshmergas* actifs, et la population était gonflée par quelque cinquante ou soixante personnes ayant fui le service militaire.

Dellu avait déjà été détruit et reconstruit deux fois – une fois en 1963 et une nouvelle fois en 1976. Le quatrième Anfal atteignit le village le matin du 5 mai. Des attaques de roquettes lancées par hélicoptères et par avions réduisirent la résistance de la zone et permirent la progression des troupes terrestres de la 77^e force spéciale. Certains sont morts dans leurs maisons. Selon un témoin, trois ou quatre vieilles

mentionne l'exécution comme étant la cause de mort. Ce cas suggère fortement que l'Amn ait pu forcer des civils à jouer un rôle secondaire dans la suppression de la propriété et des biens des villageois pendant le quatrième Anfal, et qu'il les ait ensuite tués pour préserver le secret de l'opération.

femmes et quatre ou cinq enfants sont morts dans l'attaque initiale, soit brûlés à mort, soit tués par des tirs d'artillerie²⁵. Vingt-huit villageois, dont trois femmes et un petit enfant, ont été arrêtés par des rafles de l'armée et ont disparu. Les autres ont fui vers les collines, et beaucoup sont parvenus à se cacher, évitant ainsi les recherches de porte à porte menées par l'Amn, à Kirkouk, Chamchamal, ou dans le complexe de Benaslawa, construit pour loger des personnes de cette zone une année auparavant, à une dizaine de kilomètres d'Arbil.

De nombreuses personnes ont été suffisamment chanceuses pour s'échapper de Khala Kutia, à quinze minutes de marche de Dellu, et de Zigila, où – de façon incroyable – l'armée n'a réussi à capturer que six personnes âgées, dont le *mullah* d'un village de trente ménages. Tous les autres avaient été avertis et avaient fui. Cinquante villageois de Darmanaw, dans la zone de Sheikh Bzeini, ont regardé l'armée et le Jahsh piller et brûler leur village depuis une cachette dans les montagnes voisines ; ils ont survécu douze jours dans des grottes, ne mangeant que de l'herbe sauvage. La faim les a finalement conduits en contrebas, dans la ville de Taqtaq, où « nous avons fait appel à la pitié des gens, en baisant leurs mains », ont-ils relaté. Avec l'aide des habitants de la ville et d'un *mustashar* local, des centaines de villageois fuyant la zone de Sheikh Bzeini se sont cachés pendant plusieurs jours, blottis dans des hangars de poulets. Il est à noter que l'armée ne les a jamais trouvés²⁶.

Certains hommes en âge de faire leur service ont également échappé au balayage de la zone de Shwan, effectué pendant l'Anfal. Ce fut le cas, par exemple, dans le village de Palkana, après l'attaque des troupes régulières et des unités de commandos, couvertes par des tirs d'artillerie, des bombardements aériens, ainsi que des gaz lacrymogènes. Les villageois ont pris la fuite le matin où l'Anfal les a atteints, en traversant la rivière de Zab-le-Bas sur des radeaux de bois pour gagner de vitesse les troupes qui approchaient. Même sans provisions, ces groupes ont réussi à rester dans les montagnes pendant deux mois, à l'issue desquels un certain nombre de jeunes réfractaires et de déserteurs ont réussi à se glisser dans le complexe de Benaslawa qui semble plus ou moins avoir été surveillé par les forces de sécurité.

La fuite d'un groupe de soixante réfractaires du village d'Ilenjagh, un peu à l'est de Palkana, et à quelques kilomètres au sud de Taqtaq, est plus remarquable. Bien qu'Ilenjagh se trouve dans la vallée de Shiwasur, forteresse *peshmerga*, le village

25. Interview du Middle East Watch, complexe de Benaslawa, 7 juillet 1992.

26. Interview du Middle East Watch, complexe de Daratou, 20 avril 1992.

était vulnérable, car situé près d'une base militaire sur la route pavée. En 1987, il a été détruit après une bataille redoutable, mais les villageois y sont retournés, par défi, pour reconstruire leurs maisons dans un endroit retiré, un peu plus loin de la base militaire. Presque toute la population a survécu à l'Anfal. Tout d'abord, les femmes et les enfants se sont cachés à Taqtaq. Ensuite, les soixante jeunes hommes ont fui avec leurs armes et se sont terrés dans des cachettes, dans les collines. Seuls deux d'entre eux ont été capturés. En se déplaçant d'un endroit à l'autre, le reste a tenu jusqu'à l'amnistie publique du 6 septembre 1988, qui a marqué la fin officielle de la campagne d'Anfal²⁷.

* * *

L'HISTOIRE DE ZBEIDA

Le drame des villageois fuyant l'Anfal avec l'aide des *peshmergas* est bien illustré à travers le témoignage de Zbeida, une jeune femme qui avait dix-neuf ans à l'époque. Zbeida est née dans le village de Serbir, situé dans la plaine, vers la principale autoroute Arbil-Kirkouk. Bien que Serbir ne fût pas un village *peshmerga*, il avait été détruit pendant la campagne du printemps 1987 qui a permis au gouvernement de contrôler de nouveaux villages dans la plaine d'Arbil. On avait donné deux mois aux villageois pour déménager ; officiellement, on leur avait dit que leurs maisons étaient rasées pour « les protéger du harcèlement » des *peshmergas*. La semaine suivante, cette période de préavis fut réduite à 24 heures. On leur ordonna de déménager dans les complexes de Benaslawa et Daratou, qui étaient à ce moment-là de simples champs, sans abris ni infrastructures.

Zbeida et ses parents ont déménagé dans la ville d'Arbil – et non dans l'un des complexes comme l'avaient ordonné les soldats. Ses deux frères cependant, qui étaient tout deux d'actifs *peshmergas*, ont rejoint la forteresse de l'UPK, dans la zone de Sheikh Bzeini. Après trois mois de harcèlement par l'Amn, à Arbil, en raison de

27. On doit cependant noter que l'amnistie n'a pas mis un terme à leurs ennuis. Les soixante déserteurs ont été renvoyés dans leurs unités militaires, où au moins quelques-uns ont été battus et maltraités avant d'être finalement relâchés. Interview du Middle East Watch avec un villageois du village d'Ilenjagh, 24 avril 1992.

l'affiliation de leurs fils, les parents de Zbeida ont déménagé vers les « zones interdites » en septembre 1987. Leur nouveau village était constamment attaqué par le gouvernement, et pendant un raid aérien entrepris en février 1988, la famille a senti un fort parfum de pommes, depuis son abri. Quand ils sont sortis deux heures plus tard, ils ont vu qu'un certain nombre de *peshmegas* avaient subi des brûlures chimiques, mais ils étaient encore vivants²⁸.

L'Anfal les a atteints dans la matinée du 4 mai, un an après la destruction de Serbir. La veille, un hélicoptère avait été repéré, tournant au-dessus des têtes ; l'attaque n'était donc pas totalement imprévue. À 16 h 00, les bombardements ont commencé et les villageois ont immédiatement cherché refuge dans les grottes des montagnes. De là, ils purent voir l'armée entrer dans de nombreux villages le long de la rive nord de Zab-le-Bas, encercler la population et mettre le feu aux maisons. Ils furent ainsi témoins de la destruction des villages de Qashqa et Khurkhur, au loin sur le rivage. Ce qu'ils n'ont pas réalisé, c'est que les soldats se trouvaient non seulement au-dessous, dans la vallée, mais aussi au-dessus de leurs cachettes, dans les montagnes.

La famille de Zbeida a décidé de fuir dans la direction opposée, vers l'est. Ils ont été chanceux, car l'armée est rapidement descendue dans les grottes, capturant et faisant disparaître ceux qui les occupaient. La famille de Zbeida qui était maintenant accompagnée de Rahman, un des deux frères *peshmegas*, est retournée chez elle et s'est arrêtée là quelques minutes. Ils ont vu alors l'armée s'approcher avec des chars d'assaut et des transports de troupes blindés ; ils ont couru de nouveau. En regardant derrière eux, ils ont vu les soldats lancer des barils de kérosène sur leurs maisons et y mettre le feu. Ils ont couru alors que les troupes les poursuivaient. Des obus sont tombés autour d'eux, mais après avoir traversé une série de petits cours d'eau, ils ont pensé avoir semé ceux qui les poursuivaient ; ils se sont arrêtés pour se reposer dans le village de Turki, une autre forteresse *peshmerga*.

Le village de Turki s'est lui-même rapidement trouvé sous les tirs d'artillerie et les réfugiés ont couru en direction de la rivière de Zab-le-Bas, espérant atteindre l'autre rive. Ils ont essayé de passer le cours d'eau à gué, mais ils ont abandonné car ils avaient de l'eau jusqu'au cou. Derrière eux, les *peshmegas* opposaient une défense

28. Aucune attaque par armes chimiques n'a été mentionnée dans cette zone par d'autres sources, et cette attaque ne figure dans aucune des listes de l'UPK et du KDP. Quoiqu'il en soit, les détails de ce récit sont persuasifs, et le témoin était extrêmement crédible à tous les autres égards.

déterminée à l'aide de grenades propulsées par lance-roquettes et de mortiers. Par la suite, le frère de Zbeida, Rahman, est parvenu à construire trois radeaux grossiers, de planches et de tubes. Zbeida, ses parents et sa sœur ont réussi à traverser. Rahman, qui était resté sur la rive, leur a crié de contribuer à la sécurité de la zone de Qala Saywka, contrôlée par les *peshmergas*²⁹.

Ils se sont retrouvés, sur la rive nord de la rivière, dans un autre village abandonné, Shaytan. Dans l'une des maisons vides, ils ont trouvé du pain et des vêtements secs. Derrière eux, ils pouvaient encore entendre Rahman crier : « Allez-y ! Allez-y ! Courez vers Qala Saywka et suivez les *peshmergas* ! » Ils ont marché toute la nuit du 4 au 5 mai le long d'un chemin étroit, ne se reposant que quelques heures à l'aube, jusqu'à ce qu'ils aient atteint les montagnes et une grotte apparemment sûre. En sortant de leur abri, au milieu de la matinée, ils ont vu l'armée qui continuait à brûler des villages au-dessous, dans la plaine inondée. En fin d'après-midi, par une extraordinaire coïncidence, ils sont tombés sur Omer, le deuxième frère *peshmerga*. Il a pleuré en apprenant que Rahman avait été laissé à l'arrière et a insisté pour le rejoindre, afin d'essayer d'aider les civils à traverser la rivière et à fuir l'armée qui avançait. Mais il a d'abord conduit ses parents et sa sœur au nord, loin de la rivière, vers un autre village, Nerajin, où ils ont réussi à se payer des places dans une remorque bondée, tirée par un tracteur. Finalement, vers 16 h 00, le 6 mai, la famille épuisée a atteint le complexe de Benaslawaw, en sécurité.

Omer est arrivé à Benaslawaw, à la mi-mai. Il y est resté deux semaines, puis est reparti à la recherche de son frère. En août, la famille a reçu des nouvelles selon lesquelles les frères s'étaient retrouvés et avaient combattu côte à côte en juin, dans une bataille contre l'armée près du village du Terki. Dans cette partie du Kurdistan, certaines unités *peshmergas* ont tenu pendant au moins un mois après l'assaut initial du quatrième Anfal. Mais les *peshmergas* qui ont annoncé qu'Omer et Rahman s'étaient réunis ont également annoncé qu'ils avaient été capturés. Leurs camarades les avaient vus à travers leurs jumelles se faire arrêter par le Jahsh et être conduits jusqu'aux camions de l'armée IFA. Leurs parents et leur sœur ne les ont jamais revus.

29. Dans la *nahya* d'Aghjalar. Rahman ne savait évidemment pas que d'autres unités de l'armée étaient simultanément en train de ravager cette zone à la suite des attaques chimiques sur Goktapa.

* * *

LES POINTS DE RASSEMBLEMENT DU QUATRIÈME ANFAL

Les villageois qui étaient expulsés de leurs maisons pendant le quatrième Anfal étaient par la suite conduits dans au moins trois centres de détention provisoire dans la vallée de Zab-le-Bas. Harmota, un camp militaire à l'extérieur de la ville de Koysinjak, détenait un certain nombre d'habitants de Gomashin et d'autres villages pendant les trois jours qui suivaient leur capture. Takiyeh, un complexe qui avait été construit en 1987 sur la route principale qui menait vers l'est depuis Chamchamal, était la destination initiale des camions qui transportaient les survivants de l'attaque chimique sur Goktapa et ses environs. Une femme de Goktapa apprit qu'on avait vu sa fille, son beau-fils et cinq enfants dans un camion de l'armée à Takiyeh ; un autre transportait son beau-frère et les douze membres de sa famille. « On a entendu la femme âgée crier pour que les gens les sauvent. Elle a aperçu un membre de sa famille et lui a hurlé d'essayer de les sauver, mais il ne pouvait rien faire³⁰. » Beaucoup de réfugiés s'étaient également frayés un chemin vers Takiyeh, à la suite du quatrième Anfal, en espérant trouver refuge là-bas, bien qu'on ait averti les habitants de la *mujamma'a* qu'on démolirait la maison de quiconque offrirait un abri à un réfugié de l'Anfal³¹.

Mais c'est la ville de Taqtaq elle-même, un important centre régional composé de quelques milliers de personnes et situé sur la rive nord de Zab-le-Bas, qui a servi de principal point de rassemblement pour les villageois capturés lors du quatrième Anfal. Comme à Qader Karam au sud, le nombre de détenus était tel que de nombreux centres de détention étaient mis en fonctionnement, à la hâte. Certains prisonniers ont dit avoir été emmenés à Ameriya – la garnison militaire de la ville, installée dans l'un des innombrables forts du Kurdistan irakien, construits selon l'architecture standard des années 1970. Un homme âgé du village de Darbatou a raconté avoir été emmené ici dans un convoi IFA, certains camions transportant ses compagnons de village et les autres transportant leurs poulets, moutons, brebis et vaches³². Une femme enceinte a accouché en chemin dans son

30. Interview du Middle East Watch avec un ancien habitant de Goktapa, complexe de Bayinjan, 18 mai 1992.

31. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 1^{er} août 1992.

camion. À la garnison, il a reconnu des gens de plus d'une douzaine de villages de la vallée, des deux côtés de la rivière, entassés dans un certain nombre de pièces, hommes et femmes étant détenus séparément. Les villageois ont passé une nuit là-bas avant d'être emmenés en camion vers une destination inconnue.

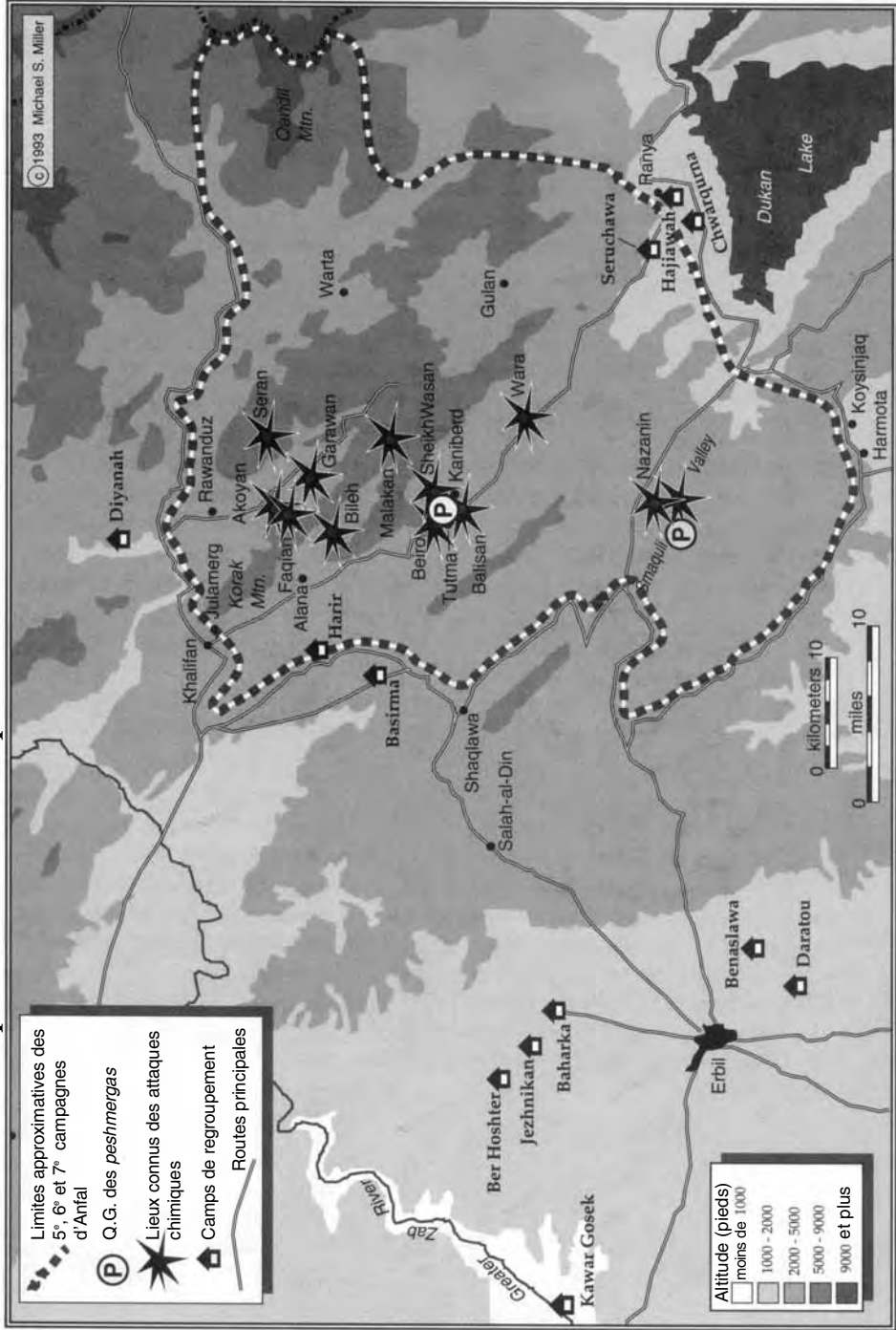
La deuxième destination était désignée différemment par les survivants : « un corral », « une zone entourée d'un enclos pour les animaux », « un enclos à bétail près du pont », ou encore « un hangar utilisé pour les vaches et les chevaux ». Une fois de plus, il y avait des centaines de gens ici, venant d'un certain nombre de villages de la vallée de Zab-le-Bas. Certains témoins ont dit qu'ici les familles étaient restées rassemblées ; d'autres, au contraire, dirent que les jeunes et les vieux avaient été séparés. Les gardes surveillaient, mais à cette étape-là, il n'y avait pas d'interrogatoires. Les installations étaient extrêmement primaires, et n'étaient utilisées que pour quelques heures. Les soldats ne contrôlaient pas totalement les foules, et, comme à Germian, des membres du Jahsh ont contribué à un certain nombre de fuites. Alors qu'un convoi de camions pénétrait dans la zone de détention, une jeune femme a sauté, en serrant son bébé contre elle ; elle est parvenue à s'échapper en courant, bien que les gardes militaires aient ouvert le feu sur elle avec des mitrailleuses. Dans la confusion de l'arrivée, un garde du Jahsh, un étranger, s'est approché de deux enfants du village de Qasrok – un garçon de onze ans nommé Osman et sa sœur, plus âgée – et leur a murmuré : « Tentez votre chance, il n'y a pas de soldats ici, courez. Si quiconque demande d'où vous venez, répondez-leur de Taqtaq. » Être un habitant d'une ville ou d'un complexe offrait bien sûr l'immunité, étant donné la logique bureaucratique rigide de l'Anfal. Les deux enfants se sont accroupis dans une voiture du Jahsh qui amenait de la nourriture au corral et ont réussi à se glisser de l'autre côté des lignes militaires. C'est la dernière fois qu'Osman a vu ses parents, ses deux frères et ses trois dernières sœurs, dont la plus jeune avait juste trois ans.

Après leur bref séjour dans l'enclos à bétail, la famille a une fois de plus été enfournée dans les camions qui attendaient, encombrant le pont au-dessus de Zab-le-Bas ; ils se sont dirigés vers le sud, comme tant d'autres avant eux, en direction de la ville pétrolière de Kirkouk, qui abrite le Bureau Nord de l'organisation du parti Baath. Les documents de l'armée concernant le quatrième Anfal fournissent des preuves révélatrices, du point de vue du gouvernement, sur le sort des détenus. Le lieutenant général Hashem a brièvement noté que deux groupes de civils capturés dans la zone de Shwan – quatorze hommes, douze femmes et vingt enfants en tout –

avaient été « envoyés à l'administration de l'Amn du gouvernorat d'al-Ta'mim (Kirkouk) » ; cela constitue la preuve la plus claire de la destination de ces convois de camions IFA lourdement chargés³³.

33. Le lieutenant général Hashem remarque que le 5 mai, « cinquante et une personnes [...] de divers villages sont venues à notre base mobile de Shwan » ; le 6 mai, quatre hommes et une femme « étaient détenus dans le village interdit de Turki ». Les deux groupes ont été « envoyés à l'administration de l'Amn du gouvernorat de Ta'mim ». Rapports manuscrits (pour beaucoup illisibles) du commandant du premier corps au quartier général des opérations armées, 6 h 00, 6 mai, et 7 h 00, 8 mai 1988.

Cinquième, sixième et septième Anfâl : 15 mai-26 août 1988



- Limites approximatives des 5^e, 6^e et 7^e campagnes d'Anfal
- Ⓟ
Q.G. des peshmergas
- ★
Lieux connus des attaques chimiques
- Ⓜ
Camps de regroupement
- Routes principales

Altitude (pieds)

Lightest gray	moins de 1000
Light gray	1000 - 2000
Medium-light gray	2000 - 5000
Medium-dark gray	5000 - 9000
Darkest gray	9000 et plus

CINQUIÈME, SIXIÈME ET SEPTIÈME ANFAL :
LES MONTAGNES DE LA VALLÉE
DE CHAQLAWA ET RAWANDUZ
15 MAI-26 AOÛT 1988

Les forces de Djalal Talabani, l'« agent de l'Iran », avaient été chassées de leur principal quartier général dans la vallée de Djafati, de leur forteresse des montagnes du Qara Dagh, des vastes plaines de Germian, ainsi que des vallées et des plaines qui s'étendent à l'ouest d'Arbil. Ici et là, dans des grottes et des postes avancés isolés, des poches de résistance subsistaient. Plusieurs douzaines de *peshmergas* étaient même restés à l'arrière, dans la vallée dévastée de Germian, pendant et après l'Anfal. Mais la plupart des combattants de l'UPK qui restaient, cherchaient désormais à se frayer un chemin vers la forteresse éloignée, au nord du lac Dukan, pour faire face une dernière fois à l'ennemi, dans les montagnes escarpées et les étroites vallées qui se trouvent au sud de la ville de Rawanduz et à l'ouest de la frontière iranienne.

À l'ouest du lac, des unités de *peshmergas* battues avaient été au courant – ou avaient été témoins – de la déroute des villages autour de Goktapa, dans la première semaine du mois de mai. Au bord du lac, au cours des derniers combats du quatrième Anfal, les survivants des batailles ayant eu lieu dans la montagne de Takaltu et de la vallée de Chemi Rezan avaient vainement essayé de résister à l'assaut de l'armée. Ils s'étaient cachés pendant trois ou quatre jours ; certains d'entre eux s'étaient dissimulés dans les prairies le long de la rivière, et avaient résisté jusqu'à ce qu'ils soient à court de munition. La nuit, selon un *peshmerga*, lorsque les hélicoptères du gouvernement ne pouvaient plus les repérer, ils étaient partis – laissant les derniers civils derrière eux. Vers la deuxième semaine de mai, ils finirent par atteindre la montagne de Korak et ses célèbres sanctuaires de la vallée de Balisan.

C'est à Balisan, et dans les vallées voisines faiblement peuplées, que l'Anfal est arrivé au milieu du mois de mai 1988. C'était alors l'apogée de l'offensive du régime visant à détruire une fois pour toutes l'UPK en tant que force de combat, à punir les

civils qui continuaient à la soutenir et à expulser les dernières troupes iraniennes du front nord de la guerre Iran-Irak¹. Les réimplantations de masse – et les massacres de masse – de civils ne furent pas une question urgente pour l'armée, dans cette phase de l'Anfal. Les frontières du gouvernorat d'Arbil étaient désormais dépeuplées, les populations kurdes ayant été déplacées dans le cadre de deux grands balayages, le premier en 1977-1978, le second en 1983-1984. Les vallées du sud et du sud-est de Rawanduz avaient été largement vidées de leurs civils après les attaques chimiques d'avril 1987.

D'un point de vue strictement militaire, la campagne d'Anfal continuait à suivre la logique des grands balayages qui avaient commencé trois mois plus tôt avec le siège de Sergalou-Bergalou. Le mouvement des troupes ressemblait un peu à celui des essuie-glaces d'une voiture, balayant dans le sens des aiguilles d'une montre puis dans le sens inverse ; emportant dans chacun de ses mouvements les forces décroissantes de *peshmergas*, et purifiant le pays des derniers villages kurdes restés intacts sous le contrôle de l'UPK. Toutefois, le cinquième Anfal, contrairement aux étapes précédentes de l'opération, a posé un grand nombre de difficultés à l'armée irakienne. Un deuxième et troisième assaut contre ces vallées rebelles fut nécessaire, et l'armée irakienne désigna ces nouvelles campagnes sous le nom d'Anfal VI et Anfal VII.

* * *

La vallée de Balisan était le quartier général du troisième *malband* de l'UPK, contrôlant les opérations dans le gouvernorat d'Arbil, à partir des villages de Beiro et de Tutma. D'autres partis étaient également présents dans cette zone accidentée et magnifique, où des ours et d'autres animaux sauvages erraient encore sur les sommets de la montagne. Le Parti socialiste du Kurdistan était ici depuis sa fondation en 1979, et il y avait aussi des unités armées du Parti communiste irakien et du PDK de Massoud Barzani, dont les principales places fortes étaient situées plus loin au nord-ouest, près de la frontière entre l'Irak et la Turquie.

La direction du troisième *malband* savait parfaitement que l'Anfal était en chemin vers le nord. Alors que le quatrième Anfal prenait fin, les *peshmergas* com-

1. Perdant rapidement du terrain après la perte de Fao, l'Iran a tenté une dernière offensive au sud le 13 juin 1988, mais elle a été contenue par les forces irakiennes. Simultanément, le premier corps de l'armée irakienne – qui conduisait les opérations du cinquième, sixième et septième Anfal dans la zone au sud de Rawanduz – s'est emparé à nouveau d'un certain nombre de sommets montagneux stratégiques que les Iraniens détenaient au nord. Voir Jupa et Dingeman, *op. cit.*, p. 8. Pour l'ensemble de la situation militaire en juin 1988, voir aussi Cordesman et Wagner, *op. cit.*, p. 384-390.

mencèrent à rassembler des vivres et des munitions, transportant les provisions à travers les passages élevés de la montagne, à dos de mulets, pour les cacher dans des grottes inaccessibles ; constituant ainsi suffisamment de réserves pour pouvoir résister à un siège prolongé². Des centaines de combattants se sont alors rassemblés dans les deux villages voisins de Garawan-le-Haut et Garawan-le-Bas, à dix ou onze kilomètres au sud-est de Rawanduz, alors que d'autres ont pris position à proximité de Malakan, Akoyan et Warta³.

Cette fois-ci, du moins, les *peshmergas* n'avaient pas à se soucier de la façon dont ils pourraient protéger la population civile. Presque tous les habitants de la vallée avaient fui leurs maisons après les attaques meurtrières au gaz toxique du printemps précédent. Il n'y avait que quelques exceptions, telles que Bileh-le-Bas et Wara, où – pour différentes raisons – les villageois se sentaient en sécurité. Bileh-le-Bas, situé sur deux plis de montagnes éloignées de la route, avait été une base de *peshmergas* bien avant la guerre Iran-Irak. Malgré l'attaque chimique sur le village du haut le 27 mai 1987⁴, les habitants de Bileh-le-Bas sentaient qu'ils étaient protégés par le caractère isolé des lieux, et avaient choisi de rester là. Peu de temps auparavant, Biley était devenu vulnérable, puisqu'il était devenu un point de transit pour les *peshmergas* défendant la ligne de front, à proximité des montagnes de Chilchil et de Jajouk.

Pour Wara, c'était différent. Il n'y avait pas de *peshmergas* dans les environs, et le village était situé sur la route pavée allant de Khalifan à la ville en déclin de Ranya, proche du lac de Dukan. Son emplacement la rendait utile comme base pour les *peshmergas*, et l'expérience passée avait montré aux habitants de Wara que le fait d'être à proximité des frontières gouvernementales leur conférait une certaine sécurité. Bien que certains se fussent déplacés de quelques kilomètres vers Hartal, plus

2. Interview du Middle East Watch avec un *peshmerga* de l'UPK, complexe de Galata, 23 mars 1993.

3. Garawan-le-Haut et Garawan-le-Bas, comme la plupart des villages dans cette zone, avaient été pendant longtemps un sujet continuuel d'irritation pour le régime. Un rapport de l'Amn, daté du 22 avril 1987 (à savoir moins d'une semaine après les attaques chimiques sur Sheikh Wasan et Balisan, à quelques kilomètres plus loin), parle d'une tentative – vraisemblablement infructueuse – entreprise par une force conjointe de l'armée, de la police, de l'Amn et des forces spéciales du parti Baath afin de raser les villages de Garawan-le-Haut et Garawan-le-Bas. L'Amn de Shaqlawa à l'Amn d'Arbil, lettre n° 5614, classée « secret et confidentiel ».

4. Voir p. 83.

haut dans les montagnes, la plupart étaient restés sur place.

Au crépuscule, le 15 mai, les habitants de Wara se préparaient au 'Id al-Fitr, fête qui clôturait le jeûne du Ramadan. Certains des anciens habitants du village, vivant désormais à Hartal, ont alors vu deux avions voler à basse altitude au-dessus de leurs têtes, mais ils y ont prêté peu d'attention, loin d'imaginer que Wara pouvait être leur objectif. L'unité *peshmerga* la plus proche a immédiatement réalisé ce qui se passait, cependant, lorsqu'elle a vu le Jahsh allumer des feux sur les pics montagneux qui s'assombrissaient – signe certain de l'utilisation de produits chimiques. Les habitants d'Hartal ont été abasourdis quand les premiers survivants ont couru vers eux, deux heures plus tard, pour leur annoncer que Wara avait été touché par les gaz. « Dès que nous sommes arrivés », dit un homme d'Hartal, « nous avons vu quatre ou cinq personnes dans le verger sur le flanc de la colline. Ils étaient de toute évidence mourants. Ensuite, nous avons marché un peu plus loin et avons trouvé trois personnes mortes dans le cimetière. Quand nous avons atteint le centre du village, nous avons vu que l'endroit était dans un triste état. La nourriture chauffait encore sur les cuisinières. Ils y avait des animaux gisant partout, morts ou mourants ; nous pouvions entendre leurs gémissements ».

Une jeune femme nommée Amina était à l'extérieur de sa maison quand les avions ont effectué leurs raids sur Wara. « Le son que j'ai entendu ressemblait à celui que fait une voiture lancée à grande vitesse quand vous appuyez sur le frein. Il y a ensuite eu quatre explosions, et la fumée a recouvert le village. » La sœur d'Amina, Najiba, âgée de deux ans, a été l'une des trente-sept personnes du village qui sont mortes cette nuit-là⁵. Les survivants ont enterré les trente-sept corps dans des fosses communes, à l'extérieur du village. Trois ont été enterrés dans le village voisin de Khated, où ils avaient été transportés en remorque à l'hôpital de campagne de l'UPK, et un dans le complexe de Seruchawa, où se trouvaient déjà les tombes de cinquante victimes des attaques au gaz de Sheikh Wasan, l'année précédente.

* * *

La matinée s'est écoulée dans un calme anormal, qui a duré plus d'une semaine. Puis, dans l'après-midi du 23 mai, des vagues d'avions ont lâché des produits chimiques sur Balisan, Hiran, et sur d'autres vallées avoisinantes. Les attaques sont alors devenues si fréquentes que les *peshmergas* en ont perdu le compte. Une vieille femme de Garawan-le-Haut, qui se cachait dans une grotte, a vu deux avions de

5. Interview du Middle East Watch, Wara, 24 mars 1993.

guerre piquer sur Malakan, situé à proximité, et lâcher des bombes produisant une fumée bleue qui « a recouvert l'endroit et assombri tout l'espace ». Le gaz, qui avait tout d'abord une bonne odeur, a rapidement provoqué des vertiges parmi ceux qui étaient dans la grotte. Plusieurs d'entre eux sont tombés au sol, les yeux pleins de larmes, en vomissant ; leur peau était devenue noire. Une femme et son fils sont morts dans la grotte⁶.

Alors que la vallée entière souffrait des effets des attaques au gaz contre les *peshmergas* sur la montagne de Chilchil, des témoins rapportent que les villages quasiment abandonnés de Sheikh Wasan et Balisan étaient directement frappés pour la deuxième fois. Des avions bombardiers et de combat Sukhoi, construits par les Soviétiques, firent un raid de vingt minutes sur Sheikh Wasan, avec à la fois des bombes à fragmentation et des armes chimiques. Bien que certains *peshmergas* eussent des masques à gaz provenant d'Allemagne, il n'y en avait pas assez pour leurs familles, et tout le monde – combattants comme non-combattants – a fui. À Bileh, les produits chimiques ont tué au moins trois enfants, dont deux enfants, Suran et Haydat Saleh Madjid, âgés de deux et trois ans⁷. Deux personnes auraient également péri dans le village de Nazanon ; gaz et bombes à fragmentation seraient tombés sur le village de Seran ; des obus chimiques ont plu sur la montagne de Rashki Baneshan, et leurs lourdes vapeurs ont été entraînées vers le village d'Akoyan. Tard dans la nuit du 23 mai, ou tôt le lendemain matin, les troupes terrestres ont avancé simultanément à partir de trois directions.

La plupart des civils restants ont fui vers les collines dès que cette dernière série d'attaques a commencé. « Il y avait une odeur désagréable aux endroits qui avaient été bombardés », se souvient une femme qui avait fui, et les corps de chevaux et de moutons asphyxiés par les gaz jonchaient encore les champs. Comme beaucoup d'autres, les villageois d'Akoyan se sont dispersés dans trois directions. Certains se sont mis en route à pied ou à cheval vers la frontière iranienne, à 57 kilomètres de là. D'autres ont cherché refuge dans le complexe d'Hajiawa, qui avait été construit en 1987 sur la berge nord du lac Dukan, à une distance de trois ou quatre jours à pied. D'autres ont essayé de se cacher dans les montagnes.

Après un voyage ardu à travers de rudes terrains en pente raide, des milliers de réfugiés, dont beaucoup venaient d'Akoyan et de Garawan, ont convergé vers le village inhabité de Gulan, à mi-chemin de Ranya. Ils ont passé jusqu'à un mois là-

6. Interview du Middle East Watch, Garawan, 29 avril 1992.

7. Interview du Middle East Watch, village de Ramhaweji, 18 juillet 1992.

bas, dormant à la belle étoile et ne survivant que grâce à la charité des villageois. Ils se sont retrouvés dans le fief d'un puissant chef local appelé Swara Agha, de la tribu d'Ako. « Il gouvernait Gulan », dit un villageois qui était arrivé là-bas. « Il avait ses propres soldats et son propre Jahsh ; il possédait tout, à l'exception des avions de Saddam Hussein⁸. »

Mais les loyautés tribales sont relativement lâches dans cette partie du Kurdistan irakien. Bien que les nouveaux arrivants ne fussent pas des siens, Swara Agha conclut un accord avec eux, ce qui semble avoir été unique dans l'histoire de l'Anfal. Il leur dit que ceux qui le souhaitaient pouvaient rester dans son village et qu'il ne laisserait pas l'armée les toucher. Selon un homme de Garawan, « il a dit au gouvernement que nous étions tous des membres du Jahsh ». Et ceux qui sont allés jusqu'à Gulan semblent avoir été épargnés. Certains ont choisi de rester là-bas, alors que d'autres – en particulier ceux qui avaient des membres de leur famille dans les *peshmergas* et qui n'étaient pas prêts à prendre des risques – ont opté pour les camps de réfugiés iraniens. Le chef, Swara Agha, leur a garanti un passage sûr jusqu'à la frontière – étape qui a pris toute la journée et toute la nuit, à cause des détours fréquents destinés à éviter les patrouilles irakiennes.

D'autres Kurdes ayant atteint Gulan ont décidé de se livrer à l'armée et de se réimplanter dans le complexe de Hajiawa, à la sortie de la ville de Ranya. Bien que les conditions dans la *mujamma'a* fussent exécrables, il semble qu'ils aient agi ainsi librement. Le reste de l'été, il faisait chaud et les conditions étaient insalubres ; il n'y avait pas d'approvisionnement en eau. Le camp était contrôlé par un poste de police, et ses agents avertissaient les détenus de ne pas aller trop loin : ils pouvaient seulement aller faire des courses à Ranya ou dans le plus grand complexe de Seruchawa. Après le mois de septembre, un froid rigoureux a succédé à la chaleur écrasante, et Zara, une femme de Garawan, a perdu deux de ses sept enfants cet hiver-là – Shilan, âgée de trois ans, et Ismail, âgé de deux ans⁹.

L'expérience du troisième groupe de fugitifs d'Akoyan, ceux qui ont essayé de survivre dans les montagnes, est résumée à travers l'expérience

8. On dit que Swara Agha était un ancien membre de l'UPK qui s'était rendu et avait conclu sa propre paix séparément avec Bagdad, promettant que les zones sous son contrôle resteraient neutres. Interviews du Middle East Watch avec les villageois d'Akoyan et de Garawan, 28 et 29 avril 1992.

9. Interview du Middle East Watch, Garawan, 29 avril 1992. La raison pour laquelle ceux qui se sont rendus à Gupan ont été épargnés reste un mystère, alors que ceux du même village qui se sont rendus à l'armée à Julamerg ont été envoyés dans les camps de l'Anfal. La différence de traitement peut être expliquée par la clémence d'un commandant militaire local.

d'Amina, une femme d'une trentaine d'années. Amila avait quitté sa maison un jour à 7 h 00 du matin, avant que les soldats atteignent son village. À midi, elle a trouvé un endroit où se cacher, où elle a rencontré d'autres réfugiés de Bileh et de Garawan. Il y avait quelque cinquante ménages en tout dans le groupe, et ils se sont cachés pendant plusieurs jours jusqu'à ce qu'ils entendent dire que les troupes s'approchaient d'eux. Ils ont erré pendant des heures dans les montagnes, puis ont atteint une autre cachette donnant sur le village de Faqian. Ici aussi, ils sont restés quatre jours, jusqu'à ce que des tirs d'artillerie se rapprochent au point qu'ils ne se sentent plus en sécurité. Ils se sont mis à nouveau à marcher, perdant toute notion du temps, en prenant la direction du nord-est vers les sommets élevés, ne s'aventurant qu'après la tombée de la nuit, jusqu'à ce qu'ils atteignent le village de Julamerg contrôlé par le gouvernement, épuisés et affamés¹⁰.

Il s'agissait là de malchanceux, même si les premiers signes étaient encourageants ; le membres du Jahsh affectés aux points de contrôle ont refusé de les arrêter, disant que « ce n'était pas le moment approprié d'aller entre les mains du boucher¹¹ ». Malgré cela, ils ont rapidement été encerclés par les troupes de l'armée. Leurs noms ont été enregistrés, des photographies ont été prises ; puis ils ont été conduits au poste voisin de Spielk, à la sortie de la ville de Khalifan, où ils ont été logés pendant plusieurs jours sous des tentes, huit ou neuf familles par tente, dans une zone fermée par des barbelés. Les femmes et les enfants qui s'étaient rendus après l'attaque de Bileh-le-Bas étaient également là ; leurs hommes, qui s'étaient rapidement enfuis dans les montagnes avant de se rendre, ont plus tard été amenés à Spielk.

Selon les survivants, Bileh-le-Bas fut le seul village de la zone à souffrir pendant l'Anfal de disparitions de civils à grande échelle. Les documents officiels irakiens font également référence aux événements s'étant produits à Bileh-le-Bas. Un rapport de terrain manuscrit de l'Amn note que « dans la nuit du 2 au 3 juin, trente familles du village de Bileh-le-Bas ont été reçues par le commandement militaire

10. Julamerg est situé un peu plus au sud de la ville de Khalifan, au sommet de la vallée d'Alana. C'était dans ces environs, sur les bords de la rivière d'Alana, que l'Amn avait jeté les survivants des bombardements chimiques sur Sheikh Wasan et Balisan.

11. Julamerg lui-même a survécu, restant intact jusqu'au 3 septembre, date à laquelle il a été détruit, selon un télégramme du 3 septembre 1988 de l'Amn de Shaqlawa à l'Amn d'Arbil, n° 4799, faisant allusion à la « purification » de l'armée d'Alan par la 37^e division.

FQ45. Nous les avons comptées et examinées. Nous vous enverrons les listes de leurs noms, adresses et dates de naissance¹² ». Il s'agit là d'une nouvelle confirmation officielle de ce que les survivants ont fréquemment rapporté – à savoir qu'un groupe particulier de civils était détenu par le gouvernement au moment où il a disparu. Les notes de l'Amn indiquent à nouveau que rien n'était fait sans discernement au sujet de ces disparitions ; personne n'était « anfalisé » avant que des renseignements personnels le concernant aient été enregistrés et analysés au cas par cas.

Certains de ceux qui ont été touchés par le premier Anfal ont disparu de Spielk. On en a aperçu d'autres par une fenêtre, dans la prison de Rawanduz. D'autres encore ont disparu alors que l'Amn les gardait en détention à Arbil. Mais, comme dans les quatre phases précédentes de l'Anfal, le même détail revient d'un récit à l'autre ; à partir de ces centres de détention provisoire, les prisonniers étaient entassés dans des camions militaires IFA, qui partaient toujours vers le sud, en direction de Kirkouk.

* * *

LA DERNIÈRE POSITION DE L'UPK

Les batailles ont fait rage, par intervalles, pendant plus de trois mois. Pendant les périodes de combat, dit un *peshmerga* qui avait vu les actions entreprises dans la région de Balisan, « le ciel n'a jamais été vide » d'avions du gouvernement¹³. Bien que les forces gouvernementales aient rapidement occupé quelque vingt villages dans ces vallées, les *peshmergas* ont senti que la configuration géographique avait fait échouer les objectifs du gouvernement, consistant à couper les principales routes qui permettaient de s'échapper vers l'Iran. Les villageois qui sont restés dans les montagnes

12. Selon des survivants, la liste s'élevait à 267 villageois de Bileh. Télégramme « secret et confidentiel » n° 1130 du 3 juin 1988 de l'Amn de Sadiq à l'Amn d'Arbil. « FQ 45 » semble faire référence à la 45^e division de l'armée (*firga*), basée à Khalifan. Ce rapport fait partie d'une série de quarante-deux télégrammes de l'Amn donnant quotidiennement les dernières nouvelles du terrain sur la période qui s'étend du 3 juin au 18 septembre 1988. Ces papiers permettent la reconstitution en détail de l'évolution des cinquième, sixième et septième étapes de l'Anfal ; ils permettent également de percevoir la frustration évidente du cinquième corps d'armée tentant de « purifier » ces zones réfractaires de « saboteurs ».

13. Interview du Middle East Watch, village de Ramhawej, 18 juillet 1992.

ont également vu que leurs maisons étaient alors laissées intactes. La configuration géographique limitant le mouvement des troupes terrestres, la campagne de démolition des villages fut suspendue jusqu'à ce que des unités hélicoptérées soient lâchées par avion, vers la fin de l'année. Garawan-le-Haut et Garawan-le-Bas semblent avoir été une noisette particulièrement dure à casser pour l'armée. Les deux villages sont l'objet d'un certain nombre de rapports de terrain, contradictoires, échangés par des branches locales et régionales de l'Amn pendant le mois de juin 1988. Le télégramme n° 1132 de l'Amn de Sadiq à l'Amn de Shaqlawa, daté du 3 juin, fait référence à la « purification et mise à feu de Garawan-le-Bas », indiquant que les forces *peshmergas* opposaient toujours de la résistance ; le télégramme n° 1137, daté du jour suivant, annonce la « chute de Garawan-le-Haut et de Garawan-le-Bas ». Un télégramme supplémentaire n° 1179, daté du 14 juin, de nouveau de l'Amn de Sadiq, informe le quartier général d'Arbil qu'un certain nombre de villages ont été brûlés, dont Garawan¹⁴.

Après s'être cachées dans les montagnes pendant des semaines, plusieurs personnes de Garawan sont furtivement retournées dans leur village pour y chercher de la nourriture. Certaines maisons avaient été détruites par les bombardements, mais la plupart étaient encore debout et les registres officiels suggèrent que la destruction a été sporadiquement menée au cours des mois suivants¹⁵.

Mais elles ont néanmoins été rasées. Quand certains habitants ont enfin pu

14. La mise à feu peut ne pas revenir à une démolition. Il convient de noter que Resool établit la date des destructions des deux villages de Garawan, ainsi que des villages voisins d'Akoyan et de Faqian comme étant celle du 28 août 1988. Il dresse également la liste de nombreux villages de ce secteur n'ayant pas été détruits avant décembre 1988. C'est le cas par exemple de onze villages de la *nahya* de Salah al Din et de huit de la *nahya* de Harir (toutes deux *qadha* de Shaqlawa), voir aussi p. 357.

15. Cela semble avoir été une pratique constante. Par exemple, un vaste dossier de l'Amn et des documents de l'armée datés des 18 et 22 août 1988 indiquent que de nombreux villages qui avaient été occupés pendant les troisième et quatrième Anfal – dont les théâtres d'affrontements importants tels que Sheikh Tawil et la vallée de Chemi Rezan – n'ont été détruits que plusieurs mois plus tard. Cette campagne a également détruit toutes les récoltes, tous les véhicules et magasins qui restaient, dans le but, comme le suggère un document, de « supprimer tout signe de vie » dans les zones de l'Anfal. Télégramme « secret et urgent » de l'Amn de Kalar n° 19442 et daté du 20 août 1988.

De façon identique, même lorsque les quatrième et cinquième Anfal étaient en cours, d'autres unités militaires brûlaient des dizaines de villages de la zone de Qala Dizeh, à l'est du lac Dukan où il n'y avait encore aucune hostilité. Cette campagne parallèle de destruction de villages a été décrite au Middle East Watch lors d'une interview avec un survivant du village de Binowshan, le 23 mai 1992. Ces villages, cependant, n'étaient pas considérés comme faisant partie de l'opération d'Anfal.

retourner à Garawan, en 1991, après le soulèvement qui a succédé à la guerre, ils ont constaté que « tout avait été détruit, à la dynamite ; même les tuyaux qui amenaient l'eau de la source avaient été emportés ». Tout signe de vie, même celle des ruches, avait disparu. Les peupliers qui abritaient le matériel avaient été coupés. Mais cela ne suffisait pas, semble-t-il. « Ils ont également détruit un cimetière de martyrs [pour les *peshmergas* qui étaient tombés] construit dans la zone de Zenia », dit un combattant de Garawan qui se cachait dans les environs et avait de la famille enterrée là-bas. L'homme avait vu, avec des jumelles, le Jahsh et les soldats bombarder et profaner les tombes¹⁶.

* * *

Du point de vue du régime, le cinquième Anfal a été une opération désordonnée et peu concluante – la seule phase de l'opération qui n'a pas clairement commencé ni fini. Le gouvernement voulait liquider l'UPK et avancer vers la zone de Badinan, courant jusqu'à la frontière turque, qui était contrôlée par le PDK. Mais cet objectif devait être reporté de plusieurs mois, parce que la résistance des forces du troisième *malband* était plus tenace que l'armée irakienne ne l'avait prévu.

L'atmosphère de frustration et les retards répétés peuvent être repérés çà et là dans les télégrammes qui ont circulé entre les bureaux locaux de l'Amn. 4 juin : « avons rencontré de la résistance en avançant sur les montagnes de Korak » ; 8 juin : « purification de Gelli Resh, Badawara, Gilga » ; 15 août : « demandons une purification complète de la région en 24 heures¹⁷ ».

Le sentiment que le cinquième Anfal n'a pas été un grand succès émerge aussi clairement d'un document détaillé et inhabituel de l'armée, intitulé : « Analyse : l'opération du cinquième Anfal » (Khatimat al-Anfal). Il s'agit d'un rapport adressé au Commandement général de l'armée de la part du brigadier général Yunis Muhammad al-Zareb, commandant du cinquième corps d'armée. Dans son essence,

16. Interview du Middle East Watch, Garawan, 29 avril 1992.

17. Extraits, respectivement, de télégrammes « secrets et urgents » de l'Amn n° 1333 (de Sadiq à Arbil), n° 3215 (de Shaqlawa à Arbil), n° 1293 (de Sadiq à Shaqlawa), n° 3550 (de Shaqlawa à Arbil) et n° 12233 (d'Arbil à Shaqlawa).

le rapport est une revue élogieuse de la campagne rapide, triomphante, menée dans les zones du Nord détenues par le PDK, entre le 28 août et le 3 septembre 1988. Mais en passant en revue le contexte de la phase finale de l'Anfal, il parle des innombrables retards dans la « purification » du secteur de Rawanduz-Shaqlawa. Il fournit également un tableau révélateur de la chaîne de commandement qui a ordonné les étapes successives de l'opération d'Anfal.

« Après la réalisation de l'opération Anfal V le 7 juin 1988, les préparations et les plans ont porté sur l'opération Anfal VI », écrit le général Zareb. « Une opération de nettoyage était planifiée pour écraser les saboteurs dans les vallées d'Alana et de Balisan (Anfal VI). Ce plan a été envoyé au chef du personnel de l'armée le 30 mai 1988 dans ma communication personnelle et confidentielle n°1049. » Mais ce premier plan ne s'est pas matérialisé, car « le chef du personnel de l'armée, dans sa communication urgente et confidentielle n° 1475 du 7 juin 1988, a ordonné que l'opération soit reportée à une période plus propice. Le chef du personnel, dans sa communication personnelle et confidentielle n° 519 du 7 juin 1988, a ordonné que le plan soit conçu pour écraser les saboteurs dans les régions de Balisan et Smaqli ».

La principale raison expliquant la décision de suspendre temporairement la campagne semble avoir été la résistance obstinée de l'UPK autour des montagnes de Korak, un pic de 7 000 pieds au sommet de la vallée de l'Alana. Mais le cessez-le-feu temporaire, qui a tenu jusqu'en juillet, peut aussi avoir été lié à la visite du dirigeant de l'UPK, Djalal Talabani, en juin, à Washington. Bien que les *peshmergas* se fussent réjouis de ce voyage, considéré comme une percée diplomatique, il ne peut guère être considéré comme un succès. Les hauts responsables américains ont refusé de rencontrer Talabani, et le personnel de second rang du Département d'État qu'il a vu a seulement commenté : « En raison de son alliance avec l'Iran, ce groupe a bénéficié d'un certain succès militaire aux dépens de la population kurde dans son ensemble¹⁸. » Cette remarque reflète essentiellement la position du gouvernement irakien à l'égard de l'UPK. Puisqu'on sait que Talabani a informé les officiels américains de l'opération d'Anfal et des attaques chimiques récentes contre les Kurdes, sa visite soulève également la question de savoir quelles sont les informations sur le génocide, tel qu'il a eu lieu, dont Washington peut avoir eu

18. *The New York Times*, June 22, 1988.

19. Conversation du Middle East Watch avec des officiels de l'UPK, Washington DC, le 2 mai 1993.

connaissance¹⁹.

« Le projet de destruction du quartier général des saboteurs dans la zone de Smaqli », continue le général Zareb, « était mentionné dans notre communication n° 1572, datée du 15 août 1988²⁰ [*sic*] ».

« Dans une communication confidentielle et personnelle n° 2544/K du 23 juin 1988 qui nous a été envoyée par le chef du personnel militaire dans la communication n° 641 du 24 juin, le président de la République (par la voie de son secrétaire) donne son agrément au lancement des opérations de destruction du quartier général des saboteurs dans le bassin de Balisan et la région de Smaqli. »

Le président Saddam Hussein lui-même a jugé approprié de s'impliquer dans les décisions opérationnelles concernant l'Anfal, du moins lorsque la campagne se heurtait à des difficultés. Le général Zareb poursuit :

« Dans une communication personnelle n° 14671 du 16 juillet 1988 du bureau de la présidence de la République, qui nous a été transmise par le chef du personnel militaire dans la communication personnelle et confidentielle n° 861 du 20 juillet, nous avons été informés que les opérations de l'Anfal devaient être rapidement terminées après les fêtes religieuses [du 'Id al-Adha], si telle est la volonté de Dieu²¹. »

Mais Dieu n'a pas semblé se réjouir à l'idée de cette entreprise, et plusieurs jours après l'Id al-Adha, l'offensive demeurait dans l'impasse. « Lors d'une réunion

Ces documents, que le Middle East Watch et les Archives de la sécurité nationale ont obtenus à travers la *Freedom Information Act*, ont un peu éclairé la question.

Un câble du département de la Défense, daté du 19 avril 1988, remarque qu'« un nombre estimé à 1,5 million de Kurdes nationaux avaient été réimplantés dans des camps » ; qu'« environ 700-1 000 villages et petites zones résidentielles avaient été la cible de réimplantations » ; qu'« un nombre inconnu mais que l'on dit important de Kurdes avaient été placés dans des camps de "concentration" [*sic*] situés près des frontières jordanienne et saoudienne » ; et que « le déplacement de la population locale dans le Nord a sévèrement été réduit ». Le long chapitre qui suit est en grande partie rayé.

Un second câble du département de la Défense, daté du 15 juin 1988, fait référence à la visite de Talabani aux États-Unis et rapporte une nouvelle offensive des troupes iraniennes au Kurdistan. Il fait également une allusion claire au cinquième Anfal : « L'offensive, si elle est confirmée, suit un balayage contre les kurdes et les positions iraniennes entrepris par les 1^{er} et 5^e corps de façon continue pendant près de deux semaines. L'Iran et les Kurdes ont accusé l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques pendant les opérations. »

20. Considérant la chronologie exposée ci-après, cette date est de toute évidence incorrecte.

21. L'*Id al-Adha*, dans le calendrier musulman, a lieu le cinquantième jour qui suit le huitième jour du Ramadan. En 1988, le Ramadan ayant commencé le 17 avril, elle serait tombée le 25 juillet.

tenue au quartier général du premier corps d'armée à Kirkouk, le matin du 29 juillet 1988, à laquelle ont assisté l'assistant du chef d'état-major des opérations et le directeur des déplacements militaires, et conformément à la communication confidentielle n° 943 du 29 juillet, les opérations VI et VII de l'Anfal ont été ajournées jusqu'à ce que les conditions opérationnelles requises aient été remplies. »

* * *

Pendant que le régime irakien était confronté aux échéances du sixième et septième Anfal, d'autres événements se produisant ailleurs représentaient, pour les *peshmegas*, une nouvelle source d'inquiétude. Le 17 juillet, le président iranien Ali Khamenei annonçait au secrétaire général des Nations unies que son pays était disposé à accepter la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies²². En ce qui concerne l'UPK, la décision de l'Iran d'arrêter les combats était une violation des termes de l'accord de Téhéran d'octobre 1986, selon lesquels aucune des deux parties ne passerait d'accord unilatéral avec Bagdad. Mais l'UPK était impuissante – aussi impuissant que Mullah Mustafa Barzani le fut quand le Chah coupa les lignes de ravitaillement du PDK, en 1975.

Le 26 juillet, le lendemain de l'Id al-Adha, les commandants du troisième *malband* ont tenu une réunion d'urgence et ont décidé qu'un retrait partiel était l'unique option. Toute personne qui n'était pas capable de combattre devait désormais conduire sa famille en sécurité en Iran ; les *peshmegas* encore en mesure de servir resteraient en arrière pour harceler les troupes et protéger la retraite. Quand l'évacuation commença, l'aviation irakienne lança une autre attaque chimique redoutable. De nouveau, elle frappa les principales vallées : Balisan, Malakan, Warta, Hiran, Smaquli. Treize personnes sont mortes dans un certain nombre d'endroits différents, estime un *peshmegera* qui avait combattu sur ce théâtre ; quinze, selon un autre. Les nuages de gaz ont poussé les *peshmegas* à se mettre en sécurité sur les versants élevés de la montagne ; mais, tôt le lendemain matin, une seconde attaque avec

22. La résolution 598 du Conseil de sécurité, adoptée le 20 juillet 1987, appelle à un cessez-le-feu immédiat qui serait supervisé par des observateurs des Nations unies. Le texte complet est contenu dans Hiro, *The longest War*, *op. cit.*, p. 309-310.

des bombardements groupés les a conduits à descendre à nouveau. Bon nombre de ceux qui restaient se sont dispersés dans la confusion et les derniers civils ont rapidement été éliminés.

Un contingent du Jahsh est arrivé dans la vallée de Smaqli un matin du mois d'août, et a trouvé une population fuyant les tirs d'artillerie. S'adressant à eux par haut-parleurs, le *mustashar* a pressé les habitants de se rendre, et, au bout de six jours, un nombre considérable de gens s'étaient livrés. On les a divisés en trois groupes par âge et par sexe, et on a enregistré leurs noms. On a annoncé aux hommes qu'on leur pardonnerait, mais seulement s'ils se rendaient avec leurs armes. Étant donné que bon nombre d'entre eux étaient des civils non armés, cela était difficile ; ils étaient réduits à déterrer les armes cachées par les *peshmergas* afin de céder toutes celles qui pouvaient tomber entre leurs mains. On a même permis à certains d'acheter des armes au Jahsh pour qu'ils puissent prétendre au pardon. On ordonna alors aux hommes de signer une lettre de confession disant qu'ils étaient en fait des *peshmergas*. Une fois cette sinistre mascarade terminée, un *mustashar* rapporte que « tous ces gens ont alors disparu *via* Topzawa », le camp de l'Armée populaire à la sortie de Kirkouk qui servait de principal centre de traitement des victimes de l'Anfal²³.

* * *

Pendant les semaines suivantes, presque aucun jour ne s'écoulait sans que d'autres attaques chimiques soit enregistrées, même après que les Iraniens ont accepté les termes de Saddam Hussein pour un cessez-le-feu, le 8 août. Bien que les *peshmergas* soient en fuite, l'armée irakienne ne parvint pas à couper l'accès aux deux principales routes permettant de s'échapper en Iran. Des commandants du Jahsh compatissants, comme Swar Agha, ont aidé les dernières familles à atteindre la frontière, et les 26 et 27 août, les contingents de *peshmergas* restant dans la vallée de Balisan ont bombardé leurs quartiers généraux et se sont enfuis. Dès le 28 août, les forces aériennes et terrestres occupaient l'ensemble de la zone. L'UPK n'existait plus en tant que force de combat, et l'ensemble du territoire qu'elle avait un moment dominé était sous le contrôle du gouvernement irakien.

Le régime a alors porté son attention plus au nord, sur la région de Badinan,

23. Interview du Middle East Watch avec un ancien *mustashar*, Suleimanieh, 30 juin 1992.

principale forteresse du PDK. Cette fois, la campagne ne porta pas le nom d'un chiffre ; elle fut simplement désignée sous le nom de « campagne finale d'Anfal ». Comme l'indique le rapport du général brigadier Zareb, les plans avaient été travaillés pendant plusieurs semaines, en parallèle avec les préparations du septième Anfal. Zareb écrit : « Dans une communication hautement confidentielle et personnelle n° 941 du 28 juillet 1988, le commandant général des forces armées nous a envoyé des instructions pour que nous écrasions les saboteurs dans le secteur de Badinan. »

« Une réunion s'est tenue le 7 août dans les quartiers généraux du premier corps d'armée à Kirkouk », continue le général, « présidée par le camarade Ali Hassan al-Madjid, membre du commandement régional et secrétaire général du Bureau Nord. Le vice-président du personnel, les directeurs des mouvements militaires et l'armée de l'air y assistèrent également ». Cela fait laconiquement référence à l'humeur violente d'al-Madjid : « Des instructions ont été données pour mettre fin à tous les actes des saboteurs dans la région du Nord. »

À l'issue de quelques réunions supplémentaires destinées à mettre au point les derniers détails, les responsabilités de chaque corps d'armée ont été attribuées. « On décida que le premier corps d'armée opérerait dans le secteur de Balisan-Smaquli, et que le cinquième corps opérerait dans les deux zones de Sheikhan et Zakho, sur la bande de Badinan. Cela fut établi conformément à une note confidentielle et personnelle n° 1076 du 16 août 1988 du chef militaire du personnel. »

Il ne restait plus qu'à fixer les dates. Il y en a eu deux. La phase préparatoire, ou d'affaiblissement, de la campagne finale d'Anfal commencerait le 25 août, et comme dans toutes les phases précédentes de l'Anfal, cela signifiait des attaques aériennes avec des armes chimiques. Le 28 août, les troupes terrestres entreraient en scène, « aux premiers rayons de l'aube²⁴ ».

24. Tous ces extraits sont tirés d'un rapport de 60 pages du commandant du cinquième corps d'armée au commandement du personnel de l'armée, « Analysis : final Anfal operation, for the period August 28 to September 3, 1988 », daté du 25 décembre 1988, et codifié H2/2422.

LES CAMPS

« *Away with them I say and show them death.* »

Morlowe, *Tamburlaine the Great*, première partie (V, i).

« *Pour les jeunes, la dernière étape était Topzawa.* »

Rahman, un vieil homme du village de Dardarou, Taqtaq.

LE CAMP DE L'ARMÉE POPULAIRE À TOPZAWA

Topzawa est un des noms de lieu les plus ordinaires dans le nord de l'Irak ; la carte du Kurdistan est constellée de Topzawa. La plupart d'entre eux sont de petits hameaux sans caractère, du type de ceux qui ont été détruits par centaines pendant l'Anfal. Comme beaucoup d'autres, ce nom de lieux est incongru. Goktapa, le site de l'attaque chimique du 3 mai, signifie « colline verte ». Buchenwald, le camp de concentration nazi, était une « forêt de hêtres ». *Top*, en kurde, signifie « artillerie » ; *zawa* signifie fiancée. Combinés, ces deux mots font rire les jeunes écoliers, car ils font référence, quelque peu brutalement, à l'acte réalisé par l'homme pendant sa nuit de noces.

Mais, de même qu'aucun Kurde ne pensera plus jamais à l'« Anfal » comme à la sourate du Coran, plus jamais personne n'entendra le second sens de « Topzawa » dans une blague grossière. Car le Topzawa dont ils vont se souvenir est une base tentaculaire de l'armée sur une autoroute menant vers le sud-ouest à la sortie la ville pétrolière de Kirkouk. Topzawa, qui couvre environ cinq kilomètres carrés, est délimité par deux oléoducs souterrains, un terrain de réparation de trains et un aéroport militaire. Pour les villageois chassés de leurs villages incendiés par l'armée pendant l'Anfal, toutes les routes semblaient mener à Kirkouk et à Topzawa. À Topzawa, l'idée que l'Anfal était une simple campagne de contre-insurrection prenait fin.

On n'a pas encore découvert de document officiel des quartiers généraux de Kirkouk concernant les diverses agences impliquées dans l'Anfal. Mais une lettre

de l'Amn de Suleimanieh au directeur resté anonyme de la sécurité de la région autonome, datée du 29 octobre 1988, fait allusion aux opérations de Topzawa et donne quelques indices sur leur dimension. Presque deux mois s'étaient écoulés depuis l'achèvement de l'Anfal lorsque le directeur de la sécurité régionale a téléphoné pour demander un rapport sur les progrès réalisés par le gouvernorat de Suleimanieh. La réponse est classée « secret, personnel et ne devant être ouvert que par le destinataire ».

Elle commence ainsi : « Au nom d'Allah, le clément, le miséricordieux : Distingué directeur de la région autonome, en ce qui concerne notre conversation téléphonique, les statistiques demandées sont les suivantes... » Suit un bref inventaire des actions menées : neuf criminels subversifs exécutés, ainsi que dix-huit membres de leurs familles, comme le bureau d'Ali Hassan al-Madjid l'avait ordonné ; dix-neuf autres personnes assassinées pour avoir été trouvées dans les zones défendues, en violation de la directive n°4008 du 20 juin 1987 ; quarante-sept autres individus subversifs ont été condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire ; et finalement ceci : « 2 532 individus et 1 869 familles, soit un total de 9 030 personnes, qui font partie de ceux qui ont été arrêtés pendant les opérations héroïques de l'«Anfal», ont été envoyés au camp de l'Armée populaire¹ dans le gouvernorat d'al-ta'mim (Kirkouk)² », en d'autres termes, à Topzawa.

Ils sont arrivés des points de rassemblement de Qader Karam, Qoratu et Leilan, de Chamchamal, Aliawa et Taqtaq, entassés dans des camions IFA tangent, comme du bétail. « De Taqtaq, on nous a emmenés le jour suivant [environ le 7 mai] dans un camion militaire, avec une vache », se souvient Abd-al-Qader Abdullah Askaru, le vieux chef plein de dignité du village de Goktapa, avec un rire désabusé. « C'était insultant. Vous savez ce que font les vaches, elles chient. À la sortie, sur la route menant de Redar à Arbil, ils ont déposé la vache.

1. L'Armée populaire (*Jaysh al-Sha'abi*) a été fondée en 1970 en tant que milice contrôlée par le parti ; elle fournirait aux cadres du Baath un entraînement militaire de base et ferait contrepoids aux forces armées régulières. Malgré sa force nominale de 250 000 hommes, l'Armée populaire a été largement inefficace en tant que force de combat dans la guerre Iran-Irak ; son rôle le plus important était de garder les bâtiments dans les villes en l'absence de l'armée régulière.

2. Lettre n° 25163, datée du 29 octobre 1988, de l'Amn de Suleimanieh au quartier général de l'Amn de la région autonome. Malheureusement, aucune période de temps n'est indiquée, rendant impossible l'extrapolation de ces chiffres pour estimer le nombre total de ceux qui sont passés à travers Topzawa pendant la campagne d'Anfal.

J'ai dit à la vache : "Nous allons tous deux être massacrés, pardonne-moi si je t'ai fait quelque chose de mal par le passé" » – cela étant une façon traditionnelle, pour un musulman, de faire son dernier adieu³.

Le camion s'est dirigé vers Kirkouk, où il s'est arrêté une heure environ, à l'extérieur du bâtiment du parti Baath. (Beaucoup de témoins se souviennent avoir fait une brève halte soit ici, soit au quartier général de l'Amn de Kirkouk.) Abd-al-Qader a compté quatorze jeunes gens que les soldats ont jetés dans les camions. Brusquement, les véhicules se sont arrêtés devant les portes de Topzawa. La minorité lettrée des villageois pouvait lire le nom de la ville sur un panneau, à l'entrée. « Il était tard dans la nuit lorsque nous sommes arrivés à Topzawa », dit Yawar, un homme de soixante-dix ans qui croyait être le seul survivant de l'Anfal de son village de Karim Bassam (*nahya* de Qader Karam).

« Nous étions affamés et épuisés. Nous étions presque morts. Nous n'avions pas mangé depuis plusieurs jours. Nous avions perdu toute notion du temps. Nous ne savions pas ce qu'ils voulaient faire de nous. Quand nous avons atteint la base, ils ont annoncé par haut-parleurs que nous ne devons pas quitter les camions jusqu'à ce qu'ils nous l'autorisent. Huit ou neuf camions sont arrivés ensemble. Ils étaient couverts ; nous ne pouvions rien voir à l'intérieur. Nous sommes restés dans les camions environ une heure avant que les soldats n'ouvrent l'arrière et disent : "Les hommes, seulement, les hommes vont descendre en premier." J'étais tellement affamé et épuisé que je ne pouvais pas bouger, j'ai donc été le dernier à sortir. Les jeunes gens sont sortis les premiers ; on leur passait aussitôt les menottes⁴. »

À quelques variations mineures près, c'est un exemple classique du tri opéré entre les nouveaux arrivants. Hommes et femmes étaient séparés sur place, dès que les camions arrivaient dans la grande cour centrale ou place d'armes. Le processus était brutal et n'épargnait pas les plus âgés. Un homme de soixante-dix ans, de la

3. Interview du Middle East Watch avec Abd-al-Qader Abdullah Askari, Goktapa, 24 mai 1992.

4. Interview du Middle East Watch, complexe de Samoud, 20 mai 1992.

nahya de Shwan, a été tiré hors des lignes sans raison apparente, battu par un officier portant les trois étoiles de capitaine sur son épaule, et dépouillé de 3 000 dinars (9 000 \$ au taux de change officiel de 1988). Abd-al-Qader de Goktapa s'est souvenu qu'un colonel (*aqid*), assisté d'un capitaine (*naqib*), était chargé de traiter les nouveaux arrivants⁵.

Un peu plus tard, les hommes ont été séparés par âge – les petits enfants étaient laissés avec leurs mères, les personnes âgées et les infirmes étaient parqués dans des quartiers séparés, les hommes et adolescents considérés comme en âge d'utiliser une arme étaient gardés ensemble. Généralement, il s'agissait des hommes entre quinze et cinquante ans, mais leurs papiers d'identité n'étaient pas rigoureusement contrôlés – et l'âge strict semble avoir moins servi de critère que la taille et l'apparence. Un enfant solide de douze ans pouvait ne pas passer au travers, alors qu'on pouvait dire à un jeune de seize ans, de petite taille, de rester avec les membres de sa famille de sexe féminin. Un paysan ayant prématurément les cheveux gris ou grisonnants pouvait être épargné, même s'il avait la quarantaine.

« Nous avons rejoint des centaines d'autres Kurdes qui avaient été menés là-bas avant notre groupe », dit un homme, Djalal, un agriculteur de quarante-cinq ans du sud de Germian, qui a été transporté à Topzawa à la mi-avril, à partir du fort de la 21^e division à Qoratu.

« Nous ne savions pas ce qui se passerait. Nous ne pouvions pas parler ; la peur nous empêchait de parler, tout le monde restait muet. Le seul bruit que nous avons entendu était celui des officiers qui criaient nos noms. "Accusé Ali Rahman, fils de telle et telle personne... Accusé Mustafâ Taher, fils de telle et telle personne..." Ils annonçaient le nom des jeunes par haut-parleurs. Ils n'appelaient pas les personnes âgées⁶. »

Puis on s'occupa des hommes les plus jeunes. Ils étaient divisés en groupes plus petits – par lignes de huit, d'après l'un d'entre eux ; assis dans une petite cour,

5. Ces officiers étaient peut-être de l'Istikhbarat, étant donné le rôle démontré des renseignements militaires dans la supervision des premiers camps de transit. Voir p. 141. Mais ils étaient peut-être également de l'Amn, qui utilisait les mêmes grades que les militaires. Interview du Middle East Watch avec Abd-al-Qader Abdullah Askari et un survivant du village de Zijila (*nahya* de Shwan), Taqtaq, 24 avril 1992.

6. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

d'après un autre. Personne ne dit aux prisonniers pourquoi ils avaient été emmenés ici, ni ce qui devait leur arriver. Après avoir été séparés en différents groupes, ils ont été fouillés par des soldats ou des agents de l'Istikhbarat. Les papiers d'identité de certains ont alors été confisqués, mais pas ceux de tout le monde – peut-être, comme l'a suggéré un survivant, parce que les gardes étaient simplement débordés par l'ampleur de leur tâche. Peignes, lames de rasoir, miroirs, couteaux, ceintures, chapelets : ils ont tout pris aux prisonniers, à l'exception des vêtements qu'ils portaient. « J'ai vu une pile de montres, de ceintures et d'argent pris aux villageois et entassés par terre », se souvient une femme. « À en pleurer⁷. »

Certains des détenus ont immédiatement été interrogés, d'autres sont sortis plus tard de leur cellule, dans la nuit. Dans tous les cas, pour la plupart des nouveaux arrivants, l'interrogatoire était plutôt superficiel – rien de plus, vraiment, qu'une brève déposition et quelques simples questions : nom, nom de la mère, nom des demi-frères ou sœurs, statut marital, année du mariage, nombre d'enfants⁸. « Depuis combien de temps êtes-vous un *peshmerga* ? » demandait-on aux hommes. « À quelles actions avez-vous pris part ? » Beaucoup avaient peur de dire la vérité. « Je n'ai jamais été un *peshmerga* », répondaient les jeunes hommes. La personne qui procédait à l'interrogatoire, et qui portait un uniforme des forces spéciales de l'armée (Qawat al-Khaseh), écrivait de toute manière « *peshmerga*⁹ ».

Une fois enregistrés, les prisonniers étaient enfermés dans un certain nombre de grandes pièces ou salles, chacune d'entre elles étant réservée aux habitants de la même région. Un témoin a compté vingt-huit salles, et a estimé que le nombre de prisonniers détenus dans chacune variait de cent à deux cents. En utilisant ces chiffres

7. Interview du Middle East Watch, complexe de Benaslaw, 21 avril 1992.

8. Ces sessions semblent avoir suivi la norme des « formalités d'information » utilisée par les agences de sécurité irakiennes. Le Middle East Watch a trouvé de nombreux exemples de ce type de formalités dans le cadre des documents officiels. La seule caractéristique inhabituelle du questionnaire décrit à Topzawa est la demande du nom de la mère ; dans les procédures standards, seul le nom du père est demandé.

9. Interview du Middle East Watch, Arbil, 12 septembre 1992. Un survivant se souvient d'un interrogatoire plus poussé, dans lequel on lui a demandé non seulement s'il était *peshmerga*, mais aussi à quel parti il appartenait, s'il connaissait des *peshmergas*, s'il avait des parents qui étaient *peshmergas*, s'il avait des proches vivant à l'étranger, s'il avait des parents qui avaient été exécutés, et s'il était un déserteur de l'armée. Interview du Middle East Watch, complexe de Shores, 1^{er} juillet 1992. Ces deux hommes faisaient partie de la poignée de survivants repérés par le Middle East Watch. Pour leur histoire complète, voir le chapitre 9.

comme un point de référence, la population totale à la base de Topzawa peut avoir été, à tout moment, de 4 000 à 5 000 personnes. Mais les détenus changeaient constamment, la plupart restant d'une nuit à quatre jours avant d'être affectés à une autre destination.

Alors que les conditions de vie à Topzawa étaient épouvantables pour tout le monde, les quartiers les plus surpeuplés semblent avoir été ceux où étaient détenus les hommes. « Nous ne pouvions pas quitter notre salle », disait un garçon venant des environs de Qader Karam, qui était détenu avec d'autres garçons considérés comme n'étant pas encore en âge de servir dans l'armée, mais trop vieux pour rester avec leurs mères. « Il s'agissait d'une construction en ciment, grosse et solide, avec des barres aux fenêtres et des portes, mais sans verre. Les salles mesuraient approximativement six mètres sur trente, et étaient très peuplées. Il n'y avait aucun espace pour s'étendre¹⁰. » D'autres hommes ont dit avoir été contraints de rester accroupis et avoir été battus s'ils essayaient de se lever. Bon nombre de leurs compagnons se sont évanouis de fatigue.

Il n'y avait pas de sanitaires. Les prisonniers utilisaient des boîtes, urinaient à la porte ou simplement par terre, où ils se trouvaient. S'ils avaient de la chance, ils pouvaient être conduits aux toilettes deux fois par jour, sous la menace d'un pistolet, en groupe de cinq ou dix, par des gardes qui parfois les battaient en chemin avec un morceau de câble coaxial. La plupart souffraient de diarrhée, en particulier s'ils mangeaient la nourriture qu'on leur donnait à la prison. « C'est quelque chose qui ne vaut pas la peine d'être décrit », dit l'un des rares jeunes hommes qui a survécu à Topzawa. « Si vous n'aviez pas eu faim, vous n'auriez pas mangé. C'était une sorte de soupe avec des restes d'os, et beaucoup d'huile. Tout le monde en devenait malade. Pour beaucoup de nos compagnons de Topzawa, il n'y avait même pas cela – ils recevaient seulement, chaque jour, deux petits morceaux de pain (*pita*) rassis (*samoun*), et un peu d'eau. Certains n'avaient rien à manger. » Les femmes et les enfants n'étaient pas soumis à un régime aussi sec, et certains d'entre eux dirent même avoir parfois reçu quelques maigres portions de riz, de thé, de fromage, et même, dans un cas, de viande.

Mais les femmes et les enfants souffraient aussi cruellement. Peu de temps après leur arrivée, des gardes maniant le bâton séparaient de force les vieilles femmes de leurs filles et petits-enfants, et les traînaient vers d'autres destinations.

10. Interview du Middle East Watch avec un survivant du village Djabari de Mahmoud Parizad, complexe de Shores, 9 mai 1992.

Dans au moins deux cas, des soldats et des gardes sont entrés en trombe dans les quartiers des femmes pendant leur première nuit à Topzawa, et ont pris leurs enfants et même les nouveau-nés encore au sein. Pendant toute la nuit, les femmes ont entendu leurs enfants pleurer et crier dans une autre pièce. Dans l'un des cas, les enfants ont été rendus à leurs mères le lendemain matin, sans un mot d'explication, après six ou sept heures de séparation. Dans l'autre, les familles n'ont pas été réunies avant l'étape suivante, où elles ont à nouveau été entassées dans des camions IFA et transférées de Topzawa dans une prison pour femmes et enfants à Dibs, sur le chemin qui conduit au nord-ouest, de Kirkouk à Arbil et Mossoul. Taymour Abdullah Ahmad, le garçon de douze ans qui avait été capturé par l'armée le 13 avril dans le village de Kulajo, dit qu'il a été détenu à Topzawa avec sa mère et ses trois sœurs pendant un mois – période exceptionnellement longue¹¹. Pendant cette période, il a été témoin de la mort – apparemment liée à la faim – de quatre enfants, âgés de cinq à neuf ans. Les soldats ont déplacé leurs corps, et Taymour a plus tard appris qu'ils avaient été jetés dans un puits, en dehors du camp¹².

Mais par-dessus tout, les femmes et les enfants de Topzawa ont enduré le tourment de voir leurs maris, leurs frères et leurs pères souffrir et, en fin de compte, disparaître. Entre les barreaux des fenêtres, elles pouvaient voir leurs compatriotes détenus dans une autre partie de la prison. Tous les deux ou trois jours, les compagnons de cellule étaient autorisés à sortir pour prendre l'air et se joindre aux autres dans la cour centrale. Les enfants profitaient de ce moment pour se glisser dans le quartier des hommes et jeter du pain par les fenêtres.

Pour les hommes, être battus était une routine. Même le vieux Abd-al-Qader Abdullah Askari de Goktapa a été battu, un homme de plus de soixante ans, encore faible et désorienté par les bombardements chimiques de son village quelques jours plus tôt. La nuit où il est arrivé, un gardien lui a ordonné de res-

11. Taymour avait été interviewé plusieurs fois par les journalistes et des délégations de droits de l'homme se rendant au Kurdistan irakien. Voir, par exemple, Middle East Watch and Physicians for Human Rights, *Unquiet Graves : The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan*, February 1992 ; Taymour fait également l'objet d'un chapitre dans l'ouvrage de Kanan Maliya, *Cruelty and Silence*, *op. cit.*, p.151-199.

12. Interview du Middle East Watch avec Taymour Abdullah Ahmad, complexe de Sumoud, 29 juillet 1992.

ter debout. Il a répondu qu'il ne pouvait pas, en raison du gaz. Le garde s'est violemment précipité sur lui et l'a frappé, criant qu'il était interdit pour quiconque de parler d'attaque au gaz toxique¹³.

Un jeune déserteur de l'armée, de la zone de Qader Karam, connu par ses amis sous le nom d'Ozer, a été détenu quatre jours à Topzawa. Durant cette période, un de ses compagnons de cellule était un homme barbu du village de Khalo Baziani, dans la *nahya* de Qara Hassan. L'homme a dit à Ozer qu'il avait été torturé. Ils devaient parler discrètement, en raison de l'omniprésence des gardes, mais Ozer a pu apprendre que l'homme avait été battu avec un câble, pendu à un ventilateur de plafond et brûlé avec un morceau de métal chauffé. Les gardes ont frappé son dos avec leurs bottes pendant qu'il restait face contre terre. L'homme a beaucoup souffert. Il dit avoir été choisi pour ce dur traitement, en raison de sa barbe – qui avait vraisemblablement été prise comme un signe de fondamentalisme islamique, ou de sympathie pro-iranienne¹⁴. Un officier lui avait dit qu'il serait exécuté si sa barbe n'avait pas disparu le lendemain. Ce soir-là, Ozer a coupé la barbe de cet homme et de cinq autres avec une petite paire de ciseaux à ongles qu'un des prisonniers avait réussi à garder cachée.

Le quatrième jour de l'emprisonnement d'Ozer, à 1 h 30 du matin, un capitaine de l'armée est venu et a ordonné aux prisonniers de se lever. Il leur a dit qu'il lirait une liste de noms ; quiconque ne répondrait pas à l'appel de son nom serait exécuté sur le champ devant les autres. L'un après l'autre, les prisonniers étaient convoqués à la table de l'officier. Ozer comprit que chaque homme se voyait assigner un numéro de série ; le sien était le 375. On appelait les prisonniers par leur nom, puis ils étaient amenés hors de la pièce par groupes de huit. Privés pendant quatre jours de nourriture, ils étaient affaiblis et désorientés. Ozer s'est retrouvé dans une seconde salle vide. Après la chaleur étouffante des précédents quartiers surpeuplés, il était glacé par le froid des nuits du mois d'avril. Il y avait des taches de diesel et trois taches de sang frais sur le sol. Une écharpe kurde tachée de sang se trouvait dans un coin, ainsi qu'un manteau et un pantalon bouffant kurde. À

13. Après Topzawa, Abd-al-Qader n'a jamais revu ses deux fils, Omed et Latif, ni sa belle-fille Fahima. Interview du Middle East Watch, 24 mai 1992.

14. Une lettre de l'Amn de Shaqlawa, référencée Recherche/1148, datée du 31 décembre 1987, se rapporte à une directive du Bureau Nord du 13 décembre 1987, disposant : « Il est totalement interdit aux personnes portant la barbe d'avoir accès aux centres des gouvernorats et des autres villes, quelle qu'en soit la raison, à moins que les autorités compétentes le permettent. »

4 heures environ, les prisonniers ont entendu, dehors, le son de moteurs. Ils ont essayé de regarder par le trou de la serrure, mais il était impossible de distinguer quoi que ce soit dans le noir. Ils ont attendu quatre heures supplémentaires, engourdis par le froid, la faim et la peur.

Les femmes et les personnes âgées des autres sections de Topzawa observaient les mouvements matinaux des prisonniers de sexe masculin. « Nous voyions les gardes enlever les chemises des hommes et les battre », dit un vieil homme. « Ils étaient attachés les uns aux autres avec des menottes, par paires, sans chaussures. Cela durait de huit heures du matin jusqu'à midi¹⁵. » Parfois, les hommes avaient également les yeux bandés ; selon certains récits, ils étaient mis en slip. Enfin, ils étaient entassés dans des véhicules à l'aspect sinistre, peints en blanc ou en vert et dépourvus de fenêtres ; décrits comme ressemblant à des bus, des ambulances ou des camions fermés.

C'est la dernière chose que l'on a vu les hommes détenus à Topzawa. Quand les véhicules sans fenêtres partaient dans une direction, des bus arrivaient de l'autre, remplis de nouveaux détenus. Pour beaucoup de femmes et d'enfants – mais pas tous, comme nous allons le voir – la destination suivante était la prison de Dibs. Pour les plus âgés, la route menait au sud, à travers les vallées de la rivière du centre de l'Irak, avant de tourner au sud-ouest dans le désert. « Les Kurdes sont des traîtres, et nous savons où nous allons vous envoyer », dit un officier militaire à un vieil homme de Naujul. « Nous allons vous envoyer dans un enfer spécialement conçu pour les Kurdes¹⁶. » Cet enfer portait le nom de Nugra Salman.

* * *

LE CAMP DE L'ARMÉE POPULAIRE DE TIKRIT

Plusieurs milliers de villageois kurdes ramassés pendant les troisième et quatrième étapes de l'Anfal sont ainsi passés par la base de l'Armée populaire de Topzawa. Ce fut également le cas d'un certain nombre de Kurdes des deuxième, cinquième, sixième et septième phases de l'Anfal. Une remarque devrait aussi être faite ici à propos des baraquements de l'Armée populaire de la ville de Tikrit, qui se trouve

15. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

16. Interview du Middle East Watch, complexe de Benaslawa, 19 avril 1992.

au sud-ouest de Kirkouk, sur les berges du fleuve du Tigre, près du lieu de naissance du président Saddam Hussein. Tikrit semble avoir rempli des fonctions similaires à celles de Topzawa, mais sur une plus petite échelle et pour une période bien plus courte. En fait, tous les témoins qui ont passé du temps à Tikrit appartenaient à une seule fournée de prisonniers de la région tribale Daoudi, le long de la rivière d'Awa Spi, dans le sud de Germian. Tous ont été capturés au cours des étapes initiales du troisième Anfal par les unités de l'armée opérant en dehors de Tuz Khumartu, et tous ont été conduits à Tikrit, après avoir été préalablement détenus à Tuz Khurmatu (voir précédemment, p. 191).

On peut supposer que Tikrit a été mis à contribution en tant que centre supplémentaire et temporaire établi pour quelques jours, au milieu du mois d'avril, alors que le troisième Anfal était en plein essor à Germian, et que les capacités de Topzawa étaient saturées. Comme à Topzawa, les gardes ont été identifiés comme étant des troupes de l'armée régulière ; des agents de l'Amn et de l'Istikhbarat étaient également présents. Mais un homme a également dit avoir reconnu des membres de l'Armée populaire (*Jaysh al-Sha'abi*).

Les conditions de détention à Tikrit étaient extrêmement rudes. Selon le compte-rendu de Muhammad, un villageois de Talau âgé de soixante-trois ans au moment de l'Anfal :

« Le premier jour, au matin, ils ont séparé les hommes en petits groupes et les ont battus. Quatre soldats battaient un prisonnier ; les autres prisonniers pouvaient le voir. Il y avait entre quinze et vingt hommes dans chaque groupe, menés un peu plus loin pour recevoir des coups et être frappés avec des bâtons et des câbles [coaxiaux]. Ils étaient emmenés tôt le matin et ramenés dans l'après-midi. Les soldats ne rassemblaient pas les hommes par leur nom, mais les désignaient seulement par des "toi et toi". Il s'agissait d'agents de l'Amn de Tikrit et de Kirkouk, de bouchers – nous les connaissons¹⁷. Lorsqu'un groupe d'hommes battus était ramené, ils en prenaient un autre pour le battre. Ce soir-là, j'étais dans un groupe de dix ou douze personnes que l'on a sorti, les yeux bandés et les mains attachées dans le dos. Ils nous ont emmenés dans trois ou quatre voitures quelque part à Tikrit. Nous avons roulé toute la nuit, et nous nous sommes à peine

17. La plupart des membres de l'Amn venaient de Ramadi, de Tikrit et de Samara, triangle de villes dominé par des sunnites à l'ouest de Bagdad, cœur du soutien politique apporté à Saddam Hussein.

arrêtés. Ils ne m'ont posé aucune question. Les hommes capturés ne pouvaient pas se parler. Chacun pensait à son propre destin. Sur les dix ou douze qu'ils ont pris ce soir-là, seuls cinq sont rentrés. La nuit suivante, alors que j'étais de retour dans la pièce où nous étions détenus, des agents de l'Amn sont venus, et ont demandé des hommes volontaires pour se battre dans la guerre contre l'Iran. Quatre-vingts hommes se sont portés volontaires. Mais c'était un mensonge ; ils ont disparu. L'Amn mettait en place un comité pour traiter les prisonniers, à qui l'on ordonnait de se tenir accroupis pendant que les agents de l'Amn prenaient tout leur argent et le mettaient dans des sacs. Ils ont également pris tous nos papiers. Les agents de l'Amn criaient pour nous effrayer. "Apportez des armes pour les tuer", disait l'un d'eux. "Ils sont pauvres, ne les tuez pas", disait l'autre. Un autre disait : "J'aurais aimé tous les tuer." Plus tard dans la nuit, l'Amn est venu et a pris tous les hommes jeunes. Seuls restaient les vieux. Les jeunes ont été emmenés dans des bus Nissan, dix ou plus, chacun ayant la capacité de transporter quarante-cinq personnes. On avait pris leurs papiers ; ils quittaient les lieux sans rien d'autres que leurs habits sur le dos. »

Parmi les jeunes hommes qui ont disparu ce soir-là, il y avait Salah – le fils de Muhammad, le fils de son frère et plusieurs autres membres de leur famille. Il termina son propos par ces mots : « Je n'ai plus jamais entendu parlé d'eux. Nous n'avons reçu aucun message, rien. Personne ne les a plus jamais revus. Seul Saddam Hussein sait¹⁸. »

* * *

LES PRISONNIERS DE BILEH ET D'HALABJA

Le traitement des prisonniers au cours des autres étapes de la campagne d'Anfal semble avoir été légèrement différent. Au cours du mois d'avril et au début du mois de mai, Topzawa traitait les victimes de l'Anfal à une échelle que nous ne pouvons que qualifier d'industrielle. Mais à partir du mois de mai, lorsque l'Anfal a

18. Interview du Middle East Watch, complexe de Daratou, 18 avril 1992.

atteint les régions du nord du lac Dukan, les règles ont quelque peu changé.

Le Middle East Watch a interviewé quelque trois douzaines d'anciens compagnons de Topzawa.

Parmi eux, cinq venaient des zones touchées par les cinquième, sixième et septième étapes de l'Anfal. Quatre venaient de Bileh-le-Haut et de Bileh-le-Bas ; l'autre était une jeune femme nommée Amina, qui venait du village voisin d'Akoyan¹⁹. Ces témoins auraient été détenus séparément des autres prisonniers. Le groupe était presque entièrement de Bileh, bien qu'ils aient reconnu une poignée de personnes du village voisin de Kandour – village où les habitants ont fait preuve d'une grande bienveillance envers les victimes de l'attaque chimique sur la vallée de Malakan, en mai 1987. Tous avaient été amenés ici après avoir séjourné quelque temps dans le fort militaire de Spielk, près de Khalifan. Un homme a parlé d'une nuit supplémentaire passée dans une cellule souterraine dans le quartier général de l'Amn à Kirkouk ; plusieurs autres ont fait état d'une nuit passée à Arbil.

Le groupe de Bileh a apparemment été détenu à Topzawa pendant huit à dix jours, bien plus longtemps que la plupart des détenus des périodes précédentes. Leurs conditions de détention semblent avoir été légèrement moins dures, et les femmes étaient autorisées à amener de l'eau et des cigarettes à leurs maris, qui étaient détenus dans une grande cellule séparée. À peu près une semaine plus tard, les femmes et les enfants ont été transférés, comme leurs prédécesseurs, dans une autre base militaire à Dibs. La plupart des personnes âgées ont été conduites au sud, à la prison de Nugra Salman, bien qu'un vieil homme ait été emmené directement de Topzawa à Arbat, une ville au sud de Suleimanieh. C'était au milieu du mois de juin. D'Arbat, il s'est rendu à Basirma, un complexe contrôlé par le gouvernement qui avait été mis en place après les attaques chimiques sur la vallée de Balisan en avril 1987.

Le cas de Faraj, un enseignant d'Halabja âgé de trente-neuf ans, constitue une exception encore plus notable au précédent schéma de détention. Son témoignage montre à nouveau la différence de traitement entre les survivants de cette ville et de ceux qui avaient été ramassés pendant l'Anfal. Il montre également que Topzawa est resté opérationnel jusqu'à la toute fin de la campagne. Faraj a fui vers l'Iran avec sa femme et deux de ses six enfants immédiatement après l'attaque chimique du 16 mars. Après avoir passé deux mois et demi dans les hôpitaux iraniens et les camps de réfugiés, la famille a retraversé la frontière vers l'Irak, mais ils ont rapidement été

19. Interviews du Middle East Watch, village de Ramhaweij, 18 juillet 1992, Rawanduz, 5 mai 1992, complexes de Khalifan et de Basirma, 24 mars 1993.

ramassés par des soldats à un poste de contrôle à Ranya. Après un interrogatoire des agents de l'Amn à Suleimanieh, Faraj et sa famille ont été transférés à Topzawa, dans un bus qui contenait vingt-cinq personnes d'Halabja et de la zone de Kalar²⁰.

Les conditions observées par Faraj à Topzawa étaient largement similaires à celles décrites par les témoins précédents. Les personnes étaient toujours séparées par sexe à leur arrivée ; environ 150 personnes ont été entassées dans une seule grande cellule et ont vécu sur de maigres rations. Mais il y avait désormais un médecin kurde de service, un homme appelé Najib, qui venait de Khanaqun. Faraj a su que tous ses camarades prisonniers étaient d'Halabja et que beaucoup d'entre eux n'avaient pas fui vers l'Iran comme il l'avait fait, mais avaient été capturés dans le Kurdistan irakien après que la ville a été bombardée.

La nuit, il a entendu le son de pleurs venant des autres parties du bâtiment et il a demandé à un garde ce qui se passait. « Ce sont des prisonniers de l'Anfal », a répondu le garde « et ils sont en train de quitter la prison ». Halabja, en d'autres termes, ne faisait pas partie de l'opération de l'Anfal. « Où sont emmenés les prisonniers de l'Anfal ? » a demandé Faraj à un autre garde le lendemain matin. « Cela ne vous regarde pas », a répondu l'homme. « Si vous posez de nouveau cette question, vous serez envoyé avec eux, pour être perdu à jamais. »

En écoutant aux portes leur conversation, Faraj, qui savait parler arabe, a appris que les gardes de Topzawa avaient tous été postés ici depuis Bagdad. L'un d'entre eux a même donné son numéro de téléphone au prisonnier, et lui a suggéré de l'appeler si jamais il se rendait à la capitale, pour voir si « nous pourrions avoir un travail pour vous ». Plus tard, le même garde a éveillé les soupçons de l'enseignant quand il lui a donné une lettre écrite, dit-il, par une fille kurde d'une autre section de la prison. Elle racontait à sa famille détenue dans les cellules pour hommes que sa santé était défaillante et qu'elle avait peur de mourir. Faraj a refusé d'être impliqué. Plus tard, ses soupçons à l'égard du garde ont été confirmés lorsque l'homme lui a carrément dit que l'Amn s'intéressait à ce qu'il serve d'espion auprès de ses camarades kurdes.

La tentative maladroite de l'Amn pour recruter Faraj peut partiellement expliquer la bienveillance dont il a bénéficié, bien qu'il soit clair – d'après son témoi-

20. La *nahya* de Kalar, dans le sud de Germian, faisait partie de la troisième phase de l'Anfal. Des milliers de villageois de la zone de Kalar ont été amenés à Topzawa début et mi-avril, mais il s'agit du seul cas rapporté au Middle East Watch de personnes amenées là-bas plus tard. Le témoin n'apporte aucune explication sur ce qui leur est arrivé pendant les trois mois écoulés depuis le troisième Anfal. Interview du Middle East Watch, Halabja, le 8 mai 1992.

gnage – que les survivants d’Halabja étaient traités avec plus d’indulgence que les prisonniers de l’Anfal. Les deux premières semaines, Faraj a même été autorisé à rendre de brèves visites à sa femme. Ces privilèges lui ont toutefois été retirés quand un autre prisonnier a été attrapé en train d’essayer de s’échapper par un trou du plafond. Pour décourager toute autre intention de fugue, les soldats ont battu l’homme à mort devant ses compagnons de cellule. L’instituteur d’Halabja est resté à Topzawa pendant quarante-deux jours – soit une période d’emprisonnement beaucoup plus longue que celle décrite par tout autre témoin survivant. Il a finalement été libéré peu de temps après la fin de la guerre Iran-Irak, et réinstallé dans le complexe de Bayinjan, entre Suleimanieh et Chamchamal²¹.

* * *

LA PRISON POUR FEMMES DE DIBS

Karim, un étudiant en technologie de Dibs âgé de vingt ans, avait été informé depuis un certain temps des mouvements inhabituels de troupes aux abords de la ville, à proximité de la jonction avec l’autoroute Kirkouk-Mossoul²². Les résidents de Dibs avaient vu des bus et des *coasters* civils, en provenance de Kirkouk, s’approcher et converger à la base militaire de Dibs – une école dite « école de combat », où les forces de commando irakiennes (*Maghavir*) étaient entraînées. Ils avaient également vu des bus de police verts quitter la base, accompagnés d’hommes armés en treillis vert olive. Les commerçants locaux s’étaient accoutumés aux visites de groupes composés de six ou sept femmes prisonnières, accompagnées de gardes, et apprirent rapidement qu’elles venaient de la base de Dibs.

Ces femmes, ainsi que leurs enfants, furent transportées en grand nombre de Topzawa à Dibs, à partir de la mi-avril ; cela constitue une partie du processus de triple ségrégation, qui a également conduit les personnes les plus âgées à la prison

21. Nous devons supposer que Faraj a été libéré dans le cadre de l’amnistie générale du 6 septembre 1988. En calculant ainsi, il aurait été amené de Suleimanieh à Topzawa le 16 juillet ou aux environs de cette date. Le complexe de Bayinjan était utilisé pour réinstaller les survivants de plusieurs étapes de l’Anfal. Deux autres témoignages suggèrent que son but principal était de reloger les réfugiés de l’attaque d’Halabja. Interviews du Middle East Watch, 8 mai et 15 mai 1992.

22. Interview du Middle East Watch, complexe de Benaslawa, 6 juillet 1992.

de Nugra Salman, et les hommes – en slip, attachés avec des menottes, et les yeux bandés – vers des destinations inconnues. Un des gardes de Dibs a dit à un nouvel arrivant que le camp – deux bâtiments au sein d'une seule enceinte – contenait 7 000 prisonniers kurdes. À l'arrivée, certaines des femmes retrouvèrent leurs enfants que les gardes de Topzawa avaient arrachés de leurs bras. Elles restèrent à Dibs entre quatre et cinq mois, jusqu'à ce que le régime irakien déclare sa victoire finale sur les *peshmergas* et annonce une amnistie générale pour les Kurdes.

Les femmes étaient tourmentées de ne pas savoir ce qu'étaient devenus leurs maris, leurs frères et leurs pères. Toutefois, après les conditions atroces de Topzawa, Dibs offrait un certain soulagement. Il y avait suffisamment d'espace pour s'allonger et dormir sur un sol dégoûtant, et il n'y avait aucune restriction dans l'utilisation de la salle de bains. L'eau était directement disponible à partir d'un robinet. La nourriture était mauvaise, mais elle était au moins distribuée régulièrement – soupe de lentilles et pain dur ou riz, deux ou trois fois par jour. Après quelques semaines, on pouvait même noter une petite variété dans l'alimentation. Au moment où Amina, la jeune femme d'Akoyan, est arrivée en juin, les rations à Dibs étaient composées de deux œufs par semaine, de yaourt et de thé, et vers la fin, un peu de pastèque. Les gardes vendaient du savon, du thé, du sucre aux femmes qui avaient encore de l'argent, et les autorités fournissaient une couverture pour sept prisonniers. Les femmes étaient autorisées à faire leur lessive dans la cour de la prison, à s'asseoir sous les arbres à l'ombre ou même à dormir à la belle étoile si la chaleur à l'intérieur était oppressante. Certaines étaient autorisées à sortir en ville, sous la surveillance de gardes, pour faire des achats. Une femme qui était enceinte lorsqu'elle est arrivée à Dibs a été emmenée (quoique sous surveillance militaire) dans un hôpital de la ville, où elle a été assistée par une femme médecin kurde pour accoucher. Une autre dit que des médecins rendaient visite à la base deux fois par semaine, administrant des remontrances et des comprimés, bien que d'autres témoins contestent cette information.

Toutefois, malgré tous ces avantages relatifs, Dibs vivait également sous un régime d'horreurs constantes. Les détenus ont appris que la base était dirigée par un compatriote kurde, un homme de la zone d'Arbil nommé Hadji Ahmad Fatah, qui avait fait le pèlerinage à La Mecque. Les enfants qui étaient suffisamment grands pour faire des travaux manuels étaient contraints par les gardes de balayer les réfectoires et de nettoyer les salles de bains. « Nous étions gardés par l'Amn, l'Istikhbarat et les gens du parti Baath », rappelle un garçon de quatorze ans qui avait passé cinq mois à la base de Dibs. « Ils venaient toujours et battaient les prisonniers sans rai-

son. Ils m'ont attaché les mains et m'ont frappé à de nombreuses reprises. Trois agents de l'Amn m'ont frappé au dos et aux jambes avec un bâton. À deux reprises, ils m'ont gardé attaché sans me donner à manger, sans aucune raison, dans la pièce où j'ai dormi du matin au soir. Je ne pouvais pas demander d'explication. Il était impossible pour quiconque d'intervenir dans les règles du parti Baath²³. »

Cet enfant, au moins, a survécu ; pour beaucoup, peut-être des centaines, cela ne fut pas le cas. Il y a eu peu de morts au début, mais le taux a augmenté quand le printemps a fait place à la chaleur de l'été. Amina, la femme d'Akoyan, avait donné naissance à une fille à Dibs, mais dans les deux mois, elle est tombée malade et elle est morte. Seulement quatre ou cinq enfants de Bileh sont morts. Nabat, une mère de vingt-huit ans de Qader Karam, a perdu deux de ses enfants en bas âge à un mois d'intervalle. Sa fille de trois ans, Sharo, est morte la première ; un mois plus tard, ce fut le tour de son fils de deux ans, Diar. « Ils sont morts de peur », a dit Nabat. « Ils étaient effrayés, ils sont tombés malades et ils sont morts. Ils avaient la diarrhée et ils vomissaient²⁴. » Sherzad, un garçon de quatorze ans, a compté que sept nouveau-nés sont morts à Dibs en une seule nuit. Muhammad, un garçon de neuf ans, a estimé qu'il y avait eu cinquante morts dans sa cellule familiale élargie pendant leur cinq mois de captivité ; la plupart étaient des enfants, mais des femmes âgées sont également mortes. Hariba, qui avait huit ans au moment de l'Anfal, se souvient avoir été contrainte de dormir parmi les corps des défunts avant que les gardes les enlèvent²⁵.

Les corps desséchés des deux enfants de Nabat, Sharo et Diar, ont été enlevés par deux gardes de l'Armée populaire, qui les ont lavés et les ont enterrés dans le cimetière de la ville de Gumbat, alors que Nabat les observait. D'autres corps d'enfants ont simplement été jetés devant la vieille mosquée de la ville, selon Karim, l'étudiant de vingt ans qui avait regardé la base de commandos de Dibs se remplir des prisonniers, au printemps. Les gens de la ville sont venus à la mosquée laver les corps, et les jeunes hommes du coin – y compris Karim – ont creusé les lieux de sépulture dans un ancien cimetière pour enfants abandonnés, à un peu plus d'un kilomètre et demi. Karim a aidé à enterrer quatre nouveau-nés, et ses amis en ont enterré au moins cinquante, tous âgés de moins de un an. Les habitants de Dibs ont

23. Interview du Middle East Watch, complexe de Shoresh, 9 mai 1992.

24. Interview du Middle East Watch, Chamchamal, 19 septembre 1992.

25. Interview du Middle East Watch, Rawanduz, 28 avril 1992 ; complexe de Shoresh, 9 mai 1992 ; et complexe de Zammaki, 24 juillet 1992.

spécialement délimité une parcelle pour les nouveaux arrivants, et chacune des petites tombes était marquée²⁶. À intervalles réguliers, des bus fermés arrivaient à la base de Dibs, emmenant un grand nombre de prisonniers. À au moins deux occasions, ces groupes étaient composés de personnes de la zone de Kalar, au sud de Germian – quelque cinq cents femmes et enfants en tout, selon une estimation – et ils ont été transportés à la prison de Nugra Salman, pour des raisons qui demeurent obscures²⁷. (voir plus bas p. 336). Mais des milliers d'autres – peut-être la moitié de la population de Dibs – ont été conduits vers des destinations inconnues et ont disparu dans l'obscurité de l'Anfal. Sherin, par exemple, un femme de vingt-trois ans du village de Qeitoul Rasha (*nahya* de Qader Karam), a perdu sa jeune sœur Nabat. Étant donné que les survivants de l'Anfal ont fini par être réimplantés dans des complexes qui correspondaient à leur région d'origine, et que cinq années se sont écoulées sans que personne ait eu de nouvelles, on peut supposer que ces deux filles, ainsi que les milliers d'autres qui ont disparu de Dibs avec elles, ont été assassinées par les autorités irakiennes²⁸.

26. La ville de Dibs se trouve dans une zone du Kurdistan irakien qui est toujours contrôlée par le régime de Bagdad. Ni le cimetière de Gumbat ni l'ancien cimetière pour enfants n'étaient ainsi accessibles au Middle East Watch pour un examen médico-légal indépendant.

27. Interview du Middle East Watch avec une femme du village d'Omerbel, Kifri, 30 mars 1993.

28. Interview du Middle East Watch, complexe de Shoresh, 29 juin 1992. Les nièces du témoin étaient de la vallée de Gulbagh, d'où – on peut le rappeler – un nombre significatif de femmes auraient disparu.

UN CAMP DE PRISONNIERS POUR LES PERSONNES ÂGÉES

« Si tu connais l'enfer, c'est l'enfer.

Nous l'avons vu. »

Muhammad Hussein Muhammad,
né en 1912, un survivant de Nugra Salman.

Alors que des camions et des bus roulaient vers le nord, jusqu'à Dibs, d'autres se dirigeaient vers le sud, de Topzawa à Tikrit, à travers le centre arabe de l'Irak, et encore plus loin vers le sud, dans les vastes déserts qui s'étendent vers la frontière avec l'Arabie saoudite – jusqu'à la prison fortifiée abandonnée de Nugra Salman – « l'enfer de Salman ». Les prisonniers sont arrivés en quatre grands groupes ; la population totale de Nugra Salman pendant l'Anfal semble avoir varié de 6 000 à 8 000²⁹. Les premiers étaient des milliers de villageois de Qara Dagh et de Germian, qui ont été capturés au cours du deuxième et du troisième Anfal, âgés de cinquante à quatre-vingt-dix ans, et qui sont arrivés dans de grands convois de bus au milieu du mois d'avril 1988. Puis, au début du mois de mai, un plus petit nombre de personnes âgées a suivi, arrivant de la vallée de Zab-le-Bas (quatrième Anfal). Ensuite, au cours de l'été, plusieurs bus chargés de femmes et d'enfants venant du sud de Germian ont été transférés de la prison à Dibs, pour être logés dans des quartiers séparés à Nugra Salman. Finalement, à la fin du mois d'août, juste quelques jours avant que l'armée irakienne alors qu'ils traversaient la frontière iranienne. Selon certains rapports, le contingent d'Halabja était composé d'hommes de tout âge, et peut avoir compté de

29. Ces chiffres sont fournis sur la base d'entretiens avec vingt et un anciens compagnons de Nugra Salman, ainsi qu'avec un ancien officier militaire irakien ayant une expérience directe de la prison. Les interviews étaient réalisées avec dix-sept hommes, âgés de quarante-cinq à quatre-vingt-trois ans, et quatre femmes, âgés de cinquante à soixante ans. Une douzaine de témoins auxquels on a demandé d'estimer la population totale de la prison ont fourni des chiffres variant de 5 000 à 11 000. Deux ont donné des chiffres bien plus élevés, dont nous n'avons pas tenu compte. En dehors des morts et des nouveaux arrivants, la population de Nugra Salman est restée stable jusqu'à l'amnistie générale du 6 septembre 1988.

30. Un témoin a parlé d'un certain nombre de prisonniers arabes détenus dans les sous-sols de Nugra Salman, portant des *disdashas* blancs distinctifs ; cela n'a pu être corroboré par d'autres interviews.

jeunes hommes³⁰.

L'un des survivants d'Halabja était une femme de trente-trois ans nommée Urfiya. L'un de ses cinq enfants était mort en chemin vers l'Iran, après le bombardement. Avec ses quatre autres enfants, Urfiya a traversé la frontière et a passé cinq mois dans le camp iranien. Le 23 août, se rappelait-elle, les Iraniens ont transporté en car quelque 2 000 familles d'Halabja à la frontière. L'armée irakienne qui les attendait, les a emmenées avec des camions militaires à Suleimanieh, où les Forces d'urgence leur ont imposé un régime d'eau et de pain sec pendant cinq jours. L'endroit où ils étaient enfermés était « plein de gens de Qara Dagh ». À la fin de cette période, les jeunes hommes ont été séparés de leurs familles et emmenés dans des véhicules qui ressemblaient à des ambulances – peints en blanc et en vert, avec une seule petite fenêtre à l'arrière. On ne les a jamais plus revus. Les femmes et les enfants, ainsi que les personnes âgées, étaient entassés dans des bus et conduits *via* Kirkouk, Tikrit, Bagdad et Samara à Nugra Salman, où ils sont arrivés le 29 août³¹.

* * *

Le voyage de la périphérie de Kirkouk à Nugra Salman prit entre douze et quinze heures, avec cinquante ou soixante prisonniers entassés dans des bus sans fenêtres et destinés à contenir des passagers deux fois moins nombreux. En tête et en queue de chaque convoi, les agents de l'Amn et de l'Istikhbarat allaient et venaient en voiture avec des talkies-walkies. Certains convois sont partis tôt le matin et sont arrivés à Nugra Salman le soir même. D'autres sont partis dans la soirée et ont voyagé toute la nuit. En devinant d'après le temps écoulé et la direction, ou en scrutant par la porte arrière si elle était laissée ouverte pour laisser passer un peu d'air, les prisonniers purent repérer quand ils passaient à travers une ville – Tikrit en premier lieu, plusieurs heures après Bagdad, et finalement Samawa. Ils entendirent les sirènes hurler et aperçurent des foules d'Arabes curieux s'aligner le long des rues

31. Interview du Middle East Watch, complexe de Zarayen, 28 juillet 1992. L'Anfal, bien entendu, ne pouvait expliquer les disparitions de ces jeunes hommes de Suleimanieh, puisque Halabja n'était pas inclus dans les opérations. Leur disparition devait davantage être considérée comme faisant partie de la pratique routinière de la terreur par les forces de sécurité irakiennes. Des rapports ultérieurement réalisés par la presse suggèrent que certaines jeunes personnes d'Halabja peuvent également avoir disparu de Nugra Salman. « Halabja wounds still open years after gas attack », *Reuter*, March 7, 1993, cite le cas d'une femme d'Halabja qui n'a pas vu ses quatre enfants, âgés de dix à vingt-quatre ans, depuis qu'ils ont été internés là-bas.

pour regarder les véhicules passer avec leur chargement d'hommes. Il n'y avait pas d'arrêt ; les détenus n'avaient rien à manger ni à boire, et la présence de gardes avec des kalachnikovs réduisait toute plainte au silence.

À Samawa, les prisonniers les plus âgés comprirent que le convoi était divisé en deux ; pendant que leurs véhicules continuaient à se diriger au sud, d'autres se détachaient pour aller dans une autre direction. Il s'agissait des bus qui transportaient les plus jeunes prisonniers kurdes de Topzawa et on ne les a jamais revus. Après Samawa, il n'y avait plus qu'un désert stérile, parsemé des ruines des installations détruites – « comme nos villages aplatis par les bulldozers », dit une femme³². À trois heures au sud-ouest de Samara, le plateau descend brusquement, et là, dans la dépression d'en bas, visible seulement au dernier moment, se trouve la ville d'Al-Salman. À deux kilomètres dans le désert, entourée par une clôture de fils barbelés et gardée à chaque coin par des miradors, se trouvait la prison de Nugra Salman.

Les bus sont entrés par une des grandes portes et se sont arrêtés dans l'immense cour centrale, « de trois fois la longueur du stade de foot de Suleimanieh³³ ». Les premiers arrivants à Topzawa au milieu du mois d'avril ont trouvé Nugra Salman sombre et vide. C'était un vieux bâtiment, datant de l'époque de la monarchie irakienne et peut-être même avant³⁴. Il avait été abandonné pendant des années, et était utilisé par les nomades arabes pour abriter leurs troupeaux. Les murs nus étaient recouverts des journaux de prisonniers politiques. Sur la porte d'une cellule, un garde avait griffonné : « Khomeyni mange de la merde. » Sur la porte principale, quelqu'un d'autre avait écrit : « Bienvenue en enfer. » Sur la porte de derrière, un autre pancarte disait : « Il est rare pour quiconque de survivre trois mois dans cet endroit. »

Tous les interrogatoires que les autorités irakiennes jugeaient nécessaires pour ces victimes âgées et infirmes avaient déjà été menés à Topzawa. Ici, à Nugra Salman, on ne procédait qu'à un enregistrement rapide du nom, de la profession et du lieu de résidence, accompagné de railleries et de menaces de la part des gardes. « Vous êtes ici pour mourir », disait l'un d'eux, « sur les ordres de Saddam Hussein

32. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

33. Interview du Middle East Watch, Ja'faran, Qara Dagh, 11 mai 1992.

34 La monarchie irakienne a été renversée par un coup d'État militaire le 14 juillet 1958. Son principal architecte a été le général de brigade Abs-al-Karim Qasem, qui est plus tard devenu Premier ministre.

et d'Ali Hassan al-Madjid ». Après cela, les nouveaux arrivants étaient précipités dans les cellules ou les pièces qui remplissaient les deux étages de la prison. Ces pièces nues variaient considérablement en taille : certaines ne contenaient que cinquante ou soixante prisonniers, d'autres plusieurs centaines³⁵. Les portes étaient fermées de 22 h 00 à 7 h 00 du matin. En dehors de cette période, les détenus pouvaient circuler librement.

L'arrivée des premiers détenus a plus ou moins coïncidé avec le début du premier ramadan, le 17 avril, et pendant le mois saint, la nourriture était meilleure qu'elle ne l'avait été à Topzawa³⁶. Il y avait du riz, de la soupe de légumes, des pommes de terre et des tomates, et même de la viande et des fruits à certaines occasions. L'eau venait d'un puits, par un tuyau dans la cour ; elle était chaude, salée et amère – « comme le poison d'un serpent », disait un homme. Beaucoup de détenus pensèrent que les premières maladies à Nugra Salman étaient liées à l'absorption de cette eau. Les premiers morts ont eu lieu au début du mois de mai, peu après l'arrivée de la seconde vague de prisonniers, ceux de la vallée de Zab-le-Bas.

Un de ceux qui sont arrivés dans ce lot était Abd-al-Qader Abdullah Askaru, le dirigeant d'un village de Goktapa âgé de soixante-huit ans, qui avait perdu seize membres de sa famille dans l'attaque chimique du 3 mai. Pendant ses

35. Il y a des rapports persistants, bien que quelque peu contradictoires, concernant un sous-sol de Nugra Salman, d'où l'on pouvait entendre des pleurs et des cris. Un ancien officier de l'infanterie irakienne qui a visité la prison avant l'Anfal a dit que l'on entrait dans ce sous-sol au travers d'une lourde trappe condamnée avec un double verrou. L'espace au-dessous faisait environ deux mètres de haut – juste suffisamment haut pour qu'un prisonnier se tienne debout. L'officier a également décrit une cellule de punition à Nugra Salman, construite « comme une cage pour oiseaux, avec seulement assez de place pour s'asseoir ». Interview du Middle East Watch, Arbil, 26 avril 1992.

36. Le Ramadan, le neuvième mois du calendrier musulman, est un moment de jeûne du lever au coucher du soleil. Après le coucher du soleil, les repas tendent à être plus plantureux qu'à d'autres moments, et les rations données aux détenus de Nugra Salam – en présumant qu'elles étaient destinées à être mangées le soir – peuvent être prises comme un signe d'indulgence relative des autorités envers les plus âgés. (Pareillement, bien sûr, si cette nourriture était offerte pendant le jour, elle pouvait être interprétée comme une moquerie ou une tentation pour les Kurdes croyants. Le contexte, cependant, semble rendre cette explication improbable).

quatre mois à Nugra Salman, Abd-al-Qader – un des rares prisonniers lettrés et parlant l'arabe – a naturellement émergé comme chef des détenus, et son témoignage vaut la peine d'être longuement cité ici.

Après la première nuit passée à Topzawa,

« À 8 h 00 du matin, un soldat est venu et a annoncé : "Préparez-vous." Nous n'avions rien, nous étions prêts, nous n'avions rien à emporter. Ils nous ont dit de quitter la pièce. Nous avons remarqué que 150 à 200 voitures, séparées en deux groupes, attendaient ; elles ressemblaient à des ambulances, mais vertes³⁷. Elles ne pouvaient contenir que dix personnes, mais ils y ont entassé vingt-sept d'entre nous. Il y avait deux portes : une petite et étroite que seul le garde pouvait utiliser, et une seconde à travers laquelle ils nous ont poussés. Il faisait très chaud, mais ils ont fermé la porte et l'ont verrouillée. Dans notre voiture, il n'y avait que des vieux.

Au bout d'une heure ou d'une heure et demie, nous avons demandé de l'eau. Je leur ai dit en arabe : "Nous avons soif, donnez-nous de l'eau." "L'eau est interdite pour vous, nous ne sommes pas autorisés à vous en donner." Après un moment, un ami voulait sortir pour aller aux toilettes. J'en informais le soldat. "Cela ne vous est pas autorisé", a-t-il dit. Après dix minutes, l'homme ne pouvait plus se retenir, et nous avons senti une odeur nauséabonde dans la voiture. Cinq se sont évanouis en raison de l'odeur et de la chaleur. Nous voulions mourir. Rien ne nous était permis. Tous les hommes se sont déshabillés en raison de la chaleur, ne portant que leur caleçon. La voiture poursuivait son chemin, mais nous ne savions pas où elle allait.

Une heure et demie avant la tombée de la nuit, nous sommes arrivés à un fort et nous sommes sortis. Il était désert. Ils nous ont amenés dans une grande cour, et nous étions entourés par les soldats et la police. Un plus grand nombre de voitures arrivaient et se vidaient d'hommes et de femmes. Le nombre atteignait les 400. Ils ont apporté de l'eau dans des seaux, mais pas de verres. Nous étions comme des vaches, baissant notre tête pour prendre de l'eau, buvant trois par trois dans le seau. L'eau était

37. Bien que les estimations d'Abd-al-Qader puissent être ici élevées, les chiffres qu'il avance sont en général apparus exceptionnellement fiables, en particulier en ce qui concerne le nombre de morts à Nugra Salman.

chaude, d'une température à pouvoir se laver avec, et elle était salée. Un garde a demandé les nouveaux arrivants et leur a dit de le suivre. C'était un quart d'heure avant la nuit. Nous sommes allés au deuxième étage, et ils nous ont mis à 64 dans une pièce, d'environ six mètres sur huit. J'ai protesté : "Nous ne sommes pas des bêtes pour être tous entassés dans une pièce. Comment pouvons-nous dormir et manger." Le responsable a répondu : "La ferme. C'est ce que nous avons préparé pour vous." Il s'en est allé au bout de trois minutes, et un autre est arrivé à la porte avec un sac sur ses épaules. C'était un prisonnier. Il a dit : "Mes frères, nous savons qu'on ne vous a rien donné parce que vous êtes de nouveaux arrivants. Nous avons apporté nos portions pour vous ce soir. Prenez ce pain, puisqu'ils ne vous donneront rien à manger jusqu'au matin."

Au matin, un prisonnier d'un autre réfectoire est venu et a recruté quatre d'entre nous pour le suivre et prendre des portions de pain pour la cellule. Vingt minutes plus tard, ils sont revenus avec trois sacs de pain. Chaque prisonnier a eu trois *samouns* pour toute la journée, pour le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner³⁸. Le pain n'était pas en farine de blé, mais en *zorot* [un gros grain utilisé pour nourrir les animaux]. »

* * *

LES MORTS À NUGRA SALMAN

Les rations du ramadan furent rapidement remplacées par un régime de pain et d'eau contaminée, et les conditions de vie à Nugra Salman en furent gravement affectées. Les prisonniers étaient fatigués et pleins de poux. À partir de la fin du mois de mai, il y eu beaucoup de morts ; certains jours, il y en avait trois, six ou sept, et parfois même une douzaine. Abd-al-Qader tâchait d'en tenir le compte. En septembre, quand il fut enfin relâché, il avait dénombré 517 victimes des conditions

³⁸ D'autres témoins ont dit que la portion était seulement de deux *samouns* par jour – un à 10 h 00 l'autre à 22 h 00. Il se peut que cela variât de temps en temps.

inhumaines de Nugra Salman et de l'indifférence scandaleuse des autorités irakiennes. Plus tard, après sa libération, il apprit que cinquante-cinq autres victimes étaient mortes en deux nuits de ce même mois.

Les chiffres d'Abd-al-Qader, qui suggèrent que quatre ou cinq personnes en moyenne sont mortes chaque jour pendant sa détention, de faim, de maladie ou d'abus physiques, sont extrêmement crédibles. Ils corroborent clairement les estimations plus impressionnantes données par beaucoup d'autres témoins. La mort de cinquante-cinq personnes supplémentaires peut avoir été liée à une épidémie qui, selon des survivants, s'est manifestée après l'arrivée des réfugiés d'Halabja à la fin du mois d'août 1988. Cette manifestation a provoqué l'arrivée d'une douzaine de médecins vêtus de manteau blanc, en provenance de Sawana, et qui ont conseillé aux prisonniers d'arrêter de boire l'eau.

Les autorités de Nugra Salman semblent avoir répondu au flot constant de décès de deux façons. La première a été de s'arranger pour que de l'eau soit quotidiennement livrée par des camions citernes de Samawa ; la deuxième a été, pour les gardes, d'organiser de petits rackets consistant à vendre de la nourriture à des prix très élevés aux prisonniers qui étaient parvenus à Topzawa avec de l'argent en poche.

Les citernes arrivaient habituellement de Samawa deux fois par jour, bien que, quelquefois, elles fissent défaut toute la journée. Quand l'eau arrivait, il y avait un pandémonium de prisonniers qui se ruaient sur le camion. Ils n'étaient autorisés à remplir leurs pichets que quelques minutes, luttant pour accéder au tuyau de plastique pendant que les gardes les raillaient, laissant le précieux liquide se répandre sur le sol et fouettant les personnes avec des bâtons et des morceaux de câbles coaxiaux. Comprenant qu'il pouvait se faire facilement de l'argent, le conducteur du camion a commencé à vendre aux prisonniers des seaux d'eau pour quatre dinars (12 \$) chacun. Plus tard, il a également offert d'apporter du lait en boîtes, des lentilles, du concentré de tomate et du savon.

L'exemple du chauffeur a rapidement été suivi par les gardes, qui étaient de l'Amn selon certains témoins, et de l'Istikhbarat selon d'autres. Une tasse de riz coûtait un dinar. Les cigarettes coûtaient trois dinars (9 \$) le paquet. Les jus de tomate en canettes, dont la date limite de consommation était passée, coûtaient douze dinars (36 \$). Selon Abs-al-Qader :

« Nous avons dit aux prisonniers, en charge de la nourriture, de parler aux gardes pour trouver un moyen de se débarrasser de la mauvaise nourriture et d'obtenir du sucre et du thé, même si

nous devons les acheter, parce que le nombre de morts augmentait. Ils ont réussi à obtenir du sucre, du thé et de l'huile contre notre argent. La nourriture arrivait secrètement la nuit. Ils nous ont vendu du concentré de tomate pour quatre dinars, dans des boîtes dont le prix avait été fixé à six dirhams par le gouvernement³⁹. Nous payions quatre-vingts dinars pour un sac de sucre et soixante-dix dinars pour un sac de riz – le prix officiel étant de onze dinars.

La première chose que nous avons eue a été le concentré de tomate. Nous avons réussi à emprunter un pot à des prisonniers détenus dans une cellule depuis plus longtemps que nous, et nous avons cuisiné dedans. Nous avons mis notre pain dans la soupe faite avec le concentré de tomate et nous avons absorbé tout le liquide. C'était vraiment un festin pour nous. »

Mais les effets de ce marché noir ont été de courte durée, pour tous ceux qui n'avaient pas eu la chance de garder de l'argent après Topzawa. Les prisonniers se sont affaiblis, ils étaient à peine capables de profiter de la courte période d'exercice de l'après-midi, quand ils étaient autorisés à se mélanger dans la cour centrale. Il continuait à y avoir des morts, et parmi eux figuraient certains des enfants qui avaient été nouvellement transférés de Dibs à Nugra Salman.

Les morts n'étaient pas enterrés dans la dignité. En effet, généralement, on ne les déplaçait même pas de l'endroit où ils étaient morts, et on les laissait là pendant trois jours, à pourrir dans la chaleur de l'été. C'était de toute évidence une politique délibérée. « Après quelques semaines », se souvenait une femme, « mon mari est mort dans mes bras. Il était devenu extrêmement faible et mince, et il avait été gravement battu par les gardes de la prison. Le corps de mon mari est resté dans le hall de la prison pendant une journée. Les gardes ne m'ont pas laissée l'enterrer, et j'ai dû les supplier ; le garde a dit que le corps devait rester dans la prison jusqu'à ce qu'il pourrisse⁴⁰ ».

Par la suite, les agents de l'Amn enregistraient le nom des morts, les dépossédaient de tout argent et objets précieux, et ordonnaient que les corps soient fourrés

39. Le dinar est composé de 1 000 fils ; 50 fils font un dirham et 20 dirhams un dinar.

40. Interview du Middle East Watch avec une femme du village de Qala (*nahya* de Naujul), complexe de Benaslaw, 20 avril 1992

dans des sacs et chargés sur des charrettes à bras, du type de celles qu'on utilisait pour l'évacuation des ordures.

Le vol de l'argent, en particulier, rendait Abd-al-Qader furieux :

« Un homme est mort avec 400 dinars [1 200 dollars] sur lui. Un agent de l'Amn est venu, a pris son argent, l'a embrassé et a dit que c'était pour le gouvernement. J'ai insulté les prisonniers à cet égard, et leur ai dit : "Vous n'êtes pas des animaux ! Tout ce que laissent les vôtres qui meurent est à vous. Ne le laissez pas aux autres. Utilisez-le, vous en avez besoin." "Que pouvons-nous faire d'autre ?" demandaient-ils. "Nous avons peur." Je leur ai dit : "Au sein de ce bâtiment, rien ne peut vous être envoyé de l'extérieur. Vous ne pouvez pas vivre sans cet argent. Vous pouvez avoir peur de Dieu, mais Dieu ne vous punira pas, je vous l'assure. Je répondrai pour vous le jour du jugement." Ils ont suivi mon conseil. À partir de ce moment-là, ils n'ont laissé qu'un dollar et demi dans les poches des morts pour les gardes. Les gardes sont venus deux ou trois fois, mais lorsqu'ils ont trouvé de si petits montants, ils ont abandonné la recherche. »

Les prisonniers faisaient tout ce qu'il pouvait pour laver le corps des morts et les préparer à l'enterrement conformément à la doctrine de l'islam. En premier lieu, si on avait de l'argent, on pouvait persuader le chauffeur d'apporter un linceul. Mais lorsqu'on manquait d'argent, le seul linceul disponible était l'écharpe (*djamadani*) du Kurde mort ou un des rares draps de la prison. Des groupes de prisonniers – au moins deux, parfois quatre ou six, affaiblis et fatigués par la faim – se rassemblaient pour déplacer le corps, alors que les gardes de la prison leur donnaient des coups de pied et de poing pour accélérer le mouvement, en criant, par exemple : « Vous êtes des saboteurs, et vous méritez de mourir comme des chiens. »

Après une marche de dix minutes dans le désert de pierres, ils atteignaient le cimetière, qui était situé à quelques kilomètres à l'est de la prison. Il était composé d'une série de longues tranchées, de moins d'un mètre de profondeur, creusées par des bulldozers. Il n'y avait pas de repères, même si le cortège essayait de marquer les lieux avec des pierres. Les corps étaient déposés dedans et des saletés jetées dessus. Les gardes n'autorisaient aucun temps de prière pour

les morts. Lorsque trente ou quarante corps remplissaient une tranchée, le bulldozer aplanissait la surface pour effacer toute trace et creusait une autre tranchée⁴¹.

Lorsque l'équipe d'enterrement retournait sur les lieux le jour suivant, ils voyaient des membres brisés et des chiffons tachés de sang éparpillés, car pendant la nuit, les tombes fraîches attiraient des meutes de chiens sauvages du désert. Les gardes étaient terrifiés par ces animaux, pensant qu'ils devenaient enragés après avoir mangé de la chair humaine ; ils tiraient sur tous ceux qu'ils pouvaient voir. Mais peu, parmi ceux qui sont morts à Nugra Salman, ont été autorisés à reposer en paix. « Allez enterrer les corps pour les chiens », disaient les gardes aux survivants.

* * *

L'homme qui présidait à ce régime cruel était nommé Hajjaj, un lieutenant de l'Amn, selon la plupart des comptes-rendus⁴². Hajjaj était une personnalité que beaucoup craignaient et détestaient ; il est décrit par un témoin comme un « homme audacieux, fort et jeune », issu des quartiers généraux de l'Amn à Bagdad, qui conduisait une Volkswagen Passat rouge, fabriquée au Brésil. Son assistant était un homme appelé Shamkhi. Un oncle du lieutenant Hajjaj, un Khalaf, était l'un de ses gardes.

Hajjaj et ses assistants étaient connus pour battre les prisonniers au moindre prétexte, ou sans aucun prétexte. Un homme dans la soixantaine a été battu pour avoir demandé une ampoule. « Va voir le dirigeant de l'UPK, Djjalal Talabani, pour en avoir », a répondu un garde en se moquant de lui⁴³. Un autre

41 La seule exception à ce dur comportement se produisait lorsque le garde était un musulman chiite ; des témoins ont décrit les chiites (y compris même les officiers militaires commandant les troupes pendant les opérations de l'Anfal) comme ayant fait preuve d'une certaine bienveillance à l'égard des Kurdes.

42. Un témoin remis cela en question et pensait qu'Hajjaj était un officier de l'armée. Le même témoin a identifié le « chef de la prison » comme étant un homme nommé Said Hama, mais il était incapable de préciser à quelle agence il appartenait. Il y avait une confusion générale et compréhensible entre les témoins lorsqu'il s'agissait d'identifier des agences gouvernementales particulières par les uniformes portés et d'autres signes visibles. À Nugra Salman, ainsi qu'à Topzawa et dans d'autres précédents centres de traitement, les témoins identifiaient différemment les oppresseurs, comme étant de l'Amn, de l'Istikhbarat, de l'armée régulière et de la police.

43. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

compagnon, affaibli par la faim, s'est endormi un jour alors qu'Hajjaj était dans sa cellule. Cet homme rapporte : « Il m'a giflé et m'a dit : "Tu ne dois jamais dormir en ma présence." Ensuite, il m'a ordonné d'aller m'asseoir à l'endroit où l'on gardait les déchets⁴⁴. » L'âge et le sexe n'offraient aucune protection. « Est-ce que cet enfant est un *peshmerga* ? » a demandé le même homme un jour à un garde. « Cette femme l'est-elle ? » – « Oui, ils le sont », a répondu le garde. « Ils sont tous *peshmergas* et ils sont tous des criminels. » À d'autres occasions, Abdal-Qader Abdullah Askari a vu Hajjaj donner des coups de pied à un groupe de femmes qui étaient récemment arrivées de Dibs et les frapper avec un morceau de tube en plastique⁴⁵.

Hajjaj a également puni des prisonniers en les forçant à se traîner sur le ventre. Si le résultat n'était pas conforme à ses souhaits, un garde frappait le creux des reins du prisonnier pour le forcer à se baisser. Mais la punition favorite d'Hajjaj, selon beaucoup de témoignages, était d'exposer les prisonniers au soleil brûlant de midi. Hommes, femmes et enfants étaient tous pareillement sujets à ce traitement, même s'ils étaient trop faibles pour marcher et devaient être traînés. Les prisonniers étaient forcés de s'accroupir, la tête baissée, normalement pendant deux heures. Tout mouvement était puni par une raclée. Une variante à cette routine était d'attacher le prisonnier à un poteau de métal au soleil. Neuf de ces poteaux étaient enfoncés dans le béton dans la cour centrale de Nugra Salman, chacun plus grand qu'une personne et plus épais qu'un poteau électrique. Certains prisonniers auraient été suspendus aux poteaux, les pieds attachés par leurs larges ceintures kurdes, et les mains libres

44. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

45. Un récit encore plus corsé parle d'un grand groupe de femmes célibataires détenues séparément des autres prisonniers et violées régulièrement par les agents de l'Amn. Une de ces femmes se serait alors donné la mort avec un couteau. Le viol des détenues femmes en Irak a été établi ailleurs, et on sait même que des scènes de viol ont été enregistrées sur des cassettes vidéo. Le Middle East Watch n'a pas réussi, cependant, à parler à quelques témoins ou victimes des viols de Nugra Salman. Les Kurdes, il faut le mentionner, sont réticents à parler aux étrangers de questions impliquant des abus sexuels.

46. La description suggère fortement que ces poteaux auraient été initialement destinés à être utilisés par les pelotons d'exécution. On peut voir les prisonniers attachés à des poteaux similaires dans les cassettes vidéo d'exécutions de prisonniers kurdes.

touchant à peine le sol.

Les prisonniers de Nugra Salman ont dû endurer la détention brutale du lieutenant Hajjaj, jusqu'au 6 septembre, date à laquelle l'amnistie générale leur a permis de partir librement – mais pas de rentrer chez eux.

LES PELOTONS D'EXÉCUTION

« *Hell [...] to heaven.* »

Marlowe, *Tamburlaine the Great*, première partie (V, i).

« *C'était la volonté de Dieu.* »

Mustafa, qui s'est échappé d'une
exécution de masse pendant l'Anfal.

L'HISTOIRE DE MUHAMMAD

Au moins six individus – dont le plus jeune était un garçon de douze ans, le plus vieux un homme de trente-huit ans, père de neuf enfants – ont survécu et raconté la vérité à propos de ce qui est arrivé aux dizaines de milliers de Kurdes irakiens que l'on a emmenés par convois de véhicules, depuis le camp de Topzawa de l'Armée populaire. Tous les six étaient de la zone de Germian, théâtre du troisième Anfal.

Muhammad, âgé de trente-deux ans et faisant partie des forces de soutien *peshmergas* du village d'Aliyani Taza, dans le sud de Germian, est arrivé avec sa famille au fort militaire de Qoratu aux environs du 16 avril. Ils ont passé trois jours là-bas avant d'être déplacés à Topzawa, où Muhammad a été séparé de ses deux femmes et de ses sept enfants. Aucun membre de sa famille n'est revenu vivant, à l'exception de ses parents qui ont survécu à Nugra Salman¹.

Muhammad a passé deux jours à Topzawa. On ne l'a pas interrogé, et on ne lui a rien donné à manger. Le troisième jour, les gardes sont venus dans sa « pièce », où environ 500 prisonniers étaient détenus. Ils ont attaché les hommes deux par deux avec des menottes, et les ont emmenés vers une rangée de véhicules peints en

1. L'histoire de Muhammad est basée sur une interview réalisée par le Middle East Watch avec lui sur le site du village d'Aliyani Taza, le 30 mars 1993.

couleurs de camouflage. Chaque véhicule contenait vingt-huit prisonniers ; Muhammad a compté les sièges. Le convoi est parti au milieu de l'après-midi. Ils ont voyagé pendant environ six heures, mais Muhammad a rapidement perdu tout sens de l'orientation et ignorait l'endroit où ils allaient. Tout ce qu'il sait, c'est qu'ils ont roulé sur des routes pavées, la plus grande partie de la journée, puis la dernière heure sur des routes de terre, pleines de bosses.

Quand le convoi s'est finalement arrêté, le chauffeur a laissé le moteur tourner. Par-delà le vrombissement du moteur, Muhammad pouvait entendre, dehors, le bruit des fusils. Les prisonniers ont été jetés à l'extérieur, dans la nuit, et les gardes les ont fouillés pour chercher des papiers d'identité ou de l'argent qui aurait pu leur avoir échappé plus tôt. Muhammad a perdu ses 700 derniers dinars. Quand la fouille a été terminée, les gardes ont enlevé les menottes qui attachaient Muhammad à son voisin, un homme du village de Babakr, près d'Aliyani Taza. À la place des menottes, les gardes ont apporté une longue corde, qu'ils ont utilisée pour attacher les vingt-huit prisonniers par leur main gauche, sur une seule ligne. On a ordonné aux hommes de rester debout, face à une tranchée fraîchement creusée, juste assez longue pour recevoir les vingt-huit corps quand ils tomberaient.

Le nœud attachant la main gauche de Muhammad n'avait pas été assez serré ; il est parvenu à libérer son poignet et a saisi une occasion avant que les soldats ouvrent le feu. Au-delà de la tranchée se trouvait un champ ouvert, et l'herbe du printemps avait poussé suffisamment haut pour cacher Muhammad des phares des camions qui étaient maintenant dressés dans sa direction. À son grand étonnement, les gardes ne l'ont pas poursuivi. Derrière lui, le vacarme des fusils continuait.

Muhammad a couru et marché quatre jours sans manger, en buvant de l'eau de pluie dans les flaques, le long du trajet. En essayant de trouver sa route à l'aide du soleil, il est parti dans ce qu'il pensait être la direction de Germian, à travers une immense plaine plantée de blé et d'orge. D'après les habits des bergers qu'il avait repérés par intermittence, il pouvait dire qu'il se trouvait dans une zone arabe. Après quatre jours, épuisé au point de ne pouvoir faire un pas de plus, il s'est effondré dans un village arabe. Les gens se sont rassemblés autour de lui pour l'observer. « Regardez », disaient-ils, « c'est un Kurde qui est tombé d'un avion ».

Le reste du périple de Muhammad est trop long pour être rapporté en détail ici. Il a été emprisonné et battu par les villageois arabes, livré à la police, interrogé, amené à Mossoul, emprisonné de nouveau, transféré à la police de Kirkouk puis à Suleimanieh, à Kalar, et une fois de plus à Suleimanieh, amnistié et finalement appelé sous les drapeaux. Miraculeusement, la police a cru son histoire – qu'il n'a jamais

modifiée – selon laquelle il était soi-disant membre du Jahsh de Fatah Beg, le *mustashar* de Kalar. La police régulière irakienne, qui ne connaissait certainement pas la vérité à propos des exécutions massives de l'Anfal, n'a jamais réalisé qu'ils traitaient avec un Anfalaki. L'Amn, qui aurait certainement cherché à creuser la question, n'a jamais été sollicité pour élucider le cas de Muhammad. L'homme était vraiment destiné à survivre.

* * *

OZER, OMAR ET IBRAHIM

Chose incroyable, quatre des cinq autres survivants des pelotons d'exécution de l'Anfal ont voyagé ensemble vers le site d'exécution, dans le même convoi. Trois d'entre eux étaient dans le même véhicule ; l'un d'eux ne connaissait pas les autres, et ne les a jamais rencontrés depuis. Il est ainsi possible de reconstruire chacune de leurs histoires avec des détails substantiels.

Ozer, le jeune homme qui, tremblant de froid, avait passé sa dernière nuit à Topzawa à écouter les moteurs des bus et regarder les flaques de diesel et de sang frais sur le sol de ciment, est l'un des témoins qui s'exprimaient le plus facilement. Ozer avait vingt-cinq ans au moment de l'Anfal. Il était ouvrier en bâtiment, célibataire. Il avait combattu dans la guerre contre l'Iran et avait déserté plusieurs fois de l'armée irakienne. Né à moins de quinze kilomètres de Topzawa, dans le village de Tarjil, sur la route principale entre Kirkouk et la *nahya* de Leilan, il a beaucoup bougé avant de s'installer à Jafan, un petit hameau voisin, composé d'à peine dix-sept maisons. Il est resté là jusqu'au mois d'avril 1987, date à laquelle l'armée a attaqué et brûlé le village. Cette fois, Ozer a déménagé à Khidr Reihan, un paisible village à deux heures et demie à pied de la *nahya* de Qader Karam, qui abritait plusieurs déserteurs et réfractaires. Comme beaucoup d'autres, Ozer s'est enfui dans les collines quand le troisième Anfal s'est approché de sa maison, aux environs du 10 avril. Entendant la rumeur d'une amnistie temporaire à Qader Karam, il a été l'une des personnes qui se sont rendues par milliers aux forces du Jahsh commandées par Qasem Agha, le *mustashar* borgne de Koysinjak. Les jours suivants, Ozer est passé par le poste de police de Qader Karam et le quartier général du régiment militaire de Chamchamal. Le camion qui l'a emmené de là jusqu'au bureau local de l'Amn faisait partie du convoi qui a été rattrapé dans le cadre de la révolte des habitants de Chamchamal. Mais Ozer ne faisait pas partie de ceux qui ont été délivrés, et finale-

ment, le 14 avril, il est arrivé à Topzawa.

À cette étape, Ozer a retrouvé une connaissance que nous appellerons Omar, un réfractaire de vingt-deux ans qui avait également fui Djafan l'année précédente, et qui s'était réinstallé à Khidr Reihan. Omar a fui vers les montagnes lorsque l'Anfal a commencé, et s'est rendu aux hommes de Qasem Agha, deux jours après Ozer. Ils ont été transportés de Chamchamal à Topzawa, où la plupart de leurs compagnons de cellule étaient des étrangers. Mais deux de ces hommes étaient destinés à partager avec Ozer et Omar ce qui devait être leur dernier voyage.

Tous deux étaient des réfractaires des villages contrôlés par les *peshmergas* dans la *nahya* de Qader Karam. Le plus âgé des deux était « Moustafa », un résident de Top Khana de trente-huit ans. L'autre, « Ibrahim », avait vingt-trois ans et était père de quatre enfants ; il venait de Kani Qader Khwaru. Aucun d'eux n'était combattant actif, mais Ibrahim possédait une kalachnikov en tant que membre de la « force de soutien » civile, et était ami ou avait des liens de sang avec la plupart des *peshmergas* qui étaient morts dans l'assaut sanglant lancé par l'armée contre l'UPK sur la base de Tazashar, au début de la troisième étape de l'Anfal. Tout comme Ozer et Omar, Moustafa et Ibrahim avaient été dupés par la supposée amnistie de trois jours à Qader Karam. Moustafa s'était rendu au Jahsh dirigé par Cheikh Mu'tassem. Ibrahim avait capitulé face aux forces du *mustashar* Raf'at Gilli. Les deux hommes étaient passés par les établissements d'Aliawa, première étape de rassemblement.

Les témoignages de ces quatre hommes présentent quelques différences en ce qui concerne les dates. Toujours est-il qu'entre le 15 et le 17 avril (le premier jour du mois sacré du Ramadan), vers 8 h 00 du matin, ils ont été molestés, avec quelques centaines d'autres, dans la cour de la prison de Topzawa. Un convoi de véhicules attendait, moteur en marche, sous garde militaire. Il y en avait de deux types. Certains – huit selon un témoignage – étaient des bus de police sans fenêtres, peints en vert ou en blanc ; Ozer, Ibrahim et Omar ont été poussés dans l'un d'entre eux. Ozer a eu le temps de noter qu'il était immatriculé à Mossoul ; il portait une plaque indiquant « Police de Nineweh », numérotée 5036 ou 5037. Moustafa a voyagé dans un second type de véhicule, qui ressemblait à une grande ambulance ou un camion couvert. Les plus petits bus de police contenaient 34 ou 35 personnes, par rangs de deux faisant face à l'avant, divisés par un couloir central. Le camion de Moustafa contenait entre 50 et 60 prisonniers, entassés sur quatre banquettes, dans la longueur.

Dans le dernier des véhicules, les prisonniers étaient groupés selon leurs origines. Ozer a reconnu des habitants de la zone de Leilan-Qader Karam – Khidr Beg, Qashqa et Qarachiwar – ainsi que deux autres de son propre village, zone de Khidr Reihan. Tous les hommes du bus étaient jeunes, entre vingt et quarante ans, se rappelle Ibrahim. Mais Ozer pensait que certains étaient bien plus âgés, car ils portaient « des barbes blanches ».

À l'intérieur, les bus étaient dans un état effroyable. Le véhicule dans lequel Ozer, Ibrahim et Moustafa sont montés était jonché d'urine et d'excréments humains. Les passagers précédents avaient griffonné de brefs messages en kurde sur le dos des sièges : « frontière saoudienne », « frontière koweïtienne », « Ar'ar² ». Dans ces petits bus, les prisonniers étaient séparés du compartiment chauffeur par une porte coulissante cadénassée. Le chauffeur entrait d'un autre côté, par la droite. Un garde militaire était à côté de lui, armé d'une kalachnikov avec une monture pliante, et portant l'uniforme distinctif des forces spéciales (Quwat al-Khaseh) – une tenue de camouflage beige avec des taches irrégulières vertes et un béret portant un insigne doré : un rapace aux ailes déployées.

Il y avait, sur la porte coulissante qui séparait les deux compartiments, une petite ouverture métallique, d'à peu près 15 centimètres, à travers laquelle le prisonnier le plus proche pouvait voir le chemin et le rétroviseur du chauffeur. Ozer estimait être dans le 35^e véhicule du convoi³. À l'avant et à l'arrière de chaque bus, il pouvait entrevoir des camions de ramassage du même type que ceux utilisés par l'Amn, avec des mitrailleurs montés.

Un homme nommé Anwar Tayyar était assis à l'avant. Sombre, solidement bâti, Tayyar était un ancien *peshmerga* ; il avait aussi travaillé comme chauffeur, et connaissait parfaitement les routes. C'est la raison pour laquelle ses compagnons de prison lui avaient demandé de deviner la direction qu'ils prenaient. Jetant un

2. Ar'ar, poste-frontière entre l'Irak et l'Arabie saoudite, et lieu de passage pour les pèlerins voyageant à La Mecque, était mentionné dans plusieurs interviews comme un site d'internement et d'exécution de masse pendant l'Anfal. Un garde de Nugra Salman a par exemple dit à un vieux détenu que les prisonniers kurdes de l'Anfal y étaient détenus.

3. Il y a à nouveau quelques différences mineures dans les estimations qu'ont faites les témoins quant à la taille du convoi. Mais les différents chiffres donnés au Middle East Watch suggéreraient qu'il contenait entre 1 000 et 1 500 prisonniers.

œil à travers la grille métallique, Tayyar dit qu'ils suivaient la route de Mossoul. Ils prirent peur, parce que, comme Ibrahim l'a rappelé, « la plupart des meurtriers du gouvernement sont à Mossoul⁴ ». Les passagers furent alors convaincus qu'ils allaient mourir.

Bientôt, cependant, le bus quitta la route de Mossoul et tourna vers le sud-ouest. « Nous sommes sauvés », a dit Anwar Tayyar avec un soupir de soulagement. Les hommes supposaient que, peut-être, ils étaient simplement transférés dans une autre prison. Mais les bus ont continué à rouler, s'arrêtant occasionnellement, quelques minutes. Régulièrement, les hommes demandaient de l'eau au garde de Quwat al-Khaseh. « Une minute », répondait le garde, mais l'eau n'arrivait jamais. Dans la chaleur sans air et la puanteur du bus de Mustafa, les prisonniers en étaient réduits à boire leur propre urine à l'aide de leurs chaussures.

Au fur et à mesure que l'après-midi avançait, Anwar Tayyar perdait ses points de repère. « Samawa ! » s'est-il exclamé à un moment, mais quelqu'un d'autre a reconnu Falluja, une ville assez importante, au bord de l'Euphrate. Juste à la sortie de Falluja, Ozer a remarqué que le convoi se divisait en deux parties. La majorité des véhicules a continué dans une direction différente ; cinq, dont le bus d'Ozer et le plus grand camion vert qui transportait Moustafa, ont roulé plein ouest, vers le coucher du soleil. Peu après, ils ont dépassé la ville de Ramadi à leur gauche. Puis, ils ont continué au moins pendant quinze autres minutes, peut-être même une demi-heure sur l'autoroute pavée, ne tournant qu'une fois, à droite. Ils ont croisé un pont fortement gardé, en passant au-dessus d'une rivière – probablement une fois de plus l'Euphrate.

À l'extrémité du pont, les cinq véhicules se sont arrêtés. Il était maintenant environ 18 h 30, et dix heures s'étaient écoulées depuis leur départ de Topzawa. À travers les cloisons en toile métallique, les prisonniers virent qu'ils s'étaient arrêtés devant un poste de police, sous un groupe de dattiers. Ils entendirent une conversation entre l'un des gardes de l'armée et un officier du poste de police. Bien que l'homme soit appelé « monsieur », son uniforme ne portait aucun grade distinctif. Il était clair que le garde était en train de transférer les prisonniers sous la responsabilité de cet officier. Il lui remit une liste répertoriant leurs noms, et dit à l'officier que la police devait garder les véhicules « jusqu'à ce que la mission soit accomplie » ; à ce moment-là, ils devront leur être rendus.

4. On fait ici apparemment référence à la forte proportion de gardes républicains venant de Mossoul.

Les chauffeurs et les gardes des forces spéciales sont alors descendus des véhicules. Leurs remplaçants étaient habillés tout en vert et portaient des bérets noirs ; cet uniforme est à la fois caractéristique de l'Amn et du parti Baath, ainsi que de la police irakienne régulière. L'officier et plusieurs autres hommes ont sauté dans deux Landcruisers Toyota. Il y avait également deux bulldozers.

Les bulldozers en tête, le nouveau convoi de neuf véhicules a roulé vers l'ouest, empruntant une route pavée et défoncée qui longeait l'Euphrate. Dans la lumière pâlisante, les ombres des dattiers bordaient la route sur la droite. Un des prisonniers dans le bus d'Ozer était faible et pâle, et un prisonnier qui parlait un peu l'arabe a quémandé de l'eau au nouveau chauffeur. Ce n'était pas permis. « Laissez-le mourir », a-t-il dit. « Vous êtes tous des hommes de Jalal Talabani. »

Une demi-heure plus tard, le convoi a tourné à droite, sur une route de terre. Devant, les prisonniers ne distinguaient que le désert et les ténèbres. Certains ont commencé à prier, marmonnant le shehadeh – « Il n'y a d'autre Dieu qu'Allah, et Muhammad est son prophète... ». Des images de sa famille revenaient à l'esprit d'Ibrahim, par flash. Tous les hommes pleuraient, demandant ce qu'ils avaient fait pour mériter un tel destin, embrassant les barbes des uns et des autres et échangeant des mots de pardon, conformément aux coutumes musulmanes, quand on approche de la mort.

* * *

Il faisait presque nuit, et plus personne n'arrivait à évaluer le temps. Ozer pensait que les bus avaient roulé le long de cette piste désertique et sillonnée d'ornières pendant dix minutes ; Omar a estimé que le voyage avait duré quinze à trente minutes ; Ibrahim a dit qu'il avait semblé durer plus d'une heure. Soudain, le bus a fait une embardée à un arrêt, et s'est embourbé en profondeur dans le sable. Le véhicule de derrière, le dernier du convoi, a dévié vers la droite pour l'éviter et s'est trouvé également coincé. À travers le grillage métallique de la porte coulissante, Ozer vit que les trois autres bus, ainsi que les deux Landcruisers et l'un des deux bulldozers avaient poursuivi. Dans le demi-jour, il n'a pu discerner que le toit des véhicules qui filaient alors qu'ils atteignaient le sommet d'une montée et plongeaient vers une dépression peu profonde, dans le désert, à environ 400 mètres. Le chauffeur a coupé le moteur.

Depuis le dernier virage sur la route de terre, les hommes ne pouvaient plus se voiler la face ni prendre leurs désirs pour des réalités. Ils savaient parfaitement ce

qui leur restait à faire, et ils ont commencé à faire des plans avec fièvre, en parlant kurde, sachant que ni les gardes ni le chauffeur ne pouvaient les comprendre. Quand les gardes arriveraient pour les tuer, ils se soulèveraient. « Même si un seul des trente-cinq prisonniers survivait, cela valait le coup d'essayer », dit Ibrahim.

Dans le calme soudain, les prisonniers entendirent le bruit constant des coups de feu tirés à partir d'armes automatiques, ainsi que le ronronnement et les plaintes des moteurs de bulldozer. Après environ vingt minutes, les armes se sont tues. Sortant de l'obscurité, un bulldozer s'est avancé vers eux et a pris position derrière le bus. Embrayant bruyamment, il a essayé plusieurs fois d'extraire le véhicule du sable, mais les roues avant n'ont fait que s'enfoncer plus profondément. Il a alors essayé de soulever le bus par l'arrière, et Ozer a pensé que le chauffeur essayait ainsi de les précipiter dans un fossé. En fin de compte, le bulldozer a réussi à tirer le véhicule par l'avant. Le chauffeur est descendu de sa cabine, épuisé par ses efforts, et a pris la gourde qu'il portait à la taille. Les prisonniers ont demandé de l'eau, en s'appuyant sur les cloisons d'acier sans fenêtres. Le chauffeur a longuement bu, narguant les prisonniers en tenant sa gourde alors que le reste de l'eau coulait sur le sable.

Il était à présent 19 h 30, et il faisait plutôt sombre. Les hommes lirent l'heure, en louchant sur la montre qu'un prisonnier du village de Khidr Beg était parvenu à garder, à Topzawa. Il y avait deux fois plus de coups de feu et de cris. Après une demi-heure environ, les deux Landcruisers sont revenues, avec l'officier qui avait rejoint le convoi, au niveau du pont traversant l'Euphrate. Le chauffeur du bus d'Ozer est descendu de son siège, s'est rendu à l'arrière du véhicule et a éteint la lumière de l'éclairage vertical du compartiment arrière. Alors qu'Ozer et ses compagnons pleurnichaient, en proie à la panique, les trois douzaines de passagers du second bus immobilisés furent traînés de force sous la lumière, et un peloton en uniforme ouvrit le feu sur eux avec des kalachnikovs et des pistolets. Après les coups de feu, on traîna les cadavres dans un puits fraîchement creusé. Ozer remarqua que certains des corps bougeaient encore. Seuls restaient les passagers du bus.

Le plan des hommes était le suivant : lorsque le premier garde entrerait dans le bus pour prendre les prisonniers, le plus fort d'entre eux le maîtriserait, saisirait son arme, et essaierait de maintenir la porte ouverte. La plupart des hommes étaient trop faibles pour le coup de force, mais Ozer, Omar et une poignée d'autres surveilleraient la porte coulissante servant de séparation. Ibrahim attendait, apeuré, à l'arrière, prêt à déguerpir s'il le pouvait. À travers la grille, Ozer vit que deux gardes armés avaient pris position de chaque côté de la porte ; un autre, qui portait une kalachnikov, se tenait à côté du siège du chauffeur ; alors qu'un quatrième, égale-

ment armé d'une kalachnikov, gardait la porte extérieure, un pied sur l'escalier, et l'autre au sol.

Au bout de quelques instants, l'un des gardes en uniforme, un homme robuste avec un gros cou, a enlevé le cadenas, et a fait glisser la porte communiquant avec le compartiment du chauffeur. Un prisonnier nommé Salam s'est avancé pour le frapper. Mais un second garde dans le compartiment du chauffeur a ouvert le feu, tuant Salam sur le coup, et a claqué la porte pour la fermer. Ozer a entendu le premier garde, apparemment un officier, déclarer qu'il exécuterait les prisonniers un par un.

Prenant le commandement de la situation, Ozer a donné ses instructions. Lorsque les gardes sortiront le premier prisonnier, Omar mettrait tout son poids contre les grilles de la porte coulissante pour empêcher qu'on la ferme. Les autres hommes se lanceraient dans la brèche ainsi ouverte. Et c'est à peu près ce qui s'est passé. Le garde robuste est revenu, a tiré un prisonnier par l'ouverture de la porte ouverte et lui a noué un tissu blanc sur les yeux. Alors qu'il se tournait pour emmener l'homme, une demi-douzaine de prisonniers sont sortis précipitamment. Plusieurs d'entre eux se sont emparés par la bandoulière de la kalachnikov du garde, alors qu'il tenait fortement les stocks et le canon. Ozer a appelé en hurlant un autre prisonnier pour qu'il cogne l'officier au visage. Bien que l'homme fût, comme beaucoup d'autres, affaibli par plusieurs jours de jeûne, il parvint à donner un coup aux yeux de l'officier. Ozer arracha le fusil, mais l'officier réussit à se dégager, à dégrafer les chargeurs et à les lancer loin du bus derrière lui, rendant les armes inutiles.

Passant par la porte ouverte, les prisonniers ont empêché le garde, qui était à côté du siège du chauffeur, de s'enfuir. Des coups de feu ont été tirés, et deux hommes sont tombés morts devant Ozer. Un autre prisonnier a essayé de sauter du bus et a également été abattu. Alors qu'Ozer combattait pour se libérer, il a vu le deuxième des quatre gardes – celui qui avait tué Salam – tituber dans sa direction, en perdant beaucoup de sang à l'épaule. L'homme criait : « Abu Saleh, viens m'aider. » Il semblait qu'il avait été touché par son propre camp. Ozer a cherché son pistolet, mais ne l'a pas trouvé ; à la place, il l'a jeté au sol par son bras blessé, et le garde est resté immobile, apparemment inconscient. Pendant ce temps, les soldats et la police continuaient à mitrailler le bus avec leurs fusils, et les hommes, dans le compartiment des passagers, se sont blottis sous les sièges. Les cadavres s'amoncelaient dans le bus, et Ibrahim a senti une blessure douloureuse à la fesse droite. Il était également conscient qu'il ne pouvait plus voir avec son œil droit. Dans la confusion, Omar a réussi à se faufiler sous le véhicule alors que des balles ricochaient de toutes parts.

Ozer a senti sa jambe écorchée par un morceau d'éclats d'obus. Comme il était étendu là, il a entendu un bruit étrange entre les explosions. Il ne parvint pas, dans un premier temps, à l'identifier ; puis il réalisa qu'il s'agissait du bruit du sang qui s'écoulait du bus. Presque tous ses camarades prisonniers étaient morts.

* * *

L'HISTOIRE DE MUSTAFA

Les trois derniers véhicules du convoi de Kirkouk avaient marqué un temps d'arrêt une centaine de kilomètres avant, dans la dépression peu profonde qu'Ozer avait aperçue par la fenêtre du chauffeur. Là, on procédait aux exécutions d'une manière plus méthodique et efficace. C'était *maghreb* – le coucher du soleil – quand les gardes ouvrirent la porte arrière du camion dans lequel Moustafa, trente-huit ans, père de neuf enfants et originaire du village de Khana-le-Haut, avait voyagé depuis Topzawa. On fit sortir les hommes deux par deux. Dans la panique, Moustafa laissa ses chaussures derrière lui ; ils les avaient quittées dans le bus parce qu'il faisait chaud. Lui aussi entendait les fusils pétarader ; le bruit ne paraissait pas venir d'un seul endroit, mais de plusieurs à la fois. Mais il ne distinguait rien d'autre que les ténèbres et le désert.

Les gardes fouillèrent les corps à la hâte, privant Moustafa de ses papiers d'identité militaires, mais laissant les 200 dinars qu'il avait réussi à garder cachés dans ses habits, à Topzawa. Il sentit qu'on lui attachait brutalement les mains dans le dos avec sa large ceinture kurde. Ses yeux furent bandés avec son foulard, tout comme ses compagnons. On ordonna aux deux hommes de marcher. Moustafa, sachant qu'il allait mourir, a commencé à réciter à voix basse l'Ayat al-Kursi du Coran. « Dieu : il n'y a d'autre dieu que Lui, le Vivant, l'Éternel⁵. » Il a marché tout droit sur environ vingt kilomètres, puis il s'est senti glisser et trébucher sur une

5. *Ayat al-Kursi*, « le trône », est le verset 255 de la deuxième sourate du Coran. Il dit, dans son intégralité : « Dieu ! Point de Dieux, que Lui, le Vivant, l'Absolu. Ni somnolence ni sommeil ne Le prennent. À Lui tout ce qui est dans les cieux et tout ce qui est sur la terre. Qui peut intercéder auprès de Lui, que par Sa permission ? Il sait ce qu'ils ont devant eux et ce qu'ils ne voient rien que ce qu'Il veut. Son repose-pieds est plus vaste que les cieux et la terre, dont la garde ne Lui coûte peine. Et il est, Lui, le Très-Haut, le Très-Grand », Arberry (trad.), *The Koran Interpreted*, op. cit., p. 65.

légère pente. À distance, un garde a ordonné aux deux hommes de s'allonger sur le dos. Tandis qu'il s'allongeait, Moustafa s'est senti pris en sandwich entre son compagnon et un autre corps inerte. Il a perçu le bruit du moteur d'un bulldozer qui tournait.

Puis, Moustafa a entendu le tir des armes automatiques. À ses côtés, il a senti une secousse et entendu un gémissement. Le bruit des coups de feu a cessé et Moustafa a entendu les gardes s'éloigner. Il a réalisé que la balle l'avait manqué. En priant pour ne pas être vu, il a essayé de se faufiler de côté, sentant d'autres corps alors qu'il se déplaçait, et luttait pour détendre la ceinture qui liait ses mains. Quelques minutes plus tard, il a entendu les gardes revenir avec deux autres prisonniers, qui se sont allongés dans les tranchées et ont été criblés de balles ; puis, deux autres sont arrivés, suivis d'une autre série de coups de feu, cette fois un peu plus loin. Moustafa n'était toujours pas blessé. « C'était la volonté de Dieu », a-t-il pensé.

Cette fois, quand les gardes sont partis, Moustafa a réussi à détendre son bandeau. Il a vu qu'il était allongé dans une longue tranchée peu profonde, d'environ six mètres de large et de cinquante centimètres de profondeur. Le bout de la tranchée, d'où le bulldozer était sorti, était proche : c'était la faible pente sur laquelle lui et ses camarades prisonniers avaient trébuché. De l'autre côté, la tranchée s'étendait aussi loin que son regard portait. Elle était remplie de centaines de corps.

Cette scène macabre était éclairée par les phares du bulldozer qui se tenait maintenant à l'entrée de la fosse commune, le moteur en marche. Le chauffeur semblait attendre l'ordre de couvrir de terre les corps, quand la tranchée serait pleine, et elle l'était presque. Au-dessus du bord de la tranchée, Moustafa pouvait toujours distinguer le profil sombre du véhicule qui l'avait amené ici. Pendant quinze minutes, il est resté allongé, écoutant les rapides coups de feu et les cris. Au bout d'un moment, il a réalisé que le son ne venait pas de toutes les directions. La zone derrière lui était silencieuse, et Moustafa a commencé à se hisser prudemment au-dessus des tas de corps en sang, s'éloignant du vacarme des pelotons d'exécution. Regardant autour de lui, il a vu qu'il était dans la dernière des tranchées. Derrière lui, il n'y avait que le désert. Moustafa a couru.

Il a couru jusqu'au matin, ne s'arrêtant qu'occasionnellement pour reprendre son souffle. Des chiens sauvages l'ont pourchassé, à cause de l'odeur du sang ; il les a tenus à distance en leur jetant des pierres. Il a vu des lumières dans les ténèbres, mais il avait peur d'aller vers elles. Quand le soleil s'est levé, il est tombé sur une route de terre. Au loin, il pouvait voir une ville. Mais avant de l'atteindre, il a réalisé que le bâtiment le plus proche était une base militaire ; deux soldats l'ont aperçu et

lui ont indiqué une autre route de terre, mais ne se sont pas suffisamment approchés de lui pour voir les taches de sang sur ses habits. La route que les soldats avaient signalée a mené Moustafa jusqu'à une rivière. Après avoir lavé les taches de sang sur ses habits, il s'est à nouveau mis en route pour la ville. Il a rapidement rencontré un berger et a demandé au vieil homme où il était. « Vous êtes à Ramadi », lui a répondu le berger.

Le vieil homme a expliqué qu'il était un Kurde d'Iran réimplanté dans une *mudjamma'a* voisine⁶. Il était curieux de savoir pourquoi Moustafa était pieds nus. En réfléchissant rapidement, Moustafa a répondu qu'il était employé des travaux public, et qu'il était dans un bus qui avait eu un accident. Comme il avait laissé tous ses papiers dans les débris, il tenait à éviter les points de contrôle militaires. Le vieil homme a donné à Moustafa une adresse dans le complexe et lui a dit qu'il pourrait se faufiler sans être repéré par les gardes.

En atteignant la maison, Moustafa a senti une odeur de pain frais. Il a trouvé une femme qui faisait cuire du pain. Il a demandé quel était cet endroit. Elle lui a dit que c'était un complexe qui avait été construit pour les Kurdes d'Iran, bien qu'elle-même soit une Kurde d'Irak, de Khanaqin⁷. Son mari était au marché, a-t-elle expliqué, mais rentrerait dans peu de temps. Quand l'homme est arrivé, Moustafa a répété son histoire d'accident de voiture et a demandé des conseils pour rentrer à Bagdad. Un bus quitterait bientôt le complexe pour Ramadi, lui a dit l'homme. Il a donné à Moustafa des instructions pour qu'il évite les points de contrôle, et l'a forcé à accepter de la nourriture et une paire de chaussures. Quand Moustafa est arrivé à l'entrée du complexe, le bus était juste en train de démarrer, mais il l'a stoppé et le chauffeur s'est arrêté. Quand Moustafa est entré dans le bus, il a reconnu l'un des passagers. C'était quelqu'un qu'il connaissait, de la région de Jafan. C'était Ozer.

6. Le vieux berger fait probablement partie des milliers de Kurdes d'Iran déplacés de leurs villages frontaliers après que l'armée irakienne a occupé des portions de la province iranienne de Kermanshah en 1980. L'endroit décrit par Moustafa évoque fortement un camp nommé Al-Tash, situé à la sortie de Ramadi, où plus de 30 000 personnes ont à un moment été détenues. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, qui avait accédé à ce camp, quelque 12 à 15 000 prisonniers sont restés là-bas au milieu de l'année 1992. Interview du Middle East Watch, Genève, 14 juillet 1992.

7. Et ainsi probablement victime de la campagne d'arabisation du milieu des années 1970. Khanaqin se trouve à l'extrémité sud-orientale du Kurdistan irakien, dans la partie arabisée du gouvernorat de Diyala.

* * *

Après le massacre dans le bus, Ozer était parvenu à s'éclipser dans l'obscurité. Il a couru un moment, confus et en colère, avant de chuter tête la première dans une tranchée. Il est tombé sur un corps. Il saignait du nez, mais respirait toujours. Cette tranchée était très différente de celle devant laquelle Moustafa avait été placé pour être exécuté. Elle avait dix ou douze pieds de profondeur, se souvenait Ozer, et seulement six pieds de large. Il a estimé qu'elle contenait 400 corps. Il s'est hissé au dehors et il a fui dans le désert. Craignant d'être reconnu comme Kurde, il a quitté ses vêtements et les a roulés en un baluchon, qu'il a porté sur l'épaule. Comme Moustafa, il avait laissé ses chaussures derrière lui.

Il a marché ou couru pendant des heures. « Je ne suis passé que par des tranchées remplies de corps ; je les ai reconnues à l'odeur », se souvient-il. « J'ai également vu beaucoup de monticules faits par des bulldozers. La zone entière était pleine de tranchées remplies de corps. »

À un moment, il a traversé une route pavée et est arrivé près d'un point d'eau, peut-être un lac. De l'autre côté, il pouvait voir le haut profil des dattiers. Il s'est agenouillé pour boire, mais s'est arrêté net quand il a vu les feux d'un véhicule qui s'approchait. Craignant qu'il s'agisse d'un des Landcruisers des pelotons d'exécution, il a plongé dans l'eau et a commencé à traverser à gué, vers la rive opposée. Mais quand l'eau lui est arrivée à la taille, il a remarqué avec soulagement que la voiture avait tourné dans une autre direction. Maintenant, Ozer voyait également la lumière des bâtiments au loin, et il s'est dirigé vers eux. Il était peut-être 4 h 00 du matin.

C'était le complexe que Moustafa avait atteint. Ozer apprit, plus tard, qu'il logeait les habitants de la zone frontalière de Qaser Shirin, qui avaient été gardés ici comme des otages de fait depuis les premiers jours de la guerre Iran-Irak. Les complexes étaient entourés de fils barbelés, et leurs habitants n'avaient pas le droit de les quitter en dehors de la permission des huit heures, accordée pour aller faire des courses au marché de Ramadi.

Ozer a regardé à travers la porte du premier bâtiment devant lequel il est passé. Il a vu deux personnes endormies dans une cour intérieure et a frappé. La voix d'un homme a demandé en kurde, « qui est là ? ». « Un pauvre homme qui a besoin de pain et d'eau », a répondu Ozer.

Les voisins, réveillés par le bruit, sont sortis des bâtiments près de la porte pour voir ce qui se passait. Mais quand ils ont vu Ozer, ils ont immédiatement

refermé leur porte en la faisant claquer. Après plusieurs tentatives, une porte s'est ouverte et Ozer a vu un vieil homme et ses deux fils qui brandissaient des bâtons contre lui. Quand il a révélé son histoire aux hommes, ceux-ci ont accepté de lui donner à manger – soupe de haricots et pain. Mais ils avaient trop peur d'abriter un fugitif kurde dans leur maison. Dès que l'aube s'est levée, Ozer est allé mendier de porte en porte, jusqu'à ce qu'un homme nommé Ahmad accepte de l'amener à un terminus où il pourrait prendre un minibus pour Ramadi. Dans le bus, il a rencontré Moustafa. Les deux hommes ont voyagé ensemble jusqu'au terminus, Bagdad, où Moustafa a pensé reconnaître un officier de l'Istikhbarat qu'il avait vu à Topzawa, et s'est enfui seul dans la foule. Ozer a fini par atteindre le quartier kurde de Kirkouk. Ce soir-là, à la télévision, Ozer s'est vu dans un flash d'information qui montrait l'armée irakienne surveiller des « agents iraniens » capturés – le film fut tourné au commissariat de police de Qader Karam le 10 avril⁸.

* * *

L'HISTOIRE DE TAYMOUR

Par une succession de coups de chance, cinq hommes – Muhammad, Ozer, Moustafa, Omar et Ibrahim – ont survécu au pire moment de la campagne d'Anfal du régime irakien. À partir des témoignages de ces cinq survivants, il est clair que l'un des principaux objectifs de l'Anfal était d'exterminer tous les mâles adultes en

8. Ibrahim et Omar, les deux survivants du massacre dans le bus, sont également retournés au Kurdistan. Mais pour les deux hommes, l'épreuve n'était pas terminée. Ibrahim, qui – comme Ozer et Moustafa – est passé par le complexe des Kurdes d'Iran sur le chemin vers Ramadi, a été capturé comme déserteur à Bagdad, et est passé par différentes prisons militaires avant de se réfugier auprès d'un contingent du Jahsh à Suleimanieh. Omar a passé encore du temps à se cacher dans le Kurdistan avant de se rendre à l'armée en septembre, après l'amnistie générale. Il a été contraint de passer une autre période de temps dans l'armée, et a été envoyé pour servir au Koweït (comme Ozer) après l'invasion irakienne d'août 1990. Il a déserté pour la dernière fois trois jours avant le début de la guerre aérienne en janvier 1991.

Anwar Tayyar, qui était dans le même bus que celui d'Ozer, Ibrahim et Omar, s'est également échappé du site d'exécution et des *peshmergas* l'ont vu à la fin du mois de mai se cachant dans la zone de Qader Karam. Il avait eu quatre blessures pendant les tirs dans le bus, et avait été laissé car supposé mort. Après les combats à côté de Qader Karam, Anwar Tayyar a disparu pour de bon. Le dernier *peshmerga* à l'avoir vu vivant spécule soit qu'il est mort de faim, soit qu'il a été capturé par l'armée et tué. Interview du Middle East Watch avec un ancien commandant de l'UPK, 30 mars 1993.

âge de servir dans l'armée, capturés dans les campagnes du Kurdistan irakien. Des pelotons d'exécution ont tué ces Kurdes par dizaines de milliers sans le moindre semblant de procédure, en raison de leur âge, de leur origine ethnique et de leur présence dans des « zones interdites », supposées être sous l'influence des partis de *peshmergas* kurdes. Comme Ali Hassan al-Madjid l'avait exigé à plusieurs occasions, le paragraphe 5 de la directive SF/40008 du Commandement du Bureau Nord, a été appliquée à la lettre⁹.

Les corps de nombreuses victimes de l'Anfal se trouvent dans des fosses communes, à la sortie de la ville irakienne de Ramadi, recouverts par des bulldozers, dans une zone désertique qui – pour le moment – demeure inaccessible à tout observateur extérieur. Mais il est clair qu'il ne s'agit pas du seul site d'exécution de l'Anfal. À cet égard, les témoignages d'Ozer, de Moustafa, d'Omar et d'Ibrahim posent un certain nombre d'énigmes. Leurs comptes-rendus indiquent que des milliers de corps sont enterrés à la sortie de Ramadi, mais ils précisent toutefois que seuls cinq bus d'un convoi qui en comptait plus de trente à l'origine ont pris la route pour Ramadi, ce soir-là. Les bus restants se sont détachés à la sortie de Falluja et ont pris une autre direction ; on doit en conclure que ces prisonniers ont été exécutés ailleurs.

Le Middle East Watch a reçu des rapports détaillés, fondés sur des ouï-dire, concernant au moins trois autres sites d'exécution de masse utilisés pendant la campagne d'Anfal. L'un d'eux était dans les environs du site archéologique d'Al-Hadhar (Hatra), à une centaine de kilomètres au sud de la ville de Mossoul. (Il y a ici matière à réflexion pour l'amateur d'ironies de l'histoire, puisque Saddam Hussein avait dépensé des sommes gigantesques pour faire des fouilles à Al-Hadhar et chercher ainsi les origines anciennes de la nation

9. Celle-ci, devrait-on rappeler, disposait que « toutes les personnes capturées dans les villages [interdits] devront être détenues et interrogées par les services de sécurité, et celles ayant entre quinze et soixante-dix ans devront être exécutées après que l'on a obtenu d'elles toute information utile », voir plus haut, p. 96.

10. La fascination de Saddam Hussein pour Al-Hadhar est exposée minutieusement dans : Baram, *Culture, History and Ideology*, p. 53-54. Al-Hadhar peut également être le site auquel fit référence un ancien *mustashar* de Zakho interviewé par Neil Conan de la Radio publique nationale aux États-Unis ; cet homme parla de 12 000 Kurdes exécutés dans un site inconnu en août 1988 après avoir été emprisonnés à Mossoul. L'interview de Conan est citée dans : Makiya, *Cruelty and Silence, op. cit.*, p. 114. Il y a également des rapports réguliers mais non confirmés de fosses communes liées à l'Anfal proches d'Ar'ar, sur la frontière saoudienne, dans les gouvernorats de Diwaniyah et de Naseriyah, au sud de l'Irak.

arabe irakienne. Il a fini par creuser la terre pour y enterrer ses ennemis non arabes¹⁰.)

Un autre site d'exécution, dont il a été fait état, était proche de la montagne d'Hamrin, au sud de Tuz Khurmatu. Un compte-rendu, citant un témoin, parle de quarante bus de Kurdes, surveillés par des gardes républicains, et mitraillés sur un chemin de terre conduisant à la rivière d'Otheim. Un troisième rapport parle d'exécutions de masse dans une partie de la montagne d'Hamrin, entre Tikrit et Kirkouk – celle-ci concernant, à ce que l'on a estimé, 2 000 femmes et enfants.

Les listes de ceux qui ont disparu pendant l'Anfal, sur lesquels on attire régulièrement l'attention de tout visiteur du Kurdistan irakien, ne sont en aucun cas restreintes à des noms de jeunes ou d'adultes. En fait, à partir des listes fragmentaires fournies au Middle East Watch, il est clair que plus de la moitié de ceux qui ont disparu du sud de Germian et de la vallée de Zab-le-Bas étaient des femmes et des enfants. Certains de ceux qui ont disparu étaient sans aucun doute des réfugiés mineurs qui ont péri sur les routes gelés menant vers l'Iran et la Turquie. On a laissé de nombreux autres enfants mourir de faim et de maladie dans les prisons, à Dibs. Des centaines d'enfants (dont le destin est connu, et qui ne figurent donc pas dans la liste des disparus) faisaient partie des victimes des attaques au gaz chimique sur Halabja, Goktapa et d'autres sites. Mais beaucoup d'autres enfants sont allés devant les pelotons d'exécution.

Taymour Abdullah Ahmad est l'un de ces enfants de l'Anfal. C'était, à l'époque, un garçon de douze ans, originaire de Kulajo, dans la *nahya* de Tilako, au sud de Germian, juste à six ou sept miles du village de Muhammad, Aliyani Taza. Taymour était le premier, et jusqu'aux récentes interviews du Middle East Watch, le seul survivant connu des exécutions de masse pendant l'Anfal. Il demeure le seul témoin des massacres de masse de femmes et d'enfants. Son histoire a été éclaircie ailleurs, mais elle mérite d'être replacée ici, dans son propre contexte¹¹.

Taymour avait vécu à Kulajo depuis l'âge de trois ans. Son père, Abdullah, cultivait le blé, et sa famille – Taymour, ses parents et ses trois jeunes sœurs – vivait dans une humble maison de terre comprenant quatre pièces. Les enfants étaient proches en âge. En 1988, Taymour avait douze ans. Sa plus grande sœur, Jelas, avait un an de moins ; Laulau avait dix ans, et Sunur neuf. Kulajo avait été

11. Voir par exemple : Middle East Watch/Physicians for Human Rights, *Unquiet Graves : The Search for the Disappeared in Iraqi Kurdistan*, February 1992, p. 23-25 ; et Makiya, *Cruelty and Silence*, chapitre 5. Taymour a également fait de longues apparitions dans des reportages télévisés, dont « Saddam's Killing Fields », CBS, *60 minutes*, February 23, 1992.

balayé dans l'opération massive de l'armée dans le sud de Germian, dans la deuxième semaine d'avril, et, fuyant devant l'avancée des troupes, Taymour et sa famille avaient été canalisés vers le premier point de rassemblement, à Melistura. Ils espéraient se rendre jusqu'au complexe de Samoud, où certains proches avaient été réinstallés en 1986 et 1987, mais cela se révéla impossible. À partir de Melistura, ils ont été transportés dans des chariots tirés par des tracteurs au fort de Qoratu, et de là, après dix jours, au camp de l'Armée populaire de Topzawa.

Dès lors, Taymour savait que cette campagne était différente de celles du passé, et même à Qoratu, il a commencé à craindre que lui et sa famille soient exécutés. À Topzawa, son père a été pris à part, et Taymour ne l'a plus jamais revu. À travers la fenêtre de la pièce où il était détenu, voilà ce qu'il a vu : on passait les menottes aux prisonniers mâles, on les mettait en caleçon et ils étaient emmenés précipitamment. Le reste de la famille de Taymour est resté à Topzawa pendant un mois, et a été nourri de pain, d'eau et d'un peu de fromage. Pendant cette période, Taymour a vu plusieurs enfants s'affaiblir et mourir.

Un jour à la fin du mois de mai, à environ 6 h 00 du matin, les gardes ont conduit Taymour, sa mère et sa sœur dans la cour, et ont contrôlé leurs noms sur la liste. Un convoi de véhicules attendait, apparemment du même type que celui par lequel Moustafa avait été conduit à Ramadi, à peu près un mois plus tôt. Ils étaient peints en vert ou blanc, et Taymour les associa – parce qu'ils n'avaient pas de fenêtres – à des ambulances surdimensionnées. Il a compté cinquante ou soixante femmes et enfants, assis le long des quatre banquettes qui s'étendaient en longueur dans chaque bus. Pour entrer dans la section des passagers, les prisonniers devaient passer à travers les petits compartiments de gardes communiquant par une porte intérieure. D'autres gardes étaient en face du chauffeur. L'unique ventilation venait d'une petite grille métallique à l'arrière. Taymour ne pouvait pas voir à l'extérieur.

Ils ont roulé jusqu'au coucher du soleil le long d'une voie pavée, ne marquant qu'un seul arrêt. Taymour a tendu le cou pour regarder dehors, à travers la grille métallique, mais tout ce qu'il a vu de l'endroit où ils étaient arrêtés était un grand réservoir d'eau peint pour être camouflé. La chaleur était écrasante, les portes restaient fermées, et il n'y avait rien à boire. Alors que le bus roulait, trois enfants se sont effondrés et sont morts, tous plus jeunes que Taymour. Mais le bus ne s'est toujours pas arrêté. Personne ne parlait : « Ils avaient trop peur », se sou-

venait Taymour, « ils étaient trop fatigués, ils avaient trop faim et trop soif, ils étaient trop désespérés ».

La nuit était tombée lorsque le convoi s'est arrêté et que les gardes ont fait sortir les prisonniers. Dans l'obscurité, Taymour ne pouvait rien distinguer d'autre qu'un désert infini. Mais il put compter, dans le convoi, environ trente véhicules. Des douzaines de soldats tournaient autour ; ils semblaient avoir accompagné les bus Toyota Landcruisers¹². Ils donnèrent un peu de leur eau aux prisonniers, puis bandèrent les yeux de chacun avec un morceau de tissu blanc. Étant donné qu'il y avait des centaines de personnes, le processus prit beaucoup de temps – approximativement une heure, selon Taymour. Puis, les prisonniers sont remontés dans les bus, et Taymour a rapidement ôté le bandeau de ses yeux. Aux cahots du bus, il a compris qu'ils avaient quitté l'autoroute et qu'ils roulaient le long d'un chemin de terre dans le désert.

Une demi-heure après, le bus s'est de nouveau arrêté et les gardes ont ouvert en grand les portes arrière. Taymour a vu que chaque véhicule était soigneusement positionné à côté des fosses d'enterrement. Un monticule de terre récemment constitué se dressait derrière chaque fosse. Les gardes ont brutalement poussé les prisonniers au bord, et, dans la panique et la confusion, Taymour a été séparé de sa mère et de ses sœurs. À chaque fois, un officier et un soldat ouvraient le feu avec leurs kalachnikovs. Taymour a été touché à l'épaule gauche. Malgré la douleur, il a commencé à tituber en direction du soldat qui lui avait tiré dessus. Il se souvient avoir remarqué que l'homme avait les larmes aux yeux. Mais alors que Taymour a essayé de le saisir et de sortir de la fosse, l'officier lui a donné d'un ton sec un ordre en arabe, et le soldat a, de nouveau, tiré. La seconde balle a touché Taymour dans le dos, du côté droit, juste au-dessus de sa taille. Cette fois, il est resté immobile.

Apparemment satisfait, le soldat s'en est allé. Taymour ne pouvait plus voir les hommes, mais il pouvait entendre leur voix à quelque distance, dans l'obscurité. Il a perçu un mouvement à ses côtés. Il y avait une jeune fille qui semblait ne pas avoir été blessée. « Courons », lui a chuchoté Taymour.

« Je ne peux pas », lui a répondu la fille, « j'ai trop peur des soldats ».

En continuant de discuter, Taymour a grimpé sur le monticule de terre

12. Bien que Taymour fasse référence aux bourreaux en parlant de « soldats », il ne se souvient pas particulièrement de leurs uniformes, et il est bien plus probable que les hommes appartenaient à un autre service, tel que le parti Baath ou l'Amn.

derrière la fosse. Il a entendu plus tard une rumeur selon laquelle une jeune fille kurde avait été trouvée vivante dans le désert à cette époque, et a supposé qu'il s'agissait de la compagne qu'il avait laissée derrière lui. Quant à sa mère et ses trois sœurs, elles n'ont pas survécu aux pelotons d'exécution ce soir-là¹³.

Comme la jeune fille, Taymour avait, au début, trop peur pour courir, car les Landcruisers continuaient à circuler autour du site d'exécution, et leurs phares balayaient l'obscurité en faisant des cercles. Taymour a creusé un trou peu profond au sommet de la butte et s'est allongé. À chaque fois que les phares s'éloignaient, Taymour se traînait dans la tranchée suivante. La sienne avait été la dernière à être remplie de corps ; dans la direction qu'il prenait à présent, les fosses étaient encore vides. Devant chacune d'elle, il s'arrêtait et se plaquait contre le tas de terre, espérant ne pas être visible.

Ce qui est arrivé ensuite, il l'a compris beaucoup plus tard. Il s'est évanoui au sommet des cinquième et sixième tas. Le sang continuait à couler de ses blessures. Mais l'ensemble de la zone était calme désormais. Les bus et les Landcruisers étaient partis, et, bien que Taymour ne vît ni entendît aucun bulldozer, les fosses qui contenaient les corps des victimes de l'exécution de cette nuit-là étaient remplies de terre et aplanies. Aucun corps n'était visible et Taymour a dépassé une vingtaine d'autres tranchées vides alors qu'il s'enfuyait dans l'obscurité. Il s'est souvenu n'avoir pensé qu'à une chose alors qu'il arrachait son corps blessé des terres meurtrières : « Si je m'en sors vivant, je donnerai cinq dinars aux pauvres. »

C'était une nuit sans lune. À un moment, il a vu des phares de voiture au loin, derrière lui. Il est arrivé à l'intersection entre deux chemins de terre, et a pris, à l'aveuglette, l'un d'entre eux. Au bout de quelques heures, il a discerné les vagues contours d'un campement de Bédouins. Des chiens ont aboyé et le bruit a réveillé le propriétaire de la tente la plus proche, qui est sorti avec une lampe de poche. En voyant un garçon vêtu d'habits kurdes, couvert de sang, il a tiré Taymour à l'intérieur. Ils ne pouvaient pas communiquer – le Bédouin ne parlait pas le kurde, et Taymour ne connaissait pas un mot d'arabe. L'homme ne pouvait rien faire pour soigner les blessures de Taymour – bien que celles-ci ne menaçaient pas sa vie, mais il

13. Taymour, en fait, a perdu en tout vingt-huit membres de sa famille. Ils comprennent, en plus de son père, de sa mère et de ses trois sœurs, son oncle Omar Ahmad Qader, sa tante Ayna Ahmad Qader, son mari Hama Said Mohi-al-Din Abd-al-Karim, et leurs trois jeunes enfants, sa tante Masha Muhammad Mahmoud et ses neuf enfants, une tante non mariée Hamdia Muhammad Mahmoud, son oncle Osman Muhammad Mahmoud, sa femme Amina Ali Aziz, et quatre de ses quatorze enfants. Interview du Middle East Watch avec Taymour Abdullah Ahmad, complexe de Samoud, 29 juillet 1992.

l'a gardé en lieu sûr sous sa tente pendant trois jours, puis l'a conduit en camion vers la ville la plus proche. C'était Samawa, la ville au sud de Bagdad, le terminus du convoi des personnes malades et âgées qui avaient été amenées à Nugra Salman. Taymour est resté là-bas, protégé par une sympathique famille arabe, pendant plus de deux ans. Finalement, la famille a réussi à transmettre clandestinement, par des intermédiaires, un message à un oncle de Taymour ayant survécu, installé à Kalar, lui faisant savoir que le garçon était encore en vie et allait bien. En octobre 1990, Taymour et son oncle ont été réunis. L'année suivante, après le soulèvement avorté des Kurdes, l'histoire de Taymour a commencé à être connue, donnant au monde le premier aperçu réel de l'horreur qu'a été l'Anfal.

**LE DERNIER ANFAL : BADINAN,
25 AOÛT-6 SEPTEMBRE 1988**

« *Il y avait des médicaments venant des avions.* »

Victime de l'attaque chimique
du 25 août sur le village
de Gizeh, Amadiya.

Face aux dernières forces de l'UPK qui continuaient à résister, les plans de Bagdad visant à se débarrasser du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani commencèrent à progresser rapidement. Le 7 août 1988, comme nous l'avons vu, Ali Hassan al-Madjid est intervenu personnellement pour pousser l'armée irakienne à accélérer la réalisation de l'opération d'Anfal. Le lendemain, le Haut-Commandement de l'armée a délivré son « communiqué des communiqués » pour annoncer qu'un cessez-le-feu était entré en vigueur selon des conditions fixées par l'Irak, mettant fin aux huit années de la guerre Iran-Irak qui avaient coûté la vie d'un million d'individus¹.

Le cessez-le-feu a donné à l'armée irakienne l'énergie décisive dont elle avait besoin pour mener l'Anfal à son terme. Le premier corps d'armée, qui avait été chargé des premières phases de l'Anfal depuis sa base de Kirkouk, allait maintenant liquider la résistance qui subsistait dans les vallées de Shaqlawa et de Rawanduz. Le cinquième corps d'armée, basé à Arbil, prit en charge les opérations dans le gouvernorat de Dohouk, le long de la frontière entre l'Irak et la Turquie. Les autres divisions, comprenant – à ce que l'on raconte – des éléments des troisième, sixième et septième armées, étaient désormais redéployées dans le Kurdistan irakien depuis le front sud de la guerre, autour de Fao et de Basra.

Dans son compte-rendu de la dernière campagne d'Anfal, le commandant du cinquième corps, le général de brigade Yunis Zareb, écrivait : « Le moral était haut

1. Cordesman et Wagner, *op. cit.*, p. 3, calculent qu'il y a eu entre 450 000 et 730 000 morts du côté iranien, et entre 150 000 et 340 000 morts du côté irakien. Ces chiffres sont basés sur des estimations de la CIA non classifiées.

et clair sur le visage des combattants depuis le début, et en particulier après que l'ennemi iranien s'est effondré à l'issue de la campagne victorieuse qui a commencé avec la bataille sans fin de Fao en passant par la bataille de Muhammad, le prophète de Dieu². Les formations qui ont pris part [à l'Anfal] avaient également pris part à ces batailles³. »

Cette concentration massive de la puissance de feu était nécessaire, d'après le général, en raison des problèmes logistiques difficiles auxquels ses troupes devaient faire face dans une zone de guérilla classique :

« Le relief est généralement montagneux, avec un terrain difficile dans les parties nord et est, face aux frontières de l'Irak et de la Turquie. Il y a de nombreux jardins, forêts et arbres naturels. La surface de la terre est rocheuse et sédimentaire dans les hauteurs. Les plaines combinent des terres dures avec un mélange de sable et de boue qui descend progressivement vers l'est et le sud, en direction des plaines de Sleivani et d'Aqra. Cette zone contient de nombreuses rivières et vallées qui s'étendent du nord et de l'est vers le sud et l'ouest, en formant des courants. Le mouvement des forces et des mécanismes est largement retenu par une série de montagnes, des buttes élevées, des vallées et autres obstacles⁴. »

Telle était la description sans élégance faite par un planificateur de l'armée, de Badinan, le pays montagneux de Mullah Moustafa Barzani et de ses fils, les « descendants de la trahison ».

Bien que le terrain compliquât les besoins logistiques d'une armée régulière, la campagne contre le PDK était à d'autres égards plus franche que le mouvement lancé pour détruire l'UPK. Les *peshmergas* du PDK étaient largement concentrés dans une seule zone géographique, Badinan, où ses opérations étaient dirigées à par-

2. La bataille de Muhammad, prophète de Dieu, était le mouvement lancé par l'Irak pour déplacer les troupes iraniennes du front montagneux du Nord au milieu du mois de juillet 1988.

3. « Analysis : operation end of Anfal », p. 39.

4. *Ibid.*

tir des quartiers généraux de Zewa Shkran, un village abandonné et perché sur la frontière turque⁵.

* * *

Bien que le parti Baath eût consacré cinq mois à « purifier » les zones qui étaient sous le contrôle de l'UPK, il n'avait pas évacué la haine particulière qu'il avait pour le PDK. Après l'alliance avec le Shah, le PDK avait à nouveau noué des liens étroits avec le régime clérical de Téhéran, et – à plusieurs occasions – servi de guide à l'armée iranienne sur le front du Nord. La force de cette alliance était en un sens curieuse, car la ferveur religieuse n'avait jamais fait partie de l'identité du PDK. Au contraire, le parti était fortement imprégné des valeurs traditionnelles des vallées raides et étroites de Badinan, un tronçon de 4 000 mètres carrés de montagnes de Zagros, limitées à l'est par la rivière du Grand Zagred, et au nord par la Turquie. Il n'y a aucune grande ville sur ce terrain inhospitalier. Badinan n'avait rien de la sophistication cosmopolite de Suleimanieh, rien de l'industrie prospère d'Arbil ou de Kirkouk. Les structures et les loyautés tribales demeuraient puissantes, et le PDK avait depuis longtemps fait cause commune avec les *aghas* et *sheikhs* conservateurs locaux qui étaient encore affectés par une certaine nostalgie de l'époque de l'Empire ottoman, où une grande part d'autonomie était accordée aux fiefs tribaux dans le Kurdistan⁶.

Alors que le PDK réunissait un grand nombre de partisans dévoués, centrés historiquement dans la vallée de Barzan, il s'était aussi fait des ennemis puissants parmi d'autres dirigeants tribaux. Ces schismes signifiaient à leur tour que l'étape

5. Alors que l'UPK avait des commandements régionaux (*malband*), le PDK avait quatre branches, ou *lak*, qui traitaient des affaires à la fois politiques et militaires. Zewa Shkan hébergeait le premier *lak* ; le second, basé dans la vallée de Smaqli, traitait des opérations dans le gouvernorat d'Arbil ; le troisième, dans le village de Ja'faran, dans le Qara Dag, dirigeait les affaires du PDK dans le gouvernorat d'al-Ta'min (Kirkouk) ; et le quatrième, dans la zone de Chwarta, était responsable de Suleimanieh. Le PDK avait également des unités spéciales connues sous le nom des forces de Barzan à Hayat (*nahya* de Mergasur). Interview du Middle East Watch avec Hoshiyar Zebari, Washington DC, 7 juin 1993.

6. Parmi les tribus kurdes, les *aghas* et les *cheikh* sont respectivement les chefs laïc et religieux. L'ouvrage faisant autorité sur le sujet est celui de Van Bruinessen, *Agha, Shaikh and the State*, *op. cit.*

finale de l'Anfal présentait certaines caractéristiques qui la distinguaient du reste de l'opération. Certains des groupes tribaux qui avaient conclu une paix séparée avec Bagdad ont réussi à éviter le pire de l'Anfal. Un nombre considérable de villages ont survécu dans Badinan et dans la zone limitrophe, du moins pendant un certain temps – surtout ceux de Surchi, de Zebari, de Bradost et de Dolamari. Tous les villageois kurdes qui auraient pu mourir étaient épargnés si le *mustashar* local pouvait convaincre Bagdad qu'ils n'avaient pas de compassion pour les *peshmergas*.

Il n'a jamais été facile, pour les étrangers, de deviner le nombre de *peshmergas* actifs dans le KDP. Selon une estimation de 1985, le parti avait 6 000 combattants, et l'UPK – par comparaison – 5 000⁷. Une estimation ultérieure a évalué la force de chaque groupe à 10 000 combattants en 1988⁸. En fait, ces chiffres, cités par des auteurs partisans, ont pu être gonflés. Les services de renseignements civil et militaire rapportent, selon le commandant du cinquième corps d'armée, le général de brigade Zareb, que la force totale des saboteurs à Badinan n'était pas supérieure à 2 600 personnes⁹.

Le Bureau Nord d'Ali Hassan al-Madjid a envoyé 200 000 soldats contre cette force chétive, et contre la population civile de Badinan. Selon plusieurs anciennes sources militaires irakiennes interviewées par le Middle East Watch, entre quatorze et seize divisions régulières de 12 000 hommes chacune ont pris part à la campagne finale de l'Anfal, en plus d'un bataillon d'armes chimiques, d'unités de la force aérienne irakienne et des bataillons de défense nationale, le Jahsh. La stratégie du régime, écrivait le général Zareb, était « basée sur les directives émises par le Bureau Nord, et celles du chef du personnel de la confé-

7. Van Bruinessen, « The Kurds between Iran and Iraq », p. 27.

8. A. Sherzad, « The Kurdish movement in Iraq, 1975-1988 », in Kreyenbroek et Sperl (eds), *The Kurds : A Contemporary Overview*, *op. cit.*, p. 138.

⁹ L'armée a estimé que le KDP lui-même avait entre 1 800 et 2 000 combattants à Badinan, divisés en une demi-douzaine de comités. En plus du PDK, il y avait une unité de 250-300 *peshmergas* de l'UPK dans la vallée de Zewa Shkan, proche de la frontière turque et au nord-est de la station d'été d'Amadiya, entre 200 et 220 combattants du Parti communiste irakien, et soixante-dix saboteurs du Parti populaire démocratique du Kurdistan de Sami Abd-al-Rahman, un groupe dissident du PDK. Le PDK continue à contester l'exactitude des chiffres de l'armée. Selon les plus hauts représentants du PDK, la force de combat de l'organisation, à la veille de l'Anfal, était de 8 000, à laquelle il faut ajouter 36 000 villageois supplémentaires officiellement enregistrés comme membres de la « force civile de soutien ». Interview du Middle East Watch avec Hoshyar Zebari, Washington DC, 7 juin 1993.

rence de Kirkouk du 7 août ». La doctrine sous-jacente était très simple et a très bien fonctionné dans les premières phases de l'Anfal ; il s'agissait d'envoyer des forces écrasantes « qui opéreraient en se déplaçant de l'extérieur vers l'intérieur pour encercler les saboteurs, agissant simultanément avec différentes forces pour garantir l'encercllement¹⁰ ».

Des considérations géopolitiques plus larges semblent également avoir joué un rôle dans ce plan. « La zone d'opération était adjacente à la frontière internationale turco-irakienne », a observé le général Zareb, « et cela a provoqué une certaine perplexité... Par conséquent, on a ordonné à toutes les forces d'aborder l'affaire de la meilleure façon possible, et d'assurer le secret de l'opération sans violer la frontière¹¹ ».

Le dernier casse-tête du général était d'ordre logistique. « L'importance du travail technique nécessaire à la destruction et à la suppression des saboteurs et de leurs biens restants dans les zones couvertes par l'opération [...] était telle qu'elle a constitué une charge supplémentaire pour le commandement de l'unité¹². » La suppression des saboteurs et de leurs biens restants signifie, en d'autres termes, la destruction de quelque 300 à 400 villages kurdes de Badinan.

BADINAN, LA VEILLE DU DERNIER ANFAL

Dans les jours qui ont précédé le dernier Anfal, il y eu de nombreux signes précurseurs de ce qui allait arriver. L'accumulation massive de troupes au sol était visible le long de la grande route principale du gouvernorat de Dohouk, et la résistance de la zone était réduite par d'intenses tirs d'artillerie et de bombardements aériens, quelquefois de bombes à fragmentation. Dans le village de Spindar, par exemple, sur le versant sud de la montagne de Gara, des avions ont lâché des bombes

10. « Analysis : operation end of Anfal », p. 2.

11. *Ibid*, p. 32.

12. *Ibid*, p. 33.

à fragmentation le 24 août et ont tué deux petits garçons, des cousins, âgés de quatre et cinq ans, alors qu'ils gardaient les chèvres de la famille dans les champs¹³.

Quand les attaques préliminaires ont commencé, certaines familles ont fui, surtout quand leur village était situé à quelque distance à pied de la frontière turque. Mais d'autres sont restés là, attendant que la violence passe. Après tout, pensaient-ils, des villages tels que Spindar avaient été attaqués plusieurs fois depuis le début des années 1960. Bien que Spindar ait lui-même été brûlé plus d'une fois, le gouvernement n'avait jamais empêché ses habitants d'y retourner pour reconstruire.

Le contrôle du gouvernorat de Dohouk par le régime avait doublé, et s'exerçait sur une poignée de villes et de complexes le long des routes principales. À partir de ces places fortes, les troupes militaires avaient maintenu brutalement des points de contrôle minutieux depuis le milieu des années 1980. « Aucun produit alimentaire ne devait passer », rappelait un villageois, « pas même de petites boîtes de lait en poudre pour enfant, et on ne pouvait acheter aucune denrée des marchés¹⁴ ». Un autre villageois a ajouté : « Pendant les trois ou quatre années avant l'Anfal, seules les femmes pouvaient traverser les points de contrôle. Les gens avaient recours à la contrebande – de farine, de riz, de sel, d'huile, de kérosène, de savon, de détergent, de pâte de sésame – mais tout coûtait alors plus cher. Au point de contrôle [dans la ville de Sarseng], les soldats confisquaient tout ce qu'ils trouvaient et y mettaient le feu. Parfois, les femmes pouvaient cacher des choses sous leurs habits¹⁵. » Mais plusieurs témoins ont raconté l'histoire de garçons et d'hommes qui étaient arrêtés et disparaissaient si on trouvait sur eux des produits alimentaires, supposés être destinés aux *peshmergas*.

À Badinan, comme dans les régions du Sud parlant le surani, les Kurdes s'étaient depuis longtemps accoutumés à la difficile routine des temps de guerre. L'aviation bombardait, mitraillait et lançait des fusées dès lors que les forces armées recevaient des rapports des renseignements faisant état de mouvements de *peshmergas*. Lorsque les avions s'approchaient, les villageois fuyaient dans des grottes, des abris de fortune ou en « enfer ». Occasionnellement, les hélicoptères lâchaient des troupes d'infanterie dans un village pour y chercher, maison après

13. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 10 juin 1992.

14. Interview du Middle East Watch, village de Gund Kosa, 5 septembre 1992 ; voir aussi les recommandations du gouvernement sur le renforcement du blocus, ci-dessus, p. 122.

15. Interview du Middle East Watch, complexe de Kwaneh, 29 août 1992.

maison, des réfractaires ou déserteurs. Les batteries d'artillerie dans le centre urbain ou la base militaire les plus proches déversaient des obus sans aucune précision ; ils tuaient parfois des agriculteurs malchanceux travaillant dans les champs. Comme si ces attaques irakiennes ne suffisaient pas, les habitants de certaines zones frontalières devaient également lutter contre les raids de l'aviation turque réalisant des missions de fouille et de destruction des contingents de guérillas du PKK – Parti des travailleurs kurdes de Turquie – qui maintenait des bases militaires en Irak du Nord¹⁶.

Au printemps 1987, conformément au premier décret signé par Ali Hassan al-Madjid récemment nommé, l'ensemble du gouvernorat de Dohouk, ou presque – une zone un peu plus petite que le Connecticut –, a été « hachuré en rouge ». Comme dans les zones où l'on parlait le surani, il y eut une succession de villages en feu aux mois d'avril et de mai, provoquant la destruction de quelque quarante-neuf villages, dans différentes parties de Badinan¹⁷. L'intégration de la région dans les zones « hachurées en rouge » a été annoncée à la radio officielle, rapporte un homme d'un village voisin de la ville de Mangesh. Ceux qui passeraient du côté du gouvernement seraient considérés comme « notre peuple », déclarait-on à la radio. Les autres seraient considérés comme des Iraniens. Pour bien faire comprendre ce message, le gouvernement a barré les routes menant aux villages interdits avec des tas de terre¹⁸. Lorsque le recensement a été organisé en octobre, il n'a eu qu'un effet très limité dans les campagnes de Badinan ; de nombreux villages, a-t-on dit au Middle East Watch, ne savaient même pas qu'il devait y en avoir un.

Malgré les nouvelles sinistres concernant l'Anfal, nouvelles qui s'étaient infiltrées à Badinan par l'intermédiaire des programmes radio du PDK diffusés depuis l'Iran, les villageois ne semblent pas avoir cru que la campagne de 1988 serait différente des précédentes. De façon inexplicable, cette désinvolture inha-

16. Depuis les années 1930, la Turquie et l'Irak avaient fréquemment coopéré pour supprimer la dissidence kurde. En 1982, les deux gouvernements avaient signé un accord autorisant la Turquie à envoyer des forces armées en Irak pour poursuivre des Kurdes rebelles de Turquie ou à mener des opérations conjointes avec l'armée irakienne contre les *peshmergas* kurdes irakiens. Voir *The Economist*, 18 juin 1983.

17. Selon les études de la Société pour la reconstruction et le développement du Kurdistan (SRDK), une agence de secours locale.

18. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 4 septembre 1992.

bituelle a affecté non seulement la population civile, mais aussi le PDK lui-même, dont le comité central se réunit en Iran, alors que la dernière étape de l'Anfal approchait, et sembla ne rien prévoir d'extraordinaire. Bien que les *peshmergas* aient averti les villageois que des armes chimiques pourraient être utilisées, les dirigeants du PDK n'ont, apparemment, diffusé aucun message d'alerte. « Après Halabja, nous pensions que la communauté internationale arrêterait Saddam Hussein », a dit un commandant régional – ce qui semble être une attitude étonnamment optimiste, considérant les douzaines d'attaques chimiques qui avaient suivi, au printemps et en été¹⁹.

Même dans ses propres documents internes les plus secrets, l'armée irakienne est restée évasive – presque au point de garder le silence – sur la question des armes chimiques utilisées pendant le dernier Anfal²⁰. Le rapport du général Zareb a seulement noté qu'un bataillon spécialisé dans leur utilisation avait joué « un rôle unique » dans la campagne, « juste comme tous les autres groupes ». L'unité était gardée, prête à intervenir, et supervisait l'utilisation de lance-flammes par les troupes d'infanterie. Ailleurs, Zareb écrit : « Elle n'a pas eu d'autre rôle pendant la bataille, parce que celle-ci se déroulait à l'intérieur des frontières nationales » – curieuse remarque de la part du général, étant donné que l'artillerie chimique a été largement utilisée sur le sol irakien dans les premières phases de la campagne d'Anfal.

L'affirmation du général Zareb peut paraître contradictoire, étant donné que l'utilisation d'armes chimiques dans la campagne de Badinan a reçu une large publicité dans la presse internationale. Mais l'explication est plutôt simple : les opérations de bombardement pendant le dernier Anfal ont été de la responsabilité exclusive des forces aériennes irakiennes, et les unités d'artillerie chimique de

19. Interview du Middle East Watch, Zakho, 1^{er} septembre 1992.

20. Même dans ses communications internes, le gouvernement irakien a de toute évidence traité la question des armes chimiques avec le plus grand secret. Selon la lettre n° Sh 5/19299 du directeur de l'Amn du gouvernorat d'Arbil à toutes les branches, datée du 17 décembre 1988 et classifiée « secret et personnel, et à l'attention du seul destinataire » : « Conformément aux instructions de la note de l'honorable bureau de la présidence, n° 4/4/11/44154 du 4 décembre 1988, nous avons pris la décision de donner à toutes les notes de service qui contiennent des informations sur la production d'armes chimiques, le plus haut niveau de secret. Prenez toutes les mesures nécessaires, gardez cette note pour vous et signez son accusé de réception. »

l'armée qui ont été déployées – à ce que l'on rapporte – dans une demi-douzaine d'endroits sont restées silencieuses²¹.

À travers les témoignages de réfugiés kurdes traumatisés en Turquie, le monde a rapidement appris que du gaz moutarde et des agents neurotoxiques avaient été utilisés à Badinan²². En dressant la liste de quarante-neuf villages qui ont été « exposés » au gaz, Galbraith et Van Hollen ont conclu que l'Irak avait « utilisé les armes chimiques à grande échelle contre sa population kurde à partir du 25 août 1988 », et que les attaques avaient été « accompagnées de nombreuses pertes civiles²³ ».

* * *

« DES POMMES ET QUELQUE CHOSE DE DOUX » : LES ATTAQUES CHIMIQUES DU 25 AOÛT 1988

Les premiers gaz sont tombés sur les quartiers généraux du PDK à Zewa Shkan, près de la frontière turque, tard dans la nuit du 24 août. Dix *peshmergas* auraient été tués. Le lendemain matin, le 25 août, entre environ 6 h 30 et 8 h 30, les

21. Un *mustashar* a prétendu que l'artillerie chimique a été utilisée contre les villages de Warmilleh, mais cela n'a pas pu être confirmé dans les interviews réalisées avec les habitants. Interview du Middle East Watch, Zakho, le 1^{er} septembre 1992. Sur les événements à Warmilleh, voir ci-dessous p. 304-305.

22. Il y a également eu des rumeurs persistantes à propos de l'utilisation d'armes biologiques par l'Irak, y compris des rapports concernant l'explosion mystérieuse et localisée de maladies dans les zones contrôlées par les *peshmergas*. Un document au moins prouve que l'armée possède des stocks de telles armes. Dans une lettre « extrêmement confidentielle et personnelle », n° H1277, datée du 8 août 1986, le commandant du district d'Arbil, le général Abd-al-Wahab Izzat, a ordonné à toutes les unités de la zone de mener un inventaire semestriel de tous les agents biologiques et chimiques étant en leur possession.

23. Galbraith et Van Hollen, *op. cit.*, p.1 et 42. Leur liste semble comprendre un certain nombre de villages qui ont été affectés par les gaz portés par les vents à partir d'autres sites. Une difficulté persistante dans la documentation des attaques chimiques irakiennes réside dans la distinction entre les sites primaires et les autres endroits qui ont souffert d'effets secondaires, et la liste p. 355-359 ne comprend que des cibles primaires prouvées. Ce n'est pas seulement un problème de méthodologie ; c'est également la plus éclatante démonstration du caractère non discriminant de ces armes.

avions de guerre irakiens ont lancé un certain nombre d'attaques séparées et presque simultanées, peut-être une douzaine en tout. La plupart ont probablement été menées par le même vol d'avions, puisqu'elles étaient concentrées sur une bande d'une centaine de kilomètres de largeur et d'une trentaine de profondeur. Certains avions ont pris pour cible un seul village ou une seule base de *peshmergas*, mais dans au moins deux cas, les avions ont frappé sur toute la rangée de villages, à la file (voir la carte). L'intention semblait être moins de tuer que de répandre une terreur de masse. Mais des centaines d'habitants, en particulier des enfants, ont succombé dans les semaines qui ont suivi.

La cause précise de leur mort demeure inconnue ; il peut s'agir des répercussions létales d'une combinaison de gaz moutarde et de gaz neurotoxique – gaz Sarin, ou la conséquence d'une exposition, au froid et à la faim, dans les montagnes où ils ont fui ; ou de la malnutrition et de la maladie qu'ils ont supportées dans les camps après avoir été capturés ; ou d'une combinaison de ces trois facteurs. En un sens, la question est purement académique ; quelle qu'ait pu en être la cause précise, c'est le gouvernement irakien qui est responsable de ces morts.

D'un entretien à l'autre, ceux qui ont survécu aux attaques chimiques de la dernière étape de l'Anfal ont raconté les mêmes histoires.

- Le village de Birjinni, dans la *nahya* de Zawita, avait la malchance d'être situé presque à mi-chemin entre les deux plus importantes bases du PDK – l'une était le quartier général régional du parti, localisé plein nord dans le village de Tuka, juste de l'autre côté de la rivière Khabour, et l'autre un peu plus à l'est, dans le village de Gelnaskeh. Ces trois endroits ont été frappés par des armes chimiques au moment du petit déjeuner, le 25 août. Les habitants de Birjinni observaient le ciel depuis l'aube. Depuis plusieurs jours, ils avaient conscience du nombre inhabituel d'avions dans le ciel, et ils craignaient des bombardements conventionnels. Quand huit avions ont été en vue, de nombreux villageois ont fui dans les abris qu'ils avaient construits à proximité. Trois des avions sont passés à basse altitude sur les villages, d'est en ouest, et ont lâché chacun quatre bombes. Les villageois survivants ont parlé de nuages de fumée « blanche, noire puis jaune, s'élevant en tourbillons, atteignant cinquante à soixante mètres et formant une colonne dans l'air. Puis, la colonne commença à s'effondrer et à se déporter. Elle se déporta dans la vallée et traversa le village. Puis, nous avons senti le gaz ».

L'odeur était initialement plaisante. « Cela sentait la pomme ou quelque chose de sucré. » D'autres ont dit qu'elle leur rappelait « les pesticides dans nos champs ». Rapidement, toutefois, « elle est devenue plus amère. Elle a affecté nos yeux, notre

bouche et notre peau. Soudain, il a été difficile de respirer²⁴ ». Les villageois ont trouvé plus tard quatre personnes d'une seule et même famille mortes, dont un vieil homme de cinquante-huit ans et son petit-fils de cinq ans. L'aviation a continué à tourner pendant peut-être une demi-heure, observant apparemment le résultat des raids. D'autres avions sont venus plus tard ce jour-là, en lâchant des armes conventionnelles pour embraser les champs secs comme de l'amadou de la fin de l'été. Du col des montagnes sur lesquelles Birjinni était construit, les villageois pouvaient voir que les environs étaient pleins de réfugiés, fuyant tous vers le nord en direction de la frontière turque²⁵.

- À quelques kilomètres au nord de Birjinni, à proximité de la rivière de Khabour, les avions ont frappé Tilakru, un grand village qui abritait de nombreux déserteurs de l'armée. Une femme nommée Halima préparait le petit déjeuner pour ses enfants lorsque les bombes sont tombées. Elle a entendu des explosions étouffées, a regardé dehors et a vu des nuages de fumée blanche devenir jaune. Son mari, un *peshmerga* en service, lui avait dit comment reconnaître ces signes. Ayant servi dans la guerre Iran-Irak, il savait parfaitement à quoi ressemblaient les attaques chimiques.

Les enfants d'Halima dormaient sur les toits ; elle les a donc tirés aussi rapidement qu'elle le pouvait, un par un, et les a fait entrer à la hâte dans l'abri anti-raïd de la famille, un trou creusé dans la terre et couvert de bois, de feuilles et de terre. Regardant autour d'elle, elle a réalisé, avec horreur, que son bébé d'un an, Zozan, n'était pas là. Quand elle l'a rejoint, elle a vu que le visage de l'enfant était devenu jaune, il suffoquait et essayait de vomir. Halima l'a précipitamment mis à l'abri et a jeté des draps mouillés sur les murs. Mais son enfant ne pouvait être sauvé, et il est mort plu-

24. Des échantillons du sol de Birjinni ont été recueillis le 10 juin 1992 par une équipe d'experts en médecine légale rassemblée par Physicians for Human Rights et du Middle East Watch. Ils ont été ultérieurement analysés à l'Etablissement de défense biologique et chimique du ministère britannique de la Défense à Porton Down. On a trouvé qu'ils contenaient des traces prouvant la présence de gaz neurotoxiques GB, également connu sous le nom de sarin, ainsi que celui de gaz moutarde. Voir la déclaration de Physicians for Human Rights, « Scientific first : soil samples taken from the bomb craters in Northern Iraq reveal nerve gas – Even four years later », 29 avril 1993.

25. Middle East Watch et Physicians for Human Rights, *The Anfal Campaign in Iraqi Kurdistan : the Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 31-41, contient un compte-rendu complet de l'attaque chimique sur Birjinni.

sieurs jours plus tard dans un camp d'emprisonnement, tout comme plusieurs autres enfants de Tilakru²⁶.

- Depuis une position stratégique du village de Spindarok, sur la rive lointaine de Khabour, un paysan, qui s'appelait Suleiman, a observé avec ses jumelles, deux avions attaquer la base du PDK, à Tukra, et le village de Barkavreh, à quelques centaines de mètres plus loin. Sa radio étant réglée sur la fréquence d'une force aérienne, il a surpris des bribes de conversations des deux pilotes du cockpit :

« Ils tirent sur nous. »

« Lâche les bombes aux endroits élevés. »

« Ne tire pas lorsque tu es derrière moi. Retiens le feu jusqu'à ce que tu sois à côté de moi. »

Suleiman en a conclu que les pilotes répondaient à des coups de feu tirés par des forces terrestres. Un ami a dit que, du moins dans cette zone, il y avait eu des avertissements précis de représailles : « Le gouvernement avait dit aux gens que si une seule balle était tirée à partir d'un village, une bombe chimique serait lancée. Les gens qui ont rapporté cette information venaient des zones contrôlées par le gouvernement. » Au cours des 350 entretiens réalisés par le Middle East Watch, c'est quasiment le seul exemple cité d'un aveu du gouvernement sur ses intentions.

Suleiman a compté treize bombes au total. Bien que la plupart d'entre elles soient tombées en dehors du village, il a appris que deux bombes avaient atterri à proximité du quartier général *peshmerga*, dans les faubourgs à l'ouest de Tuka. Selon trois comptes-rendus différents, quatorze *peshmergas* et un civil sont morts là-bas. Comme le vent soufflait de l'est, l'ensemble du bétail de l'ouest du village est mort, mais personne dans le village lui-même n'a été blessé²⁷.

- Le village de Warmilleh est plus proche de la Turquie, puisqu'il est situé entre Khabour et la limite ouest de la montagne de Mattin, une forteresse *peshmerga*. Le camp de guérilla le plus proche était à Bazeh, à trois heures et demie de marche à travers les montagnes vers l'est. Les gens de Warmilleh, comme ceux de Birjinni,

26. Interview du Middle East Watch, complexe de Gri Gowr, 27 août 1992.

27. Interview du Middle East Watch, complexe de Hizawah et Zakho, 1^{er} septembre 1992.

s'attendaient à une attaque dans la matinée du 25 août. Une fois de plus, elle s'est produite à 8 h 00 du matin. Cette fois-ci, les villageois ont compté six avions, mais seuls deux d'entre eux ont pris part à l'attaque, lâchant six bombes chacun. « Nous avons eu de la chance », se souvient un villageois, « parce que le vent soufflait dans la direction opposée à l'endroit où les gens s'étaient abrités, sous des arbres, un kilomètre et demi plus loin²⁸ ». Cinq personnes ont été touchées par le gaz poussé par le vent. Elles ont vomi ; leur peau est devenue noire, et se détachait par morceaux. Un médecin *peshmerga* est arrivé plus tard dans l'après-midi, il a administré des injections et les cinq villageois blessés ont rejoint leurs familles se rendant vers le nord, en direction de la frontière turque.

De l'autre côté de la rivière, les avions ont également frappé le village de Bilejaneh. Les gaz chimiques ont été déportés par le vent vers un hameau portant le nom de Bani. « J'ai été malade et j'ai dû vomir », dit un homme qui vivait là-bas. « Nous avons quitté Bani l'après-midi, et nous sommes allés à Bilejaneh et Girka. Après, nous avons traversé la route principale [menant de Begova à Kani Masi]. L'armée n'y était pas encore. Les premières troupes sont arrivées à 2 h 00 du matin le 26 août, et ont coupé la route permettant de fuir en Turquie. Ceux qui ont traversé la route avant ont eu de la chance. Nous sommes arrivés là-bas à 1 h 00 du matin, juste avant les soldats²⁹. »

- Au nord de la route principale, une route menant directement en Turquie passait par les villages de Ruseh et de Nazdureh. « Lorsque l'armée est arrivée et a commencé à stationner sur la route principale, les gens ont craint une attaque et ont fui », rapporte un *peshmerga* du PDK de Ruseh, qui avait déjà envoyé sa famille en Turquie.

« L'armée a attaqué le lendemain matin. Les Irakiens essayaient de fermer la frontière. Les personnes qui étaient à proximité de la frontière sont parvenues à la traverser, mais celles qui n'y sont pas arrivées ont été arrêtées et ont disparu. J'étais à côté de la frontière quand les attaques chimiques se sont produites. J'ai vu de la fumée jaune. J'étais au sommet de la montagne, mais les gens de la vallée, en bas, ont été touchés. Mon frère, qui était à deux ou trois cents mètres de moi sur le flanc de la mon-

28. Interview du Middle East Watch, village de Warmilleh, 31 août 1992.

29. Interview du Middle East Watch, Batufa, 9 avril 1993.

tagne, a également été affecté par les gaz chimiques. Il s'est mis à baver, à suffoquer, et sa peau est devenue noire. Puis il est mort. Il s'appelait Salim, et avait quarante-cinq ans. Nous l'avons enterré sur place³⁰. »

Les attaques les plus concentrées, toutefois, se sont produites le long de la montagne de Gara, la grande chaîne qui part des environs de la ville de Sarseng et s'étend à l'est sur une trentaine de kilomètres ou plus. Ici, la force aérienne a visé au moins quinze et peut-être même trente villages différents³¹. Sur le flanc sud, les villages voisins d'Avok, de Swareh, Sidara et de Spindar (*nahya* de Sarseng) ont tous été frappés à 8 h 00 du matin, le même jour, le 25 août. Il y avait une base *peshmerga* dans les montagnes voisines, et les gens de Swareh s'étaient réfugiés dans les ravins et les grottes d'Avok, un an plus tôt, à cause des bombardements continus du gouvernement.

Une jeune femme, qui s'appelait Khalija, était dans l'une de ces grottes, avec ses neuf enfants, lorsque les bombes sont tombées. Sa plus grande sœur, Aisha, venait juste de sortir pour laver la vaisselle du petit déjeuner. Khalija a entendu une série d'explosions puissantes, comme si les bombes étaient tombées juste sur leurs têtes, et l'entrée de la grotte a rapidement été envahie de fumée blanche. L'odeur ressemblait « au produit que l'on asperge sur les pommes » ; tout le monde à l'intérieur de la grotte a eu des vertiges et avait du mal à respirer. Leurs yeux brûlaient et pleuraient. Deux adolescents qui s'étaient cachés dehors dans les buissons ont essayé de courir en lieu sûr. Mais les avions les ont abattus par des tirs de mitrailleuse, et tous les deux sont morts.

À près une heure plus tard, lorsque la fumée s'est dissipée, la famille est sortie apeurée pour aller chercher Aisha. Ils l'ont trouvée étendue au sol, à la sortie de la grotte. Elle gémissait et bougeait ses lèvres comme si elle voulait parler, mais elle n'a pu prononcer aucun mot. Elle avait vomi et sa peau était noire. À quelques mètres de là, la pelouse avait noirci et brûlé, et du bétail mort gisait tout autour. Aisha n'a

30. Interview du Middle East Watch, Batufa, 9 avril 1993.

31. Un certain nombre d'interviews du Middle East Watch ont permis de dresser des listes remarquablement similaires des villages attaqués par des armes chimiques le long de la montagne de Gara : au nord, Dehukeh, Bawarkeh, Kavri, Mergeti, Havintka, Birozana, Drisesh, Mijeh, Kavna Mijeh, Spindar Khalfo et Geyrghash ; dans la montagne à proprement parler : Garagu, Goreh, Zewa Shkan, Baluti, Gizeh, Zarkeh, Razikeh, Sarkeh, Rodinya, Shirana et Ikmala ; et au sud : Spindar, Swareh, Avok et d'autres encore.

survécu que deux ou trois heures. Lorsque la famille a lavé son corps ce soir-là pour l'enterrer dans le cimetière du village, sa peau noircie et sèche partait par plaques³². Une autre jeune femme, Amina, est aussi morte dans l'attaque. D'autres sont morts plus tard alors qu'ils essayaient de se cacher dans les montagnes, mais beaucoup de familles ont réussi à s'échapper en empruntant, à pied, la vallée étroite d'Ashawa, proche de l'extravagant palais, au sommet de la montagne, que Saddam Hussein s'était récemment fait construire.

- Au nord de la montagne de Gara, les villages de Bawarkeh Kavri et Mergeti (« la prairie des mûriers ») étaient proches, dans une petite vallée, à seulement dix minutes de marche les uns des autres. L'armée avait brûlé Bawarkeh Kavri quatre fois avant l'Anfâl, mais le village avait toujours été reconstruit. La vallée avait été « hachurée en rouge » par le gouvernement en 1987, et les deux villages abritaient des bases de *peshmergas*.

Les bombardements ont commencé à 8 h 00 du matin le 25 août. Cinq ou six bombes sont tombées sur Bawarkeh Kavri et neuf ou dix sur Mergeti, disent des témoins, mais c'était à quelque distance de la base du PDK. Il y avait une fumée blanche, et tous les poulets et les oiseaux sont morts, tout comme les chèvres. Mais aucun des villageois n'a perdu la vie dans l'attaque, même si ceux qui se sont trouvés sous les gaz ont souffert des symptômes habituels – vomissements, larmes, vertiges. Les villageois ont imputé leur chance aux *peshmergas*, qui leur avaient dit, quelques jours avant, qu'une attaque était imminente et qui leur avaient montré comment se protéger en fermant les portes et les fenêtres et en enveloppant leurs têtes dans des serviettes et des draps mouillés. Ce même soir, les villageois voyant les forces terrestres s'approcher ont fui dans les montagnes.

- La même histoire s'est produite à Sarkeh et Gizeh, des villages voisins situés dans les profondeurs des glissements de la montagne de Gara, à une quinzaine de kilomètres au sud de la ville d'Amadiya. Il n'y avait pas de bases de guérilla, mais des combattants passaient parfois, par intervalles réguliers. Ce jour-là, alors que les villageois s'asseyaient pour déjeuner, Mushir, un *peshmerga* d'une petite vingtaine d'années, a vu six avions larguer leurs bombes sur Sarkeh, avant de continuer leur vol pour attaquer Shirina, un village plus à l'est. Mushir a couru à l'ouest en direction de Gizeh, village où il était né. Il l'a trouvé désert ; les avions de guerre étaient déjà passés.

« Il y avait des médicaments venant des avions », dit Khadija, une vieille femme de Gizeh qui n'avait pas une bonne vue. « Nous avons remarqué la fumée,

32. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 10 juin 1992.

nous avons eu des vertiges et nous sommes tombés. Ma sœur est devenue aveugle. La fumée avait le parfum d'un vieil alcool, mais cette odeur n'est pas restée. »

« J'avais le vertige, au point de m'évanouir », a ajouté sa sœur, Fahma. « Des larmes coulaient de mes yeux, et je suis tombée. J'ai essayé de me laver le visage. J'ai vomi. Ceux qui ont vomi ont survécu. Les autres sont morts dès le début. Maintenant, je vois très mal. » Les villageois de Gizeh ont fui dans les grottes des montagnes, comme ils l'avaient fait par le passé. Le soir du même jour, ils ont regardé les troupes terrestres entrer dans le village et le brûler dans son intégralité³³.

* * *

Sur le plan psychologique, ces attaques ont été tout aussi dévastatrices que ce qu'en avait souhaité le régime – comme on peut le supposer. Les raids ont terrifié les *peshmegas* et les civils au-delà de Badinan. Aucun village n'étant à plus de trente kilomètres de distance de l'attaque chimique, les nouvelles la concernant se sont rapidement répandues. Le caractère soudain et intense de l'attaque sur tant de fronts, au même moment, a semé la panique au sein du PDK, et beaucoup de *peshmegas* ont simplement abandonné leur poste pour essayer de sauver leurs familles et atteindre la frontière. Un combattant raconte :

« Je ne pouvais trouver aucun de mes collègues *peshmegas*. Ils étaient tous partis aider leurs familles, et les armes chimiques avaient beaucoup effrayé les gens. Nous ne savions pas comment nous battre contre elles. Nous savions combattre des chars d'assaut, comment traquer un convoi militaire et comment échapper aux bombardements aériens, mais nous ne savions pas comment nous battre contre les armes chimiques³⁴. »

Immédiatement après la largage des bombes, des rumeurs ont gagné les villages selon lesquelles toute résistance était inutile. Selon un jeune homme qui était un *peshmerga* de Spindar, le village à l'est de Swarch,

« même avant que l'armée soit entrée dans notre village, nous avons reçu un message de Massoud Barzani nous demandant de

33. Interview du Middle East Watch, complexe de Jezniakan, 3 mai 1992 et Sarseng, 11 avril 1993.

34. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 6 juin 1992.

ne pas résister. La direction militaire [du PDK] nous a dit : “Tout est fini ; la révolution est terminée ; nous ne pouvons pas nous battre contre des armes chimiques à mains nues ; nous ne pouvons tout simplement pas nous battre contre des armes chimiques.” La première branche du PDK nous a dit : “Vous avez le choix : si vous voulez vous rendre, faites-le pour sauver les civils, car le parti n’a pas la capacité de se préoccuper de tant de victimes civiles.” Nous ne pouvions pas emmener tant de personnes âgées et d’enfants à la frontière³⁵ ».

Des combats aussi dispersés, tels ceux qui ont eu lieu après la première vague d’attaques chimiques, ne peuvent pas, à proprement parler, être qualifiés de résistance. La meilleure des choses que le PDK pouvait faire était de mener un combat d’arrière-garde, par lequel des groupes éclatés de *peshmergas* essayaient de ralentir l’avancée de l’armée. Mais leurs efforts furent vains, car les endroits où les *peshmergas* ont essayé de prendre position, tels que l’étroit défilé connu sous le nom de Darava Shinyeh (ou « Passage de Shinyeh »), étaient également extrêmement vulnérables aux nouvelles attaques aériennes. Selon un vétéran du PDK, ces batailles ont « toutes été très courtes, comme des piqûres d’épingles », et les hélicoptères de l’armée ont commencé à harceler les *peshmergas* qui ont fui le lendemain, le 26 août³⁶.

La plus lâche de toutes les attaques chimiques a peut-être été le bombardement du pont de Baluka, l’un des principaux points de passage permettant de traverser la rivière au courant rapide, le Grand Zab. Le village de Baluka lui-même a été vidé pendant les nettoyages frontaliers de 1976, bien que quelques familles y soient revenues, accompagnées par les *peshmergas*. Désormais, le sanctuaire qu’offrait la Turquie étant à peine à six kilomètres de là, de l’autre côté des montagnes. De toutes les directions, les villageois ont commencé à converger vers le pont de Baluka, en espérant fuir l’armée. À 13 h 00 environ, le 25 août, les avions de guerre sont apparus au-dessus de Baluka. Ils ont lâché deux bombes sur le village et davantage sur la rivière. Le pont a rapidement été couvert d’un nuage verdâtre et les cadavres de bétail se sont empilés sur le pont, le rendant ainsi infranchissable.

35. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 2 juin 1992.

36. Interview du Middle East Watch, Amadiya, 29 août 1992. Selon ce combattant, les attaques par hélicoptères utilisaient à nouveau des armes chimiques.

À la tombée de la nuit, le 26 août, les combats étaient effectivement terminés. « L'effondrement des saboteurs et leur complète incapacité à résister renforçaient le zèle des combattants [de l'armée] », note le général Zareb avec satisfaction dans son rapport sur le dernier Anfal³⁷.

Dans de nombreux cas, les troupes terrestres et le Jahsh – ou *chatta* les « bandits », tels qu'on les désigne dans les régions parlant le Kurmanji – se sont rendus dans les villages abandonnés le jour même de l'attaque chimique. Dans d'autres, ils ont attendu un jour ou deux. Mais l'occupation de Badinan a effectivement été achevée à l'aube du 28 août, conformément au programme initialement établi par le général Zareb. Des dizaines de milliers de réfugiés ont pris la direction de la Turquie, d'autres ont été capturés dans leurs maisons ou se sont rendus après avoir brièvement et vainement essayé de s'enfuir ; d'autres, enfin, se sont cachés dans les montagnes jusqu'à l'amnistie du 6 septembre.

* * *

En coordination avec la première vague d'attaques, l'armée irakienne a occupé l'autoroute qui s'étend à l'est de la petite ville frontalière de Zakho, jusqu'à la rivière du Grand Zab à Baluka. L'idée était évidemment d'interdire l'accès à la frontière et de stopper le flot de réfugiés. Cela a toutefois été un échec complet pour l'armée. Bien que bon nombre soient morts en chemin, que certains aient été attrapés, et d'autres poursuivis et mitraillés, entre 65 000 et 80 000 Kurdes sont parvenus à traverser la frontière. Les réfugiés d'un camp improvisé, que le gouvernement turc s'est trouvé obligé d'ouvrir le long de la frontière, ont raconté leur histoire et montré leurs blessures à quelques membres de la presse étrangère qui étaient parvenus à accéder à la région. Ceux qui vivaient dans des villages au sud de l'autoroute ont eu plus de difficultés à s'échapper, et seule une petite partie d'entre eux ont atteint des lieux sûrs en Turquie³⁸.

37. « Analysis operation end of Anfal », p. 39.

38. Il est clair qu'un grave incident s'est produit soit dans la gorge de Bazeh, par laquelle des milliers de civils se sont échappés pour essayer de traverser la route principale allant de Zakho à Baluka, soit dans le village voisin de Bazeh, quartier général *peshmerga*. Pendant leurs entretiens de septembre 1988 avec des réfugiés en Turquie, Galbraith et Van Hollen ont parlé à deux personnes qui ont dit avoir été témoins d'un massacre de quelque 1 300 personnes, femmes et enfants, dans le village de Bazeh. Selon ces comptes-rendus, les victimes ont été mitraillées puis enterrées dans des fosses communes creusées par des bulldozers. Le réalisateur anglais Gwynne Roberts a interviewé deux réfugiés adoles-

Bon nombre de ceux qui ne pouvaient passer la ligne de blocus, le long de la route allant de Zakho à Baluka, sont cependant parvenus à se cacher dans les montagnes. Ils regardaient, impuissants, les bulldozers aller et venir dans la vallée, en bas, écrasant tout sur leur chemin. Le long de la grande crête est-ouest de la montagne de Gara, au sud d'Amadiya, les combattants *peshmergas* dispersés ont pris le commandement d'un énorme convoi de milliers de réfugiés. À pied et à cheval, ils ont voyagé vers l'est pendant trois jours, mais il leur a été impossible de traverser la rivière du Grand Zab, parce que tous les ponts étaient désormais contrôlés par l'armée. Revenant à nouveau sur leurs pas vers l'ouest, les réfugiés ont entendu à la radio – les *peshmergas* en avaient emporté – que des milliers de compatriotes kurdes avaient trouvé un sanctuaire en Turquie. Alors que les nouvelles d'attaques chimiques récentes se répandaient, les *peshmergas* ont essayé de maintenir le moral des civils en leur disant que les pressions exercées par l'étranger sur le régime irakien allaient bientôt forcer Saddam Hussein à interrompre les combats.

Ils n'avaient ni pain ni autre nourriture, mais beaucoup de viande car le bétail avait été abandonné. Le problème le plus urgent était l'eau potable : toutes les rivières et sources étaient situées plus bas dans la vallée, et elles étaient entre les mains de l'armée et du Jahsh, qui tiraient sur tout ce qui bougeait. Les fugitifs ont marché pendant trois jours, sans eau, et selon au moins un compte-rendu, de nombreux enfants sont morts dans les montagnes de Gara en conséquence des diarrhées et de la déshydratation³⁹. Un nombre surprenant de personnes ont cependant survécu à l'épreuve, et alors qu'ils se cachaient depuis vingt jours, juste après que la radio a diffusé la messe de minuit, ils ont entendu que le Conseil de commandement révolutionnaire avait décrété une amnistie générale.

Plusieurs autres milliers ont eu moins de chance. Les villageois de Gizeh, par exemple, qui avaient été attaqués avec des armes chimiques le 25 août, ont tenu dans les montagnes pendant dix jours – pas suffisamment longtemps pour bénéficier de l'amnistie. Mourant de faim, épuisés, ils ont finalement été traqués par les soldats qui

cents en Turquie, qui prétendaient avoir été témoins d'attaques chimiques sur la gorge de Bazeh, à l'issue desquelles « plus de 3 000 personnes sont mortes ». Selon un de ces témoins, « des milliers de soldats avec des masques à gaz et des gants » sont entrés dans la gorge le lendemain, empilant les corps et y mettant le feu. Toutefois, les interviews du Middle East Watch à Bazeh et dans les villages environnants n'ont pas, quatre années plus tard, réveillé la mémoire d'un tel événement. On n'a pas fait état non plus de morts ou de disparitions significatives de femmes et d'enfants qui aient pu se produire durant une attaque telle que celle qui a été décrite.

39. Interview du Middle East Watch, 7 septembre 1992.

les ont fait marcher pendant quatre heures en direction d'Amadiya. Là, ils ont été précipités dans des camions qui les ont conduits vers l'ouest, en direction de Dohouk. Gizeh a été l'un des villages les plus touchés de toute la région de Badinan : selon Mushir, le jeune *peshmerga* de Sarkeh, quatre-vingt-treize de ses hommes ont été capturés par l'armée et n'ont pas été revus. Seuls Mushir et deux autres ont survécu.

Certains ont été capturés dans leurs maisons le premier jour de l'assaut. Une partie de la population de Mergeti, du côté nord de la montagne de Gara, a fui immédiatement après l'attaque chimique du 25 août, mais pratiquement une centaine d'autres personnes, surtout les plus vieux, ont été capturées quand les soldats et les forces kurdes chatta ont atteint le village ce soir-là. Les troupes les ont avertis que, s'il y avait la moindre résistance de la part des *peshmergas* dans les environs, ils seraient exécutés sur le champ.

À Warakhal, à quelque distance à l'est de la *nahya* de Nerwa Reikan, un *mus-tashar* local a dit aux personnes âgées que leurs congénères devraient se rendre à l'armée ; comme ils n'étaient pas *peshmergas*, ils n'avaient rien à craindre. Les villageois ont obéi, se sont rassemblés et se sont entassés dans des camions. Leur première destination a été le complexe de Deralouk, construit à l'endroit où la grande route principale est-ouest traverse le Grand Zab. Ils sont restés trois jours là, attroupés dans des enclos à bétail, avant d'être séparés par âge et par sexe. Les femmes ont vu que quatre-vingt-trois hommes de Warakhal ont été chargés et emmenés dans des IFA. Elles ont demandé au Jahsh ce qui allait leur arriver, mais il leur a ordonné de « la fermer ». Il existe toutefois des preuves attestant du fait que les soldats connaissaient la réponse ; certaines des femmes les ont entendus murmurer entre eux que cela serait une « grosse perte si ces personnes disparaissaient⁴⁰ ».

À partir de là, l'histoire du dernier Anfal suit étroitement ce qui s'est passé pendant les étapes précédentes de la campagne. Les villageois capturés ont été détenus, pour quelques heures ou quelques jours, dans des centres de détention provisoire, ou près de la grande route principale est-ouest. Parfois, on procédait à un interrogatoire rudimentaire. Plusieurs de ces centres de traitement étaient des complexes comme Deralouk, construits pour loger les Kurdes réimplantés pendant les périodes précédentes de la guerre Iran-Irak. Les personnes capturées dans la zone autour de la montagne de Gara ont été détenues pour une courte période dans les complexes de Sori Jeri et Kwaneh, et dans une école à Sarseng. Dans la ville d'Amadiya elle-même, le poste de police, la base militaire et le quartier général de l'Union des ensei-

40. Interviews du Middle East Watch, complexe de Jezhnikan, 3 mai et 13 juillet 1992.

gnants ont tous été utilisés. Les aménagements temporaires ont été mal agrandis et le transport de tant de prisonniers s'est aussi révélé être un problème, beaucoup d'IFA tombant en panne. Un chauffeur civil de camions a dit au Middle East Watch que son véhicule avait été réquisitionné, ainsi que deux bus civils, pour transporter cinquante ou soixante prisonniers – hommes, femmes et enfants – du quartier général du régiment militaire d'Amidiya à Sarseng, et de là à Dohouk⁴¹.

Plus près de Zakho, les complexes de Bersivi et d'Hizawa ont rempli la même fonction. Beaucoup de gens disent avoir été emmenés au fort militaire de Mangesh, ou dans une école primaire ou secondaire de cette ville, parfois entraînés par de fausses promesses d'amnistie. Ils sont restés à Mangesh pendant trois jours. Certains ont reçu de maigres rations de pain plat kurde et d'eau chauffée au soleil ; d'autres n'ont rien reçu du tout, bien que des habitants compatissants leur aient, à ce que l'on rapporte, jeté de la nourriture par les fenêtres⁴². Trois jours plus tard, les IFA devaient à nouveau se mettre en route, cette fois vers le sud, en direction de Dohouk.

* * *

LES EXÉCUTIONS DE MASSE SUR PLACE

Dans les zones du Kurdistan irakien où l'on parle le Sorani, les bourreaux étaient quelquefois – en regard des ordres d'extermination des prisonniers à échelle industrielle – peu rigoureux dans leur travail. Dans le cadre du seul troisième Anfal, la campagne de Germian, au moins six survivants ont pu raconter leur histoire. Ce n'est pas le cas de Badinan, où après plus d'une année d'intenses recherches, le Middle East Watch n'a pas pu retrouver un seul homme ayant réussi à sortir vivant des camps et à échapper aux pelotons d'exécution.

Entre les mois d'avril et de septembre 1992, et de nouveau en avril 1993, l'équipe du Middle East Watch a largement parcouru Badinan, menant des douzaines d'interviews avec des survivants du dernier Anfal – Khatimat al-Anfal. Dans chaque

41. Interview du Middle East Watch, Amidiya, 29 août 1992. Le général Zareb, dans son « Analysis : operation end of Anfal », reconnaît le problème des pannes fréquentes de véhicules.

42. Il y a un bref récit sur les conditions de vie dans le fort de Mangesh dans *The Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 58.

ancien groupe de villages, on a demandé à des témoins ayant survécu de dresser une liste de ceux qui étaient morts ou avaient disparu. Dans de nombreux cas, ils étaient en mesure de la faire, donnant les noms complets dès que c'était possible, et identifiant quiconque avait été un *peshmerga* actif, un réfractaire ou un déserteur de l'armée. La liste fournie par les villageois de Badinan ne comprenait que des noms d'hommes adultes et adolescents – à l'exception remarquable des chrétiens chaldéens et des Assyriens, ainsi que des Kurdes yézidis, dont le sort est détaillé plus bas.

Les chiffres rapportés au Middle East Watch, à partir des trente-six villages, donnent un aperçu du nombre de morts, en conséquence de la campagne de Badinan. Certains endroits n'ont pas été touchés, tout le monde ayant traversé la frontière pour se rendre en Turquie ; certains n'ont perdu qu'un homme ; plusieurs en ont perdu une douzaine ou vingt ; quelques-uns ont cruellement souffert, perdant l'ensemble de leur population adulte mâle – vingt-quatre du village d'Ikmala dans la *nahya* de Nerwa Reikhan, et quatre-vingt-treize de Gizeh. Dans l'ensemble, ces trente-six villages ont perdu 632 de leurs hommes dans l'Anfal, y compris quelques garçons de douze ou treize ans au plus⁴³.

La dernière fois que ces hommes et ces garçons ont été vus en vie, ils étaient détenus par l'armée, soit entassés dans des camions IFA, le long de la route, les menottes aux poignets à l'endroit où ils avaient été capturés, ou (principalement) dans le fort de Dohouk, qui fonctionnait, pour ainsi dire, comme celui de Topzawa, au Nord¹⁸. Aucun d'entre eux n'a été retrouvé vivant depuis leur disparition, presque cinq ans auparavant, et la seule conclusion que l'on peut en tirer est qu'ils ont été tués en masse sur peloton d'exécution, comme leurs prédécesseurs l'avaient été au cours des étapes précédentes de l'Anfal.

Des centaines de femmes et de jeunes enfants ont également péri en conséquence de la dernière campagne d'Anfal. Mais ils sont morts pour une autre raison – intoxication, faim, exposition et négligence volontaire, plutôt que par balles tirées avec un AK-47. Dans les sept premières opérations d'Anfal, les disparitions de masse

43. Selon un dossier compilé par la Société pour la reconstruction et le développement du Kurdistan, quelque 310 villages ont été détruits dans le gouvernorat de Dohouk pendant le dernier Anfal. Les chiffres fournis en interne par l'armée irakienne concernant le nombre total d'hommes emprisonné pendant le dernier Anfal, y compris les « saboteurs » qui se sont rendus ou ont été capturés, est de 3 063. Voir plus bas, p. 321. Les caractéristiques de la disparition des hommes des villages étudiés par le Middle East Watch suggèrent que le nombre total de détenus était beaucoup plus élevé.

44. Nous devons toutefois noter qu'au moins une partie des prisonniers de Dohouk ont été ultérieurement transférés à Topzawa, qui a fonctionné jusqu'à la fin de la campagne d'Anfal.

de femmes et d'enfants reflétaient fréquemment les modèles de résistance *peshmerga*. Au cours du dernier Anfal, on ne pouvait parler d'aucune résistance. Le PDK était simplement mis en déroute, et cela peut expliquer la raison pour laquelle les femmes et les enfants de Badinan ont été épargnés. Quant à leurs hommes, les ordres ne pouvaient être plus clairs :

« Nous avons reçu l'ordre de tuer tous les *peshmergas*, même ceux qui se rendaient », dit un ancien lieutenant-colonel de l'armée irakienne au Middle East Watch. « Même les civils paysans étaient considérés comme des *peshmergas* s'ils travaillaient au sein des zones interdites. Tous les hommes dans les zones interdites, âgés de quinze à soixante ans, étaient considérés comme des saboteurs et devaient être tués. Les zones interdites étaient indiquées en rouge sur les cartes ; elles couvraient tout, à l'exception des routes pavées. » Ces ordres, expliquait l'officier, étaient transmis par écrit au niveau de la division (*tahiri*), puis par oral aux officiers de rang inférieur. Cela est clairement mentionné dans les directives 3650 et 4008 de juin 1987 du Bureau Nord, qui notifient les ordres couvrant une période de deux ans, y compris l'Anfal. Le lieutenant-colonel a continué à expliquer que les femmes et les enfants relevant de sa zone d'opération devaient être rassemblés et transportés par camion au quartier général de la division militaire à Begova, où il stationnait ; puis, ils ont plus tard été réinstallés dans un complexe gouvernemental⁴⁵.

« Les ordres d'Ali Hassan al-Madjid étaient clairs », confirmait un autre officier qui avait servi dans l'Istikhbarat. « Ils consistaient à tuer tous les hommes âgés de quinze à soixante ans. Il ne voulait plus les revoir, et ils devaient être exterminés. » Cependant, « les gens étaient tués en fonction de l'humeur de l'officier en exercice. Certains avaient bon cœur et laissaient les gens s'en aller, d'autres les tuaient ».

La « bonté » de certains officiers est corroborée par des témoignages. Un Kurde yézidi du village de Mezeh (dans la *nahya* de Sarseng) faisait partie des milliers de ceux qui se sont cachés dans les montagnes après avoir fui, avant les attaques de l'armée à la fin du mois d'août. « Quelque quarante à cinquante femmes n'en pouvant plus », se rappelle-t-il, « se sont rendues à une unité de l'armée, dans le village de Shkafkeh. Le commandant, un homme sympathique, leur a donné à manger et à boire, mais leur a dit qu'il avait reçu l'ordre de tuer tout le monde. Alors, il les a renvoyées dans les montagnes, en leur disant qu'il était incapable de tuer des femmes et

45. Interview du Middle East Watch, Zakho, 24 juin 1992.

des enfants, et leur a recommandé d'attendre une amnistie⁴⁶ ». Les unités chatta de cette zone ont également traversé les lignes *peshmargas* pour avertir tout le monde qu'ils devaient rester où ils étaient, car un ordre général avait été donné de tuer quiconque se rendait.

Un grand groupe de villageois, au moins, a été épargné en conséquence d'un accord privé passé avec l'armée. Ce cas étonnant concerne un groupe de 160 familles du village de Spindarok, qui a essayé de s'échapper en direction de la Turquie le premier jour du dernier Anfal. Elles n'étaient parvenues qu'à la grande route lorsqu'elles ont rencontré un puissant chef de tribu, le père d'un des *mustashars*. Elles ont certifié à l'homme qu'il n'y avait aucun *peshmerga* dans leurs rangs, et il s'est, lui, adressé aux renseignements militaires. Le lendemain, dans l'après-midi, les familles se sont rendues à l'armée, qui les a emmenées en camion au quartier général de l'Istikhbarat de Zakho. Là-bas, elles ont rendu leurs armes et ont fait des dépositions. Après cela, il leur a été permis de partir librement et de rejoindre leurs familles à Zakho. (Leur propre village, Spindarok, a été brûlé et rasé au bulldozer⁴⁷.)

* * *

Certains des hommes et des garçons de Badinan ont été alignés et assassinés à l'endroit où ils avaient été capturés, et exécutés par des pelotons d'exécution sous l'autorité d'un officier de l'armée locale. Le cas le plus connu est celui de Koreme, un village d'à peu près 150 foyers, à seulement quatre kilomètres au nord de la ville de Mangesh⁴⁸. Koreme était connu localement comme étant un village progouvernemental, et beaucoup de ses hommes étaient des agents de l'Amn. Au moment de

46. Il est très peu probable que le commandant lui-même ait reçu pour ordre de tuer tous ceux qu'il appréhendait, indépendamment de leur âge et de leur sexe, car il n'y a aucun document concernant ce point. Si le compte-rendu de ses commentaires est juste, il a peut-être imaginé ce qui arriverait plus tard à ceux qu'il a fait transférer auprès de l'Amn et de l'Istikhbarat. Interview du Middle East Watch, complexe de Khaneq, 27 août 1992.

47. Dans une curieuse note de renvoi à cette histoire, il est établi que les familles ont été détenues par l'Amn après l'amnistie du 6 septembre, et envoyées, *via* le fort de Dohouk, au complexe de Baharka – conformément à la logique bureaucratique de l'Anfal. Interview du Middle East Watch, complexe d'Hizawa, le 1er septembre 1992.

48. L'histoire de ce village est racontée de façon très détaillée dans *The Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 12-99, et p. 45-52 en particulier.

l'Anfal, cependant, Koreme était déjà un « village caché » ; car l'année précédente, sa population d'environ 1 000 habitants s'était réfugiée sous des saillies humides et rocheuses, dans les ravins situés à proximité. Suite à l'attaque chimique du 25 août, Koreme – comme un nombre infini d'autres villages – a nourri un débat animé sur la marche à suivre. Jusqu'au 27 août, plusieurs centaines de personnes avaient décidé de se risquer à fuir en Turquie. Mais plus tard le même jour, d'autres villageois terrifiés, qu'ils avaient rencontrés dans les montagnes, les ont avertis que c'était trop tard ; toutes les routes vers la frontière étaient maintenant bloquées par des soldats.

Les réfugiés de Koreme ont fait demi-tour, accompagnés par un certain nombre de personnes du village de Chalkey, qui les avaient rejoints dans les ravins. Ils ont marché toute la nuit, avec la peur constante d'être attaqués. Dans l'après-midi du 28, ils ont de nouveau atteint les faubourgs de Koreme. Les soldats et le Jahsh étaient déjà là. Dès qu'ils ont vu les troupes, les hommes ont levé leurs mains en l'air pour signaler qu'ils se rendaient.

Les officiers de service, deux jeunes lieutenants d'une vingtaine d'années, ont séparé sur le champ les villageois, par âge et par sexe. Puis ils ont paru hésitants sur la marche à suivre, mais après une pause, un des lieutenants a ordonné à un groupe de trente-trois hommes et adolescents de se séparer des autres⁴⁹. Ils avaient entre treize à quarante-trois ans. Pendant qu'on emmenait les autres villageois derrière une colline, à l'abri des regards, les hommes ont dû s'agenouiller. Les soldats continuaient à leur dire qu'aucun mal ne leur serait fait, et leur ont même offert des cigarettes et de l'eau. Pendant qu'ils attendaient, un des officiers a joint son supérieur, dans le village voisin de Mangesh, avec son talkie-walkie. Il a rapporté qu'il avait capturé un groupe « subversif armé », et a demandé des instructions. Dès qu'il a éteint la radio, le lieutenant a lancé l'ordre à ses hommes d'ouvrir le feu. Vingt-sept des trente-trois prisonniers ont été tués – dix-huit de Koreme et neuf de Chalkey. Il est toutefois remarquable que six aient survécu – bien que les soldats se soient ensuite avancés pour administrer le coup de grâce⁵⁰. Les corps ont été laissés à l'endroit

49. Il y a eu des discussions, parmi les villageois, quant à savoir si tous les membres de ce groupe portaient des armes lorsqu'ils se sont rendus. Voir *The Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 45-47.

50. La négligence de l'exécution de Koreme fut – en soi – remarquable. Un fait encore plus surprenant a été que l'un de ceux qui ont survécu, un homme de trente-quatre ans, a été blessé par des tirs de fusils, mais emmené à l'hôpital de Mangesh, le lendemain, par une unité du jahsh. Il a été traité là-bas et a par la suite été transféré au fort de Dohouk – ce à quoi il a également, inexplicablement, survécu. Voir *The Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 51-52

où ils étaient tombés, à pourrir sous le soleil d'été pendant plus d'une semaine, avant que les soldats reviennent pour les enterrer dans deux fosses peu profondes.

À ce jour, on se demande encore pourquoi Koreme a été un cas isolé. Parmi toutes les hypothèses, la plus plausible pourrait être celle de son ancien rôle dans l'Amn. En tant que village fidèle, on aurait pu s'attendre à ce que Koreme demeure en dehors des zones barrées en rouge et fasse enregistrer ses habitants dans le recensement de 1987. Au lieu de cela, le village s'est caché. Le régime a alors considéré ses anciens agents de l'Amn, en particulier, comme des traîtres, et la lecture des documents officiels dérobés aide à comprendre que ce type de désertion était passible d'exécution sommaire⁵¹.

Koreme n'est pas le seul cas d'exécutions de masse en campagne. Quelque chose de similaire s'est produit à plus petite échelle à Mergeti, village situé sur le flanc septentrional de la montagne de Gara et qui avait été attaqué par des armes chimiques le 25 août. La plupart des hommes étaient des *peshmergas* et ils se sont échappés dans les montagnes. Mais comme nous l'avons vu, une centaine de villageois ont été capturés dans leurs maisons par les soldats, le même soir. Ils sont restés là pendant à peu près une heure, à cause du fait que Mergeti n'avait qu'une seule source d'eau. Alors qu'ils attendaient là, les soldats ont mis le feu à leurs maisons.

Un officier de l'Istikhbarat a alors appelé, dit-on, ses supérieurs avec son talkie-walkie et leur a dit qu'un certain nombre de saboteurs avaient été arrêtés. Un membre du Jahsh qui se trouvait à proximité et qui parlait l'arabe a calmement dit aux villageois que l'homme avait reçu l'ordre suivant. « Séparer les hommes des femmes et tuer tous les hommes âgés de plus de quinze ans. » On a mis à part douze hommes et, pendant la nuit, les femmes ont été prises à part et emmenées, à pied, dans la ville voisine de Sarseng. Dans la confusion et l'obscurité, un officier de l'infanterie ayant apparemment du cœur a réussi à cacher quatre des hommes dans le plus grand groupe de femmes pour essayer de les sauver⁵². Les huit autres hommes ont été emmenés par leurs ravisseurs dans le village voisin de Bawarkeh Ka'ba, loin des montagnes.

51. Selon les formulaires d'adhésion au parti Baath trouvés dans les archives gouvernementales irakiennes, celui qui dissimulait simplement une adhésion précédente à un autre parti politique était passible de peine de mort.

52. Ces quatre hommes ont plus tard disparu du fort à Dohouk, selon une interview du Middle East Watch, 9 juin 1992.

L'officier était furieux. « Pourquoi les avez-vous emmenés ici ? » a-t-il crié. « Je vous ai ordonné de les tuer. Pourquoi n'avez-vous pas exécuté mes ordres ? » L'homme a répété ses ordres : les hommes devaient être ramenés là où ils avaient été capturés et tués. À trois cents kilomètres de Mergeti, les prisonniers ont été attachés les uns aux autres par les mains et par les pieds, leurs yeux ont été bandés et leurs mains attachées avec des menottes, puis ils ont été tués avec des kalachnikovs⁵³.

* * *

Grâce au compte-rendu méticuleux du brigadier général Zareb, relatif aux mouvements des troupes pendant le dernier Anfal, il est possible de savoir avec précision qui fut responsable des meurtres de Koreme et de Mergeti⁵⁴. Bien que Mergeti ne soit pas mentionné à proprement parler dans le rapport du général Zareb, le village tombe clairement dans le cadre des opérations de la 41^e division d'infanterie de l'armée irakienne. La 41^e contrôlait un détachement de commandos du sixième corps d'armée, ainsi que trois brigades d'infanterie, n° 103, 114, et 706. Le commandant d'une de ces trois brigades – on ne précise pas laquelle – était chargé du premier corps d'expédition conjoint de la division déployée à partir de sa base de Sarseng contre la montagne de Gagra et qui se déplacera vers l'est, à travers Mergeti, dans les premières heures de la campagne⁵⁵.

Dans le plan d'attaque élaboré par le cinquième corps d'armée, Koreme faisait partie de la zone d'opération du bassin de Khabour (voir la carte). Ce théâtre d'opérations, qui s'étendait de Zakho et Batufa au nord à Mangesh au sud, était entre les mains de la 29^e division d'infanterie. Trois brigades d'infanterie ont également été

53. Ce compte-rendu est basé sur le témoignage, raconté à des proches, d'un des huit hommes qui ont été blessés pendant les tirs. Il s'est temporairement échappé dans un poste voisin du Jahsh dans le complexe de Qadish, mais il a été livré à l'Amn de Sarseng par une famille effrayée. Il a dès lors disparu. Les sept hommes qui sont morts étaient : Muhammad Saleh Abd-al-Qader (né en 1938), Serdar Said Muhammad (né en 1957), Mustafa Abd-al-Qader Mustafa (né en 1926 ou 1928), Suleiman Shaban Checho (né en 1956), Abel Muhammad Khaled (né en 1961), Ramadan Ahmad Hamou (né en 1968) et Hamid Ahmad Hamou (date de naissance inconnue). Le survivant temporaire était Banjin Mustafa Abd-al-Qader (né en 1966). Les noms complets des vingt-sept hommes exécutés à Koreme sont donnés dans *The Destruction of Koreme, op. cit.*, p. 50.

54. « Analysis : operation end of Anfal », p. 17-19.

55. *Ibid.*, p. 16.

chargées de l'opération – les numéros 84, 238 et 435 – ainsi qu'un bataillon de chars d'assaut, un ensemble de troupes motorisées, de soldats du Génie, d'unités d'artillerie et de troupes transportées par voie d'eau, ainsi que seize bataillons de défense nationale, ou Jahsh.

La campagne a été à nouveau répartie aux huit corps expéditionnaires conjoints, dont deux – le sixième et le septième – étaient basés à Mangesh⁵⁶. Alors que le septième corps expéditionnaire avait pour ordre de se diriger vers l'est et de prendre les villages de Majalmukht et Alkushki, le sixième devait se diriger au nord, aussi loin que les villages de Baroshki-le-Haut et Baroshki-le-Bas, sur la rive sud de la rivière Khabout. Un deuxième détachement devait aller au nord-est et prendre Koreme. C'est cette unité qui a procédé aux exécutions, et selon les témoignages, on doit supposer que l'ordre venait du commandant du sixième corps expéditionnaire de la 29^e division d'infanterie, basée à Mangesh.

Le général Zareb était très satisfait de la performance de ses officiers. Aux environs du 29 août, il rapporte que les 29^e et 41^e divisions d'infanterie avaient « occupé toutes les positions visées » et « accompli toutes les tâches qui leur avaient été assignées⁵⁷ ». Au court de la semaine suivante, d'autres unités et corps expéditionnaires ont continué l'opération de balayage et ont conduit les derniers des *peshmergas* en Turquie et en Iran. Aux environs du 6 septembre, le dernier sommet stratégique frontalier était occupé, et du point de vue militaire, le dernier Anfal était terminé. Le général Zareb a félicité les « autorités militaires et civiles » pour avoir préparé le terrain de la campagne, couronnée de succès, et a rendu hommage aux camarades du parti Baath pour avoir « élevé le degré d'enthousiasme et de zèle des combattants⁵⁸ ».

Le général a reconnu au Jahsh les mêmes qualités. « Les combattants des bataillons de défense nationale ont combattu avec zèle et enthousiasme pour atteindre l'objectif consistant à détruire les saboteurs et leurs positions », a-t-il écrit. « Dans tous les convois, ils marchaient en avant des troupes car ils connaissaient le terrain et également parce qu'ils étaient dans de bonnes conditions physiques, en particulier pour grimper dans les montagnes. Ils ont [...] joué un rôle actif dans la destruction des villages et dans le rassemblement des biens confisqués⁵⁹. » Un inven-

56. *Ibid.*, p. 17-19.

57. *Ibid.*, p. 27.

58. *Ibid.*, p. 38-39.

59. *Ibid.*, p. 39.

taire méticuleux a été fait concernant le « pillage » : bétails et chèvres, tapis, matelas et couvertures, montres, argent liquide et pièces d'or, albums photos, ustensiles de cuisine, paquets de lait en poudre, dentifrice⁶⁰...

Le général a rapporté que ses forces n'ont rencontré « pratiquement aucune résistance », et cela s'est reflété dans les chiffres des pertes de l'armée. Seulement trente et un hommes sont morts pendant le dernier Anfal, dont dix-huit étaient membres du Jahsh, qui a joué le rôle de chair à canon que leur avaient attribué l'armée et le parti Baath. Tout comme les saboteurs détenus par l'armée pendant la campagne de Badinan, ils ont été répertoriés de la façon suivante :

Saboteurs s'étant rendus	803
Saboteurs capturés	771
Hommes	1 489
Femmes	3 368
Enfants	6 964
Total	13 385

D'autres, bien sûr, sont morts sur le terrain. Mais ils n'ont pas été pointés de façon précise, à l'exception de quarante-huit *peshmergas* qui auraient été tués dans des affrontements avec la 29^e division. À la place, Zareb s'est contenté d'une note concise : « Nos forces ont vu trop de taches de sang dans tous les endroits nettoyés. »

* * *

60. *Ibid.*, p. 57-60.

LE FORT DE DOHOUK ET LA PRISON POUR FEMMES DE SALAMIYEH

Le fort de Dohouk s'étend le long de la route à Nizarkeh, dans les faubourgs de l'est de la capitale du gouvernorat. C'est une grande structure en béton, construite selon le design soviétique des années 1970, et protégée par une batterie de canons antiaériens positionnés sur le toit. Sur les 13 395 « saboteurs » capturés à Badinan, la plupart ont été emmenés au fort, où ils ont été conduits dans des IFA de l'armée. Certains des prisonniers mâles des zones méridionales de Badinan ont également été emmenés, dit-on, dans la ville de Mossoul, mais aucun d'eux n'est apparemment rentré en vie pour raconter ce qui s'est passé là-bas.

La plupart des prisonniers ont été détenus au deuxième étage du fort, qui était si bondé que les couloirs étaient pleins. Ils sont restés à Dohouk de deux à cinq jours, bien que certains vieux aient été gardés jusqu'à deux semaines. Certaines femmes ont passé toute la nuit dans la cour du fort, confinées dans les mêmes camions qui les avaient amenées ici. Comme à Topzawa, les nouveaux arrivants ont été séparés à leur arrivée : les hommes et les garçons en âge de servir dans l'armée d'un côté, les femmes, les enfants et les vieux de l'autre. Les soldats ont enregistré une rapide déposition des hommes et leur ont pris leurs papiers d'identité, mais personne d'autre n'a été interrogé. La police ayant une passion pour la conservation de rapports documentaires, les agents de sécurité ont filmé ces brèves séances d'interrogatoire.

Alors que leurs femmes et leurs sœurs se tenaient debout à côté, incapables de les aider, les hommes étaient battus avec des bâtons en bois et de longs tubes en plastique ; ils recevaient des coups de pied, des coups de poing et des gifles. Les gardes militaires s'amusaient à mettre des allumettes en feu sous la barbe et la moustache des prisonniers. Les enfants criaient et essayaient de courir vers leurs pères, mais ils étaient reconduits à leur place à coups de pied. Iram, une jeune femme de Gizeh, situé sur la montagne de Gara, regardait les soldats battre son beau-frère. Elle les a suppliés, « au nom de Dieu et du prophète », de la laisser traverser la cour pour laver ses blessures. Les soldats ont refusé. « Tu n'as ni dieu ni prophète », ont-ils dit d'un ton méprisant⁶¹.

Lorsque la procédure d'enregistrement fut terminée, les prisonniers ont été dispersés dans des cellules crasseuses et collectives qui étaient jonchées d'excréments humains. « C'était comme si nous vivions dans des toilettes », se rappelle une

61. Interview du Middle East Watch, complexe de Jeznikan, 3 mai 1992.

vieille femme avec dégoût. Il y avait des milliers de personnes dans le fort, les hommes tassés au rez-de-chaussée dans des cellules, les femmes, les enfants et les vieux à l'étage du dessus. Des centaines d'autres personnes arrivaient chaque jour. Ils appartenaient à toutes les tribus les plus importantes de la région de Badinan – Doski, Sindi, Reikan, Barwari, Sleivani et autres. Plusieurs centaines de prisonniers venaient de villages yézidis et chrétiens, et ils étaient séparés des détenus musulmans par un mur.

À de nombreux égards, les conditions de détention à Nizareh étaient encore plus sordides qu'à Topzawa. Ce qui fut le plus frappant, c'est qu'on ne donnait pas de nourriture aux détenus. Il y avait des robinets dans la cour, mais les gardes empêchaient les prisonniers de les utiliser. De petites quantités d'eau impure, chauffée par le soleil, étaient disponibles dans des tonneaux dans la cour, mais là encore ils ne faisaient aucun effort pour la distribuer régulièrement. Il n'y avait même pas de pain. « Vous, les Kurdes, avez été envoyés ici pour mourir », était la remarque des gardes, que beaucoup de prisonniers ont entendue.

De petits gestes de compassion de la part des habitants du village ont contribué à éviter que certains meurent de faim – ce qui s'est produit dans un certain nombre de centres de détention pour Kurdes pendant l'Anfal. Une fois, un garde kurde a lancé deux sacs de pain dans la cour, et les enfants en meilleure santé se les sont disputés. Mais d'autres enfants, et certaines des personnes les plus âgées, ont succombé à la faim et à la maladie. Selon un compte-rendu, vingt sont morts en l'espace de deux jours au début du mois de septembre⁶². À la longue, les détenus les plus vieux purent acheter de quoi manger à leurs gardiens, tout comme leurs compagnons kurdes à Nugra Salman. Lorsque seuls restaient les plus vieux, la sécurité était également plus souple, et certains proches réussissaient même à se glisser dans le fort pour de courtes visites. Le soir, les prisonniers sortaient discrètement des périmètres clôturés par des barbelés, pour rassembler de grands sacs plastique d'alimentation que les gens de Dohouk avaient laissés sur place⁶³.

Pour les plus jeunes détenus, la brutalité des gardes faisait partie de la routine quotidienne. Les nouveaux arrivants ont vu des taches de sang frais sur le sol et sur

62. Interview du Middle East Watch, complexe de Telkabber, 28 août 1992.

63. En dehors d'une poignée de gens qui, à ce que l'on dit, sont mort de maladie et de faim, les prisonniers les plus vieux ont survécu à Nizareh. De même ont survécu, dans des circonstances curieuses, deux jeunes hommes qui ont été emprisonnés avec les plus vieux en raison de leurs blessures. L'un était le survivant blessé des pelotons d'exécution de Koreme, l'autre un homme souffrant des effets de l'attaque aux gaz toxiques sur Warmilleh, le seul homme adulte de ce village ayant survécu. Interviews du Middle East Watch, villages de Koreme et de Warmilleh, 30 mai et 31 août 1988.

les murs. Toute femme essayant de rendre visite à son mari, au niveau inférieur du fort, était battue. Les hommes ont été sauvagement battus avec des serpettes, comme celles habituellement utilisées par les Kurdes dans les champs. Un jeune homme ayant de l'embonpoint a été battu à en perdre connaissance, fourré dans le coffre d'une Passat Volkswagen et conduit au fort. On ne l'a jamais revu. D'autres ont été frappés, à grands coups, à la tête et sur le haut du corps avec des blocs de béton, quelquefois alors qu'ils étaient attachés à des poteaux dans la cour. « J'ai vu moi-même, des officiers tuer un jeune homme avec un tel bloc », a dit un vieil homme de la zone d'Amadiya. « J'ai pleuré et prié Dieu de tous nous sauver⁶⁴. »

À une autre occasion, un prisonnier a vu des soldats et des officiers de l'Istikhbarat battre un groupe de douze jeunes gens qui portaient des habits *peshmergas*. Les hommes de l'armée hurlaient et les injuriaient : « N'avez-vous pas honte d'être des saboteurs, ânes, fils de chien ! » Plus tard, le témoin a vu les soldats emmener les corps ensanglantés des douze jeunes hommes. Il a appris par un garde qu'il s'agissait de *peshmergas* qui s'étaient rendus ou avaient été capturés par hélicoptère, sur la montagne de Mattin⁶⁵.

Un autre jeune homme, qui était charpentier à Dohouk, a appris que le père d'un ami faisait partie des détenus d'un fort. Il s'est immédiatement rué là-bas avec un sac de pain et de raisin. À la porte du fort, il a demandé à un agent de l'Amn la permission d'entrer. « Comment pourrais-tu entrer ? » a demandé l'homme. « Tu seras battu. Laisse-moi te montrer ce qui est arrivé à certaines personnes ici. » L'agent de l'Amn a amené le charpentier dans un coin peu élevé en dehors du fort et a montré un certain nombre de taches de sang, ainsi que ce qui apparaissait être des restes de cerveaux humains. Le garde a expliqué qu'ils appartenaient à des personnes des villages de Spindar et Swareh, sur le flanc de la montagne Gara. Dix-huit d'entre eux ont été tués ici, sommairement exécutés⁶⁶.

Après quelques jours passés dans cette atmosphère infernale, on a dit au premier groupe de femmes et d'enfants de se rassembler dans l'immense cour centrale, où des véhicules attendaient pour les emmener vers leur nouvelle destination.

64. Interview du Middle East Watch, complexe de Jeznikan, 3 mai 1992.

65. Les témoins ont identifié deux de ces *peshmergas* comme étant Muhammad Taher Musa, âgé de vingt-cinq ans, venant du village de Zewa Shkan (Sarseng), et Lazgin Omar, âgé de vingt à vingt-deux ans, venant du village d'Ikmala (Mangesh). Interview du Middle East Watch, Bateli, Dohouk, 12 juin 1992.

66. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 4 septembre 1992.

Quelquefois, c'étaient des bus fermés avec deux petites fenêtres à l'arrière, quelquefois, il s'agissait de minibus, ou de *coasters*, quelquefois encore, des IFA ordinaires de l'armée. Les gardes armés – identifiés comme faisant partie de l'Amn et de l'Istikhbarat – attendaient pour accompagner le convoi. Les dernières images que les femmes ont emportées avec elles de Nizarkeh ont été celles des souffrances continues de leurs hommes. Pendant qu'un groupe attendait le départ, elles ont vu des soldats battre un certain nombre d'hommes dans la cour, avec des blocs de ciment et des bâtons. Les hommes avaient les mains attachées et les yeux bandés. Au moment où les bus sont partis, une femme a crié : « Laissez nos enfants mourir aussi, maintenant que leurs pères sont morts⁶⁷. » Et dans les jours qui ont suivi, les plus vieux détenus du fort de Dohouk ont vu un plus grand nombre de bus arriver – certains de couleur kaki, d'autres bleus – pour emmener les hommes les plus jeunes⁶⁸. Sans exception, on ne les a jamais revus.

* * *

Les véhicules qui transportaient les femmes et les enfants se sont dirigés au sud, vers Mossoul, avant de tourner vers la route de Bagdad. Dans l'un des camions, une femme enceinte, de la zone d'Amidiya, a commencé le travail d'accouchement. Une autre femme a crié au chauffeur de s'arrêter, mais il a refusé, et un soldat agressif a donné un coup de pied à la femme enceinte. Mais, pendant que le camion continuait à cahoter sur la grande route, elle a donné naissance à son bébé. L'enfant a survécu et elles l'ont appelé Hawar, le « cri ».

Environ cinq heures après avoir quitté Dohouk, le convoi s'est arrêté à la sortie d'une prison, ou d'une base militaire, dans la petite ville de Slamiyeh, sur la rive est du Tigre, à quelques kilomètres au sud de Mossoul. À l'arrivée, il y a eu une rapide procédure d'enregistrement et l'Istikhbarat, qui surveillait le fort de Dohouk, et qui a placé les femmes et les enfants sous la surveillance de nouveaux gardes, que les témoins ont identifiés comme appartenant à la police irakienne et à l'armée populaire. Les prisonniers se sont retrouvés dans un immense bâtiment d'un étage, divisé en à

67. Interview du Middle East Watch, complexe de Kwaneh, 29 août 1992.

68. Un témoin a décrit les véhicules comme étant « aussi longs que des bus, mais ne ressemblant pas à des bus », avec seulement une petite fenêtre en hauteur sur un côté, près de la cabine du chauffeur. Ce témoin a vu entre sept et dix de ces bus quitter quotidiennement le fort pendant plusieurs jours. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 4 septembre 1992.

peu près deux douzaines de grandes pièces surpeuplées, chacune faisant 45 mètres de longueur. Chaque pièce détenait des personnes d'une zone donnée, mais tous les détenus étaient de Badinan ; on n'entendait aucun mot de sorani. Les femmes sont restées là de deux jours à deux semaines.

Le régime d'incarcération à Salamiyeh représentait une amélioration claire par rapport à celui du fort de Nizareh, et aucune des femmes n'a dit avoir été particulièrement harcelée ou maltraitée. Les souvenirs de Salamiyeh variaient selon les cas. Peut-être la mémoire était-elle effacée par le temps et les traumatismes ; d'un autre côté, il se peut que les conditions d'emprisonnement aient changé avec le temps. Certaines femmes se souvenaient d'un régime composé « de pain sec, dur » et d'eau issue des réservoirs de la cour ; d'autres ont dit qu'elles faisaient trois repas par jour, avec du pain, du riz, de la soupe, du jambon, et que l'eau était directement disponible à partir des robinets. Il y avait même des blocs de glace pour affronter la chaleur de l'été, et une boutique de prison qui vendait quelques produits de base. Sans savon, les femmes pouvaient quand même laver leurs habits chaque jour dans la cour.

Même ainsi, les conditions de vie à Salamiyeh étaient sinistres. Les prisonniers étaient détenus ici sans le moindre semblant de respect des procédures juridiques ; aucune accusation ne leur était faite, et on ne leur a jamais donné la moindre raison expliquant leur emprisonnement. Les femmes et les enfants dormaient à même le sol, sans draps, et utilisaient des toilettes dégoûtantes et saturées. Les détenus des différentes pièces n'avaient pas le droit de communiquer entre eux. Il n'y avait pas de soins médicaux, et au moins deux décès ont été enregistrés pendant les deux semaines où la prison de Salamiyeh fut en service. Un des morts était un enfant du village de Gizeh, qui a été écrasé par un réservoir d'eau. Les soldats ont pris le corps et refusé de dire à la mère où ils l'emmenaient.

Avant tout, les femmes souffraient constamment du tourment de ne pas savoir ce qu'étaient devenus leurs maris et leurs frères. Au moins deux témoins ont dit que certains des hommes de Badinan étaient emmenés pour un temps à Salamiyeh, bien qu'ils fussent détenus dans des quartiers séparés. Une femme de la *nahya* de Guli a appris par les gardes que son mari et ses trois frères étaient encore vivants dans la prison. Une autre, qui était détenue dans la pièce n° 7 avec d'autres prisonnières de la région de Sarseng, a trouvé un jour la porte en acier de sa cellule fermée à clef. Elle est restée ainsi pendant six jours. Le sixième matin, on l'a laissée ouverte pendant deux heures. Depuis sa position proche de la porte, la femme voyait en partie la cour de dehors. « Je voyais des hommes, les yeux bandés, les mains attachées au dos avec des menottes », dit-elle au Middle East Watch. « Ils portaient des ceintures et des

foulards (*jamadani*) kurdes. C'était la première fois qu'elle prenait conscience du fait que des hommes kurdes étaient prisonniers à Salamiyeh. « J'ai vu qu'on a mis ces hommes dans des véhicules militaires, des véhicules fermés avec seulement un petit trou à l'arrière. Une fois que les deux véhicules ont été chargés, ils sont partis. » Un autre a pris leur place, puis deux autres, puis un autre. Elle a ainsi vu de nombreux hommes quitter Salamiyeh. Elle suppose que cela a duré les six jours pendant lesquels la porte de la pièce n°7 était restée fermée à clef : « Elle devait être fermée pour une raison bien particulière ; sinon elle restait toujours ouverte⁶⁹. »

Peu de temps après le départ de ces prisonniers mâles dont les yeux avaient été bandés, des coups de feu ont soudain explosé. Mais cela ne s'est révélé être rien de plus menaçant que des gardes, joyeux, tirant en l'air. Le président Saddam Hussein avait déclaré une amnistie générale, ont-ils dit aux femmes. Désormais leurs maris seraient saufs. Il devait y avoir de la musique et une grande fête. Ils s'attendaient même à ce que les femmes kurdes dansent avec eux.

69. Interview du Middle East Watch, Bateli, Dohouk, 12 juin 1992.

L'AMNISTIE ET SES EXCLUSIONS

« *Nous étions inutiles. Ils ont dit qu'il n'était pas juste de gaspiller du pain pour nous.* »

Rahman Hamid Nader, du village de Darbarou,
Taftaq, après avoir été libéré de la prison de Nugra Salman.

Le décret n° 736 du Conseil de commandement révolutionnaire a été lu à la radio en début d'après-midi, le 6 septembre, juste après les prières de la mi-journée. Il déclarait « une amnistie générale pour tous les Kurdes irakiens... à la fois d'Irak et de l'extérieur » – à la seule exception du « traître Al-Talabani... en raison des violations délibérées et répétées qu'il a commises à l'encontre de la loi et de l'ordre, même après qu'on lui a accordé la possibilité de se remettre sur le droit chemin ». L'amnistie a rendu Ali Hassan al-Madjid furieux, a-t-il dit plus tard à ses assistants, mais il l'a acceptée en tant qu'homme fidèle au parti¹.

Parmi les *peshmergas*, les plus optimistes ont cru que l'amnistie avait été déclarée grâce aux pressions extérieures, et que le régime de Saddam Hussein avait été contraint de revenir en arrière, à cause des réactions internationales devant l'utilisation des armes chimiques pendant le dernier Anfal. Mais l'indignation qu'ont provoquée les attaques de Badinan n'a pas été un facteur significatif ayant contribué à l'amnistie. Les remarques les plus acerbes, et celles ayant vraisemblablement eu la plus grande influence sur l'Irak, sont venues du secrétaire d'État américain, Georges

1. *Iraki News Agency*, citée dans *Al-Thawra*, le 7 septembre 1988. D'autres amnisties plus larges ont aussi été décrétées dans la période qui a immédiatement suivi l'Anfal. Le 30 novembre 1988, le décret n° 860 du Conseil de commandement révolutionnaire annonçait « une amnistie générale » pour toutes les « personnes qui se sont engagées dans des activités politiques dissidentes et qui se sont en conséquence cachées ». Le 28 février 1989, le décret n° 130 du CCR a déclaré une amnistie générale pour tous les Irakiens qui avaient fui le pays, de nouveau à l'exception « du traître Djalal al-Talabani et des agents du régime iranien ». Les commentaires d'Ali Hassan al-Madjid sur l'amnistie sont extraits d'une réunion ayant eu lieu le 15 avril 1989 et enregistrée sur cassette.

Shultz. Mais ces remarques n'ont pas été faites avant le 8 septembre, deux jours complets après que l'amnistie a été déclarée². Il est clair, à la lumière du rapport du cinquième corps d'armée sur le dernier Anfal, que la décision de déclarer une amnistie générale a été prise parce que Bagdad était convaincu, à partir du 6 septembre, que les forces *peshmergas* avaient été écrasées. Selon les termes employés par le communiqué de presse qui accompagnait l'amnistie, « ces traîtres kurdes ont abandonné le contrôle des villes et des villages aux troupes de Khomeini, mais Dieu a déjoué les plans du mal³ ».

Le lendemain, le 7 septembre, le cabinet présidentiel publiait un autre décret accordant à Ali Hassan al-Madjid et au Bureau Nord du parti Baath des pouvoirs exceptionnels afin de faciliter le retour des réfugiés de Turquie, où leurs histoires avaient considérablement embarrassé l'Irak, malgré les plus grands efforts déployés par le gouvernement turc pour minimiser la tragédie⁴.

Les réfugiés ne seraient autorisés à retourner en Irak que par deux points d'entrée approuvés, où des camps d'accueil seraient spécialement établis. L'un était le pont international Ibrahim Khalil, à la sortie de Zakho. L'autre site « devait rapidement être déterminé par le premier corps d'armée ». Après avoir été traité par un comité d'accueil des réfugiés nouvellement créé, sous contrôle du parti Baath, les réfugiés seraient affectés dans des complexes. Là, ils auraient la responsabilité de construire leurs nouvelles maisons ; le lopin de terre qui leur serait alloué deviendrait leur propriété, qui serait exonérée d'impôt pendant cinq ans – « à condition que la famille reçoive un jugement favorable du parti et des services de sécurité quant à sa conduite en termes de loyauté⁵ ».

2. Dans son rapport de midi du 8 septembre, après que Schultz a rencontré le ministre d'État irakien Saadoun Hammadi, le Département d'État a qualifié l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes comme étant « injustifiable et aberrante », et « inacceptable pour le monde civilisé ». Voir Middle East Watch, *Human Rights in Iraq*, New Haven, Yale University Press, 1990, p. 108-110.

3. *Al-Thawra*, 7 septembre 1988.

4. Deux versions du document énonçant les pouvoirs d'al-Madjid sur la réimplantation des réfugiés ont vu le jour. L'un, apparemment le décret initial, est une lettre non classifiée, adressée à différentes agences par les bureaux du président de la République d'Irak, n° Q/1509, 7 septembre 1988. L'autre, en date du 12 septembre, est une lettre classée « secret et confidentiel », n° Sh 3/13631, adressée par l'Amn d'Arbil à tous les Directorats de sécurité du gouvernorat.

5. Lettre n° Q/1509, datée du 7 septembre 1988, adressée par les bureaux du président de la République au « [illisible] sous-commandant des forces armées, au respecté ministre de la Défense, au respecté ministre de l'Intérieur, et à Ali Hassan al-Madjid, respecté secrétaire général du bureau Nord ».

Une fois que l'affectation dans une *mujamma'a* était faite, les Kurdes qui rentraient dans le cadre de l'amnistie ne seraient pas autorisés à déménager. Ils étaient obligés, en fait, de signer ou d'apposer l'empreinte de leur pouce sur une déclaration faite sous serment : « Je, soussigné ..., certifie vivre dans le gouvernorat de ..., section ..., résidence numéro ..., reconnais faire face à la peine de mort si l'information indiquée s'avérait fausse, ou si je changeais d'adresse sans le notifier à l'administration ou aux autorités compétentes. J'affirme respecter cette disposition⁶. »

Les réfugiés avaient jusqu'à 6 h 00, le 9 octobre, soit à peine un mois, pour « retourner dans les rangs de la nation ». Quiconque se rendait au gouvernement une fois cette période de grâce expirée serait arrêté par l'armée et transféré au Commandement du Bureau Nord du parti Baath – dans un but non précisé⁷.

Une rafale d'autres décrets a suivi, car bien que le régime parlât d'amnistie « générale », cela ne signifiait en aucun cas que tous les Kurdes devaient échapper aux sanctions. Premièrement, le 8 septembre, le Conseil de commandement révolutionnaire a décrété que tout Kurde irakien amnistié qui avait été affilié aux forces armées, aux services de sécurité ou au Jahsh était désormais libéré et ne pouvait se ré-engager comme volontaire⁸. Les autorités étaient également préoccupées par le fait que ceux qui « retournaient dans les rangs de la nation » deviennent un terrain fertile à toute tentative visant à réorganiser les *peshmegas* – même si les saboteurs semblaient, à ce moment-là, ne plus représenter de menace. Par conséquent, Ali Hassan al-Madjid a décidé qu'il était

6. Le Middle East Watch a examiné de nombreux dossiers contenant ces déclarations sous serment, dûment remplies par les réfugiés et datées entre septembre et octobre 1988. Les documents portent également les signatures de représentants de l'administration civile, de la police, des services de sécurité et de renseignement, et de l'agence locale du parti Baath.

7. Cette procédure est énoncée dans deux documents, tous deux publiés par le bureau local de l'*Amn* de Shaqlawa. L'un est une lettre du Comité d'accueil des réfugiés du parti Baath, datée du 7 octobre 1988, l'autre une lettre (n° 5825) adressée à tous les postes de police, datée du 11 octobre 1998.

8. Le lecteur peut s'imaginer que cela constituerait difficilement une punition pour un Kurde. Cependant, entrer dans l'armée, le Jahsh ou les forces de sécurité a toujours été vu comme un choix qui offrait des avantages économiques, ainsi qu'une immunité aux activités anti-kurdes du régime. L'interdiction a ainsi porté un coup aux aspirations des Kurdes et a de nouveau réduit les droits civils de la minorité kurde d'Irak. Ces modifications apportées à l'amnistie ont été présentées dans les décrets n° 737 (8 septembre 1988) et 785 (29 septembre 1988) du Conseil de commandement révolutionnaire.

nécessaire de restreindre les droits civils et de surveiller les activités de ceux qui avaient bénéficié de l'amnistie. « Les citoyens kurdes devront être traités selon les mêmes principes appliqués à tout autre citoyen irakien, en ce qui concerne leurs droits et devoirs », a décrété le Bureau Nord, « à l'exception des Kurdes qui ont bénéficié du décret d'amnistie n° 736 du 8 septembre 1988 ».

« Ils ne devront pas être traités sur un pied d'égalité avec les autres Irakiens en termes de droits et de devoirs, à moins qu'ils puissent effectivement avoir de bonnes intentions, avec une conduite appropriée, et qu'ils prouvent qu'ils ont cessé toute collaboration avec les saboteurs et qu'ils sont plus fidèles à l'Irak qu'à leurs pairs ayant bénéficié du décret d'amnistie mentionné ci-dessus.

Pour traiter ces cas, les critères suivants doivent être appliqués :

1. ces Kurdes ne devront pas être habilités à être nommés pour devenir membres de l'Assemblée nationale (Al-Majlis al-Watani), du corps législatif (Al-Majlis al-Tashri'i), des conseils du peuple (Majlis al-Sha'ab), des conseils municipaux (Majlis al-Baladiya) ou des organisations de masse ;

2. les Kurdes qui ont bénéficié du décret d'amnistie ne devront pas être habilités à vendre, acheter ou louer des terrains ou entreprises d'État. Ils ne devront pas non plus être habilités à conclure un quelconque contrat avec un organisme étatique ou à s'engager dans une affaire privée, que ce soit en tant que professionnels ou en tant qu'ouvriers, jusqu'à ce qu'une période de deux ans se soit écoulée depuis leur retour dans les rangs de la nation ;

3. les autorités compétentes vont surveiller le comportement de ceux qui ont profité du décret d'amnistie et vont

déterminer leurs penchants en plaçant en leur sein des informateurs minutieux et appliqués⁹. »

Essayant de comprendre la pensée de quelques « saboteurs » qui ont survécu, l'Amn a examiné un communiqué dans lequel l'opposition kurde en exil répondait au décret d'amnistie générale¹⁰. Les propagandistes kurdes présentaient le décret comme une victoire, a rapporté l'Amn ; il avait été adopté « pour essayer d'absorber une partie du ressentiment à l'intérieur du pays, et pour désamorcer la campagne mondiale de protestation ». À la suite de l'écrasement des Kurdes, le régime a sans doute trouvé cette manifestation de bravoure amusante. « La question a été portée à l'attention du camarade de combat Ali Hassan al-Madjid, secrétaire général du Bureau Nord », concluait le rapport de l'Amn, « et le point de vue de son excellence sur le sujet a été : ceux qui ont trahi l'Irak ou restent à l'étranger ne devraient plus être habilités à conserver leur nationalité¹¹ ».

* * *

Les gardes ont annoncé la nouvelle de l'amnistie aux femmes et aux enfants, à la base militaire de Dibs et à la prison de Salaminyeh, aux personnes âgées qui ont survécu à l'été de Nugra Sulman et au dernier groupe de prisonniers qui restaient au camp de l'armée populaire de Topzawa. Les réfugiés d'Iran et de Turquie ont appris la nouvelle de l'amnistie par la radio de Bagdad, rapportée aux postes de frontières militaires. Selon d'anciens officiers de terrain à Badinan, l'ordre leur est venu de ne

9. Lettre n° 14951, datée du 23 novembre 1988 et classée « secret et confidentiel », du secrétariat de l'Amn de la région autonome à l'Amn de Suleimanieh, citant les instructions du Commandement du Bureau Nord.

10. L'organisation en question ici est le commandement politique du Front du Kurdistan irakien (Al-Qiyadeh al-Siyasiyeh lil-Jabha al-Kurdistqniyeh al-Iraqiyeh), un corps constitué de sept partis (plus tard huit) dominé par l'UPK et le PDK.

11. « Réactions à l'amnistie générale des Kurdes », lettre n° Sh.S Sh3/5089, datée du 18 octobre 1988 et classée « secret et confidentiel », de l'Amn de Chamchamal à tous les Directoires de sécurité.

plus tuer les prisonniers¹². Même les combattants rentrant d'Iran n'étaient pas maltraités à la frontière. Un groupe d'anciens *peshmegas* qui s'étaient rendus à la base militaire de Piramagroun, à proximité du quartier général détruit de l'UPK à Sergalou, a été brièvement interrogé avant d'être libéré. « On nous a interrogés sur l'importance de nos forces, les types d'armes que nous utilisions, et les raisons pour lesquelles nous avons fui en Iran. Ils nous ont demandé ce que nous voulions. J'ai répondu que nous étions kurdes et que nous voulions nos droits. Le gouvernement nous a donné un document pour que nous passions à travers les points de contrôle, et un autre qui nous permettait d'aller dans la nouvelle *mujamma'a* où nous avons été assignés à vivre¹³. »

Un groupe, toutefois, semble avoir reçu un accueil plus dur. Il s'agit des réfractaires et des déserteurs qui ont évité l'emprisonnement en s'échappant dans les montagnes, affrontant la faim en mangeant des herbes sauvages et les cultures qui avaient été laissées dans les champs en dehors des villages abandonnés et rasés. Certains de ces Kurdes ont été restitués à leurs anciennes unités et détenus pendant cinq mois – détenus, par la même armée que celle qui avait « anfalisé » leurs familles et détruit leurs maisons. Un groupe de soixante déserteurs de la région de Shwan s'est rendu à l'armée à Kirkouk, après quatre mois de fuite. On a donné à chaque individu une lettre à l'attention de son unité militaire de rattachement, et il a été détenu à la base de cette unité. « Nous avons été placés dans de petites chambres surpeuplées, sans espace pour dormir et avec très peu à manger, et les soldats ainsi que les officiers nous battaient avec des câbles », dit Regzar, un jeune homme qui était emprisonné dans le camp militaire de Khaled, à la sortie d'Arbil. De là, il a été transféré dans un camp d'entraînement dans la ville, où il a passé des semaines à s'entraîner et à écouter les conférences d'un officier kurde sur les vertus du parti Baath. « “Le parti Baath est-il bon ?” avons-nous demandé. “Si le parti Baath était si bon, où sont nos familles et nos villages ?” Ils n'avaient aucune réponse à cela. Deux mois plus tard, les hommes ont été libérés, mais pas avant que l'armée confisque dix dinars (30 dollars) à chacun d'eux – “pour la reconstruction de Fao”, théâtre de la bataille la plus coûteuse de la guerre Iran-Irak¹⁴. »

12. Interview du Middle East Watch, Zakho, 24 juin 1992.

13. Interview du Middle East Watch, Taqtaq, 24 avril 1992.

14. Interview du Middle East Watch, Taqtaq, 24 avril 1992.

DISPERSION DES SURVIVANTS DU CAMP

Pour les détenus de Topzawa, Dibs et Nugra Salman, le régime utilisait deux principaux points de dispersion, et un certain nombre de points secondaires. La plupart des détenus ont été abandonnés soit dans la ville de Suleimanieh, soit aux environs d'Arbat. Quelques-uns ont été conduits jusqu'à Chamchamal, ils ont été réimplantés dans le nouveau complexe de Shoresh, ou à Kalar, où ils ont finalement habité, dans le complexe de Sumoud. Une vieille femme de la région de Taqtaq dit avoir été abandonnée près de son ancienne maison, au niveau d'un bâtiment officiel, à Dunkan. Sur place, les officiers lui ont seulement posé quelques questions. Ils voulaient savoir si ses fils avaient été *peshmergas* :

« Non », a-t-elle répondu, « ils sont du côté du gouvernement ».

« Al-hamdu lillah », a-t-il répondu. (Que Dieu soit loué.)

* * *

« Faites la queue, vous, les criminels », disait un garde d'un ton brusque à plusieurs milliers de vieux détenus qui avaient survécu à la rigueur de Nugra Salman. « Vous devez vous souvenir de cette expérience à jamais, et vous ne devez jamais penser à faire quoi que ce soit contre notre dirigeant, Saddam Hussein. On vous a accordé l'amnistie. » Les gardes de l'Amn ont une nouvelle fois enregistré leurs noms, et ont commencé à répartir tout le monde en différents groupes. Il était temps de se débarrasser de ces personnes inutiles en les jetant dans les villes, a-t-on entendu dire le répugnant lieutenant Hajjaj¹⁵.

Chaque semaine, des prisonniers furent libérés de Nugra Salman. Les convois de véhicules arrivaient le samedi, et les prenaient en groupes d'environ cinq cents personnes ; tous étaient effrayés et en pleurs. Parfois, des IFA de l'armée étaient utilisés, quelquefois des camions de transport militaires sans fenêtres, mais le plus sou-

15. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

vent de grands bus civils – des véhicules « ouverts et agréables », avec des sièges, contenant chacun de la place pour cinquante à soixante personnes. Ceux qui boïtaient, étaient aveugles ou infirmes, furent les premiers autorisés à partir. Si une personne était malade ou souffrante, on laissait alors toute sa famille quitter Nugra Salman en même temps.

Les derniers départs des « fosses de Salman » n'ont été achevés que tardivement en novembre. Une femme qui était partie fin octobre a dit que beaucoup de ceux qui restaient étaient originaires des zones de Qara Dagħ ou d'Halabja¹⁶. Mais le plus grand mystère entoure les deux grands groupes de femmes et d'enfants du sud de Germian, qui avaient été amenés ici depuis Dibs – le premier environ six semaines plus tard, et le second, pas avant le mois d'août. Ils étaient environ cinq cents en tout à avoir été détenus dans des quartiers séparés de Nugra Salman et à qui tout contact avec les prisonniers plus âgés était interdit. Pendant leur détention, des douzaines seraient morts de faim et de maladie.

Les survivants de ce groupe furent les derniers à être relâchés de Nugra Salman, à l'exception de trois vieux de la zone de Kifri, au sud de Germian, qui ont refusé de partir tant que leurs filles ne partaient pas également. « Quand j'ai été relâchée [en novembre] », a dit une adolescente d'Omerbel, « il ne restait plus personne ici. Nous étions les derniers¹⁷ ». Toutefois, certains membres du groupe n'ont jamais été retrouvés, comme deux femmes et quatre enfants du village de Benaka (*nahya* de Tilako). Leur disparition a alourdi le poids déjà immense de la tragédie qui a frappé cette partie de la montagne de Germian, dans le sillage du troisième Anfal.

Quand on était libéré de Nugra Salman, le premier arrêt était Topzawa ou Samawa. Parfois, les bus et les gardes de l'Amn ont voyagé au nord en empruntant un circuit qui dessinait un triangle, avec arrêt aux deux endroits. Beaucoup de ceux qui avaient été traités à Topzawa ont eu l'expérience déconcertante de passer une fois de plus dans le même bâtiment – et même dans certains cas de passer une nuit dans la même cellule – où ils avaient logé à l'occasion de leur voyage aller, plusieurs mois auparavant. D'autres ont, une fois de plus, donné leurs noms

16. Interview du Middle East Watch, complexe de Zarayen, 28 juillet 1992.

17. Interview du Middle East Watch, Kifri, 30 mars 1993. Ce récit de la femme du sud de Germian à Nugra Salman s'inspire également d'entretiens réalisés dans le complexe de Basirma, le 24 mars 1993, de Suleimanieh, le 1^{er} avril 1993, et de Zakho, le 8 avril 1993.

au bureau du parti Baath de Kirkouk. Certains des déportés ont reçu de nouveaux papiers d'identité qui contenaient les mots « affecté par les opérations d'Anfal¹⁸ ».

À Samawa, la ville la plus proche de Nugra Salman, les prisonniers relâchés sont restés entre une heure et une semaine. Ceux d'entre eux qui n'étaient pas trop affaiblis ne se sont arrêtés que brièvement pour faire à nouveau enregistrer leurs noms. Ceux qui étaient malades ont été « traités avec beaucoup de bienveillance » par le personnel militaire, dans une école vide ou dans la cour d'un vieil hôpital militaire. Tout le monde s'est lavé ; les hommes âgés se sont rasés. « Nous ressemblions à des monstres », a commenté un vieil homme de la *nahya* d'Aghjalar, « nous devons être présentables¹⁹ ». Après les privations de Nugra Salman, le régime était presque trop riche. Il y avait de la viande, des fruits et du riz. « Ils voulaient montrer que le gouvernement nous traitait bien », s'est souvenu un homme d'âge moyen de la région de Qara Dagh. « On nous a donné des médicaments et de la bonne nourriture, comme du poulet et du poisson. Les gardes nous ont dit que nous devons chanter et nous amuser. Le gouvernement est bon, nous ont-ils dit ; il va vous libérer²⁰. »

En arrivant à Suleimanieh et à Arbat, il n'y a eu qu'une seule et dernière vérification de noms. Les empreintes digitales ont été prises, et les papiers de libération signés. Dans la capitale régionale, certains des prisonniers ont été emmenés dans un bâtiment de sécurité « comme un grand hôpital », où de sympathiques habitants de la ville ont lancé de la nourriture par-dessus les grands murs. D'autres ont fini dans le stade de foot de Suleimanieh, où on a divisé la grande foule en groupes, selon la *nahya* d'origine, et où on leur a dit qu'ils étaient libres de partir – partout, sauf dans leur village d'origine (qui, dans tous les cas, n'existait plus). On a averti un groupe que quiconque restait dans les zones interdites « serait emmené par hélicoptère et lâché au sol, ou exécuté sans procès²¹ ».

Au bureau du parti Baath à Arbat, le message était le même. Ici on a demandé à quelques prisonniers de remplir des questionnaires sur les membres de leur famille et on leur a donné de nouveaux papiers. « Savez-vous pourquoi vous avez été relâ-

18. Interview du Middle East Watch, complexe de Benaslawa, 20 avril 1992.

19. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

20. Interview du Middle East Watch, Ja'faran, Qara Dagh, 11 mai 1992.

21. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

chés ? » a demandé un « camarade » du Baath à un homme de la zone de Kalar. « Parce que Dieu m'a sauvé », a répondu l'homme. Après quelques brèves questions rituelles de ce type, on a dit aux déportés qu'ils devaient maintenant se rendre dans des « villages modernes » – des *mujamma'at* – tels que Samoud et Bayinjan, où on leur donnerait un bon logement.

Ceux qui ont été conduits à Chamchamal ont eu une expérience quelque peu différente. Ici, les nouveaux arrivants ont été reçus par le *qaymmaqam*, le chef civil de la *qadha* de Chamchamal. On leur a répété les avertissements habituels : « Ils nous ont dit de ne pas aller dans les villages, c'était interdit. Nous ne pouvions pas aller au-delà de l'autoroute pavée. S'ils nous y trouvaient, nous serions sanctionnés²². » De nouveaux logements seraient rendus disponibles dans les complexes locaux tels que Shoresh et Benaslawa. Mais de façon plus significative, les prisonniers ne pouvaient être relâchés avant que les citoyens locaux se soient portés garants et acceptent de les loger chez eux, temporairement. Dans certains cas, ces garanties étaient exigées pour les prisonniers par groupes de quatre. On n'a pas manqué de garanties : les résidents de Chamchamal se sont distingués une fois de plus, comme ils l'avaient fait pendant la protestation d'avril en demandant la libération des prisonniers de l'Anfal, par une manifestation spontanée de générosité envers leurs compagnons kurdes.

L'OPÉRATION DE DÉCHARGE DANS LA MUJAMMA'À

Les survivants de l'Anfal ont fini dans plus d'une douzaine de complexes, selon leur lieu d'origine. Ceux du sud de Germian furent dirigés avant tout à Samoud (« La ténacité »), le grand complexe à la sortie de la ville de Kalar. La plupart des gens du nord de Germian se sont retrouvés à Shoresh (« La Révolution »), dans les faubourgs de Chamchamal. Ceux de la vallée du Petit Zab furent principalement relogés à Benaslawa et à Daratou, sur la plaine au sud d'Arbil. Mais le destin le plus dur attendaient les survivants du dernier Anfal à Badinan, car ils furent jetés par dizaines de milliers sur les terres arides du nord d'Arbil.

Les complexes de Samoud et de Shoresh existaient tous deux sous forme rudimentaire un an avant l'Anfal, ayant été initialement établis, en 1987, pour loger les habitants réimplantés du programme d'évacuation des villages de Germian et de

22. Interview du Middle East Watch, Taqtaq, 24 avril 1992.

la plaine d'Arbil. Comme l'Anfal balayait ces zones en 1988, de nombreux villageois en fuite ont trouvé refuge dans ces deux complexes, sans permission officielle. Après l'amnistie de septembre, tous deux ont été agrandis pour loger les survivants. Selon les estimations de l'administration kurde, la population de Samoud est passée à 50 000 habitants en 1992, dont 85 % sont des Anfalakan. Shoresh était encore plus grand. Divisé en quatre zones géographiques, il logeait 60 000 personnes, comprenant l'ensemble de la population de l'ancien centre régional de Qader Karam, amenée ici après que la ville a été rasée en mai 1988. Au moins 70 % de ceux qui ont été logés à Shoresh étaient des survivants de l'Anfal²³.

Le mot « logé » peut donner une fausse impression, car tout ce que les nouveaux arrivants recevaient du gouvernement Baath était un morceau de papier leur donnant droit, à titre nominal (et dépendant d'un bon comportement) à un petit lopin de terre, et, dans quelques cas, à un sol de ciment nu. « Construisez votre maison », a-t-on dit à un ancien détenu de Nugra Salman lorsqu'il a été libéré à Kalar. « Mais comment pouvais-je construire ? » demandait-il, pour la forme, au Middle East Watch. Je n'avais pas d'enfant pas de fils, pas à manger, pas d'argent²⁴. Progressivement, toutefois, deux communes sordides ont vu le jour, faites de parpaings grossiers et, finalement, avec un accès à l'électricité et à l'eau courante. Les complexes étaient contrôlés par la police et des postes militaires, et personne ne pouvait s'aventurer au-delà du périmètre sans laisser-passer officiel.

Il n'y avait aucune alternative à cet accord. Les terres arables attenantes et les villages étaient interdits, sous peine de mort, et les documents du gouvernement irakien contiennent de nombreuses références à des individus et des groupes de personnes exécutés, après avoir été trouvés dans des zones « interdites » dans la période succédant à l'Anfal, alors que les résidents des villes maintenues après l'Anfal avaient reçu l'avertissement par haut-parleur que quiconque hébergerait des Anfalakan serait puni. Le ratissage allait même jusqu'aux villes, en particulier Suleimanieh ; la plupart des familles vivant dans les complexes, si ce n'est toutes, avaient perdu l'homme qui pourvoyait à leurs besoins, et il n'était nullement question de leur offrir des compensations pour les vies, les maisons et les biens qui avaient été détruits ou pillés. Ils ne pouvaient se nourrir que par l'intermédiaire de coupons de rationne-

23. Ces chiffres ont été fournis par Jawhar Nameq, président du nouveau Parlement kurde, élu en mai 1992. Interview du Middle East Watch, Arbil, 18 juin 1992.

24. Cet homme a pour la dernière fois vu ses deux fils, âgés de onze et treize ans, lorsqu'ils étaient en détention à Tikrit. Il a également perdu quinze autres membres de sa famille dans l'Anfal. Interview du Middle East Watch, Suleimanieh, 12 mai 1992.

ment. L'octroi de ces coupons était basé sur le recensement de 1987 ; la carte de chaque personne, portant le sceau du parti Baath, indiquait le nom du village et de la *nahya* de résidence. On ne pouvait obtenir de coupons qu'en se faisant enregistrer comme résidant d'un des complexes ou bien au moyen, autrefois en vigueur, de la corruption. Des fonctionnaires du parti Baath auraient dit à certains habitants de la *mujamma'a* de Ber Hoshter qu'ils recevraient de la nourriture et d'autres privilèges s'ils rejoignaient le parti dirigeant²⁵. Ceux qui l'ont fait se sont aperçus que ces promesses étaient vaines.

Beaucoup d'Anfalakan n'ont pas réussi à se procurer de nouveaux papiers d'identité, sans lesquels il ne pouvait y avoir ni emploi dans le secteur public, ni éducation pour les enfants, ni accès aux soins médicaux ou à tout autre service public. Une veuve de l'Anfal, qui a été promenée de droite à gauche parmi les complexes de Shoresh et Jedideh Zab, raconte :

« Quand j'ai cherché un travail pour la première fois, on m'a dit que les familles de l'Anfal n'étaient pas autorisées à travailler. À l'école, on m'a dit que les familles de l'Anfal ne pouvaient pas inscrire leurs enfants. À l'hôpital, on nous a refusé des soins pour la même raison. Je voulais obtenir des papiers d'identité pour mes enfants, mais les autorités n'étaient pas autorisées à les délivrer. À l'école, ils m'ont dit que j'avais besoin d'une carte de citoyen pour les enfants. Ils m'ont envoyée à Chamchamal et à Arbil, et de là à Bagdad, au secrétariat général de l'Amn. J'ai finalement obtenu une lettre qui disait que mon mari était mort pendant l'Anfal, mais cela constituait moins une aide qu'une entrave. Cela m'a marquée. Le poste de police du complexe de Jedideh Zab m'a dit que cette lettre devrait me rendre les choses plus faciles, mais, lorsque les gens la voyaient, j'étais toujours renvoyée²⁶. »

* * *

Il y avait une demi-douzaine de camps à travers les landes, sur la terre stérile et balayée par les vents du nord-est de la ville d'Arbil. Lors d'une réunion du Bureau Nord le 7 septembre, Ali Hassan al-Madjid a décidé d'amener par camions

25. Interview du Middle East Watch avec un ancien habitant du complexe de Ber Hoshter, 28 juillet 1992.

26. Interview du Middle East Watch, complexe de Jedideh Zab, 2 mai 1992.

les survivants de la campagne de Badinan vers ces zones inhospitalières. Dès le lendemain de l'amnistie, ils commencèrent à arriver de la prison de Salamiyeh, du fort de Dohouk, des plus petits postes militaires d'Atush et d'Aqra et de la frontière turque. Le plus grand contingent devait être amené, avant la fin de la nuit, dans un coin désertique près du complexe de Baharka. Le site est connu sous le nom de Jezhnikan, d'après le nom d'un village kurde voisin, détruit dans les campagnes précédentes de l'armée. À la longue, les installations jumelles de Baharka et de Jezhnikan, logeant 4 241 familles, ont fusionné en un seul et immense complexe²⁷.

Il n'y avait rien ici pour accueillir les nouveaux arrivants : de la terre nue, des buissons épineux et des tours gardées par des mitrailleuses. C'était en septembre, et tandis qu'en journée la chaleur était redoutable, la fraîcheur de la nuit annonçait l'approche de l'hiver. « Ils ne nous ont rien donné, nous avons dû dormir à même le sol. Nous étions affamés », disait un homme qui venait de Baharka²⁸. Sans infrastructures, nourriture ou eau, logement ou abris, que les déportés vivent ou meurent, tout était marqué de la complète indifférence de ceux qui avaient planifié l'Anfal, et les gardiens des camps confirmaient cette attitude.

Toutefois, la plupart d'entre eux ont survécu grâce à de prodigieux efforts d'aide privée. Les citoyens kurdes d'Arbil ont été les premiers à offrir leur soutien, en apportant de la nourriture, de l'eau, du thé, du sucre et des couvertures aux Anfalakan, et ce, souvent au prix de grands risques personnels. À la longue, ils ont été aidés par les familles des détenus du camp – ceux qui ont survécu à l'Anfal parce que leur lieu de résidence était une ville ou une *mujamma'a*. On a tiré sur les premiers volontaires quand ils ont essayé d'approcher Naharka et Jezhnikan à travers les broussailles ; plus tard, ils ont été détenus par les soldats, questionnés et battus. Mais, en fin de compte, les autorités ont fermé les yeux sur les opérations

27. Les décisions adoptées dans le cadre de la réunion du Bureau Nord sont mentionnées dans une lettre de l'Amn d'Arbil, datée du 16 septembre 1988. Elle stipulait : « Il est possible de loger les familles retournant dans les rangs de la nation dans les nouvelles villes de nos gouvernorats à raison d'un maximum de 12 714 familles, devant être réparties dans les nouvelles villes suivantes :

Jezhnikan	4 241
Girdachal	2 794
Ber Hoshter	2 314
Shakhlan	2 387. »

28. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 2 juin 1992.

de secours, peut-être parce qu'elles craignaient l'extension de maladies à partir des camps²⁹.

À la fin de l'année, les épidémies ont, en effet, commencé à se répandre. Il y avait des explosions de typhoïde et d'hépatite, ainsi que le fléau plus routinier – mais toutefois mortel – de la grippe et de la dysenterie. Malgré les plus grands efforts déployés par les habitants d'Arbil, bon nombre de résidents du camp ne sont pas parvenus à traverser l'automne et l'hiver³⁰. La grande majorité de ceux qui sont morts étaient des enfants, dont beaucoup venaient des villages du gouvernorat de Dohouk et avaient été exposés aux armes chimiques. Les villageois de Tilakru, Warmilleh et Warakhal ont tous rapporté avoir enterré de nombreux enfants à Baharda, et une vieille femme de Gizeh, elle-même blessée dans une attaque au gaz toxique, a perdu trois petits-enfants à Jezhnikan. Il s'agissait de Zana Muhammad Sharif (deux ans), de Nahida (deux ans), et de son frère Saman Abd-al-Rahman (quatre ans)³¹.

Pendant les quelques premiers mois, les déportés ont vécu sous des « ombres » de draps ou des morceaux de plastique tirés sur une charpente de piquets ou poteaux en bois. Pendant cette période, les seules structures solides étaient les tours des gardes et les bureaux de l'Amn et de l'Istikhbarat. Bien que les résidents des camps – ayant été victimes de l'Anfal – fussent dans l'impossibilité d'obtenir des prêts de la Banque nationale de biens immobiliers, au bout d'un an, ils ont commencé à construire des maisons plus solides, grâce à des achats bon marché ou à des dons de parpaings de l'usine locale. Progressivement, les complexes ont commencé à prendre l'apparence semi-permanente des douzaines d'autres que le régime irakien avait

29. Tel était au moins le point de vue exprimé au Middle East Watch par un certain nombre de médecins kurdes à Arbil, qui étaient entrés clandestinement à Baharka et à Jezhnikan à la fin de l'année 1988, époque à laquelle les épidémies étaient une menace sérieuse.

30. Une équipe d'experts en médecine légale du Middle East Watch – Physicians for Human Rights a enquêté dans le cimetière de Baharka-Jezhnikan en juin 1992, et a pris les mesures de quatre-vingt-cinq tombes de détenus de camp. Parmi eux, soixante et onze étaient considérés ne pas avoir atteint l'âge adulte. Pour une discussion complète quant à la méthodologie de l'équipe, voir *The Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 65-70, 92-95.

31. Plusieurs survivants ont dit que vingt enfants de Tilakru sont morts dans les camps, ainsi que trente de Warmilleh, et entre trente-trois et quarante de Warakhal. Dans les deux premiers cas, les effets de l'exposition aux armes chimiques peuvent bien avoir été un facteur contribuant à la mort. L'équipe d'experts en médecine légale du Middle East Watch – Physicians for Human Rights a exhumé les dépouilles de trois petites filles dans le cimetière de Baharka-Jezhnikan ; chacune a révélé des signes de grave malnutrition et/ou de maladie. Voir *The Destruction of Koreme*, *op. cit.*, p. 68.

construits pendant les premières vagues de réimplantation kurde. Au début, personne n'était autorisé à quitter les camps plus d'une heure par jour, puis seulement avec une permission. Mais trois mois plus tard, ces règles ont été assouplies, et le parti Baath a fait circuler des laissez-passer permettant aux gens de se rendre à Arbil pour y faire des achats ou y travailler. Certains parmi les adolescents robustes et les hommes plus âgés sont parvenus à trouver du travail en tant qu'ouvriers de chantier de construction, mais la plupart des familles sont restées sans source significative de revenus.

Désormais libres de sortir du camp, de nombreuses femmes se rendirent à Arbil pour demander des nouvelles de leurs maris et frères disparus. La police et les officiers du gouvernorat restèrent très évasifs : « Nous n'avons pas d'information... Peut-être dans quelques jours... Ne vous inquiétez pas, ils sont en chemin. » Les femmes les plus insistantes s'adressaient aux autorités de Dohouk, Mossoul ou Bagdad. Mais elles n'avaient jamais de nouvelles, et on n'a jamais plus revu aucun de leurs maris.

À partir de l'été 1990, le contrôle du gouvernement sur le Kurdistan irakien étant pleinement rétabli, on a annoncé aux détenus de Baharda-Jeznikan qu'ils étaient libres de partir. Il n'était pas question de leur permettre de retourner dans leurs villages, qui étaient maintenant en décombres. Mais beaucoup ont accepté l'alternative de la réimplantation dans un des complexes plus petits du gouvernorat de Dohouk – Hizawa, Gri Gowr, Telkabber et d'autres – qui étaient plus proches de leurs anciennes maisons, dans une zone où l'on parle le kurmanji. D'autres sont restés là où ils étaient, et deux ans après leur arrivée, le gouvernement a fini par équiper le complexe en eau et en électricité, et par ouvrir des écoles primaires et secondaires. Quelque 15 000 déportés de Badinan sont restés là jusqu'au printemps 1991, c'est-à-dire jusqu'à la guerre du Golfe et au soulèvement (*raparin*) avorté des Kurdes qui lui a succédé. Comme le soulèvement gagnait les champs austères des plaines d'Arbil, les détenus ont démolé les postes de l'Amn et de la police et ont pris le contrôle de leurs propres affaires pour quelques courtes journées. Mais alors, la Garde républicaine a repris le complexe et conduit les Anfalakan de Baharda-Jeznikan en exil en Iran, les laissant à nouveau sans maison et sans ressources.

* * *

LE DESTIN DES CHRÉTIENS ET DES YÉZIDIS

À peine deux semaines après l'arrivée des premiers déportés à Baharka – un certain nombre de témoignages suggèrent que la date exacte était le 23 ou le 24 septembre – les haut-parleurs officiels ont annoncé qu'un certain nombre de détenus du camps devaient se présenter au poste de police sans délai. Ceux qui ont été ainsi choisis étaient soit des chrétiens assyro-chaldéens, soit des membres de la secte yézidi kurde. Ce qui est arrivé à ces deux groupes reste un des grands mystères de l'Anfal : et, en tout cas, un spectacle brutal du génocide kurde.

Malgré les demandes d'autonomie formulées par les Kurdes, le Kurdistan irakien est loin d'être ethniquement homogène. Bien que le nombre de ses minorités ait rapidement décliné au cours du *xx*^e siècle, en raison des massacres, des fuites et des conversions religieuses, la région est toujours le foyer de trois groupes importants. Outre les Yézidis et les Assyriens (et leur sous-groupe catholique, les Chaldéens), il y a une importante concentration de populations turkmènes dans la ville multiculturelle de Kirkouk et plusieurs villes voisines. À l'exception des déserteurs mâles et des réfractaires, les populations turkmènes ont, de longue date, vécu dans les zones contrôlées par le gouvernement et ont, quelquefois, eu des relations tendues avec les Kurdes. Les Assyriens et les Yézidis sont des cas différents, et malgré les conflits violents qui les ont opposés aux Kurdes au début du *xx*^e siècle, les deux groupes ont fait cause commune avec eux depuis 1960, partageant un héritage commun d'oppression exercée par le régime de Bagdad.

Les Assyriens, qui comptent plus d'un million d'individus, sont une des plus vieilles communautés chrétiennes du Moyen-Orient. La plupart d'entre eux vivent maintenant dans les villes – Mossoul, Dohouk et Arbil, qui ont toutes une large communauté chrétienne, tout comme la ville thermale de Shaqlawa. Au moment de l'Anfal, leur forte présence dans les campagnes s'était réduite à une poignée de villages, dans les montagnes de Badinan. Il s'agissait d'endroits attrayants, avec de jolies églises, des jardins, des vergers soigneusement disposés et un système d'irrigation sophistiqué. Les chrétiens qui vivent dans le Kurdistan irakien parlent le kurmanji ainsi que leurs propres dialectes araméens. Bien qu'ils ne soient pas kurdes, ils portent des vêtements kurdes. Toutefois, le régime les a officiellement catalogués comme étant des Arabes dans le recensement de 1977, cette désignation ayant été

rejetée avec indignation par beaucoup d'Assyriens et de Chaldéens. « Saddam Hussein nous prend injustement pour des Arabes », a dit un chrétien chaldéen au Middle East Watch, en pointant avec indignation le foulard qu'il portait comme tout Kurde musulman le ferait³². Étant donné qu'ils ont activement participé au mouvement kurde pendant des années, on parle parfois d'eux dans le langage courant comme des « Kurdes chrétiens³³ ».

Les Yézidis sont tout à fait différents. Les ethnies kurdes parlant le kurmanji appartiennent à une secte syncrétique qui vénère l'ange paon (Malak Tawus), et auquel on se réfère parfois incorrectement en parlant « des fidèles du diable³⁴ ». En Irak du Nord, les Yézidis sont principalement concentrés dans les collines qui s'étendent du flanc sud des montagnes de Badinan, jusqu'à la rivière du Tigre, et jusqu'au nord de la ville de Mossoul – régions qui sont également le foyer d'un certain nombre de chrétiens assyriens.

En raison de ce modèle d'implantation, les Yézidis et les chrétiens ont été en proie à un certain nombre de campagnes de destruction de villages, par le régime irakien, et en proie également à l'Anfal. Plusieurs milliers de Yézidis ont été déplacés de leurs domiciles vers Djabal Sinjar, à l'ouest de Mossoul, au début de l'année 1973. Pendant la campagne d'arabisation du milieu des années 1970, beaucoup de Yézidis et de chrétiens ont été déportés de leurs villages, avec leurs voisins kurdes musulmans, dans les zones de Sleivani et Sheikhan. Les nettoyages frontaliers de 1977 ont détruit une douzaine d'églises chrétiennes à Badinan, certaines d'entre elles ayant plus de mille ans³⁵. Toutefois, un plus grand nombre de Yézidis ont été expulsés de chez eux

32. Interview du Middle East Watch, Arbil, 7 juillet 1992.

33. Les chrétiens d'Irak avaient leur propre organisation *peshmerga*, le Mouvement démocratique assyrien (MDA) – membre à part entière du Front du Kurdistan. Selon un commandant de l'UPK interviewé par le Middle East Watch, le MDA avait entre 100 et 150 hommes armés. Cinq sièges sur les 105 du Parlement kurde élu en 1992 étaient également réservés aux chrétiens.

34. L'ange paon est une divinité qui peut être associée au Satan chrétien, bien qu'il ne partage aucun de ses attributs diaboliques. Voir Martin van Bruinessen, « Kurdish society, ethnicity, nationalism and refugee problems », in Kreyenbroek et Sperl, *op. cit.*, p. 37, qui cite T. Menzel « Ein Beitrag zur Kenntnis der Jeziden », in H. Grothe (ed.), *Meine Vorderasieneexpedition*, 1906, 1907, vol. 1 (Leipzig : Hiersemann, 1911). Voir aussi le chapitre sur la religion de l'ouvrage *The Kurds* d'Izady, *op. cit.*, p. 131-166.

35. Selon une liste préparée par Shorsh Resool et publiée en appendice dans son rapport de 1990, *Destruction of a Nation*, *op. cit.*

et réinstallés dans des complexes, pour laisser place à la construction du gigantesque barrage de Saddam sur le Tigre, en 1985. Il est clair qu'Ali Hassan al-Madjid n'avait que du mépris pour les Yézidis. « Nous devons arabiser votre région », disait-il d'un ton brusque à un officier anonyme de Mossoul, au cours d'une réunion enregistrée pendant la campagne d'Anfal. « Ne restent que les vrais Arabes – et non les Yézidis qui disent un jour être kurdes, et le lendemain être arabes. Nous avons fermé les yeux sur les Yézidis rejoignant le Jahsh au début, afin d'empêcher le nombre de saboteurs de croître. Mais à part cela, de quelle utilité sont les Yézidis ? Aucune³⁶. »

Al-Madjid semble avoir aussi peu de considération pour les Assyriens, et la première étape, en 1987, de son programme d'évacuation des villages a consisté à raser un certain nombre de villages chrétiens au nord. La destruction du village de Bakhtoma au mois d'avril de cette année a été décrite de façon frappante au Middle East Watch par un prêtre assyrien de Dohouk :

« On m'avait dit qu'ils détruiraient Bakhtoma parce qu'ils avaient déjà détruit la plupart des villages environnants. Il était presque midi lorsque je suis allée à l'église Saint-Georges pour enlever les meubles, mais les chars et les bulldozers de l'armée irakienne commençaient déjà à déferler dans le village. J'ai été le dernier à prier dans l'église. J'ai enlevé les meubles pour les prendre avec moi à Dohouk. C'était un jour très triste. Les soldats et les ingénieurs de l'armée irakienne ont mis l'équivalent d'un kilo de TNT à chaque angle de l'église. Cinq minutes plus tard, ils ont fait exploser le bâtiment, et ont continué à démolir chaque maison du village. Plus tard, ils m'ont payé une compensation de 3 000 dinars. Je suis allé à la direction du parti Baath à Dohouk pour demander la raison pour laquelle ils détruisaient nos villages. On m'a répondu : "Vous êtes des Arabes et nous décidons de ce que vous devriez faire. C'est tout ce que nous avons à dire." J'ai quitté le bureau ; que pouvais-je dire³⁷ ? »

* * *

36. Ali Hassan al-Madjid, enregistrement au magnétophone d'une conversation avec un officier anonyme du parti Baath, Kirkouk, 1^{er} août 1988.

37. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 19 juin 1992.

Avec l'Anfal, il n'y avait même pas l'espoir d'une compensation, et les villages assyriens comme Kani Balaf (dans la *nahya* de Berwari Bala), Mazeh (Sarseng) et Gund Kosa (Al-Doski) ont été brûlés et rasés, tout comme ceux de leurs voisins kurdes musulmans. Certains habitants de ces villages ont pris la direction des montagnes avec les Kurdes qui fuyaient. Des centaines d'autres ont cherché refuge en Turquie. Tous attendaient là où ils étaient jusqu'à ce qu'ils apprennent la nouvelle de l'amnistie du 6 septembre, moment où ils se sont rendus. Quelques jours après l'amnistie, un grand contingent de réfugiés chrétiens et yézidis a traversé la rivière de Khabour dans des bus turcs et s'est rendu à l'armée irakienne au poste-frontière d'Ibrahim Khalil. Les officiers de l'Istikhbarat contrôlant le processus de rapatriement ont demandé aux Yézidis et aux Kurdes de s'identifier et leur ont ordonné de former une ligne séparée sur un côté. Ils ont seulement dit que les hommes allaient retourner dans leurs unités militaires s'ils étaient déserteurs et que les femmes et les enfants seraient renvoyés chez eux. On a donné aux Kurdes musulmans un morceau de papier indiquant « à être envoyé à Arbil » ; les Assyriens et les Yézidis sont restés les mains vides. Les Kurdes étaient incapables d'expliquer cela, mais supposaient que leurs voisins recevaient une faveur spéciale³⁸.

Ensuite, les chrétiens et les Yézidis ont été envoyés à Dohouk, comme tous les autres. La majorité du groupe était yézidi, selon un témoin qui les y a vus ; ils occupaient six pièces du deuxième étage, et étaient séparés des prisonniers musulmans. La nouvelle de leur arrivée s'est rapidement répandue, et les familles qui l'ont apprise se sont ruées à Dohouk pour essayer de leur rendre visite. Isho, un vieux catholique chaldéen du village de Mezeh, est venu prendre des nouvelles de ses quatre fils. Aucun d'eux n'était *peshmerga* bien que trois d'entre eux fussent déserteurs et le dernier, réfractaire. Mais la visite a été vaine ; Isho a appris que tous les hommes chrétiens et yézidis avaient été pris la veille et emmenés dans neuf véhicules. C'est la dernière fois qu'on les a vus en vie. Les femmes, les enfants et les vieux, au même moment, après une nuit à Dohouk, ont été transportés dans les camps des régions stériles de Baharka et de Jeshnikan.

Là, à peu près deux semaines plus tard, les chrétiens et les Yézidis ont été curieusement appelés à se présenter au poste de police ou au bureau du parti Baath du camp. Les officiers de l'Istikhbarat ont circulé à travers les complexes, dans une

38. Cette procédure de séparation sur le pont d'Ibrahim Khalil a été décrite par un certain nombre de témoins. Interviews du Middle East Watch, Dohouk, 3 et 5 septembre 1992.

Toyota Landcruiser, pour diffuser l'annonce. Les agents étaient consciencieux : plus tard, ils se sont rendus autour du camp pour délivrer le message, individuellement, à chaque famille. Mais il ne semblait rien y avoir à craindre, en particulier lorsqu'un prêtre assyrien a répété la requête. « Vous allez être ramenés d'où vous venez », a dit un agent de l'Istikhbarat. « Nous allons vous permettre de rejoindre vos hommes », a dit un autre – un choix d'expressions qui aurait pu donner une idée de la vérité brutale, par euphémisme.

Au poste de police, les noms ont été donnés et cochés sur une liste principale. Un témoin s'est souvenu que l'Istikhbarat a alors ordonné aux prisonniers de se diviser en trois groupes : les chrétiens et les Yézidis se sont rendus dans le gouvernorat de Dohouk ; et les Yézidis qui s'étaient rendus à l'armée à Aqra, dans le gouvernorat voisin de Nineveh. Cette dernière distinction a rendu certaines personnes méfiantes, et plusieurs d'entre elles ont menti lorsqu'elles ont indiqué le lieu où elles avaient été capturées, en s'alignant sur ceux qui s'étaient rendus à Aqra³⁹.

D'autres habitants du camp ont dit qu'ils enviaient les prisonniers yézidis qui attendaient près du portail principal les minibus qui allaient, croyaient-ils, les emmener chez eux dans la zone de Sheikhan. Quelques jours plus tard, un seul bus militaire de couleur kaki est arrivé, accompagné par un officier de l'armée et neuf ou dix soldats, pour prendre les vingt-six personnes du village chrétien assyrien de Gund Kosa. Il ne restait plus alors qu'une poignée de chrétiens, avec les Yézidis qui s'étaient rendus à Aqra – et ces personnes sont restées à Baharka-Jeznikan jusqu'à l'été 1990, lorsque les restrictions à la liberté de mouvement ont été levées. Aucun de ceux qui ont été emmenés du camp par bus ne sont jamais parvenus chez eux, et on n'a jamais revu aucun d'eux dans les complexes tels que ceux de Mansuriya (Masirik) et de Khaneq qu'on avait réservés pour les chrétiens et les Yézidis déplacés. On peut inéluctablement en conclure que tous ont été assassinés. Un prêtre assyrien interviewé par le Middle East Watch a dit qu'il

39. Ce mensonge était judicieux, car la séparation des Yézidis suggérait que le régime avait l'intention de faire disparaître seulement ceux qui avaient été capturés sur le théâtre des opérations couvert par l'Anfal, qui se terminait à la limite du gouvernorat de Nineveh. La même logique – qui reflète la rigidité bureaucratique plutôt que la clémence – se dégage clairement des documents du gouvernement irakien ayant rapport au traitement des civils capturés. Par exemple, une lettre secrète du quartier général de l'Amn du gouvernorat d'Arbil, n° Sh 2/12809, datée du 26 août 1988, dit que deux individus nommés et arrêtés dans le théâtre de l'Anfal ont été « renvoyés par le Commandement du Bureau Nord, car ils n'étaient *pas résidents des zones comprises dans les opérations de l'Anfal* » (italique ajoutée).

avait rassemblé une liste de quelque 250 chrétiens disparus à cause de l'Anfal et de ses répercussions immédiates⁴⁰.

Isho, le plus vieil homme chaldéen du village de Mezeh, s'est engagé dans une recherche longue et angoissante de ses quatre fils disparus. Il a écrit une pétition au président Saddam Hussein, mais n'a reçu aucune réponse. Il a supplié les agents de l'Amn et de l'Istikhbarat de lui dire ce qui était arrivé à ses fils. Ils ont répondu que les quatre personnes n'avaient pas été concernées par l'amnistie du 6 septembre, car celle-ci ne s'appliquait qu'aux Kurdes (mais, de toute évidence, pas aux Yézidis). « Si nous avons su cela », a répondu l'homme avec amertume, « nous ne nous serions jamais rendus ». Risquant sa vie, il a même visité le fort de Dohouk, seulement pour entendre dire que les chrétiens et les Yézidis avaient déjà été conduits vers une destination inconnue.

Bien que la pétition du vieil homme au président soit restée sans réponse, elle a déclenché – ce qu'il ignorait – une enquête interne des services secrets. Les résultats de cette enquête menée par l'Istikhbarat sont apparus au grand jour lorsque le Middle East Watch a analysé les documents irakiens volés. Ils sont détaillés plus loin (pages 372-374) et font la lumière sur la chaîne de commandement des opérations d'Anfal. Mais ils n'expliquent pas pourquoi on devait faire disparaître en masse les chrétiens et les Yézidis, même après que l'amnistie soit entrée en vigueur.

Une explication plausible réside dans le fait que ces minorités obstinées avaient refusé de faire partie des « rangs de la nation » comme l'avaient défini les autorités irakiennes. Pour aggraver leur cas, elles ont également refusé la façon dont le régime désignait leur ethnicité. Elles voulaient non seulement être traitées comme des Kurdes, mais elles agissaient également comme de mauvais Arabes. Elles devaient par conséquent être considérées comme des traîtres à deux égards, et punies en conséquence.

40. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 10 juin 1992. Au cours d'une douzaine d'entretiens avec des chrétiens, des Yézidis et d'autres survivants de Baharka-Jezhnikan, le Middle East Watch a rassemblé un total de quatre-vingt-dix-huit noms de personnes ayant disparu. Cette liste comprend les noms de soixante-quatre chrétiens (vingt-cinq hommes, dix-huit femmes, douze enfants âgés de moins de seize ans, et neuf de sexe et d'âge inconnus), et trente-quatre Yézidis (quatre hommes, neuf femmes et vingt et un enfants). Plusieurs des disparus étaient des enfants de moins de un an ; le plus âgé était une femme de quatre-vingt-cinq ans.

LES RÉPERCUSSIONS

« Avec l'aide de Dieu, nous sommes parvenus à éliminer de notre bien-aimée région du Nord les factions de saboteurs et ceux qui collaborent avec l'ennemi. La situation dans la région du Nord appelle maintenant certaines mesures adaptées à cette nouvelle étape. »

Communiqué du Bureau Nord d'Ali Hassan al-Madjid,
novembre 1988.

Comme le suggère l'expérience vécue par les Yézidis et les chrétiens, l'amnistie générale du 6 septembre n'annonça pas la fin de l'histoire de l'Anfal. Comme nous le verrons, on procéda encore aux exécutions de masse des prisonniers capturés avant l'amnistie. Le Comité d'accueil des personnes « retournant dans les rangs de la nation » du parti Baath (Lajnet Istiqbal al-A'idin) a continué à fonctionner jusqu'à la fin du mois de février 1989, réimplantant les familles des « saboteurs » dans des complexes de la plaine d'Arbil¹. Au-delà de la déclaration de résidence faite sous serment et mentionnée plus haut, les personnes « retournant dans les rangs de la nation » devaient également s'engager à : (a) vivre dans un logement qui leur était attribué, et ne pas changer d'adresse ; (b) ne prendre part à aucune activité de « saboteur » ; et (c) « soutenir leur pays », sous peine de sanction prévue par la loi².

1. Les notes de service du Comité d'accueil des personnes « retournant dans les rangs de la nation » du parti Baath concernant la réunion tenue le 1^{er} février 1989 font référence à la réimplantation d'une famille de saboteurs dans le complexe de Ber Hoshter. Les notes d'une autre réunion du Comité, datées du 13 septembre 1988 – soit une semaine après la déclaration de l'amnistie générale – posent le principe que « les personnes qui habitaient dans les zones contrôlées par les saboteurs doivent être traitées comme les saboteurs », et précisent que les personnes déplacées doivent être transférées dans les complexes par la police irakienne et par le Comité de lutte contre les activités hostiles du gouvernorat d'Arbil.

2. Un certain nombre de déclarations faites sous serment à cet effet, datant de la fin de l'année 1988, ont été trouvées dans les dossiers des bureaux du parti Baath à Arbil.

La nouvelle *mujamma'a* de Ber Hoshter, au nord de la ville d'Arbil, fut ouverte aux personnes « retournant dans les rangs de la nation » le 27 novembre 1988³, et la réimplantation des familles de présumés *peshmergas* dans les environs de Girdachal s'est poursuivie pendant au moins six ou sept mois supplémentaires⁴. Le régime semble avoir mis en place un Comité spécial de poursuite (ou de « suivi », le Lajnet al-Mutaba'a) pour mettre en œuvre les dispositions du programme concernant les « retours » ; une rafale d'ordres de l'Amn et d'autres agences appelèrent les forces de sécurité à une plus grande vigilance dans les complexes. L'Amn a également émis des mandats d'arrêt envers tous ceux qui quittaient la *majamma'a* sans permission ou qui violaient autrement les conditions de leur réimplantation. Dans au moins un cas, le Comité de lutte contre les activités hostiles du gouvernorat d'Arbil (Lajnet Mukafahat al-Nashat al-Mu'adi) semble avoir ravivé un modèle de réimplantation plus caractéristique des années 1970, en installant des familles kurdes individuelles dans le sud de l'Irak⁵.

À la fin de l'année, les commentaires d'urgence dans les documents officiels se sont un peu réduits pour être remplacés par un sentiment de confiance avisée. « Avec l'aide de Dieu », commençait un ordre du Bureau Nord d'Ali Hassan al-Madjid, « nous

3. Selon une lettre non datée du parti Baath trouvée dans un dossier du gouvernement irakien à Arbil.

4 Cela nous a été rapporté par une famille du village de Gelnaski, un des principaux quartiers généraux du PDK à Badinan, et dont le fils aurait été exécuté après s'être rendu sous l'amnistie. On a montré au Middle East Watch une tombe à Dohouk qui était supposée contenir le corps du jeune homme. Elle se trouve dans une zone inaperçue, à la sortie du cimetière municipal de Dohouk qui semblait contenir approximativement cinquante-cinq autres tombes. Interview du Middle East Watch, Dohouk, 4 juin 1992.

5 Une série de directives du Comité de lutte contre les activités hostiles de Shaqlawa indiquent que cinq familles de la zone d'Harir, comptant en tout trente-sept personnes, ont été déportées dans le gouvernorat marécageux de Thiqr (anciennement Nasiriya), plus au sud, le 2 janvier 1989, dans des véhicules fournis par le directeur du trafic (*Mudiriyat al-Murour*) du gouvernorat d'Arbil. Ces personnes ont été accompagnées par un officier régulier de la police irakienne, ce qui montrait qu'il n'y avait aucun secret autour du transfert.

Une note de service de l'Amn de Shaqlawa, datée du 16 mai 1989, relève également que les anciens habitants du village détruit de Khirkhawa, qui habitent maintenant dans des complexes, vont être déportés au sud si des saboteurs essaient de prendre contact avec eux.

avons réussi à éliminer de notre bien-aimé Nord les factions de saboteurs, et ceux collaborant avec l'ennemi ».

« La situation dans la région du Nord appelle certaines mesures adaptées à cette nouvelle étape, prenant des précautions contre toute nouvelle méthode vers laquelle pourraient se tourner les saboteurs restants – ceux qui essaieront de créer des poches de sabotage à partir desquelles ils entreprendraient des actes qui inspireront leurs sympathisants, et qui donneront l'impression à leurs maîtres de l'étranger qu'ils possèdent toujours une emprise sur le sol de notre nation, et qu'ils sont capables d'entreprendre des actes de sabotage. Il ne fait aucun doute qu'à partir de maintenant, nous ne trouverons pas de grands groupes de saboteurs, qui opèrent à partir de bases fixes, ou qui lancent des opérations de grande envergure. Au contraire, ce que nous pourrions trouver, ce sont de petits groupes mobiles de saboteurs ne comptant pas plus de dix ou quinze personnes. Ces groupes attendraient alors pour jauger notre réponse à leurs actes. Si notre réaction s'avérait normale et ne présentait aucun caractère particulier, alors, ils redoubleraient leurs activités, élargiraient leurs bases et entreprendraient de plus grandes opérations par phases successives. Ils organiseraient également leurs structures internes de façon à rester toujours en contact avec leurs sympathisants qui pourraient avoir bénéficié du décret d'amnistie⁶. »

Al-Madjid sentait clairement qu'il faisait face à un dilemme délicat. D'une part, il ne pouvait pas se permettre de paraître laxiste, car cela pouvait redonner du courage aux *peshmergas*. Pour éviter cela, il prit des mesures draconiennes qui devaient être suivies par l'appareil de sécurité. « Force et sévérité seulement » doivent être utilisées dans les combats. « Il devra y avoir une réponse prompte et décisive à tout incident qui pourrait se produire, l'échelle de la réponse devant

6. Ce sont des extraits des décisions prises lors d'une réunion qui s'est tenue le 8 novembre 1988 et relayées aux chefs de l'Amn dans la région autonome par une série d'instructions du directeur de la sécurité de la région, n° 14951, datées du 21 novembre 1988 et classées « secret et confidentiel ».

être sans proportion avec l'échelle de l'incident, aussi insignifiant ce dernier puisse-t-il être. »

D'autre part, en ce qui concerne la vie économique du Kurdistan irakien, « ce qui est exigé est le démarrage de mesures d'urgence, car le maintien du siège économique donne l'impression que nous sommes toujours inquiets de la situation ». Le blocus du Nord pourrait être légèrement relâché, conclut le document, mais il y aura encore des restrictions sur les ventes de gasoil, un blocus sur les ventes de certains produits alimentaires et une interdiction continue de toute vente de nourriture en dehors des complexes. Toute *mujamma'a* qui serait impliquée, dans un trafic de nourriture aux « sièges des saboteurs » verrait ses rations de nourriture immédiatement supprimées⁷.

« Maintenant que la population rurale a été déplacée, il va également y avoir un nouveau recensement, ou "sous-recensement", pour déterminer et compter le nombre de ceux qui n'ont pas été enregistrés dans le recensement de 1987 dans la région autonome⁸. » Au cours de la saison de plantation suivante, le régime était même prêt à approuver la reprise de modestes activités d'élevage dans les zones interdites. Au moins sur le principe, ces terres pouvaient désormais être travaillées par leurs propriétaires (mais pas par les personnes amnistiées étant retournées dans les rangs de la nation), ou louées pour un usage agricole, si elles étaient propriété d'État.

En pratique cependant, peu de choses ont changé. Ce qui a été détruit ne sera pas reconstruit. « Les zones interdites ont été démarquées, et l'agriculture ne devra pas être poursuivie là-bas », rappelait l'Amn à ses agences. « Aucune présence humaine ne sera autorisée dans ces zones, en raison de leur effet dans les domaines militaires et de sécurité et de leur emplacement sur le territoire de la troisième phase [de nettoyage des villages]⁹. » La 5^e disposition de la directive SF/4008 du Bureau Nord qui ordonne l'exécution sommaire de quiconque serait trouvé dans les zones interdites

7. *Ibid.*

8. Les projets de sous-recensement sont esquissés dans un communiqué du bureau du président, n° K/2/1/45508, daté du 2 décembre 1988. Ils ont été transmis à leur tour au ministère de la Planification dans la lettre n° 548 du Comité des affaires du Nord du CCR, datée du 25 janvier 1989.

9. La « troisième phase », en d'autres termes, se réfère clairement à la période qui commence le 22 juin 1987 et qui continue après l'opération d'Anfal. Cet ordre est transmis dans la lettre n° 6271 de l'Amn d'Arbil à l'Amn de Shaqlawa, datée du 26 avril 1989 et apparemment classifiée.

restait en vigueur¹⁰. Après avoir éradiqué la plus grande partie du panier à pain que constituait le Kurdistan, l'Irak devait être plus confiant que jamais envers les importations de nourriture et les généreux crédits agricoles de l'étranger, en particulier des États-Unis et de l'Australie¹¹.

On ne permettait aux paysans de travailler leur terre que s'ils acceptaient de servir d'informateur pour l'Amn et de l'avertir de toute activité suspecte dans leur zone. En fait, en février 1990, l'Amn a proposé de renforcer ces restrictions. L'agence de sécurité a suggéré au cinquième corps d'armée que l'agriculture ne soit permise que si les autorités avaient entière confiance dans les paysans et si ces derniers s'engageaient en plus à ne construire aucune structure fixe et s'abstenaient de travailler la nuit.

* * *

LA POURSUITE DES NETTOYAGES DES VILLAGES

Jusqu'à présent, seuls quelques villages sont restés intacts dans les trois gouvernorats qui composaient la région autonome du Kurdistan. Selon un sondage préparé par le ministère de la Reconstruction et du Développement du nouveau gouvernement kurde, il resterait 673 villages dans les trois gouvernorats d'Arbil, Suleimanieh et Dohouk ; 4 049 ont été détruits. Parmi ceux qui sont restés, les deux

10. Cela était vrai au moins jusqu'en juillet 1989, plusieurs mois après qu'al-Madjid a été chargé de pouvoirs exceptionnels. Lettre « confidentielle » n° 3489 du Comité d'Arbil pour la lutte contre les activités hostiles, adressée au cinquième corps d'armée, datée du 5 juillet 1989. La seule exception à cette règle était la présence dans les zones interdites d'informateurs de l'Amn et de membres du Mafarez Khaseh, qui devait être coordonnée par avance avec l'armée. Ces exceptions sont énumérées dans une lettre de l'Amn du gouvernorat d'Arbil à la section de sécurité interne du Commandement du cinquième corps d'armée, n° Dh 3/1524, datée du 13 février 1990.

11. Entre 1983 et 1988, l'Irak a acquis pour plus de 2,8 millions de dollars américains de produits agricoles en vertu du programme de garantie de crédit du Commodity Credit Corporation (CCC). En 1989, l'Administration Bush a doublé les fonds du programme CCC pour l'Irak, en les augmentant à un niveau qui excédait le million de dollars en 1989. En plus de cette garantie de crédit, le programme du CCC comprenait des prêts sans intérêts et des ventes directes à des prix subventionnés par le gouvernement américain. Voir Middle East Watch, *Human Rights in Iraq*, New York, 1990, p. 152.

tiers étaient concentrés dans les environs de la ville d'Arbil, de Makhmour et d'Aqra – des zones qui ont toutes été exclues de l'Anfal¹².

Toutefois, les minorités des villages qui ont survécu à la campagne d'Anfal n'ont reçu aucune garantie de sécurité durable. Le 15 avril 1989, l'ordre n° 3448 du Bureau Nord a autorisé « l'évacuation et le rassemblement » d'un nombre non spécifié de villages appartenant aux tribus brados et dolamari, pour laisser place à un nouveau barrage sur la rivière du Grand Zab à Bakhma, une idée qui était évoquée depuis les années 1950. Les Bradost et les Dolamari ont été fidèles au gouvernement, mais leur emplacement, dans une zone où les territoires qui étaient autrefois contrôlés par l'UPK jouxtaient les forteresses traditionnelles du PDK, devenait maintenant un handicap. La confiscation de Bakhma, en plus des avantages économiques, constituait un axe stratégique permanent entre ces deux régions rebelles¹³.

À quelques kilomètres, à peine, au sud des installations de Bradost et Dolamari, quatorze autres villages ont été démolis par un balayage conjoint de l'armée et de l'Amn en décembre 1988, et leurs habitants ont été déportés dans le complexe voisin de Basirma. Cette fois, le prétexte de l'État n'a pas été le projet de construction du barrage de Bakhma, mais la poursuite des opérations de contre-insurrection contre les poches persistantes de résistance des *pesh-*

12. Les chiffres de Resool (*op. cit.*) sont très proches de ceux du ministère. Il cite un total accumulé de 3 939 villages détruits depuis 1975. Les villages qui ont été épargnés comprennent une centaine de villages appartenant aux tribus fidèles Surchi de la *qadha* d'Aqra. Le 28 janvier 1988, à la veille de l'Anfal, le Comité de sécurité de Shaqlawa « a signalé qu'il ne serait pas opposé à la levée de l'interdiction de sécurité qui concerne ces villages, car leur population appartient à la tribu Surchi, et que la plupart d'entre eux sont des membres volontaires des bataillons de défense nationale. De plus, ces villages ont été hors de portée des saboteurs, leurs habitants n'ont pas collaboré avec eux et aucune confrontation n'a eu lieu dans ces régions ». Lettre de l'Amn d'Arbil à l'Amn de Shaqlawa, n° S T/17922, datée du 21 novembre 1988.

13. Le projet du barrage de Bakhma était conçu, au départ, comme un projet d'irrigation et de génération d'électricité à petite échelle. Cependant, après que le parti Baath est arrivé au pouvoir en 1968, il est devenu plus ambitieux. Programmé pour être terminé en 1994, le barrage n'était que partiellement construit au moment du soulèvement kurde de mars 1991, quand son mécanisme a été largement pillé et endommagé. Interview du Middle East Watch avec un ancien administrateur dans le quartier général d'Arbil du Jahafel al-Difa' al-Watani (ou Jahsh), Arbil, 7 juillet 1992.

*mergas*¹⁴. Serkand Khailani était l'un des villages concernés, un endroit relativement grand, peuplé, à peu près, d'un millier de personnes. Il était sorti indemne de l'Anfal. Les troupes de l'armée l'ont pris d'assaut aux moyens de l'artillerie, d'hélicoptères et de troupes terrestres, ainsi que d'unités du Mafarez Khaseh¹⁵. Après l'assaut, Serkand Khailani a été rasé et la plupart des villageois arrêtés. Tout le monde a été emmené à Shalawa, où ils ont passé la nuit confinés dans des IFA à la base militaire, et de là à Basirma. Cinq personnes ont été emmenées par l'Amn dans une jeep séparée. Il s'agissait de la femme, du frère et de la jeune sœur du chef du village, le *ra'is*.

Le chef lui-même a été emmené par l'Amn lors d'un incident, au début de l'année 1989. Il a été détenu sept mois au quartier général de l'Amn d'Arbil et torturé à maintes reprises – il a été battu avec un câble, suspendu avec un crochet au plafond, trempé dans l'eau et électrocuté aux lobes des oreilles. À de fréquents intervalles, ses compagnons de cellule ont été emmenés pour être exécutés. Toutefois, curieusement, pendant les longues séances d'interrogatoire que le *ra'is* a endurées, les cinq villageois ayant disparu de Serkand Khailani n'ont été mentionnés qu'en passant. C'étaient des saboteurs, lui a-t-on dit, et il ne les reverrait jamais. Sept mois plus tard, sans un mot d'explication, il a été relâché. Au moment où il est retourné dans le complexe de Barsima, il a reçu deux documents du ministère du Recensement et du ministère de la Santé d'Arbil. C'étaient des certificats de décès pour les deux hommes qui avaient disparu. La date qu'ils portaient était celle du 20 février 1989 ; la cause donnée des décès était « l'exécution par balle ». Pas un mot à propos du destin des trois femmes,

14. Ces quatorze villages se trouvent entre la ville de Khalifan et la rivière du Grand Zab. Leurs noms sont énumérés dans un rapport de l'Amn d'Arbil daté du 11 décembre 1988 comme étant : Faquianm Kulken Kolo, Madgerdan, Mingerdan, Daljarm Qalata Sinn Pir Marwa, Deremer, Serkans, Suka, Serkoz, Kuska et Jimkei-le-Haut et Jimkei-le-Bas. Resool, *op. cit.*, p. 65-67, a dressé la liste de dix-neuf villages dans les *nahyas* de Salah al-Din et d'Harir qui ont été détruits pendant le mois de décembre 1988. Serkand Khailani est le seul nom qui apparaît dans les deux listes.

15. Sur le Mafarez Khaseh et d'autres unités spéciales du Jahsh, voir plus haut, p. 55-56.

bien que des documents qui décrivent leur exécution aient été trouvés par les *peshmergas* pendant le soulèvement de 1991¹⁶.

* * *

LA POURSUITE DES MASSACRES DE MASSE : L'HISTOIRE DE YUNIS

En d'autres termes, les massacres – dont des exécutions de masse – ont continué à être un instrument fondamental du régime pour traiter du problème kurde, bien que l'Anfal fût terminé et la plus grande partie du pays inhabitée. Quiconque était trouvé dans une « zone interdite » pouvait être tué. Il en était de même pour quiconque était suspecté d'entreprendre des activités *peshmergas* dans le peu de villages qui avaient été épargnés. Certaines de ces mises à mort ont été ordonnées par le Bureau Nord du parti Baath, et Ali Hassan al-Madjid semble avoir personnellement gardé un œil sur l'élimination d'éminents saboteurs. (Une note écrite par le directeur du bureau de l'Amn de Shaqlawa en septembre 1988 transmet les compléments d'al-Madjid aux agents responsables de la liquidation d'un cadre du parti communiste et de la crémation de son corps : « Bien joué », écrit le chef du Bureau Nord. « Que Dieu les bénisse pour leur foi et leur loyauté. »)

D'autres exécutions ont été ordonnées par Saddam Hussein lui-même, d'autres par le tribunal révolutionnaire (Mahkamat al-Thawra), et d'autres encore par des tribunaux militaires spéciaux¹⁷. Un grand nombre de certificats de décès et d'autres documents officiels contiennent des témoignages de ces exécutions. Un rapport du mois d'août 1989 de l'Amn de Suleimanieh, par exemple, énumère quatre-

16. Interview du Middle East Watch, complexe de Basirma, 11 septembre 1992. Un rapport interne de l'Istikhbarat sur le village de Serkand Khailano, daté du 1^{er} novembre 1988, signalait qu'un certain nombre de fusils-mitrailleurs kalachnikovs ont été trouvés dans la maison de cet homme, cachés dans un lit d'enfant. De nouveau, la correspondance des documents avec les témoignages est frappante.

17. Une lettre n° 25163 du directeur de sécurité du gouvernorat de Suleimanieh, datée du 29 octobre 1988, mentionne des exécutions ordonnées par le bureau Nord du parti Baath et le tribunal révolutionnaire. Un ancien prisonnier a été appelé à comparaître devant le tribunal militaire n° 23 à Arbil, un organe ayant le pouvoir d'imposer la peine de mort. Dans ce cas particulier, les pouvoirs du tribunal ont été remplacés sur « un ordre spécial [d'exécution] de Bagdad ». L'homme s'est par la suite échappé et a été interviewé par le Middle East Watch dans le complexe de Khaneq le 27 août 1992.

vingt-sept exécutions ayant eu lieu depuis le 1^{er} janvier de cette même année. Nombre d'entre eux étaient des gens ramassés dans les villages « interdits » ; l'un d'entre eux était un enseignant de littérature, exécuté pour avoir appris à ses étudiants la langue kurde en lettres latines¹⁸.

Plus fondamentalement, ils ont poursuivi les exécutions de masse de personnes ayant été capturées pendant la campagne d'Anfal mais qui sont restées en vie, en détention, au moment de l'amnistie du 6 septembre. Certains ont même été tués après s'être rendus pendant la période d'amnistie de cinq semaines, leurs crimes ayant été enregistrés dans les documents officiels comme membres présumés ou présumés être en contact avec une organisation illégale, telle que l'UPK, le PDK ou le parti islamique¹⁹.

Yunis était un *peshmerga* de dix-neuf ans qui avait combattu avec l'UPK dans la bataille de Sergalou, et plus tard dans la vallée de la Balisan, pendant le sixième Anfal. Coupé des principales forces *peshmergas* près d'Akiyan par des troupes irakiennes, il s'est caché un moment avec des membres de sa famille dans la ville de Khalifan. Mais les rumeurs d'une amnistie l'ont convaincu de se rendre à l'Amn dans la ville de Sadiq, vers la mi-août²⁰. Le bureau local de l'Amn l'a rapidement transféré au quartier général de l'agence d'Arbil, où il a partagé une grande cellule avec une centaine d'autres prisonniers – un mélange de *peshmergas*, de déserteurs et d'Anfalakan de la région de Koysinjak. Yunis a été interrogé et torturé par intervalles pendant trois semaines supplémentaires.

18. Lettre classée « secret et confidentiel », n° 9727, du directeur de l'Amn de Suleimanieh au directeur de l'Amn du quartier général de la région autonome, 24 août 1989.

19. Documents manuscrits trouvés dans un dossier de l'Amn d'Arbil.

20. Beaucoup de Kurdes dans la zone de Khalifan se sont rendus prématurément en raison de ces rumeurs. Un autre était un *peshmerga* de l'UPK nommé Haydar Awla Ali Muhammad-Amin, dont l'arrestation, le 15 septembre 1988, est citée dans un document de l'Amn du 7 septembre 1990. Haydar a été persuadé de se rendre à l'Amn par un Najma Grou, un dirigeant de la Mafarez Khaseh kurde contrôlée par l'Amn. Après cela, il a disparu. En réponse aux requêtes persistantes de sa femme qui voulait des nouvelles, Najma Grou lui a dit : « Retourne chez toi, ton mari n'est plus vivant. » Interview du Middle East Watch, complexe de Galala, 23 mars 1993.

Lors d'une interview accordée plus tôt à Sadiq, le 18 juillet 1992, Yunis a dit au Middle East Watch que la seule personne qu'il ait reconnue dans le groupe devant se faire exécuter était un proche de Galala qui s'appelait « Haydar Abdullah ». Comme Awla est le diminutif kurde d'Abdullah, c'était certainement le même homme.

Un jour, au début du mois de septembre, des gardes de l'Amn ont rassemblé les prisonniers, les ont dépouillés de ce qu'ils avaient et les ont chargés dans un seul grand bus civil. Il était tellement rempli que les hommes devaient s'asseoir sur les genoux les uns des autres. Ils se sont dirigés vers le camp de l'armée populaire à la périphérie de Dibs, qu'ils ont atteint aux environs de 19 h 00. Les prisonniers ont reçu deux rations quotidiennes de pain rassis et d'eau. Chaque jour, des agents en civil – également des hommes de l'Amn, pensait Yunis – leur posaient de nouvelles séries de questions. Puis, le 6 septembre, des gardes leur ont dit qu'il y avait une amnistie générale, et qu'ils allaient être relâchés.

Mais rien n'a changé. Les séances quotidiennes d'interrogatoire ont été poursuivies, ainsi que les formes brutales de torture. Être battu avec un long câble électrique faisait partie de la routine quotidienne. Les personnes qui procédaient aux interrogatoires avaient également inventé deux autres types de torture. L'un consistait à remplir un sac plastique d'eau et de glaçons, à le suspendre au plafond, à le percer avec une épingle, et à laisser le liquide gelé couler goutte à goutte sur le front du prisonnier, qui était attaché à un lit placé au-dessous. Cela durait chaque fois vingt minutes, après lesquelles la douleur était intense et le prisonnier se débattait sur le lit pour essayer vainement de se soustraire aux gouttes glacées. Le traitement à l'eau glacée alternait avec l'application d'une chaleur extrême. Les personnes effectuant l'interrogatoire glissaient un réchaud électrique brûlant sous le lit du prisonnier pendant quatre à cinq minutes, provoquant de douloureuses brûlures au bas du dos.

Ce sont les pires tortures que Yunis a dû endurer personnellement. Mais un jour, juste avant que l'amnistie soit annoncée, lui et les autres prisonniers d'Arbil ont regardé par les fenêtres de leur cellule, quand trois hommes, accusés d'être des « *peshmegas* internes » – c'est-à-dire des *peshmegas* actifs dans les villes – ont été amenés en bas dans la cour. Les hommes avaient les yeux bandés ; ils ont été placés debout sur des chaises et attachés à des poteaux, les bras levés au-dessus de leurs têtes. Les chaises ont été enlevées d'un coup de pied, laissant les jambes des prisonniers pendre à quelques centimètres du sol. Ensuite, les gardes ont attaché l'extrémité d'une ficelle à une bouteille de gaz vide, et l'autre au scrotum de chaque prisonnier. Quand le signal a été donné, les gardes ont lâché les cylindres de gaz, ce qui a fait éclater les testicules des hommes. En l'espace d'une demi-heure, tous les trois étaient morts.

Quelques jours plus tard, les gardes sont entrés dans la cellule de Yunis, ont compté les prisonniers et leur ont dit qu'ils devaient être transférés. À ce

moment-là, ils n'étaient plus qu'environ 180, y compris les nouveaux arrivants. Il y avait là des *peshmegas*, des déserteurs et des civils ordinaires. On a bandé les yeux de chaque homme, on lui a pris ses papiers d'identité et attaché les mains derrière le dos. On a alors mis les prisonniers dans six véhicules sans fenêtres, avec des bancs à l'arrière et un compartiment séparé pour le chauffeur – du même type, en d'autres termes, que ceux qui ont été décrits par les survivants de la précédente exécution de masse près de Ramadi. Ils ont quitté Dibs aux environs de 7 h 30, juste avant le levé du soleil. C'était le soir du 14 septembre, selon Yunis, et l'amnistie générale était entrée en vigueur depuis huit jours.

Les bus ont tourné à gauche en sortant du camp, ont roulé le long d'une route pavée pendant quelques minutes et ont ensuite tourné sur une route de terre. Pendant que le bus roulait sur cette voie chaotique, Yunis a réussi à se libérer les mains et à détendre son bandeau. Environ une heure plus tard, le convoi s'est arrêté, et les gardes ont commencé à faire sortir les prisonniers du camion par la porte arrière. Quand le tour de Yunis est arrivé, ils ont vu que ses mains n'étaient plus attachées. Le garde l'a poussé au sol et lui a donné un violent coup de pied. Par-dessus son bandeau, Yunis a pu voir un officier en uniforme arriver et lever la main. Yunis a reçu un coup net à la tête avec un lourd objet métallique et a senti qu'il tombait. La dernière chose dont il se souvient avant de perdre conscience est qu'il a touché des doigts le visage d'un autre homme.

Quand il est revenu à lui, il a vu que le bas de son corps était couvert de sable. Il a alors réalisé qu'il était dans une étroite tranchée – d'une vingtaine de mètres de long, d'un mètre de large et deux de profondeur – apparemment creusée avec une pelleuse. Quand il a pris conscience de sa situation, il a entendu le bruit d'un bulldozer qui approchait, et un nouveau tas de terre a été déchargé dans la tranchée à côté de lui, jetant un grand nuage de poussière. Dans la poussière et l'obscurité, Yunis s'est échappé, loin des bus, des bulldozers et de la voix des gardes. Au loin, à l'est, il a vu des feux ; sans doute a-t-il supposé, les champs de pétrole de Kirkouk.

Il a couru en direction de Kirkouk et a croisé une route pavée. Entendant le bruit d'un moteur, il a sauté pour arrêter le véhicule, mais alors que le bruit s'approchait, il a réalisé que c'était un camion IFA de l'armée accompagné d'une jeep, et il s'est jeté à terre sur le bord de la route, avant que les chauffeurs aient pu le repérer avec leurs phares. Peu après, une voiture civile s'est arrêtée. Le chauffeur, un camarade kurde, portait l'uniforme de l'Armée populaire, mais Yunis était trop fatigué pour s'en préoccuper, et à son grand soulagement, l'homme l'a

conduit à Dibs, sans trop poser de questions. De là, Yunis a rejoint ses camarades *peshmergas* en Iran²¹.

* * *

LA POURSUITE DES MASSACRES DE MASSE : L'HISTOIRE D'HUSSEIN

Le cas d'« Hussein » est tout à fait différent. D'un an plus jeune que Yunis, il était sympathisant à la cause *peshmerga*, comme l'étaient la plupart des Kurdes, mais il n'était pas politiquement actif, à titre personnel. Au moment de l'Anfal, lui et quatre de ses compagnons avaient trouvé du travail comme charpentiers dans un certain nombre de villes et de complexes autour d'Arbil. Le 26 novembre 1988, ils travaillaient sur une maison, dans le village de Shiwarash, qui avait échappé à la destruction pendant la campagne de 1987 dans la plaine d'Arbil, quand quatre ou cinq Landcruisers se sont arrêtés, avec plusieurs membres de « la sécurité et de l'organisation » – en d'autres termes, de l'Amn et du parti Baath. Les cinq jeunes hommes ont été fourrés dans les véhicules et conduits d'abord au quartier général du parti à Khabat. Alors qu'ils s'approchaient de leur prochaine destination, Hussein a entendu les cloches d'une église sonner. Il en a conclu qu'ils se trouvaient à Einkawa, une banlieue chrétienne d'Arbil²².

Ils sont restés trois jours là-bas, les menottes aux mains et les yeux bandés avec leurs larges ceintures (*pishtend*). On ne leur a donné ni nourriture ni eau, et on leur a interdit de quitter leur cellule, même pour uriner. Une lampe électrique brillait jour et nuit, pendant qu'une équipe de l'Amn qui procédait à des interrogatoires, et qui était dirigée par un homme que son collègue appelait lieutenant Ghassan, essayait de faire admettre aux cinq hommes leurs liens avec l'UPK. Le lieutenant a joué le rôle du « bon policier » ; quand sa méthode douce a échoué, il a transféré les prisonniers à des collègues plus durs. Chaque déni de liens avec l'UPK amenait son nouveau lot de tortures. Hussein a supporté la *falaka* ; le prisonnier est battu à la plante des pieds alors qu'il est assis, les jambes en l'air ; il a été suspendu au plafond

21. *Ibid.*

22. Interview du Middle East Watch, Arbil, 14 juillet 1992.

par une corde attachée à ses menottes ; quand il s'évanouissait, il était ranimé par une brûlure de cigarette.

Trois jours plus tard, Hussein et ses compagnons ont été conduits au quartier général de l'Amn à Arbil, où Yunis avait été détenu trois mois plus tôt. Là, chaque homme a été placé dans une cellule isolée qui mesurait moins de dix pieds²³. Hussein a compté neuf jours, les sept premiers occupés par des séances d'interrogatoire et de torture ; à nouveau, il y a eu la *falaka* ; à nouveau, il a été suspendu au plafond. Mais il a également été confronté à de nouveaux moyens de torture – comme l'application de fers rouges sur les jambes et au cou, et des chocs électriques à la langue et au pénis. Les personnes chargées des interrogatoires lui ont dit que s'il avouait ses liens avec l'UPK, il serait relâché ; s'il les niait, il serait exécuté. Il leur a dit qu'il ne savait rien.

Le septième jour, Hussein a été forcé de mettre ses empreintes sur un bout de papier. Il avait toujours les yeux bandés, et on ne lui a pas communiqué le contenu des documents. Après cela, les interrogatoires et les tortures ont cessé, et, deux jours plus tard, un garde a ouvert la porte de la cellule d'Hussein pour lui dire que Saddam Hussein avait décrété une nouvelle amnistie générale²⁴. Tous les prisonniers allaient être libérés. Hussein et ses quatre amis ont de nouveau été placés dans une cellule commune, menottes aux mains, puis emmenés dans un véhicule qui attendait. Alors qu'ils roulaient – pendant une à deux heures sur une route pavée, puis une autre demi-heure sur une route de terre –, ils pouvaient entendre les gardes discuter de leur sort. « Où allons-nous les emmener ? » a demandé le premier. « Vers le sud », a répondu un autre. Alors une troisième voix a pris part à la discussion : « Ils ne peuvent pas vivre dans le Sud. » En entendant cela, les cinq hommes ont compris ce qui allait leur arriver.

Quand ils se sont arrêtés, c'était la fin de l'après-midi et il faisait froid. « Asseyez-vous et ne bougez pas », ont dit les gardes aux prisonniers. « Nous allons vous prendre en photo. » Ils se sont assis, alignés, les jambes croisées, et presque

23. Le Middle East Watch a accompagné Hussein à l'ancien bâtiment de l'Amn à Arbil le 14 juillet 1992, où il a identifié la pièce dans laquelle il avait été détenu.

24. Le Conseil de commandement révolutionnaire a en fait adopté un décret d'amnistie générale le 14 décembre. Toutefois, Hussein était convaincu – et sa chronologie le justifie – qu'il devait être exécuté le 8 décembre. Les amnisties, comme cela a été précisé ailleurs, sont caractéristiques de la vie sous le régime du parti Baath ; toutefois, une autre amnistie a été ordonnée le 29 février 1989, celle-là pour tous ceux qui avaient fui vers l'Iran à l'exception du dirigeant de l'UPK, Djalal Talabani.

simultanément, les gardes ont ouvert le feu avec des armes automatiques. La première volée de tirs a raté Hussein et il a instinctivement mis sa tête entre ses genoux pour se protéger. Pendant ce temps, une balle d'une deuxième série de tirs l'a frappé à l'épaule droite, traversant directement la chair. L'impact l'a jeté en avant dans un profond fossé, et il a pu entendre le corps des quatre autres hommes tomber derrière lui. Il y a eu de nouvelles explosions de feu. Quand cela s'est terminé, les bourreaux ont jeté de la terre avec des pelles sur leurs cinq victimes et ont continué leur chemin.

Hussein, à demi conscient, a repoussé la terre qui ne l'avait pas totalement recouvert. Il est resté allongé là pendant deux heures alors que la nuit tombait. La fosse, qu'il voyait maintenant, était un puits abandonné et en ruine, et ses murs avaient subi l'érosion de la pluie. Il a touché ses amis pour voir s'ils étaient vivants, mais il n'a reçu aucune réaction. Se frayant un chemin par-dessus les cadavres, il a réussi à se sortir du puits, ne laissant derrière lui que ses chaussures de course Adidas. Il faisait froid et il pleuvait, et il a distingué les lumières d'une ville. Plus près, à environ trois kilomètres, il a vu les lueurs d'un feu et a pris cette direction. Sans chaussures, les pieds meurtris et enflés par les tortures de la *falaka*, il lui fallut toute la nuit pour atteindre la maison.

Il a pensé – à tort, comme cela s'avera plus tard – qu'il était quelque part près de Kirkouk, et a appelé en arabe, « la famille de la maison ! » (*ahl al-beit*). Une voix d'homme a répondu, « Entrez ! » (*tfaddal*). Il a frappé, et une femme a ouvert la porte. En voyant un jeune homme pieds nus et couvert de sang, elle a commencé à reculer, par peur et a mis la main sur sa poitrine, par pitié. Mais le couple lui a servi un repas composé d'eau, de thé et de graisse de mouton (*sammeh*), et Hussein leur a raconté les grandes lignes de son histoire. Pendant qu'il parlait, la femme est allée chercher des vêtements arabes et un lourd pardessus de l'Armée populaire pour cacher les taches de sang des blessures d'Hussein, à l'épaule. Au lever du jour, l'homme l'a amené à la porte pour lui montrer où il était. La principale route à proximité, où Hussein pouvait voir des pylônes électriques et des camions qui passaient, menait en direction de Mossoul, et dans l'autre sens à Al-Qayyara. L'homme a expliqué que les lumières qu'Hussein avait vues dans la nuit étaient celles des villes arabes de Tharthar et d'al-Hadhar²⁵.

25. Et donc d'un intérêt particulier, car le site archéologique d'Al-Hadhar au sud de Mossoul a été mentionné plusieurs fois comme site d'exécution de masse pendant l'Anfal. Voir plus haut, p. 258. L'histoire d'Hussein est basée sur une interview du Middle East Watch à Arbil, 16 juillet 1992.

Par la suite, comme Yunis, Hussein s'est enfui en Iran. Quelque temps plus tard, l'Amn s'est présenté à sa mère, avec un certificat de décès du jeune homme²⁶.

* * *

LA FIN DE LA « SITUATION EXCEPTIONNELLE »

Quand l'Anfal est-il arrivé à terme ? On peut répondre à cette question de différentes façons. D'un point de vue strictement militaire, il s'est terminé avec la victoire sur le PDK, à Badinan, et l'annonce de l'amnistie du 6 septembre. Du point de vue de l'opinion publique irakienne, on peut dire qu'il a pris fin le 1^{er} octobre, quand le parti Baath au pouvoir a organisé les festivités célébrant la victoire²⁷. En ce qui concerne la logique de l'Anfal en tant que campagne d'extermination, il a certainement continué pendant plusieurs mois supplémentaires, au moins jusqu'à une période avancée de l'année 1988.

Certains pourraient même soutenir que l'Anfal a duré jusqu'en juin 1989, car c'est à ce moment que les troupes irakiennes ont détruit Qala Dizeh, une grande ville de 70 000 habitants, à l'est du lac de Dukan. Qala Dizeh est une ville ancienne, et un nom célèbre dans l'histoire kurde, car elle a été la cible de bombardements notoires par les forces irakiennes le 24 avril 1974, provoquant des centaines de morts²⁸. En tant que ville, Qala Dizeh était à l'abri de la logique restreinte de l'Anfal, mais certainement pas des représailles, ou d'actions de répression. Bien que certaines parties du centre de la ville aient été démolies en 1987, les officiels du parti Baath ont

26. Un troisième exemple de massacres post-amnistie dont il a été fait état implique Omar et Rahman, les deux frères de la zone de Sheikh Bzeini dont l'évasion pendant le quatrième Anfal est racontée plus haut, p. 217-219, et qui ont été capturés par l'armée au milieu du mois de juin 1988. Un autre prisonnier qui a été relâché sous l'amnistie du 6 septembre les a vus en prison à ce moment-là, toujours vivants, mais cela a été la dernière fois où on les a revus. Interview du Middle East Watch, complexe de Daratou, 15 juillet 1992.

27. Yusef Rahim Rashid, un avocat travaillant avec l'Organisation kurde des droits de l'homme (KHRO), a dit au Middle East Watch avoir assisté à une telle cérémonie à Arbil.

28. Le motif des bombardements de 1974 réside apparemment dans la décision du PDK de réouvrir l'université de Soulaïmaniyah à Qala Dizeh. L'université avait été fermée par le régime au mois de mars.

assuré à maintes reprises aux habitants qu'ils n'avaient plus rien à craindre. La zone autour de Qala Dizeh, qui comprend la ville voisine de Sengaser et les complexes de Pemalek, Tuwasuran et Jarawa – construits pour les personnes évacuées après les nettoyages frontaliers de la fin des années 1970 –, a également été épargnée par l'Anfal. Bien que quelques villages y aient été détruits au milieu de l'année 1988, leur population n'a pas été « anfalisée ».

Située entre la frontière iranienne, dépeuplée, et le lac de Dukan, sur un terrain relativement plat, la zone de Qala Dizeh n'a pas constitué une menace *peshmerga* significative pendant l'Anfal, et le régime s'est contenté de la laisser à part. Mais au printemps 1989, elle était devenue une anomalie flagrante, en tant qu'unique grand centre démographique, si près de la frontière iranienne. Plus grave, les montagnes à l'est étaient devenues le principal point de regroupement pour l'UPK quand elle luttait pour réaffirmer sa présence en Irak, et le 22 mars 1989, le Comité des affaires du Nord du CCR a ordonné un « maximum de mesures » contre les zones à l'est du lac Dukan²⁹.

Vers la fin du mois de mai, des troupes ont entouré Qala Dizeh avec des tanks et de l'artillerie lourde, et ont donné aux gens de la ville un mois pour partir. Ils devaient être déplacés « pour l'intérêt général », dans « des villages modernes³⁰ ». On donna le choix aux habitants : des camions les emmèneraient soit à Bazian, sur la route de Suleimanieh, soit vers l'un des trois nouveaux complexes de la plaine d'Arbil – Khabat, Kawar Gosek et Daratou. Il a fallu aux soldats du Génie de l'armée trois semaines, à partir du 1^{er} juin, pour démolir Qala Dizeh ; ils n'ont rien laissé, pas même la nouvelle centrale électrique, ni la centrale de pompage d'eau que le régime avait lui-même construites en 1987. Le 24 juin 1989, la ville Qala Dizeh a officiellement été déclarée « zone interdite ».

Toutefois, la destruction de Qala Dizeh peut être considérée comme un post-scriptum à l'Anfal – un retour à la logique d'activités anti-kurdes, en vigueur depuis des années. La meilleure réponse à notre question est peut-être que la logique de l'Anfal s'est terminée quand le fonctionnement de la bureaucratie irakienne a changé

29. Directive n° 1925 du Comité des affaires du Nord du CCR, signée par Abd-al-Rahman Aziz Hassan. Ces mesures devaient comprendre la déportation temporaire, vers le sud, des familles ayant eu des contacts avec les « saboteurs ». La directive insiste également sur le fait que les « instructions claires » de la directive du Commandement du bureau Nord, n° SF/4008 du 20 juin 1987 doivent continuer à être appliquées.

30. Interview du Middle East Watch avec d'anciens habitants, Qala Dizeh, 23 mai 1992.

de vitesse. Ce n'est pas la même chose que de dire « quand on a arrêté les massacres », ou « quand on a arrêté les déportations », ou « quand on a brûlé et rasé au bulldozer le dernier village ». Car tueries, déportations et politiques de terre brûlée ont été caractéristiques du régime du parti Baath pendant des années, et elles le sont toujours à ce jour. Mais, aux environs du printemps 1989, nous pouvons dire que le régime irakien sentait que tous les objectifs de l'Anfal avaient été atteints, et le 23 avril, le Conseil de commandement révolutionnaire a publié son décret n° 271 annulant les pouvoirs spéciaux conférés à Ali Hassan al-Madjid³¹. Le sentiment que le problème kurde était désormais complètement contrôlé est renforcé par la décision de Saddam Hussein, de décembre 1989, consistant à supprimer le Comité des affaires du Nord du CCR, qui existait depuis plus de dix ans³².

Son travail dans le Kurdistan étant terminé, Hassan al-Madjid devait maintenant – grâce à ses talents singuliers – entreprendre d'autres missions qui l'attendaient, après l'invasion d'août 1990, en tant que gouverneur du Koweït occupé.

« Je souhaiterais reconnaître », a-t-il dit aux officiels rassemblés pour accueillir Hassan Ali al-Amiri, son successeur au poste de secrétaire général du Bureau Nord, « que je ne suis pas la bonne personne pour la situation actuelle et stable... J'espère que les camarades du Nord ne vont pas demander au camarade Hassan Ali de faire des choses qu'il ne peut pas faire. Car cette étape appartient au passé. Il ne sera plus permis à un membre du parti d'exercer le pouvoir sur l'armée, car la situation exceptionnelle a pris fin. On ne retire pas ces pouvoirs au camarade Hassan Ali parce qu'il n'est pas à la hauteur de la tâche, mais parce que cette étape est terminée »³³.

Al-Madjid était de toute évidence satisfait de ses efforts – sans que l'on puisse, a-t-il ajouté, mettre en doute l'humanité de ses motifs. « Je pleure quand je vois un spectacle ou un film tragiques », a-t-il dit à l'audience ce jour-là. « Un jour, j'ai pleuré

31. Le décret CCR est communiqué dans une circulaire de l'Amn d'Arbil à tous les directeurs de sections de sécurité. Elle est numérotée Sh3/7604, classée « secret et confidentiel », et datée du 17 mai 1989. Selon la circulaire : « En vertu du décret n° 271 du Conseil de commandement révolutionnaire du 23 avril 1989, il a été décidé d'abroger le décret RCC n° 160 du 24 mars 1987 octroyant une autorité spéciale au camarade et secrétaire général du Bureau Nord. »

32. Décret du CCR n° 771 du 3 décembre 1989, signé par Saddam Hussein, qui annule le décret RCC n° 997 du 2 août 1979.

33. Enregistrement audio d'une réunion entre Ali Hassan al-Madjid et des fonctionnaires restés anonymes, Kirkouk, 15 avril 1989.

lorsque j'ai vu dans un film une femme perdue et sans famille. Mais je voudrais vous dire que j'ai fait ce que j'ai fait et ce que j'étais supposé faire. Je ne pense pas que vous pourriez faire plus que ce que j'ai pu faire. »

Pendant une autre réunion avec des officiels du parti, on a entendu al-Madjid remarquer : « Ce que nous avons réussi à faire est quelque chose que le parti et les dirigeants n'avaient jamais réussi à faire jusqu'en 1987. Cela fut possible juste en partie grâce à l'aide et la miséricorde de Dieu. De rien d'autre. » Un membre du parti resté anonyme est intervenu et a proposé de prier. « Seul Dieu peut faire plus que tu n'as fait. Sinon, tu peux tout faire. Le parti Baath peut tout faire³⁴. »

34. Enregistrement audio d'une réunion entre Ali Hassan al-Madjid et des fonctionnaires restés anonymes, Kirkouk, 26 mai 1988.

EN VOIE DE DISPARITION

« *Ces mesures vont avoir un effet dissuasif car :*
 (a) *les prisonniers vont disparaître sans laisser de trace ;*
 (b) *aucune information ne pourra être donnée sur*
l'endroit où ils sont, ni sur leur sort. »

Nacht und Nebel Erlass (Décret « Nuit et brouillard de l'Allemagne nazie »), version modifiée, février 1942.

« *Ils ont coulé en eau profonde. Ils étaient perdus.*
Nous n'avons aucune information les concernant. »
 Une femme âgée ayant survécu à Goktapa.

Les disparitions forcées représentent l'acte terroriste caractéristique de l'État moderne. Elles immobilisent le survivant par le doute et la peur, provoquant une douleur et un deuil non consumé qui ne permettent aucun des rituels d'enterrement. Le lavage et l'habillement du mort, la disposition du corps, le visage tourné vers La Mecque, ce qui est demandé à tout fervent musulman – ces rituels n'ont pas été possibles pour les disparus de l'Anfal. Dans le cas de ceux qui ont été exécutés pendant leur détention, sous le régime de terreur routinière du parti Baath, une bureaucratie pointilleuse fournissait au moins aux familles une preuve légale de la mort. Mais pour la plupart des Kurdes qui ont disparu pendant l'Anfal, il n'y a même pas eu cela.

Une fois la campagne terminée, la plupart des survivants ont vécu dans un enfer d'incertitude. Les femmes avaient perdu leur gagne-pain, et la loi islamique leur interdisait de se remarier dans les sept ans suivant la disparition de leur mari. Bien que les histoires des pelotons d'exécutions étaient connues et répétées, les sordides complexes kurdes de réimplantation étaient toujours traversés de rumeurs d'Anfalakan gardés en vie dans des prisons secrètes dans le désert, gardés comme pièces de marchandage pour des cycles de négociation à venir entre le régime et les *peshmergas*, ou emmenés dans d'autre pays – le Soudan, le Yémen ou la Jordanie – pour y devenir esclaves.

Avant le soulèvement de 1991, alors que le parti Baath continuait à contrôler le Kurdistan irakien, peu de Kurdes ont eu l'audace de prendre des renseignements à propos de leurs disparus, craignant que le même sort ne les attende, eux ou leurs

proches ayant survécu. Cette question de sécurité mise à part, qui aurait su comment et par où commencer une enquête dans le labyrinthe de la bureaucratie étatique : par le chef du district ? Le *qaymmaqam* ? Le bureau du gouverneur ? Le poste de police locale ? Le *mustashar* ? Le parti Baath ? La base militaire ? L'Amn tant redouté ? Certains ont cependant pris ce risque, et leurs recherches, ainsi que les documents irakiens et les témoignages de ceux qui ont survécu aux camps, jettent une lumière importante sur la façon dont l'Anfal fonctionnait. Il semble que l'Anfal ait été une opération grandement compartimentée, chacune des agences impliquées ne sachant que ce qu'elle avait besoin de savoir. Seul un petit cercle au sein de la machine du parti Baath avait connaissance de l'histoire complète de ceux qui étaient « anfalisés ».

* * *

Certains survivants sont arrivés à apprendre la vérité pure, de façon brutale. Rashid, un jeune berger de Chircha Qala, au pied de la montagne de Zerda, a réussi à survivre à l'Anfal en marchant devant les troupes sur la route principale, avec son bétail. Mais il a perdu sa mère, sa sœur de dix ans, son frère de six ans et deux tantes. Plus tard, il a été enrôlé dans la même armée qui avait capturé sa famille. Un officier chrétien compatissant a pris Rashid d'affection et lui a dit candidement d'arrêter de penser à ses proches : « Toutes les personnes de l'Anfal ont été enterrées avec des bulldozers¹. »

La plupart, cependant, n'en ont pas tant découvert. Nuri, un vieil homme du village dévasté de Jalamort, dans la Vallée du Petit Zab, est allé au bureau du *qaymmaqam* de Chamchamal pour enquêter sur son fils disparu, sa belle-fille et sa petite-fille de deux ans. Les autorités ont enregistré leurs noms et lui ont dit de revenir trois jours plus tard. Quand il est retourné là-bas, ils ont dit que le gouvernorat ne pouvait être d'aucune aide dans ce cas. En fait, le fonctionnaire a dit à Nuri : « Je ne peux faire que moins que ce que tu as fait. Tu as posé la question, mais moi, j'ai peur de le faire². »

Salim, un jeune homme de la zone de la tribu de Sheikh Bzeini, était loin de son village quand l'armée est arrivée. Mais les troupes ont capturé sa femme et ses huit enfants – le plus vieux était un garçon de quinze ans, le plus jeune, une fille de un an. Des membres du Jahsh ayant de la sympathie pour la tribu de Salim ont essayé

1. Interview du Middle East Watch, complexe de Naser, 26 mars 1993

2. Interview du Middle East Watch, Arbil, 23 avril 1992.

de soudoyer les soldats en leur offrant 1 000 dinars (3 000 \$) pour libérer chaque enfant. « Il est trop tard », ont répondu les soldats ; on avait déjà mis les enfants dans les camions. Après l'Anfal, Salim a suivi la trace de toutes les rumeurs ; il est allé à Kirkouk, à Topzawa et même à Nugra Salman. L'Amn l'a arrêté trois fois en raison de son insistance. La dernière fois, ils lui ont bandé les yeux et lui ont dit de ne plus jamais rien demander au sujet de sa famille³.

Mahmoud Tawfiq Muhammad, le vieux chef de la tribu de Jaff Roghzayi, dans une des zones les plus sévèrement touchées du sud de la montagne de Germian, a refusé de prendre un non pour une réponse. Vingt membres de sa famille immédiate ont disparu, la plupart étaient des enfants ; Mahmoud était allé avec eux dans le fort de Qoratu, mais il a perdu leur trace lors des séparations par sexe, à Topzawa. Après sa propre libération de Nugra Salman, Mahmoud a voyagé jusqu'à la demeure d'Haji Ahmad Fatah, le plus vieux du village kurde (*mukhtar*) qui était en charge du camp de Dibs. « J'ai embrassé ses chaussures et l'ai supplié. Mais on m'a dit de ne rien demander. "Vous n'avez rien à voir avec cela", m'ont-il dit. "Allez à Nugra Salman". » Tout ce que le *mukhtar* pu dire c'est que les prisonniers de Dibs avaient été transférés – mais il ignorait la destination, ou bien il n'a pas voulu en parler.

De Dibs, Mahmoud est allé à Arbil, où ses contacts lui ont permis de convenir d'un entretien avec le dirigeant de l'Amn de la ville. Le chef de la sécurité lui a dit que les disparus avaient été envoyés à un endroit nommé Ar'ar, un important point de franchissement de la frontière vers l'Arabie saoudite et un lieu de repos pour les pèlerins qui se rendaient à La Mecque⁴. Il était interdit à quiconque de leur rendre visite ou de communiquer avec eux. Mahmoud a supplié le chef de l'Amn, lui offrant 1 000 dinars pour chaque personne libérée, mais l'homme a dit que ce n'était pas possible : « Seul Saddam Hussein ou Ali Hassan al-Madjid pourraient les libérer. » Le gouverneur civil d'Arbil a dit que lui aussi était impuissant. Bien que Mahmoud lui ait offert, avec beaucoup de respect, un certain nombre de moutons, le gouverneur kurde de Suleimanieh, Sheikh Ja'far Barzinji, a raconté plus ou moins la même histoire⁵. Personnellement, il ne pouvait rien faire de plus que Mahmoud. Les affaires restaient entre les mains du président et de ses cousins. Mais à Kirkouk, le service

3. Interview du Middle East Watch, complexe de Daratou, 20 avril 1992.

4. Sur Ar'ar en tant que site possible d'exécutions de masse, voir plus haut, p. 285, note 10.

5. Nous devons rappeler que Sheikh Ja'far était le frère du célèbre *mustashar* de Qader Karan, Sheikh Mu'tassem Barzinji. Sheikh Ja'far aurait également été le principal agent de liaison entre Ali Hassan al-Madjid et les *mustashars* pendant la campagne d'Anfal.

d'information du Bureau Nord du parti Baath a dit à Mahmoud que Madjid « n'avait pas le temps de me rencontrer ». Désespéré, il est retourné à Suleimanieh, où il s'est adressé à un Kurde puissant qui était connu pour être proche d'al-Madjid et pour l'avoir souvent accueilli chez lui. L'homme a accepté d'intervenir personnellement. « Mais Madjid a juré sur le saint Coran que seul Saddam Hussein et Dieu pourraient sauver les disparus. » Épuisé et découragé, Mahmoud a abandonné ses recherches⁶.

* * *

LE PARTI BAATH : L'ALPHA ET L'OMEGA DE LA CAMPAGNE D'ANFAL

Un certain nombre de documents irakiens volés corroborent ce genre de preuves anecdotiques, à propos de l'extrême concentration des pouvoirs pendant la campagne d'Anfal. Peut-être le cas le plus révélateur est-il celui de quatre frères, catholiques chaldéens, qui ont disparu d'un village chrétien près de la montagne de Gara dans la *nahya* de Sardeng, à la suite du dernier Anfal⁷. Leur père « Isho », un personnage localement influent, a été interrogé par le Middle East Watch à Arbil en juillet 1992. Il a expliqué que sa famille avait fui son village avant que l'Anfal ne le touche. Ses fils – trois déserteurs et un réfractaire – se sont rendus à l'armée pendant la période de grâce de cinq semaines qui a suivi l'amnistie du 6 septembre. Des proches les ont vus pour la dernière fois lorsqu'ils ont pu leur rendre visite au fort de Nizarkeh, à la sortie de Dohouk. Après cette entrevue, Isho lui-même a essayé de leur rendre visite au fort, mais quand il est arrivé, un garde lui a dit que tous les chrétiens et les Yézidis avaient été emmenés la veille dans des bus. À Baharka, Isho a également enquêté, à la fois auprès de l'Amn et de l'Istikhbarat, en demandant pourquoi ses fils n'avaient pas été emmenés au complexe, avec le reste de sa famille. On lui a répondu que, n'é-

6. Interview du Middle East Watch, complexe de Sumoud, 20 mai 1992.

7. Tous les noms et endroits de ce récit ont été modifiés ou omis pour protéger les témoins.

tant pas kurdes, ils n'étaient pas couverts par l'amnistie du 6 septembre. Il n'a eu aucune information concernant l'endroit où les hommes se trouvaient désormais. En fin de compte, la famille a écrit à Saddam Hussein en personne, mais n'a jamais reçu de réponse⁸.

Six mois après cette interview, les chercheurs du Middle East Watch sont tombés sur une boîte de documents du bureau régional de l'Istikhbarat d'Arbil contenant le dossier de la famille. La disparition des quatre fils d'Isho fait l'objet d'une douzaine de documents « secrets et urgents », commençant par une pétition de la belle-sœur d'Isho à Saddam Hussein, datée du 7 janvier 1989. Elle écrit :

« M. le Président, Commandant en chef (que Dieu le protège et le garde) : Mes plus sincères salutations et ma plus grande admiration à l'artisan de ce qui fait la gloire de l'Irak et des victoires sur ses méprisables ennemis :

Je suis la citoyenne M. [...] Les quatre fils du frère de mon mari sont des soldats engagés dans la division du Sud. Lorsque vous avez annoncé l'amnistie générale, ils se sont rendus à Dohouk. Depuis, nous n'avons eu aucune nouvelle de leur sort.

Victorieux et respecté que vous êtes, faites-moi s'il vous plaît la grâce de m'informer de leur sort.

Quand quelqu'un frappe à la porte de votre justice, elle s'ouvre et dégage le doux parfum de votre compassion. »

(La pétition est signée de l'empreinte digitale de la femme.)

Comme le cas impliquait des déserteurs de l'armée et des réfractaires, le bureau du président l'a transmis aux services de renseignements. Il apparaît que

8. Interview du Middle East Watch, Arbil, 7 juillet 1992. Des entretiens supplémentaires avec d'anciens habitants du village ont fourni d'autres éléments d'information concernant ce cas.

l'Istikhbarat a mené sérieusement une investigation interne sur cette affaire et qu'il ne savait véritablement pas de ce qui était arrivé aux quatre hommes. Bien que le quartier général de la région du Nord de l'Istikhbarat se soit plaint avec colère de la négligence de ses bureaux de Mossoul et de Dohouk et des contradictions dans leurs rapports, les principaux faits concernant cette affaire ont rapidement été établis. On sait que les quatre frères se sont rendus aux unités militaires d'Atrush, le 10 septembre 1988, soit quatre jours après le début de la période d'amnistie. L'Istikhbarat de Mossoul ne put trouver aucune preuve du fait qu'ils aient « porté des armes avec les saboteurs ». De là, les prisonniers ont été transférés au Comité d'accueil des personnes « retournant dans les rangs de la nation » de Dohouk, dirigé par le parti, et ont été détenus – comme leur père le savait déjà – dans le fort de Nizarkeh. Mossoul rapporte que les détenus de Dohouk ont, par la suite, été séparés en deux groupes. L'un a été envoyé dans un fort de la zone de Daraman, sur la route principale entre Altun Kupri et Kirkouk ; l'autre a été transféré à Topzawa – la seule référence que l'on ait trouvée à ce jour indique que ce camp de l'armée populaire était utilisé pour les prisonniers du dernier Anfal de Badinan.

Après cela, les traces se perdent. L'Istikhbarat de la région du Nord a dépêché des agents dans le complexe de Baharka-Jezhnikan pour interroger les familles, ainsi que dans chacun des forts de l'armée, le long de la route allant de Kirkouk à Arbil. Mais ces enquêtes n'ont apporté aucune information nouvelle. Un capitaine de l'Istikhbarat exprime explicitement dans son rapport, adressé au directeur de la région du Nord, que le bureau de Dohouk serait plus efficace s'il était sollicité par le parti dirigeant lui-même. Trois jours plus tard cependant, le 14 mars 1989, le directeur fit son rapport final au quartier général de l'Istikhbarat. Les quatre hommes, a-t-il écrit, « ont été livrés au Comité d'accueil des personnes "retournant dans les rangs de la nation" du gouvernorat de Dohouk, qui, à son tour, les a livrés au Commandement du Bureau Nord, dans le gouvernorat de Ta'mim [Kirkouk]. Nous n'avons pas d'informations supplémentaires sur leur sort⁹ ».

* * *

9. Correspondance classifiée entre le quartier général de l'Istikhbarat, le quartier général de la région du Nord, et les bureaux de Dohouk et de Mossoul, du 12 février au 14 mars 1989.

Il doit être rapellé que le décret d'amnistie du 6 septembre stipule que quiconque se rendant après le 9 octobre – ce qui n'est pas le cas ici – devait être TAKEN en CUSTODY militaire puis remis au commandement du Bureau du Nord.

Alors que l'Istikhbarat restait clairement dans l'ombre, il semble que même l'Amn, qui exerçait un énorme pouvoir sur la vie de tous les Irakiens, ne connaisse pas la destination finale de ceux qui ont disparu pendant l'Anfal, ou qui se sont rendus aux autorités, en vertu des divers décrets d'amnistie de 1988 et 1989. Les archives du quartier général de l'Amn du gouvernorat d'Arbil, par exemple, sont pleines de requêtes à l'attention des agences locales demandant des informations au sujet de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants dont la famille est venue demander où ils pouvaient se trouver¹⁰. Par la suite, comme les survivants ont continué à frapper à la porte de la puissante agence de sécurité en cherchant « le doux parfum de la compassion », l'Amn a ordonné de changer la formulation de la réponse type. Une lettre de manuscrite de l'Amn note :

« Le 25 septembre 1990, l'honorable directeur a émis la directive suivante : la phrase "Nous n'avons aucune information sur leur sort" va remplacer la phrase "Ils ont été arrêtés pendant la victorieuse opération d'Anfal et gardés en détention". L'objectif consiste à traiter avec précision d'une telle éventualité¹¹. »

L'Amn et l'Istikhbarat devaient tous deux s'en remettre à l'autorité suprême du Bureau Nord du parti Baath pour les affaires concernant les personnes disparues. On peut en trouver des preuves, par exemple, dans une communication de l'Amn d'Arbil, qui apparaît, à première vue, insignifiante. Cette brève note, datée du 26 août, informe le bureau municipal de l'agence que deux femmes « ont été renvoyées à l'Amn par le Commandement du Bureau Nord, car elles ne résidaient pas dans les zones qui relevaient des opérations de l'Anfal ». Alors que les deux femmes sont d'anciennes résidentes des villages de la *nahya* de Taqtaq, qui a été décimée par l'Anfal, l'une avait été précédemment réimplantée avec sa famille dans la ville d'Arbil et l'autre dans le complexe de Qushtapa – et elles n'étaient donc pas susceptibles d'être « anfalisées ». Inversement, il est clair que

10. Les requêtes adressées à l'Amn et examinées par le Middle East Watch ont été formulées entre juin et août 1989. Elles se réfèrent cependant à des détentions et des capitulations qui remontent au deuxième Anfal, en avril 1988.

11. Note manuscrite interne de « la personne responsable des affaires politiques », Amn d'Arbil, 18 octobre 1990.

le sort de quiconque résidait dans une zone affectée par l'Anfal aurait finalement dépendu du Bureau Nord¹².

* * *

Le décret n° 160 du 29 mars 1987 a rendu tout à fait clair le fait qu'Ali Hassan al-Madjid exerçait une autorité complète sur le Conseil de commandement révolutionnaire et orchestrait entièrement la pyramide des autres agences d'État ou de parti qui ont joué un rôle dans l'Anfal – qu'elles soient militaires, civiles ou de sécurité (voir annexe 2, p. 387). Et, comme l'indiquent les documents irakiens volés et les témoignages des survivants, c'est l'appareil du parti Baath dans le Nord, dirigé par al-Madjid, qui avait entre ses mains le sort de chacun des individus capturés au cours de la campagne.

Il reste beaucoup de mystères non élucidés à propos de la campagne d'Anfal, dont certains pourraient être levés par de nouvelles études des documents irakiens volés¹³. L'identité des hommes en uniforme qui composaient les pelotons d'exécution de l'Anfal restera peut-être à jamais un secret. Étaient-ils des agents de l'Amn ? Des membres de la Garde républicaine ? Ou étaient-ils, plus probablement semble-t-il, des « camarades » du parti Baath lui-même¹⁴ ?

12. Lettre n° Sh2/12809 de l'Amn d'Arbil au Commandement de l'Amn municipal, classée « secret » et datée du 26 août 1988. Ce document illustre également parfaitement bien à la fois les méticuleuses procédures bureaucratiques et la logique rigide de l'Anfal. Il est clair que les détenus étaient jugés individuellement au cas par cas avant qu'une décision soit prise sur leur sort. Bien qu'on note qu'une de ces deux femmes soit « politiquement indépendante », et que l'autre soit « une femme au foyer », ce n'est pas cela mais leur lieu de résidence qui les a sauvées. Cela semble être la clef de la logique de toute l'opération d'Anfal.

13. Au moment de la publication de ce rapport, le Middle East Watch n'a examiné qu'une petite partie des documents irakiens volés par l'Union patriotique du Kurdistan. Les résultats de la recherche continue du Middle East Watch à partir de ces documents uniques vont être détaillés dans des rapports à paraître.

14. Certains facteurs soutiennent cette dernière hypothèse. L'un repose sur la subordination connue de l'Amn, de l'Istikhbarat et des autres agences au parti Baath dans tous les aspects de la campagne d'Anfal. L'autre repose sur la référence fréquemment faite, dans les décrets du Conseil de commandement révolutionnaire et dans les autres documents, au parti en tant qu'agence responsable de l'exécution des réfractaires et des déserteurs – termes désignant, comme nous l'avons vu, toute personne vivant dans les « zones interdites » de la campagne kurde.

Pourquoi femmes et enfants n'ont-ils été tués que dans certaines zones ? Leur exécution reflète-t-elle des modèles de combat et de résistance, ou d'autres critères ont-ils été appliqués ? Où sont les tombes de ceux qui sont morts, et combien de corps contiennent-elles ? On ne peut pas concevoir moins de 50 000 corps, et peut-être même deux fois plus. Quand les dirigeants kurdes ont rencontré les officiels du gouvernement irakien après le soulèvement du printemps 1991, ils ont soulevé la question des morts de l'Anfal et ont mentionné le chiffre de 182 000 – une extrapolation approximative, basée sur le nombre de villages détruits. Ali Hassan al-Madjid se serait levé d'un bond, par colère, quand la discussion a pris cette tournure. « Quel est ce chiffre exagéré de 182 000 ? » a-t-il demandé. « Il ne devrait pas être supérieur à 100 000 » – comme si d'une certaine façon, il atténuait la catastrophe que lui et ses subordonnés ont fait subir aux Kurdes d'Irak¹⁵.

On ne connaîtra peut-être jamais l'identité des bourreaux et le nombre précis de leurs victimes – ou du moins pas jusqu'à ce que les dossiers de Bagdad soient ouverts. Mais quelles que soient les réponses à ces questions, il ne fait aucun doute que le Bureau Nord du parti Baath au pouvoir, et son commandement parallèle, assuré par le membre CCR, Taher Tawfiq, ont fonctionné comme l'alpha et l'oméga des opérations d'Anfal. Et c'est Ali Hassan al-Madjid – « Ali Anfal », « Ali le Chimique », l'actuel ministre de la Défense d'Irak – qui a donné l'ordre aux tueurs.

Al-Madjid semble presque sur la défensive quand il parle des opérations d'Anfal avec des officiels du Bureau Nord restés anonymes en janvier 1989. « Comment sommes-nous supposés les convaincre de régler le problème kurde et de massacrer les saboteurs ? » leur demande-t-il, en faisant allusion aux craintes des officiers supérieurs de l'armée au sujet de l'opération d'Anfal. Il ajoute par ailleurs : Que devait-on faire de tant de civils capturés ? « Suis-je supposé les maintenir en bonne santé ? » demande al-Madjid. « Que suis-je supposé faire d'eux, de ces chèvres ?... Prendre bien soin d'eux ? Non, je vais les enterrer avec des bulldozers. » Et c'est ce qu'il a fait.

15. Cette remarque a été faite au Middle East Watch par des officiels kurdes ayant assisté à la réunion, et elle est apparue dans un certain nombre de rapports de presse. Voir Makiya, « The Anfal », *Harper's Magazine*, mai 1992, p. 58-59.

ANNEXE 1

LES ENREGISTREMENTS D'AL-MADJID

Les remarques suivantes d'Ali Hassan al-Madjid, secrétaire général du Bureau Nord du parti Baath, ont été sélectionnées à partir d'un certain nombre de réunions tenues avec les principaux dirigeants du parti Baath en 1988 et 1989. Les enregistrements audio de plus d'une douzaine de ces réunions ont été retrouvés dans des bureaux du gouvernement irakien et chez al-Madjid, à Kirkouk, pendant le soulèvement avorté des Kurdes en mars 1991.

1. *Réunion entre des membres du Bureau du Nord et les gouverneurs de la région autonome du Kurdistan irakien, le 15 avril 1988.*

L'été prochain, il n'y aura plus de villages disséminés ici et là, mais seulement des complexes, exactement comme lorsque la poule met ses poussins sous ses ailes. Nous allons placer les gens dans des complexes et garder un œil sur eux. Nous ne les laisserons plus vivre dans les villages où les saboteurs peuvent leur rendre visite. L'émigration des villages vers les villes est nécessaire dans le nord de l'Irak.

À partir de maintenant, je ne donnerai plus de farine, de sucre, de kérosène, d'eau ou d'électricité aux villageois tant qu'ils continueront à vivre là. Laissez-les venir plus près de moi pour m'écouter, afin que je puisse leur dire ce que je pense et ce que je veux en matière d'idéologie, d'éducation et de bon sens. Pourquoi devrais-je les laisser vivre là comme des ânes qui ne savent rien ? Pour le blé ? Je ne veux pas de leur blé. Nous importons du blé depuis ces vingt dernières années. Augmentons leur quantité pour cinq années supplémentaires.

Je vais interdire les grandes zones ; je vais interdire toute présence dans celles-ci. Que se passera-t-il si nous interdisons le bassin entier de Qara Dagh, de Kifri à Diyala, de Darbandikhan à Suleimaniyeh ? Qu'y a-t-il de bien dans ce bassin ? Qu'avons nous jamais tiré d'eux ? Imaginez tout ce que nous avons dépensé et perdu pour ces zones. Combien y a-t-il de bons citoyens parmi ces gens, et combien sont mauvais ?

Qu'est-ce qui est allé de travers ? Que s'est-il passé ? Trente, vingt, vingt-cinq années d'activités de sabotage. Imaginez le nombre de martyrs que nous avons !... Maintenant, vous ne pouvez plus aller de Kirkouk à Arbil sans véhicule blindé. Je vais

vider l'ensemble du bassin, de Koysinjaq jusqu'ici [Kirkuk]... Je le viderai jusqu'à Gweir et Mossoul. Il n'y aura plus aucun être humain sauf sur les routes principales. Pendant cinq ans, je n'autoriserai aucune existence humaine là-bas. Je ne veux pas de leur agriculture. Je ne veux pas de tomates. Je ne veux pas d'ocra ni de concombres. Si nous n'agissons pas ainsi, les activités des saboteurs ne cesseront jamais, pas pendant un million d'années. Il ne s'agit que de remarques, mais avec l'aide de Dieu, je vais très bientôt les appliquer, dans moins d'un mois. Cet été, il ne restera plus rien.

2. *Réunion avec les membres du Bureau Nord et les directeurs du quartier général du parti Baath dans les gouvernorats du Nord : l'enregistrement est daté du 26 mai 1988 mais paraît remonter à 1987 d'après le contexte.*

(Réponse à une question à propos du succès de la campagne de déportation) :

En fait, nous avons réussi à faire ce que le parti et les dirigeants n'avaient jamais réussi à faire jusqu'en 1987. Cela résulte en partie de l'aide et de la miséricorde de Dieu. De rien d'autre. Autrement, si vous allez simplement faire faire des exercices aux troupes utilisées à la campagne, vous aurez plus de victimes que nous n'en avons eues. Imaginez combien de martyrs et de morts il y aurait à l'issue d'un tel exercice !...

Que s'est-il passé ? S'agit-il des saboteurs ? Est-ce là les personnes dont vous aviez peur ? Telle est la réalité des saboteurs, et si vous disposez de tant d'aménagements et de capacités ils ne pourront pas vous affronter. Dans le passé, ils affrontaient une division avec seulement quelques armes automatiques. Cette fois, ils ne feront que nous bombarder de loin avec de l'artillerie légère.

Certains de vous travaillaient ici au moment où je suis arrivé ; si motivés par votre devoir, peut-être vous disiez-vous dans vos cœurs, « D'accord, attendez une minute ! Les gens qui étaient là avant vous ont dit la même chose et ils n'ont rien fait » ! Vous allez être forcés d'agir. Toutes ces années sont passées et les saboteurs sont toujours là. À un moment où nous avons une telle force armée ! Je jure à Dieu que cela a été fait de cette façon. Toutes les troupes irakiennes ne pouvaient pas avoir fait ce que nous avons fait. Mais cette déportation les a blessés. Elle les a tués.

(Voix identifiée comme appartenant à Abu Muhammad : Seul Dieu peut faire plus que ce tu n'as fait. Sinon, tu peux tout faire. Le parti Baath peut tout faire.)

Les saboteurs ont respecté les ordres et les directives. Les ordres n'étaient pas si fermes. Les ordres précédents étaient une centaine de fois plus fermes. Mais ils n'étaient pas exécutés avec conviction. Désormais, c'est le cas. Nous avons dit que nous commencerions la campagne de déportation à telle date. Et c'est ce que nous avons fait partout, avec l'aide de Dieu. Le même jour [en 1987], ils ont pris Qara Dagh, en représailles.

Djalal Talabani m'a demandé d'ouvrir un réseau spécial de communication avec lui. Ce soir-là, je suis allé à Suleimanieh et je les ai frappés avec des munitions spéciales¹. Telle a été ma réponse. Nous avons continué les déportations. J'ai dit aux mustashars qu'ils pourraient dire qu'ils aiment leurs villages et qu'ils ne partiront pas. J'ai dit que je ne pouvais pas laisser ce village, car j'allais attaquer avec des armes chimiques. Alors, vous et votre famille allez mourir. Vous devez immédiatement partir. Parce que je ne peux pas vous dire le même jour que je vais attaquer avec des armes chimiques. Je vais tous les tuer avec des armes chimiques ! Qui va dire quelque chose ? La communauté internationale ? Qu'elle aille se faire foutre ! La communauté internationale et tous ceux qui l'écoutent.

Même si la guerre avec l'Iran se termine et que les Iraniens se retirent de toutes les terres occupées, je ne négocierai pas avec lui [Talabani] et je n'arrêterai pas les déportations.

Telle est mon intention, et je veux que vous en preniez sérieusement note. Dès que nous aurons terminé les déportations, nous commencerons à les attaquer partout, selon un plan méthodique. Même leurs forteresses. Par nos attaques, nous reprendrons un tiers ou une moitié des territoires qui sont sous leur contrôle. Si nous pouvons essayer d'en reprendre les deux tiers, alors, nous les cernerons dans une petite poche et les attaquerons avec des armes chimiques. Je ne vais pas les attaquer avec des armes chimiques un seul jour, mais je continuerai à les attaquer ainsi pendant quinze jours. Alors, j'annoncerai que quiconque souhaiterait se rendre avec ses armes pourra le faire. Je publierai un million de copies de ce tract et le distribuerai au nord, en kurde, sorani, dabinanni et arabe. Je ne dirai pas qu'il émane du gouvernement irakien. Je ne laisserai pas le gouvernement s'impliquer. Je dirai qu'il vient de là [du Bureau Nord]. Quiconque souhaiterait se rendre est le bienvenu, et ceux qui ne se rendront pas seront à nouveau attaqués avec des armes chimiques nouvelles et destructrices. Je ne mentionnerai pas le nom des produits chimiques utilisés, car c'est

1. Cela fait probablement référence à l'attaque chimique d'avril 1987 sur le quartier général de l'UPK dans la vallée de Djafati.

une information classifiée. Mais je dirai que nous les détruirons avec de nouvelles armes de destruction. Je les menacerai et les contraindrai à se rendre. Alors, vous verrez que tous les véhicules de Dieu lui-même ne suffiront pas à tous les transporter. Je pense et j'espère qu'ils seront vaincus. Je déclare être sûr que nous les vaincrons.

J'ai dit aux camarades experts que j'avais besoin de groupes de guérilla en Europe pour tuer tous les saboteurs qu'ils pourraient y voir. Je le ferai, avec l'aide de Dieu. Je les vaincrai et les poursuivrai en Iran. Puis, je demanderai aux Moudjahidins de les attaquer².

3. *Réunion avec des officiers restés anonymes, 1^{er} août 1988.*

[...] Tout Arabe qui change son identité ethnique pour devenir Kurde le fait pour éviter de servir dans l'armée. C'est un problème. Que devrions-nous faire à cet égard ?... Pourquoi le gouvernorat de Mossoul les enregistre-t-il comme Kurdes ? Nous leur avons demandé de déporter tous les Kurdes qui vivent là-bas et de les envoyer dans les montagnes pour qu'ils y vivent comme des chèvres. Qu'ils aillent se faire foutre ? Pourquoi vous sentez-vous embarrassés face à eux ?

Nous les avons déportés de Mossoul sans leur donner de compensations. Nous avons rasé leurs maisons. Nous leur avons dit, allez, allez-vous en. Mais nous avons dit dès le début à ceux qui sont déjà combattants qu'ils devaient partir et s'installer dans les complexes. Après cela, nous leur dirons d'aller dans la région autonome. Nous n'entrerons dans aucune discussion avec eux. Je lirai l'engagement pour eux et ils devront signer. Puis, si jamais je trouve [passage illisible], je leur casserai la gueule. Ce type de chiens, on leur écrase la gueule. Je lirai l'engagement pour eux : Je sous-signé reconnais devoir vivre et m'installer dans la région autonome. Sinon, je suis prêt à accepter toute forme de sanction, y compris la peine de mort. Puis, je mettrai cet engagement dans ma poche, et je dirai au directeur de l'Amn de les laisser aller où ils veulent. Après un certain temps, je demanderai où est celui-ci. Ils me diront, il est là. Le chef du parti Baath doit m'écrire pour me dire que telle personne vit à tel endroit. Immédiatement, je dirai alors, descends-le, coupe-le comme un concombre.

Voulez-vous augmenter la population arabe avec ces gens ? [...] Nous devons arabiser votre région [Mossoul] – et seulement avec de vrais Arabes, et non des Yézidis qui disent un jour être kurdes, et le jour suivant être arabes. Nous avons

2. Expulsés de France en 1986, les Moudjahidins du peuple d'Iran se sont déplacés en Irak et ont été patronnés par le parti Baath.

fermé les yeux quand les Yézidis ont rejoint le Jahsh au début, afin d'éviter que le nombre de saboteurs n'augmente. Mais à part cela, de quelle utilité sont les Yézidis ? D'aucune.

4. *Réunion du Bureau Nord pour dresser le bilan des campagnes de 1987 et de 1988. La cassette n'est pas datée, mais figurait dans des dossiers datant du 21 et 22 janvier 1989.*

La période allant d'août 1987 à avril 1988 représente l'étape la plus dangereuse et la plus menaçante pour l'Irak. Il s'agissait d'une situation dangereuse. Nous avons commencé à travailler sérieusement sur le front militaire du 18 février au septembre 1988.

Tous les commandants successifs des premier et cinquième corps d'armée – lieutenant général Nazar [al-Khazraji] et sultan Hashem du premier corps d'armée, et Ayad du cinquième corps – tous ces hommes que je viens de mentionner sont des commandants qui ont servi dans le nord de l'Irak depuis qu'ils sont lieutenants. Le premier d'entre eux à rejoindre le parti Baath était Tali'a al-Durri.

Lorsque nous avons pris la décision de détruire et de collectiviser les villages, ainsi que de tracer une ligne de séparation [ce que nous avons appelé la « ligne rouge »] entre nous et les saboteurs, le premier à exprimer des doutes, à moi et au président, était Tali'a al-Durri. À ce jour, les répercussions du comportement de Tali'a sont manifestes. Il n'a pas détruit tous les villages que je lui avais demandé de détruire à l'époque. Et il s'agit du membre le plus ancien du parti Baath. Qu'en serait-il alors des autres ? Comment les convaincre de régler le problème kurde et de tuer les saboteurs ?

Nous avons donc commencé à montrer aux commandants supérieurs, à la télévision, que [les saboteurs] s'étaient rendus. Suis-je supposé les garder en bonne santé ? Que suis-je supposé faire de ces imbéciles ? Puis, un message m'est parvenu de la part d'un grand homme, le père [à savoir Saddam Hussein], disant de prendre soin des familles des saboteurs, et ainsi de suite. Le commandement général me l'a apporté. Je me suis mis son message dans ma tête³.

3. Le sens à donner à cette expression en arabe est que la volonté de Saddam Hussein commande toujours al-Madjud – mais pas dans ce cas, poursuit-il sur la défensive.

Mais s'agissait-il de prendre soin d'eux ? Non, je les enterrerai avec des bulldozers. Alors, ils m'ont demandé les noms des prisonniers pour les publier. J'ai dit : « N'avez-vous pas été satisfaits de ce que vous avez vu à la télévision ou lu dans le journal ? » Où étais-je supposé mettre ce grand nombre de personnes ? J'ai commencé à les répartir entre les gouvernorats. J'ai dû envoyer des bulldozers çà et là⁴...

5. *Réunion d'accueil d'Hassan Ali al-Amiri, son successeur en tant que secrétaire général du Bureau Nord, le 15 avril 1989.*

J'aimerais reconnaître que je ne suis pas et ne serai pas la bonne personne pour une situation stable dans le Nord... Pour cette situation stable et paisible, le camarade Hassan Ali est la bonne personne. Je suis prêt à revenir et à faire tout ce que vous jugerez nécessaire, bien que j'aimerais rester membre du Bureau Nord.

J'espère que les camarades du Nord ne vont pas demander au camarade Hassan Ali de prendre des mesures administratives et de faire autre chose que ce que nous ne pouvons faire. Parce que cette étape est terminée. On ne permettra plus à un membre de la direction d'exercer un pouvoir sur l'armée, parce que la situation exceptionnelle est terminée. On ne retire pas ces pouvoirs au camarade Hassan Ali parce qu'il n'est pas à la hauteur de la tâche, mais parce que cette étape est maintenant terminée.

Lors de ma première réunion en avril 1987, avec les commandants des corps d'armée, les directeurs de l'Amn et de la police, les gouverneurs et les dirigeants du parti Baath, nous avons décidé de déporter tous les villageois dans le but d'isoler les saboteurs. Nous l'avons fait en deux étapes. La première a démarré le 21 avril et s'est déroulée jusqu'au 21 mai. La deuxième étape s'est déroulée du 21 mai au 21 juin. À partir du 22 juin, quiconque était arrêté dans ces zones devait être tué immédiatement sans hésitation, selon les directives qui sont toujours en vigueur.

Lors de l'une des réunions avec les chefs de personnel de l'armée, l'un de nos meilleurs commandants m'a demandé de reporter la campagne d'un mois. J'ai dit non, je ne la retarderais pas même d'un jour. Désormais, notre slogan sera de liquider l'activité des saboteurs. Tel est notre objectif. Tel est l'objectif de cette étape. Quiconque pense ne pas être capable de mettre en œuvre cet objectif doit me le dire maintenant. L'un de nos meilleurs commandants, le commandant du cinquième

4. La bande est coupée à cet endroit au milieu de la phrase.

corps, était réticent, malgré le fait que nous lui fournissions plus de moyens qu'au premier corps. Le résultat actuel est que les saboteurs sont finis, et qu'ils ont gelé 40 % de la puissance irakienne.

Quand l'amnistie [de septembre 1988] a été annoncée, j'ai failli devenir fou. Mais en tant que membre responsable du parti, j'ai dit OK. J'ai dit que nous trouverons probablement de bonnes personnes parmi eux [les Kurdes], car ils sont eux aussi de notre peuple. Mais nous n'en avons jamais trouvé. Si vous me demandez lesquels des hauts responsables kurdes sont bons et fidèles, je répondrais que seuls les gouverneurs d'Arbil et de Suleimanieh le sont. En dehors de ces deux-là, il n'y en a pas de fidèles ou de bons.

Je pleure quand je vois un spectacle ou un film tragiques. Un jour, j'ai pleuré en voyant, dans un film, une femme perdue et sans famille. Mais j'aimerais dire que j'ai fait ce que j'étais supposé faire. Je ne pense pas que vous auriez pu faire plus que je n'ai fait.

J'aimerais parler de deux points : premièrement, de l'arabisation ; et deuxièmement, des zones partagées entre les terres arabes et la région autonome. Il est ici question de Kirkouk. Quand je suis arrivé, les Arabes et les Turkmènes ne représentaient pas plus de 51 % de la population totale de Kirkouk⁵. Malgré cela, j'ai dépensé soixante millions de dinars pour atteindre la situation actuelle. Maintenant, c'est clair. Pour votre information, les Arabes qui ont été amenés à Kirkouk n'ont pas porté le pourcentage à 60 %. Alors, nous avons adopté des directives. J'ai interdit aux Kurdes de travailler à Kirkouk, dans le voisinage et les villages tout autour, et à l'extérieur de la région autonome...

Kirkouk est un mélange de nations, de religions et doctrines. Parmi les personnes que nous avons déportées du 21 mai au 21 juin, aucune ne venait des zones interdites. Mais elles étaient sous le contrôle des saboteurs, qu'elles fussent pour ou contre eux.

5. On ne sait pas vraiment ici si al-Madjid fait référence à la ville ou au gouvernorat de Kirkouk.

ANNEXE 2

CEUX QUI ONT PERPÉTRÉ L'ANFAL :

GUIDE DES PRINCIPAUX INDIVIDUS ET AGENCES

- **LE CONSEIL DE COMMANDEMENT RÉVOLUTIONNAIRE**

La plus haute autorité formelle en Irak est le Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), dirigé par le président SADDAM HUSSEIN. Alors que Saddam s'est personnellement impliqué dans les aspects opérationnels de l'Anfal, à travers le bureau de la présidence de la République, c'est son cousin, ALI HASSAN AL-MADJID, qui a été investi des pouvoirs suprêmes pour le traitement des affaires kurdes entre 1987 et 1989.

- **LE PARTI SOCIALISTE ARABE BAATH**

L'Anfal a été une opération du parti Baath, commandée par le Bureau Nord du parti, administrativement soutenue par le commandement du Bureau Nord et le Comité des affaires du Nord du CCR. En vertu du décret n° 160 du CCR daté du 29 mars 1987, le secrétaire général du Bureau Nord, Ali Hassan al-Madjid, a reçu des pouvoirs exceptionnels sur toutes les agences d'État, du parti, de l'armée et de la sécurité. Le cosignataire des ordres du commandement du Bureau Nord avec Al-Madjid était TAHER TAWFIQ AL-ANI, secrétaire du Comité des affaires du Nord du CCR. Le sous-secrétaire du commandement du Bureau Nord était RADHI HASSAN SALMAN.

Sous le commandement d'al-Madjid, les agences suivantes ont été impliquées dans l'Anfal.

- **L'ARMÉE IRAKIENNE ET LA FORCE AÉRIENNE** (dont les commandos, les forces spéciales, les unités d'armes chimiques, les corps du Génie) : toutes les opérations de combat sur le terrain ; destruction et mise à feu des villages ; transport massif des détenus. Le ministre de la Défense au moment de l'Anfal était le général ADNAN KHAIRALLAH (mort par la suite). Le chef du personnel de l'armée était le général de brigade NIZAR ABS-AL KARIM AL-KHAZRAJI. La plupart des opérations d'Anfal ont été menées par le premier corps d'armée basé à Kirkouk (commandé par le lieutenant général SULTAN HASHEM) et le cinquième corps basé à Arbil (commandé par le général de brigade YANIS MOHAMMED AL-ZAREB).

Le lieutenant général a également été le commandant de la première opération d'Anfal ; les généraux de brigade AYAD KHALIL et BAREQ ABDULLAH AL-HAJ HUNTA ont respectivement commandé les deuxième et troisième Anfal. On ne connaît pas les commandants des autres Anfal.

- **GARDE RÉPUBLICAINE** : opération de combat d'élite pendant les premier et deuxième Anfal.

- **LE DIRECTOIRE DU RENSEIGNEMENT MILITAIRE GÉNÉRAL (MUDIRIYAH AL-ISTIKHBARAT AL-ASKARIYEH AL-AMEH)** : supervision des premières installations de détention, telles que les forts de Qoratu et Nizarkeh ; interrogatoires ; questions touchant les réfractaires et les déserteurs ; commandement du Jahsh sur le terrain. Deux des quatre centres de commandement régionaux de l'Istikhbarat ont joué des rôles clés dans l'Anfal. Le commandant de l'Istikhbarat du secteur est était KHALED MUHAMMAD ABBAS ; le commandant de l'Istikhbarat du secteur nord était FARHAN MUTLAQ SALEH.

- **LE DIRECTOIRE DE SÉCURITÉ GÉNÉRALE (MUDIRIYAT AL-AMN AL-AMEH)** (dont les unités spéciales d'agents kurdes connues sous le nom de Mafarez Khaseh) : récolte de renseignement au cas par cas et surveillance de la population ; interrogation des prisonniers de Topzawa et d'autres camps de détention ; supervision des informateurs ; poursuite des évadés et de ceux qui leur donnent refuge ; surveillance des complexes. Le directeur de l'Amn de la région autonome du Kurdistan était ABD-AL-RAHMAN AZIZ HUSSEIN.

- **LES FORCES D'URGENCE (QUWAT AL-TAWARE)** : unités sous le commandement du parti Baath, qui comprend des membres du Jahsh et de l'Amn et des agents de police, en charge du renseignement urbain, du contre-terrorisme et de la supervision des premiers centres de détention dans la ville de Suleimanieh, et peut-être à d'autres endroits.

- **LES BATAILLONS DE DÉFENSE NATIONALE (JAHAFEL AL-DIFA'AL WATANI, OU JAHSH)** : rôle auxiliaire dans les opérations de combat ; rafles et reddition des prisonniers ; rôle de gardien aux points de rassemblement.

• **L'ARMÉE POPULAIRE (JAYSH AL-SHA'ABI)** : rôle de gardien dans les principales installations de transit (Topzawa, Dibs, etc.).

• **LES COMITÉS INTER-AGENCES** : un certain nombre de groupes inter-agences étaient en charge des aspects discrets de l'opération d'Anfal et étaient associés aux campagnes anti-kurdes pendant la période 1987-1989. Normalement dirigée par un officiel du parti Baath, la plupart comprenaient des représentants de l'Amn, des premier et cinquième corps d'armée et/ou de l'Istikhbarat, de la police irakienne et des autorités civiles. Les plus notables étaient les suivantes :

• **LE COMITÉ D'ACCUEIL DES PERSONNES RETOURNANT DANS LES RANGS DE LA NATION (LAJNET ISTIQBAL AL-A'IDIN)** : responsable de ceux qui sont « retournés dans les rangs de la nation », sous l'amnistie générale entre le 6 septembre et le 9 octobre 1988 et les amnisties suivantes ;

• **LE COMITÉ DE SÉCURITÉ (LAJNET AL-AMNIYEH) ET LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LES ACTIVITÉS HOSTILES (LAJNET MUKAFAHAT AL-NASHAT AL-MU'ADI)** : organisé pour combattre les *peshmergas*, respectivement au niveau local et au niveau du gouvernorat ; et un certain nombre de comités *ad hoc* qui ont surveillé le blocus économique et les « zones interdites », ont contrôlé les rationnements de nourriture et tenté d'empêcher la contrebande ;

• **LE COMITÉ DE SUIVI (LAJNET AL-MUTABA'A)** : chargé d'assurer le respect des lois concernant les personnes retournant dans les rangs de la nation, et de traquer les fugitifs.

De plus, un certain nombre de ministères civils ont joué un rôle de soutien à l'Anfal : par exemple, le ministère de l'Agriculture a moissonné et disposé des récoltes abandonnées de 1988 ; le ministère des Finances a administré les propriétés confisquées aux saboteurs et a supervisé les démolitions de maisons ; pendant que la banque immobilière convenait de prêts pour les nouvelles habitations dans les complexes.

ANNEXE 3
ATTAQUES CHIMIQUES CONNUES
DANS LE KURDISTAN IRAKIEN, 1987-1988

Ce tableau ne comprend que les attaques dont le Middle East Watch a pu faire état sur la base de témoignages. Les véritables chiffres sont peut-être considérablement plus élevés, car nous avons reçu beaucoup de rapports non confirmés et d'allégations d'attaques chimiques en 1987-1988. Selon nos entretiens réalisés sur le terrain, au moins soixante villages, ainsi que la ville d'Halabja, ont été attaqués avec du gaz moutarde, du gaz neurotoxique, ou une combinaison des deux.

Le régime irakien semble avoir utilisé les armes chimiques pour au moins quatre raisons complémentaires :

(a) pour attaquer les campements des bases et les principaux points de concentration des *peshmergas* kurdes. Cette logique entre en ligne de compte pour de nombreuses attaques dans la vallée de Djafati (premier Anfal), dans la zone de Qara Dagh (deuxième Anfal), dans les vallées de Balisan et Slaquli (cinquième, sixième et septième Anfal) et sur Zewa Shkan (dernier Anfal) ;

(b) pour harceler et tuer les *peshmergas* en retraite lorsque l'Anfal progressait. Ce type d'attaques concerne Shanakhseh (n° 14 dans le tableau ci-après), la montagne Zerda (n° 19), Tazashar (n° 20) et la zone de Shaqlawa-Rawanduz (n° 26 et 27) ;

(c) pour infliger une punition collective exemplaire aux civils en raison de leur soutien aux *peshmergas*. Le bombardement d'Halabja, après la prise de la ville par les *peshmergas* et les gardes révolutionnaires iraniens, en constitue le cas le plus dramatique. Parmi les autres cas, figurent l'attaque de 1987 sur Sheikh Wasan et Balisan (n° 4), et les attaques de l'Anfal sur Sayw Senan (n° 15) et Goktapa (n° 22) ;

(d) pour répandre la terreur au sein de la population civile en tant que telle, expulsant les villageois de leurs maisons pour faciliter leur arrestation, leur réimplantation et leur massacre. Presque chaque phase de l'Anfal commençait par des

attaques de ce type, mais elles apparaissent de façon plus manifeste dans le dernier Anfal (Khatimat al-Anfal), dans la région de Badinan, où plus de trente villages ont été simultanément bombardés le long d'une bande est-ouest, dans la matinée du 25 août 1988.

Alors qu'une distinction entre ces différents types de cibles est utile pour comprendre l'élaboration de la tactique derrière la campagne irakienne, elle n'a aucun sens en termes juridiques. Les armes chimiques sont, de par leur nature, non discriminatives, et leur utilisation est interdite en toute circonstance.

DATE (M/J/A)	LOCALITÉ	MOYENS	MORTS
1. 4/15/87	Sergalou-Bergalou	air	inconnu
2. 4/15/87	Mont. Gojar, Mawat	<i>rajima</i> *	inconnu
3. 4/15/87	Zewa Shan	air	inconnu
4. 4/16/87	Sheikh Wasan, Balisan	air	225-400**
5. 5/?/87	Ja'faran (Qara Dagh)	<i>rajima</i>	—
6. 5/?/87	Serko (Qara Dagh)	air	—
7. 5/27/87	Bileh, Malakan (village et vallée)	air	1+
8. 5-7/87	Bergalou, Haladin, Yakhsamar, Sekaniyan et (attaques....)	air+ <i>rajima</i>	7+
9. 2/?/88	Sheikh Bzeini ...	air	—
10. 2/?/88	Takiyeh, Balagjar	air	—
11. 3/16/88	Halabja	air	3 200-5 000

PREMIER ANFAL (vallée de Jafati)

12. 2/23/88	Yakhsamar	rajima	5
13. 2/23-3/18/88	Sergalou, Bergalou, Haladin, montagnes et villages voisins (attaques régulières)	air	+
14. 3/22/88	Shankheseh	air	+28

DEUXIÈME ANFAL (Qara Dagh)

15. 3/22/88	Sayw Senan	rajima	78-87
16. 3/23/88	Dukan	rajima	inconnu
17. 2/24/88	Ja'faran	rajima	—
18. 3/24/88	Masoyi	hélicoptère	—
19. c.3/30/88	Mont. de Zerda (Qara Dagh)	rajima	—

TROISIÈME ANFAL (Germian)

20. 4/10/88	Tazashar	air	15-25
-------------	----------	-----	-------

QUATRIÈME ANFAL (vallée de Zab)

21. 5/3/88	Askar	air	9
22. 5/3/88	Goktapa	air	154-300

CINQUIÈME, SIXIÈME ET SEPTIÈME ANFAL
(Shaqlawa-Rrawanduz)

23. 5/15/88	Wara	air	37
24. 5/23/88	Seran, Balisan, Hiran et la vallée de Smaquli	air	2+
25. 2.26.88	Akoyun, Faqian, Rashki Baneshan mountain	<i>rajima</i>	-
26. 7/31/88	Malakan, Seran, Garawan; Balisan, Hiran, Smaquli et vallé de Benmerd	air	13+
27. 8/8-8/26/88	vallée de Balisan et territoires adjacents (attaques régulières)	air	inconnu

DERNIER ANFAL (Badian) ***

28. 8/24/88	Zewa Shkan	air+ <i>rajima</i>	inconnu
29. 8/25/88	Birjinni	air	4
30. 8/25/88	Tilakru	air	inconnu
31. 8/25/88	Gelnaski	air	—
32. 8/25/88	Tuka, Barkavreh	air	14-15
33. 8/25/88	Warmilleh, Bilejaneh	air	—
34. 8/25/88	Ikmala, Heseh, Khrabeh	air	3-6
35. 8/25/88	Ruseh, Nazdureh	air	1+
36. 8/25/88	Berrabareh	air	—
37. 8/25/88	Swareh, Spindar, Avok, Sidara (versant sud de la montagne de Gara)	air	2+

38. 8/25/88	Mergeti, Bawarkeh Kavri et autres villages (versant nord de la montagne de Gara)	air	inconnu
39. 8/25/88	Gizeh, Rodinya, Shirana et autres villages (centre de la montagne de Gara)	air	9+
40. 8/25/88	Baluka	air	inconnu

* artillerie montée sur camion à multiples canons.

** ces morts comprennent les passagers de deux bus, hommes adultes et adolescents, qui ont disparu pendant leur captivité sous la charge de l'Amn.

*** Les statistiques du dernier Anfal font seulement référence aux décès enregistrés sur site ; elles excluent les décès consécutifs aux effets des produits chimiques.

ANNEXE 4
EXEMPLES DE DISPARITIONS MASSIVES
PENDANT L'ANFAL, PAR RÉGION

Ce tableau essaie de montrer le schéma, mais non l'échelle, des disparitions massives de civils et des assassinats massifs pendant chacune des phases successives de la campagne d'Anfal. Ne représentant qu'une faible fraction du nombre total de disparus pendant l'Anfal, il ne comprend que ceux dont on savait les noms, ou, du moins, dont on a fait un décompte précis, tout au long des 350 entretiens réalisés par le Middle East Watch avec les survivants.

PREMIER ANFAL

Aucun chiffre significatif n'existe et il n'y a aucune preuve qui puisse suggérer des disparitions en masse de civils. Les décès enregistrés dans les quatre villages – Haladin, Sergalou, Qara Chatan (*nahya* Surdash) et Maluma (*nahya* Kareza) – semblent faire référence à des décès dus aux bombardements, aux tirs d'artillerie, aux attaques chimiques, à l'exposition et au froid.

DEUXIÈME ANFAL

<i>nahya</i>	villages disparus	total	homme	femme	enfant	non précisé
Qara Dagh/ Serchinar (a)	9	56	32	-	-	24
Kara Dagh / Serchinar (b)	5	103	23	27	17	36
Total :	14	159	55	27	17	60

(a) = village dont les habitants ont fui à Suleimanieh.

(b) = village dont les habitants ont fui à Germian.

TROISIÈME ANFAL

<i>nahya</i>	villages disparus	total	homme	femme	enfant	non précisé
Qader Karam (a)	13	148	129	-	-	19
Qader karam (b)	8	208	110	6	27	65
Qara Hanjir	1	3	3	-	-	-
Qara Hassan	1	-	-	-	-	-
Altun Kupri	1	8	8	-	-	-
Sengaw ¹	9	196	60	11	21	104
Tilako	7	200	17	27	69	87
Kalar ²	1	200	6	2	3	189
Serqala	2	82	6	3	10	63
Peibaz	5	273	24	22	54	173
TOTAL	48	1318	363	71	184	700

(a) = zones où aucun combat n'est rapporté dans les documents militaires.

(b) = zones de combat (vallée de Gulbagh, Tazashar, vers le sud).

QUATRIÈME ANFAL

<i>nahya</i>	villages disparus	total	homme	femme	enfant	non précisé
Aghjalar	10	155	47	29	79	-
Shwan	7	68	43	9	16	-
Taqtaq	5	162	22	11	16	113
TOTAL	22	385	112	49	111	113

1. L'exemple le plus significatif des disparitions de masse de Sengaw semble correspondre aux passages d'avions, même dans le sud de Germian et sur Chamchamal dans la vallée de Gulbagh.

2. Le tableau est approximatif, mais d'après les témoignages tous ceux qui ont disparu étaient des femmes et des enfants.

**CINQUIÈME, SIXIÈME, SEPTIÈME ANFAL
(KHALIFAN, RAWANDUZ, HARIR)**

<i>nahya</i>	villages disparus	total	homme	femme	enfant	non précisé
TOTAL	5	123	59	7	6	51

DERNIER ANFAL

<i>nahya</i>	villages disparus	total	homme	femme	enfant	non précisé
Sarseng (a)	17	189	189	-	-	-
al-Doski (a)	7	175	175	-	-	-
Zawita (a)	1	1	1	-	-	-
al-Guli (a)	2	30	30	-	-	-
al-Sindi (a)	3	42	42	-	-	-
Berwari Bala (a)	2	40	40	-	-	-
Amadiya (a)	1	9	9	-	-	-
Nerwa Reikan (a)	3	155	155	-	-	-
Serseng (b)	3	86	11	13	26	36
al-Doski (b)	1	34	11	11	3	9
Berwari Bala (b)	1	6	4	2	-	-
Deralouk (b)	1	17	6	2	9	-
Nerwa Reikan (b)	1	7	2	2	3	-
TOTAL (a)	36	632	632 ³	-	-	-
TOTAL (b)	7	150	34	30	41	45
TOTAL :	43	782	666	30	41	45
TOTAUX :	132	2 767	1 255	184	359	969
%		100,0	45,4	6,6	13,0	35,0

(a) = villages kurdes.

(b) = villages chrétiens/yézidis.

3. Dont cinq garçons âgés de douze et treize ans.

ANNEXE 5

GLOSSAIRE DES TERMES ARABES ET KURDES

Amn :	sécurité (comme dans Mudiriyat al-Amn al-Ameh, Directoire de sécurité générale)
Chatta :	bandit, ou brigand ; terme péjoratif pour le Jahsh dans la région de Badinan
Intifada :	soulèvement
Istikhbarat :	renseignement militaire
Jahsh :	bourricot ; terme péjoratif pour les bataillons de défense nationale kurdes
Lak :	commandement de section <i>peshmerga</i> (PDK)
Mafarez Khaseh :	Unité spéciale (section kurde de l'Amn)
Maghawir :	commandos
Malband :	commandement régional <i>peshmerga</i> (UPK)
Mujamma'a :	complexe ou village collectif utilisé pour la réimplantation des Kurdes
Mukhabarat :	agence de renseignement extérieur
Mustashar :	conseiller ou consultant ; commandant tribal kurde d'une unité du Jahsh

- Nahya* : unité administrative ; centre du district, et villages placés sous sa juridiction
- Peshmerga** : « celui qui a affronté la mort » ; combattant des guérillas kurdes
- Qadha** : la plus grande unité administrative d'un gouvernorat
- Rajima** : artillerie à multiple BARRELS montée sur un camion, quelquefois utilisée pour projeter des armes chimiques
- Sourate** : chapitre du Coran
- Teep** : division ; unité militaire de l'UPK de base au sein du *malband*

LISTE DES CARTES

Irak et Kurdistan irakien	34
Les campagnes d'Anfal : février-septembre 1988	54
Premier Anfal : 23 février-19 mars 1988	124
Deuxième Anfal : 22 mars-1 ^{er} avril 1988	144
Troisième Anfal (Nord) : 7-20 avril 1988	158
Troisième Anfal (Sud) : 7-20 avril 1988	159
Quatrième Anfal : 3-8 mai 1988	200
Cinquième, sixième et septième Anfal : 15 mai-26 août 1988	224
Dernier Anfal : 25 août-6 septembre 1988	292

TABLE DES MATIÈRES

<i>Une pétition</i> , A. Moustafa Ahmad	5
<i>Préface</i> , Pierre Vidal-Naquet	7
<i>Avant-propos et remerciements</i> , Andrews Whiteley	13
<i>Note sur la méthodologie</i>	25
Introduction	35
CHAPITRE 1. Les membres du parti Baath et les Kurdes	55
L'autonomie kurde et l'arabisation	64
L'exploitation des divisions entre Kurdes	72
1985-1987 : la guerre ouverte	77
CHAPITRE 2. Prélude à la campagne d'Anfal	83
Le seuil chimique	91
La campagne du printemps 1987 : destruction de villages et réimplantation ..	105
Emplois précoces des pouvoirs spéciaux d'al-Madjid	108
Ordres de massacres de masse	111
La définition des « rangs de la nation » : le recensement du 17 octobre 1987	116

CHAPITRE 3. Première phase Anfal : le siège de Sergalou et de Bergalou, 23 février-19 mars 1988	125
L'attaque chimique sur Halabja le 16 mars	134
La chute des quartiers généraux de l'UPK	140
CHAPITRE 4. Deuxième Anfal : Qara Dagh, 22 mars-1^{er} avril 1988	145
L'exode du Qara Dagh	149
La fuite vers le sud de Germian	153
CHAPITRE 5. Troisième Anfal : Germian, 7-20 avril 1988	161
Le plan de campagne : (1) Tuz Khurmatu	164
Le plan de campagne : (2) Qader Karam et le nord de Germian	169
Le plan de campagne : (3) Sengaw et le sud de Germian	175
Les centres de rassemblement	184
Le rôle ambigu du Jahsh	193
CHAPITRE 6. Quatrième Anfal : la vallée de Zab-le-Bas, 3-8 mai 1988 ...	201
Les attaques chimiques sur Goktapa et Askar	204
Le cordon de police de l'Anfal à l'est de Taqtaq	209
La zone de Shwan	214
L'histoire de Zbeida	217
Les points de rassemblement du quatrième Anfal	220
CHAPITRE 7. Cinquième, sixième et septième Anfal : les montagnes de la vallée de Shaqlawa et Rawanduz, 15 mai-26 août 1988	225
La dernière position de l'UPK	232
CHAPITRE 8. Les camps	241
Les camps de l'Armée populaire à Topzawa	241
Les camps de l'Armée populaire à Tikrit	249
Les prisonniers de Bileh et d'Halabja	251
La prison pour femmes de Dibs	254
Un camp de prisonniers pour personnes âgées	258
Les morts à Nugra Salman	263

CHAPITRE 9. Les pelotons d'exécution	271
L'histoire de Muhammad	271
Ozer, Omar et Ibrahim	273
L'histoire de Moustafa	280
L'histoire de Taymour	284
CHAPITRE 10. Le dernier Anfal : Badinan, 25 août-6 septembre 1988	293
Badinan, la veille du dernier Anfal	297
« Des pommes et quelque chose de doux » : les attaques chimiques du 25 août 1988	301
Les exécutions de masse sur place	313
Le fort de Dohouk et la prison pour femmes de Salamiyeh	322
CHAPITRE 11. L'amnistie et ses exclusions	329
Dispersion des survivants du camp	335
L'opération de décharge dans la <i>mujamma'a</i>	338
Le destin des chrétiens et des Yézidis	344
CHAPITRE 12. Les répercussions	351
La poursuite des nettoyages des villages	355
La poursuite des massacres de masse : l'histoire de Yunis	358
La poursuite des massacres de masse : l'histoire d'Hussein	362
La fin de la « situation exceptionnelle »	365
CHAPITRE 13. En voie de disparition	369
Le parti Baath : l'alpha et l'oméga de la campagne d'Anfal	372
ANNEXES	
Annexe 1. Les enregistrements d'Ali Hassan al-Madjid	379
Annexe 2. Ceux qui ont perpétré l'Anfal : guide des principaux individus et agences	387
Annexe 3. Attaques chimiques continues dans le Kurdistan irakien, 1987-1988	391
Annexe 3. Exemples de disparitions massives pendant l'Anfal, par région	397
Annexe 5. Glossaire des termes arabes et kurdes	369

HUMAN RIGHTS WATCH

Human Rights Watch mène des enquêtes régulières et systématiques sur les violations des droits de l'homme dans plus de soixante pays dans le monde. L'organisation traite de la pratique, en matière de droits de l'homme, des gouvernements de tout régime politique, de tout alignement géopolitique, de toute appartenance ethnique ou confession religieuse. Dans le cadre de guerres internes, elle informe des violations commises à la fois par les gouvernements et les groupes rebelles. Human Rights Watch défend la liberté de pensée et d'expression, le recours à des procédures juridiques équitables et une protection égale devant le droit. Elle dénonce et fournit des informations concernant les meurtres, les disparitions, la torture, les emprisonnements arbitraires, l'exil, la censure et les autres violations des droits de l'homme internationalement reconnus.

Human Rights Watch a commencé ses activités en 1978 avec la création d'Helsinki Watch par un groupe de publicistes, d'avocats et autres activistes. L'organisation dispose de bureaux à New York, Washington DC, Los Angeles, Londres, Moscou, Belgrade, Zagreb, et Hongkong. Aujourd'hui, elle comprend les départements Africa Watch, America Watch, Asia Watch, Helsinki Watch, Middle East Watch, le Fund for Free Expression, et mène trois projets de collaboration, le « Projet sur les armes », le « Projet sur les prisons » et le « Projet sur les droits de la femme ». Human Rights Watch est une organisation non gouvernementale, indépendante, soutenue par des contributions individuelles et de fondations privées. Elle n'accepte, directement ou indirectement, aucun fonds public.

Le comité exécutif est composé de Robert L. Bernstein, président ; Adrian W. DeWind, vice-président ; Roland Algrant, Lisa Anderson, Peter D. Bell, Alice Brown, William Carmichael, Dorothy Cullman, Irene Diamond, Jonathan Fanton, Jack Greenberg, Alice H. Henkin, Stephen L. Kass, Marina Pinto Kaufman, Alexander MacGregor, Bruce Rabb, Orville Schell, Gary Sick, Malcolm Smith et Robert Wedgeworth.

Le personnel comprend Kenneth Roth, directeur général en exercice ; Holly J. Burkhalter, directeur de Washington ; Gara LaMarche, directeur associé ; Susan Osnos, directeur de presse ; Ellen Lutz, directeur de Californie ; Jemera Rone, conseiller ; Stephanie Steele, directeur des opérations ; Michal Longfelder, directeur du développement ; Allyson Collins, chercheur associé ; Joanna Weschler, directeur du Prison Project ; Kenneth Anderson, directeur de l'Arms Project ; et Dorothy Q. Thomas, directeur du Women's Rights Project.

Les directeurs généraux des départements de Human Rights Watch sont Abdullahi An-Na'im, Africa Watch ; Juan E. Méndez, Americas Watch ; Sidney Jones, Asia Watch ; Jeri Laber, Helsinki Watch ; Andrew Whitley, Middle East Watch ; and Gara LaMarche, le Fund for Free Expression.

Adresses de Human Rights Watch

485 Fifth Avenue
New York, NY 10017-6104
Tel: (212) 972-8400
Fax: (212) 972-0905
email: hrwatchnyu@igc.org

1522 K Street, N.W., #910
Washington, DC 20005
Tel: (202) 371-6592
Fax: (202) 371-0124
email: hrwatchdc@igc.org

10951 XWest Pico Blvd., #203
Los Angeles, CA 90064
Tel: (310) 475-3070
Fax: (310) 475-5613
email: hrwatchla@igc.org

90 Borough High Street
London, UK SE1 1LL
Tel: (071) 378-8008
Fax: (071) 378-8029
email: africawatch@gn.org

(pour la version française)

© Éditions **KARTHALA & INSTITUT KURDE DE PARIS**

106, rue La Fayette, 75010 Paris

Tél. : (33) 01 48 24 64 64 - Fax : (33) 01 48 24 64 66

www.institutkurde.org

Achévé d'imprimer en février 2003
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : février 2003
Numéro d'impression : 301085

Imprimé en France

Pourquoi ai-je accepté de présenter au public ce livre terrifiant, qui jette une lumière crue sur le massacre subi par les Kurdes entre mars et septembre 1988 ? D'abord, bien entendu, parce qu'il s'agit d'un livre d'histoire, fondé sur des sources irrécusables, quatorze tonnes de documents émanant de la bureaucratie irakienne, des documents qui ne sont pas codés comme les documents nazis, ou qui le sont très rarement. A ces documents qu'il fallait classer, traduire, interpréter, s'ajoute l'enquête sur le terrain menée par les hommes et les femmes de *Human Rights Watch*, organisation humanitaire américaine, qui veille à l'application des droits élémentaires, un peu partout sur la planète.

Les documents étudiés par la section du Moyen-Orient de *Human Rights Watch* permettent de faire l'histoire de ce qui s'est passé dans le Kurdistan irakien de mars à septembre 1988 : arrosage de villes et de villages au gaz, massacre des hommes, des femmes et des enfants, établissement de camps de concentration, de prisons parfois meurtrières, fusillades en masse, tortures diverses. Ils permettent, grâce aux enquêtes qui les accompagnent, non, bien évidemment, de faire parler les morts, mais de reconstituer nombre d'histoires individuelles, celles de femmes et d'hommes qui ont échappé aux assassins.

Si cette étude ne laisse aucun doute sur la volonté de tuer, elle permet de voir que, même au sein de la bureaucratie, de l'armée et de la police irakiennes, il y eut des hommes qui surent se comporter avec humanité. Il ne s'agit pas de condamner un peuple, mais d'analyser une pratique qui fut, je le dirai aussi nettement que possible, monstrueuse. Et pourtant personne n'a enlevé Saddam Hussein pour le traduire devant la Cour de justice internationale de La Haye.

Pierre Vidal-Naquet

